

LA GRANDE COALITION DES MINEURS DE RIVE-DE-GIER

EN 1844

I

La coalition ouvrière que nous nous proposons de décrire dans la présente étude peut compter, à juste titre, parmi les symptômes les plus eloquents de la révolution qui, quatre ans plus tard, devait mettre fin au règne de Louis-Philippe. Par son étendue, par l'âpre intensité de la lutte, cette grève mérite une place importante dans la série des événements qui avait commencé par l'insurrection de Lyon et continua par les coalitions des ouvriers de Paris en 1840. Les nombreuses grèves qui s'étaient produites dans toutes les régions industrielles du royaume avant et après 1831, notamment aux environs de 1840, comme aussi après 1844, devront faire l'objet d'une étude minutieuse¹, mais l'attention de l'historien de la classe ouvrière est attirée, dès l'abord, par les trois dates que nous venons d'indiquer. Or, si peu qu'ait été étudié jusqu'à présent le mouvement des ouvriers parisiens de 1840, les événements de Rive-de-Gier l'ont été encore moins. Nous espérons donc que la présente étude, fondée sur des documents inédits des Archives nationales, ne sera pas tout à fait inutile. Outre l'intérêt des faits mêmes, l'historien qui s'occupe des idées sociales de la première moitié du xix^e siècle ne saurait non plus négliger les indications, si vagues et incomplètes qu'elles soient, que nos documents nous fournissent sur le rôle de certaines doctrines et, notamment, de la propagande communiste dans les événements de l'époque.

Ce n'était ni pour la première ni pour la dernière fois que les mineurs de Rive-de-Gier se mettaient en grève en 1844. Pour ne citer que deux

¹ Elle fera partie de notre volume consacré à l'histoire de la classe ouvrière de France sous la monarchie de Juillet (actuellement en préparation). — Nous apprenons au dernier moment qu'un ouvrage analogue a été entrepris, indépendamment du nôtre, par un jeune historien de Harvard, M. Frank E. Manuel.

exemples, mentionnons les faits analogues qui s'étaient produits en 1840 et se reproduiront en 1846. Mais, comme l'avaient déjà constaté les contemporains, le mouvement de 1844 se distingue, dès le début, par son caractère particulièrement organisé ; sa durée et la force de résistance des grévistes furent tout aussi frappantes. Aussi, depuis les coalitions parisiennes de 1840, aucun événement de ce genre n'avait-il produit sur le public de l'époque une impression aussi profonde.

D'après les versions officielles, le motif initial du mouvement aurait été le suivant. Le salaire journalier des mineurs (notamment des piqueurs et boiseurs), dans toutes les exploitations qui formaient le bassin minier de Rive-de-Gier, était en moyenne de 3 fr. 50 ; dans un puits seulement, ces ouvriers touchaient 4 francs pour une journée de dix heures. Les propriétaires de ce dernier puits décidèrent à leur tour de réduire ce salaire à 3 fr. 50. C'est en réponse à cette mesure que les ouvriers auraient quitté le travail, en exigeant, de plus, que le tarif de 4 francs fût également appliqué dans toutes les autres exploitations¹.

Nous trouvons un témoignage analogue quant au fond, mais divergeant quant aux détails, dans la *Réforme* du 1^{er} mai 1844, sous la plume d'un observateur étranger au conflit, mais visiblement disposé en faveur des ouvriers. Les deux tiers du bassin de Rive-de-Gier, constate-t-il, sont exploités par la Compagnie générale, fondée il y a peu de temps. Dans les mines qui ne relèvent pas de cette Compagnie, le salaire moyen était de 3 ou 4 francs par jour ; dans les mines de la Compagnie, il n'était que de 2 fr. 50 ; dans un seul puits, les mineurs gagnaient jusqu'à 4 francs, vu les conditions de travail particulièrement difficiles, l'atmosphère de cette mine étant à peine respirable. C'est à cette dernière entreprise que s'en prit l'administration des mines. La journée y fut portée de dix à douze heures, le salaire diminué de 25 centimes, et le bruit courut que le prix de la journée allait être partout diminué de 40 centimes.

Une troisième version, plus tardive, émanant des ouvriers mêmes, élargit singulièrement le caractère et le sens du conflit. Nous la relevons dans les mémoires (sorte de cahiers de doléances) et les tableaux annexes, présentés par les délégués des mineurs en réponse à l'enquête sur les questions du travail agricole et industriel qui fut prescrite, dans chaque canton, par un décret de l'Assemblée nationale du 25 mai 1848².

1. Arch. nat., BB¹⁶ 1419-1421. Le procureur général au garde des Sceaux, Lyon, le 8 avril 1844.

2. Arch. nat., C. 956 (archives de l'Assemblée nationale). Deux mémoires sans titre, l'un

Il nous est impossible ici d'examiner dans toute leur ampleur ces documents fort instructifs à beaucoup d'égards. Nous espérons y revenir ailleurs, en nous bornant pour le moment à en extraire, avec toutes les réserves qu'impose ce genre de témoignages, les principales données relatives à l'événement dont nous nous occupons ici. Il apparaît qu'aux yeux des ouvriers les conditions de leur travail et, notamment, le taux des salaires avaient tendu à empirer depuis la constitution, en 1835, des compagnies d'exploitation « étrangères au pays », et surtout depuis que ces dernières se furent fondues en une Compagnie générale¹, ce qui se produisit très peu de temps avant la grande grève. « Vers la fin de 1843 », écrivent les mineurs, « une coalition infâme se forma à Rive-de-Gier; ces diverses compagnies se rallièrent ensemble, ce ne fut plus qu'une Compagnie générale à qui l'ouvrier donna le nom de Monopole; dès ce moment, les ouvriers, les consommateurs et toutes les industries du pays furent obligés de subir les rigueurs de ces infâmes manœuvres; le prix des journées diminua tout d'un coup, le nombre d'heures de travail augmenta². » Suivant les données des Tableaux, la journée des mineurs, qui, en 1830-1844, avait duré de 4 heures du matin jusqu'à 2 ou 3 heures de l'après-midi (y compris l'heure du repas, que les ouvriers prenaient généralement dans les puits), se prolongea, à partir de cette époque-là, jusqu'à 5 heures du soir. Les salaires moyens avaient subi, d'après le même document, les changements suivants :

	1830-1844	1844-1848
Piqueurs	5 à 6 fr. (à la journée)	3 fr. 50 à 3 fr. 75 (moy.)
Boiseurs	4 à 4 fr. 25	3 fr. 50

dans un cahier d'écolier (dix-huit pages), l'autre sur des feuilles de grand format, tous deux revêtus de huit signatures des délégués ouvriers (de Rive-de-Gier). Le deuxième reproduit en majeure partie, en le modifiant ou complétant suivant les conditions particulières à Rive-de-Gier, le mémoire des mineurs de Saint-Étienne intitulé *Réclamations relatives aux ouvriers mineurs. Par Thiétière Jean-Baptiste*. Les quatre tableaux annexes sont censés répondre à la question relative aux salaires (n° 7 de l'Enquête), mais les *Observations générales* dépassent de beaucoup les cadres de cette question et reprennent en partie les données et doléances des mémoires. Ces tableaux indiquent, outre les salaires, la quantité de charbon extrait et la durée de travail; ils se rapportent respectivement aux années 1820-1830, 1830-1844, 1844-1848 et 1848.

1. Le caractère et le rôle de ces Compagnies, qui mirent aux prises les intérêts locaux et le gros capital industriel venu du dehors, constitue une page importante de l'histoire économique de l'époque. Ceci encore est une question que, faute de place, nous devons nous abstenir d'étudier ici.

2. Arch. nat., C. 956. Mémoire des mineurs (cahier, p. 17). — Cf. Tableaux de 1844-1848. *Observations* : « Cette coalition, si redoutable pour toutes les industries, ne fut plus qu'un monopole écrasant pour les ouvriers mineurs. »

Traineurs	4 fr.	3 fr. 25
Chargeurs	3 à 3 fr. 75	3 fr.
Enchaîneurs « dessous le puits »	4 à 4 fr. 50	4 fr. 50
Remblayeurs	3 fr.	2 fr. 50
Toucheurs	2 à 2 fr. 50	1 fr. 75

Entre autres griefs que les ouvriers s'empressèrent d'exposer avec force détails aussitôt que les conditions politiques leur donnèrent l'occasion de se faire entendre, on accusait les Compagnies d'économiser, au risque de graves dangers, les frais d'entretien et de réparation des chantiers et, surtout, d'embaucher de préférence des « étrangers », c'est-à-dire, les documents le disent explicitement, des gens des compagnes ou des autres départements, dont le peu d'expérience provoquait de nombreux accidents¹. C'est par ces conditions générales, et non par des faits de détail relativement insignifiants qui n'ont dû que servir de prétexte, que les mineurs eux-mêmes expliquent les événements de 1844 : « A cette époque (fin 1843) », écrivent-ils, « ... une subite augmentation d'heures de travail fut imposée dans tous les puits qui appartenaient à la grande Compagnie ; bientôt cette compagnie chercha à diminuer les ouvriers ; ses ouvriers se soulevèrent en général et firent grève². »

D'après la version officielle, dès le mois de mars (1844), les mineurs donnèrent des signes d'agitation ; certains travaux furent en partie abandonnés. Les ouvriers étaient mécontents du nouveau directeur de la compagnie, Ambert, qui voulait soit augmenter la journée de travail, soit en diminuer le prix. La grève proprement dite commença le 1^{er} avril, et les autorités locales s'en montrèrent aussitôt préoccupées, vu la proximité de Lyon, où l'attitude de la population ouvrière inspirait également des inquiétudes³. Pendant les deux premiers jours, le pouvoir central ne semble pas avoir été alerté, mais, dès le 3 avril, une dépêche télégraphique du procureur général de Lyon informait le garde

1. Un exposé des principaux accidents qui se sont produits, de 1820 à 1847, dans le bassin minier de Rive-de-Gier, avec indication du nombre des victimes, est annexé au mémoire. — Cf., dans le même dossier, le rapport de la commission médicale adjointe à l'enquête, etc. (Saint-Étienne, 11 décembre 1848), qui ne concerne, il est vrai, que le bassin de Saint-Étienne, celui de Rive-de-Gier non compris, mais constate, d'une manière générale, notamment pour les années 1836-1843, que les données de l'administration des mines « amoindrirent singulièrement le martyrologe des ouvriers ».

2. Tableaux de 1844-1848. Observations générales (suit la description des événements).

3. Arch. nat., BB¹⁸ 1419-1421. Le procureur général au garde des Sceaux, Lyon, le 3 avril 1844.

des Sceaux que deux mille ouvriers de Rive-de-Gier avaient quitté le travail et menaçaient de détruire les machines. On procéda à des arrestations et des troupes de ligne furent envoyées pour prêter main-forte à la gendarmerie. Si les souvenirs des ouvriers eux-mêmes sont exacts, les autorités auraient d'abord essayé d'agir par la persuasion : averti de ce qui se passait, le préfet de la Loire « descendit à Rive-de-Gier est (*sic*) fut de suite à la mairie de cette ville où il fit appeler les ouvriers et demanda que sept ou huit seulement lui parle (*sic*), il demanda ce qui avait occasionné cette grève, les ouvriers lui exposèrent que c'était parce que ont (*sic*) leur diminuait leur déjà faible salaire, il conseilla aux ouvriers de reprendre leurs durs travaux, mais les ouvriers n'ont rien écouté, quelques jours après ont (*sic*) commença d'en faire ramasser quelques-uns pour faire peur aux autres¹ ». Mais les ouvriers, loin de se laisser intimider, entourèrent le convoi qui emmenait les prisonniers et manifestèrent l'intention de les libérer de force. Seule la menace de faire feu obligea la foule à se disperser.

Les arrestations se poursuivirent les jours suivants. Les grévistes essayaient de se glisser jusqu'aux puits pour régler leur compte à ceux qui continuaient à travailler, mais les troupes les empêchaient de passer. Cependant, l'agitation ne cessait d'augmenter. Les ouvriers n'avaient pas réussi à dégager leurs camarades tombés aux mains des gendarmes, mais ils ne voulaient pas se résigner à cette défaite. Le 4 avril, dix-sept prévenus devaient être transférés de la prison de Rive-de-Gier dans celle de Saint-Étienne. Les autorités avaient pris leurs précautions : l'escorte était composée de soixante-dix fantassins, vingt-cinq chasseurs à cheval et dix gendarmes à pied et montés, commandés par un capitaine d'infanterie, un lieutenant de chasseurs et le lieutenant de gendarmerie. Ce détachement devait être protégé, dans sa marche à travers le bassin houiller, par une compagnie d'infanterie cantonnée à cinq kilomètres de Rive-de-Gier. Mais, en arrivant aux abords du village de la Grande-Croix, non loin de Rive-de-Gier, le convoi fut surpris par une foule de trois ou quatre cents mineurs qui l'assaillirent à coups de pierres². Des enfants de douze à quatorze ans se suspendaient aux brides des cavaliers pour les empêcher d'avancer. Les soldats s'empressèrent d'entourer les charrettes où étaient placés les détenus. Cependant, l'attaque redoublait de violence ; des pierres

1. Arch. nat., C. 956. Tableaux de 1844-1848. Observations.

2. *Ibid.*, BB¹⁸ 1419-1421. Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 5 avril 1844, 11 heures du soir. — *Ibid.* Dépêche télégraphique du même au même, le 6 avril.

furent lancées sur les hommes du convoi des fenêtres des maisons voisines. L'infanterie campée de l'autre côté du village vint renforcer l'escorte ; des coups de feu furent tirés, après quoi les assaillants finirent par se disperser en laissant sur les lieux six hommes grièvement blessés, dont l'un sur le point de succomber. Aucun militaire ne fut sérieusement atteint. Un seul des prévenus réussit à s'évader.

Aussitôt, sur l'ordre du ministre de la Guerre, toute la région des mines fut occupée par les troupes¹.

Pendant les premiers jours d'avril, les mineurs de Rive-de-Gier firent quelques tentatives infructueuses pour « agrandir le théâtre de la révolte », notamment pour entraîner dans le mouvement leurs camarades de Saint-Étienne². A Rive-de-Gier même, les travaux continuaient tant bien que mal, considérablement réduits et d'une façon intermittente. Les ouvriers qui ne s'étaient pas joints à la coalition redoutaient les représailles de la part des grévistes, et la présence des troupes était surtout destinée à les protéger. Toutefois, le 5 avril, par exemple, les coalisés avaient réussi à s'emparer de quelques-uns de ces hommes, qu'ils promènèrent, avec force huées, à travers les rues. Entre temps, les arrestations se multipliaient. Des centaines de gens guettaient, des heures durant, le passage des prisonniers et faisaient pleuvoir des pierres sur les hommes du convoi³. Pour éviter les collisions, on cherchait à opérer les arrestations au petit matin⁴. Les ouvriers les plus compromis s'empressaient de se cacher.

Dès les premiers jours, les autorités durent reconnaître l'esprit de décision et de discipline qui régnait parmi les ouvriers. « La coalition paraît fortement organisée », écrivait, le 3 avril, le procureur de Lyon à son ministre. Les mineurs se postaient régulièrement à l'entrée des puits pour empêcher les autres d'y descendre, pendant que leurs camarades montaient la garde à quelque distance de là, prêts à intervenir en cas de besoin. On s'opposait, de même, à l'approvisionnement des chevaux dans les mines. Les machines n'étaient pas détruites, mais quelquefois démontées, afin qu'on ne puisse pas s'en servir. La grève s'étendait ; il y en eut des répercussions jusqu'à Saint-Chamond. Chose particulièrement grave aux yeux des autorités, l'agitation semblait gagner les milieux ouvriers de Lyon. Dès le 3 avril, le procureur géné-

1. Arch. nat. Le ministre de la Guerre au garde des Sceaux. Paris, le 9 avril.

2. *Ibid.* Saint-Étienne, le 6 avril 1844. — Cf. 1420. Lyon, le 10 avril.

3. *Ibid.* Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 10 avril 1844.

4. *Ibid.* Du même au même. Lyon, le 4 avril 1844.

ral de cette ville informait le garde des Sceaux que les ouvriers n'y étaient pas sûrs, qu'ils tenaient des réunions clandestines où l'on prononçait des discours malveillants à l'égard du gouvernement. Un jour plus tard, le même magistrat annonce à son chef que les ouvriers lyonnais « se constituent en sociétés » ; leur nombre atteint à quelque vingt mille. Le parquet de Lyon procéda à de nombreuses arrestations.

Après le tragique incident de la Grande-Croix et l'occupation de la région par les troupes, les autorités s'attendaient à ce que la résistance fût bientôt brisée. Mais le mouvement, au contraire, ne faisait que s'étendre et s'affirmer. Quelques palefreniers restaient au fond des puits, veillant sur les chevaux et n'osant pas remonter par crainte des repréailles ; l'approvisionnement des hommes et des bêtes était assuré par les soldats — c'est à quoi se bornaient, somme toute, les mesures prises par le gouvernement. Un certain nombre d'arrestations excepté, on hésitait visiblement à sévir avec trop de rigueur. C'est que, pour cette fois, on se trouvait en présence d'un fait que les témoins officiels n'ont pu s'empêcher de constater de la façon la plus catégorique : la grève se déroulait dans une atmosphère de sympathie générale pour les ouvriers. La masse des consommateurs, la petite bourgeoisie agricole, dont les intérêts avaient été lésés par le « monopole » des Compagnies, ne dissimulaient nullement leur sentiment. S'il était difficile de mettre la main sur les ouvriers les plus actifs, ce n'était pas, comme le prétendaient les rapports de la police, du fait qu'ils portaient généralement des masques, mais parce que les autorités locales elles-mêmes, les maires de villages, par exemple, les laissaient faire, se refusaient pratiquement à les poursuivre. Or, les maires, depuis Napoléon, étaient la cheville ouvrière de la police rurale ; les mineurs de Rive-de-Gier trouvaient facilement cachette et subsistance dans les innombrables villages des alentours dont la sympathie leur était acquise. Cet état de choses était à tel point évident que le plus haut magistrat de la région, le procureur général de Lyon, crut devoir s'installer pour quelque temps à Rive-de-Gier. « Tous les maires se cachent ou refusent leur appui », écrivait-il au garde des Sceaux ; « il est bien important que l'autorité supérieure se montre pour réprimer le désordre et rassurer la population. » Cette grève, reconnaît-il, ne ressemble pas à toutes les autres, car la population lui est favorable, considérant ce mouvement comme une déclaration de guerre au monopole de la Compagnie minière. Si l'incident sanglant de la Grande-Croix a pu se produire, c'est que, croyait-on, il avait été impossible de transporter les

prisonniers par chemin de fer, de crainte que la ligne ferroviaire ne fût coupée par les coalisés que la population locale aurait probablement aidés¹. On comprend, dans ces conditions, qu'au lendemain même de l'incident en question, le procureur général ait tenu, d'une part, à prendre, une fois de plus, la défense de la Compagnie², tout en se demandant, d'autre part, « s'il est convenable de faire évoquer cette affaire par la Cour ».

En effet, la part active que « les habitants du village » avaient prise à l'attaque du convoi commandait aux autorités une certaine discrétion. Le gouvernement de Louis-Philippe savait qu'un régime contraire aux intérêts des petits propriétaires ruraux avait en France peu de chances d'être viable ; il n'avait donc nulle envie de donner une publicité fâcheuse à ses querelles avec la campagne. Cependant, tout en s'en rendant compte, le ministère faisait pratiquement tout ce qu'il fallait pour indisposer contre le gouvernement la petite bourgeoisie, tant citadine que rurale. En particulier, dans cette affaire de Rive-de-Gier, il adopta dès les premiers jours une attitude très déterminée en faveur de la Compagnie des exploitants et contre les ouvriers, comme aussi, implicitement, contre les consommateurs, pour la bourse bien garnie contre celles qui ne le sont pas.

Quoi qu'il en soit, tous les témoignages recueillis au cours de l'enquête concordaient sur ce point : la campagne faisait cause commune avec les ouvriers coalisés. « Le guet-apens de vendredi dernier a été plus coupable encore que nous ne pensions », écrivait le procureur général dès le 7 avril. « L'attaque a eu lieu dans le village même de la Grande-Croix et toute la population y a participé. »

Si le sang versé avait intimidé les uns, il avait surtout exaspéré les autres. Les maires des villages et, par conséquent, les gardes champêtres qui relevaient d'eux, sabotaient décidément toutes les mesures du Parquet ; le procureur ne pouvait compter que sur les policiers et les gendarmes. Or, c'étaient généralement des hommes étrangers au pays, qui ne connaissaient personne ni de vue ni de nom et ne pouvaient fournir aucune information utile ; il y avait donc peu à tirer de leur collaboration. « Il sera difficile de faire sur-le-champ des arrestations », se plaint amèrement le procureur. « La police et la gendarmerie

1. Arch. nat., 1421. Lyon, le 5 avril.

2. *Ibid.* « Une association s'est formée entre plusieurs exploitants de mines. L'autorité a toujours pensé qu'elle n'était pas contraire à la loi et que c'était le seul moyen de préserver l'industrie houillère d'une ruine totale. »

peuvent seules nous procurer les noms des principaux coupables. Quant aux maires, ils ne nous ont encore donné qu'un seul signe de leur existence : l'un d'eux nous a suscité hier le plus grand embarras en autorisant l'enterrement à Rive-de-Gier de l'ouvrier qui était mort (à la suite des blessures reçues à la Grande-Croix) et qui appartenait à une autre commune. Nous n'avons été averti de cet incident qu'à l'instant où le convoi se présentait aux portes de la ville. L'ordre n'a pas été troublé ; très peu d'ouvriers ont osé se montrer¹. » Ainsi donc, si l'enterrement n'a pas donné lieu à des manifestations fâcheuses, ce ne fut certes pas un mérite des autorités locales. Le fait était symptomatique et le procureur général l'a fort bien compris. A la même époque, le maire de Rive-de-Gier et ses deux adjoints donnèrent leur démission, « pour des motifs étrangers à la coalition, mais à l'instant même où celle-ci a commencé² ».

Le 8 avril, les exploitants se décidèrent à une première concession. Ils se déclarèrent, mandait le procureur général au ministre, « disposés à maintenir tous les anciens prix ». Il s'agissait, notamment, du puits où le travail était particulièrement difficile et dangereux. Mais à présent, après plus d'une semaine de lutte, alors que le sang avait coulé et que plusieurs dizaines de leurs camarades étaient en prison, les ouvriers ne voulaient pas se contenter d'un résultat aussi mince. Ils insistaient sur leur revendication générale, à savoir sur le salaire de 4 francs pour la catégorie respective de mineurs dans tous les autres puits. La compagnie refusa de céder sur ce point et le travail ne fut pas repris.

Pendant la première quinzaine d'avril, les coalisés firent beaucoup d'efforts pour gagner à leur mouvement les mineurs de Saint-Chamond, Saint-Étienne, Firmini. Ils y réussirent parfois, mais, à Saint-Étienne, par exemple, leurs émissaires furent arrêtés par la police. Ces tentatives ne laissaient pas d'inquiéter les autorités ; elles étaient considérées, à juste titre, comme une preuve de plus de l'organisation exceptionnelle du mouvement. « Les ouvriers de Rive-de-Gier ont agi avec un ensemble qui a étonné tout le monde. Ils ont prouvé qu'ils étaient parfaitement organisés et qu'ils avaient mis à profit les mauvais conseils qui leur viennent de tant de côtés. On leur répète sans cesse que maintenant la troupe est médiocrement disposée à défendre l'ordre ; ils ont éprouvé qu'on les abusait sur ce point », écrit le procureur général après s'être

1. Arch. nat. Lyon, le 7 avril.

2. *Ibid.* Lyon, le 10 mai.

évidemment assuré que les troupes, quoi qu'on dit, restaient encore fidèles à l'« ordre »¹.

Étroitement surveillés par la force armée et la police, les ouvriers avaient beaucoup de peine à communiquer entre eux. Ils eurent alors recours au stratagème suivant : la nuit, un coup de feu partait d'un des coteaux déserts qui entourent Rive-de-Gier ; c'était un signal pour avertir les mineurs des environs que la grève continue et qu'ils ne doivent pas reprendre le travail. « Cette coalition, à la différence des précédentes, a pris sur-le-champ le caractère d'une révolte fortement organisée », constate une fois de plus le procureur général². Ainsi qu'il l'avait prévu, les arrestations se poursuivaient avec beaucoup de lenteur. Les ouvriers grièvement blessés à la Grande-Croix ne pouvaient être emprisonnés, car deux d'entre eux étaient mourants et deux autres avaient dû être amputés ; ceux qui avaient reçu des blessures moins graves avaient réussi à se cacher. On dut se contenter de saisir, un peu au hasard, des gens soupçonnés d'avoir pris part au « guet-apens » du 4 avril ou de jouer un certain rôle dans le mouvement général et que l'on pouvait, avec plus ou moins de vraisemblance, faire passer pour des « meneurs ». Il ne fallait pas non plus laisser sans récompense les hommes de la troupes qui s'étaient particulièrement distingués lors de l'affaire de la Grande-Croix³.

Le préfet de la Loire vint sur les lieux ; les exploitants lui déclarèrent qu'ils se refusaient à toute nouvelle concession. Cependant, une partie des ouvriers était déjà réduite à la mendicité ; leur situation devenait difficile et les autorités enregistraient minutieusement tous les indices de leur découragement⁴. Le préfet convoqua tous les maires des villages avoisinants et leur proposa d'intervenir auprès des mineurs pour les engager à reprendre le travail. Cette tentative donna de bien maigres résultats : un seul maire se prononça pour le gouvernement, deux prirent ouvertement parti pour les ouvriers, tous les autres gardèrent

1. Arch. nat. Lyon, le 8 avril 1844, 9 heures du matin.

2. *Ibid.* Lyon, le 10 avril.

3. *Ibid.* Le ministre de la Justice au ministre de la Guerre. Expédié le 10 avril 1844. — Quatre ans plus tard, les mineurs de Rive-de-Gier rappelaient avec amertume ce dernier détail : « ... ces malheureux (les ouvriers sur lesquels on avait tiré) n'avait (*sic*) ni fusil ni pistolets ni aucune arme de défenses, et la preuve en est qu'après une perquisition domiciliaire on en a même pas trouvé. Mais ça n'empêche que le Maréchal de logis a eu la croix pour cette affaire, ou plutôt pour cette atrocité la plus infame, tandis qu'un brave qui combattait l'ennemi avec le courage le plus ardent, aura bien souvent des reproches pour récompense » (C. 956. Tableaux 1844-1848. Observations).

4. BB¹⁸ 1419-1421. Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 11 avril 1844.

le silence. Ce fut alors que le procureur du roi à Rive-de-Gier comprit que l'on ne pouvait compter sur le concours des autorités rurales¹. Son chef à Lyon, on l'a vu, s'en était déjà aperçu.

Vers le milieu d'avril, des mains inconnues répandirent parmi les ouvriers des tracts imprimés ; on leur distribuait aussi un pamphlet de Jules Le Roux intitulé *Le bourgeois et le prolétaire*. En même temps, les choses eurent l'air de se gâter de nouveau à Saint-Étienne : dix-sept ouvriers, des jeunes gens de quatorze à seize ans, employés à monter le charbon des puits, demandèrent une augmentation des salaires (de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour). N'ayant pas reçu satisfaction, ils quittèrent le travail. Les autorités étaient informées que l'on faisait « de grands efforts pour exciter les ouvriers au désordre² ». Le procureur général voyait en tout cela la main des communistes : n'étant pas assez forts pour lutter contre le gouvernement à Lyon, ils cherchaient, croyait-il, à créer des embarras ailleurs. « Comment s'étonner que les ouvriers de Rive-de-Gier n'aient pas encore repris leurs travaux?... Les factions les encouragent, les journaux les excusent, les maires et les prêtres leur témoignent des sympathies. » Seule, la présence des troupes empêche les coalisés de se livrer « aux plus déplorables excès³ ».

II

Chaque jour qui s'écoulait semblait démontrer de mieux en mieux que cette grève des mineurs marquait, à certains égards, une nouvelle page dans l'histoire du mouvement ouvrier. La correspondance officielle revient sans cesse sur cet aspect du problème : « Les premiers actes (des grévistes) ont révélé une puissante organisation. Jusqu'ici, les coalitions, avant d'en venir à des excès, gardaient longtemps une attitude inoffensive. Désormais, il faut s'attendre à les voir procéder comme des insurrections. » Malgré la présence des troupes, les concessionnaires et les habitants « éprouvent un grand effroi » ; les arrestations « exigent de grandes précautions⁴ ». En fait, les autorités ne savaient pas trop qui l'on devait arrêter. Néanmoins, un mandat d'ame-

1. Arch. nat. Le procureur du Roi au procureur général. Rive-de-Gier, le 12 avril 1844, 7 heures du matin.

2. *Ibid.* Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 17 avril 1844.

3. *Ibid.* Du même au même. Lyon, le 18 avril 1844. — En parlant des prêtres, le procureur vise évidemment le clergé légitimiste, qui profitait quelquefois des circonstances pour prêcher subrepticement contre Louis-Philippe.

4. *Ibid.* Le procureur général au garde des Sceaux. Saint-Étienne, 19 avril 1844.

ner fut lancé le 21 avril contre onze mineurs, mais l'on ne put mettre la main que sur trois d'entre eux ; les autres réussirent à s'échapper. Et encore, pour effectuer ces trois arrestations, fallut-il s'entendre avec le général de Perron, commandant des troupes de la région, et le procureur annonçait avec satisfaction que les prévenus ont pu être transférés dans la prison de Saint-Étienne sans incidents fâcheux.

Ces hommes allaient être jugés en correctionnelle ; il n'y avait donc pas lieu de s'en inquiéter. Mais que faire de ceux qui étaient impliqués dans l'affaire de la Grande-Croix ? Les journaux avaient parlé de cet incident en désapprouvant l'attitude du pouvoir ; à la Chambre des pairs, le vicomte Dubouchage avait prononcé à ce propos quelques mots désagréables... Le procureur général affirme maintenant que, revenant sur ses premiers sentiments, il ne demanderait pas mieux que de porter cette affaire devant les tribunaux : ainsi, tout le monde apprendrait que l'assaut contre le convoi avait été concerté avec la plus grande effronterie, que les soldats eurent raison de tirer des coups de feu et de sabrer les assaillants. Mais qui juger ? Ceux qui ont été blessés par les armes blanches se cachent et les maires ne les dénoncent pas. Traduire à la barre les grands blessés qui n'ont pas encore succombé ? L'ennui, c'est qu'un assaut à main armée relève de la Cour d'assises et le procureur craint que le jury de la Loire, qui est « peut-être le plus faible de tous », n'acquitte les prévenus. Certes, le magistrat « reste très indifférent aux insultes des journaux » ; il voudrait seulement que les faits donnassent un démenti à l'orateur de la Chambre des pairs¹... Le pouvoir central sut voir clair dans ce style amphigourique ; il fut décidé que l'on passerait l'éponge sur l'affaire de l'assaut armé — c'est à peine si la correspondance officielle mentionnera désormais, de temps en temps, quelque ouvrier mort à la suite de ses blessures. Mais c'est généralement un homme étranger au pays, personne ne s'y intéresse, on l'enterre sans le moindre incident². De ce côté, tout est donc bien fini. Mais la grève même donne encore du fil à retordre. On apprend aussi que les sociétés secrètes de Lyon font des collectes pour venir en aide aux mineurs de Rive-de-Gier. Le résultat matériel est médiocre — quelque 50 ou 60 francs — mais c'est tout de même un encouragement, constate le procureur général (25 avril).

Le 23 avril, on put espérer que la résistance de la coalition allait faiblir. Deux jours plus tôt, les ouvriers avaient envoyé une délégation

1. Arch. nat. Du même au même. Lyon, 21 avril 1844.

2. *Ibid.* Lyon, 23 avril 1844.

auprès du procureur général, mais il refusa de l'entendre en déclarant que sa mission, qu'il remplirait jusqu'au bout, était de réprimer le désordre ; quant à la question des salaires, il fallait en référer aux patrons. Le 23 avril, une centaine de mineurs consentirent à reprendre le travail sans augmentation de salaires ; dans l'après-midi, leur nombre avait déjà doublé. Le procureur ne cachait pas sa joie, convaincu que la cause des mineurs était perdue, qu'ils ne réussiraient pas cette fois, comme ç'avait été le cas en 1840, à obtenir satisfaction¹. Il faut dire que les autorités, qui n'avaient rien eu contre un arrangement à l'amiable avant que la grève ne fût déclarée, envisageaient avec dépit toute concession de la part des exploitants depuis que le mouvement s'était déclenché. C'était, à leur avis, encourager les ouvriers à la révolte.

Notons que les témoignages officiels relatifs à la défaite imminente de la coalition comportent un point obscur. On y dit, notamment, que les exploitants, sans consentir à augmenter les salaires, accordent aux ouvriers qui reprennent le travail des « gratifications ». Que faut-il entendre par là ? S'agissait-il d'une simple charité ou bien d'une manière détournée de céder tout en sauvegardant les apparences ? Le procureur général, très explicite lorsqu'il y a lieu de louer la fermeté des exploitants, préfère glisser sur ce détail.

Cependant, la grève était encore loin d'être finie. Le nombre des mineurs qui redescendaient dans les puits augmentait très lentement ; ces hommes étaient souvent malmenés par leurs camarades plus persistants². D'ailleurs, ce progrès même n'était pas continu : le 28 avril, le travail était repris en tout par 400 mineurs, mais deux jours plus tard on n'en comptait que 194. Les autorités attribuaient ce revirement au fait que les grands journaux d'opposition, le *National* et la *Réforme*, avaient ouvert une souscription en faveur des ouvriers coalisés et recueilli des sommes importantes. En outre, constate le procureur dans son rapport du 30 avril, les mineurs de la région s'étaient habitués à obtenir gain de cause lors de leurs grèves précédentes et ne voulaient pas, cette fois non plus, se résigner à la défaite. Le 1^{er} mai, il y eut dans les puits cinquante hommes de moins que les jours précédents. Le ministre de la Justice apprend avec déplaisir que les exploitants semblent faiblir et se montrent disposés à négocier avec leurs

¹ Arch. nat. Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, 23 avril. A la même date, dépêche télégraphique du même au même. — Cf. lettre du 25 avril.

² *Ibid.* Le 27 avril 1844.

ouvriers. Il recommande vivement au procureur général d'empêcher un pareil arrangement, car ce serait encourager les ouvriers à recommencer, par conséquent « entrer dans une voie des plus dangereuses¹ ».

Les autorités avaient de bonnes raisons d'être inquiètes et mécontentes. La grève, immense pour l'époque, durait déjà depuis un mois ; son action se faisait sentir bien au delà de Rive-de-Gier, entretenant un état d'effervescence parmi la population ouvrière environnante et trouvant parfois des échos même dans les localités minières assez éloignées. Ainsi, dans les mines de la Grand-Combes (circonscription de Nîmes), des « symptômes d'agitation » se déclarèrent vers la fin d'avril ; on y vit paraître des placards manuscrits contenant des menaces à l'adresse de l'administration, des récriminations contre les salaires insuffisants, etc. Le directeur de cette exploitation renvoya sur-le-champ cinquante ouvriers — non qu'il eût la moindre preuve de leur culpabilité, mais parce que, à son avis, ils étaient responsables du désordre².

Des renseignements assez vagues, difficiles à contrôler, mais très vraisemblables, dénonçaient de temps en temps l'influence d'agitateurs communistes. Le 1^{er} mai, le procureur général communiquait au ministre qu'il avait été informé d'une réunion de communistes à Givors, village situé entre Lyon et Rive-de-Gier ; ces hommes auraient essayé de provoquer une grève des ouvriers verriers.

Quoi qu'il en soit, après quelques jours de fléchissement, la coalition de Rive-de-Gier reprit soudain de la vigueur. Les exploitants hésitaient. La Compagnie générale, il est vrai, restait inflexible, mais quelques concessionnaires qui n'en faisaient pas partie (les Compagnies « dissidentes », comme les appellent les mineurs) cherchaient visiblement à s'entendre avec les ouvriers, entamaient des négociations. Les directeurs et autres employés supérieurs des entreprises parlaient de quitter le pays, craignant que les troupes ne fussent retirées³. Le nombre des mineurs qui étaient redescendus dans les puits, loin d'augmenter, avait plutôt tendance à diminuer et, chose plus grave, les ouvriers se comportaient avec plus d'assurance que jamais. Maintenant, ils demandaient non seulement une augmentation des salaires, mais, de plus, un tarif ferme, un conseil de prud'hommes, une caisse de secours administrée par eux-mêmes et non par les exploitants. Quand il n'y avait pas de soldats à proximité, les mineurs s'assemblaient dans les rues, quel-

1. Arch. nat. Le garde des Sceaux au procureur général de Lyon. Paris, 4 mai 1844.

2. *Ibid.* Le procureur au garde des Sceaux. Nîmes, le 2 mai 1844.

3. *Ibid.* Lyon, le 30 avril 1844.

quelque fois devant la maison de quelque riche propriétaire, et chantaient la *Marseillaise* ou le *Ça ira*¹. Tout cela était très significatif, très différent de ce qu'avaient été les coalitions purement économiques de naguère. « Tout le monde s'accorde à dire que jamais aucune coalition d'ouvriers mineurs n'avait jusqu'ici présenté ce caractère », reconnaît le procureur général. Si les troupes quittaient le pays, Rive-de-Gier deviendrait, de l'avis des autorités, « le théâtre des plus grands désordres ».

Le procès des grévistes, qui eut lieu vers ce moment, n'était pas fait pour calmer les esprits. Il fut jugé les 28 et 29 avril au tribunal de police correctionnelle de Saint-Étienne. Comme il arrivait généralement à cette époque, les inculpés avaient été pris au hasard, à des moments différents et dans des circonstances variées, au gré de tel ou tel policier. Une fois arrêtés, ces hommes étaient promus d'office au rang de meneurs, d'instigateurs des désordres, etc. Le public qui assista au procès fut frappé par l'aspect chétif des prévenus ; on s'étonnait de ce qu'ils eussent été capables d'endurer le rude travail des mines. L'interrogatoire ne fournit aucun élément nouveau ; tous les faits étaient plus ou moins connus. Le procureur, dans son discours, insista principalement sur la teneur subversive du pamphlet de Le Roux, que nous avons mentionné plus haut, ainsi que sur la sanglante échauffourée du 4 avril, dont il attribuait la responsabilité aux ouvriers seuls. Il jugea, probablement, d'autant plus utile de s'arrêter sur cet incident, pour aggraver indirectement le cas des inculpés, que l'on avait décidé, nous l'avons vu, de ne pas intenter de poursuites formelles à ce propos. L'ardent plaidoyer du défenseur Sain signala que « la loi était impuissante de protéger les intérêts de la masse » ; les exploitants avaient pratiquement le droit de se coaliser, alors que cela était interdit aux ouvriers. L'avocat dit quelques mots de la situation générale des prolétaires en se référant à ce propos aux écrits de Villermé. Il attribuait la misère grandissante des mineurs et la fréquence des accidents dans les mines à la « coalition des capitaux », c'est-à-dire à la constitution de la Compagnie générale des exploitants — argumentation que reprendront par la suite les délégués ouvriers en 1848. La réduction des salaires dans un puits particulièrement dangereux devait avoir pour conséquence une réduction analogue dans toutes les autres exploitations, et c'est pour cela que cette mesure avait déclenché un mouvement général. Le défenseur ne put terminer son discours, car le président et,

1. Arch. nat. Lyon, le 1^{er} mai 1844, 2^e rapport.

incidemment, le procureur se mirent à lui couper la parole. Après cet incident, le deuxième défenseur, Duché, renonça, en manière de protestation, à son plaidoyer. Le verdict fut prononcé le 30 avril. Huit hommes furent acquittés faute de preuves, un ouvrier condamné à deux ans de prison, un autre à dix mois, les quinze autres à des termes variant de six jours à trois mois.

Ce procès de Saint-Étienne mérite aussi d'être retenu à cause de la protestation formelle des avocats contre l'attentat aux droits de la défense. L'esprit même des débats n'y fut pas ce qu'il avait été dans la grande majorité des procès analogues de l'époque précédente. Le ministère public s'en plaignit à Paris et le garde des Sceaux se déclara étonné de ce que le tribunal « n'ait pas examiné s'il n'y avait pas lieu d'appliquer une peine disciplinaire à l'avocat¹ ».

Cependant, à Rive-de-Gier, la grève continuait. Le 3 mai, 300 ouvriers sur 2 000 avaient repris le travail. Les puits étaient militairement gardés. Entre temps, l'agitation semblait reprendre de plus belle dans les centres ouvriers les plus proches, notamment à Lyon. Les chefs d'ateliers de cette ville exigèrent des fabricants qui leur passaient des commandes une augmentation des prix, faute de quoi ils refusaient de continuer le travail. Deux fabricants, qui avaient des livraisons urgentes à faire en Amérique, acceptèrent cette condition ; les autres ne voulurent rien entendre et les milieux ouvriers s'agitaient².

En ces années 40, alors que le ministère de Guizot semblait définitivement affermi et que la grande bourgeoisie parvenait au faite de son pouvoir, les milieux dirigeants ne voulaient admettre à aucun prix que la victoire, en cas de conflit économique, échût aux ouvriers et les encourageât à continuer leur lutte (cet état d'esprit se fit vivement sentir lors des événements de Rive-de-Gier). En apprenant que le mouvement reprenait de plus belle et que les exploitants commençaient à faiblir, le ministre de la Justice envoya aussitôt au procureur général de Lyon l'ordre télégraphique de *s'opposer de tout son pouvoir à l'augmentation des salaires* (3 mai). Du reste, le magistrat lyonnais n'avait point besoin de ces injonctions : il ne manquait aucune occasion de signaler aux exploitants le danger des concessions éventuelles. Le 7 mai, les travaux furent repris dans une exploitation ne faisant pas partie de la Compagnie et, une fois de plus, il fut question des mystérieuses « gra-

1. Arch. nat. Le ministre de la Justice au procureur. 4 mai 1844.

2. *Ibid.* Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 4 mai 1844.

tifications » accordées au lieu d'une « augmentation fixe des salaires¹ ».

Ces subtiles distinctions terminologiques ne semblaient pas signifier grand'chose. Trois jours plus tard, il apparut que la Compagnie « dissidente » de Grezieux avait consenti à augmenter les salaires. Informé de ce désastre, le procureur général se rendit immédiatement sur les lieux. Mais il ne put que constater un fait accompli. Il en fit part au garde des Sceaux sur un ton qui fait penser à un serviteur dévoué de la Compagnie plutôt qu'à un haut magistrat. « La Compagnie de Grezieux », écrit-il le 10 mai, « dès les premiers jours de la coalition, a montré une grande tendance à augmenter les salaires. Toutefois, on espérait qu'elle tiendrait compte des circonstances et qu'elle ne céderait pas à sa déplorable tentation. Avant-hier, on n'avait plus d'inquiétudes sur ses dispositions, car les actionnaires s'étaient réunis à Rive-de-Gier et ils avaient décidé que les salaires ne seraient pas augmentés. » Mais voici qu'un certain Lenoir, père de l'un des actionnaires, a tout gâté, etc. Bref, le mal est fait, les ouvriers ont eu le dessus. Certes, il ne s'agit que d'une seule exploitation et d'une seule catégorie d'ouvriers (les piqueurs, dont le salaire a été porté à 4 francs). Mais quel déplorable exemple pour tous les autres ! A lire ce document, on comprend ce que veut dire « gouvernement de classe », « justice de classe ». Sa franchise, naïve et brutale à la fois, est typique pour le régime de Louis-Philippe.

Après sa visite à Rive-de-Gier, le procureur général dut se rendre compte que ce premier succès des ouvriers n'était qu'un commencement : la trahison de la Compagnie de Grezieux avait rompu l'unité d'action des patrons. « Les autres exploitants, qui étaient tout à fait décidés à ne pas augmenter le salaire, ne cachent pas qu'ils seront peut-être obligés de suivre l'exemple de la Compagnie de Grezieux, car ils ne veulent pas admettre qu'elle soit seule à extraire le charbon, qu'elle vendrait très cher. » Suit une longue digression sur les conséquences funestes des concessions — thèse à laquelle le destinataire de la lettre était acquis à l'avance et qui, une fois encore, est extrêmement caractéristique : d'un côté, il ne faudrait à aucun prix céder aux mineurs de Rive-de-Gier, car ce serait la ruine de l'industrie houillère, incapable de supporter la charge des salaires élevés ; on serait donc obligé, dans quelque temps, de retirer ce que l'on aura accordé et provoquer, de ce fait, de nouveaux désordres. D'autre part, d'une manière plus générale, il ne faut jamais faire de concessions aux ouvriers coalisés, car ils y verraient une récompense pour leur révolte. « Veut-on en finir avec les

1. Arch. nat. Lyon, le 7 mai 1844.

coalitions ou, du moins, en diminuer le nombre et la gravité, il faut prouver aux ouvriers qu'ils ne peuvent en tirer aucun profit. » Voici six semaines, depuis le commencement des troubles, que le procureur général ne cesse de le répéter. Le préfet est également de cet avis. Malheureusement, il leur a été impossible de vaincre les mauvaises passions de ceux qui ont décidé de transiger : les industriels sont heureux de recourir à la protection du pouvoir, mais ensuite, aussitôt que l'un d'entre eux y trouve quelque avantage, ils compromettent par leurs actes les intérêts de l'ordre public. Ni le procureur général de Lyon ni le préfet de la Loire n'ont pu persuader les exploitants, les faire renoncer à traiter avec les ouvriers. Toutefois, le magistrat s'engage à faire tout son possible pour empêcher de nouvelles concessions. « Les ingénieurs des mines ont bien voulu m'aider et je ne suis pas sans espoir d'obtenir par leur intermédiaire quelques-uns des bons résultats que nous pouvons encore nous promettre. » Quelques jours plus tard (le 14 mai), nouvelle communication à ce sujet, cette fois par dépêche télégraphique : « Un ingénieur a promis de tout faire pour empêcher l'augmentation des salaires. Je vous dirai demain le résultat qu'il a pu obtenir. » Cette attitude d'un haut dignitaire de la Justice, qui s'abouche avec le personnel des entreprises pour ne pas laisser fléchir les propriétaires, en dit plus long sur la nature sociale de la monarchie de Juillet que des volumes de discussions théoriques.

Le 13 mai, les nouvelles deviennent plus optimistes : la situation à Rive-de-Gier s'est améliorée ; 663 ouvriers sont descendus dans les mines, dont 240 dans celles de la Compagnie générale ; la Compagnie de Grezieux exceptée, aucun exploitant n'a augmenté les salaires.

La trahison de la Compagnie de Grezieux fut de nature à émouvoir le pouvoir central : le ministre de la Justice en a référé à son collègue de l'Intérieur, lequel, d'ailleurs, avait déjà été renseigné de son côté¹. En principe, les deux ministères étaient d'accord : il aurait mieux valu ne rien céder aux ouvriers. Toutefois, le ministre de l'Intérieur croit devoir modérer le zèle de son collègue et lui rappeler qu'après tout le gouvernement tient à ne pas intervenir dans la vie économique : « Sans doute, Monsieur et cher Collègue, l'autorité peut user de son influence afin que les fabricants ne se déterminent pas à des concessions inopportunes qui peuvent quelquefois aggraver les difficultés de la situation au lieu de les amoindrir. Mais, lorsqu'à cet égard ses conseils sont méconnus, elle ne peut que se tenir prête à réprimer les délits. Le devoir

1. Arch. nat. Paris, le 16 mai 1844.

que l'administration s'impose de protéger la liberté des transactions commerciales la lie, d'ailleurs, aux intérêts des ouvriers aussi bien qu'à ceux des maîtres et elle doit à tous protection égale¹. » De toutes façons, le ministère de l'Intérieur refuse de se prêter à une intervention franchement hostile aux ouvriers de Rive-de-Gier : « Il serait fort délicat d'intervenir auprès des maîtres et de les engager à refuser des concessions lorsque, pleinement et suffisamment protégés contre toute agression, ils jugent néanmoins à propos de se relâcher de leurs prétentions premières. Ce serait pour l'autorité assumer une responsabilité qu'elle ne peut volontairement encourir ; sa mission est de protéger l'ordre et de faire exécuter la loi. »

Telles étaient les deux nuances dans l'attitude ministérielle en cette question « fort délicate », pour parler comme M. Passy. Mais quittons ces sphères élevées et revenons à Rive-de-Gier.

Il apparut bientôt que la Compagnie de Grezieux avait non seulement accordé à ses ouvriers « une notable augmentation des salaires », mais, de plus, confirmé cette concession par une garantie écrite ; elle s'engagea, en outre, à reprendre tous ses ouvriers sans exception et les autorisa même à choisir de leur milieu deux ou trois hommes qui seraient chargés, à l'avenir, « de faire au directeur toutes les observations qu'ils jugeraient convenables² ». Il apparut aussi qu'une autre exploitation, la Gourle, était sur le point de promettre une augmentation des salaires. « On ne peut trop déplorer cet état de choses », s'écrit le procureur général.

Comme il a été mentionné plus haut, les premiers jours de mai furent marqués par une nouvelle recrudescence du mouvement, que les observateurs officiels attribuèrent à l'influence des sociétés secrètes et, notamment, des communistes. « La politique n'a pas donné naissance à la coalition, mais elle y est intervenue lorsqu'elle a vu les ouvriers se livrer à de grands excès, et c'est elle qui entretient et prolonge leur agitation », communiquait le procureur général au ministre. Déjà, le 27 avril, constate-t-il, on pouvait s'attendre à la fin imminente des troubles, mais une cause « extraordinaire et secrète a tout à coup arrêté ce mouvement favorable », et la moitié des ouvriers qui avaient repris le travail a de nouveau déserté les mines. Le magistrat signale, à ce propos, l'arrivée à Lyon d'un certain Kersausie, soupçonné d'être affi-

1. Arch. nat. Le sous-secrétaire d'État, Antoine Passy, à M. le garde des Sceaux. Paris, le 16 mai 1844.

2. *Ibid.* Copie de la déclaration de la compagnie. Signé : Revol, directeur. — Cf. la lettre du procureur général. Lyon, 12 mai 1844.

lié aux communistes et qui, selon ses propres paroles, serait venu voir « quel parti on pouvait tirer de cette fermentation de la classe ouvrière ». Cet homme se serait beaucoup occupé de l'affaire de Rive-de-Gier et aurait donné aux communistes des instructions sur la conduite qu'ils devaient tenir à l'égard des mineurs. A Givors, il s'est formé un comité spécial qui s'occupe de recueillir des subsides pour les grévistes et de leur distribuer des ouvrages de Cabet. Le Parquet recherche les membres de ce comité et s'apprête à lui intenter un procès¹.

Les autorités s'efforçaient à mettre la main sur les fonds destinés aux mineurs de Rive-de-Gier ; elles interceptaient des lettres, opéraient des perquisitions, arrêtaient les suspects, les relâchaient à défaut de preuves, les arrêtaient de nouveau, bref, se livraient à une activité fiévreuse².

Vers le milieu de mai, le mouvement commença, une fois de plus, à faiblir. Le 13 mai, on comptait déjà 663 ouvriers revenus dans les mines. La famine l'emportait sur leur résistance ; les boutiques réduisaient ou refusaient les crédits ; les secours du dehors étaient insuffisants. « La misère commence à vaincre l'amour-propre des ouvriers », constate le procureur du roi. Il lui arrive, il est vrai, des bruits inquiétants : les mineurs n'auraient décidé de travailler que pour améliorer leur situation actuelle, après quoi ils se remettraient de nouveau en grève. Mais la chose paraît peu probable³.

Cependant, les recherches à Givors et ailleurs commençaient à donner quelques résultats : plusieurs personnes furent arrêtées, convaincues d'avoir recueilli des fonds en faveur des coalisés ; les perquisitions révélèrent des écrits communistes ; on mit la main sur un individu chez lequel se tenaient les réunions des communistes⁴. Nos documents ne donnent malheureusement aucune précision ni sur la personne de ces communistes ni sur la nature des écrits saisis.

Enfin, le 15 mai, la coalition prit fin presque d'un seul coup. A l'exception de la Compagnie de Grezieux, aucun exploitant n'avait cédé. Pour s'en assurer, le procureur général de Lyon se rendit en personne à Rive-de-Gier. « Messieurs les ingénieurs des mines nous ont rendu des services qu'il m'est agréable de constater », annonce-t-il au ministre,

1. Arch. nat. Lyon, le 8 mai 1844.

2. *Ibid.*, par exemple lettre du procureur du roi à Rive-de-Gier au procureur général, le 12 mai 1844 (perquisition chez Rochette, cafetier à Rive-de-Gier, à la suite de deux lettres interceptées).

3. *Ibid.* Rive-de-Gier, le 13 mai 1844.

4. *Ibid.* Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 14 mai 1844.

le 16 mai, avec la satisfaction d'un Napoléon félicitant ses maréchaux au lendemain d'une victoire. Il y a évidemment une ombre dans ce tableau : la Compagnie de Grezieux. Mais elle n'occupe en tout et pour tout que 112 ouvriers et la coalition en comptait plus de 2 000. Donc, les dix-neuf vingtièmes (d'après les calculs du procureur) n'ont pas obtenu satisfaction. Ceux que le représentant de la justice désigne par *nous* — la compagnie minière et le pouvoir public, les actionnaires et la magistrature, les ingénieurs et la gendarmerie — avaient tout lieu de se réjouir.

Entre le 15 et le 20 mai, tout rentra dans l'ordre. Mais une partie des ouvriers resta momentanément sans travail : plusieurs puits avaient été endommagés ; on ne pouvait y descendre aussitôt. Un certain nombre des mineurs soupçonnés d'avoir pris une part active à la coalition fut délibérément éliminé par l'administration des mines.

Les événements de Rive-de-Gier n'ont trouvé qu'un faible et tardif écho dans la classe ouvrière de la capitale. On en trouve tout juste une mention dans une pétition que les ouvriers de Paris adressaient, le 24 mai 1844, à la Chambre des députés, pour demander l'abrogation de la loi sur les coalitions ; les déplorable incidents dont Rive-de-Gier venait d'être le théâtre y sont cités comme une conséquence funeste de cette loi qui interdit aux ouvriers de s'entendre paisiblement sur leurs intérêts et ne leur laisse que le choix entre la misère et les actes de désespoir. Des déclarations de ce genre n'étaient pas de nature à préoccuper les « vainqueurs » de Rive-de-Gier. Il y avait, cependant, parmi leurs lauriers, une épine autrement inquiétante. Le 18 mai, alors que la grève était déjà terminée, le procureur général de Lyon, dans sa lettre au ministre, reparle non sans inquiétude des collectes en faveur des mineurs de Rive-de-Gier qui avaient été organisées au mois de mai à Toulouse, Clermont, Lyon et « beaucoup d'autres villes » où la classe ouvrière s'était livrée à ce propos à de « grands désordres ». Il croyait savoir que tout n'était pas fini à Rive-de-Gier, que le mouvement allait reprendre¹.

Une nouvelle grève, suivie d'incidents sanglants, éclata, en effet, en 1846. Mais ceci dépasse les cadres que nous nous sommes tracés. Ici, nous voudrions aborder une question particulière qu'a posé la coalition des mineurs de Rive-de-Gier. C'est au cours de cet événement, notamment, que le gouvernement de Louis-Philippe semble avoir cons-

1. Arch. nat. Lettres du procureur général au garde des Sceaux. Lyon, 18, 19 et 21 mai 1844.

tâté l'influence effective des idées communistes sur la classe ouvrière de la province. On en avait déjà parlé auparavant, dans la presse, dans les tribunaux, dans les discours publics, mais, à en juger par certains documents de l'époque, sans y croire sérieusement : ce n'était, somme toute, qu'une phraséologie destinée à intimider l'opposition bourgeoise, afin de la gagner à la monarchie de Juillet. Mais, à partir d'avril-mai 1844, le « danger communiste » commence à figurer de plus en plus souvent dans la correspondance confidentielle des représentants du pouvoir. « Les divers documents », écrit, par exemple, le ministre de la Justice à son collègue de l'Intérieur, le 23 mai, « prouvent de plus en plus que le parti communiste veut exercer une action sur les ouvriers et que ce parti doit être l'objet d'une surveillance continuelle ».

III

On a déjà vu que la grève dont nous venons de retracer l'histoire avait impressionné les contemporains par son caractère fortement organisé. Il semble, d'autre part, bien que nos documents ne soient pas suffisamment explicites sur ce point, que les allusions des autorités au rôle des éléments étrangers, notamment des agitateurs révolutionnaires à tendances communistes, n'étaient pas dépourvues de fondement. Certaines tentatives de propagande ne font aucun doute. Nous avons vu, par exemple, qu'on avait distribué aux ouvriers le pamphlet de Jules Le Roux, *Le prolétaire et le bourgeois*. Il a été en partie résumé, en partie reproduit dans le compte-rendu du procès de Saint-Étienne, publié dans une gazette locale, le *Mercure Segusien* (n° 2047, du 1^{er} mai 1844). C'est un entretien entre un bourgeois et un prolétaire. Tous deux se plaignent, l'un de son peu de bénéfices, l'autre de son salaire. Le prolétaire fait le serment de ne pas travailler au-dessous du prix qu'il gagne pour le moment. « Nous voulons bien travailler, mais travailler pour vivre, et non pas vivre pour travailler... C'est l'esclave qui vit pour travailler, l'homme libre travaille pour vivre. » Consentir à une diminution des salaires, c'est, pour l'ouvrier, manquer à sa dignité d'homme et, à la fois, « plonger dans le gouffre d'une misère de plus en plus profonde ». Les prolétaires doivent s'unir, cesser toute division entre eux et lutter, en premier lieu, par la suspension des travaux pour rappeler les maîtres « à la pudeur ». Suit cet appel aux ouvriers : « Prolétaires, marchez donc hardiment dans le sentier où vous êtes. C'est le sentier de délivrance et de régénération sociale... Ne craignez point l'ignoble cri de coalition que les maîtres ne manqueront pas de pousser à la vue

de vos nobles efforts. Dans le refus pur et simple de travailler à un prix que vous n'acceptez pas, il n'y a point de coalition. Et que le tailleur ne repousse pas l'imprimeur en disant : « Je ne te connais pas, tu im-
« primes des livres et moi je couds des habits, qu'y a-t-il de commun
« entre toi et moi ? » Car le peuple des prolétaires est une famille seule et c'est en vain que le tailleur ou l'imprimeur essaieraient de l'isole-
ment pour se sauver », etc., etc. Ce pamphlet témoigne, bien entendu, d'une confusion propre à l'époque : l'idéologie de classe proprement dite y cède volontiers le pas au sentiment spontané. C'est ainsi que nous y lisons entre autres choses : « Que le prolétaire ne repousse pas le maître dont le cœur sera repentant, car le maître n'est autre chose qu'un pro-
létaire égaré. »

Les autorités n'ont pas manqué de signaler l'influence de ce pamphlet. Il faut dire que les représentants du pouvoir, et notamment Pion, procureur général de Lyon, dont la correspondance nous a fourni tant de renseignements précieux sur la coalition de Rive-de-Gier, ont fait de leur mieux pour voir clair dans cette affaire et, tout en se rangeant décidément du côté des exploitants, n'ont pas cherché, coûte que coûte, à y impliquer des gens qui n'y étaient pour rien. En voici un exemple. Les événements de Rive-de-Gier ont coïncidé avec un voyage de Flora Tristan, propagandiste bien connue de l'époque, dont l'idéologie était formée d'éléments les plus disparates : elle tenait à la fois des futures suffragettes, de Louise Michel et de Bardina ou Olga Lubatovitch, pionnières russes de la propagande parmi le peuple. Inlassable, animée d'une indignation brûlante contre l'exploitation des ouvriers, Flora Tristan entreprend, à partir du 12 avril 1844, une tournée de propagande à travers la France ; en mai, elle visite successivement Lyon et Saint-Étienne et ne quitte ce pays qu'au début de juillet. Elle s'était donc trouvée à deux pas de Rive-de-Gier et aurait pu, sous telle ou telle forme, s'occuper de la lutte des mineurs. Et, cependant, on ne découvre aucun rapport entre ce mouvement et la vie, pourtant si active, de Flora Tristan — à tel point que son excellente biographie, publiée par Jules Puech et fondée sur une immense quantité de matériaux en grande partie inédits¹, ne mentionne pas le nom de Rive-de-Gier. Passons maintenant aux documents des Archives nationales que ledit biographe de Flora n'a pas utilisés². L'ardente propagandiste était, comme on le pense bien, étroitement surveillée. Au cours de sa

1. Jules Puech, *La vie et l'œuvre de Flora Tristan*. Paris, 1925.

2. Arch. nat., BB¹⁸ 1419-1421.

tournée de 1844, qui devait être la dernière de sa vie, elle visita Dijon, Chalon-sur-Saône, Saint-Étienne, Mâcon, Avignon, Marseille, Nîmes, Montpellier, Auxerre, Carcassonne, Toulouse, Montauban, Agen et Bordeaux. A en juger par les avis des contemporains, ainsi que par ses propres notes encore inédites, elle n'eut pas beaucoup de succès. A Lyon, elle fut l'objet d'une perquisition sévère, au cours de laquelle on saisit tous ses livres, lettres et manuscrits. La police surveillait toute la journée l'entrée de son hôtel et notait tous ceux qui venaient la voir. Dans ces conditions, le Parquet aurait pu être tenté d'associer son séjour à Lyon et Saint-Étienne avec la propagande faite à Rive-de-Gier. Voici, cependant, deux rapports secrets adressés par le procureur général au garde des Sceaux, l'un du 18, l'autre du 21 mai 1844 ; tous deux constatent le peu de succès de Flora Tristan auprès des ouvriers : « Ceux-ci dédaignent ses utopies et se refusent à entendre d'autres doctrines que celle du *communisme* » (souligné dans le texte). Dans le deuxième rapport, trois jours plus tard, nous lisons : « Elle a complètement échoué auprès de nos ouvriers, dont les idées sont beaucoup plus avancées que les siennes. Elle a voulu rallier à ses doctrines les membres des sociétés secrètes ; ceux-ci lui ont répondu : vous êtes phalanstérienne, allez avec les phalanstériens ; nous entendons rester communistes. »

Il est évident que le magistrat lyonnais, lorsqu'il pouvait et devait parler à cœur ouvert, ne cherchait nullement à tirer parti du premier événement venu, fût-il aussi marquant que la présence de Flora Tristan ; de plus, il avait su reconnaître qu'une propagande sentimentale et utopique n'était plus faite pour contenter les ouvriers. Les communistes et leur influence sur la masse, voici ce qui préoccupait en premier lieu les milieux dirigeants.

A la veille des événements de Rive-de-Gier, fin mars 1844, magistrats et administrateurs échangeaient, à ce sujet, une correspondance confidentielle, pour essayer de déterminer par un effort commun la portée réelle de l'influence exercée par les sociétés secrètes, en particulier les communistes, à Lyon et dans ses environs. Le mieux informé était, bien entendu, le ministère de l'Intérieur ; il était à même de recueillir et de préciser certains renseignements recueillis par le Parquet. Le 31 mars 1844, le ministre communique à son collègue à la Justice quelques données intéressantes sur les associations secrètes du département du Rhône. Les plus importantes, selon lui, sont la *Charbonnerie réformée* et la *Société sans nom* (communistes). Cette dernière pos-

sède quantité d'armes et une presse que la police n'arrive pas à découvrir ; il y en avait avant une autre, mais celle-ci a été saisie. Cependant, la presse ne fonctionne pas ; écrits et placards clandestins sont envoyés de Paris « avec les ordres du jour du Comité insurrectionnel ». Cette société compte 120 ou 130 affiliés. Il existe aussi une association de *Communistes icariens*, mais il est impossible d'en fixer exactement le nombre « à cause de l'absence d'une organisation réelle de cette société » ; il y a lieu de croire qu'il s'élève à Lyon à au moins mille individus. La vente des écrits de Cabet est « pratiquée en grand » ; on a même essayé d'enrôler de nouveaux membres dans les communes rurales du Rhône et les départements voisins. Ainsi, il s'est formé à Vienne (Isère) une « section de communistes » qui a pris le nom de *Bras nus*. Tous les affiliés, à quel groupe qu'ils appartiennent, « s'arment autant que possible de poignards, pistolets et même fusils. Le poignard en particulier... est le meuble indispensable de chaque *Communiste* ou *Charbonnier* ».

Les conclusions auxquelles arrive le ministre de l'Intérieur se résument ainsi : les sociétés secrètes du département du Rhône disposent de forces assez considérables, mais n'inspirent pas trop d'inquiétude : leur influence sur les masses s'affaiblit, car celles-ci ont perdu confiance dans leurs promesses ; naguère, ils avaient pour eux leur union et leur discipline, ainsi que « la communauté de sentiments qui attachaient à leur cause par un lien caché toute la partie de la population ouvrière restée en dehors des associations ». Aujourd'hui, il règne parmi eux « la plus extrême division », aucun d'eux n'a ni « l'influence nécessaire à un chef, ni l'abnégation qui fait le soldat ».

Quelle est cette extrême division qui semble rassurer le ministre ? Puisque le document parle des Icaris, il est permis de penser à la dissension qui avait séparé depuis 1842-1843 Cabet et Théodore Dezamy et qui a dû produire une profonde impression sur ceux mêmes auxquels, naguère, ces deux amis politiques adressaient des appels communs. Rappelons, en quelques mots, l'histoire de cette brouille.

Déjà, en 1840, au moment de l'aggravation de la question d'Orient, Cabet et Dezamy publiaient un pamphlet passionné, intitulé *Patriotes, lisez et rougissez de honte*¹. La coalition diplomatique, affirment les auteurs, qui s'est formée contre la France présente un extrême danger pour les intérêts du commerce et de l'industrie français, l'honneur

1. Bibl. nat., Lb⁵¹ 3231 (1840).

même du pays est cruellement atteint ; la France est sur le point de perdre son influence dans le Levant et il faut éviter ce désastre, etc. Dans un autre pamphlet, Dezamy va même jusqu'à prêcher une tactique offensive, s'élève violemment contre l'« embastillement » de Paris et finit sur cet appel : « Guerre à la coalition !¹ »

Mais de graves divergences de principe interviennent bientôt entre les deux auteurs. Il en résulte une âpre polémique. Dans un pamphlet dirigé contre Cabet, Dezamy cite les paroles de ce dernier (extraites de sa *Ligne droite*) : « Je suis avant tout Français, ensuite je suis démocrate, puis réformiste (politique), puis socialiste, puis enfin communiste. » Dezamy s'en prend à cette formule où, comme il dit, le nom de communiste est mis « à la queue ». « Quant à moi », déclare-t-il, « je suis communiste avant tout : par n'importe quel peuple, n'importe comme, n'importe à quel prix nous arrive la communauté, qu'elle soit la bienvenue, je l'accueillerai avec bonheur et avec enthousiasme². »

Notons en passant qu'en 1844 la popularité de Dezamy s'était un peu accrue après que le tribunal fit mettre au pilon son *Almanach de l'organisation sociale*, en condamnant l'auteur à huit jours de prison et 300 francs d'amende.

La polémique que nous venons de résumer n'était probablement pas la seule raison de la division des communistes de province. D'autres questions, idéologiques ou d'organisation, ont pu y contribuer. Nous n'avons pas à nous en occuper ici ; retenons seulement qu'à l'époque de la grande coalition de Rive-de-Gier, il existait dans la région un certain nombre de sociétés secrètes d'inspiration communiste. Le fait est maintes fois constaté dans la correspondance confidentielle des représentants du pouvoir, et notamment dans un vaste rapport de Pion, procureur à la cour de Lyon, sur les causes de la grève. Le magistrat s'attend à l'avenir à de nouveaux troubles de cette nature ; ceux-ci « méritent d'autant plus d'éveiller la sollicitude de l'autorité que les doctrines de communisme tendent à pénétrer dans les mines et qu'on cherche à établir une certaine solidarité entre les mineurs et les ouvriers de Lyon³ ».

Cette préoccupation prend surtout corps au cours du deuxième mois de la grève, dont la durée même était inquiétante aux yeux des con-

1. Bibl. nat., Lb⁵¹ 3172. *Conséquences de l'Embastillement*, etc. Paris, 1840.

2. *Ibid.*, Ln²⁷ 3312. *Calomnies et politique de M. Cabet. Réfutation par les faits et par sa biographie*, par T. Dezamy. Paris, 1842, p. 36 (les mots soulignés le sont dans le texte).

3. Arch. nat., BB¹⁸ 1419-1421. Rapport sur le caractère légal des compagnies houillères. Lyon, le 30 mai 1844.

temporaires peu habitués à des luttes aussi tenaces entre le travail et le capital. Depuis le commencement de mai, administrateurs et magistrats ne cessent de se communiquer des observations peu rassurantes à ce sujet. Le préfet de Lyon est convaincu que la coalition avait été purement économique à ses débuts, mais que « la politique révolutionnaire » s'en est mêlée : les écrits communistes circulent à profusion parmi les ouvriers qui « se proclament aujourd'hui hautement partisans des principes subversifs aux inspirations desquels ils étaient restés jusqu'ici innaccessibles ». Les sociétés secrètes organisent des quêtes en faveur des grévistes de Rive-de-Gier. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est précisément ces rapports clandestins entre les mineurs et Lyon, le deuxième centre ouvrier de la France. Lors de l'insurrection de 1831, les mineurs des environs n'avaient prêté aucun secours aux ouvriers de Lyon ; à en croire les rapports reçus par la préfecture du Rhône, « leur conduite future serait moins réservée dans les circonstances analogues ¹ ».

Les événements de Rive-de-Gier inspiraient à l'autorité locale les plus sombres pressentiments. Elle ne doutait pas qu'une main occulte ne poussât et n'organisât les ouvriers dans un but purement politique. Elle y voyait l'œuvre des communistes, quelquefois aussi les menées du parti légitimiste, qui n'attendait que la mort de Louis-Philippe pour engager la lutte en faveur de la ligne aînée. Dans l'un et l'autre cas, on expliquait les choses de la même manière : les partis politiques tendent à entretenir la classe ouvrière dans un état d'agitation, afin de pouvoir se servir d'elle à leurs propres fins quand le moment sera venu. Mais il y a lieu de se demander « comment ils pourront continuer longtemps une fermentation qui s'accroît peut-être au delà de leurs prévisions ² ».

A en juger par la correspondance des autorités, les collectes et la propagande en faveur des grévistes provoquaient quelquefois des désordres — par exemple, à Clermont, Grenoble, Toulouse et ailleurs. Les fonds étaient recueillis non seulement dans les villes, mais jusque dans les campagnes. Pour éveiller la compassion des paysans, observe le rapport, les quêteurs leur lisent un article du *Populaire* (du 2 mai) qui rend compte des événements de Rive-de-Gier ³.

Le conflit terminé ne continue pas moins à préoccuper les pouvoirs

1. Arch. nat., BB¹⁸ 1419-1421. Préfecture du Rhône (au préfet de la Loire). Lyon, le 8 mai 1844.

2. *Ibid.* Lyon, le 12 mai 1844 (c'est nous qui soulignons).

3. *Ibid.* Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 18 mai 1844.

publics. Ils ne cessent d'en parler pendant tout le mois de juin et même plus tard. La part de la propagande communiste leur paraît indubitable ; les révolutionnaires s'efforcent, non sans succès, à maintenir le contact avec « ces masses d'ouvriers agglomérées aux portes de la seconde ville du royaume, où fermentent de nombreux éléments de désordre¹ ». Il fallait, en effet, être aveugle pour ne pas s'apercevoir que c'était là un terrain particulièrement favorable pour le succès des idées communistes ou, tout simplement, révolutionnaires ; que chaque grève de quelque importance contribuait à développer la conscience politique de la classe ouvrière. Même pour les éléments les plus arriérés, le plus indifférents à la politique, les grèves devenaient, par la force des choses, une école de révolution. Il ne fallait même pas de propagande pour que l'ouvrier, aux prises avec la police et les gendarmes, les procureurs et les tribunaux, fût amené à méditer les injustices dont il était victime. « D'un détenu pour la coalition », écrivait l'*Atelier* dès le mois d'août 1842, « l'on fait presque toujours un soldat politique... C'est ainsi que le gouvernement recrute lui-même des adversaires ardents aigris par d'iniques persécutions. » Quoi qu'il en soit, c'est depuis la coalition de Rive-de-Gier que le pouvoir et les capitalistes qu'il appuie commencent à établir un rapport direct entre la propagande des idées communistes et le mouvement ouvrier en province.

Les faits semblaient justifier les craintes des autorités. Une solidarité naguère inconnue commençait à s'établir entre les diverses parties de la classe ouvrière. A peine le conflit de Rive-de-Gier fut-il réglé qu'un mouvement analogue éclatait à Lyon même. On put croire, à un moment donné, qu'il ne ferait pas long feu, mais, après un temps d'arrêt, il reprit de plus belle. Les ouvriers mirent en interdit certains fabricants. « Ce qu'il y a de grave dans cette situation, c'est que les ouvriers sont maintenant organisés et qu'ils obéissent à un mot d'ordre qui est donné par un Comité directeur », note le procureur général. Fait plus inquiétant encore, les communistes s'en sont de nouveau mêlés : ils comptent déclencher un mouvement dans le Midi, qui commencerait à Toulouse, et ont demandé aux sociétés secrètes de Lyon si elles se joindraient à « cette manifestation² ». Informé de ces événements, le ministre de la Justice envoya au Parquet de Lyon l'ordre télégraphique de diriger des poursuites immédiates contre les « auteurs de la coalition qui a mis en interdit des fabricants », à quoi le procureur répli-

1. Arch. nat. Le ministre de la Justice au ministre de l'Intérieur. Expédié le 26 juin 1844.

2. *Ibid.*, BB¹⁸ 1419-1420. Parquet de la Cour royale. Lyon, le 8 juin 1844.

qua que les ouvriers de Lyon ne faisaient que suivre l'ordre d'une « vaste association qui s'est organisée en cette ville », mais qu'il est très difficile de découvrir¹. Le garde des Sceaux s'empessa d'attirer sur ces faits l'attention du ministre de l'Intérieur, en exprimant l'espoir que la garnison de Lyon serait suffisante « pour repousser toutes les tentatives de désordre² ».

La situation à Lyon, dans les mines de Rive-de-Gier, dans les centres industriels comme Saint-Étienne, n'a cessé de préoccuper les autorités jusqu'au moment de la révolution de 1848.

* * *

Les événements que nous avons essayé de retracer d'après les documents de l'époque ne peuvent être appréciés à leur juste valeur qu'avec un certain recul historique. Mais déjà les contemporains ont pu sentir que les six semaines de grève à Rive-de-Gier avaient contribué à modifier, à certains égards, le caractère de la lutte entre le travail et le capital. Les mineurs de 1845 ne sont plus les ouvriers typographes de l'automne 1830 ou les ouvriers lyonnais de 1831, ni même les grévistes parisiens de 1840. Cette fois, ni les autorités ni les maîtres n'étaient sûrs de la durée de leur victoire. La situation s'était précisée : deux camps ennemis se trouvaient en présence, prêts à reprendre les armes. L'administration et le Parquet n'avaient qu'un seul souci : que le bassin minier de Rive-de-Gier restât le plus longtemps possible occupé par les troupes et qu'il en fût autant à Lyon, à Saint-Étienne, dans tous les centres ouvriers.

Disons, pour conclure, que les continuelles demandes d'augmentation des garnisons dans la région de Lyon finirent pas lasser le ministre de la Guerre, qui fit éclater sa mauvaise humeur dans une lettre assez sarcastique adressée au garde des Sceaux. Il y laissait entendre que le ministère de la Justice se mêlait des affaires qui ne le regardaient nullement et que le procureur général de Lyon paraissait « s'être trop vivement préoccupé des troubles survenus dernièrement à Rive-de-Gier³ ».

Le ministre de la Guerre ne comprenait pas encore ce dont s'était mieux rendu compte le magistrat lyonnais, qui avait observé les évé-

1. Arch. nat. Le procureur général au garde des Sceaux. Lyon, le 10 juin 1844. — *Ibid.* Le garde des Sceaux au procureur général de Lyon. Expédié le 11 juin 1844.

2. *Ibid.* Expédié le 11 juin 1844.

3. *Ibid.* Paris, le 29 juin 1844.

nements de plus près : se défendre contre les ouvriers, surtout en présence de la neutralité hostile de la petite bourgeoisie, le grand capital ne le pouvait qu'à main armée, tant qu'il avait les troupes pour lui. Il n'avait point encore dit son dernier mot, mais il se trouvait à la veille des temps difficiles. Des transformations, pour le moment impalpables, s'opéraient au sein de la classe ouvrière, «annonciatrices des luttes farouches de l'avenir. L'atmosphère dans laquelle s'était écoulée la grève de Rive-de-Gier faisait pressentir, par de vagues affinités, l'insurrection de 1848. Le temps était proche où la classe capitaliste, à la fois l'inspiratrice et la protégée de la monarchie de Juillet, serait impuissante à la défendre et se verrait obligée, après plusieurs années de cataclysmes, d'essayer de nouvelles combinaisons pour trouver une forme nouvelle de domination politique.

E. TARLÉ,

Professeur à l'Université de Léningrad.

MÉLANGES

DE CÉSAR A AUGUSTE

OÙ EN EST LE PROBLÈME DES ORIGINES DU PRINCIPAT?

A PROPOS DU *CÉSAR* DE M. J. CARCOPINO¹

A quelle date commence, dans l'histoire de Rome, le régime politique que nous appelons couramment l'« Empire »?

Les modernes hésitent un peu. Pour tous, sans doute, Auguste est le premier des « empereurs » proprement dits, en ce sens qu'il a le premier réuni en ses mains le faisceau complet des attributions et des titres impériaux, qu'il l'a gardé jusqu'à sa mort et l'a transmis à un successeur. Encore la question se pose-t-elle de savoir à quel moment précis de sa carrière il a véritablement commencé de « régner » ; en d'autres termes, en quelle année Rome a cessé définitivement de vivre sous le régime républicain de la *res publica libera*, ou *libertas*.

Notre embarras n'est pas nouveau ; les moins perspicaces des historiens anciens n'ont pu y échapper. Les plus clairvoyants ont bien vu, à vrai dire, avec le recul d'un ou deux siècles, que toute l'histoire de Rome depuis les Gracques, et surtout depuis Sylla, était celle d'un acheminement quasi fatal à la monarchie, à travers une série de crises d'anarchie coupées par plusieurs épisodes de pouvoir personnel : « La tyrannie de Cinna, celle de Sylla, firent long feu, écrit Tacite au seuil de ses *Annales*, et la puissance de Pompée et de Crassus passa bien vite à César ; après quoi les armes de Lépide et d'Antoine échurent à Auguste, qui recueillit en son pouvoir, sous le nom de *princeps*, le monde épuisé par les discordes civiles » : *non Cinnae, non Sullae longa dominatio, et Pompei Crassique potentia cito in Caesarem, Lepidi atque*

1. G. Bloch et J. Carcopino, *La République romaine de 133 à 44 av. J.-C.* (Histoire générale publiée sous la direction de (feu) G. Glotz, *Histoire ancienne*, 3^e partie, *Histoire romaine* t. II) : 1^{re} section : *Des Gracques à Sulla*, par G. Bloch et J. Carcopino ; 2^e section : *César*, par J. Carcopino. Paris, les Presses universitaires de France, [décembre] 1935, 2 vol. in-8°, p. 1-488 et 409-1059, cartes et index.

Antonii arma in Augustum cessere, qui cuncta discordiis civilibus fessa nomine principis sub imperium accepit. Une génération plus tard, Appien inaugure le récit des *Guerres civiles* par une sorte de préface où, probablement à la suite de sa meilleure source, il retrace avec une ampleur qui ne lui est pas coutumière le développement irrésistible du pouvoir personnel comme le seul remède à la plaie des *στάσεις* ; mais, à la différence de Tacite, ce Grec alexandrin, fonctionnaire dévoué des Antonins, considère manifestement le dénouement comme bienfaisant et providentiel : « C'est ainsi, conclut-il, qu'au sortir de dissensions de toute sorte, Rome aboutit à la fois à la concorde et à la monarchie » : ἐς ὁμονοίαν καὶ μοναρχίαν περὶέστη. — Le jugement des historiens modernes vérifie chaque jour davantage cette perspective, et la date de 133 av. J.-C., année du tribunat révolutionnaire de l'aîné des Gracques, a fourni à Gustave Bloch et à M. Carcopino le point de départ très logique d'une histoire qui est bien — les titres des chapitres le soulignent — celle du progressif avènement de la monarchie.

C'est donc avant tout pour cette raison de fait que le pouvoir d'Auguste, une fois établi, a duré et qu'il a clos l'ère des guerres civiles, qu'il a été pour les Anciens le début couramment accepté de l'ère impériale. Ajoutons une autre raison, toute verbale, mais efficace : manquant d'un terme propre pour désigner ce régime — on sait qu'*imperium* n'a jamais eu ce sens, et *principatus* est resté peu précis — les historiens antiques ont reconnu les empereurs à leur nom le plus caractéristique, celui d'*Augustus*, et l'année 27 av. J.-C., qui vit ce nom s'introduire dans la titulature d'Octave, servit de point de départ au calcul, usité parfois sous l'empire, des *anni Augustorum*. D'une manière générale, sans trop s'arrêter au *natalis* de nature presque mystique qu'Auguste avait lui-même proposé pour son *imperium* (le 7 janvier 43, jour de ses « premiers faisceaux », ou plutôt le 19 août de la même année, jour de ses premiers auspices consulaires), la tradition antique a marqué la coupure décisive à la bataille d'Actium, en 31 av. J.-C. ; c'est à Actium que se serait arrêté le récit d'Appien, si l'auteur n'avait préféré réserver les dernières années (35-31) à ses ouvrages spéciaux sur les guerres d'Illyrie et d'Égypte ; c'est à ce moment, « en l'an 722 de Rome », de l'avis d'un historien tardif comme Aurélius Victor, qui résume une tradition déjà ancienne, que « s'est introduit à Rome l'usage de ne plus obéir qu'à un seul » : *uni prorsus parendi* (*Caes.*, 1).

Mais l'embarras des modernes, à la vérité, a une raison plus grave encore : les mêmes années « cruciales » de 31 à 27 — surtout 27 — ont passé auprès de plusieurs auteurs anciens, comme Velleius Paterculus et vraisemblablement Tite-Live, pour marquer non point l'avènement définitif de la monarchie, mais, au contraire, le rétablissement intégral de la république : *res publica restituta*. « Dans mon sixième et mon septième consulat », dit Auguste lui-même (donc en 28-27), « après avoir éteint les guerres civiles, maître de fait de toutes choses par le consentement unanime, j'ai fait passer l'État de

mon pouvoir à la libre disposition du Sénat et du peuple romain¹ ; et nous verrons que cette version, qui nous fait aujourd'hui sourire, répond, sinon aux faits, du moins à une idéologie consistante. Cette contradiction fondamentale donne une sorte de large vérité symbolique à l'antithèse un peu forcée et, dans ses détails, anachronique, que Dion Cassius a développée, deux siècles et demi après, sous la forme des deux longs discours tenus en 29 à Octave par Agrippa et par Mécène, le premier lui conseillant le rétablissement de la république, le second l'institution d'une monarchie formelle. Nous savons bien qu'en fait Auguste ne se trouva pas ainsi placé entre deux systèmes de droit public, opposés et pareillement complets. Mais il est significatif que le régime auquel il s'arrêta ait pu recevoir des contemporains eux-mêmes deux interprétations contraires². Pour sa part, Dion Cassius, témoin sans illusion de l'empire des Sévères, a jugé catégoriquement la révolution politique de ces années 29-27 : alors, après cinq siècles de république, dit-il, les Romains recommencèrent à vivre, à proprement parler, en monarchie : *μοναρχεῖσθαι αὐτοὺς ἀκριβῶς ἤρξαντο*. Toute la question du « principat », si agitée depuis une vingtaine d'années, est impliquée dans cette équivoque initiale.

L'Empire commençant de toute façon à Auguste, quelle place faire à César? — Les Anciens, nous venons de le voir, ont compté sa dictature comme un des épisodes de *dominatio* qui avaient marqué, et provisoirement arrêté, le cours sanglant des guerres civiles. Nul d'entre eux ne paraît s'être fait d'illusion sur le caractère foncièrement autoritaire de son régime, pas plus, d'ailleurs, qu'ils n'ont nié le *regnum* de fait de Sylla. Il semble bien, en outre, quoique nous ayons perdu, avec le récit de Tite-Live, l'opinion la plus qualifiée, qu'ils soulignèrent dans la « monarchie » de César les traits démocratiques : *δημοτικώτατον καὶ ἑμπειρότατον*, selon l'expression d'Appien³.

On voit moins bien comment ils ont justifié la continuité politique entre César et Auguste, continuité qui semble leur avoir paru évidente, et qu'en tout cas, à notre connaissance, aucun d'eux n'a songé à nier. On devine qu'ici encore ils ont obéi surtout à une suggestion toute verbale : ce qui fit pour eux de Jules César le chef de la lignée impériale, c'est le nom même de *Caesar*, qu'ont repris de lui tous les empereurs. Les *Caesares* d'Aurélius Victor, à vrai dire, ne commencent paradoxalement qu'à Auguste, mais c'est qu'ils sont avant tout une histoire de l'« empire » et qu'au surplus ils prennent la suite du récit de Tite-Live. Au contraire, les recueils biographiques ont mis le dictateur à la tête de la série des empereurs : la Vie de

1. *Res gestae divi Augusti*, ch. 34 (on nous permettra, dans le cours de cette étude, de citer ce texte d'après notre édition, Paris-Strasbourg, 1935) : *in consulatu sexto et septimo, postquam bella civilia exstinxeram, per consensum universorum potitus rerum omnium, rem publicam ex mea potestate in senatus populique Romani arbitrium transtuli*.

2. Cass. Dio, LII, 1 ; cf. Strab., XVII, 3, 25.

3. App., *Guerres civiles*, I, 4, 16.

César, on le sait, est la première de la collection de Suétone, et César est aussi le premier appelé dans le défilé satirique du *Banquet* de son lointain héritier Julien, où il joue, notons-le, le rôle d'un ambitieux insatiable, disputant la première place à Alexandre — la comparaison était depuis longtemps un thème d'école — prêt à la disputer à Jupiter lui-même...

Il est vrai qu'à cette tradition courante il serait possible d'opposer quelques faits singuliers : il est curieux de constater, par exemple, que le nom de César ne figure, au 1^{er} et au 11^e siècle de l'Empire, ni sur un document de droit public comme la *lex de imperio Vespasiani*, parmi les prédécesseurs dont les attributions sont invoquées comme précédents, ni sur des textes religieux officiels comme les Actes des Arvales, au nombre des *divi* qui reçoivent un culte public, ni encore sur un monument figuré privé, mais de sens nettement « dynastique », comme le Grand Camée de France, parmi les ancêtres ou les membres de la race julio-claudienne. Omissions surprenantes à première vue, puisque César a été, de fait, le premier titulaire et en quelque sorte l'inventeur de certaines attributions précises des futurs empereurs (par exemple, le droit de *commendatio* dans le choix des magistrats, celui d'étendre le *pomerium*, etc.) ; que, d'autre part, il a été le premier de sa race à monter au ciel comme *divus*¹ et que son culte a été effectivement servi sous Auguste. On devine bien à ce silence quelques raisons : le souvenir des « ides de mars », gênant pour le nouveau régime ; le titre même de dictateur, répudié solennellement par Auguste ; l'ambition personnelle d'Auguste et l'adresse incomparable avec laquelle, après avoir exploité la gloire de son père adoptif, il l'a finalement subordonnée à la sienne propre ; enfin, le fait tout simple du « hiatus » chronologique qui avait séparé César et Auguste par de nouvelles et confuses mêlées. Tant de réserve reste pourtant un peu troublant ; mais, en somme, si l'Antiquité a bien noté de très sensibles différences personnelles entre les deux grands hommes (par exemple Suétone), elle n'a pas contesté la parenté étroite de leurs œuvres, l'identité de leurs visées. Sans l'avoir dit aussi expressément, elle a, dans son ensemble, considéré César comme le premier fondateur du régime impérial.

C'est à cette vérité de sens commun que le livre de M. Carcopino nous ramène aujourd'hui, comme nous y ramenait déjà, il y a trois ans, son important mémoire sur la *Royauté de César*², dont toute la substance, la chaleur démonstrative et parfois la lettre même ont passé dans l'exposé général. M. Carcopino concluait alors : « La pièce pour laquelle Auguste, à son lit de mort, sollicitait l'approbation de son entourage, a eu César pour auteur : à Auguste, adaptateur incomparable, revient le mérite de lui avoir ménagé un succès plusieurs fois séculaire, en l'accommodant au goût verbal du

1. Probablement dès son vivant ; cf. *infra*.

2. Lecture de 1933 à l'Institut, publiée avec notes dans les *Points de vue sur l'impérialisme romain*. Paris, 1934, p. 89-155.

public, sur un théâtre que l'abandon de la conquête parthique avait rapetissée sans retour » ; la métaphore en moins, le même jugement achève aujourd'hui l'*Histoire* : « C'est la pensée de César qui revit, prudemment estompée, dans l'adaptation d'Auguste... [César] a créé les éléments féconds de cet « Empire » auquel les Anciens durent plusieurs siècles de paix bienfaisante... » Mais, sous les apparences d'un simple retour à la tradition et à l'évidence, l'ouvrage de M. Carcopino marque en fait la fin d'un cycle entier de recherche historique, en consacre certains résultats, en rejette d'autres, en apporte de nouveaux et nous invite ainsi à dresser un « bilan ».

* * *

Lorsque Mommsen, vers le milieu du siècle dernier, achevait sur le portrait de César le troisième volume de sa *Römische Geschichte*, il entendait implicitement que l'empire était fondé. Mais l'occasion lui manqua toujours d'expliquer comment, puisque son quatrième volume, où il eût traité de l'empire, ne vit jamais le jour. Sans doute est-il possible de savoir ce qu'il pensait du régime d'Auguste en lisant les pages de son *Droit public* ; mais, précisément, il a vu ce régime, on le sait, comme un système de gouvernement réellement « dyarchique », c'est-à-dire où le pouvoir aurait été partagé presque également entre le prince et le Sénat. Comment concilier cette « dyarchie », si bienveillante au Sénat, avec la monarchie démocratique et antisénatoriale dont Mommsen saluait le triomphe en César ? Faut-il vraiment croire avec Édouard Meyer que, si le maître n'écrivit jamais de tome IV, c'est parce qu'il s'était aperçu de cette contradiction ?

Et pour cause, ajoutait Ed. Meyer ; car les deux régimes ne sont pas seulement différents ; ils sont opposés ; plus encore, contradictoires. — Cette thèse, que le livre d'Ed. Meyer a lancée il y a dix-huit ans dans la circulation scientifique¹, y a eu une telle fortune, elle a été si déterminante dans l'orientation de toutes les recherches sur les origines de l'empire, qu'il nous paraît nécessaire d'abord de la représenter rapidement et de marquer le sens et les limites de son efficacité, ne fût-ce que pour mieux situer l'ouvrage de M. Carcopino.

On se rappelle de quelle démarche caractéristique est sorti le livre d'Ed. Meyer. L'historien allemand avait commencé par étudier jadis le régime d'Auguste, auquel il avait consacré un bref et vigoureux essai². Il y avait mis en relief, d'une manière qui alors (en 1903) était assez neuve, les aspects constitutionnels, sénatoriaux, traditionnels, pour tout dire républicains et romains, du principat initial, tout ce par quoi il se distingue de la formule autocratique qui devait par la suite prévaloir dans l'empire. Du même coup, il avait rencontré et implicitement posé le problème de César, en ébauchant

1. *Caesars Monarchie und das Prinzipat des Pompejus*. Stuttgart-Berlin, 1918 ; 2^e éd., 1919.

2. *Kaiser Augustus*, dans les *Kleine Schriften* de l'auteur (1910).

l'idée d'une opposition entre deux systèmes. Il conçut le projet de l'exposer d'ensemble, en la suivant dans son histoire : la « monarchie » césarienne, absolue, théocratique, imprégnée d'influences orientales — le « principat » augustéen, tempéré par la collaboration de l'aristocratie sénatoriale, par l'exclusion des honneurs divins les plus formels, tout pénétré de notions indigènes et nationales — deux formules dont l'alternance semble rythmer l'histoire de l'empire : la première, écartée par Auguste, pousse des pointes audacieuses dès le 1^{er} siècle, sous les plus despotiques des « Césars » (Caligula, Néron, Domitien) ; l'autre, cependant, l'emporte, en général, jusqu'au temps de Commode et des Sévères... — Mais, tandis qu'il bâtissait cet ouvrage à thèse et antithèse, une perspective nouvelle s'ouvrait : Ed. Meyer crut découvrir que cette opposition ne s'était pas seulement réalisée dans la succession des temps, mais qu'elle avait pris corps du vivant même de César, le système du « principat » ayant été alors mis en forme par Cicéron, adopté et partiellement réalisé par Pompée, dans les années avant le passage du Rubicon.

Toute l'histoire de la fin de la République et des origines de l'empire se trouva renouvelée et prit un merveilleux élan. Le rôle proprement historique de Pompée grandit, et aussi celui de Cicéron. Ce n'est pas qu'Ed. Meyer jugeât au fond le caractère de ces deux personnages beaucoup plus favorablement que ses devanciers allemands les plus sévères (Mommsen et Drumann). Mais il montrait en l'un le théoricien original et efficace, en l'autre l'expérimentateur consciencieux d'un idéal politique nullement utopique, puisqu'il devait faire le fond du régime même d'Auguste. Pharsale prenait les proportions d'un conflit symbolique entre deux systèmes politiques, et les ides de mars, auxquelles Ed. Meyer, pour d'autres raisons, assurément, que Mommsen, arrêta aussi son récit, marquaient l'échec durable d'une aventure impossible à Rome, ou du moins prématurée. En un mot, fils adoptif et « héritier » de César, ce n'est point César, mais bien son rival, qu'Auguste avait continué.

Comme toute thèse systématique et neuve, servie par une intelligence vigoureuse, la thèse d'Ed. Meyer a agi à la façon d'un révélateur, amenant à la pleine lumière des problèmes jusqu'alors à peine devinés ou mal éclaircis. Son influence, avouée ou non, est sensible dans la plupart des travaux publiés depuis 1919 sur César, sur Auguste et sur toute cette crise décisive. M. Carcopino, qui la rejette expressément, a tenu à déclarer que l'ouvrage est celui auquel il doit le plus¹. Son efficacité s'est fait sentir en deux directions principales : d'un côté, elle a conduit les historiens, de gré ou de force, à prendre une conscience plus nette des caractères spécifiques du principat d'Auguste. L'expression même de *principat*, dans le sens où on la trouve cour-

1. *César*, p. 592, fin de la note bibliographique : « Mal composé, mal écrit, contestable en ce qu'il prête à Pompée un système que celui-ci n'a jamais eu et à César une conception orientalisante exagérée, l'ouvrage d'Ed. Meyer, tout éclairé d'une magnifique intelligence, est celui envers lequel je me sens le plus d'obligations. »

ramment employée aujourd'hui, non sans abus d'ailleurs, dans les travaux allemands surtout et déjà dans certains des nôtres¹, opposée d'une façon dangereusement schématique à une autre formule impériale qui serait celle du *dominat* (?), dérive vraisemblablement du livre d'Ed. Meyer et de son titre trop suggestif. Les Anciens n'ont pas toujours mis dans le mot *principatus* la notion d'une autorité tempérée, opposée à l'absolutisme ; comme on l'a observé avec quelque malice, Cicéron l'a un jour appliqué, dans une intention peu favorable, à la « monarchie » même de César² ! L'expression fameuse par laquelle Tacite, au début de son *Agricola*, a salué l'empire libéral de Nerva et Trajan — *principatum et libertatem* — n'a toute sa force que parce que, à l'ordinaire, les deux choses n'étaient guère unies. — Nous reviendrons d'ailleurs tout à l'heure sur cette question de vocabulaire, au fond si importante. Disons tout de suite que, chez Ed. Meyer et dans beaucoup des travaux récents, le terme de principat n'implique pas seulement l'idée d'un empire tempéré, il est chargé d'une signification précise, qui est *cicéronienne* : on veut, en effet, entendre par là le régime d'« autorité consentie » d'un citoyen exceptionnel, au service de l'État, que le traité *De Republica* aurait dessiné en songeant à Pompée pour le réaliser. Il exclut par définition les abus de l'absolutisme à forme théocratique, l'imitation des monarchies hellénistiques de l'Orient. Par là, le livre d'Ed. Meyer est en grande partie responsable de toute une série d'études récentes dont la plus représentative, sinon la plus convaincante, est celle de l'érudit américain M. Hammond : le « principat augustéen³ » (c'est le titre du livre), tel que le voit cet auteur, ne mériterait en rien le nom de dyarchie que lui appliquait, comme on l'a vu, Mommsen ; ce serait bel et bien une monarchie, en ce sens que la source de l'autorité y serait unique et sans partage ; seulement, cette monarchie ne serait nullement celle du *princeps*, mais celle du Sénat, organe de l'État, dont le prince ne serait en toutes choses que l'« agent » : agent fidèle et sincère en la personne d'Auguste, moins loyal peut-être sous ses successeurs, la chose ici n'importe guère.

Mais il y avait aussi dans la thèse d'Ed. Meyer le germe d'une autre recherche : l'affirmation paradoxale qu'Auguste était l'héritier politique de Pompée, et non de César, pouvait impliquer comme une espèce de corollaire que le véritable héritier de César était Antoine. De fait, ce n'est sans doute pas coïncidence fortuite que les mêmes années qui ont vu approfondir la notion du « principat » aient produit tant d'études sur la politique religieuse d'Antoine — et de Cléopâtre — en Orient. Grâce à des travaux dont l'un des plus marquants est celui de M. Jeanmaire⁴, grâce à l'effort d'exégèse, en soi fort contestable, qui s'est porté sur les sources « orientales » (?) de la

1. Voir, par exemple, le *Haut-Empire* de M. L. Homo, *passim*.

2. Heinze, dans l'*Hermes*, 1924, p. 77 et suiv., article cité *infra*.

3. *The Augustan Principate*, thèse de Harvard, 1933.

4. Dans la *Revue archéologique*, 1924 ; cf., du même auteur, *Le messianisme de Virgile*, 1930.

IV^e Églogue de Virgile et sur la connexion, probable celle-là, de la politique « égyptienne » du triumvir avec un vaste mouvement de sibyllinisme judéo-oriental¹, on s'accorde aujourd'hui à reconnaître dans les faits et gestes d'Antoine en Orient de 41 à 30 autre chose que des mascarades, dans sa liaison avec Cléopâtre autre chose qu'une aventure des sens : la mise en scène cohérente et fastueuse de tout un système politique qui aurait fait de l'Orient hellénistique, « remembré » autour d'Alexandrie, la partie vivante et prépondérante de l'empire romain, et de son maître, *imperator* romain uni à une reine lagide, l'héritier naturel des *basileis* divins. Or, n'est-ce pas là que tendait déjà, selon Ed. Meyer, la monarchie de César? Consciemment ou non, les traits de la singulière monarchie d'Antoine ont été projetés sur celle du dictateur, comme si Antoine avait un moment réalisé ce que César n'avait eu le temps que de rêver.

Ainsi, au cours des quinze dernières années, les deux grandes voies de recherches ouvertes ou dégagées par la thèse d'Ed. Meyer semblaient toujours plus divergentes, et l'espoir pouvait paraître perdu de réconcilier César et Auguste. Hâtons-nous de dire qu'aux yeux de plus d'un observateur, depuis quelques années déjà, les bienfaits de cette thèse paraissaient épuisés, les limites de son influence atteintes, peut-être même déjà dépassées. Une réaction paraissait nécessaire dans les deux sens : en ce qui concerne le régime de César, dans le sens d'une revendication de ses éléments proprement romains² ; en ce qui concerne celui d'Auguste, dans le sens d'un élargissement de la définition du principat par une estimation plus réaliste de ses aspects monarchiques et religieux. Ajoutons encore, pour être tout à fait exact, que la thèse elle-même, dès le début, n'avait point rallié tous les historiens, tant s'en faut : en Allemagne, des savants comme M. Gelzer³ et feu H. Dessau⁴ sont demeurés insensibles à ses séductions ; en Angleterre, l'ouvrage de T. Rice Holmes, au titre par ailleurs significatif — « La République romaine et le fondateur de l'empire⁵ » (entendez César, car le livre s'arrête en 44) — en rejette les principes essentiels. Les savants italiens paraissent l'avoir presque ignorée : une sorte d'instinct national les garde de la tentation, ailleurs si forte, de l'explication orientale⁶. Chez nous, le « système » d'Ed. Meyer

1. L'ouvrage ci-dessus cité de M. Jeanmaire met au point cette exégèse, qui dérive principalement de l'essai de Norden, *Die Geburt des Kindes*, 1924 ; on sait qu'elle a été rejetée par M. Carcopino, *Virgile et le mystère de la IV^e Églogue*, qui lui oppose une exégèse à fond néo-pythagoricien.

2. Sur ce point, voir surtout l'étude de M. Adcock, sur laquelle on insistera plus loin.

3. Cf. la critique du livre d'Ed. Meyer donnée par cet auteur dans la *Deutsche Liter. Zeitung*, 1920, 673.

4. Dessau, *Gesch. der röm. Kaiserzeit*, I (1923), p. 17 et suiv. (synthèse rapide de la dictature de César).

5. *The Roman Republic and the founder of the Empire*. Oxford, 1923, particulièrement le vol. III.

6. Cf. les travaux récents de M. A. Levi, sur lesquels on reviendra plus loin, en particulier

semble avoir été adopté intégralement par M. Léon Homo : dans son histoire du *Haut-Empire*, qui fait chronologiquement suite au *César* de M. Carcopino dans la collection Glotz, mais qui l'a devancé de deux ans, les définitions mêmes du principat sont conformes à l'image qui résulte du livre allemand¹. Le raccord entre les deux volumes en sera rendu un peu difficile. Mais, puisque aussi bien le problème essentiel est de savoir si César a le premier fondé l'empire d'Auguste, commençons par faire le point des nombreuses études récentes que ce régime a suscitées.

* * *

Il devient chaque jour plus difficile de le faire tenir dans une définition juridique, comme Mommsen essaya de le faire dans son *Droit public*. Le travail de Mommsen reste naturellement admirable et vaut encore dans mainte de ses parties ; son analyse des diverses attributions impériales n'a guère été dépassée. Mais l'interprétation d'ensemble apparaît de plus en plus contestable. L'idée d'une « dyarchie » — que Mommsen, à vrai dire, n'a émise qu'incidemment — est aujourd'hui à peu près unanimement abandonnée, et l'on se trouve désormais, *grosso modo*, en face de deux explications opposées, mais également « unitaires » : l'explication républicaine intégrale, représentée, par exemple, par le livre déjà cité de M. Hammond, et l'explication monarchique, soutenue encore par de nombreux savants (par exemple, H. Dessau en Allemagne ; chez nous, G. Bloch, E. Albertini, etc.). Mais le trait le plus frappant des études récentes, et des meilleures, c'est plutôt leur défiance systématique à l'égard des définitions empruntées aux notions et au vocabulaire de notre droit public moderne. Le choix même entre l'interprétation républicaine et l'interprétation monarchique, tel qu'on le pose souvent, est assez illusoire. Qu'on suive, par exemple, dans le détail la comparaison qu'un juriste allemand, M. H. Siber, vient d'instituer entre les pouvoirs de César et ceux d'Auguste, ou encore l'analyse que le même auteur a récemment donnée de la « constitution du principat » (*Prinzipatverfassung*)², on sera probablement frappé de ce que ces catégories juridiques modernes ont d'inadéquat à leur objet. M. Siber, se refusant à juger d'ensemble si le régime d'Auguste peut être dit monarchique, républicain ou dyarchique, a cru pouvoir poser le problème pour chacun des domaines administratifs séparément. La méthode nous paraît un peu naïve et de peu de profit ; lorsque, en effet, l'on aura constaté avec l'auteur que ce régime est monarchique dans

son *Ottaviano Capoparte*, 2 vol., 1933, et son compte-rendu de la *Cambridge Ancient History*, X, dans la *Riv. di Filol.*, 1935, p. 404.

1. Voir surtout p. 33 et suiv. : « L'idée du principat : genèse et réalisation » ; particulièrement p. 37 : « la monarchie de César », et p. 41 : « Pompée et le principat ».

2. Siber, *Caesars Diktatur und das Prinzipat des Augustus*, dans la *Zeitsch. d. Savigny-Stiftung, Roman. Abteil.*, 68, 1935, p. 99-158 ; du même, *Zur Entwicklung der röm. Prinzipatverfassung*, dans les *Abhandl. d. Sächs. Ak. d. Wiss.*, phil.-hist. Klasse, XLII, n° 3, 1933.

les provinces impériales, républicain dans les provinces sénatoriales et l'Italie, dyarchique dans l'exercice du pouvoir législatif (?), qu'en pourra-t-on conclure, à supposer que chacun de ces jugements soit juste, ce qui, en la circonstance, nous paraît très douteux. Croit-on qu'il suffira d'une opération arithmétique pour produire, par une série d'additions, la définition d'ensemble? Des juristes plus souples estiment qu'il convient d'appliquer aux institutions du principat, qui apparaissent à beaucoup d'égards comme une simple collection de « précédents », les notions moins schématiques du droit coutumier (*Gewohnheitsrecht*), où tant de singularités s'expliquent par une sorte de tacite reconduction de décisions qui furent, en leur principe, individuelles et exceptionnelles¹.

Depuis une dizaine d'années, d'ailleurs, deux découvertes capitales sont venues déplacer les points de vue les mieux éprouvés.

L'une est celle des cinq édits d'Auguste retrouvés sur des stèles de Cyrène, gravés en grec. Ces « édits de Cyrène », qui sont déjà pourvus d'une abondante littérature de commentaires², ont montré de façon très précise et très péremptoire l'omniprésence et la promptitude de l'autorité du *princeps* même dans les provinces que le partage de 27 av. J.-C. avait théoriquement affectées au seul Sénat. Ils nous font ainsi toucher du doigt l'importance capitale de l'« avenant » de 23 av. J.-C., aux termes duquel — on le savait déjà — Auguste, renonçant à l'usage annuel du consulat et commençant à dénombrer ses puissances tribוניciennes, reçut sur les provinces sénatoriales un *imperium infinitum majus*, c'est-à-dire un *imperium* illimité et supérieur à celui de tous les magistrats en charge. On le savait, mais on y attachait peu d'importance : l'administration provinciale, le partage soi-disant égal qui était à sa base étaient naguère encore le triomphe de l'explication dyarchique. On voit maintenant plus juste ; ceux-là mêmes qui admettent le caractère républicain des décisions de janvier 27 sont amenés à reconnaître en celles de 23 le pas décisif vers la monarchie³, et, s'il fallait fixer un point de départ vraiment constitutionnel à l'empire, peut-être est-ce cette année 23 qu'il conviendrait aujourd'hui de choisir.

L'autre découverte est plus considérable encore par sa portée : rarement « leçon » épigraphique aura porté des conséquences plus graves que celle du mot *auctoritas* au chapitre 34 des *Res gestae*. Là où, depuis Mommsen, on lisait *dignitate*, un précieux fragment de la copie d'Antioche de Pisidie heureusement retrouvé, plus heureusement identifié par A. von Premerstein,

1. Cf., par exemple, W. Ensslin, à propos de l'ouvrage cité à la note précédente, dans *Gnomon*, octobre 1935, p. 532-536, et les travaux récents du juriste Schönbauer (dans la *Zeitsch. Savigny*), auxquels il se réfère.

2. Voir principalement A. von Premerstein, dans la *Zeitsch. d. Savigny-Stiftung*, Rom. Abt., 1928, p. 419, et 1931, p. 431, et Arangio-Ruiz, dans la *Rivista di Filologia*, 1928, p. 321.

3. Voir l'étude, à cet égard caractéristique, de W. Kolbe, dans le recueil *Aus Roms Zeitwende* (par Immisch, Kolbe, etc.), 1931 (20^e cahier de la collection *Das Erbe der Alten*), sous le titre *Von der Republik zur Monarchie*.

oblige maintenant à lire *auctoritate*, et dans le contexte le plus intéressant qui soit : Auguste a rappelé la remise solennelle qu'il a faite, en 28-27, du pouvoir au Sénat et au peuple ; les honneurs qu'il a reçus en récompense, notamment le surnom d'*Augustus* : « à partir de ce moment, conclut-il, je l'ai emporté sur tous en *auctoritas* ([a]uctoritate [omnibus praestiti] — en grec, ἀξιώματι πάντων διένεγκα), tandis que, de *potestas* (ἐξουσία), je n'ai eu absolument rien de plus que les autres magistrats, mes collègues dans chaque magistrature¹. » — Outre la lumière supplémentaire qu'elle jette sur les rapports sémantiques du nom d'*Augustus* avec *augeo*, *auctoritas*, etc. — car le rapprochement des mots, en ce chapitre, ne peut être fortuit — la formule apporte un élément décisif pour éclaircir le problème depuis longtemps débattu entre les historiens ou juristes : le principat, dans son fond, tient-il ou non de la magistrature (*magistratisch oder unmagistratisch*, disent les savants allemands) ? On sait que Mommsen et les juristes de son école répondaient par l'affirmative ; la solution négative séduisait, au contraire, nécessairement les tenants de la théorie du « principat ». La notion d'*auctoritas*, replacée au premier plan, résout l'« aporie », ou plutôt supprime ce faux problème : le principat, selon toute vraisemblance, consiste sans doute en une magistrature, ou plutôt en un certain nombre de magistratures réunies, dans chacune desquelles le pouvoir légal du prince — sa *potestas* — n'est théoriquement pas supérieur à celui de tout autre titulaire et même de son « collègue » (à vrai dire, c'est déjà une singulière supériorité que ce cumul) ; mais il consiste plus essentiellement encore dans l'exercice permanent d'une *auctoritas* sans rivale, c'est-à-dire dans la possession d'un privilège de nature morale autant que politique et purement personnel, nous voulons dire attaché à la personne du prince (en l'espèce d'Auguste) bien plutôt qu'à ses fonctions. Cette *auctoritas*, sans doute, est l'héritière de celle qui, sous la république, appartenait collectivement aux membres du Sénat (*auctoritas Patrum*)² ; mais, incarnée dans la personne unique du princeps, cautionnée par des privilèges presque religieux, elle devient une puissance véritablement monarchique, d'autant que, jointe à des *potestates* étendues, elle s'exerce à l'extérieur comme à l'intérieur des magistratures et que, selon le vieil usage romain, sa force d'obligation n'est guère moindre que celle de la loi.

Encore que la notion romaine d'*auctoritas* ne puisse être qualifiée de « mystique », il semble qu'elle ait aidé les historiens d'Auguste à comprendre, à côté des aspects juridiques de son régime, les aspects irrationnels, les « im-

1. *Res gestae divi Augusti*, c. 34, p. 146 de notre édition ; la dernière étude sur le sens de ce passage est, à notre connaissance, celle de K. Sprey, dans *Mnemosyne*, II, 1935, p. 291-298. L'auteur, construisant *quoque* avec *mihi*, entend que, selon Auguste, les magistrats qui ont été ses collègues n'ont pas eu moins de *potestas* qu'aucun autre, ce qui, pour la question traitée ici, revient pratiquement au même.

2. Cf. l'essai de R. Heinze, *Auctoritas*, dans l'*Hermes*, 1925, p. 348, précisément inspiré par la restitution du texte des *Res gestae*, ch. 34.

pondérables » qui ont fait de cette construction politique précaire et équivoque quelque chose d'homogène et de durable.

La juste appréciation de ces éléments personnels et mystiques — nous employons ce mot faute d'un meilleur terme — est une des conquêtes de l'histoire des origines de l'empire depuis une dizaine d'années. Il est curieux de voir à quel point Mommsen y fut peu sensible¹. Il a senti et admiré l'élan surhumain de César. Mais, dans le prestige vraiment religieux dont Auguste a été entouré, dans les rites mêmes par lesquels il s'est exprimé, il n'a voulu voir qu'une sorte d'« épiphénomène », un simple *surcroît* d'autorité pour Auguste lui-même et pour ses descendants ; sa reconstruction du système politique n'a fait aucune place à ces données irrationnelles. Il est vrai qu'il n'a guère considéré que les formes les plus officielles de la divinisation impériale — la création du *divus* par décret du Sénat — et, sur ce point, les études les plus récentes, comme celle de M. E. Bickermann², pourraient à la rigueur lui donner raison : la consécration posthume du prince, au début de l'empire surtout, apparaît comme une récompense toute personnelle et contingente. Mais l'apothéose n'est pas tout le culte impérial, et le culte impérial lui-même, dans son acception courante (rites en l'honneur du *Genius Augusti*, etc.), est loin d'embrasser toutes les manifestations du dévouement religieux dont les contemporains ont entouré l'autorité du premier Auguste ; pour l'historien du principat, la notion religieuse de *Pax Augusta*, telle qu'elle se répand du vivant d'Auguste, est aussi importante, et peut-être plus, que le culte ultérieur du *divus* dans son temple ou le culte contemporain, mais surtout « politique », rendu par les provinciaux. Est-il vraiment possible de comprendre le développement et le fonctionnement des institutions du principat primitif, la superposition ou l'enchevêtrement des attributions les plus variées, le cumul des inconciliables, le sens nouveau infusé à des pouvoirs de nom ancien (par exemple, le *potestas tribunicia*), sans tenir compte d'abord de cette donnée immédiate et personnelle que fut l'*auctoritas* d'Auguste ? Toutes différences gardées — et elles sont grandes — que penserait-on d'avance de l'historien qui, dans quelques siècles, s'ingénierait laborieusement à expliquer par le jeu interne d'une évolution institutionnelle ou par le développement de principes juridiques la constitution dans le cadre d'États préexistants, et sans que les régimes antérieurs aient eu besoin d'être expressément abolis, de pouvoirs personnels aussi complexes, aussi étendus et, au regard du droit public normal, aussi monstrueux que celui du *Führer* allemand, à la fois chancelier et chef de l'État, ou même, en une moindre mesure, celui du *Duce* italien !

1. « Mommsen hatte ja als der Sohn seines unreligiösen Zeitalters für religiöse Probleme keinen Sinn. Dieser Mangel hängt seiner ganzen Schule an... », nous écrivait récemment un savant allemand. Cf. les remarques de dom H. Leclercq dans son article *Mommsen du Did. d'archéologie et de liturgie chrétiennes*, 1934.

2. Dans l'*Archiv für Religionswiss.*, 1929.

Aussi bien a-t-on le droit de penser, précisément, que des expériences actuelles comme celles-ci, vécues ou observées de près, ont parfois joué leur rôle, à l'insu même des savants, dans l'approfondissement de l'enquête sur les origines du principat¹. Toute comparaison précise serait ridicule autant que forcée ; disons seulement que le spectacle auquel nous avons pu assister de puissances politiques nouvelles aberrantes des normes constitutionnelles et prenant leur source profonde ou cherchant leur justification, selon le cas, dans des courants mystiques ou des idéologies de « parti » peut, en effet, nous aider, si nous savons en user discrètement, à pénétrer certains des ressorts du « césarisme » primitif et, d'une manière générale, à mieux comprendre les rapports délicats et changeants qui unissent les forces réelles de la politique aux forces spirituelles ou religieuses des idéologies. Considéré, en tout cas, dans la personne d'Auguste, le principat romain nous apparaît essentiellement comme l'aménagement dans les cadres traditionnels de l'État, et avec le minimum de changement, d'une personnalité souveraine ; autrement dit, comme un phénomène d'*auctoritas*². Et c'est en cela, d'ailleurs, qu'en dépit de toutes les arguties de vocabulaire, il est dès son origine, et à son origine particulièrement, une institution d'*esprit* foncièrement monarchique.

* * *

Tel étant à peu près le principat d'Auguste, en quoi peut-on dire que la monarchie de César le préfigure ? Et, en particulier, quel rôle assigne à César l'ouvrage de M. Carcopino ?

Il ne paraît pas excessif de dire que cet ouvrage marque, après ceux de Mommsen et d'Ed. Meyer, déjà cités, la troisième date cardinale dans l'historiographie moderne des origines de l'empire romain. Le livre, en effet, pour n'être en son principe qu'une section d'une *Histoire générale*, soumise comme telle à des obligations précises — notamment celle de l'exposé continu et complet — est parfaitement original, on s'en doute. Il justifie entre tous l'espoir qui fut exprimé, lorsque naquit la collection Glotz, de voir notre pays posséder une série de grands manuels de première main, où la matière historique serait scrupuleusement mise au point, mais aussi complètement « repensée », et qui libéreraient notre enseignement supérieur de la servitude des collections étrangères. Pour un volume comme celui-ci, on voudrait espérer plus : le voir réussir à réintroduire dans le domaine de notre haute culture cet admirable sujet historique qui était, il y a trois siècles, parfaitement

1. Cf. l'indication de W. Ensslin, dans le compte-rendu déjà cité de Siber.

2. En ce sens, cf. les observations de M. A. Alföldi dans ses deux importants mémoires des *Röm. Mitteil.*, 1934 et 1935, sur le cérémonial et sur le costume impérial, dont il sera question plus bas ; particulièrement dans le second (*Röm. Mitteil.*, 1935, p. 68 et suiv.), les pages sur « le fondement éthique et religieux de l'empire, son vocabulaire et sa justification juridique ».

présent à l'imagination de tout « honnête homme ». Il n'y a pas actuellement en France, ni, à notre connaissance, hors de France, un livre qui fasse revivre à la fois avec tant de détail et tant d'intensité dramatique ces trente-cinq années d'agonie de la république romaine, les plus denses et probablement les plus proches de nous de toute l'Antiquité.

En prenant les proportions d'un lourd volume de près de six cents pages, le simple « fascicule » d'abord prévu est devenu essentiellement une histoire de *César*, dont la personnalité le domine tout entier. Il n'en reste pas moins solidaire des trois premiers fascicules, qui se trouvent aujourd'hui rassemblés en un premier volume, *Des Gracques à Sulla*. Nous ne reviendrons pas ici sur ce premier volume, déjà dû pour l'essentiel à M. Carcopino. Le tableau sobre et lumineux de la constitution romaine au milieu du II^e siècle, tel qu'il a été tracé par Gustave Bloch dans les cinq premiers chapitres, est la préface indispensable de toute l'œuvre. Pour le reste, qu'il s'agisse de la chronologie des fondations coloniales de Rome, du fonctionnement de la commission agraire des Gracques et du sens même de son activité, des origines en partie agraires de la Guerre sociale ou de la « monarchie » de Sylla, la doctrine de M. Carcopino est déjà bien connue. Notons seulement que, d'un volume à l'autre, les figures de Sylla et de César se renvoient aujourd'hui une nouvelle lumière. Il est visible que M. Carcopino pensait déjà au problème de César lorsqu'il peignait Sylla, et l'idée maîtresse du second volume, y compris l'affirmation de la continuité entre César et Auguste, se trouvait déjà posée dans la page d'introduction de la troisième partie (*Le pouvoir personnel : de Sulla à César*, p. 444 du vol. I) ; de sorte que le petit livre déjà classique de 1931, *Sylla ou la monarchie manquée*, demeure la clé de tout l'ouvrage.

Ce second volume comprend l'histoire lourdement chargée, à l'extérieur comme à l'intérieur, des années 79-44 av. J.-C. Le terme chronologique — la mort de César — se trouvait donné d'avance par les divisions générales de la collection, et le point de vue de M. Carcopino le justifie doublement, puisque à son sens c'est bien un nouvel ordre de choses qui commence définitivement avec la dictature. Avouons pourtant ici un regret : cette coupure, qui est traditionnelle au moins depuis Mommsen et que respectent aussi de grandes collections étrangères comme la *Cambridge Ancient History*, a précisément l'inconvénient de diviser en deux et, chose plus grave, de confier à des historiens différents l'histoire de César et celle d'Auguste, qu'il serait précisément si utile d'éclairer d'un même sommet ; elle a aussi, d'une manière générale, l'inconvénient de faire traiter trop sommairement, comme un simple prologue du règne d'Auguste (ou, lorsque par aventure la coupure est faite à Actium, ce qui est, par exemple, chez nous le cas de la collection Halphen et Sagnac, comme un simple épilogue de la république), l'histoire de l'époque triumvirale (43-31), si dense elle aussi, si riche en expériences de toute sorte, politiques et religieuses, et en développements idéologiques. Le lecteur de l'*Histoire générale* G. Glotz qui passera du *César* de

M. Carcopino au *Haut-Empire* de M. Homo aura d'autant plus de peine à « raccorder » les deux volumes qu'une étape de la route est, en fait, presque « sautée¹ ».

Au début du *César*, le rideau se lève sur le lendemain tumultueux de l'abdication de Sylla. Cette abdication « avait délivré les *Patres* de leurs entraves. Tel un ressort brusquement détendu, leur pouvoir surgit au milieu des ruines qu'avait semées la dictature comme le seul qui subsistât après elle » (p. 489). Ainsi, M. Carcopino se retrouve à ce moment d'accord avec la tradition courante sur la « restauration » sénatoriale ; seulement plus à son aise pour comprendre son rapide échec, puisque, selon lui, Sylla ne l'avait nullement voulue. On notera dans ce chapitre un beau portrait de Sertorius, plus critique, mais aussi chaud que ceux de Mommsen et de Schulten. Le suivant, d'une admirable ampleur, mesure la vraie « grandeur » de Pompée à ses conquêtes d'Orient : l'heureux *imperator*, que M. Carcopino allège par ailleurs de son rôle de *princeps* cicéronien, apparaît là sous son meilleur jour, parfait « chef d'état-major » préparant impeccablement ses campagnes, « grand colonial » faisant respecter et accepter la puissance romaine par sa haute tenue, sa culture, son affabilité. M. Carcopino a eu la chance d'avoir à retracer dans le même volume les deux plus grands mouvements de conquête de la Rome du dernier siècle, qui se font à tous égards « pendant », par la qualité des deux conquérants et surtout par le site et le sens même des conquêtes ; c'est, en effet, une idée qui lui est chère que la conquête de la Gaule, tout accidentelle qu'ait été sa cause immédiate, puisque César ne s'y est engagé qu'au dernier moment, a été pour Rome le contrepois quasi providentiel de ses annexions démesurées d'Orient, en remplaçant l'*Urbs* « au fléau de la gigantesque balance² ». M. Homo exprimait, il y a une dizaine d'années, le regret que Rome se fût égarée en Orient avant d'avoir mené à bien la romanisation de l'Occident, sa vraie tâche historique³ ; M. Carcopino a toujours préféré penser que la conquête de l'Orient grec a été la préface nécessaire de cette romanisation de l'Occident, qui sans elle aurait été privée de ses éléments les meilleurs. Camille Jullian n'a cessé, dans ses derniers ouvrages, de déplorer la soumission prématurée de la Gaule à Rome, qui arrêta net tous les développements possibles d'une originale civilisation celtique ; M. Carcopino aime mieux se réjouir de la bienfaisante vengeance des Celtes, qui, « renversant » l'impérialisme de leurs vainqueurs, leur imposèrent certaines de leurs coutumes ou de leurs inventions, après avoir d'abord contribué à la fondation même de l'empire en procurant à César la gloire

1. Le meilleur ouvrage sur la période triumvirale paraît être aujourd'hui l'*Ottaviano capo-parte* de M. A. Levi, déjà cité ; celui de T. Rice Holmes, *The Architect of the Roman Empire*, 1^{er} vol., 1928, est un peu sec.

2. Carcopino, *Ce que Rome et l'Empire romain doivent à la Gaule*, dans *Points de vue...*, p. 203-256, notamment p. 221.

3. Homo, *L'Italie primitive et les débuts de l'impérialisme romain*, p. 418.

et des soldats. Toutes ces raisons rehaussent l'intérêt du récit que l'ouvrage consacre à la guerre des Gaules. Ce récit suit souvent le grand exposé de Jullian, mais se sépare de lui dans l'appréciation générale du talent militaire de César (un peu trop rabaisé par Jullian) et de ses projets les plus audacieux¹. On y notera, en outre, des vues nouvelles, ou la justification nouvelle de vues déjà défendues, sur la chronologie (M. Carcopino revient, pour la transcription en dates « juliennes », au système de Le Verrier, adopté au siècle dernier par Stoffel)², sur l'origine et le sens des « communiqués » d'où sont issus les Commentaires — billets destinés à tromper l'adversaire gaulois autant qu'à éblouir le public romain et, par suite, d'une véracité seulement relative (ici, c'est à une thèse de S. Reinach que l'auteur apporte son adhésion)³. Enfin, on y sentira avec une force particulière le contre-coup des événements de Gaule sur ceux de Rome — et inversement —, les vicissitudes de l'alliance de César avec Pompée et Crassus jusqu'au jour « inévitable » du conflit et de la rupture.

De ce conflit, en effet, M. Carcopino s'est fait une opinion toute réaliste, qui ne se laisse pas arrêter par l'épineux « problème de droit », tant débattu depuis Mommsen. Ce « jeu de cache-cache dans le maquis constitutionnel, autour d'une légalité spécieuse... » (p. 801), dissimule mal un simple choc d'ambitions et d'amours-propres.

C'est à ce moment que M. Carcopino rencontre et heurte de front la position principale du livre d'Ed. Meyer ; car la thèse du « principat de Pompée » croyait précisément triompher là, dans les années immédiatement antérieures au « Rubicon », lorsque le grand homme, tardivement adopté par les *optimates*, se trouva investi, grâce à la connivence du Sénat et, dans l'ensemble, à son service, d'une autorité immense, faite de plusieurs pouvoirs de forme exceptionnelle et normalement incompatibles. On se rappelle, en effet, qu'en 52, notamment, Pompée cumula le pouvoir d'un consul — et d'un consul *unique* ! — avec l'*imperium* proconsulaire sur les provinces d'Espagne, qu'il exerçait par délégation, de Rome même, et la *cura annonae* qu'il détenait depuis 57. L'analogie de ce cumul et des pouvoirs eux-mêmes avec la situation du futur Auguste avait très vivement frappé Ed. Meyer, qui l'a soulignée à plusieurs reprises⁴. M. Carcopino la récuse dans une note rapide

1. Voir, par exemple, p. 750-751, la réhabilitation des projets de César au delà du Rhin et de la Manche, où M. Carcopino ne veut voir que des « performances » sans idée de conquête, destinées à « assouplir les Gaules à son commandement ». On comparera le jugement général sur le génie militaire de César à celui, plus réservé, de Jullian, *Hist. de la Gaule*, III, p. 171-172.

2. Cf. la longue note justificative de la p. 696. L'écart entre les deux systèmes représente, pour les années de la conquête des Gaules, une différence de quelques jours seulement ; mais on verra par certaines discussions que le problème, cependant, n'est pas sans conséquence : voir, par exemple, p. 772, sur la date précise de l'insurrection générale de 52 et sur sa relation avec les nouvelles venues de Rome.

3. Cf. p. 703, n. 21 ; p. 753 ; p. 783, n. 231, etc.

4. *Caesars Monarchie*..., p. 176 (l'auteur estime que, pour avoir la même situation qu'Au-

(p. 801, n. 282) : « Si Pompée a fait de la politique préludant à celle d'Auguste, ce fut, comme M. Jourdain de la prose, sans le savoir » ; à quoi l'on pourrait répondre, il est vrai, que, dans cette hypothèse, la « coïncidence » ne perdrait pas toute signification. Le tort principal d'Ed. Meyer nous paraît avoir été, en général, de supposer, ou du moins, car ses expressions sont prudentes, de laisser supposer chez Pompée et chez les sénateurs un projet arrêté, méthodique, de gouvernement en forme de « principat ». Si l'on se cantonnait dans le domaine des « idéologies », comme nous essaierons tout à l'heure de le faire, peut-être pourrait-on retenir quelque chose de l'idée. Mais il faut reconnaître, pour l'instant, que, telle qu'elle a été vulgarisée, la théorie du principat de Pompée est tout à fait spécieuse. Il y a plus : nous verrons, en étudiant l'idéologie du « princeps », que la vague autorité dont Cicéron semblait investir son *moderator rei publicae* a peu de chose à voir avec les pouvoirs positifs, et en partie militaires, qui furent accumulés dans les mains de Pompée.

Mais M. Carcopino va plus loin ; il rejette de la thèse d'Ed. Meyer jusqu'à l'idée que Cicéron ait songé à Pompée comme *princeps*. Non pas qu'il conteste l'accent d'actualité du traité *De republica*, son accord significatif avec les nouveaux courants d'opinion ; bien au contraire, il y dénonce, avec une netteté qui pourra même sembler excessive, « le glissement vers la monarchie ». Mais il se refuse à y reconnaître un programme précis conçu au bénéfice de Pompée ou de Cicéron lui-même. Ce n'est, selon lui, qu'« une adaptation opportuniste de la littérature grecque à la situation de Rome en 51 » (p. 815, n. 330).

L'horizon historique ainsi déblayé des « systèmes » les plus encombrants, la volonté monarchique de César y surgit d'autant plus vigoureuse, comme la seule force vraiment originale et créatrice de ces temps anarchiques et la seule qui, d'avance, sache où elle va. La restitution de ce grand dessein est la contribution capitale du présent volume ; le mémoire d'il y a trois ans sur la *Royauté de César* avait déjà apporté les preuves, et il reste indispensable à lire pour saisir l'idée dans son unité et dans son élan. Mais la « thèse », ici, subit l'épreuve des faits à travers les péripéties d'un récit où l'on ne perd jamais sa trace. D'autre part, à côté du cadre formel de la pensée de César, M. Carcopino fait cette fois revivre l'immense matière historique et humaine à laquelle elle s'est appliquée ; le dernier chapitre, sur la *Révolution de César*, en près de cent pages, replace sa « toute-puissance » dans le cadre mondial où elle s'est déployée : dans cet empire qu'à l'intérieur César a puissamment modelé et unifié et que la conquête du royaume parthe eût vraiment fait « œcuménique » ; à Rome même, dans le décor monumental de l'*Urbs*, que les fouilles les plus récentes permettent de ressusciter. Cette large synthèse

guste, il ne manquait alors à Pompée que la puissance tribunicienne ; encore en trouvait-il, selon lui, l'équivalent dans l'appui des démagogues et au besoin de l'anarchie) ; cf. aussi p. 189 et 239 et suiv.

de l'œuvre césarienne restera probablement longtemps sans équivalent.

Ce que M. Carcopino entend par la « royauté » de César, on le sait, et nous y reviendrons plus loin. Persuadé que César a conçu dès sa jeunesse le régime monarchique comme l'objectif de son ambition personnelle, mais aussi comme la forme idéale et nécessaire du gouvernement de la Rome nouvelle, il suit son « ascension » à travers tous les détours de la politique. L'oraison funèbre de sa tante Julie, qui retentissait déjà de la gloire des Jules, en 68; l'élection au grand pontificat, en 63, briguée audacieusement dans une situation difficile, et triomphalement conquise; les campagnes de Gaule, autant de jalons ou d'étapes décisives vers la conquête du pouvoir absolu. Cette marche irrésistible comporte d'ailleurs des arrêts, voire des reculs apparents; avant d'emporter l'obstacle, César l'a souvent tourné. M. Carcopino, à qui une évidente et chaude sympathie pour son génie semble avoir, en contrepartie, inspiré une clairvoyante méfiance à l'égard de ses méthodes, le dépeint en couleurs sincères et fortes, « servant un haut idéal et se servant d'une basse police¹ », c'est-à-dire aussi grand dans la conception de ses fins que peu scrupuleux dans le choix de ses moyens. On ne pourra, certes, lui reprocher, comme à Mommsen, de trop le blanchir. Peut-être même trouvera-t-on sa pénétration excessive lorsqu'elle fait des Curions les agents provocateurs de César plusieurs années avant leur « volte-face » sensationnelle de fin 50².

Quoi qu'il en soit, le César de M. Carcopino marche de toute sa force à la monarchie, et, une fois en sa possession, travaille à lui donner la forme la plus complète et la plus durable, en l'appuyant sur une théologie et en la couvrant du titre royal. Son œuvre hâtive des dernières années, interrompue à plusieurs reprises par la liquidation des guerres civiles, arrêtée net par l'assassinat, apparaît comme merveilleusement logique et homogène; elle tient essentiellement dans la création d'un nouvel ordre de Rome et du monde, qui est précisément l'« empire », dans son sens le plus plein : une communauté impériale régie par un *imperator* unique.

On voit tout de suite en quoi le César de M. Carcopino est différent des Césars que nous ont proposés ses meilleurs devanciers, même lorsqu'il lui arrive de leur ressembler le plus. De ces Césars, dont le nombre et la diversité sont au premier abord presque décourageants, nous ne retiendrons ici que ceux qui comptent, les plus originaux ou les mieux dessinés; en face de ceux de Mommsen et d'Ed. Meyer, que nous avons déjà évoqués, nous mettrons

1. Voir surtout le large portrait des p. 602-609 (en partie repris de *La royauté de César*) et la p. 693, à laquelle appartient l'expression citée.

2. P. 690 : M. Carcopino fonde l'hypothèse sur l'« impunité » dont les Curions, père et fils, ont joui dans leurs attaques « d'une violence inouïe », au lendemain de la formation du triumvirat, contre la personne de César. Ces violences auraient été calculées. L'affaire de Vettius prouve assez que le métier d'agent provocateur n'était pas ignoré des mœurs politiques de ce temps. Cependant, vers la même époque, César, en général, est cruellement déchiré par les satiriques (cf. les épigrammes de Catulle !); et était-il, dès ce temps, en mesure de tant corrompre? L'hypothèse a des vraisemblances, mais reste indémontrable.

en bon rang celui de M. Adcock (dans la *Cambridge Ancient History*, IX, 1932), le plus récent, le plus décevant, mais le plus paradoxal de tous¹ : pour M. Adcock, en effet, que le prestige du livre d'Ed. Meyer et le « mirage oriental » n'ont pas séduit, César n'a ni détruit la république ni fondé l'empire ; *imperator* de génie, il a rassasié son appétit de pouvoir sans sortir du cadre des traditions de Rome ; Latin lucide, d'ailleurs, les monarchies hellénistiques ne l'ont pas fasciné ; son autocratie de fait n'a été ni royale, ni divine. Pas de plan d'ensemble non plus dans son œuvre, dans celle du moins qu'il a laissée ; celle qu'il a pu rêver échappe à tout jugement. Bref, personnalité fulgurante, mais dans la ligne de sa race — « a keen edge on the old blade », — le César de M. Adcock n'a point laissé œuvre durable ni fondé régime nouveau.

Nous ne croyons pas que l'hypercritique de l'historien anglais ait touché toujours juste. Il nous paraît illusoire et, au fond, plus dangereux que prudent, dans le cas de César, de prétendre ne juger l'œuvre que d'après les faits, et non les tendances, et d'écarter, en outre, les témoignages les plus caractéristiques et les plus concordants sous prétexte qu'ils sont postérieurs à César ou entachés d'adulation. Il n'est pas sûr que César ait été tué, comme le pense M. Adcock, « pour ce qu'il était et non pour ce qu'il pouvait être »² ; il est encore moins vraisemblable qu'en quelques mois seulement de labeur (on sait que l'essentiel de son activité législative s'est déployé de septembre 45 aux ides de mars 44 !) il ait eu le temps d'épuiser son effort, au point que nous ayons le droit d'estimer complet ce qu'il a laissé d'œuvre vraiment réalisée. Mais, dès maintenant, attirons l'attention sur la critique très forte que M. Adcock a faite implicitement de l'explication « hellénistique » ou « orientale » de César. Elle appuiera tout à l'heure quelques observations de même sens.

C'est au César de M. Adcock que celui de M. Carcopino semble s'opposer le plus : ici l'effort vers la royauté et vers la divinisation ; là la simple monarchie de fait d'un *imperator* ; ici l'élaboration grandiose d'une nouvelle forme de gouvernement, d'un nouvel « empire » ; là des mesures de circonstance, sans plan d'ensemble, sans au-delà. Il n'est guère plus proche du César de Mommsen, réalisateur prédestiné d'une démocratie impériale, indifférent aux formes mêmes de la monarchie, étranger aux spéculations théocratiques. Au César même d'Ed. Meyer, il ressemble beaucoup moins qu'à première vue on ne serait tenté de le croire : son dessein monarchique est plus ancien, plus constant, plus lucide ; il ne doit rien à la griserie finale ; la forme, quoique aussi théocratique et, au bout de l'horizon, royale, quoique aussi inspirée de l'exemple hellénistique, emprunte en fait ses éléments essentiels aux tradi-

1. M. Carcopino, qui adopte la position exactement opposée, a rendu hommage au mérite de cette étude ; voir, notamment, *La royauté de César*, *passim*.

2. *Cambridge Anc. Hist.*, IX, p. 724 : « He was killed because of what he was, not because of what he might be. »

tions romaines, discipline même au profit de Rome les courants dangereux de l'Orient. Enfin, par le fait même que le système opposé d'un prétendu principat de Pompée a cessé de se dresser devant elle, la monarchie de César, vue par M. Carcopino, n'est plus rejetée à l'écart du grand axe de l'évolution historique comme une aventure impossible ou prématurée, mais, au contraire, y est installée en plein milieu, commandant directement les développements ultérieurs. Voyons comment les différents problèmes sont affectés par ce redressement.

* * *

I. — LA « DÉMOCRATIE » DE CÉSAR ET L'IDÉOLOGIE DÉMOCRATIQUE DE L'EMPIRE

Pendant au moins une dizaine d'années, de 66 à 55 environ, César a fait figure de chef du parti des *populares*. A visage découvert ou sous le nom d'« hommes de paille » comme Rullus ou Labiénus, c'est lui qui a monté avec une ténacité inlassable les attaques les plus perfidement habiles contre le gouvernement des *optimates* : dès 66, peut-être le « premier complot de Catilina » (?) ; à la fin de 64, le grand projet de loi agraire qui a donné tant de soucis à Cicéron consul ; en 63 même, le procès de *perduellio* contre le vieux Rabirius, mise en scène anachronique des droits imprescriptibles de la souveraineté populaire. On sait, de reste, ce que fut en 59 son consulat et comment, dans les années suivantes, de Gaule, il fut encore présent derrière certaines machinations de Clodius. Est-ce ce « partisan » qui a vaincu à Pharsale ? L'œuvre de sa dictature est-elle conforme au « programme » des *populares* ?

Le problème est posé depuis longtemps. Pour Mommsen, on l'a vu, point de doute : c'est pour réaliser l'idéal de la démocratie romaine que César avait chassé l'oligarchie incapable et bornée du Sénat. Son succès personnel était celui d'une grande et belle cause : celle de l'égalité dans un empire unifié et ordonné. Ainsi, la monarchie militaire s'était trouvée appelée à achever, à réussir, la révolution tentée près d'un siècle plus tôt par le tribunat des Gracques.

Cette vue conserve ses défenseurs¹, mais elle a reçu depuis Mommsen de sérieuses corrections. Ed. Meyer a reproché à son grand compatriote de s'être laissé égarer malgré lui par ses idées d'Allemand libéral et unitaire de 1848 et d'avoir faussement appliqué la même perspective à l'Italie du dernier siècle avant notre ère. Il est certain que jamais la définition démocratique du « césarisme » n'a joui de plus de crédit que vers le milieu du siècle dernier, au temps où chez nous le Second Empire plébiscitaire — qui a tant favorisé

1. Cf., par exemple, R. Scalais, *L'échec des Gracques et l'avènement de la monarchie militaire*, dans la revue belge *Études classiques*, II, 1933.

les études césariennes — parut réaliser la même alliance entre l'autocratie et la démocratie la plus avancée : qu'on songe aux prétentions sociales, presque « socialistes », de Napoléon III ! Et le prestige de la formule ne semble pas encore épuisé de nos jours.

Ed. Meyer eut le grand mérite de serrer le problème, en analysant avec vigueur l'œuvre politique et sociale de César dictateur, en ressuscitant les écrits « démocratiques » contemporains, enfin en distinguant, dans l'entourage du maître, les divers mouvements (extrémiste, opportuniste, etc.) dont il a dû subir ou écarter l'influence. Sa contribution majeure, en ce sens, fut de verser pour la première fois au dossier les deux lettres en forme de « suaves » adressées à César, selon les manuscrits, par Salluste. Frappé de leur accent d'actualité, de leur rapport précis — d'accord ou d'opposition, selon le cas — avec les mesures prises par César, il entendit prouver leur authenticité et put les rapporter exactement à deux moments de la victoire de César, la première lettre (la deuxième des manuscrits) en 49, pendant la guerre civile, la seconde en 46, lorsque le vainqueur affronta d'ensemble sa tâche intérieure. Il montra en même temps quel glissement de l'idéal démocratique ces lettres trahissaient, l'aveu qu'elles contiennent, par exemple, de l'impuissance de la démocratie directe des comices urbains. En face, il exposa les réformes de César, en se plaisant à souligner, probablement avec excès, leur esprit plus *ploutocratique* que vraiment démocratique. La démocratie passait au second plan derrière la *monarchie* de César.

Ici comme ailleurs, M. Carcopino a pris vigoureusement position. Faisant le « portrait » de César (p. 607), il le montre épousant la cause politique des *populares* par tradition de famille — il est le neveu de Marius — par sentiment de la justice et par inclination intellectuelle, parce que l'ordre social d'une démocratie satisfait mieux son esprit que les incohérences d'un régime oligarchique, mais avant tout par ambition, parce que, très tôt, les leviers de la démocratie romaine, tout vermoulus qu'ils fussent, lui sont apparus fort efficaces pour installer sa monarchie. « Ainsi s'explique la chaleureuse adhésion de César au dogme de la souveraineté populaire, dont il a joué en virtuose, avec une habileté consommée et une implacable logique : il avait découvert qu'en le développant jusqu'à ses ultimes conséquences il en pourrait tirer tous les privilèges, tous les commandements auxquels il aspirait, et jusqu'à l'abdication, dans les formes, de la loi et du peuple entre ses mains. En cela il aura inventé le césarisme, qui est de tous les temps ; mais — ajoute M. Carcopino — le césarisme de César n'appartient qu'à son époque, parce qu'en dernière analyse il voulut l'établir sur la mystique, aujourd'hui défunte, dont la majorité de ses contemporains était alors pénétrée. » Par quoi nous passons à la « religion de César », sur laquelle nous reviendrons spécialement tout à l'heure.

Ainsi, la démocratie de César est, dans une large mesure, sincère, mais elle déborde le cadre d'une doctrine de parti et elle se subordonne à un idéal de

grandeur impériale dans l'ordre et la prospérité universelle. De là les singularités de l'œuvre du dictateur par rapport à son passé partisan. Une fois responsable du pouvoir et placé devant les mêmes problèmes sociaux dont ses amis les *populares* avaient prôné la solution radicale, César transige, adopte des demi-mesures presque conservatrices : contre l'agitation de Caelius et de Dolabella (48-47) et sans désavouer la répression rigoureuse d'Antoine, il règle la question des loyers et des dettes par des réductions qui apaisent le débiteur tout en consolidant les droits du créancier. C'est qu'avant tout il aime l'ordre et en a besoin ; c'est aussi qu'il pense maintenant dans le cadre de tout l'empire, d'un empire auquel il sait depuis longtemps que le programme « urbain » de la démocratie du forum est mal proportionné. Les *negotia urbana*, auxquels le renvoie avec insistance l'auteur des *Suasoriae* — M. Carcopino semble douter qu'elles soient de Salluste, au moins la plus récente, sans contester leur valeur de témoignage contemporain¹ — ne sont qu'une partie de son horizon et de sa tâche. Il veille, sans doute, à relever l'état matériel et moral de la plèbe de la capitale ; mais il étend de plus en plus sa sollicitude à tous les habitants de l'empire, en despote éclairé pour qui le bien de ses « sujets » ne saurait se distinguer du sien. De sorte que les projets frumentaires et agraires, vieux cheval de bataille du parti populaire depuis les Gracques, s'ajustent ou se subordonnent à une œuvre beaucoup plus vaste de « brassage » général de l'empire par la colonisation transmarine, l'équipement économique, l'essor monumental, etc. Au reste, cet idéal de prospérité, ennobli par le sens romain de la gloire, ne se confond point avec la complaisance au lucre. Plus juste, croyons-nous, qu'Ed. Meyer, M. Carcopino prête à César une hostilité soupçonneuse aux puissances d'argent (voy. p. 956 : « César contre l'argent »), d'origine moins « éthique », sans doute, que celle de l'auteur des *Suasoriae*. En tout cas, son régime rompt définitivement le lien imprudent que Caius Gracchus, par ailleurs si près de César, avait noué entre la cause démocratique et celle des publicains.

Il paraît difficile de caractériser plus fortement l'esprit, le contenu, l'unité de l'œuvre législative de César. Il sera curieux de comparer, notamment, aux pages de M. Carcopino sur la naturalisation de l'Italie celles de l'érudit allemand H. Rudolph dans son excellent ouvrage sur « la Ville et l'État dans l'Italie romaine² », ouvrage que M. Carcopino n'a pu citer qu'en *addendum*. On verra que les vues neuves de M. Rudolph sur le rôle capital qui revient à César dans ce processus de municipalisation, sur le rapport essentiel qui unit sa législation agraire à sa législation municipale (c'est l'organisation des nouvelles communes italiennes constituées à la suite de ses lotissements qui

1. P. 941. Ces lettres attesteraient dans tous les cas « les modalités et le sens de la production sur commande des écrivains césariens ». Un des arguments les plus considérables en faveur de l'authenticité de la seconde lettre (la première des manuscrits) demeure son accord singulier avec un passage du *Pro Marcello* de Cicéron.

2. *Stadt und Staat im römischen Italien*. Leipzig, 1935.

aurait donné le branle et le modèle à la refonte générale du système municipal), s'accordent au prix du minimum de corrections avec celles de M. Carcopino¹. Notons qu'en ce domaine aussi, qui n'est pas celui où nous nous plaçons, éclate la supériorité créatrice de César non seulement sur les devanciers dont il semble continuer l'œuvre, mais sur tout « programme » de parti. Cette réorganisation profonde de l'Italie, d'apparence purement administrative, est en fait, comme M. Rudolph le souligne en conclusion, dans un rapport nécessaire avec la fondation du régime impérial; elle procède des mêmes principes et vise aux mêmes buts.

On pourrait, toutefois, reprocher aux derniers historiens de César d'avoir trop sous-estimé chez lui les aspects du « partisan ». Si nous y insistons dans les lignes qui suivent, ce n'est point pour modifier l'opinion que l'on doit se faire de l'œuvre positive de César, mais seulement pour préciser l'atmosphère politique dans laquelle elle se prépara, et surtout pour essayer d'expliquer de façon plausible que l'idéologie démocratique, à défaut du programme, se soit imposée en partie au régime impérial. Qu'on l'appelle, en effet, *imperator* ou *princeps*, l'empereur, à partir d'Auguste, apparaît de toute façon comme le protecteur ou le champion des droits populaires. Sa puissance tribunicienne, dont le fond est fait de la *sacrosanctitas*, le désigne comme le défenseur naturel de la plèbe. L'application à sa personne du concept de *majestas* manifeste, en outre, qu'en lui se résume le *populus*². Or, cette habile captation de la « mystique » démocratique fut d'abord l'œuvre de César, et elle se fit dans des conditions qui méritent qu'on s'y arrête.

Lorsqu'il passa le Rubicon, César put se poser en défenseur des droits menacés des tribuns; il avait montré ceux-ci, échappés de Rome, aux soldats, qui, en grand nombre sortis de la plèbe, n'étaient pas encore insensibles à ces arguments. La revendication des droits des tribuns est le thème insistant du début du *Bellum civile*. Par un curieux paradoxe, quatre ans plus tard, c'est d'un tribun de la plèbe, Pontius Aquila, et de quelques-uns de ses collègues, que devait monter contre l'absolutisme de César la revendication de la liberté. Leur opposition gêna le dictateur dans son aspiration au titre de roi; les anecdotes de Suétone montrent à quel point il en fut irrité. Dans son mémoire très neuf de 1918³, Ettore Pais, étudiant l'épisode, a finement

1. Cf. l'addendum de M. Carcopino, p. 1058-1059. — La correction s'appliquerait, d'ailleurs, seulement aux pages du premier volume (*Des Gracques à Sulla*, p. 300) sur les lois de liquidation de la réforme agraire des Gracques, M. Rudolph donnant des raisons nouvelles de dater du milieu du 1^{er} siècle — et, par suite, de rapporter à l'influence de César — la fameuse *lex Mamilia Roscia*..., que M. Carcopino identifiait, comme d'autres historiens, avec la loi de Mamilius Limetanus, de la fin du 1^{er} siècle.

2. Ces notions sont de science courante; on sait qu'elles ont aidé les « légistes » de l'empire, notamment au temps des Sévères, à justifier l'absolutisme du prince, *loi vivante*. Cf. aussi la conclusion du livre de Niccolini, *Il tribunato della plebe*, 1932.

3. *L'aspirazione di Cesare al trono e l'opposizione tribunicia durante gli anni 45-44 av. C.*, dans le recueil *Dalla guerra punica a Cesare Augusto*, Rome, 1918, p. 312-348.

indiqué la conclusion qu'il tira de cette mésaventure ou que ses amis tirèrent pour lui : pour mettre sa dictature à l'abri des attaques de la magistrature populaire, il lui fallait l'assumer elle-même. Et c'est un fait, bien souligné récemment par un autre savant d'Italie, M. M. A. Levi¹, que César reçut, avant Auguste, au moins l'inviolabilité des tribuns, avec le privilège, important pour l'« effet », de s'asseoir en public au milieu d'eux. Par là, l'élément le plus résistant de l'idéologie démocratique s'est inséré dans la définition du régime impérial, d'où il ne sortira plus².

L'efficacité de cette idéologie, au moins comme « fiction de guerre », nous paraît encore attestée par d'autres indices. La cause de César, en 49, pour ses partisans, n'était pas seulement celle des droits tribunitiens ; les *populares* mettaient en elle tout leur espoir de venger, enfin, le grand désastre du parti, cette *victoria Sullana* de la Porte Colline que les *Suasoriae* de Salluste maudissent alors si passionnément. Pour elles, aussi bien, la coterie de nobles qui entoure et inspire Pompée est en tous points semblable à la « clique » syl-lanienne. Il est vrai que ces lettres peuvent n'être pas de Salluste (à vrai dire, leur insistance à évoquer Sylla nous semblerait précisément plaider pour l'authenticité, tant elle est sallustienne : cf. la *victoria Sullana* du *Catiline*, 21, 4, et 37, 6) ou, étant de Salluste, n'engager que l'opinion de leur auteur. Mais qu'on ouvre Lucain : à tout instant, dans son poème, l'ombre de Sylla surgit, et toujours aux côtés de Pompée : « c'est contre un chef syl-lanien que nous faisons la guerre civile », affirme César à ses soldats : *cum duce Sullano gerimus civilia bella* (VII, 307). Lucain lui-même ne peut évoquer l'un sans l'autre : Pompée *Sulla felicior*³ ! Association d'autant moins naturelle à première vue qu'il y a loin de son Sylla du livre II, tyran sanglant, fondateur de la « paix des cadavres », à son Pompée, héros sympathique dans l'ensemble. Il est probable qu'elle lui a été suggérée par la tradition, et peut-être par la tradition « livienne », qu'il suit de fort près, comme

1. Cf. l'étude spéciale de M. A. Levi dans le volume des *Atti* du 1^{er} congrès des *Studi Romani*, Rome, 1929, p. 353-357. — Les textes antiques sont ceux de Tite-Live, *Per.*, 116 ; de Dion Cassius, XLIV, 5, 3, et d'Appien, II, 106. Le rapport de ce privilège avec celui que recevra Auguste — et qui ne s'élargira que par degrés en véritable *potestas tribunicia* — ne paraît point douteux.

2. M. Carcopino fait allusion, p. 1001, à l'épisode de Pontius Aquila et compte au nombre des « réalités sur lesquelles les empereurs édifièrent leur monarchie » la « tutelle tribunitienne des assemblées », p. 936. Ed. Meyer, obsédé par l'idée de la monarchie orientale, n'a point prêté attention à ces curieux développements.

3. *Phars.*, II, 582 ; rapprocher, au liv. VI, v. 787, dans la prophétie de la magicienne au fils de Pompée annonçant le désastre de son père, l'intervention de Sylla : *Sullam de te, Fortuna, querentem...*, et la note de l'éditeur, M. Bourguery (dans la collection Budé, 2^e vol. de l'ouvrage, p. 40, n. 1) : « Vient ensuite Sylla qui se plaint de ne plus mériter ce surnom de l'Heureux qu'il s'était attribué et auquel Lucain fait fréquemment allusion ; car Pharsale marque la chute du parti aristocratique, dont Sylla avait été le chef, et le succès de César, dont il avait, paraît-il, prévu l'ambition. » Mais l'intervention de Sylla, ici comme en plusieurs autres passages du poème, tire son intérêt de ce que Pompée s'était flatté de posséder la même *felicitas* que Sylla ; nous revenons là-dessus plus loin.

on sait. On la rencontre, d'ailleurs, en des lieux plus imprévus : dans son propre camp, Pompée se voyait accusé de jouer au Sylla : *sullaturit...*, murmurait Cicéron sans bienveillance¹.

Sans doute, la comparaison tenait-elle en grande partie aux liens étroits et personnels qui avaient uni le jeune Pompée des années 80 au dictateur ; liens réels, et qui ont laissé des traces précises hors de la politique². Mais elle témoigne surtout de la vigueur des ressentiments des *populares* ou, du moins, de leur persévérance à exploiter ce thème exaltant de la revanche. Ainsi, le défilé des proscrits de Sylla au triomphe de César, en 46, est moins insignifiant et moins anachronique qu'on pourrait le penser ; c'est une mise en scène étudiée pour la propagande, le signe de la revanche gagnée.

Il est piquant de passer de ce plan du « mythe » populaire, où Sylla et César s'opposent irréductiblement, au plan des réalités monarchiques, où tant de traits les rapprochent, selon M. Carcopino. Après tout, il n'est pas si rare qu'on emprunte à son adversaire. César lui-même n'a évoqué le nom de Sylla que pour opposer la mesure relative de sa tyrannie à l'arbitraire de ses ennemis (*Bell. civ.*). Et, qu'il l'ait voulu ou non, lorsqu'il a repris à Pompée, à Pharsale, le culte de Vénus Victrix, c'est l'héritage même de Sylla qu'il assumait. Ce jeu de fausses oppositions semble être allé plus loin encore : la *Victoria Caesaris*, qui sera honorée depuis 44 au plus tard par des jeux annuels, n'est-elle pas la fille autant que la rivale de la *Victoria Sullana*, inscrite avant elle sur les calendriers³?

Retenons de tout ceci que si, du programme démocratique, César a en somme relativement peu et très librement usé, de l'idéologie démocratique, au contraire, il a tiré un parti sérieux, plus durable peut-être qu'il ne l'eût cru lui-même. On pourrait s'étonner que nous ne rappelions pas, à ce propos, le rôle qu'il s'est donné, avant Auguste, de *vindex libertatis*, le culte même de *Libertas* voué en son honneur en 46 par ses adulateurs. Nous rejetons à dessein ces détails à un chapitre suivant ; car, malgré l'apparence, la notion et le vocabulaire de la *libertas*, tels que nous les rencontrons là, n'appartiennent pas plus — et peut-être moins — alors, au patrimoine des *populares* qu'à celui des *optimates*, à l'idéologie aristocratique d'un Cicéron ou d'un Caton.

1. Cf. Carcopino, *César*, p. 834 : « Derrière l'armée sénatoriale en retraite, les Italiens aperçurent avec horreur le spectre de Sulla, du tyran dont César, en une lettre à Oppius largement divulguée, avait, dès le début de mars, répudié l'exemple (Cic., *ad Au.*, IX, 7) et que Cicéron, maintenant, blâmait Pompée de singer affreusement. » La lettre de César à Oppius confirme la véritable obsession des souvenirs syllaniens chez les témoins du conflit de 49.

2. Voir, plus bas, ce qui sera dit de la religion des *imperatores*, de Sylla à César, en passant par Pompée ; cf. notre note dans cette *Revue*, t. CLXXI, 1933, p. 38-43.

3. *Ibid.*, p. 43 et n. 2. — Il convient, toutefois, d'observer que l'expression de *Iudi Victoriae Sullanae* pour les rites commémoratifs de la victoire de Sylla à la Porte Colline n'est attestée qu'à l'époque d'Auguste et qu'ils semblent s'être d'abord appelés *Iudi Victoriae* tout court. De toute façon, le symétrisme des noms est significative.

* * *

II. — LA MONARCHIE DE CÉSAR : ROYALE ? DIVINE ? UNIVERSELLE ?

A l'exception peut-être de M. Adcock, dont on a vu l'attitude de réserve sceptique, le caractère monarchique de la dictature de César, au moins de 46 à 44, est unanimement admis aujourd'hui ; et que César l'ait voulu ainsi. C'est la partie la plus résistante du livre d'Ed. Meyer. Sur ce point essentiel, M. Carcopino se trouve d'accord avec lui ; mais il s'en sépare sur d'autres qui sont importants.

Ed. Meyer faisait naître la monarchie de César du développement même de son pouvoir, progressivement et à partir de Thapsus au plus tôt ; jusque-là, César avait tâtonné, et, dans ses derniers mois, inversement, il n'avait pas échappé au vertige de la toute-puissance, non plus qu'à l'usure nerveuse sur laquelle avait déjà insisté G. Ferrero. M. Carcopino, au contraire, fait remonter l'ambition et l'idée bien avant le Rubicon, dès le début de la carrière politique de César : lorsque, en 46-44, libre enfin de tout obstacle, le dictateur donne forme et substance à son autocratie, il ne fait que réaliser un dessein ancien et tout prêt. On comprend le renversement de toutes les perspectives qui résulte de ce point de vue : aspirant dès 66, secrètement, à la monarchie, l'aide que César apporte alors aux grandes entreprises de Pompée apparaît à M. Carcopino comme une sorte d'expérience qu'un candidat fait aux frais d'autrui¹ ; ses manœuvres à partir de 59, son alliance avec deux égaux, comme un simple moyen de gagner du temps ; sa décision au bord du Rubicon, comme le pas décisif vers son objectif.

On peut s'attendre à ce que, sur ce point, la démonstration de M. Carcopino soit sérieusement contestée². Il serait relativement facile, en effet, de soutenir que les témoignages des anciens en ce sens sont pour la plupart de date récente et, quand ils ne sont pas inventions postérieures, résultent de la projection dans le passé de César des idées qu'on le voyait s'efforcer de réaliser. Question de vraisemblance aussi, peut-être : le César tâtonnant, fuyant, de Ferrero, qui reste un peu celui d'Ed. Meyer, répond bien mal à l'image, toute de netteté et de vigueur, que suggèrent de César ses campagnes militaires, ses lois et, d'abord, ses écrits. Mais, d'autre part, cette netteté et cette vigueur ont-elles été si infaillibles que César n'ait jamais ni hésité, ni changé ? Un des arguments les plus frappants de M. Carcopino est celui qu'il tire de l'élection de César au grand pontificat, *dès 63*, et des conditions surprenantes dans lesquelles il le brigua et l'accueillit ; il rapporte à ce temps la composition du « libelle » de propagande où César, identifiant son ancêtre

1. P. 568.

2. Cf. les objections de E. Hohl, à propos du mémoire sur *La royauté de César*, dans la *Philol. Wochensch.*, 1935, col. 1089.

éponyme Iulus à Ascagne, fils d'Énée, faisait de lui le premier titulaire du sacerdoce suprême. Il est possible que ce petit traité date plutôt des années de la dictature, comme le suggérait Ed. Meyer, et se rattache à la littérature variée que César fit circuler alors pour accréditer ses droits de monarque. Mais il reste le fait qu'une fois élu grand pontife, César descendit ostensiblement habiter la *domus publica* voisine de la *regia* du Forum. En dépit d'une glose de Servius, docilement suivie par les érudits modernes, il nous paraît que M. Carcopino a raison de relever le sens de ce « déménagement insolite¹ ». Le moins qu'on puisse lui concéder, c'est que le grand pontificat a pris de César, avant Auguste, le supplément de prestige et de sens qui en fera une des bases de l'autorité impériale. Là comme dans l'annexion des prérogatives tribunitiennes, César, en travaillant pour soi, a fondé pour des siècles.

On sait l'orgueil que le « démocrate » César tirait de la gloire de sa race, descendue de Vénus. On sait aussi qu'en cela il ne choquait point la foule, ni probablement les *populares* eux-mêmes, qui en étaient plutôt éblouis ; cette fierté de patricien ne le rendait que plus redoutable à l'oligarchie. Mais ses prétentions ne sont pas pure parade ; de loin, M. Carcopino le montre, elles préparent à la monarchie de César une sorte de légitimité.

Cette aspiration à la monarchie, M. Carcopino est convaincu qu'elle a inclus la poursuite précise de la *royauté*. La démonstration qu'il en avait faite, d'abord, dans son mémoire d'il y a trois ans, est passée tout entière dans le volume d'aujourd'hui et constitue une de ses idées maîtresses.

Ni le problème, ni la réponse ne sont neufs en eux-mêmes. Pour ne parler que des contemporains, il y a dix-huit ans, Ettore Pais² et Ed. Meyer, par des voies indépendantes, arrivaient en même temps à la conclusion que César avait bel et bien aspiré au titre de *roi*. Il y a, toutefois, encore des dissidents de marque : en Angleterre, feu T. Rice Holmes rejetait l'idée comme invraisemblable et inutile ; la monarchie de César, disait-il, n'avait nullement eu besoin de ce titre pour garantir sa durée : *imperator* y suffisait³. Et M. Adcock est plus catégorique : il prend à la lettre la réponse de César à la salutation du peuple : *Caesarem se, non regem esse*⁴.

En réalité, il est difficile aux esprits les plus critiques de nier l'insistance avec laquelle se répètent, vers la fin de la dictature, les propositions du titre royal ou du diadème, non plus que la connivence de César avec les organisateurs de ces manifestations « spontanées ». Les récits donnent l'impression très nette de mises en scène destinées à éprouver la résistance de l'opinion

1. Malgré Hohl, *loc. cit.*

2. Dans le mémoire cité *supra* du recueil *Dalle guerre puniche...* (1918).

3. R. Holmes, *The Roman Republic...*, III (1923), p. 335-337.

4. Chapitre déjà cité de la *Cambridge Anc. Hist.*, IX. — On trouvera toutes les références utiles au début du mémoire de M. Carcopino, *Points de vue...*, p. 89-91.

et à profiter de toute défaillance pour imposer le fait accompli. Que César, devant certains signes d'opposition ou de froideur, ait cru opportun de battre en retraite en désavouant les auteurs, rien de plus compréhensible, et, dans ces conditions, il n'est nullement invraisemblable qu'il ait cherché, faute de mieux, à se faire octroyer le titre de roi au moins pour les provinces¹. On sait comment les oracles sibyllins se mirent aussi de la partie : les Parthes, disaient-ils, que César s'apprêtait à combattre, ne pouvaient être vaincus que par un roi. Rarement propagande a été aussi insistante, aussi enveloppante. Elle demeurerait une énigme si César n'y avait pour le moins applaudi.

Tous les historiens le sentent bien, mais les mieux disposés se font de graves objections : que César, après avoir organisé sa monarchie, ait éprouvé le désir d'un titre qui la consacrait, rien de plus plausible, soit ; suivant l'expression de M. Carcopino, « puisque sa royauté allait sans dire, il estima qu'elle irait encore mieux en le disant ». Mais quelle vraisemblance que, disposant de plusieurs titres, tels que *dictator*, *imperator*, etc., il ait choisi le nom « odieux » des rois ?

César aurait pu, en effet, songer à celui d'*imperator*, alors très populaire et chargé précisément par lui d'une plénitude nouvelle de sens. De fait, il l'a porté, allié à son titre de *dictator*, et M. Carcopino a justement montré qu'il en avait usé, avant Auguste, comme d'un vrai prénom, ce qu'attestent d'ailleurs formellement les auteurs anciens². Tandis que le titre de *dictator*, même *perpetuus*, n'exprime que les pouvoirs proprement politiques que lui a délégués le peuple, celui d'*imperator* évoque toute la réalité personnelle de sa puissance. Mais par là même, peut-être, il ne lie pas assez l'avenir. Aucune garantie ne valait celle de la « royauté ».

Le tout est de savoir ce que César et ses contemporains ont mis exactement de substance et d'images dans ce mot latin de *rex*, et c'est ce qu'indique vigoureusement M. Carcopino. On s'étonne, en effet, que César ait bravé un « interdit », voire un « tabou ». M. Carcopino croit et montre que la « farouche détestation » des Romains s'était, dans la réalité, bien affaiblie ou nuancée ; par toute sorte de biais, le nom de *rex* se réintroduisait dans le vocabulaire le plus républicain, et, à côté des intransigeants qui continuaient de le proscrire, bien des citoyens l'accueillaient sans préjugé, voire même avec un préjugé favorable³. Le même titre que les Tarquins avaient fait maudire n'était-il pas presque béni en la personne du fondateur Romulus⁴ ?

1. Ce qu'admet formellement M. Carcopino ; de même le juriste H. Siber, dans le mémoire cité *infra*.

2. Voir la démonstration de M. Carcopino (importante) dans sa *Royauté...*, p. 127-128 ; cf. *infra*, à propos de l'histoire du titre.

3. En sens contraire, et pour une interprétation toujours péjorative du titre, cf. J. Béranger, *Tyrannus*, dans la *Rev. Ét. lat.*, 1935, p. 85-94, notamment p. 93, peu convaincant sur ce point.

4. Cf. *infra*, IV.

Mais, au 1^{er} siècle avant notre ère, le nom de *rex*, à Rome, pouvait évoquer des « royautes » fort différentes : la royauté nationale, celle des rois d'Albe-la-Longue et de Rome ; la royauté étrangère, celle-là encore vivante, des princes hellénistiques ou des chefs de peuples barbares (*rex socii populi Romani*, etc.). A laquelle rêvait César ?

Il est couramment admis depuis Ed. Meyer que c'est à la royauté des *basis* de l'Orient hellénistique. *Rex* n'eût été que la transposition latine du titre auquel tout le monde grec était habitué depuis Alexandre ; et c'eût été le rêve de César, en effet, d'implanter à Rome l'autocratie, le faste et le prestige de ces monarchies.

Nous touchons là le fond même de la thèse d'Ed. Meyer. On a déjà rappelé la séduction qu'elle a exercée depuis près de vingt ans, les abus aussi auxquels elle a donné lieu. L'occasion est bonne d'en faire une sérieuse épreuve.

La clé de cette monarchie orientale et hellénistique de César est naturellement cherchée en Orient même et, pour préciser, à la cour de Cléopâtre. Ed. Meyer lui-même s'est bien gardé de faire sombrer la clairvoyance de César dans une aventure des sens. Mais, précisément, il a élevé un des premiers cette liaison illustre au rang d'une entente politique¹ ; en quoi il a contribué sans le chercher, on l'a vu, par voie de conséquence, à renouveler l'intelligence de l'aventure de la même Cléopâtre avec le triumvir Antoine. Pour lui, en tout cas, César a été séduit par l'Égypte ; il a tenté d'en transporter à Rome le système politique, à moins qu'il n'ait songé à transporter Rome à Alexandrie²...

Il semble qu'on soit aujourd'hui un peu revenu d'une opinion aussi absolue. Il est sûr que le prestige de la monarchie d'Alexandre a ébloui César comme presque tous ses contemporains ; Alexandre lui-même a été son modèle, comme celui de Pompée³. Il n'a pu manquer, d'autre part, en Romain curieux et lettré qu'il était, d'admirer les aspects de civilisation par lesquels l'Orient grec et notamment Alexandrie l'emportaient encore de son temps sur Rome. Il s'en est largement inspiré dans ses réformes. De même que les Gracques avaient pu copier certaines institutions helléniques et Rome même adopter en Sicile la fiscalité de type égyptien du roi Hiéron, César ne s'est pas fait scrupule de prendre en Orient grec des leçons d'urbanisme et de science appliquée, voire même d'en faire venir ses architectes ou ses astronomes⁴. Mais que le spectacle *actuel* de la dernière cour hellénistique l'ait frappé d'admiration, que la monarchie pourrie des Lagides lui ait paru

1. Cf. *Caesars Monarchie*..., p. 514 et suiv.

2. *Ibid.* : « Das weitverbreitete Gerücht, dass er seine Residenz nach Alexandria oder Ilion verlegen... wolle, ist zweifellos durchaus zutreffend... »

3. Cf. Bruhl, *Le souvenir d'Alexandre le Grand et les Romains*, dans les *Mél. d'archéol. et d'hist.*, XLVII, 1930, p. 205-208.

4. M. Carcopino a souligné le sens de ces divers emprunts : *César, passim*, notamment p. 990 (pour la réforme du calendrier).

digne d'être imitée, transplantée en Italie même, voilà qui est moins facile à croire ! César est *Latin* de la tête aux pieds, peut-être plus qu'aucun Romain de son temps¹. En art, probablement aussi en littérature, il manifeste une préférence significative pour les grands modèles de l'hellénisme *classique*², et c'est Pompée, à la même époque, qui patronne à Rome les modes hellénistiques : Pompée que, depuis ses parades orientales en compagnie de dynastes ou de rhéteurs locaux, les mauvaises langues, à Rome, appelaient *Sampsigeramus*, du nom d'un des principicules qu'il avait favorisés en Syrie. Devant la thèse d'Ed. Meyer, le paradoxe mérite réflexion.

M. Carcopino n'écarte pas entièrement de César les rêves hellénistiques, et sans doute a-t-il raison. Mais il les ramène à la compréhension clairvoyante des besoins de l'empire romain et de la nécessité historique qui s'impose à Rome de reprendre la mission d'Alexandre et de ses successeurs : d'où, notamment, le « grand dessein » contre les Parthes. Il les épure, d'autre part, de tout élément « passionnel » en réduisant à des proportions modestes la liaison avec Cléopâtre. Il ne viendra à l'esprit de personne que cette liaison ait été platonique ; M. Carcopino pense du moins prouver qu'elle resta stérile ; d'après lui, Césarion, né au printemps 44 — et non en 47 — ne saurait être le fils de César. Quoi qu'on pense de cette opinion, que M. Carcopino fonde sur l'interprétation d'une allusion de Cicéron et sur la chronologie des rencontres — plus rares qu'on ne croit — de César avec l'Égyptienne, il demeure que Cléopâtre n'a guère pu exercer sur le dictateur l'influence politique de grande envergure que postule la thèse d'Ed. Meyer.

M. Carcopino pousse sa réaction plus avant ; montrant, par ailleurs, avec quelle évidence les immenses projets de César en ce qui concerne la ville de Rome s'opposent à toute idée d'un transfert de la capitale, il suggère que, loin de céder aux dangers de l'influence orientale, César, par l'établissement même de son autocratie, y paraît d'avance : « De même que, s'il avait été jusqu'au bout de sa pensée, il eût, par sa franchise, doté ce régime (le régime impérial) de la stabilité qui manqua douloureusement au gouvernement de ses successeurs, il est probable que, par la netteté de la démarcation qu'il avait posée comme une digue entre sa dictature interne et sa royauté de l'extérieur, il aurait réussi, mieux que par l'habileté précaire des équivoques, à le prémunir contre les effets de l'orientalisation que le conquérant des Gaules avait prévue sans la vouloir... » (p. 1009) : paradoxe utile à méditer et stimulant pour l'intelligence.

La royauté de César n'eût donc pas été à Rome, ni même dans les provinces où elle songea à se réfugier, la transplantation insensée d'une institution exotique. Elle aurait trouvé des échos à Rome même, dans les vieilles traditions nationales remises en honneur. Réfléchissons que le costume royal

1. Cf. Adcock, *op. cit.*, loc. cit.

2. Trait souligné par M. Carcopino, *op. cit.*, qui montre en même temps, p. 974 et suiv., l'encouragement positif que César donne à l'essor de la culture *latine*.

de César, si l'on rassemble les insignes dont parlent ses historiens, eût été fait de ces trois « pièces » symboliques : sur le front, le diadème des *basileis* hellénistiques, mais, aux pieds, les souliers des rois d'Albe et, par-dessus tout, la robe de pourpre du triomphateur romain ! Nous pensons que M. Siber n'a pas eu tort d'écrire, à la fin de son mémoire déjà cité sur les pouvoirs de César et d'Auguste, que la royauté, même extra-italienne, à laquelle César aspirait, fût demeurée essentiellement occidentale et romaine ; que « ce titre royal était celui de l'ancienne Rome. Le vêtement triomphal de pourpre que César se fit reconnaître le droit de porter toujours était celui du vainqueur romain et, pour autant qu'il était lié à la royauté, celui des anciens rois romains¹ ». Sous une apparence hellénistique, la royauté de César aurait probablement eu un contenu en grande partie romain ; son absolutisme même aurait puisé aux sources du vieil *imperium*.

Royale, donc, la monarchie de César fut-elle aussi divine, *théocratique* ?

La question a été posée et résolue par Ed. Meyer encore, en même temps que la précédente, dont elle est étroitement solidaire. Le propre des *basileis* hellénistiques était de faire figure de dieux vivants : en Égypte, les Lagides, comme les Pharaons de jadis, incarnaient les divinités nationales ; en Syrie, Zeus, Apollon se manifestaient sous le nom des Séleucides, dieux *épiphanes* ; en Asie Mineure même, on le sait, les Attalides avaient joui d'un culte officiel. La monarchie « hellénistique » de César devait nécessairement comporter les mêmes conséquences, et de fait, selon Ed. Meyer, un grand nombre des décrets votés par le Sénat en l'honneur du dictateur tendaient plus ou moins directement à l'élever au-dessus de la condition humaine : en quoi il heurtait davantage encore les susceptibilités des Romains attachés aux traditions nationales.

Le progrès des études sur le culte impérial, depuis les deux dernières décades, paraît favorable, dans l'ensemble, à cette thèse théocratique. Qu'il ait ou non fondé le régime *politique* de l'empire, on est à peu près d'accord sur ceci, que César a fondé à Rome le culte impérial, ou, plus exactement, qu'il en a été le premier l'objet. Et, dans ce domaine aussi, l'on s'est plu à opposer son ambition sans limites ni prudence à la réserve calculée d'Auguste. Le chapitre que Miss Lily Ross Taylor a consacré à César dans son récent ouvrage sur « la divinité de l'empereur romain » (entendez, surtout d'Auguste) représente fort bien l'opinion actuelle des historiens du culte impérial : c'est même là que triomphe le mieux la thèse générale de l'auteur, à savoir que tout le culte impérial romain dérive en dernière analyse des modèles orientaux proprement dits et hellénistiques².

Les dernières années ont d'ailleurs apporté quelques vues nouvelles pré-

1. Mémoire déjà cité de la *Zeitsch. d. Savigny-Stift.*, R. A., 1935, p. 157-158.

2. L. R. Taylor, *The Divinity of the Roman Emperor*, 1930, chap. III (p. 58-77) : *Julius Caesar's attempt to found a Divine Monarchy*.

cisement sur les formes de culte officiel dont César a joui à Rome même. D'une part, Miss R. L. Taylor, reprenant une idée isolée de Dessau, a rendu à peu près certain que César avait reçu le titre religieux de *divus Julius* et, par suite, un culte public (avec Antoine pour flamine), non point après sa mort, mais bien *de son vivant*, ce qui n'est pas sans conséquence (car l'apothéose impériale dans sa forme romaine, depuis Auguste, n'est par définition qu'une consécration posthume)¹. D'autre part, la publication d'une inscription grecque de Suse, de 30 environ av. J.-C., qui nomme le *daimôn* du dieu (roi) Phraatès², a ramené l'attention sur le serment prêté, à Rome, *per Genium divi Caesaris*; elle a paru fournir à point nommé la preuve que les rites romains dérivait de ceux de l'Orient et, notamment, de l'Iran, le *δαίμων* de l'inscription grecque recouvrant, selon toute vraisemblance, la *fravashi* du monarque parthe³.

M. Carcopino s'est rallié pleinement à la première de ces deux vues, en donnant ses propres raisons, et il a discrètement esquissé la seconde⁴. Dans l'ensemble, donc, il a fait sienne l'explication théocratique. Mais, alors qu'Ed. Meyer, dans le lot des honneurs césariens, ne voulait retenir que ceux qui nous ramènent à l'Orient, il a dressé avec une vigueur toute nouvelle le tableau des emprunts à la théologie romaine : qu'il s'agisse des sacerdoces traditionnels qu'il accapare ou des cultes « dynastiques » qu'il prône, comme celui de Vénus, la « religion de César », comme sa royauté, tient à rester romaine et, comme elle, remonte très haut dans sa pensée⁵.

Il nous est naturellement impossible d'aborder ici dans son ensemble le problème des origines du culte impérial de Rome, encore qu'il touche du plus près à celui qui nous occupe. Contentons-nous de faire observer, en renvoyant aux pages suivantes, que, dans le cas de César, si l'explication « théocratique » a pour elle le maximum de vraisemblances, elle ne doit pas, cependant, exclure l'influence précise de certaines idéologies romaines et préexistantes (par exemple, celle de Romulus, *pater patriae*). En ce domaine comme en tout autre, César, si grand qu'ait été son génie créateur, a travaillé avec les éléments qui lui étaient donnés.

Royale et divine, la monarchie de César a tendu enfin à l'universalité.

C'est encore un mérite essentiel d'Ed. Meyer d'avoir montré comment l'idée d'un empire *œcuménique*, c'est-à-dire coïncidant pratiquement, sinon avec toute la terre habitée, du moins avec tout le monde « civilisé », avait

1. L. R. Taylor, *op. cit.*, p. 68-69 ; cf. Carcopino, *Royauté...*, p. 124.

2. D'après la restitution de M. Franz Cumont, dans les *C.-R. Ac. Inscr.*, 1930, p. 212 ; 1931, p. 233.

3. Cf. L. R. Taylor, *op. cit.*, appendice.

4. *César*, p. 1008.

5. *Ibid.*, p. 600-602 et 996-1000. — Notons que les éléments romains, et même le souvenir de la royauté romaine, sont également relevés dans le chapitre déjà cité de L. R. Taylor, sans, toutefois, que la thèse « orientale » en soit sensiblement affectée.

été reprise par César à la monarchie d'Alexandre, pour ne pas remonter aux empires plus anciens d'Orient¹. La notion d'empire universel est congénitale à celle de régime impérial, et c'est de Rome, en effet, que le mot d'empire nous est venu avec sa double signification, politique et territoriale. D'un point de vue de haute philosophie de l'histoire, comme celui auquel s'est placé J. Kaerst, par exemple, le principat romain peut même apparaître essentiellement comme la réalisation et l'achèvement de cette idée d'*oikoumène*, dont le même auteur a suivi le chemin, à Rome, dans les cercles aristocratiques à culture *stoïcienne*, depuis le temps de Scipion-Émilien². Ces milieux s'étaient pénétrés de la conviction que la mission de Rome et la justification philosophique de sa conquête étaient de faire l'unité politique de la communauté des hommes « raisonnables ». A cette vue de philosophes et d'hommes d'État, le dernier siècle de la République avait encore ajouté le prestige sentimental de l'Orient, vu de près par ses généraux ; on sait avec quelle force le souvenir d'Alexandre s'est imposé tour à tour à Lucullus et à Pompée luttant contre Mithridate et a pénétré à Rome même, jusque dans la foule, derrière leurs armées³. Pompée, triomphateur des trois parties du monde, a bel et bien fait le premier figure d'*imperator* œcuménique, en cela comme en tant d'autres choses précurseur et modèle de César, n'en déplaise à la grande mémoire d'Ed. Meyer. Popularisés par les insignes de revers monétaires, ses trois triomphes, nous dit Cicéron, attestaient aux Romains que tout l'univers était sous leur empire⁴.

César n'a donc pas inventé l'idée ; il n'a pas eu non plus à l'importer directement d'Alexandrie, puisqu'elle était déjà, en quelque sorte, naturalisée romaine. Mais il lui a donné une envergure et un éclat extraordinaires par ses campagnes foudroyantes de l'Océan à l'Euphrate et du Rhin aux plaines d'Afrique, par l'empreinte de démiurge qu'il a laissée en peu d'années sur tout le monde romain. Surtout, plus audacieux que ses successeurs, il s'est mis en mesure de la réaliser jusqu'au bout : car tel est le sens de la « dernière des guerres » qu'il préparait contre les Parthes, projet dont la réalité n'est pas douteuse et qui, avec César, eût peut-être cessé d'être utopique. Citons ici M. Carcopino : « La conquête [de la Perse], caressée depuis des années, préparée depuis des mois, s'imposait à lui comme un double et splendide devoir : celui de purifier Rome de l'opprobre de Carrhae, celui d'achever, en une paix définitive, la perfection cosmique de l'*orbis Romanus* » (*Royaume de César*, p. 150).

1. *Caesars Monarchie*..., p. 466 et suiv. : « Die Monarchie Caesars ist ihrer Idee nach die Wiederaufnahme und volle Durchführung der Weltmonarchie Alexanders : die Weiterführung, im vollsten Sinne des Wortes, ist ihre Voraussetzung und ihre Rechtfertigung, etc. »

2. Julius Kaerst, *Scipio Aemilianus, die Stoa und der Prinzipat*, dans les *Neue Jahrbücher für Wiss. und Jugendbild.*, V, 1929, p. 653-675 (importante vue d'ensemble de tout notre problème).

3. Voir l'article, cité *supra*, de A. Bruhl.

4. Cic., *pro Balbo*, 6, 16, et *infra*, sur la tradition triomphale.

Là comme ailleurs, poursuit M. Carcopino, la pensée d'Auguste est celle de César, mais « estompée » et, comme sa monarchie, en quelque sorte « abaissée d'un degré » ; « parce qu'Auguste manqua de la hardiesse de César, il a traité avec la Perse au lieu de l'assujettir¹ ». En fait, l'œcuménicité de l'empire romain n'a plus jamais cessé d'être une sorte de dogme officiel ; fiction tant que l'on voudra, mais fiction très efficace, dont les conséquences ont été tirées avec une logique intrépide. Et jamais, semble-t-il, l'idée n'en fut plus vivante dans les imaginations qu'au lendemain d'Actium, lorsque Auguste, « vainqueur sur terre et sur mer », apparut sous les traits d'un véritable *matre cosmique*.

Ainsi, M. Carcopino a débarrassé la monarchie de César des vêtements trop orientaux dont l'habillait Ed. Meyer, et ç'a été pour marquer avec d'autant plus de vigueur l'unité totale de sa conception autocratique. Il nous semble qu'aucun des Césars que nous ont proposés les modernes n'est dans l'ensemble aussi vraisemblable à la fois et aussi grand que le sien, aussi satisfaisant pour l'esprit comme pour l'imagination ; en même temps, ce que nous ne perdons pas de vue, aussi facile à considérer comme le vrai fondateur de l'empire romain.

* * *

III. — LE PROBLÈME DES INFLUENCES HELLÉNISTIQUES ;

LA REVIVISCENCE DES TRADITIONS ROMAINES ; LE RÔLE DU TRIOMPHE

Dans les pages qui précèdent, nous avons employé à dessein, même là où, pour le fond, nous devons faire des réserves, le terme d'« influences hellénistiques ». C'est qu'il y a, dans une discussion, d'indispensables conventions de langage. Le moment nous paraît venu d'examiner leur autorité. Qu'entend-on au juste par de telles influences ? Dans quelle mesure doit-on ici opposer l'« hellénistique » au « romain » ? Et, ces influences une fois admises, comment doit-on se représenter exactement leur action ?

Dans la mesure où l'Orient grec, qui résulte de la conquête d'Alexandre, mérite dans son ensemble la qualification d'hellénistique, l'influence générale de sa civilisation, matérielle, littéraire et artistique, sur la Rome de la fin de la République est un fait d'évidence ; il suffit d'évoquer l'alexandrinisme de Catulle et des poètes latins de son groupe, celui des stucs ou des peintures des villas de Rome ou de Campanie, et les leçons de toutes sortes que Rome a reçues alors des villes comme Alexandrie en ce qui concerne le confort, la police et, en général, le style urbains : « En art, en littérature, en philosophie, écrit M. Carcopino dans ses pages de synthèse sur « César et son temps » (p. 596), la mode est à l'Orient grec qu'ont façonné les diadoques. » On a déjà relevé un des aspects les plus paradoxaux de ce mouvement : rien,

1. *César*, p. 1008.

dans la Rome de ce temps, ne porta plus la marque de l'Orient que l'ensemble monumental élevé par le pseudo-princeps Pompée¹. En ce sens, il est à prévoir que les « influences hellénistiques » apparaîtront de plus en plus considérables à mesure que les fouilles de Grèce et d'Orient nous feront mieux connaître la civilisation matérielle et urbaine qu'on désigne sous ce mot.

Le problème se pose d'une façon plus délicate pour les influences d'ordre institutionnel, politique et religieux. Sitôt qu'en ces matières l'on cherche à préciser, on s'aperçoit trop souvent que les savants qui admettent le fait des influences se représentent très confusément, ou très faussement, leur mécanisme. Pour ne parler que du problème général des « influences hellénistiques sur les origines du principat romain », qui est pour notre étude le problème-type, les travaux modernes présentent une grande diversité dans la façon non pas seulement de le résoudre, mais de le poser et de l'examiner.

On peut supposer — c'est, en somme, le point de vue d'Ed. Meyer et de ceux qui l'ont le plus docilement suivi — une sorte d'emprunt direct et massif fait par les Romains (en l'espèce, par César) au système de gouvernement des monarchies hellénistiques, une imitation aussi franche et aussi textuelle que celle qui nous est attestée, par exemple, pour la réforme julienne du calendrier.

On peut supposer — et c'est l'attitude plus nuancée de J. Kaerst² — que la ressemblance s'explique moins par des emprunts immédiats que par l'effet d'une lente et profonde compénétration, notamment, en ce qui concerne l'idéologie du principat proprement dit, par l'action de la philosophie politique des Grecs, et surtout du stoïcisme du Moyen Portique (Panaitios), sur les milieux dirigeants de Rome dès le II^e siècle (Scipion-Émilien), leurs idées ayant fait ensuite largement leur chemin, adoptées, repensées, naturalisées romaines, mais se réalisant avec Auguste dans le sens historique général auquel tendaient les penseurs grecs ; c'est ainsi que J. Kaerst, du moins, paraît voir les choses, de haut naturellement, et sans dissimuler ce qu'il y a nécessairement de schématique dans ces perspectives d'une largeur envivante.

On peut, enfin, imaginer un cheminement encore plus subtil, distinguer entre le mouvement venu de l'Orient hellénistique, moteur des transformations spirituelles et religieuses, et les formes auxquelles il a finalement donné naissance. On entend bien qu'il ne s'agit pas d'appliquer la fausse distinction scolaire entre « forme » et « fond », mais, l'ébranlement étant donné du dehors, de chercher à comprendre la réaction du dedans.

Avouons notre préférence pour cette dernière méthode, qui nous paraît la vraie. La première, maniée par des esprits moins vigoureux et moins pénétrants qu'Ed. Meyer, aboutit à l'opposition parfaitement artificielle de deux

1. César, p. 597.

2. Dans l'article cité *supra*.

concepts vides et se révèle d'ailleurs incapable de rendre compte de la complexité des faits. Qui nous dira, à première vue, si le titre de *rex* convoité par César, ou celui de *divus*, ou le nom de son propre *Genius*, doit être considéré, pour le sens, comme d'origine hellénistique ou romaine? Qui jugera de la valeur respective des symboles et si les souliers des rois albaïns doivent compter plus ou moins que le diadème de l'Orient grec, à moins que l'essentiel ne soit la robe triomphale? Lorsqu'un Romain du temps de César parlait de *rex*, de *divus*, de *genius*, il pensait nécessairement en latin, si hellénisé qu'il fût par ailleurs. Tant que nous n'aurons pas restitué ses représentations mentales, politiques, religieuses ou intellectuelles, selon le cas, à quoi nous servira l'étiquette?

La précaution est d'autant plus urgente que, dans la réalité, au dernier siècle de la République, le monde hellénistique et le monde romain étaient déjà très profondément compénétrés, de sorte que ce que nous prenons aujourd'hui pour un « emprunt » risque souvent de n'avoir point paru tel aux contemporains. Et c'est ici que la seconde méthode se recommande : dans la mesure où la monarchie de César doit quelque chose à celles du monde hellénistique, ce quelque chose s'entrevoit avant lui, non pas seulement dans le comportement de Pompée, qui est, en somme, de sa génération, mais déjà dans la « monarchie manquée » de Sylla¹ et même, à bien regarder, dans certaines attitudes de Scipion l'Africain. Ainsi, ces influences (l'exaltation du héros, l'ébauche de son « culte », la dévotion du héros lui-même à la divinité dont il se prétend le favori), il y a longtemps qu'elles agissent sur Rome, et, pour ceux qui s'en laissent séduire, il y a déjà des modèles romains. C'est le malentendu persistant de la plupart des études sur le culte impérial que cette opposition de concepts y soit acceptée pour base. Prenons l'exemple du culte du *Genius Augusti* : l'apparence première est que le culte est purement romain, le *Genius* étant une notion bien indigène ; on sait, d'ailleurs, qu'il fut encadré dans le culte, incontestablement italique, des Lares. Mais le culte du *Genius Augusti*, à la date où il apparaît, inspire le soupçon légitime qu'il a servi surtout de substitut ou, si l'on veut, d'« exutoire » au mouvement de culte ouvert et formel qui s'adressait hors de Rome à la personne d'Auguste ; par ce biais, il est possible de le ramener à une origine « orientale » ou « hellénistique ». Du moins, la forme de ses rites paraissait bien romaine ; cette dernière position de résistance des « romanistes » semble aujourd'hui menacée elle-même par l'assaut des « orientalistes » : puisque, vers la même époque, le roi arsacide a vu honorer son *δαίμων*, pourquoi le *Genius Augusti* et, déjà, le *Genius divi Caesaris* ne dériveraient-ils pas tout simplement et exclusivement de la *fravashi* des rois perses²?

1. Cf. Carcopino, *Sylla*..., p. 97 et suiv.

2. Cf. l'ouvrage, cité *supra*, de L. R. Taylor ; en sens inverse, pour le caractère et l'origine « occidentale » du culte du *numen Augusti* (proche parent du *Genius*), cf. la vigoureuse étude de D. M. Pippidi, *Rev. Ét. lat.*, 1929.

Ce serait le cas de dire que « comparaison n'est pas raison ». Nous croyons que le rapport entre la *fravashi* iranienne et le *genius* des empereurs romains s'explique d'une tout autre manière et que même il ne suffit pas, pour passer de l'une à l'autre, d'invoquer le culte douteux du *δαίμων* des successeurs d'Alexandre. Mais nous ne voulons ici retenir que l'exemple ; or, nous croyons pouvoir soutenir que si, pour l'intelligence générale de l'histoire religieuse de l'humanité, le fait important est celui du rapport *fravashi-δαίμων-genius*, au contraire, pour l'intelligence du phénomène impérial, ce qui compte le plus, c'est la place que le culte du *Genius Augusti* a reçue dans le cadre de la religion et de l'idéologie du temps ; c'est, par exemple — nous y reviendrons spécialement — son rapport profond et subtil avec l'idéologie romuléenne du *pater patriae*, avec la représentation « domestique » du pouvoir impérial, etc.

Dans un exemple comme celui-ci et, en général, en matière de phénomènes religieux, le mécanisme que nous croyons entrevoir est le suivant : une impulsion première vient du « monde hellénistique » ; nous voulons dire, en la circonstance, que de ce monde est venue à Rome l'*atmosphère* nouvelle dans laquelle l'exaltation d'un homme au rang de héros ou de dieu, étrangère à la religion purement romaine, est devenue possible (il n'est pas inutile, d'ailleurs, de noter à ce propos que, contrairement à une opinion trop répandue, cette exaltation avait pour précédents véritables, dans l'Orient grec d'après Alexandre, beaucoup moins les honneurs divins rendus aux monarques proprement dits que les rites plus ou moins spontanés et plus ou moins publics en l'honneur de personnages tenus pour « sauveurs » ou « bienfaiteurs¹ », et, par suite, que l'influence si célébrée des monarchies orientales n'est ici nullement exclusive, ni même évidente²). Ces conditions générales données, le développement religieux s'est souvent fait dans le cadre des conceptions et des institutions romaines ; bien mieux, l'effet le plus clair de ces influences « ambiantes » a été, en général, de rendre la vie et la popularité à des traditions nationales en voie d'oubli ; après quoi ces traditions, réveillées, ont naturellement recommencé d'agir par leur force propre.

Ce que nous essayons d'expliquer, M. Carcopino l'a formellement écrit dans une des pages qui nous paraissent les plus pleines de son *César* : « Les conceptions hellénistiques qui, d'Orient, avaient fini par s'infiltrer dans toutes les parties de l'ancien monde avaient ramené, sous des formes nouvelles, la notion même de l'autorité romaine au principe surnaturel de ses origines, suivant lequel les suffrages populaires se bornaient à désigner, dans le roi des âges légendaires, puis dans ses successeurs, les magistrats des périodes historiques, les détenteurs des auspices, c'est-à-dire des signes de la

1. C'est sur cette forme du culte « hellénistique » que s'orientent actuellement plusieurs historiens du culte impérial ; cf., en dernier lieu, Charlesworth, dans la *Harvard Theological Review*, XXVIII, 1935 (*Some observations on ruler-cult, especially in Rome*).

2. Il semble qu'on doive compter avec certaines origines proprement helléniques.

volonté céleste... » (p. 607). L'exemple est particulièrement opportun, puisque cette puissante reviviscence de la théologie des auspices — et par suite, remarquons-le en passant, de l'*auctoritas* — a eu pour couronnement, en 27 av. J.-C., l'imposition à l'héritier de César du surnom expressif d'*Augustus*. Nous verrons que cette reviviscence, d'ailleurs, est allée de pair avec celle des souvenirs de la fondation de Rome et du fondateur, Romulus. Mais le phénomène ne s'est pas arrêté là. Lorsque nous essaierons de retracer l'évolution de la notion d'*imperium* — et d'*imperator* — à la même époque, nous ne serons pas surpris d'observer de semblables approfondissements ou majorations du sens primitif. Les Romains du dernier siècle se sont appliqués avec conscience, quelques-uns avec piété, à remonter aux sources authentiques de ces notions, et l'on ne peut dire qu'ils aient manqué leur but, puisqu'ils ont remis au jour, en effet, les liens religieux qui avaient jadis uni ces concepts fondamentaux de leur vie politique, *imperium*, *auctoritas*, etc.¹. Mais, comme il arrive en toute « restauration » de ce genre, si sincère qu'elle soit, ce sont des courants nouveaux qui ont passé sous les mots anciens.

La « réhabilitation » des souvenirs et du nom même de la royauté romaine, sur laquelle M. Carcopino a insisté très justement, croyons-nous, peut être rattachée à ce phénomène général. Elle a peut-être été poussée encore plus loin qu'il ne semble. La monarchie de Romulus et de Numa, en tout cas, paraît avoir été l'objet d'un travail plus ou moins spontané d'idéalisation qui laissera des traces définitives dans la tradition romaine. Malgré la résistance tenace du vieil interdit, cette antique royauté nationale n'a pas été sans exercer quelque influence sur la représentation même du pouvoir impérial. L'union de l'*imperium* et du suprême sacerdoce, telle qu'elle s'est trouvée réalisée à partir d'Auguste et déjà de César, évoque, comme l'a observé M. Pais, l'indivision primitive de l'autorité des anciens rois, autorité que les auspices des dieux consacraient pour l'activité religieuse autant que pour celle de la guerre². On devine dans certaines particularités de l'autorité d'Auguste des coïncidences encore plus suggestives : le rôle de l'impératrice dans la religion de Vesta, le caractère profondément *domestique* du sacerdoce d'Auguste, grand *pater familias* de l'État et, comme tel, honoré dans l'être divin de son *genius*³, d'autres indices encore rappellent les traits présumés de la religion des rois.

Insistons encore sur ce fait que ces souvenirs, conscients ou inconscients, de l'ancienne royauté — ou ce qu'on prenait pour tel — sont déjà très discernables dans la dictature de César (nous ne parlons pas de ceux des rois albaïns, parce qu'ils doivent leur popularité à des raisons plus particulières

1. Cf. *infra*, IV.

2. Pais, *Ricerche sulla storia e sul diritto...*, I, 1915, p. 273-335 : « Con Augusto si ritorna allo... periodo regio, quando l'autorità sacra, il comando militare e la giurisdizione civile si trovavano riunite nella unica persona del rex » ; cf. *Mél. d'archéol. et d'hist.*, 1931, p. 95.

3. Cf. *infra*, IV.

aux Jules). Il ne peut donc être question d'y voir l'effet de la réaction « nationale » qui a suivi Actium. Bien plutôt, cette réaction, artificiellement conduite, s'est largement nourrie de ces courants antérieurs, que renforçait, d'ailleurs, le zèle des savants « antiquaires ».

Le dernier siècle de la République nous offre, avec l'histoire du *triomphe*, une illustration symbolique de ces « interférences ». Nous aurons d'autant moins de scrupule à nous y arrêter que l'idéologie triomphale, le fait est bien connu, a fait partie intégrante de la représentation de l'empire. On sait combien l'empereur romain a emprunté au vocabulaire, aux insignes et à la religion du triomphateur : le costume triomphal a été son vêtement d'apparat, la couronne de laurier lui a tenu lieu de diadème, la Victoire même n'a cessé de l'accompagner vivant et mort. Et l'empereur a si bien eu conscience de la valeur de ces privilèges qu'il a pris soin, dès le temps d'Auguste, de se les réserver en fait et en droit : le triomphe est devenu monopole impérial¹.

Tout cela est de science courante, au moins de nos jours ; ce qui mérite peut-être davantage d'être souligné ici, c'est que cette sorte d'« obsession » triomphale est sensible déjà dans la monarchie de César ; il suffit de rappeler la robe de pourpre et la couronne de laurier du dictateur, l'éclat même de ses cinq triomphes, les jeux institués en l'honneur de sa Victoire — la *Victoria Caesaris*, hypostase de *Venus Victrix* — et surtout des honneurs plus rares et d'autant plus significatifs comme le droit de dédier ses trophées à Jupiter Feretrius. La convergence de ces données a frappé M. Adcock même, et M. Carcopino en a tiré argument. Il est vrai qu'en revanche César a laissé triompher ses généraux ; mais tout porte à croire que son monopole se fût ouvertement affirmé s'il avait assez vécu pour achever sa monarchie².

A première vue, le rôle de la tradition triomphale représente, dans l'idéologie impériale, l'influence des traditions nationales ; il relie l'empereur à la lignée des généraux républicains et, par delà, aux rois ; ce n'est pas par hasard qu'Auguste, sur son forum, des deux côtés du temple de Mars Ultor, dieu triomphal, fera dresser deux séries de statues : celles des rois et des triomphateurs. Et l'on voit aussitôt que l'aspect religieux — presque magique — du triomphe romain, l'exaltation de l'*imperator* au niveau de la divinité du Capitole, pouvait offrir une sorte de justification à la divinisation de la personne du prince.

Mais cette vue serait en grande partie illusoire, si le triomphe du dernier siècle était resté celui de l'authentique tradition romaine, car cette tradition n'identifiait le triomphateur à Jupiter que pour le temps de la cérémonie et entourait le rite de trop de précautions juridiques pour qu'un courant mys-

1. Nous nous permettrons de renvoyer, sur ce sujet, à notre mémoire publié dans cette *Revue*, t. CLXXI, 1933, p. 1 et suiv.

2. M. Adcock le conteste ; sur l'attitude de César à l'égard du triomphe, cf. E. Pais, *Fasti triumphales*, I, p. 270, et Carcopino, *Royauté...*, *passim*.

tique pût s'y donner libre cours. L'importance du triomphe dans la préparation spirituelle de l'Empire tient, M. A. Bruhl l'a montré¹, à la transformation de son sens et de ses pompes elles-mêmes sous l'action insinuante des « influences hellénistiques », et par chance, cette fois, l'expression répond à des réalités saisissables ; on suit, par exemple, l'influence sur le cérémonial et le symbolisme des cortèges triomphaux de la grande pompe dionysiaque de la monarchie alexandrine. Mais la transformation est encore plus dans l'esprit du rite : ce n'est plus un dieu d'un instant qui reçoit les hommages, mêlés de brocards, d'une foule superstitieuse, c'est une personnalité souveraine qui affirme ses privilèges permanents et s'offre à l'admiration d'un public enthousiaste.

A vrai dire, dans cette mystique de l'*imperator* qui a séduit tout le siècle, et sur laquelle nous revenons plus bas, il y a encore plus d'éléments romains qu'on ne le croit ; il serait facile de le prouver, notamment, pour la notion de *felicitas*, attachée à la personne d'un triomphateur comme Pompée. Dans l'ensemble, cependant, l'évolution nous paraît bien avoir été celle que retrace M. Bruhl. Cette évolution est curieusement solidaire de celle de la monarchie elle-même ; la tradition triomphale n'est l'apanage d'aucun parti ; elle a été revendiquée avec la même force par le « démocrate » Marius — celui qui, peut-être, a le plus contribué à son nouvel essor² — par l'« aristocrate » Sylla, par Pompée et par César ; chacun de ces *imperatores* en a usé pour rendre sensible sa monarchie de fait ; chacun, en conséquence, en a particulièrement retenu les *insignes*.

Le rôle de ces insignes dans la représentation populaire de la souveraineté d'un chef ne risque guère d'être estimé trop haut, et ce que M. Carcopino écrit de la couronne de laurier portée régulièrement par César depuis 46 exprime une vérité psychologique de grande conséquence : « L'homme « chauve » s'était bruyamment réjoui de cet honneur vestimentaire. Les naïfs avaient attribué son allégresse à sa coquetterie. Elle venait de la certitude qu'en portant toujours le costume de l'*imperator* il habituerait l'opinion, par une inmanquable association d'idées, à lui en reconnaître aussi le pouvoir toujours³. » Que l'on compare les pages récentes et très pénétrantes que M. A. Alföldi vient d'écrire sur les « insignes et costume des empereurs romains⁴ », sur l'origine triomphale de plusieurs d'entre eux et, en général, sur leur rôle dans la préparation psychologique et « sentimentale » de l'empire.

M. Alföldi a fait une remarque sur laquelle nous finirons : c'est que la

1. *Mél. d'archéol. et d'hist.*, 1929, p. 77-95.

2. Cf. Bruhl, *Ibid.*, p. 88.

3. *Royaume...*, p. 126 = César, p. 1000.

4. *Insignien und Tracht der röm. Kaiser*, extrait des *Röm. Mitteil.*, 50, 1935, p. 1-171, *passim* ; voir aussi le précédent mémoire du même auteur sur le « cérémonial impérial » : *Ibid.*, 49, 1934.

regia vestis, que des textes mentionnent comme appartenant — dès le 1^{er} siècle de l'empire — à la garde-robe du palais, est précisément le vêtement de triomphe ; ce qui s'explique puisque, nous le savons par ailleurs, la pourpre triomphale était l'insigne que Rome républicaine offrait aux rois étrangers comme marque de leur légitimité. De semblables usages ont dû contribuer à rapprocher la représentation du roi de celle du triomphateur, à moins qu'ils ne présupposent déjà ce rapprochement. De toute façon, ils nous aident à comprendre ce trait original, déjà relevé, que la royauté de César ait failli avoir pour principal symbole la pourpre de l'*imperator*.

* * *

IV. — LES PRINCIPAUX COURANTS DE L'IDÉOLOGIE IMPÉRIALE

Nous venons de voir le rôle qu'ont joué dans la préparation en quelque sorte morale de l'empire des traditions romaines anciennes ou, du moins, ranimées par le choc d'influences nouvelles. D'autre part, nous avons eu déjà l'occasion d'observer la place qu'a tenue dans la justification du même régime l'idéologie du parti « démocratique », son vocabulaire et ses principaux symboles. Nous n'avons garde de croire que le phénomène impérial soit compris tout entier, ni même consiste essentiellement dans ce mouvement d'idées ou de croyances. On aura bientôt l'occasion de serrer de plus près ses « réalités ». Mais, au point de vue où nous nous plaçons à dessein dans cet essai, l'analyse de ces courants nous paraît indispensable. Qu'avons-nous, en effet, constaté jusqu'ici, en prenant pour guide l'ouvrage de M. Carcopino ? Que l'écart, pour ne pas dire l'abîme creusé par le système d'Eduard Meyer entre César et Auguste (et en même temps entre César et Pompée), se réduisait sensiblement lorsqu'on regarde de près, sinon le contenu positif de leur « œuvre », du moins la théorie et le cadre de leur régime ; que les bases sur lesquelles on a tenté de les opposer se révélaient peu sûres. Pour que notre examen ne soit pas trop incomplet, il convient maintenant que nous essayions de remonter le cours de toute l'idéologie impériale — ou, plus exactement, *préimpériale* — en prenant pour point de départ de cette enquête régressive l'idéologie du principat d'Auguste, telle qu'on l'entrevoit aujourd'hui.

Cette idéologie est complexe et, à dire vrai, indivisible ; son propre est même l'interférence incessante de ses composantes. Cependant, pour la commodité de l'analyse, il est possible, sans trop d'artifice, de distinguer quelques directions majeures : dans la personne d'Auguste, l'empereur romain apparaît, selon l'aspect sous lequel on le considère, comme le *princeps civitatis*, restaurateur et protecteur de l'ordre et de l'équilibre de l'État, de la « liberté » — notion à bien éclaircir — ; comme le « fondateur » d'une cité nouvelle, ou plutôt comme le premier fondateur de Rome, Romulus, en quelque sorte

réincarné ; enfin — et, à certains égards, essentiellement — comme l'*imperator* par excellence, non pas seulement maître de toutes les armées, mais seul détenteur des auspices qui les conduisent et, par conséquent, des victoires qu'elles remportent. Or, ce ne sont pas là choses toutes nouvelles, apparues spontanément sous Auguste, encore moins créées par sa propagande ; dans ces divers rôles, qui forment un même personnage presque surhumain, Auguste a eu des devanciers, et dont César n'est pas le seul ; tout le dernier siècle de la République s'est passé à les « essayer ».

a) *L'idéologie du « princeps » et le problème du « De Republica » de Cicéron.* — Il est superflu de revenir sur le problème illusoire du « principat de Pompée ». Mais un problème beaucoup plus important demeure posé, qui est celui du rapport possible entre l'idéologie d'Auguste comme *princeps* et les théories politiques défendues au milieu du siècle par Cicéron dans son traité *De Republica* — et l'annexe que constitue son autre traité *De Legibus*¹.

Ce problème a été posé et résolu dans le sens positif, un an même avant la publication du livre d'Ed. Meyer, par un brillant essai de Reitzenstein. Les deux savants allemands sont arrivés presque en même temps, et indépendamment l'un de l'autre, à une conclusion substantiellement identique : pour l'un comme pour l'autre, le « principat » d'Auguste, dans ses aspects proprement civils, est la réalisation presque littérale d'un idéal précis, proposé aux cercles dirigeants de Rome par le traité cicéronien. Une double épreuve est donc nécessaire ; il y a lieu, en premier lieu, de rechercher si et en quoi la théorie de Cicéron et le régime d'Auguste s'accordent effectivement ; en second lieu, d'essayer d'expliquer historiquement cet accord.

La théorie de Reitzenstein et d'Ed. Meyer, approfondie ou vulgarisée par de nombreux essais depuis quinze ans, peut se résumer de la façon suivante : le traité de Cicéron « sur la République » propose comme idéal politique à ses contemporains un régime où les institutions traditionnelles de la République restant debout, ou plus exactement rétablies dans leur jeu normal, la discipline générale et la sauvegarde de l'État contre les périls internes qui le guettent seraient assurées par l'autorité spontanément consentie d'un premier citoyen, le *princeps*, homme d'État prédestiné à ce rôle par une éducation profonde et s'imposant à tous par le seul poids de son prestige. Ce *princeps*, d'ailleurs, sera issu de l'aristocratie dirigeante, en tout cas politique-

1. La discussion qui suit emprunte ses principaux éléments aux travaux que voici : R. Reitzenstein, *Die Idee des Principats bei Cicero und Augustus*, dans les *Nachr. der kön. Ges. der Wiss. zu Göttingen*, 1917, p. 399 et suiv., 436 et suiv. ; Id., dans l'*Hermes*, LIX, 1924, p. 356 et suiv. ; en sens contraire ou restrictif, R. Heinze, *Cicero's Staat als politische Tendenzschrift*, *Ibid.*, p. 73 et suiv. ; Sprey, *De Ciceronis politica doctrina*, dissertation d'Amsterdam, 1928 ; cf. aussi l'essai déjà cité de J. Kaerst, dans les *N. Jahrb.* de 1929. En français, l'on renvoie surtout à l'article de A. Oltramare, *La réaction cicéronienne et les débuts du principat*, dans la *Rev. Ét. lat.*, X, 1932, p. 58-90, peu neuf en ce qui concerne l'interprétation du traité de Cicéron, mais soutenant une hypothèse nouvelle sur la manière dont il a pu agir sur le régime d'Auguste.

ment lié à elle par sa culture, et, si son rôle sera, d'une manière générale, de défendre l'équilibre fondamental de l'État contre tout désordre, tout abus, toute « faction », il est clair qu'il l'exercera particulièrement dans le sens des *optimates*, au profit, sinon au service de l'aristocratie du Sénat. Or, comment Auguste a-t-il justifié son intervention dans l'État en 44 et en 32 av. J.-C. et sa restauration même de la « république » ? — Par la nécessité supérieure de sauver la *res publica* de la tyrannie des factions, par le consentement de tous à son autorité exceptionnelle. Quel titre a-t-il préféré à tous les autres pour définir sa situation dans l'État ? — Celui de *princeps* ; non point seulement *princeps senatus*, titre qui n'était point nouveau, mais *princeps* tout court, c'est-à-dire premier (citoyen) de l'État. Sur quels milieux sociaux, enfin, son pouvoir s'est-il en partie appuyé, au moins après 27 ? — Sur le Sénat, sur les cercles, d'ailleurs élargis, des *optimates*. Ces coïncidences ne sont-elles pas concluantes ?

La thèse a pourtant reçu en 1924 un coup que l'on eût pu croire mortel : dans une étude très rigoureuse, R. Heinze crut établir que, dans le *De Republica*, il n'y avait pas trace d'une théorie du principat et que même le nom de *princeps* y était systématiquement évité pour désigner l'homme d'État idéal dont les derniers livres dressent le portrait. Les *principes* dont Cicéron parle ailleurs ne sont autres que les « notables » de la cité, c'est-à-dire essentiellement les membres de l'aristocratie, par lesquels il estime que doit commencer la régénération politique de l'État. Ces *principes* se partagent l'*auctoritas*. C'est l'image idéale de l'un d'eux que Cicéron a voulu dessiner. Son traité ne postule d'aucune manière l'identité ni l'unité du *princeps*, encore moins la *permanence* d'une espèce de monarchie. Il est imprégné tout entier d'idées sincèrement républicaines et aristocratiques.

Partant de cette vue, Heinze a liquidé en une phrase la théorie dérivée d'un principat de Pompée¹. Sa critique est impressionnante et relève au passage d'incontestables méprises sur le sens littéral du traité cicéronien. Elle nous semble, cependant, avoir manqué son but d'ensemble. Tout d'abord, il n'est pas si sûr que le mot de *princeps* n'ait jamais dans l'écrit que son sens aristocratique banal, celui qui suppose la pluralité des *principes* ; s'il est vrai qu'il n'apparaît guère autrement dans les fragments du fameux palimpseste retrouvé et déchiffré au début du siècle dernier par Angelo Mai², par contre il revient avec insistance dans les citations de grammairiens et d'auteurs chrétiens, la plupart empruntées aux deux derniers

1. Heinze, *Hermes*, loc. cit., p. 81 : « Über die Zuspitzung auf Pompeius, die Ed. Meyer der angeblichen monarchistischen Tendenz der Republik gegeben hat, brauche ich nun nicht mehr eigen zu reden, sie fällt mit der Tendenz selbst. Aber ich will doch ausdrücklich sagen, dass ich... Ed. Meyers ganze Auffassung vom « Principat » des Pompeius ablehnen muss. » — Il convient, en effet, de noter que l'application du système à Pompée est propre à Ed. Meyer seul, et non à Reitzenstein.

2. Sur l'histoire de cette découverte et de la bibliothèque italienne où elle eut lieu (Bobbio), cf. en dernier R. Devreesse, *Bull. Assoc. G. Budé*, n° 46, janvier 1935, p. 27-36.

livres, ceux où précisément Cicéron avait dû retracer l'éducation de ce personnage « presque divin¹ », fondateur ou « sauveur » (*conservator*) d'États, auquel le Songe de Scipion fait espérer l'apothéose en récompense de ses vertus. Le même double usage du mot s'observe encore sous Auguste lui-même et dans ses propres *Res gestae*.

Surtout, Heinze eût-il raison pour ce mot, le problème resterait presque entier, car, à défaut d'un *princeps* particulier, le traité de Cicéron emploie à plusieurs reprises, pour désigner l'homme appelé à diriger l'ensemble de l'État, les termes de *rector patriae*, *tutor*, *moderator rei publicae*², etc. Or, c'est là l'important, car nous ne voyons pas comment on pourrait contester que ce *moderator* fût conçu par Cicéron, pour chacune des occasions où son intervention serait nécessaire, comme un.

Il semble donc très probable que Cicéron a bien tracé le portrait idéal de l'homme d'État en quelque sorte prédestiné, qui, sorti du cercle des *principes*, les dépasserait et s'imposerait à tous par son autorité, prendrait par une sorte de droit naturel, en cas de trouble, la direction de l'État³ et, le cas échéant, recevrait à sa mort, dans l'au-delà lumineux du monde supralunaire, l'immortalité sidérale promise à ses pareils. Il n'en faut pas davantage pour que nous ayons le droit et même le devoir de vérifier si le rôle, je ne dis pas qu'Auguste a effectivement joué, mais — ce qui nous importe autant ici — qu'il a prétendu jouer, n'a point une affinité réelle avec cet idéal. Notons déjà que le fait de son apothéose posthume, comme *divus*, est une raison de ne pas mépriser la comparaison.

Quelle est, au fond, la pensée de Cicéron dans son traité? Qu'elle soit ou, du moins, qu'elle se figure être *républicaine*, cela ne nous semble pas douteux. Toute la préoccupation de Cicéron est manifestement d'établir ou plutôt de sauvegarder un certain ordre de l'État qui réponde aux idées de raison et de justice, d'ailleurs inséparables (c'est ici que l'on sent combien Cicéron a subi l'influence des philosophes grecs comme le Platon du *Politique*, corrigée ou vivifiée par celle des stoïciens du Moyen Portique, comme Panaitios)⁴, et qui assure en même temps « le bonheur des citoyens » : *beata civium vita*. Dans le cas particulier de l'État romain, qui est naturellement celui que l'auteur envisage, cela revient à tirer le meilleur parti possible des données politiques d'une constitution déjà éprouvée par de longs siècles. Cicéron a notoirement subi le prestige de la théorie polybienne de la « constitution

1. « Magni cujusdam civis et divini paene viri... » (*De Rep.*, I, 29, éd. Baiter).

2. Pour ce terme en particulier, cf. l'allusion formelle de Cicéron dans sa lettre à Atticus, VIII, 11 : « Tenesne igitur moderatorem illum rei publicae, quo referre velimus omnia... »

3. Ces deux conceptions interfèrent chez Cicéron : celle du *moderator*, qui exerce une action continue sur l'État ; celle du *conservator*, qui le « sauve » en cas de péril ; cf. *Somn. Scip.*, 13, où les deux fonctions sont également rapprochées : « harum (civitatum) rectores et conservatores hinc profecti huc revertuntur », dit l'Africain en parlant du ciel. Rapprocher ce qui sera dit plus bas de l'idéologie du *conservator* et du *conditor*.

4. Cf. Kaerst, *art. cit.*

mixte » : des trois types politiques fondamentaux classés par les théoriciens grecs, la monarchie, l'aristocratie et la démocratie, aucune ne lui paraît véritablement idéale, car chacune d'elles présente de sérieux inconvénients, et surtout chacune, livrée à elle-même sans contrepoids, tend à dégénérer dans les formes les plus oppressives et les moins raisonnables : monarchie en « tyrannie », aristocratie en « oligarchie », démocratie en « ochlocratie » — le pire régime de tous ! Il est d'ailleurs très caractéristique, sans aucun doute, que le héros du dialogue, Scipion-Émilien, appelé à choisir en principe, entre ces trois constitutions, la meilleure en soi, choisisse la monarchie et fasse à ce propos une évocation complaisante de la première *royauté* romaine ; manifestement, quoique Cicéron ne prenne pas nécessairement cet éloge à son compte, on sent là l'effet de cette idéalisation des souvenirs royaux qui a été signalée plus haut. Mais, tandis que Polybe pouvait encore avec un peu d'illusion considérer le régime politique effectif de Rome, au milieu du ^{II}^e siècle (avant les Gracques), comme réalisant dans l'ensemble l'idéal de la constitution mixte, Cicéron, qui écrit entre 53 et 51, au temps de la pire anarchie du forum, devant le spectacle des excès des démagogues et de l'impuissance des « oligarques » à les maîtriser, sait trop bien que ce bel équilibre est désormais rompu¹. Pour y revenir, il faut des remèdes nouveaux : faire appel, comme on y avait déjà songé au lendemain de la première crise gracchienne (on sait que le dialogue est censé tenu en 129, au moment où Scipion-Émilien, près de mourir brusquement, a failli être investi d'une sorte de dictature), à l'intervention bienfaisante d'un citoyen dont l'autorité s'imposerait à tous. Ce grand citoyen, que le traité se propose précisément de « former », doit être prêt à tout moment à jeter dans le jeu troublé de l'État le poids décisif de son *autoritas*. De ce service, il doit être récompensé ici-bas par le respect de tous, par la « gloire », en attendant les récompenses surnaturelles de l'au-delà, qui lui sont réservées. Son autorité sera particulièrement reconnue de ses pairs, les *principes*, dans l'intérêt supérieur desquels elle s'exercera, cet intérêt se confondant normalement avec celui de l'État. Ce n'est pas à dire qu'il doive diriger *constamment* la république. En ce sens, il semble bien que Cicéron n'ait nullement prévu le « principat » comme une institution permanente². L'important est que, chaque fois que l'État aura besoin d'un pareil tuteur, il le trouve.

Il n'y a pas davantage lieu de croire que Cicéron ait rêvé pour ce personnage d'une autorité légale, d'un pouvoir positif, magistrature civile ou, à plus forte raison, militaire. Lorsqu'il écrit que son héros devra être « toujours armé contre les troubles qui ébranlent l'assiette de la cité » (*contra haec, quae statum civitatis permoverent, semper armatus*)³, il parle apparemment par image

1. En ce sens, tous les exégètes du *De Republica* sont d'accord pour admettre que Cicéron réfléchit sur des expériences actuelles.

2. A plus forte raison eût-il exclu toute idée d'un principat héréditaire et même véritablement électif : son rêve est le principat du sage, du meilleur.

3. *De Rep.*, VI, d'après Nonius, s. v. *comparare*, p. 256.

et n'entend point un pouvoir militaire de coercition. Cela ne veut pas dire qu'il en ait formellement exclu l'idée ; mais, traçant une figure idéale, il ne s'est pas soucié de préciser les détails de son intervention. Il est, d'ailleurs, visible qu'il a conçu sa supériorité comme essentiellement naturelle et personnelle et s'imposant, pour ainsi dire, par sa propre évidence.

Comme divers savants l'ont déjà remarqué, ce rôle idéal n'est pas sans ressembler à celui qu'a joué effectivement, dans le dernier siècle de la République, un type intéressant de personnage politique, le *privatus*, qui, en cas de crise aiguë de l'État, assume de sa propre initiative la responsabilité du rétablissement ou du maintien de l'ordre et, sans magistrature, sans mandat légal, prend en main la cause du salut de l'État, en regroupant derrière lui les éléments réputés les meilleurs. C'est ainsi que Scipion Nasica, en 133, avait entraîné les sénateurs au massacre de Tibérius Gracchus sous le prétexte que « le consul, par son formalisme, était en train de ruiner les lois¹ », et, chose très remarquable, c'est ainsi qu'Auguste lui-même (alors *C. Caesar*), en 44, lèvera une armée « de sa propre initiative et à ses propres frais » pour « délivrer l'État de la tyrannie d'une faction et lui rendre la liberté » : tel est le début glorieux de ses *Res gestae* : *annos undeviginti natus exercitum PRIVATO CONSILIO ET PRIVATA IMPENSA comparavi, per quem rem publicam a dominatione factionis oppressam in libertatem vindicavi...* En quoi Auguste imitait la « levée » du jeune Pompée en 83, qui, « ayant observé que la république était opprimée par des citoyens criminels, PRIVATUS ATQUE ADULESCENTULUS, rassemblant les restes de l'armée de son père, avait rappelé à la liberté l'Italie et la ville de Rome... » : *paene oppressam Italiam urbemque R. funditus deletam IN LIBERTATEM VINDICAVIT...* (allusion à l'appui qu'il avait spontanément apporté à Sylla)².

Il est manifeste qu'il s'agit là d'un « rôle » dont l'acteur a lieu de tirer orgueil. Et, en même temps, les exemples cités suffisent à prouver que, si ce rôle, en général, est joué au bénéfice de la république sénatoriale, il lui est facile de prendre ce masque pour servir des desseins bien différents. L'influence de la philosophie stoïcienne, si forte sur l'aristocratie romaine depuis le milieu du II^e siècle, avait probablement contribué à répandre cette idée que le « sage » (*sapiens*), entendez le citoyen politiquement éclairé, n'est jamais simple *privatus*, c'est-à-dire que sa science même, acquise ou innée, des intérêts suprêmes de l'État, l'autorise et l'oblige à intervenir à la place des magistrats défaillants : « il n'est point de *privatus* lorsqu'il s'agit de sauvegarder la liberté des citoyens », écrit Cicéron lui-même³.

1. Bloch-Carcopino, *La République romaine*, vol. I, p. 205, d'après Val. Max., III, 2, 17.

2. Cf. notre édition des *Res gestae*..., p. 73 et 192 : notre attention a été attirée sur l'analogie de la situation de Pompée d'après un passage du *Bell. Afr.*, 22, 2, par M. Wilhelm Weber.

3. *De Rep.*, II, 25 (46), à propos du fondateur de la République, L. Brutus : « qui cum *privatus esset, totam rem publicam sustinuit primusque in hac civitate docuit in conservanda civium libertate esse privatum neminem* » ; cf. aussi Cic., *Tusc.* IV, 51 : *nunquam privatum esse*

Ces exemples nous introduisent dans une des notions fondamentales dont l'éclaircissement serait très nécessaire avant toutes choses pour comprendre le vocabulaire et l'idéologie des contemporains de César : celle de *libertas*. On aura remarqué, en effet, que l'objet des interventions caractéristiques de ces *privati* du dernier siècle est de « rendre à l'État sa liberté » : *vindex libertatis p. R.*, c'est le titre qu'Auguste se donne sur une monnaie de 28 et qu'implique l'expression déjà citée de ses *Res gestae*¹.

On peut sourire aujourd'hui de cette singulière « liberté », restaurée par coup d'État et sauvegardée par une monarchie. Elle n'est pourtant dépourvue ni de sens, ni de quelque vérité : la *libertas* ainsi entendue est l'affranchissement de l'État de la tyrannie d'une faction et, par suite, le rétablissement de l'équilibre des pouvoirs, base des libertés politiques et civiques ; par quoi nous rejoignons directement la pensée profonde et le vocabulaire de tout le traité de Cicéron. Il s'ensuit que la *libertas* peut être revendiquée par les partis les plus opposés contre la « faction » constituée par les adversaires ; ainsi César, passant le Rubicon, se présente aussi à ses soldats comme le *vindex libertatis* appelé à délivrer le peuple romain d'une faction oligarchique (... *populum R. paucorum factione oppressum in libertatem vindicavit*)². En l'espèce, la *libertas* prend un accent démocratique, puisque la cause à défendre est celle des droits tribunitiens et la faction à abattre celle du parti de Sylla-Pompée³. Mais cet exemple ne doit pas faire illusion : à cette époque, et de plus en plus à mesure que se précise le danger d'une « tyrannie », c'est dans le camp des républicains de l'aristocratie que le mot et la notion se rencontrent le plus normalement ; ce qui s'explique sans peine, puisque alors, en effet, le Sénat a incarné la cause républicaine : contre César, la *libertas* a été brandie comme mot d'ordre par ses meurtriers, exactement comme la défense des droits tribunitiens avait été reprise contre lui par des tribuns.

Nous apercevons maintenant d'indéniables et de profondes affinités d'idéologie ou, du moins, de *vocabulaire*, entre le traité de Cicéron et l'attitude ou les écrits d'Auguste. En ce sens, l'idée de Reitzenstein et d'Ed. Meyer nous paraît avoir touché juste. Mais comment devons-nous expliquer ces affinités ? La théorie du principat de Pompée offrait une voie de solution : Auguste eût pu imiter consciemment Pompée ; en tout cas, une fois ébauché dans la pratique, le régime cicéronien avait pu agir directement sur celui d'Auguste. Cet intermédiaire ayant disparu, faut-il se représenter une influence directe

sapientem... — Pour l'influence de la pensée stoïcienne sur cette attitude, cf. surtout Kaerst, *art. cit.* : rapprocher de cette justification de l'insurrection par la « raison d'État » l'usage, introduit depuis l'époque des Gracques, du *senatus consultum ultimum*, qui suspend la légalité.

1. Sur cet aspect de la question, on trouvera de justes remarques de E. Kornemann dans Vogt et Kornemann, *Röm. Gesch. (Einleit. in die Altertumswiss. de Gercke et Norden, III, 2, 3^e éd.)*, 1933, p. 72.

2. Cic., *Bell. civ.*, I, 22 ; cf. *Res gestae*..., p. 74.

3. Cf. *supra*, I.

du *De Republica* sur la pensée d'Auguste par lecture? L'hypothèse est fort invraisemblable; même à supposer que sa rancune contre Cicéron ait tout à fait désarmé, au point de faire place à l'enthousiasme d'un disciple, Auguste n'est point l'homme d'un livre et, d'ailleurs, l'esprit profond de son régime n'est rien moins que cicéronien. Devons-nous songer plutôt, comme on l'a suggéré, à une influence indirecte, mais encore précise, les traités cicéroniens ayant été « réédités » avant Actium et leur idéal ayant pénétré les milieux sénatoriaux dont Auguste se rapproche alors¹? Sans doute est-ce encore trop présumer. Le plus vraisemblable et, en tout état de cause, le moins qu'on puisse admettre, c'est que tous les milieux, tous les hommes politiques de ce dernier demi-siècle ont usé du même langage et des mêmes attitudes, se réservant au besoin de mettre des sens différents sous le même mot et des intentions différentes sous des gestes semblables. L'idée et le vocabulaire du « principat » étaient dans l'air, où il a suffi à Auguste de les capter. Il en a retenu deux éléments assez différents: d'une part, le rôle providentiel de l'intervention du *privatus* au secours de l'État; rôle par définition exceptionnel et temporaire: c'est ainsi que, les guerres civiles éteintes, il s'est cru obligé à rendre la république au Sénat et au peuple: *per consensum universorum potitus rerum omnium, rem publicam ex mea potestate in senatus populique Romani arbitrium transtuli*: dénouement normal d'une situation d'exception². D'autre part, le rôle permanent d'un *moderator*, équilibrant la République par le poids décisif de son *auctoritas*: *post id tempus auctoritate omnibus praestiti*³... L'avant-dernier chapitre des *Res gestae* nous livre ainsi, en son début et sa conclusion, le secret du « principat » d'Auguste, en ce qu'il a de ressemblance avec l'idéal cicéronien.

De Cicéron à Auguste, l'idée a-t-elle été présente? Il semble que oui et que Cicéron ait vaguement pensé, non pas seulement à Pompée, mais à lui-même, pour l'incarner. Déjà, consul en 63, il avait joué, en étouffant le complot de Catilina, le rôle, célébré dans son traité, de *conservator rei publicae*; nous allons y revenir bientôt. A la mort de César, chef moral du Sénat, acclamé par les poignards des « tyrannicides », il aura pendant quelques heures l'illusion de mener le destin de la République, et plus encore dans les séances pathétiques de janvier 43. Il ne paraît pas douteux que ses contemporains, du moins ses adversaires, n'aient parfois reconnu en lui quelque chose de son héros idéal: ce n'est pas sans malice que l'auteur de l'Invective

1. C'est le point de vue de M. Oltramare, *art. cit.*

2. *Res gestae*, 34¹, p. 144; cf. *Ibid.*, 25², p. 126, sur la *conjuratio* au nom d'Octave, à la veille d'Actium; cf. Siber, *Zur Entwickl. der röm. Prinzipatverf.* (déjà cité), p. 7, qui estime que la conception cicéronienne du *princeps* n'a guère dû avoir d'influence sur le régime d'Auguste (sinon pour le choix du titre même de *princeps*), mais qu'elle a pu jouer un rôle dans le *Notstandskommando* de 32 et la justification d'Auguste; de même dans son article, également cité, de la *Savigny-Zeitschrift*, 1935, p. 147. Remarques de même sens dans l'essai vigoureux de M. Vogelstein, *Kaiseridee-Romidee* (*Hist. Unters.* de Breslau, VI), 1930, p. 10.

3. Cf. *supra*, p. 289.

pseudo-sallustienne le peint jouant au Sénat le rôle de grand arbitre, « comme s'il était le seul reste de la famille de l'illustre Scipion l'Africain » : ... *in hoc ordine (= senatu) ita moderantem* (cf. le *moderator* du *De republica*) *quasi unus reliquus ex familia viri clarissimi Scipionis Africani*...

Chose plus remarquable encore, l'idéal du *princeps* garant de la liberté républicaine a failli se fixer sur la personne même de César, et c'est Cicéron qui en a salué l'espérance dans son discours d'actions de grâces pour l'absolution de Marcellus¹. Espoir vite déçu, il est vrai, mais non sans laisser quelques traces : en cette même année 46, le Sénat décernait à César le surnom de *Liberator* et décidait d'élever en son honneur un temple à *Libertas*². *Populares* et *optimates* réformistes auraient presque pu s'unir dans ces décrets, les premiers voyant dans cette « Liberté », comme au temps où Clodius consacrait à cette déesse l'emplacement de la maison de Cicéron, violateur des droits populaires (de *provocatio*), l'affranchissement de la tyrannie des oligarques, les seconds acclamant l'aube d'un régime d'ordre et d'équilibre. Il serait imprudent, en tout cas, de n'y voir qu'hypocrisie et adulation ; ce sont plutôt des « clichés », des clichés auxquels tout le monde n'a pas encore cessé de croire alors.

b) *L'idéologie du « législateur » ; la dictature constituante et la préfecture des mœurs.* — *Dictator rem publicam constituas oportet* : c'est ainsi que, dans le Songe de Scipion, l'Africain, du haut du ciel, avertit son petit-fils Émilien de la tâche qui l'attend ici-bas avant de recevoir les récompenses de l'au-delà : « Sur toi seul et sur ton nom la cité se tournera tout entière ; c'est toi que le Sénat, c'est toi que tous les gens de bien, c'est toi que les alliés, que les Latins regarderont ; tu seras celui sur qui seul repose le salut de la cité ; bref, il faut que comme dictateur tu mettes en ordre la république³... » Ce passage fameux est souvent cité dans les récents travaux sur l'idée du principat. Il la résume, en effet, mais en l'élevant à une grandeur qui dépasse son acception courante : le « princeps », dont nous venons de voir le rôle de *régulateur* de la vie publique, se hausse, en effet, ici au rang d'un *fondateur d'État*.

L'expression même de Cicéron répond exactement au titre d'une magistrature exceptionnelle du dernier siècle : la dictature *rei publicae constituendae*. Cette dictature « constituante » n'a plus guère que le nom de commun avec la simple dictature des siècles antérieurs, temporaire par définition et armée seulement de la plénitude de l'*exécutif*. Elle apparaît pour la première fois dans l'histoire de la République en 82 av. J.-C., lorsque L. Valerius Flac-

1. Cf. E. Meyer, *op. cit.*, p. 400 : « Wir sehen, wie in Cicero die Hoffnung aufblitzt, der Sieger könne wirklich der berufene Leiter des republikanischen Staats, der wahre *Princeps* werden... »

2. Dio Cass., LXIII, 44 ; cf. Bruhl, *Mél. d'archéol. et d'hist.*, 1929, p. 90.

3. Cic., *Sonn. Scip.*, 12.

cus en fait investir Sylla par plébiscite ; c'est elle qui sera ensuite conférée à César, et c'est elle, plutôt que la vieille dictature traditionnelle, qu'un décret, sur proposition d'Antoine, abolira pour toujours au lendemain des ides de mars. Pour toujours..., mais un an plus tard, à la fin de 43, la *lex Titia* rétablissait indirectement ce pouvoir illimité en le partageant entre trois titulaires : *triumviri rei publicae constituendae*. M. Carcopino a montré quelle autorité discrétionnaire cette dictature impliquait¹. Il y a lieu, toutefois, de noter que, si Sylla semble en avoir pleinement usé pour légiférer, César recourut souvent, au moins pour la forme, à la procédure régulière des *leges rogatae*. En fait, si grande qu'ait été l'ambition des deux chefs qui l'ont revêtue, il ne paraît pas que cette dictature nouvelle ait été spécialement mesurée à son étendue ; elle réalise plutôt une idée politique répandue dans d'assez larges milieux réformateurs. L'impuissance du régime à fonctionner normalement était patente depuis les Gracques ; en ce sens, la dictature *r. p. c.* apparaît d'abord comme une procédure exceptionnelle de « pleins pouvoirs », acceptée ou souhaitée par l'aristocratie sénatoriale pour rétablir l'ordre et briser définitivement ses adversaires. Quelque usage que Sylla en ait fait par la suite, ce sont les nobles, ses alliés, qui ont poussé à la lui faire conférer. L'idée est donc spécifiquement « conservatrice » à son origine, comme, d'ailleurs, l'idéologie du *De republica* dans son ensemble. Mais, de même que la *libertas*, elle pouvait aussi bien passer dans le camp adverse ; l'accord, à première vue étonnant, qu'Ed. Meyer a été le premier à souligner entre le *pro Marcello* de Cicéron et la deuxième en date des *Suasoriae* sallustiennes — écrit inspiré par le programme « populaire » — s'explique ainsi non pas seulement par une identité insidieuse de vocabulaire, mais aussi par une certaine communauté d'aspirations : du côté des *populares* comme du côté des *optimates*, de bons esprits reconnaissent la nécessité d'une réforme organique de l'État et l'impuissance des institutions normales à la réaliser ; des deux côtés, ils acceptent l'occasion que paraît leur offrir le fait accompli de la « monarchie » de César ; des deux côtés, ils le pressent d'en user vite et bien pour réaliser la réforme d'ensemble que l'opinion attend : *constituenda judicia, revocanda fides, comprimendae libidines, propaganda suboles, omnia, quae dilapsa jam diffluerunt, severis legibus vincienda sunt*, lui dit Cicéron : « il faut enchaîner par des lois sévères toutes ces choses qui sont à présent comme dissoutes » ; à quoi fait écho l'auteur de l'*Epistula ad C. Caesarem (senem) DE ORDINANDA REPUBLICA* : ... *capesse rem publicam*, etc.².

Comme on le voit par l'énumération même de Cicéron et par la lecture de la *Suasoria*, la réforme qu'on attend n'est point seulement ni peut-être même essentiellement constitutionnelle, elle est au moins autant morale et sociale,

1. *Sylla ou la monarchie manquée*, p. 39 et suiv.

2. Cf. E. Meyer, *op. cit.*, p. 383 et suiv. — On a noté, toutefois, plus haut que M. Carcopino n'admet pas sans réserve l'authenticité de l'écrit sallustien.

et, en ce sens, toujours politique, l'éducation des citoyens étant la base même de la vie publique. A cet égard, le rapport entre les deux traités cicéroniens *De Republica* et *De Legibus* est significatif¹. Il n'est, d'ailleurs, pas sûr que les savants qui se sont attachés à l'étude du premier aient accordé une attention suffisante au second ; il n'est guère moins intéressant à « comparer » — en se gardant d'explications trop simples — avec l'œuvre morale et religieuse d'Auguste. L'esprit général des lois que Cicéron propose prouve assez que l'on n'attendit pas le lendemain d'Actium pour rêver d'une restauration des traditions anciennes. Les lois judiciaires et somptuaires de Sylla, celles de Pompée en 52, pendant ce consulat unique qui fut si près de se transformer en une vraie « dictature » et qui en tint lieu, celles de César à partir de 46 sont, au fond, toutes inspirées par la même idéologie, où des soucis anachroniques de morale puritaine se mêlent curieusement à des vues révolutionnaires. Sans doute chacun de ces maîtres, et notamment Sylla et César, en a-t-il profité pour imposer partout sa volonté despotique et, dans le cas de César, pour niveler la société sous une règle égalitaire². Mais ils n'étaient point libres de n'en pas user, sous peine de décevoir cette exigence à la fois impérieuse et vague de l'« opinion ».

Bien mieux : le désir tenace de cette réforme « morale » a fait naître une attribution nouvelle au profit de César, la préfecture des mœurs (*præfectura morum*). On sait qu'Auguste, vingt ans plus tard, récusera la charge analogue de *curator legum ac morum*³, tout en se mettant en devoir de faire voter, suivant la procédure ordinaire, un vaste ensemble de lois d'objet moral et social : *legibus novis me auctore latis multa exempla majorum exolescentia jam ex nostro saeculo reduxi...* ; cette fière revendication du chapitre VIII des *Res gestae* semble être la réponse à l'appel du *Pro Marcello* à César.

Legibus urbem fundavi... : ce mot d'Auguste, dans l'*Apocoloquintose* de Sénèque⁴, résume cette attitude de législateur idéal, fondateur spirituel de la Cité, dans laquelle les maîtres successifs de l'autorité se sont drapés avec d'autant plus de complaisance qu'ils y étaient formellement invités. Voilà pourquoi, dans la « revue des héros » du sixième livre de l'*Énéide*, Auguste figure entre Romulus, le *conditor*, et Numa — *primam qui LEGIBUS urbem Fundabit*⁵... Ainsi, l'idéologie politique du *princeps*, du *moderator rei publicae*, etc., rejoint l'idéologie déjà à demi religieuse du *conditor*.

1. On sait que les deux traités ont été conçus par Cicéron comme solidaires et que le second, *De Legibus*, a été écrit vers 51, après l'achèvement du premier.

2. Cf. Carcopino, *César*, p. 957, avec rappel des lois analogues de Sylla. Pour l'interprétation des lois somptuaires par les traditions aristocratiques, cf. E. Meyer, *op. cit.*, p. 416.

3. Cf. *Res gestae*, 6¹, p. 82.

4. *Ludus de morte Claudii*, X, 2 : « Ideo civilia bella compescui, ideo legibus Urbem fundavi, operibus ornavi, ut...? » — En ce passage, d'ailleurs, comme en plusieurs autres de son œuvre où il évoque la figure d'Auguste, il paraît bien que Sénèque ait eu les *Res gestae* présentes à la mémoire.

5. *Aen.*, VI, v. 810-811, et l'intéressant commentaire de Norden, *Aeneis Buch VI*, p. 326-327, qui indique les rapprochements essentiels.

c) *L'idéologie du « conditor » et du « conservator » : « Romulus » et « pater patriae ».* — Il n'est rien où le mérite des hommes se rapproche davantage de la puissance des dieux que de fonder de nouveaux États ou de sauver ceux qui sont déjà fondés : cette maxime, inspirée de la philosophie politique des Grecs, figure en bonne place dans le *De Republica* de Cicéron¹. On dirait que la Rome du dernier siècle de la République l'a prise pour devise, et nous allons voir quelles idées romaines, politiques et religieuses, elle a coulées dans ce moule grec.

C'est un fait bien connu et, au cours des dix dernières années, souvent étudié, que la comparaison persistante établie par les contemporains entre Auguste et Romulus. Comparaison n'est pas assez dire : Auguste fut considéré ou se fit passer pour un nouveau Romulus, à peu près dans le sens où les Grecs de ce temps disaient de tel souverain qu'il était un nouveau Dionysos, νέος Διονύσιος. Il eut le scrupule d'en repousser le nom, auquel, nous le savons, on avait pensé pour lui ; mais il en reçut l'équivalent avec ce surnom d'*Augustus*, dont le son même évoquait les auspices primordiaux de la fondation de l'*Urbs*. Il s'est appliqué à imiter le héros. Bref, le personnage de Romulus, tel qu'il sortait du long travail d'idéalisation de la légende, a joué pour lui un rôle analogue et symétrique à celui d'Énée : à la fois grand ancêtre et comme un autre soi-même, dont la carrière préfigurait la sienne².

Or, Romulus, pour les Romains du dernier siècle, n'était pas seulement le premier et le plus glorieux de leurs rois ; c'était un dieu tutélaire de l'État, adoré depuis son « apothéose » sous le nom de Quirinus. La comparaison d'Auguste avec Romulus entraînait donc volontiers sa comparaison avec Quirinus³ et semblait promettre au prince le même destin céleste. C'est une chose à ne pas oublier pour comprendre sa consécration comme *divus*. L'influence des idées religieuses et même des rites de l'Orient a probablement beaucoup agi sur la représentation de l'apothéose impériale ; mais cette apothéose, à Rome, trouvait sa justification dans le précédent illustre de l'apothéose de Romulus⁴.

C'est principalement comme fondateur de Rome que ce premier roi s'était élevé au ciel ; c'est aussi comme tel que son culte s'était développé, soit dans

1. *De Rep.*, I, 7 (12) : « neque enim est ulla res, in qua propius ad deorum numen virtus accedat humana, quam civitates aut condere novas aut conservare jam conditas. »

2. Cf., sur le sujet, notre étude des *Mél. d'archéol. et d'hist.*, XLVII, 1930, p. 138-181.

3. Cf. Kenneth Scott, *Trans. Amer. Philol. Assoc.*, 1925, p. 82 et suiv.

4. Le fait a déjà été souligné, notamment, par A. Elter, *Donarem pateras* (programme de Bonn, 1905), *passim*, et par E. Bickermann, *Die röm. Kaiserapoth.*, dans l'*Archiv für Religionsw.*, 1929. — On s'accorde, en général, à penser que la conception de l'apothéose de Romulus a été définitivement élaborée par Ennius, comme une allégorie de celle que le poète promettait à Scipion l'Africain ; ainsi, l'évocation de Romulus dans le *Songue* de Cicéron a une signification précise. De toute manière, la représentation de cette apothéose, qu'elle soit venue de l'Orient ou du pythagorisme grec, n'est point d'origine romaine, cela paraît évident ; l'important est qu'elle soit entrée bien avant l'empire dans l'idéologie publique de Rome.

la forme directe du culte de Quirinus, soit à travers des notions impersonnelles comme celle des *Lares publici*, du *Genius populi Romani*, etc.¹. L'image du *conditor* a hanté tout le dernier siècle, et l'obsession de Romulus se décèle longtemps avant Auguste, soit comme le cauchemar de la tyrannie, soit plutôt comme le rêve d'une royauté idéale. C'est d'abord, après Marius, Sylla à qui le nom a été jeté par Lépide comme une injure : *saevus Romulus*². Puis César, et ceci n'est pas sans conséquence.

Dès 55, le conquérant des Gaules était raillé par Catulle du nom de (*cinaede*) *Romule*³ ! Devenu dictateur, il semble s'être prêté à une comparaison systématique : la nouvelle de Munda arrivant la veille du jour des *Parilia* (le 20 avril), il est honoré à cette fête comme un nouveau *conditor* ; il se fait accorder le privilège exceptionnel de dédier les *spolia opima* dans le sanctuaire de Jupiter Feretrius, reliquaire des trophées de Romulus et foyer de sa légende triomphale, le droit de modifier le tracé du *pomerium* urbain. Il reçoit enfin solennellement le titre romuléen de *parens patriae*, « Père de la Patrie »⁴.

Il est possible que nous ayons un témoignage encore plus précis et plus curieux de cette hantise : M. Pohlenz a pensé démontrer qu'au début du deuxième livre des Antiquités de Denys d'Halicarnasse (écrites, comme l'on sait, en grec sous le règne d'Auguste), le grand discours-programme que Romulus est censé tenir aux citoyens de la ville nouvelle est un « écrit de propagande » élaboré au temps de César pour appuyer sa monarchie d'une sorte de caution historique⁵. Le discours est curieux, en effet : Romulus y fait figure non pas seulement de fondateur, mais de grand législateur, donnant d'emblée à Rome l'ensemble de lois morales et sociales qu'une tradition unanime n'attribuait qu'à Numa, anticipant même sur les réformes proprement politiques de Servius Tullius. Dans le détail, on observe de surprenantes coïncidences avec les lois portées ou projetées par César : même souci

1. Consulter spécialement l'étude de E. Manni, « Romulus » et « pater patriae » nell'ideologia politica e religiosa romana, dans *Mondo Classico*, 1933.

2. Cf. Carcopino, *Sylla*..., p. 93 ; Manni, *loc. cit.*

3. Cat., 29, v. 5 et 9 ; cf. la note de l'éd. Lafaye (coll. G. Budé), p. 20 : « nom donné par dérision à César, que ses amis exaltaient comme le fondateur d'une Rome nouvelle » ; s'il en était ainsi, le témoignage, par sa date, serait important et digne d'appuyer la thèse de M. Carcopino, qui ne semble pas l'avoir utilisé.

4. Ces indices ont été groupés par M. Carcopino, *Points de vue*..., p. 135 = *César*, p. 1003, et déjà par L. R. Taylor, *Divin. of the Rom. Emp.*, p. 65 : « ... as if Caesar was the founder of the city », qui toutefois, suivant trop docilement la thèse « orientale », n'en a peut-être point tiré parti autant qu'il conviendrait.

5. *Eine politische Tendenzschrift aus Caesars Zeit*, dans l'*Hermes*, LIX, 1924, p. 157-189. — Un écrit de même inspiration pseudo-historique, mais dirigé, au contraire, contre les manières tyranniques de César, semble s'être glissé de même dans le récit du procès des Scipions chez Liv., XXXVIII, 56 (cf. E. Meyer, *op. cit.*, p. 531 ; Carcopino, *Autour des Gracques*, 1928, p. 53). Sur cette forme de littérature politique et d'« endoctrinement » systématique de l'opinion sous la dictature de César, cf., en général, Carcopino, *César*, p. 941-943.

de la natalité (!), de la régénération du peuple, de l'établissement des vétérans sur des terres (!). De toute évidence, de tels anachronismes doivent s'expliquer par le désir de justifier un programme actuel : ce programme, au surplus, s'accorde aussi remarquablement avec celui que trace l'épître attribuée à Salluste.

De toute façon, la présence des souvenirs romuléens et leur influence dans l'idéologie de la monarchie de César apparaissent certaines, ce qui pourrait surprendre les lecteurs d'Ed. Meyer, mais non ceux de M. Carcopino : quoi de plus naturel, en effet, pour ce candidat à la royauté, que l'évocation habile de la plus ancienne et glorieuse royauté nationale !

Le titre de *parens* (ou *pater*) *patriae* a eu au dernier siècle une fortune presque identique à celle de Romulus ; ce qui s'explique aisément, puisque ce titre, par définition, est d'origine romuléenne. Mais, moins personnel, plus facile à transférer sur d'autres têtes et, d'autre part, exempt de tout souvenir fâcheux, il avait une couleur plus religieuse que politique, de sorte qu'il nous achemine directement au cœur de l'idéologie religieuse du principat d'Auguste. On sait comment Auguste a fini par accepter, en 2 av. J.-C., après plusieurs refus, ce titre que la plupart de ses successeurs devaient porter. On sait aussi le prix qu'il y attachait : ses *Res gestae* le prouvent, dont le dernier chapitre est consacré à l'évoquer, l'avant-dernier étant réservé au nom d'Auguste. Lien logique, d'ailleurs : les titres d'*Augustus* et de *pater patriae* sont étroitement apparentés et colorés d'une même nuance religieuse par la communauté de leur origine romuléenne¹.

M. E. Manni dans une étude spéciale², M. J. Carcopino dans sa *Royauté de César* ont dressé la liste des grands personnages qui reçurent officiellement le titre de « Père de la Patrie », entre Camille — *Romulus ac parens patriae conditorque alter urbis*³ — et Auguste : ce sont Marius, après ses victoires de Gaule ; probablement Sylla, acclamé lors de son triomphe des titres de *parens* et de *conservator*⁴ ; enfin César. Le cas de Cicéron est particulier : Cicéron a été salué du titre de « Père de la Patrie » par quelques sénateurs, après l'exécution des complices de Catilina (novembre 63), sans que l'acclamation, semble-t-il, ait été unanime ni officielle⁵. Toutefois, Gellius

1. Cf. *Res gestae*, 35, p. 147-148.

2. Citée *supra*.

3. Liv., V, 49, 7.

4. Plut., *Sulla*, 34 : σωτήρα καὶ πατέρα ; cf. Carcopino, *Sylla*..., p. 135 : « le Sauveur et le Père de la Patrie ». M. Carcopino a maintenu son interprétation contre l'opinion ici différente de E. Manni (*Points de vue*..., p. 135, n. 3). Miss L. R. Taylor, *op. cit.*, p. 47-48, a supposé que Plutarque rendait par ces deux mots grecs le *pater* ou *parens* de ses sources latines ; mais la légende monétaire d'Auguste, rappelée *infra*, prouve, au contraire, que le couple était déjà latin. Nul doute que *parens* tout court n'ait à peu près le même sens que *pater patriae*. La seule question est de savoir si l'acclamation était toujours suivie d'hommages religieux réguliers.

5. Cf. Carcopino, *César*, p. 649, et *Points de vue*..., p. 135, n. 2.

proposa de lui attribuer la couronne de chêne, insigne qu'on voit pour la première fois employé non plus dans son usage normal de récompense d'un acte de sauvetage d'un citoyen (*corona civica*), mais déjà dans le sens symbolique qui sera désormais régulier : comme l'hommage rendu au sauveur de tous les citoyens. Divers indices confirment le prix que l'orateur a attaché à ce titre d'un jour et la logique avec laquelle il en a développé le contenu. Le futur auteur du traité *De Republica* ne doutait point, dès ce moment, que les *conservatores* de l'État méritassent des récompenses presque égales à celles des *conditores*. Bien mieux, pour avoir sauvé Rome, Cicéron ne craignait pas de dire qu'il l'avait fondée : *O fortunatam natam me consule Romam* !... Ce vers, tant raillé dès l'Antiquité, est aussi ridicule que l'on voudra si l'on compare le caractère somme toute épisodique et précaire de l'action politique à laquelle il s'applique. Mais, pour peu qu'on veuille admettre que Cicéron, en 63, a bien « sauvé » la République, les conclusions qu'il en a tirées sont parfaitement conformes à l'idéologie contemporaine¹. En tout cas, ses prétentions au rôle de *conditor* ont attiré sur lui la pointe cruelle de ses adversaires : le *Romulus Arpinas* que l'auteur de l'*Invective* poursuit de ses sarcasmes est le héros de novembre 63, le *pater patriae* un peu naïf de quelques heures d'illusion.

Le terme de *conservator* (*civium, rei publicae*, etc.) mériterait, lui aussi, une étude. Il apparaît tantôt dans le sens précis de « sauveur », là où les Grecs eussent dit σωτήρ, tantôt dans l'acception plus vague de « celui qui sauvegarde, qui entretient, etc... ». De toute façon, son association avec le titre de *pater patriae* est frappante : on a vu que Sylla avait été acclamé à la fois *pater* (*patriae*) et *conservator* ; Auguste est appelé *parens conservator* sur une monnaie bien antérieure à son acceptation du titre de *pater patriae*². *Pater patriae* et *conservator* désignent donc à peu près le même pouvoir bienfaisant et tutélaire, semblable à celui qu'honore le culte domestique.

Indiquons ici un dernier développement : c'est à dessein que nous venons d'évoquer la religion domestique, car l'idéologie du *pater patriae* et du *conservator* nous mène très logiquement au culte du *Genius* impérial, *Genius Caesaris*, *Genius Augusti*. Ce rapport est d'ordinaire négligé par les historiens du culte impérial, qui se laissent trop souvent séduire, nous l'avons vu plus haut, par l'hypothèse spéculative d'une origine étrangère. Il suffit, cependant, de regarder inscriptions et bas-reliefs : d'une part, le titre de *parens* ou *pater patriae* est le seul de la titulature impériale que retienne le culte du *Genius Augusti* (*Genio divi Iuli parentis patriae*... ; *Augusto patri patriae feliciter*, etc.) ; d'autre part, un des emblèmes les plus populaires du culte du Génie et des Lares impériaux, celui qu'on trouve le plus souvent sculpté sur

1. Rapprocher l'intéressante remarque de M. J. Marouzeau (à propos de l'ouvrage précité) dans la *Rev. Ét. lat.*, XII, 1934, p. 233, n. 1.

2. Cf. Cohen², I, *Aug.*, n° 78 ; Mattingly, *Coins of the Rom. Emp.*, I, n° 397 : s. p. q. R. *parens(i) conservatori suo*.

les « autels des Lares », est précisément la couronne de chêne *ob cives servatos*, attribut presque spécifique du *pater patriae*.

Cette même idéologie a renouvelé le culte de la Concorde, que l'on voit pratiqué avec tant de complaisance au début de l'empire. Cicéron et les meilleurs de ses contemporains avaient été hantés, au milieu des désordres civils, par le rêve de la concorde des citoyens (et particulièrement des deux ordres supérieurs, Sénat et chevaliers — *concordia ordinum*) ; ils avaient espéré dans le personnage idéal du *princeps* pour le réaliser. En effet, le principat a pris la concorde pour mot d'ordre ; avant Auguste, on projetait déjà d'élever un temple de la Nouvelle Concorde en l'honneur du dictateur César ! Mais comme, en général, l'idéologie dont le traité cicéronien est le représentant, il l'a réalisée sur un plan moins politique encore que religieux, et c'est comme *pater patriae* que l'empereur l'a fait régner dans la grande « famille » de l'État. Il est difficile d'exagérer le rôle qu'ont joué en ces matières, chez Auguste ou chez ses contemporains, les représentations religieuses et morales empruntées aux traditions du culte domestique¹.

Essayons de résumer ces analyses :

Tout d'abord, il en ressort que l'idéologie politique et religieuse qui recouvre le principat d'Auguste plonge ses racines très loin et très profondément dans le dernier siècle de la République. Certains de ses éléments (par exemple l'idéal du *moderator* et du *privatus* se levant au secours de l'État) paraissent remonter à l'époque même de Scipion-Émilien et à son cercle : c'est bien, comme l'a vu J. Kaerst, le point de départ véritable de l'idéologie civile du principat, le moment où les idées grecques, diffusées à Rome par le stoïcisme, nourrirent une nouvelle philosophie de l'État romain dont les milieux aristocratiques furent largement pénétrés. D'autres (par exemple l'idéologie de *Romulus* et de *pater patriae*) apparaissent à la lumière avec Marius, de plus nombreux encore avec Sylla, qui semble bien avoir été, avant Auguste, le premier chef de l'État au profit duquel l'idéologie monarchique ait joué déjà presque tout entière. Les lecteurs de M. Carcopino n'en seront pas étonnés. Mais n'oublions pas que ce phénomène ne prouverait rien en lui-même quant aux préférences politiques de Sylla, puisque, dans son principe, cette idéologie est issue de la tradition républicaine et a été prônée par des républicains sincères ; qu'elle a même été colorée de préoccupations « réactionnaires ». Aussi bien avons-nous vu que si, normalement, elle s'est fixée sur la personne de ceux qui détenaient la réalité du pouvoir, sur de tout-puissants dictateurs comme Sylla et César, auxquels elle a précisément servi d'« alibi » républicain, il lui est arrivé de s'arrêter quelques instants sur de simples hommes d'État tels que Cicéron, qui ne visèrent jamais plus

1. On voudra bien excuser le caractère sommaire des indications de ces deux dernières pages ; elles sont le résumé d'une communication au *Congrès international d'histoire des religions* de Bruxelles, en septembre 1935, dont le texte n'a pas encore été imprimé (sous le titre « Religion domestique et culte impérial »).

haut que la « présidence » de la République romaine ; car tel est le sens des détails, en apparence dérisoires, qui ont été relevés plus haut à propos du consul de 63 av. J.-C.

En second lieu, et ceci nous intéresse plus particulièrement dans cette étude, cette idéologie, dont on ne pourra nier qu'elle soit romaine dans son essence, à la rigueur gréco-romaine, puisqu'elle a puisé dans la pensée politique de l'hellénisme, en tout cas nullement « orientale » ni « hellénistique » au sens propre, nous constatons qu'elle a joué un rôle non négligeable dans l'élaboration ou, du moins, la légitimation de la monarchie de César ; de sorte que, considéré sous cet aspect, le principat d'Auguste ne peut être opposé à cette monarchie sans artifice ; il en apparaît bien plutôt comme la continuation et l'épanouissement.

Enfin, nous sommes frappés par la *convergence* des divers courants que nous avons essayé de suivre. A l'origine, rien de commun, apparemment, entre l'idéologie préciceronienne et cicéronienne du *princeps* ou du *moderator* et l'idéologie du *conditor*, Romulus ou père de la patrie. La première est issue d'une réflexion philosophique et d'expériences politiques ; la seconde est construite sur de vieilles traditions nationales et a une couleur volontiers religieuse, tend même à des *rites*. Et, cependant, nous avons vu comment, dès le temps de César, elles se trouvaient solidaires, et que Cicéron n'a pas été étranger à ce rapprochement, favorisé par l'identification du *conservator* au *conditor*, qui devait aboutir à la monarchie et au culte impérial !

* * *

V. — LES DEUX « PÔLES » DE L'AUTORITÉ IMPÉRIALE :

« IMPERIUM-IMPERATOR » ; « AUCTORITAS-AUGUSTUS »

Les pages qui précèdent, l'esprit général de cette étude pourraient donner à nos lecteurs l'impression paradoxale que le régime impérial, selon nous ou d'après les travaux dont nous nous inspirons, est le produit d'un mouvement purement idéologique. On se gardera, naturellement, de se représenter les choses ainsi. Il ne viendra à l'esprit de personne de mettre en doute que cette grande « révolution monarchique » de l'histoire soit d'abord l'aboutissement d'un long processus de développements politiques et sociaux. Sans l'anarchie de la République romaine à son déclin, sans l'insuffisance du Sénat à ses tâches mondiales, sans l'intervention du facteur militaire, par-dessus tout, l'apparition de l'empire resterait inexplicable. Toute la question est de savoir comment il convient d'apprécier la parallélisme évident qu'on observe entre l'évolution proprement constitutionnelle de Rome au dernier siècle et l'évolution des idées, des mœurs, des croyances relatives aux principes de la vie publique. M. Carcopino y a répondu, pour sa part, en une formule qui nous paraît heureuse : « Déterminée par la suite des événements

antérieurs, la monarchie s'inscrit maintenant dans l'idéologie et dans le cœur des hommes. Le génie de César a consisté à comprendre et synthétiser les aspirations de son temps » (p. 601) ; un historien allemand écrit de son côté : « Une puissance réelle (*reale Macht*) a mis à son service les idées du temps et fondé ainsi le principat ¹. »

Sur les éléments de cette « puissance réelle », il nous paraît superflu de revenir ici. Le plus solide et le plus efficace a été la constitution entre les mains d'un citoyen d'un commandement militaire total et illimité. L'analyse de la notion d'*imperium* et l'histoire de son évolution au dernier siècle apparaissent aujourd'hui, en conséquence, comme la préface indispensable de l'étude du régime impérial.

Il est curieux que cette notion ait été presque complètement négligée par Ed. Meyer ; son omission a eu de graves effets, car elle a fermé les yeux de l'historien, par ailleurs si lucide, à l'élément fondamental qui fait la continuité, non pas seulement entre César et Auguste, mais, à regarder de près, entre Pompée et César.

On a vu, en effet, que l'idéologie du *princeps* (ou *moderator*), tuteur et sauveur de l'État, revêtait dans le traité de Cicéron un aspect assez vague, mais surtout *civil* : c'est-à-dire que ce personnage idéal, quels que fussent à l'occasion ses pouvoirs positifs, quel que fût son devoir d'intervention répressive, n'était point représenté sous les traits d'un chef militaire. Il y a même des raisons de penser que, dans l'esprit de l'auteur, l'autorité de cet « homme presque divin » devait agir essentiellement par la supériorité évidente de l'intelligence, de la vertu et de l'éloquence : *cedant arma togae*... ; la conception est conforme à celle du *Politique* de Platon et des théoriciens grecs. En tout cas, la « gloire » dont il faut le « nourrir » — *principem civitatis gloria esse alendum* ²... — est beaucoup moins, assurément, celle du conducteur d'armées que l'illustration due à ses services envers l'État. Or, à supposer que Pompée ait véritablement servi, comme l'a pensé Ed. Meyer, de modèle à Cicéron, à supposer qu'il ait réalisé, dans les années 54-50, l'ébauche d'un tel « principat », il est sûr qu'il l'aura dû moins à ses mérites civils qu'à son nom et à son prestige d'*imperator*. Aussi bien l'*imperium*, sous son espèce « proconsulaire », a-t-il été une des assises de cette monarchie républicaine qu'il est censé avoir exercée alors.

Pompée est même le type de l'*imperator* du dernier siècle, plus caractéristique qu'aucun autre, et l'on peut soutenir sans paradoxe que, s'il a devancé Auguste en quelque chose, c'est bien plutôt par sa carrière militaire que par

1. M. Vogelstein, *Kaiseridee-Romidee* (déjà cité), p. 20. — Comparer le jugement de Kaerst, *art. cit.*, qui fait une part très considérable à l'efficacité des idéologies, en insistant, d'ailleurs, sur leur origine grecque, par exemple p. 673 : « Erst dem groszen Realpolitiker Augustus gelang es, dem römischen Bau seiner Herrschaft grosze und wirkungskräftige griechische Ideen einzufügen. »

2. Citation du livre V du *De Rep.*, ap. August., *Civ. Dei*, V, 13.

le rôle de *princeps* cicéronien¹. Cette carrière est bien connue : elle est faite tout entière de commandements exceptionnels obtenus contre tous les usages. Pompée est le premier général romain qui ait été salué du titre d'*imperator* — par Sylla ! — avant d'avoir revêtu aucune charge curule. Dans les longs intervalles qui ont séparé ses trois consulats (70, 55 et 52), il a été le type frappant du *privatus cum imperio*, du citoyen sans fonction publique et, cependant, détenteur de l'*imperium* militaire, auquel le dernier siècle a bien souvent recouru, en cas de troubles et sur sénatus-consulte « ultime », pour appuyer l'effort des magistrats en charge². Grâce aux circonstances, grâce aux plébiscites intéressés qui lui ont fait confier successivement la direction de la guerre contre les pirates, puis de la guerre contre Mithridate (*lex Gabinia* de 67, *lex Manilia* de 66), grâce, enfin, à la complaisance égoïste du Sénat après 55, il s'est trouvé détenir en fait presque sans interruption la plénitude d'autorité militaire et exécutive incluse de tout temps dans la notion latine d'*imperium*.

Mais son *imperium* n'est pas remarquable seulement par cette continuité sans exemple ; il l'est par son extension territoriale et spirituelle, par l'ampleur des missions qui lui ont été confiées, mais surtout par les privilèges personnels et presque surnaturels qu'y a reconnus l'opinion courante des contemporains. Ces privilèges, Cicéron lui-même a pris soin de les justifier très explicitement dans son discours de 66 de *imperio Cn. Pompei* ; il salue chez le futur vainqueur de Mithridate l'union exceptionnelle des quatre qualités du *summus imperator* : la science militaire, la valeur, le prestige et le bonheur³. La suite du discours montre d'ailleurs clairement que, de ces quatre vertus cardinales du grand chef de guerre, les plus rares et les plus singulièrement efficaces en Pompée sont les deux dernières : *auctoritatem*, *felicitatem*.

La *felicitas* de Pompée, sa « chance invincible », est demeurée proverbiale jusqu'à la catastrophe de Pharsale ; l'homme en jouait avec coquetterie. Nous avons déjà eu l'occasion de rappeler qu'elle avait beaucoup fait pour imposer aux contemporains, et plus tard à Lucain, la comparaison systématique de Pompée avec Sylla, *Sulla Felix*. A ce surnom, que le dictateur avait rendu un peu suspect, Pompée a préféré pour son compte celui du « grand » Alexandre, *Magnus*. Mais sa confiance dans son « bonheur » a laissé d'autres traces : la chapelle qu'il éleva en l'honneur de *Felicitas* en haut de son théâtre, auprès du temple de Vénus Victrix ; sa dévotion même à cette Vénus

1. Cf. déjà dans cette *Revue*, t. CLXXI, 1933, p. 38-42.

2. Rapprocher le rôle du *privatus cum imperio*, dans le domaine militaire, à celui du *privatus* comme *vindex libertatis* dans les troubles civils, étudié *supra*. Tous les deux attestent également le déséquilibre croissant entre la légalité constitutionnelle et les réalités de l'autorité publique.

3. Cf. Carcopino, *Sylla*..., p. 108 ; cf. l'édition A. Boulanger (coll. G. Budé, Cicéron, *Discours*, V), X, 28.

Victorieuse, toute pareille à la Venus Felix de Sylla, toute semblable à la *Victoria* des futurs Augustes.

Il est d'usage de rapporter cette notion de « bonheur » et cette dévotion personnelle de l'*imperator* à son « étoile » à la pénétration des mœurs et des idées religieuses de l'Orient grec. Nous ne voyons aucune raison d'y contredire, à condition de bien marquer, comme on a déjà tenté de le faire plus haut, que cette influence « hellénistique » avait agi surtout par transposition, en revivifiant de vieilles notions latines : car tel est probablement le cas de *Felicitas* et de *Fortuna*, concepts divins familiers depuis longtemps aux Romains¹.

En somme, les choses se sont passées là de la même manière qu'en ce qui regarde la tradition triomphale, et c'est à dessein que, parlant de Pompée, nous revenons au sujet du triomphe. Pompée a été aussi, en effet, le type du triomphateur du dernier siècle de la République, non seulement par l'éclat incomparable de ses trois pompes et par les influences d'Orient qu'on y sent transparentes, mais encore et surtout par le glissement de sens que sa personnalité a accéléré. Marius avait choqué les sénateurs en venant siéger parmi eux avec ses vêtements triomphaux ; Pompée se verra offrir spontanément le privilège de porter la couronne d'or et la robe d'*imperator* à toute cérémonie du cirque. Honneur déjà « impérial », qui sera repris et élargi au profit de César². Pour ressembler tout à fait au futur empereur, vainqueur par définition et triomphateur perpétuel, il n'a guère manqué à Pompée que de porter de façon permanente le titre même d'*imperator*.

Ce titre est en relation évidente avec l'*imperium* ; il en a suivi la fortune en ce dernier siècle, et, comme la notion même d'*imperium*, il s'est alors chargé, suivant l'expression de M. Carcopino, spécialement « depuis Sulla, d'une si redoutable réalité que les Grecs le rendirent par le terme de leur idiome où s'énonce la notion de l'absolutisme : *autocrator*³ ». Il n'est d'ailleurs pas démontré, en dépit de la théorie de Mommsen, qu'il ait été, chez Auguste et chez ses successeurs, l'expression juridique d'un *imperium* précis — par exemple de l'*imperium* proconsulaire, le plus étendu — ni, par conséquent, que sa collation ait nécessairement coïncidé avec celle des pou

1. Voir, en ce sens, l'étude récente de A. Passerini, *Il concetto antico di Fortuna*, dans le *Philologus*, XC, 1935, p. 90-97 ; l'auteur analyse notamment, à cet égard, la dévotion de Sylla ; il renvoie aux observations de F. Taeger, *Philol. Woch.*, 1933, col. 932. Là encore, la vérité paraît bien être que le développement de ce culte est dû à l'influence diffuse des croyances hellénistiques, mais qu'il est saisissable à Rome dès le temps de Scipion Africain, héros que l'on rencontre à l'entrée de plus d'une avenue de l'idéologie impériale.

2. Voir l'étude de A. Bruhl, citée *supra*.

3. *Points de vue...*, p. 127 = *César*, p. 1001. — Le mot a suscité de nombreuses études depuis une dizaine d'années ; M. Carcopino se réfère à celle de G. de Sanctis, dans les *Studi in onore di S. Riccobono*. Palerme, 1932, II, p. 57-61 ; cf. aussi Mac Fayden, *The history of the title Imperator under the Roman Empire*. Chicago, 1920 ; M. A. Levi, *L'appellativo Imperator*, dans la *Riv. di Filol.*, X, 1932, p. 207-218.

voirs de l'*imperium*¹. *Imperator* exprime alors un pouvoir plus vague et plus vaste, où se réintroduit quelque chose de la signification primitive. *Imperator*, auparavant, avait deux sens assez différents : le mot désignait d'abord tout détenteur d'*imperium* souverain, notamment le général pourvu du commandement en chef ; mais, dans son acception plus précise, il s'ajoutait comme un surnom au nom du général que la victoire venait de consacrer, jusqu'au soir du triomphe, qui ramenait le chef à la condition commune après l'avoir exalté quelques instants presque jusqu'aux dieux : il y avait là certain élément religieux ou, du moins, magique, sur lequel la mystique nouvelle pouvait s'appuyer : l'*imperator* est maintenant le chef heureux que la victoire ne quitte plus.

Cette mystique militaire a joué un rôle considérable, elle aussi, dans la préparation psychologique de l'empire. Elle a, d'ailleurs, fini par rejoindre l'idéologie civile du *conditor*, quoiqu'elle fût d'une origine toute différente. L'idée du *conservator*, là encore, semble avoir servi de trait d'union, car il n'y a pas pour l'État de meilleure « sauvegarde » que ce mystérieux pouvoir du triomphateur. C'est au lendemain de son triomphe que Marius avait reçu les honneurs d'un nouveau Romulus ; c'est dans son cortège même que Sylla s'est vu acclamer *pater* et *conservator*. De telles associations d'idées aident à comprendre le sens de la monnaie déjà citée d'Auguste, où la légende *parenti cons(ervatori) suo* est illustrée par les insignes du triomphe (tunique *palmata*, sceptre à aigle), et celui des bas-reliefs qui ornent les autels des Lares, où les emblèmes de la victoire d'Auguste figurent apparemment comme garants de la puissance du *Genius* impérial. Enfin, la tradition triomphale avait, comme l'idéologie du *conditor*, sa source en Romulus, qui le premier avait dédié à Feretrius les dépouilles opimes. Tous les chemins nous ramènent à cette vénérable origine.

Que l'*imperium* ait été la forme essentielle des pouvoirs monarchiques de César, il n'y a point de doute ; suivant la juste observation de M. Siber, une fois devenu « roi », c'est cette vieille réalité de la constitution romaine qui fût probablement demeurée la base pratique de son autocratie. Quant à l'usage qu'il a fait du titre d'*imperator*, on a vu plus haut que M. Carcopino donne raison à la tradition ancienne : César s'est bel et bien « prénommé » *imperator*.

En cette matière, la continuité qui relie Auguste à son père adoptif est particulièrement évidente. On sait comment le jeune Octave usa pratique-

1. La question est toujours débattue ; voir, parmi les discussions récentes : M. Hammond, *The Aug. Princip.*, chap. iv-v ; Siber, études déjà citées. — C'en est une autre de savoir dans quelle mesure les *imperia infinita* ou commandements militaires du dernier siècle (cf. Boak, *Amer. hist. review*, XXIV, 1918-1919, p. 1-25) ont servi de précédents constitutionnels à l'*imperium* proconsulaire des empereurs. L'*imperium* impérial n'est, d'ailleurs, pas tout entier contenu dans celui de proconsul ; on en distingue au moins trois espèces, qui forment faisceau ; cf. les analyses de H. Siber.

ment de ce *praenomen* depuis 40 environ, et officiellement depuis le lendemain d'Actium. D'autre part, la conception intégrale et presque mystique que lui et ses contemporains se sont faite de la durée ininterrompue de son *imperium* s'est exprimée de façon saisissante dans les données des calendriers¹ : les jours où Auguste « reçut pour la première fois les faisceaux » — le 7 janvier (43), en Cisalpine — où il fut pour la première fois salué *imperator* sur un champ de bataille — le 16 avril (43), devant Modène — ont été religieusement mentionnés, voire commémorés. Mais le *dies imperii* le plus communément admis pour lui semble avoir été plutôt le 19 août 43, jour où, prenant possession de son consulat peu légal, il entra en possession à la fois de l'*imperium majus* et des auspices majeurs. Ses auspices furent tout aussitôt consacrés par un vol « romuléen » de douze vautours ! — Lorsque le même jour du mois d'août devint, en 14 ap. J.-C., celui de sa mort, la destinée de cet *imperium* continu de cinquante-six ans, commencé et fini au même anniversaire, frappa les imaginations d'admiration et de stupeur².

La notion d'*imperium* nous ramène d'elle-même aux auspices. C'est à dessein que nous réservions tout à l'heure, à côté de la *felicitas* de Pompée, son *auctoritas*. Le moment est venu d'examiner le rapport profond qui lie à cette époque, avec une force nouvelle, ces deux notions anciennes d'*imperium* et d'*auctoritas*.

L'*auctoritas* a déjà été évoquée, dans la première partie de cette étude, pendant notre analyse sommaire du principat d'Auguste ; à cet endroit, nous avons surtout vu en elle l'opposé de la *potestas*, la supériorité personnelle exercée par Auguste dans toute activité politique, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des magistratures ; bref, une autorité de caractère essentiellement politique et civil. Mais, comme le passage du *De imperio Cn. Pompei* nous l'a montré, l'*auctoritas* est tout aussi bien le fait de l'*imperator* ; elle joue même un rôle capital dans la conduite des guerres et dans l'exercice du commandement militaire : ... *auctoritas quoque in bellis administrandis multum atque in imperio militari valet*... La chose paraît moins évidente ; rien de plus naturel, au fond, si nous remontons aux origines religieuses de l'*auctoritas*, qui n'est autre que l'espèce de bénédiction et de supplément de puissance conférée à l'activité d'un magistrat romain par le rite de l'auspication. Les linguistes sont aujourd'hui d'accord pour rapprocher étroitement les mots *auctoritas* et *augustus* : la chose — ou le lieu — auguste est celle qui a reçu, grâce aux auspices des dieux, un « surcroît » de « potentiel » religieux (*augustus*) ; l'*Augustus* — c'est-à-dire, pour la première fois de l'histoire, Octave — est celui qui possède cette sorte de « grâce » des dieux³.

1. Cf. l'appendice spécial de notre édition des *Res gestae*, p. 155 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 156 et 178-179 : le texte le plus net est celui de Tac., *Ann.*, I, 9 : on admirait ... *quod idem dies accepti quondam imperii princeps et vitae supremus*...

3. Cf. Ernout et Meillet, *Dict. étym. de la langue latine*, s. v. *augeo*, et la monographie à la-

Le réveil du vocabulaire augural au dernier siècle, qui a eu pour conclusion l'invention du titre impérial d'Auguste, est solidaire du développement de la notion d'*imperium*. De tout temps, la possession des auspices majeurs et l'observation d'auspices favorables ont été pour l'*imperator* romain la condition nécessaire de son droit à commander, à vaincre et à triompher. L'art augural avait pu déchoir, et surtout la foi en sa vertu : la règle demeurait intacte. Les *imperatores* des derniers siècles l'ont parfois cyniquement violée ; depuis Sylla, cependant, ils ont apparemment préféré profiter du bénéfice spirituel de cette consécration. Par un mouvement curieux pour l'observateur de l'histoire religieuse, « à mesure que les élections qui les proclamaient s'étaient dégradées dans les honteux marchandages de la brigue — écrit M. Carcopino — [les chefs de la République romaine] avaient éprouvé davantage le besoin de lier la légitimité de leur *imperium* à l'inspiration et à la tutelle des dieux ». De là le goût persistant que successivement Sylla, Pompée, César et Auguste, tous *imperatores*, ont témoigné pour la possession du sacerdoce augural, que chacun d'eux a revêtu avec ostentation, et pour l'instrument rituel qui en était devenu l'emblème, le *lituus* : il est significatif que ce bâton courbe dont les augures se servaient, à l'exemple de Romulus *conditor*, pour dessiner au ciel le champ des auspices, soit devenu sur les monuments d'Auguste le symbole même de l'*Augustus* et de ses vertus triomphales¹.

* * *

Cet essai de mise au point des études récentes, en prenant pour guide l'ouvrage de M. Carcopino, n'est sans doute point obligé de « conclure ». Il ne s'est proposé que de classer et de préciser les problèmes. Certains de ces problèmes ne peuvent pas être actuellement considérés comme tout à fait résolus. Il nous suffira de relever que leur classement même et leur analyse paraissent donner un résultat d'ensemble favorable à la thèse et à la conclusion de ce livre : avec César, l'empire est virtuellement fondé. Il n'y manque aucun des éléments juridiques, idéologiques et religieux qui constitueront la synthèse du « principat » d'Auguste : même continuité fondamentale d'un *imperium* souverain ; mêmes concessions aux idéologies démocratique et conservatrice ; mêmes aspirations au rôle du *conservator*, du *conditor*, du *pater patriae* ; enfin, même cadre spirituel. Cependant, le contenu positif et l'esprit général des deux régimes sont, à n'en pas douter, sensiblement différents : dans la place qu'il laisse ou qu'il rend au Sénat dans l'administration de l'empire, dans le goût exclusif qu'il témoigne pour la tradition nationale, dans mille traits de son caractère, Auguste, tout en continuant César,

quelle ils renvoient de F. Müller, *Augustus*, dans les *Mededeel. d. Kon. Ak. d. Wetensch.* d'Amsterdam, n° 11, 1927 ; *Res gestae divi Augusti*, p. 145 de notre édition.

1. Nous résumons ici des recherches spéciales antérieures ; cf., en dernier lieu, A. Alföldi, mémoire déjà cité des *Röm. Mitteil.*, 50, 1935, p. 24-25.

s'écarte de sa méthode et surtout de son vocabulaire. En somme, deux synthèses faites à peu près des mêmes composantes, mais dont le dosage et, par suite, la couleur sont différents : c'est ainsi que, pour répondre « au goût verbal du public », l'idéologie du *princeps*, *vindex libertatis* et *auctor optimi status*¹, passe au premier plan ; on ne peut pour autant y ramener tout le « principat » d'Auguste.

Il ne nous appartient pas ici de rechercher quelles furent les causes historiques qui produisirent ce glissement de vocabulaire et de méthode ; la recherche reviendrait à refaire toute l'histoire politique et spirituelle de Rome, de l'assassinat de César à l'avènement définitif d'Auguste, et cette histoire a été faite à plusieurs reprises au cours des dix dernières années, à l'étranger du moins², car il nous manque là-dessus un livre d'ensemble en français. Peut-être le *César* de M. Carcopino le suscitera-t-il, par la nécessité impérieuse où il place l'historien de « raccorder » étroitement les deux monarchies. On y verrait comment les idées de mars ont condamné, de l'autocratie de César, le mot et les formes plus que la chose ; comment elles ont remis en avant les idéologies en apparence les plus républicaines ; comment, pourtant, les réalités monarchiques sont demeurées presque identiques, sous le titre du triumvirat *rei publicae constituendae* ; enfin, comment l'opposition entre Octave et Antoine, habilement exploitée par la propagande italienne du premier et élevée à la hauteur d'un conflit de deux mondes, a renversé l'équilibre des éléments romains et des éléments d'origine hellénistique dans l'idéologie du régime d'Auguste. Gardons-nous, désormais, de conclure de ce renversement à l'opposition de deux « systèmes ».

Jean GAGÉ.

1. Cf. Cic., *De Rep.*, III, 7, et Suét., *Aug.*, 28. — Le rapprochement a déjà été fait par M. Oltramare, *art. cit.* de la *Rev. Ét. lat.*, 1932, p. 85 : « On y reconnaît (dans l'édit, cité par Suétone, où Auguste exprime le vœu de passer pour un tel *auctor*...) jusqu'au vocabulaire habituel de l'auteur du *De Republica*. »

2. On a déjà cité l'ouvrage récent de M. A. Levi, *Ottaviano capoparte* : la continuité entre César et Auguste y est vigoureusement affirmée. Elle est au fond admise par M. Adcock lui-même, dans le chapitre du vol. X de la *Cambridge Ancient History* (1934), où il s'est efforcé de tirer la conclusion des diverses études consacrées au régime d'Auguste par ses collaborateurs du volume. A vrai dire, l'unité n'est point complète entre ces études, comme il était inévitable en une œuvre collective : M. Stuart Jones, par exemple, admet une forte opposition entre Auguste et César. Citons, pour finir, la réflexion que son chapitre a suggérée à M. Levi (*Riv. di Filol.*, 1935, p. 405) : « Grâce à ce mot (*auctoritas*)..., il est possible de comprendre l'essence civile de la monarchie romaine et de relier directement Auguste à César, en contraste ouvert avec les théories de Mommsen (?) et d'Ed. Meyer. »

NOTES SUR LES CORPORATIONS PARISIENNES

AU TEMPS DE SAINT LOUIS

D'APRÈS LE « LIVRE DES MÉTIERS » D'ÉTIENNE BOILEAU

« C'est dans les sentiers battus qu'il se creuse le plus d'ornières. » Cette image, de M. Carcopino, peut inspirer aux historiens la modestie ; mais elle leur promet des surprises à leur porte.

S'il est une étude qui paraît rebattue, c'est celle des corporations parisiennes au Moyen Âge : elle est au centre d'une littérature surabondante sur le régime corporatif¹. N'est-elle pas appuyée sur des textes exceptionnellement riches ? Les *Recueils d'ordonnances* fournissent des éléments abondants ; le *Livre des métiers* est un document unique, publié dans des conditions très honorables par Depping, meilleures encore par de Lespinasse et Bonnardot en 1879. De là même vient un certain danger. Que cette dernière édition renferme quelques défauts d'importance diverse, il faudrait être bien exigeant pour en tenir aux auteurs une rigueur impitoyable : elle est si claire, si commode ! Mais le texte y est précédé d'une introduction dont certains passages sont surprenants². En dehors d'une ou deux erreurs, certaines généralisations imprécises frisent de bien près l'inexactitude. Comme cette introduction est d'accès plus facile que les textes, copieux, du XIII^e siècle, qu'elle est bien divisée et met une foule de renseignements à la portée immédiate des chercheurs — dont beaucoup, jusqu'ici, étaient d'avance sur la pente où portaient les sollicitations involontaires des éditeurs — elle a contribué à renforcer es traits du tableau un peu romantique qu'une tradition relativement récente a dessiné des corporations d'autrefois.

1. Dont les *Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, publiées par G. Fagniez en 1877, restent encore l'œuvre la meilleure, trop riche peut-être pour avoir été lue de près par certains qui s'en inspirèrent. Il faut y joindre de bonnes pages, mais sommaires, d'E. Levasseur, dans le tome I de son *Histoire des classes ouvrières*.

2. Page c, cette introduction porte, par exemple : « Les Fripiers n'étant point fabricants, mais revendeurs, ne mentionnent pas d'apprentis. » Or, l'article IX de leurs statuts est libellé comme suit : « Li Frepier pueent avoir tant vallès et d'aprantis comme il leur plaist, et a argent et sanz argent... » Ailleurs, il ne s'agit pas de contre-vérités formelles, mais de généralisations qui ne sont que des à peu près, par exemple, p. cxxviii : « En principe, les métiers prohibaient le travail de nuit. » Nous ne citerons, naturellement, que l'édition Lespinasse et Bonnardot.

* * *

Nous n'insisterons pas ici sur les caractères du *Livre des métiers*. On sait que le prévôt de Paris, Étienne Boileau, pour mettre obstacle à « mout de plais et de contens par la delloial envie qui est mere de plais, et deffernée convoitise qui gaste soy meisme... », a voulu codifier les obligations variées des gens de métiers, le statut fiscal de Paris et la répartition des juridictions diverses qui y voisinaient. On sait que la troisième partie de ce plan ne fut pas réalisée et que les deux premières ne furent pas entièrement terminées. En ce qui concerne la première, si nous avons cent un statuts, nous n'avons pas ceux de certaines corporations connues, des deux plus importantes d'abord, celles des marchands de l'eau et des bouchers, ceux, ensuite, de certains métiers du cuir ; n'en manque-t-il pas d'autres ? Leur rédaction a été laissée à l'initiative des corporations — encore certaines d'entre elles s'en sont-elles remises aux scribes du Châtelet même : d'où quelque disparate dans la présentation et une richesse variée d'information. Nous ne sommes donc en présence ni d'un code exhaustif, ni même d'une œuvre rigoureusement systématique¹.

En principe, ce *Livre* ne fait que consacrer et préciser des situations, des usages acquis. Mais, à supposer qu'aucune corporation n'ait été créée de toutes pièces à cette occasion, il serait surprenant qu'aucune disposition nouvelle n'ait été prise. Du reste, cette consécration même n'était-elle pas en soi une novation à leur situation économique et surtout administrative ? Cela ne paraît pas douteux, en particulier en ce qui concerne l'affirmation généralisée des pouvoirs du prévôt de Paris.

L'importance des précisions d'ordre administratif que contient le *Livre des métiers* engage, cependant, à ne pas donner facilement une portée trop étendue à la législation qu'il contient. Il faut tenir compte, de tous les points de vue, de la proximité immédiate du roi. Pourtant, à y regarder de près, l'organisation corporative, même dans les grandes villes industrielles, présente des caractères fonciers plus semblables qu'il ne paraît au premier abord à ceux des métiers parisiens. Ceux-ci, du reste, dès le xiv^e et le xv^e siècle, ont constitué un type auquel peu à peu se sont conformés un grand nombre de communautés dans l'ensemble du royaume. S'il ne faut pas l'exagérer, il ne faut donc pas davantage trop diminuer leur valeur d'exemple.

I

Sur les origines des corporations de Paris, le livre d'Étienne Boileau, sans mener, pour aucune d'elles, à sa source même, œuvre de nombreux aperçus. Il faut noter à nouveau l'absence de toute donnée sur les marchands de l'eau

1. Il contient à la fois un article qui autorise les drapiers à teindre de toutes couleurs, sauf de guède, et un autre (dans les statuts des teinturiers) qui le leur interdit.

et sur les bouchers, dont certains voulurent faire remonter les organisations — mais à travers quelles vicissitudes? — jusqu'aux *collegia* gallo-romains. Mais il est certain que déjà Philippe-Auguste a réformé et étendu le système corporatif (une trentaine de communautés connues avaient déjà, sous son règne, un minimum d'organisation) : il chercha évidemment à simplifier son administration et à en étendre les prises, pour favoriser les producteurs et, à la fois, pour s'assurer des recettes régulières et affermir son autorité : il a fixé le taux de maintes redevances, il en a aménagé la perception, il a réorganisé le service du guet. Bien au delà même de Philippe-Auguste, certaines lueurs traversent l'ombre où se perd l'origine encore obscure des corps de métiers. La disparité des obligations de certains groupes à l'intérieur d'un même corps de métier ou leur enchevêtrement à travers des communautés mal distinctes témoignent de remaniements déjà anciens de quelques-unes d'entre elles. Quand les morteliers affirment devoir leur exemption du guet à Charles-Martel, ils invoquent sans doute un titre qui n'est qu'un à-peu-près fort douteux, mais s'appuient sur une tradition assez ancienne pour constituer un titre légitime. Mieux qu'une date légendaire, la cérémonie d'initiation des boulangers nous reporte à des origines bien lointaines¹. Mais c'est là un problème dont la solution — à moins qu'il n'en faille entrevoir plusieurs — n'est pas encore sur le point d'être définitivement éclaircie.

II

Que sont ces corporations qui prennent, au XIII^e siècle, une consistance nouvelle? Comment sont-elles constituées?

On ne pense généralement, surtout pour le Moyen Age, qu'aux corporations industrielles — les marchands de l'eau parisiens apparaissant de loin comme un organisme exceptionnel. Or, dès le temps de saint Louis ou de ses prédécesseurs, sont constitués en corporations des mesureurs de blé, des crieurs de vin, des jaugeurs, qui sont en quelque manière des fonctionnaires,

1. « Quant li noviax Talemelier ara en tel maniere fet quatre ans acomplis, li prendra un neuf pot de terre, et ara dedans le pot nois et nieules [oubliés]; et venra a la meson au mestre des Talemeliers, et aura avec lui le coustumier et touz les Talemeliers et les mestres valles, que l'on apele joindres. Et doit cil noviax Talemelier livrer son pot et ses nois au mestre, et dire : « Mestre, je ai fait et accompli mes quatre années. » Et li mestre doit demander au coustumier se ce est voirs. Et se il dit que ce est voirs, li mestre doit baillier au noviau Talemelier son pot et ses nois, et commander qu'il les jette au mur. Et lors li noviax Talemelier doit jeter son pot et ses nois et ses nieules au mur de la meson le mestre, au dehors. Et lors doivent li mestres, coustumiers, li noviax Talemeliers et tout li autre Talemelier et li vallet, entrer en la meson au mestre, et li mestre leur doit livrer feu et vin. Et chascun des Talemeliers et li noviax et li mestre vallet doivent chascun 1 d. au mestre des Talemeliers, pour le vin et pour le feu qu'il livre » (titre I, art. XIII des statuts, p. 5). — Ce n'est sans doute ni au XI^e ni même au X^e siècle que fut inventé ce cérémonial, avec ces noix, symbole traditionnel de la fécondité, dont on ne voit pas bien quel rapport elles pouvaient avoir avec la profession des boulangers.

mais aussi des taverniers, des marchands de chanvre et de fil, des marchands de foin, même des pêcheurs, spécialement de ceux qui taquinent le goujon « en l'eau le Roy », c'est-à-dire de la pointe de la Cité au confluent de la Marne. Environ un quart des métiers ne sont pas composés de fabricants. Et, dès l'abord, on soupçonne que les raisons proprement économiques ne sont pas les seules qui déterminent la formation de ces communautés.

Il semble aussi que les cadres de chaque corporation dussent coïncider avec ceux d'une profession. Vraie en principe, cette règle s'applique d'une façon très approximative. Les travailleurs du bois sont tous réunis en un même corps : ainsi voit-on soumis aux mêmes statuts « charpentiers, huchiers, huissiers, tonneliers, charrons, couvreurs de mesons et toutes manières d'autres ouvriers qui eurent de tranchant en merrien », parmi lesquels on cite encore les cochetiers, faiseurs de nefs, tourneurs, lambrisseurs : mais de ces statuts tels articles imposent des obligations particulières aux charrons, aux huchiers et « huissiers », à ces deux derniers groupes et aux charpentiers. Plus surprenantes que ces groupements sont certaines différenciations. Couteliers-fèvres et couteliers-faiseurs de manches forment deux communautés distinctes et dont le régime est assez différent ; séparés aussi, les serruriers en fer et les serruriers en laiton, les boucliers de fer et les boucliers d'archal, les tréfiliers de fer et les tréfiliers d'archal ; les patenôtriers sont divisés en quatre corporations d'après la matière principale qu'ils mettent en œuvre (os et corne, corail, ambre et jais, boucles), les fileresses en deux (grands, petits fuseaux) comme les tapissiers (tapis sarrasinois, tapis nostrez), les pêcheurs en trois (pêcheurs en l'eau le Roy, poissonniers d'eau douce, poissonniers de mer) et les chapeliers ne forment pas moins de six corps (chapeliers de fleurs, de feutre, de coton, de paon, d'orfroï, fourreurs de chapeaux).

Ces unités sont-elles, du moins, strictement cantonnées ? En général, oui. Mais il en est dont les remparts ont une porte — ou une poterne — ouverte sur un domaine voisin. Les blatiers (vendeurs de blé), les mesureurs de blé et de grains, les crieurs de vin, les jaugeurs, les taverniers dépendent plus ou moins étroitement de la « confrérie » des marchands de l'eau, qui exerce sur eux une manière de suzeraineté. Les selliers et les çavetonniers (fabricants de petits souliers) peuvent acheter le métier des cordonniers. Les çavetonniers doivent une redevance annuelle au maître des fripiers, à qui les valets des gantiers et des pelletiers en doivent une également, en échange de quoi ce personnage devient leur juge. Les boursiers, à leur entrée dans leur propre métier, paient une redevance au maître des cordonniers, à qui les chapeliers peuvent acheter le droit d'exécuter certains travaux spéciaux. Et des chevauchements semblables divisent ou réunissent les membres de divers métiers parmi les confréries qui existent à cette époque. On croirait d'une répartition faite à la volée, si l'on ne pressentait une lente et progressive élaboration d'usages antérieurs à toute systématisation.

Mais il est évident qu'il devait en résulter des unités d'une importance

extraordinairement diverse. En effet, la corporation des batteurs d'or et d'argent en feuilles (distincts des batteurs d'or et d'argent en fil) semble bien ne comprendre que six maîtres. Et l'on soupçonne à nouveau que les raisons strictement professionnelles n'expliquent pas seules l'éparpillement ou l'agglomération des travailleurs.

* * *

Tels qu'ils sont, ces métiers sont-ils soumis à un même régime administratif? Ont-ils, par exemple, les mêmes obligations financières ou militaires? Nullement. On sait que les uns sont exempts du guet, que d'autres le doivent dans des conditions qui peuvent varier encore de l'un à l'autre. Différente aussi est leur situation à l'égard du fisc royal. Il y a un impôt spécial aux gens de métier, le hauban, dont Philippe-Auguste a réglementé la perception (le hauban se payait avant lui par un muid de vin : le roi l'avait converti en une redevance de six sous). Le hauban confère un privilège précieux, l'exemption du tonlieu pour l'achat des matières premières et pour la vente des produits finis. Mais le nombre des « mestiers frans », ceux qui « ne doivent rien de vendre ne de acheter », est restreint ; il en est qui ne paient que demi-hauban ; et la plupart n'ont pas le bénéfice de cet impôt de privilèges.

* * *

A l'intérieur même des communautés, les maîtres sont-ils des égaux et en droits et en devoirs? Ici encore il n'y a pas de règle générale¹. Dans beaucoup d'entre elles, l'inégalité crée des catégories variées. Inégalité du point de vue financier, d'abord. Le droit d'entrée n'est pas toujours uniforme dans une même corporation : dans quinze métiers, il dépend, parfois cependant sous une limite maxima, du bon plaisir soit d'un grand personnage à qui le roi a donné le métier en fief², soit d'un fermier ou d'un autre bénéficiaire de ce droit. Mieux encore, dans un même métier, les conditions fiscales permanentes peuvent créer des inégalités de chances économiques : « des mestres qui sont haubaniers, li 1 doivent demi hauban, c'est a savoir III s. ; li autre plain hauban, c'est a savoir VI s. ; et li autre, hauban et demi, c'est a savoir IX s... »

« Tout li mestier de Paris ne sont pas haubanier. Ne nus ne puet estre haubaniers se li n'a [esté] et est del mestier qui ait hauban, ou se li Roys ne li otroie par vente ou par grace³. »

Ou encore : « Au mestier de freperie... li un sont haubanier tant seulement,

1. Il semble que des clercs pussent en faire partie, car, chez les chanevaciers, les statuts prévoient que les auneurs doivent être « purs lais » (titre LIX, a).

2. « Et le vent [le métier] cil chamberier a l'un plus et a l'autre moins, tant come il li semble bon » (titre LXXVI, art. I, p. 159).

3. 2^e partie, titre VIII, art. XVI-XVII, p. 255.

et li autre Frepier tant seulement, et li autre sont Frepier et haubanier ensamble¹. »

Parfois, dans une corporation, ce sont certains groupes qui sont soumis à une condition particulière : dans le métier des maçons, nous avons vu que les morteliers sont exempts du guet, ainsi que les tailleurs de pierre ; les maçons et les plâtriers ne le sont pas.

Pour certaines professions, la corporation s'arrêtait aux limites des juridictions ecclésiastiques, nombreuses à Paris et dans son voisinage immédiat, où les travailleurs n'étaient pas astreints aux charges de leurs confrères du domaine royal ; pour d'autres, comme celle des teinturiers, le même métier pouvait s'étendre sur des terres différentes, où, du reste, les redevances n'étaient pas les mêmes.

La diversité la plus grande règne donc et pour la constitution et pour la composition des corporations.

III

En ce qui concerne leur administration, il semble bien que l'on ait été hypnotisé jusqu'ici par la part d'autonomie, d'ailleurs réelle, dont elles disposaient. Tout aussi réel, cependant, est cet autre aspect, non pas toujours méconnu, mais moins souvent signalé : la corporation est un bien du seigneur territorial — source de revenus et occasion de bienfaits, qu'il peut donner en fief, fractionner entre divers bénéficiaires — instrument de puissance aussi et cadre administratif.

La corporation peut être, est normalement un élément de l'organisation féodale, et, évoluant avec elle, deviendra fort lentement, mais effectivement, un rouage de l'administration de l'État moderne. Saint Louis, à l'exemple de ses prédécesseurs, a attribué, « tant comme il li plaira », une dizaine de métiers ou de groupes de métiers à des officiers de son hôtel, le panetier, le maréchal, le chambellan, le chambrier, les écuyers, à des maîtres de ses services (le maître charpentier, le maître maçon)² ou à tels personnages nommément désignés et à leurs héritiers : et ces grands-maîtres (c'est nous qui leur donnons ce nom pour les distinguer des « maîtres » proprement dits, chargés de la direction immédiate, effective des métiers) jouissent, dans des conditions variables comme toujours, et de la justice et des redevances du métier. Il en a donné d'autres, nous l'avons vu, au prévôt des marchands — trois entièrement, deux seulement en partie. De quelques-unes il a affermé les revenus, soit en entier, c'est le cas de neuf communautés, — soit pour un droit seulement : le nombre de ces fermes est délicat à préciser.

Les autres corporations, c'est-à-dire l'immense majorité, sont subordonnées à cet officier royal, créé sous Henri I^{er}, le prévôt de Paris. Celui-ci

1. 1^{re} partie, titre LXXVI, art. XXV, p. 164.

2. Plus tard aussi le barbier.

exerce sur elles une autorité aussi étroite qu'étendue : non seulement il intervient dans la nomination des chefs des métiers, il y exerce la juridiction, et une autorité constante et directe, qui va jusqu'à la surveillance, parfois une sorte de tutelle des apprentis¹.

Au moins un des grands-maitres, celui des maçons, prête serment devant lui.

Son action est très sensible en ce qui concerne l'institution des jurés. Sur cent un métiers, il y en a quatre-vingt-un où il est question d'eux.

Dans 14, leur nomination ne fait l'objet d'aucune indication ou cette indication est imprécise ;

- 8, élus par le métier, ils sembleraient ne rien devoir à aucune intervention ;
- 4, « esleus del commun assent du métier », ils sont certainement assermentés par-devant le prévôt ;
- 4, désignés par le métier, ils sont nommés par le prévôt ;
- 3, c'est sur la requête expresse des gens du métier que celui-ci les désigne (malgré l'extrême humilité des formules employées pour l'avant-dernière de ces catégories, faudrait-il n'en faire qu'une seule des onze derniers cas ? La question peut se poser, mais non être résolue) ;
- 1, les jurés sortants lui proposent les noms de leurs successeurs ;
- 5, il n'est signalé qu'un serment prêté au prévôt ; et tandis que,
- 6, les jurés sont nommés par les grands-maitres,
- 32, dont 4 signalent ou une requête du métier ou un accord intervenu une fois toutes, c'est le prévôt de Paris qui les « met et oste à sa volonté »².

Il est bien évident que le représentant du roi n'avait ni une compétence universelle ni une connaissance personnelle des membres du métier qui lui permettent de nommer les jurés de son propre mouvement. C'est sans doute dans la plupart des communautés que leurs membres désignaient leurs chefs d'une façon plus ou moins efficace. Mais il n'est pas moins évident que c'était l'institution par le prévôt qui créait leur autorité.

Plus sensible encore est le pouvoir du prévôt de Paris en matière de justice. La juridiction corporative appartient, dans dix communautés, au grand-maitre ; dans quatre autres, aux jurés, sous réserve d'appel au prévôt, et, dans toutes les autres, où les jurés n'ont d'autre rôle judiciaire que de lui dénoncer les « mesprentures », elle appartient à ce dernier, qui juge au nom du roi, à moins — ce qui paraît douteux — que, dans certains cas, des dénonciations portées « au roy » ne soient effectivement jugées par le prince lui-même. En matière de sanctions, le roi et le prévôt jouissaient d'un pouvoir discrétionnaire. Sans doute, les taux des amendes sont prévus par les règlements,

1. Ouvriers des draps de soie, art. X. Lespinasse, 78.

2. Le travail préparatoire à cette classification a été fait par M. Jean de Stürler.

mais « sauf au Roy et au prevost de Paris qu'il puisse ajoûter, crestre et amenuisier à leur plaisir es choses desus dites¹ ».

Enfin — mais ici nous n'en finirions pas, s'il fallait détailler l'extrême complexité des redevances corporatives et surtout leur répartition — les ressources que tire le roi des corporations sont extrêmement variées et c'est lui, de beaucoup, le principal bénéficiaire des redevances de toutes sortes auxquelles étaient astreints les membres des métiers.

Les indications qui précèdent montrent les limites de l'autonomie corporative. Dans beaucoup de communautés, l'assemblée a néanmoins un rôle important ; c'est elle qui établit les règlements, surtout techniques ; elle se prononce sur le partage des amendes ; nous avons vu qu'elle a une part dans la désignation des chefs du métier. Dans des corporations peu nombreuses (les tréfiliers d'archal, les lormiers, les chapeliers de coton), tous les maîtres sont investis des droits ailleurs conférés aux jurés et ils sont assermentés comme tels. Mais il paraît bien que nous sommes assez loin des petites républiques économiques souvent exaltées, harmonieusement juxtaposées dans la liberté, sous l'autorité aussi vague que paternelle de l'autorité royale.

IV

Comment apparaît, dans ces corporations parisiennes, l'organisation du travail ?

Nous ne nous arrêterons ici, brièvement, que sur deux ou trois aspects de cette question complexe.

Voyons d'abord celle de la durée du travail. Il serait vain de chercher, après tant d'auteurs, à transcrire dans des horaires précis les indications, variables suivant les saisons, de none, de vêpres, de complies sonnant à Saint-Merri, à Saint-Leufroi ou à telle autre église, de crieurs passant dans les rues pour annoncer la fin du travail. Mais que penser du principe même, considéré souvent comme d'une application générale, de la réglementation des heures de travail et, en particulier, de l'interdiction du travail de nuit ?

En ce qui concerne la journée ouvrable², il y a trente-trois métiers qui ne font aucune allusion à sa durée légale. Sept d'entre eux stipulent, cependant, qu'on ne travaillera pas les jours de certaines fêtes ou l'après-midi précédant quelques autres. Sans doute, le genre d'activité de quelques communautés ne suppose pas une telle réglementation, mais il est curieux qu'il y en ait un tiers à ne pas s'en soucier.

Et le travail de nuit, c'est-à-dire le travail à la lumière ? Il est interdit par cinquante métiers³, soit la moitié (dont un où cette prescription n'a été mise

1. Titre LX, art. XIII, p. 125.

2. Les chiffres concernant cette question ont été établis par M. François Henry.

3. L'interdiction du travail de nuit se justifie le plus souvent par la crainte que les ouvriers ne fassent de mauvais travail, parfois aussi « pour ce que leur mestier est trop penibles ».

par écrit qu'en 1293) : encore y en a-t-il sept qui admettent des exceptions, pour des motifs très différents. Par contre, sur les cinquante et un autres, seize métiers l'autorisent expressément et sans réserve, et deux l'autorisent pendant la saison d'hiver. Ici encore, nous sommes assez loin des opinions courantes. Il ne semble pas non plus que le dimanche ait été un jour de repos aussi absolu qu'on le croirait : au moins chez les chauciers, les gantiers et les chapeliers, des « ouvroirs » étaient ouverts par roulement.

C'est une opinion courante encore que les corporations s'appliquaient à assurer des chances égales aux maîtres qui les composaient et, pour y arriver, limitaient leurs entreprises. Bien des statuts parisiens prescrivent, en effet, aux maîtres de partager, avec un confrère survenant au moment d'un contrat, un lot de marchandises qu'ils achètent. Ils interdisent aussi formellement d'attirer, au marché, un client arrêté à l'étal d'un confrère voisin. En matière de fabrication, dans une ville qui n'est pas de grande industrie, le danger des « monopoles » n'était pas urgent. De fait, les entreprises ne sont limitées que dans le métier où, partout alors, se produisaient des concentrations industrielles, la draperie : les tisserands de laine n'ont le droit d'avoir que trois métiers, chiffre qui peut, si le maître est assisté de parents capables de travailler, s'élever à six, à neuf, à la rigueur même à douze¹ ; et il est interdit aux tisserands de vendre des draps en gros. Les poissonniers de mer ont prévu aussi un maximum de vente pour chacun d'entre eux². De même sont prohibées les « alliances » entre tisserands, foulons et teinturiers. Mais il n'est question de rien de semblable dans les autres corporations. En particulier, si la plupart des métiers ne disent rien du nombre de valets que peut avoir chaque maître, il y en a trente-cinq qui lui permettent formellement d'en avoir autant qu'il lui plaît³ : dans ces métiers, un entrepreneur doué d'initiative n'avait donc pas à se préoccuper d'une limitation qui passe souvent pour avoir été une des caractéristiques de l'ordre corporatif⁴.

* * *

Nous n'avons voulu donner ici qu'un aperçu d'une matière très riche et plus neuve qu'il ne semblerait. Le *Livre des métiers* était destiné à fixer les règlements techniques de l'industrie et les conditions du commerce parisien. Mais il devait tout autant, sinon surtout, fixer les droits de justice, les droits

1. Titre L, art. III-VI, p. 93.

2. Titre CI, art. XVIII, p. 221.

3. Sur quatre-vingt-deux métiers qui s'occupent du nombre des apprentis, trente-trois accordent la même permission.

4. La corporation des bouchers, qui n'ont pas fait insérer leurs statuts dans le livre d'Étienne Boileau, était formée de maîtres « non vendans chair » en personne, qui exploitaient leurs étaux par l'intermédiaire d'ouvriers salariés et qui, dès le début du xv^e siècle, appartenaient tous à quatre familles seulement, assez puissantes, du reste, pour jouer le rôle politique qu'on sait.

fiscaux, les droits militaires (droit au guet) du roi. Autant que des organismes économiques autonomes, les corporations sont des organismes administratifs, et leurs chefs, qui « sont quite du gueit, pour la reson du service que il font au Roy du mestier garder¹ », sont les hommes du roi autant, pour le moins, que ceux de leur communauté.

Si l'on veut tirer de ces notes rapides une conclusion générale, il faut retenir d'abord la confirmation de ce fait qu'au Moyen Age la règle est qu'il n'y en ait pas et que, des corporations, on n'a ordinairement fait valoir qu'un aspect schématique, devenu trop souvent caricatural. Il semble aussi que leur histoire ait été trop isolée, étudiée dans des vues étroitement économiques ou, surtout, vaguement sociales. On a trop négligé leur caractère administratif. Les corporations doivent être replacées dans l'ensemble des institutions de leur temps : examinées sous cet angle, elles décèlent, au cours de leur évolution, d'abord leurs liens avec la vie féodale qui s'évanouira progressivement — plus lentement, d'ailleurs, qu'il ne semble — puis la part qu'elles comportent d'un courant de renouveau politique qui, de la ville à l'État, ne cessera de se transformer en les transformant elles-mêmes.

E. COORNAERT,

Professeur à l'École des Hautes-Études.

JULES FERRY OPPOSANT A L'EMPIRE]

QUELQUES TRAITS DE SON IDÉOLOGIE RÉPUBLICAINE

Autour de l'année 1860, au moment où le parti républicain retrouve son droit de parole, une génération de jeunes gens, avocats pour la plupart, qui ont fait leur éducation oratoire dans le « petit parlement » de la Conférence Molé, atteint l'âge des ambitions et du devoir politique. Tous, d'instinct, font opposition à l'Empire, jeunes aristocrates pénétrés d'esprit libéral, fils de bourgeoisie d'autant plus démocrates que le système impérial prétend au socialisme d'État. Ceux-ci, les plus nombreux évidemment, se divisent, par tempérament, par habitudes idéologiques, sur la tactique à choisir pour lutter contre le régime établi : les sages, à la tradition abstentionniste et à l'intransigeance radicale, qui confine parfois aux habitudes révolutionnaires, préfèrent l'opposition légale, autour des chefs naturels de la résistance, les Cinq entrés au Corps législatif par les élections de 1857. Jules Ferry est tout de suite des leurs. Est-ce sagesse naturelle ou perspicacité d'avenir? Toujours

1. Boucliers de fer, titre XXI, art. XII, p. 51.

est-il que son sérieux, sa culture, sa saine intuition politique, malgré les favoris déjà longs que malignement Darimon lui reproche, lui donnent parmi les « petits Ollivier » la place d'élection. Au renouvellement partiel de 1864, le chef des Cinq songea même à lui offrir une candidature pour remplacer J. Favre dans le vi^e arrondissement de Paris. Ce jeune homme n'était-il pas, autant que ses aînés, « libéral et constitutionnel, affranchi de l'autorité des bonzes creux de 1848¹ ».

Un réaliste politique, en somme, qui méprise l'abstention et qui le montrera tout de suite en préparant assidûment, dès 1860, les élections prochaines. Confection du Manuel Électoral pour éclairer l'opinion, action tenace pour le répandre, travail d'organisation électorale en province et, quand la bataille est passée, ce livre qu'il compose sur *La lutte électorale en 1863*, accusation chargée de faits contre le régime Persigny, tout cela démontre un consentement à la lutte, une reconnaissance de l'ordre établi, mais aussi la passion tenace de la liberté. « Pas autre chose », il le dira lui-même, car ce journaliste, qui débute aux luttes politiques, mesure sa volonté d'action à la prudence conservatrice de la bourgeoisie et des masses paysannes. Pour éviter toute nouvelle frayeur révolutionnaire, il lui suffit de voir l'Empire devenir libéral.

Moment d'opportunisme au début de la carrière politique de Jules Ferry, auquel on n'a point fait, dans l'histoire de l'homme d'État, place suffisante. Peut-être parce qu'il est peu durable. Jules Ferry, en effet, va s'éloigner bientôt de la pensée trop conciliante et aveuglement optimiste du chef de l'opposition parlementaire. Blandine Ollivier disparaît, qui pouvait imposer à l'idéologie libérale du jeune homme les modérations d'une passion insatisfaite. Ses sentiments contre l'Empire et la personne de l'Empereur s'exacerbent et il découvre bientôt les faiblesses d'Ollivier pour les habiletés de Morny. A mesure que le Méridional, trop intelligent peut-être, trop candidement orgueilleux aussi, se laisse persuader, la troupe des fidèles fond : en 1864, après le débat sur les coalitions, il ne reste plus que Gambetta, Ferry et l'attachant Philis. La fondation du tiers-parti, la lettre du 19 janvier proclament, selon le mot de Girardin, la démission d'Ollivier de « ministre de la conscience publique ». Ferry, le dernier à se séparer de l'ancien ami, n'hésitera plus : les temps de l'opposition légale sont finis et la bourgeoisie, appuyée sur les masses des villes, devient capable maintenant d'une pensée révolutionnaire au nom des droits imprescriptibles du libéralisme politique. L'Empire se découvrant incompatible avec la discipline parlementaire, il n'y a plus d'autre politique que radicale.

Renversement d'une attitude politique qui n'est point, chez un homme tel que Ferry, une habileté de carrière. On peut s'en convaincre en recherchant dans les papiers de la Fondation Jules Ferry, à la Sorbonne, les signes de cette évolution, ses causes idéologiques, la façon dont elle marque

1. E. Ollivier, *Empire libéral*, t. V, p. 47.

l'homme. Il doit en résulter, selon nous, quelques éclaircissements utiles pour mieux définir ces années de lutte où vont se former et gagner leur réputation certains des fondateurs de la Troisième République¹.

* * *

Pourquoi, après une première crise d'opportunisme, Ferry devient-il doctrinaire de la liberté? On le peut comprendre d'abord en constatant comme se transforme son art de voyager. Ferry, qui, au terme de son adolescence, a parcouru presque toute l'Europe centrale, souvent à pied, avec la frénésie de la montagne ou du paysage romantique, oublie peu à peu sa première vocation d'artiste. Tous les ans, malgré ses occupations croissantes, il repassera la frontière, mais sans carnet d'esquisses : à la place, il eût volontiers mis le bloc du journaliste. D'Allemagne, dès 1860, il rapporte sa première lettre de l'étranger : il faut dire qu'il s'agissait d'une consultation pour la *Gazette des tribunaux*. Ce qu'il va chercher, observateur exigeant et critique réfléchi, c'est la connaissance de l'étranger, des hommes, des institutions. Non dans l'intention de fonder un relativisme spéculatif, mais pour préparer son action, par passion politique et parce qu'il a besoin de l'exemple des autres pour espérer en la délivrance de son pays. Aussi, tout en regardant, demeure-t-il partisan. En Espagne, où il part en 1864, envoyé de l'*Illustration*, pour inaugurer le chemin de fer de Saint-Sébastien à Madrid, dès l'entrée il ne comprend pas. « Des prêtres coiffés de feutres cornus, décrit-il, des massiers en robes de pourpre dignes d'escorter Bridois, des corrégidors de carnaval, le 15 août, dans un village... » Ironie de petit bourgeois français qui cherche l'opérette dans ce décor de fête royale à Saint-Sébastien, avec une faible hésitation, cependant : « J'ai envoyé dix lignes à l'*Illustration* sur cette comédie ; elle les trouvera sans doute trop franches². » Décidément, les vraies valeurs romantiques sont mortes : un regain d'anticléricisme voltairien a détruit tout l'exotisme compréhensif d'Hernani.

D'ailleurs, le génie de Ferry est plus germanique : à Munich, auprès de Mme de Bülow³, en 1865 comme en 1861, il a trouvé son climat. Sa haine du prêtre peut se fortifier du mépris romantique pour le bourgeois, car ici ces deux forces béotiennes unies luttent contre Wagner. On a poussé l'audace jusqu'à condamner en chaire l'auteur de *Tannhäuser*. Comment Ferry ne s'inscrirait-il pas tout de suite dans le parti Wagner, derrière le jeune roi et son guide dans les musées, cette jeune femme sur qui flotte le souvenir de l'amour maintenant adouci?

Est-ce cette évocation ou une attirance qui le ramène si souvent au delà

1. Les pages qui suivent seront reprises dans un volume en préparation consacré aux papiers de Jules Ferry, qui doit paraître à la librairie Hartmann.

2. Lettre à Charles Ferry, inédite.

3. On sait que Mme de Bülow était la sœur de Blandine Ollivier.

du Rhin? La nature et l'homme à la fois primitifs, riches de mystère et soucieux de systèmes, un art puissant et naïf, tout cela l'attire beaucoup plus que l'équilibre des forces méditerranéennes, une lumière dont il sait mal encore la valeur purifiante. Trait important de cette histoire intérieure : l'adolescence de Ferry mûrira devant les paysages d'Allemagne, au contact d'hommes dont il aime la conscience minutieuse, l'idéal grave, « des ressources immenses, une volonté forte, le désir et le sentiment du grand », malgré un pédantisme, une emphase verbale qui parfois l'irritent. Comme il comprend, ce Lorrain, la lourdeur un peu plantureuse, mais si luxuriante de la vieille Bavière. Aussi bien, les valeurs protestantes, un laïcisme latent, la haine de Rome et l'agitation d'une bourgeoisie libérale, c'était l'avenir, son avenir contre une Italie encore pontificale : il est trop simple pour connaître les perversités de Stendhal. Ce qu'il souhaitait en préparant, en 1861, un voyage en Italie, c'était le pèlerinage de Caprera, « ce nid de héros ».

La vie d'un opposant républicain à l'Empire doit avoir, en effet, ses ferveurs : Ferry les nourrira en recherchant, dans ses voyages, les proscrits illustres, les soldats de la révolution libérale ou nationale. Le voilà, depuis 1861, dans cette diaspora du Risorgimento, fidèlement, avec une dévotion quelque peu confiante, retrouvant l'esprit de 48, dont Ollivier lui avait appris à sourire. Il suit les congrès de l'Association internationale pour le progrès des sciences sociales, inquiet en 1863, quand il n'y peut aller, avide de nouvelles, clairvoyant, sans doute, et malveillant à l'envi : « Ce congrès de Gand a l'air fort soporifique », écrit-il de Saint-Dié à son frère ; « je lis les lettres de Floquet. Notre tribun chevelu garde de Conrart le silence prudent. Je ne vois pas qu'H. (il s'agit d'Hérolde) y ait fondé son renom d'orateur. Jules Simon brille et trône — connu ! connu ! tout va bien. » On a beau, derrière quelque apparence d'envie, prétendre aux réalités ; au milieu des Pascal Duprat, des Pelletan, des Clamageran, des Pressensé, on se laisse tout de même prendre. Avec tous les Français, derrière Duprat et Pelletan, on s'inscrit parmi les partisans de la liberté à corps perdu, à la vie, à la mort. « La liberté, toute la liberté, rien que la liberté. »

Ces effusions verbales, souvent répétées, valent autant qu'une doctrine. Mieux, peut-être, pour qui projette de courir vers la Suisse aux vacances, avide de la terre promise. « Que cela est vrai. Qu'elle est là sur les monts la liberté sacrée¹. » Le bain de liberté est un besoin d'existence. Et quels enseignements on en tire. A Berne, en 1865, Ferry est prêt à tout admirer, ses hôtes en premier lieu, les Suisses, très fiers et solides, bien supérieurs aux Belges et aux Hollandais, dont le visage blond et rose dissimule quelque complaisance pour les enfantillages philosophiques et religieux.

Étonnantes vertus de la liberté, dont il sait retrouver, par défaut, jusqu'en Orient l'efficacité. Un jeune industriel stéphanois, son client et son ami, l'entraîne soudain à Constantinople pendant l'été de 1868. Descente du Danube,

1. *Lettres de Jules Ferry*. Paris, Calmann-Lévy, 1914, p. 36.

à la lisière du Balkan, puis le ravissement, la découverte de l'Orient « comme par une porte d'or », l'Orient sans sa profonde et grandiose mélancolie, l'Orient pittoresque, souriant, chatoyant, heureux de vivre, entre les baisers du soleil et les caresses de la brise marine. Mais les jeux infinis de la mer et de la lumière ne lui font pas oublier le Turc : il le voudrait voir par delà le Bosphore, et ce serait encore purification insuffisante. Voici l'inquiétude, l'exacte intuition politique et le pressentiment d'une menace : « Ce qui reste au-dessous de la race conquérante, toutes ces autonomies si diverses dont le Turc n'a jamais voulu que le tribut, et dont il a respecté constamment la religion et les mœurs, que valent-elles ? Corrompues par la servitude et corrompues par la corruption qu'elles n'ont cessé d'exercer sur leurs maîtres, vivaces pourtant et ingénieuses, mais grouillant sans but, sans idéal, tomberont-elles sous la main des Russes, si propres à remplacer les Turcs, dont ils reproduisent les traits les plus détestables : l'idolâtrie du souverain, le despotisme asiatique, la corruption des classes administratives et gouvernantes, la fureur du luxe, du jeu, la friponnerie gouvernementale et le gaspillage systématique ? *Chi lo sà ?* » Hâtivement, à son frère, dans l'excitation des souvenirs classiques, il découvrirait la question d'Orient, fruit de la servitude¹.

Ainsi, de tous les côtés, sauf dans quelques pays conformistes, la régénération se prépare, menaçante ou glorieuse : et la France s'avilit sous un Bonaparte. La haine de Ferry contre l'Empire, de plus en plus violente et personnelle, se renforce par l'étude. Fidèle à ses habitudes de jeunesse, en effet, notre journaliste travaille beaucoup, curieux des faits et fort maintenant d'un système, puisqu'il a découvert le positivisme. Cette étape essentielle de la vie intellectuelle du futur homme d'État, on voudrait l'expliquer sans obscurités. Mais Ferry ne s'est jamais bien livré là-dessus, sauf dans un article sur l'ouvrage posthume d'un ami très cher, les *Fragments économiques* de Marcel Roulleaux, dont il rendait compte dans la *Philosophie positive* en septembre-octobre 1867². Encore sont-ce là seulement les raisons de croire du jeune néophyte ; le milieu humain aurait manqué si, par fortune, Philémon Deroisin n'avait confié à Abel Ferry une liasse de lettres où revit pour nous le petit groupe de sectaires³.

C'est en 1857, sans doute, à la Conférence Molé, que Jules Ferry a rencontré Philémon Deroisin, esprit encyclopédique, mais mal organisé, la « bibliothèque renversée » comme l'appelaient ses amis, très supérieur, par sa culture et son expérience, aux jeunes docteurs en droit qui s'agitent dans le « petit parlement ». D'autant qu'il a connu Comte et possède, encore qu'il se

1. Lettre inédite à son frère Charles. La plupart des impressions de voyage que nous avons recueillies dans les pages précédentes viennent de cette correspondance fraternelle.

2. On le trouvera dans ses passages essentiels, reproduit dans la publication de P. Robiquet, *Discours et Opinions* de Jules Ferry. Paris, 1893-1898, 7 vol., t. I, p. 581-588 ; cette publication fut faite sur la demande expresse de Ferry, comme l'atteste une de ses lettres à son éditeur, conservée à la Fondation (liasse Robiquet).

3. Papiers de M^{me} Abel Ferry.

soit éloigné de la secte, le bénéfice d'une transmission orale de la doctrine. Tout de suite, il a, en Ferry, découvert une âme de choix et, comme ce bourgeois de vingt-cinq ans est bien installé, Deroisin, pour continuer sa conversion, lui propose de réunir, tous les vendredis, dans son appartement de la rue Mazarine, une conférence de jeunes républicains. Ferry y convie donc ses confrères du Palais, Floquet, Clamageran, Hérold, Philis, Hérisson, Dréo, Émile Lenoël ; plus lointain et plus âgé, Picard s'y risque quelques fois. Eugène Labiche est un fidèle et Deroisin amène avec lui un jeune économiste, d'une rare distinction d'esprit, Marcel Roulleaux. Singulière persévérance à s'instruire de cette génération qui connaît d'avance ses responsabilités : lorsque les frères Ferry quittèrent la rue Mazarine pour la rue Duphot, la conférence les suivit ¹. D'ailleurs, ces esprits, avides de discussion autant que de doctrine, ne donnent point dans un conformisme exclusif : ils sourient avec indulgence du rituel de la nouvelle église et s'invitent, sur un ton ironique, à la « grande agape positiviste ». Entre Clotilde de Vaux et M. Littré, ils ont choisi l'honnête érudit dépositaire de la première orthodoxie, celle de l'explication scientifique et rationnelle. Au milieu d'eux, Ferry fait montre d'un zèle appliqué, attentif à s'informer, pendant ses vacances vosgiennes, de la chronique de l'École, indulgent même pour les fidèles de la religion de l'humanité, chaque jour plus intimement lié avec Philémon Deroisin et surtout avec Marcel Roulleaux. L'âge, un goût commun de la pensée, une évolution analogue des *Harmonies économiques* à la philosophie positive rapprochent ces deux jeunes hommes, dont l'un, Ferry, ne cache point son affectueuse admiration pour l'esprit pénétrant et l'érudition large et équilibrée de l'autre. Amitié de quelques années à peine, puisqu'en 1861 Marcel Roulleaux mourait de phthisie au terme d'un voyage en Algérie. C'était la fin de la conférence, mais Ferry est maintenant bien installé dans la société positiviste : il se rapproche de plus en plus de Littré, avec qui, peut-être par l'intermédiaire de M^{me} de Charnacé (encore le souvenir de Blandine), il entretiendra à partir de 1867 des relations assez étroites. On le voit collaborer souvent à la *Revue de philosophie positive*, dont le rôle idéologique à la fin de l'Empire n'est point sans importance. Consécration d'une profession spirituelle qui ne pouvait pas, chez un homme comme Ferry, être snobisme ou facilité verbale.

Au contraire, Ferry a rappelé lui-même « l'effet immense produit par la lecture du *Discours sur l'ensemble du positivisme* ² ». Presque inaperçue, en effet, dans la tourmente de 1848, la doctrine d'A. Comte ne s'était point compromise au milieu de la faillite générale des systèmes socialistes ; « dans le grand silence qui suivit » — la pointe est de Ferry — elle arrivait à la génération de 1860 avec toute la force de sa nouveauté sereine. Privilège

1. Ch. Ferry, *Mémoires* inédits, p. 158-159. (La pagination est celle du manuscrit conservé dans les papiers de Charles Ferry.)

2. Robiquet, t. I, p. 586.

singulier du destin que l'histoire des doctrines n'a pas encore voulu retenir : « Au lendemain des grandes déroutes de la liberté politique et dans les heures de doute et de ténèbres qui les suivent » — c'est un témoin qui parle¹ — « contre le pessimisme menaçant d'une génération qui n'avait pas agi, le positivisme apportait l'espérance, la théorie du progrès et l'assurance rationnelle du bonheur du genre humain par la science. » De la nouvelle révélation, Renan avait été le poète, mais Comte le philosophe : il établissait des lois, donnait — ce qui conquiert la jeunesse — une explication d'ensemble de l'univers, de l'homme et de la réalité sociale, une manière de penser, assurance de l'esprit contre la dictature. Mais son vrai bienfait est ailleurs : l'Empire et la politique personnelle impliquaient le mystère et les secrets d'État, et toute la tradition bourgeoise prétendait au contrôle et à l'examen. Quel opportun dérivatif pour de jeunes esprits pétris de l'ambition de leur classe et quelle vengeance aussi que de proclamer après Comte l'existence d'une réalité sociale, la possibilité de l'étudier scientifiquement et de découvrir au delà des contingences politiques, les règles profondes qui l'organisent, assez souples cependant, assez humaines pour laisser place, à côté de leur science, à un art social. Retour nécessaire au réel qui bouscule l'abstraction rationnelle des économistes comme la mystique apocalyptique des systèmes socialistes. Le positivisme ramène enfin du ciel sur la terre la pensée politique française, nourrie jusqu'alors de constructions soi-disant cartésiennes et de sensibleries presque romantiques. Aussi les jeunes de s'enthousiasmer pour cette préparation scientifique à une action future, à qui l'étude donne déjà un caractère d'inévitable réalité, et Ferry des premiers, comme le veulent son optimisme et sa robuste ardeur au travail. La philosophie nouvelle vient affermir en lui une méthode et préciser ses curiosités.

Observation et description minutieuse de la réalité environnante, recours nécessaire à l'histoire pour l'explication du présent, effort synthétique où convergent les règles de l'objectivité scientifique et les besoins de l'action, avec la préoccupation dominante du triomphe de ces forces morales que l'ordre positif se propose de consacrer, ces enseignements issus du *Cours de philosophie positive*, qu'il résume la plume à la main, sans en retenir le vocabulaire et la dialectique historique, le langage étroit de l'école, affermissent Ferry dans ses vertus premières, le goût moral d'une recherche très développée, presque exhaustive. Mais ceux qui l'ont baptisé dans cette orthodoxie positiviste l'ont en même temps marqué de leur esprit : Philémon Deroisin et surtout Marcel Roulleaux sont férus d'économie politique et de construction sociale². La condamnation du maître contre l'économie poli-

1. Robiquet, t. I, p. 586.

2. « En possession d'une direction philosophique, Roulleaux porta de préférence ses études sur les conditions permanentes de la société industrielle et sur la situation des classes ouvrières » (*Fragments économiques de M. Roulleaux*, Introduction de Deroisin, p. 23). C'est la définition même des études présentes de Ferry. L'influence de Deroisin est aussi incontestable, témoin cette lettre du 19 mars 1859 (papiers de M^{me} A. Ferry), où Ferry, parti chez les

tique en tant que science indépendante fondée sur des conceptions métaphysiques, comme celle de la valeur, ou créatrice d'anarchie avec son absolu laisser-faire, ne les arrête pas. Ils savent faire vivre la doctrine, parce qu'ils ont bien lu Adam Smith et les physiocrates, M. Dunoyer et surtout Stuart Mill : avec eux, contre « les vulgarisateurs de troisième ou de quatrième main, qui ressassent, dans l'ombre du grand Adam Smith, des abstractions usées et de vaines formules » et qui savourent leur triomphe après le traité de 1860, ils ont appris qu'une économie politique bien entendue « revendique, au lieu de l'abjurer, sa dépendance de la science sociale ». Indépendante, puisque son objet, l'étude de l'intérêt, est nettement différencié, elle sait qu'elle n'a chance d'atteindre une explication satisfaisante que par un recours constant à la science des faits sociaux, présents et surtout passés. Aussi Deroisin et Roulleaux, entraînant leur disciple, vont-ils résolument aux sources, l'étude de la révolution industrielle anglaise, de l'équipement de la manufacture française, de ses débouchés, des lois ouvrières. A leur contact, et peut-être parce qu'il savait regarder et travailler, Ferry comprit tout de suite, dès 1857, l'importance de ces problèmes. Premier aspect de son positivisme social et économique, qu'on peut à loisir préciser dans ses papiers accumulés pendant plusieurs années, avec une volonté tenace de documentation aussi pénétrante qu'étendue et l'ambition seconde d'être un jour bâtitteur.

Au reste, non sans autre pensée coupable. Il rêve d'être imprimé, et seulement à la *Revue des Deux Mondes*. Un hivernage à Saint-Dié, en 1859, lui servit à enfanter dans la peine un savant article sur la concentration industrielle. Après l'avoir soumis au bon sens du cousin Édouard, il revenait vers Paris à demi persuadé du succès, armé « d'artifices diplomatiques infailibles » pour toucher M. de Mars, secrétaire de la rédaction. Comme le voilà bien provincial, malgré plusieurs années de capitale, apportant du fond de ses vacances le précieux manuscrit, et tout de suite à la grande porte bourgeoise, chez le vieux Buloz¹. Premier grand espoir, grande déception aussi. Elle ne paraît nulle part, mais, en janvier 1863, l'article, grossi d'un deuxième sur les origines du système industriel en France, n'était pas encore

Millon, à Chauny, dans l'Aisne, lui demande aide : « Première épreuve de votre obligeance : Fonds des Cinq-Cents de Colbert, n. 203, page 290 (je crois). Pièce imprimée portant ce titre : Edit pour la Compagnie Royale des Voyages du long cours.

« Je croyais avoir cette pièce en analyse et je n'en avais que le titre. Voudriez-vous vérifier 1^o sa date, 2^o si l'auteur du projet n'est pas Du Noyer, 3^o si la lettre qui le suit n'est pas signée Du Noyer, 4^o enfin la lire et m'envoyer une très brève analyse constatant seulement si l'entreprise portait *uniquement* sur les Voyages de long cours et si elle constituait un monopole — voilà tout.

« Voudriez vous ensuite, cher père spirituel, vous transporter au tome X de la dernière édition d'H. Martin, p. 467, et me dire s'il donne quelques détails qui ne figurent pas dans les précédentes éditions sur la Compagnie Coloniale formée par Henri IV en 1603. » Témoignage d'un accord dans les préoccupations et dans la méthode...

1. Littré, nous apprend une de ses lettres, avait parlé de l'article à Buloz. Ferry avait donc déjà, en 1863, la garantie de l'École.

publié, puisque Buloz, par lettre autographe, s'excuse de cette longue attente, met en cause M. de Mars, trop aimable homme qui préfère laisser l'espérance plutôt que de décevoir. Voici la décision du gérant responsable : talent et pensée neuve, donc une place possible à la *Revue*. Mais pour entrer au sanctuaire, comprimer ces développements extrêmes, resserrer ces deux copieux chapitres en un seul article. Les aphorismes fourmillent sous la plume de ce bourgeois sentencieux : « On ne fait plus court maintenant ; c'est une des faiblesses des lettres présentes », et, en post-scriptum, cette dernière condamnation, très Louis-Philippe : « Que ne dit-on pas en deux feuilles, ou trente-deux pages, de la *Revue*? Le sujet le plus vaste peut être envisagé sous toutes ses faces par un écrivain habile dans cet espace de deux feuilles. » Entre les lignes, l'aveu « qu'avec le régime il y a plus d'un danger à éviter ». Et l'article ne parut point¹. Dans les archives du jeune journaliste, il reste cependant comme témoignage d'un vœu² : « Je le rapporte », écrivait-il du premier article à son frère, « avec le serment de ne plus laisser traîner aucune œuvre intellectuelle assez mûre pour qu'on l'écrive et d'être désormais l'homme qui ne perd plus de temps, après avoir été l'homme qui gaspille sa vie... » A vingt-sept ans, le remords était bien précoce.

Il fut fécond. Alors qu'il pouvait se donner la peine de vivre ou de se distinguer dans une agitation forcenée, Jules Ferry, pendant plusieurs années³, accumule recherches et notes (trois de nos dossiers maintenant)⁴ pour comprendre la révolution qui s'opère autour de lui, l'organisation du système industriel après le développement du machinisme et la concentration. Encore eût-il pu se contenter du fait présent, décrire le triomphe de la grande industrie, découvrir les intentions cachées de la politique impériale. Non, ce positiviste a la hantise des origines et d'une tradition. Aussi va-t-il, autant pour l'ingrat Buloz que pour lui-même, entreprendre un immense dépouillement de tous les documents concernant l'histoire économique et sociale de la France. Les classiques d'abord, Jean Bodin, Malestroit, Laffemas, aux origines de la crise capitaliste ; Savary, Boisguilbert, et Vauban ou la faillite du colbertisme, Boisguilbert, Dupont de Nemours et tous les techniciens du XVIII^e siècle, philosophes ou physiocrates⁵. Mais très vite, derrière le principe, il cherche le vif de l'histoire : ordonnances commerciales ou sur la banque,

1. La lettre a été publiée en appendice des *Discours et Opinions...*, t. VII, p. 449-450.

2. Ch. Ferry, *Mémoires inédits*. Le bon frère, dont l'affection toujours s'inquiète, commente : « M. Buloz manque une belle occasion de s'attacher un auteur de talent ! Et mon frère en eût une atroce déception, dont il ne se plaignit du reste pas, stoïque et discret comme il l'était. »

3. Presque dix ans : les premières notes sont de 1857 ; les dernières datent de sa collaboration au *Temps*.

4. Travaux personnels, A, c, d, d'. — Nous donnons les cotes des dossiers de la Fondation J. Ferry.

5. Ainsi, à la Mazarine, il dépouille le catalogue pour relever tous les traités politiques ou d'économie, depuis la *Bibliographie politique du sieur Naudé* jusqu'à la *Vie de Philippe d'Orléans Régent*, 2 vol. in-12.

création de manufactures, organisation des corporations, réglementation de la circulation des marchandises, politique des travaux publics, tout cela est étudié aux sources mêmes, l'édit royal ou l'arrêt administratif, comme pour comprendre la politique de la Révolution à l'égard des marchands d'argent, il dépouillera, la plume à la main, le recueil des décrets et des lois. Une étude, même de M. Thiers sur le système de Law — une de ses complaisances — ne le satisfait pas : il lira le contemporain du Hautchamp¹. Débauche érudite, dira-t-on, bien mieux, pensons-nous, remarquable probité chez ce journaliste de l'ancien temps et surtout conscience de l'enchevêtrement des phénomènes et de la complexité d'une époque. Aucun détail ne lui échappe qui lui révélera, derrière une mesure financière ou commerciale, la réalité sociale : les témoignages des ambassadeurs vénitiens sur le luxe de la cour des Valois, les ordonnances sur la vénalité des charges et les anoblissements pour suivre la montée bourgeoise, le théâtre de la Régence et la portée démoralisante de l'expérience de l'aventurier écossais, le mot de Fleury sur les fermiers, piliers de l'État². Ce néophyte de l'histoire ne cherche-t-il pas avec une étonnante ténacité l'explication intégrale, comme l'exige le *Cours de philosophie positive*, dont il résume en même temps toutes les déductions de statique et de dynamique sociales³?

Aussi, pour ce disciple intelligent, qui s'est donné la peine de lire, tout le passé s'éclaire-t-il. Il retrouve dans les faits l'intuition du maître, une continuité où s'affirme, dans notre Ancien Régime, depuis les premiers efforts de la commune médiévale, un ordre industriel contre l'élément féodal. Dédaigneux des doctrinaires libéraux et soutenu par Stuart Mill, Ferry n'hésite pas à célébrer l'œuvre de la monarchie. « A un certain moment et avec certaines nations », reprend-il d'après l'économiste anglais, « il n'est guère de chose importante pour le bien public qu'il ne soit désirable, sinon nécessaire, de voir entreprendre par le gouvernement, non que les particuliers ne le

1. *L'Histoire du Système de Duhautchamp* (6 vol. in-12. La Haye, 1739) et son *Histoire générale du Visa* (2 vol. in-12. La Haye, 1743) contiennent tous les arrêts relatifs au Système et au Visa. Ferry a marqué dans ses notes cet avantage pour le chercheur honnête : il a dépouillé par le menu tous les documents.

Une grosse partie de ses notes économiques est consacrée à Law ; on pourra juger efficacement de son travail dans le dossier Travaux personnels, A, d. Une des premières chemises contient la bibliographie de ses recherches et ses notes d'études. Séances à l'Arsenal, dépouillement du catalogue La Vallière, caricatures hollandaises feuilletées à la Bibliothèque nationale ou recherches dans le *Mercure historique et politique*, rien n'y manque. A quoi s'ajoutent de très minutieuses études sur les efforts d'organisation du crédit avant Law, les banques et les théoriciens italiens du prêt à l'intérêt et des monts-de-piété.

2. Ou même les *Caquets de l'accouchée* et les *Satires du sieur Auvray* (Travaux personnels, A, d, I, 3°).

3. Ainsi ce pénétrant commentaire d'une constatation de Law qui remarque que les Français sont plus portés à faire crédit que les Anglais, Hollandais ou Italiens : « Ce qui tient évidemment au mode monarchique, tutélaire, à une plus grande confiance dans le pouvoir central et à une plus grande quantité de capitaux inactifs. Montrer bien nettement que cette disposition historique faisait le milieu pour les expériences systématiques de Law. »

puissent, mais parce qu'ils ne veulent pas le faire. » Et Ferry d'appliquer : « La suite des faits fera voir, je pense, à quel point la persévérance des habitudes militaires, les mœurs féodales, la vanité endémique, la faiblesse de l'esprit d'entreprise et la nullité de l'esprit d'association rendirent pendant des siècles l'intervention du gouvernement légitime, bienfaisante, indispensable¹. » C'est la monarchie, et elle seule, qui a réalisé une première concentration industrielle : elle en a défini les principes avec Colbert, mais, ignorante, comme son temps, de la valeur du crédit, elle n'a pu qu'en soupçonner un moment la puissance, lorsque Law, maître thaumaturge, Cagliostro de la rue Quincampoix, pour qui Ferry a la même admiration étonnée que Voltaire, tentera sa prodigieuse aventure. En face des classes capitalistes inconscientes de la valeur dynamique de leur richesse, simplement préoccupées d'adopter les tares de l'aristocratie, le pouvoir souverain, par son intervention incessante, une politique de réglementation et de centralisation, a façonné toute la vie économique. Ferry historien est à ce point honnête qu'il ne peut plus être partisan. Ne va-t-il pas jusqu'à reprocher à la Révolution d'avoir manqué d'esprit scientifique et d'avoir préféré à la « doctrine », entendons la connaissance objective des faits, le dogme politique et le sentiment. Condamnant, par aversion pour les forces collectives, toutes les expériences passées, superstitieuse de l'individu contre le capitalisme et la centralisation administrative, elle a inutilement privé tout le début de son siècle de très utiles traditions. La monarchie n'avait-elle, d'ailleurs, pas donné l'exemple d'un gouvernement selon l'opinion ? Louis IX, les Valois et Henri IV ont été rois constitutionnels de l'industrie et du commerce ; à cette époque heureuse, les requêtes du Tiers sur le fait de la marchandise devenaient règlements commerciaux. Triomphe d'un sain réalisme contre un enthousiasme autoritaire pour des abstractions. Notre avocat, avec une sérénité de cabinet, ose même secouer le dogme entretenu par la postérité de J. B. Say, de la petite propriété et du partage égal. « Le temps est venu pourtant », constate-t-il, « de réagir contre un fétichisme banal ; l'esprit moderne peut, sans s'amoindrir, devenir scientifique après avoir été révolutionnaire. » L'ère de l'observation positive est venue : avec une élévation courageuse contre la valeur absolue des immortels principes, il affirme la leçon de « trois quarts de siècle d'expérience² ».

La voici, nouvelle preuve de l'insuffisance de l'esprit de 89, pour qui il importait seulement de faire table rase. Une grande industrie est née, imposée par la machine. Il a fallu, pour la faire vivre, de grands capitaux. Mais comment les réunir en France, où, dans l'ivresse d'un triomphe politique, la fortune se morcelle ? La société en commandite et la société anonyme³ donneront un moment à l'esprit révolutionnaire l'illusion d'avoir pu concilier la petite propriété et la grande industrie, bien plus, d'avoir assuré le contrôle

1. Robiquet, t. VII, p. 457.

2. Robiquet, t. VII, p. 516-517.

3. Étudiées avec un soin extrême par Ferry dans tout leur mécanisme.

du magnat industriel par l'épargnant anonyme. En fait, la masse de ces participants inexpérimentés devait bientôt trouver des maîtres, grands banquiers ou administrateurs de société, proches parents des traitants de l'Ancien Régime. Avaient-ils besoin, d'autre part, d'une garantie pour engager sûrement leur épargne? Le gouvernement est là qui doit la fournir. Ainsi, oligarchie financière et contrôle administratif réapparaissent à nouveau : ce siècle émancipé n'a pas trouvé mieux que l'Ancien Régime. Ferry, au terme de ses laborieuses recherches, ne découvrirait-il qu'un recommencement? La doctrine qui veille, et cette réflexion isolée, sur l'un de ses feuillets, prouve bien qu'il a constaté le mieux être moral : « Pourquoi des machines? Relire les paysans de La Bruyère. » Le progrès industriel a relevé la condition humaine.

Il n'en reste pas moins qu'au nom de l'histoire une fatalité semble obliger à consacrer le présent, à justifier l'Empire industriel. Les efforts de Ferry n'auraient-ils donc abouti qu'à glorifier ce qu'il condamne? Un de ses plus purs objets de haine est bien cette politique impériale de prospérité qui endort l'esprit public, et l'institution où culmine la tendance dictatoriale de l'« Enrichissez-vous », le Crédit mobilier. Né avec le régime, en 1852, cet établissement en est l'indispensable complément, source unique de crédit, financement de toutes les entreprises et donc mainmise de l'État sur toute l'activité industrielle. Très tôt, Ferry comprit la formidable menace de cette invention saint-simonienne : dès 1857, il s'attache à ses progrès quotidiens. Son dossier est bourré de renseignements pris partout, dans la *Revue des Deux Mondes*, dans le *Journal des chemins de fer*, où, pour une période de dix années, il suit l'action de l'institution nouvelle sur le cours de la rente, dans le *Journal des économistes* ou bien dans les budgets et rapports officiels. Il étudie la concentration croissante : mainmise sur les chemins de fer, les compagnies de navigation, les compagnies minières, le gaz, les omnibus. Rien n'échappe à cette force redoutable qui étend même son action sur l'étranger, dans les compagnies de chemins de fer autrichiennes ou espagnoles.

Effrayé de cette monstrueuse concentration qui symbolise le triomphe d'un régime détesté, Ferry guette toujours ses faiblesses. Le moment semble venu de l'attaquer ouvertement en avril 1865 : nouvelle lettre à Buloz, où il découvre ses intentions. Elle vaut qu'on la retienne comme témoignage de son état d'esprit, où l'ardeur polémique semble parfois l'emporter sur une ambition bien conduite :

Paris, 24 avril 1865.

Monsieur,

Vous n'avez peut-être pas oublié la conversation que nous eûmes ensemble, il y a plus d'un an, à l'occasion d'un article que j'avais soumis à la *Revue* et plus d'une fois refait à son intention : il s'agissait de notre système de crédit, de l'organisation des forces industrielles dans ce pays de France, et en particulier de cette colossale et dangereuse institution du Crédit mobilier.

Vous fûtes très bienveillant, très encourageant ; vous désiriez seulement que ce travail prit un caractère de spécialité qui n'entraîna pas tout à fait dans mon dessein. Depuis, les événements ont marché vite et, je crois, donné raison aux vues que je vous soumettais. Des procès scandaleux ont déchiré bien des voiles, et voici qu'un bruit, que j'ai lieu de croire fondé, se répand, se répète, est recueilli par les chroniqueurs habituels des choses financières : le Crédit mobilier entre en liquidation. Vrai ou faux, peu importe. Si cela n'est pas, cela doit être, cela sera. Ce Crédit mobilier n'avait qu'une raison d'être : le *Monopole*. La liberté de l'Anonymat, qui va être proclamée, le détruit dans son essence.

Il semble que le moment est bien choisi pour établir (à propos de ce bruit vrai ou faux) que cette institution financière, qui est, dans l'ordre économique, l'équivalence du despotisme politique, reposait sur une concentration monstrueuse des capitaux de spéculation ; qu'elle ne pouvait voir le jour qu'en des temps de despotisme, que ses antécédents historiques, qui sont irrécusables (système de Law), son but avoué et l'histoire même de son développement depuis onze années font voir tout ce qu'elle renfermait de factice et de dangereux ; que la somme du mal qu'elle a produit l'emporte certainement sur le bien qu'elle a fait ; que, comme tradition et comme école, elle ne saurait être trop sévèrement condamnée et qu'elle doit disparaître du jour où l'ordre industriel, poussé dans les voies hâtives et bruyantes par un gouvernement impatient de faire oublier le vice de son origine, rentrera, par la force même des choses, dans les conditions normales du vrai progrès économique, la Liberté et la Concurrence.

C'est, en somme, l'occasion d'un jugement d'ensemble dont nous avons aujourd'hui à peu près tous les éléments. Trente-deux pages de la *Revue* y suffiraient. Si vous croyez, Monsieur, le moment opportun pour porter un coup dont vous me faisiez l'année dernière l'honneur de me croire capable, je grouperai de nouveau, dans l'esprit et dans le plan que je viens d'esquisser, des idées anciennes déjà et que plusieurs années d'observation ont profondément assises.

J'arriverais certainement à temps pour le numéro de juin. Veuillez agréer, Monsieur, la nouvelle assurance de mes sentiments les plus distingués.

J. FERRY, avocat, 18, rue Duphot.

Buloz, cette fois encore, n'entr'ouvrit pas la lourde porte, peu soucieux d'un jugement d'ensemble qui eût ressemblé à un procès. Tant pis, car Ferry avait très perspicacement découvert le danger qu'était pour l'homme cette organisation industrielle. Au degré de concentration où elle atteint, elle ne supporte pas le petit capitaliste. Celui-ci devient salarié ou bien actionnaire. Et les facultés industrielles périssent avec lui : esprit d'entreprise, goût de la production et de l'œuvre bien faite, comme cette garantie d'intérêt qu'est le contrôle. « Le commanditaire de l'industrie associée », écrit-il quelque part, « c'est-à-dire l'actionnaire, ne peut rien surveiller du tout, surtout si la concentration rêvée produit son effet, si les obligations réussissent. » Indifférence à l'égard de son bien propre, qui doit rejaillir sur l'idée qu'on se fait de la chose publique. La société politique devient une immense société par actions. Qu'on y ajoute la création nécessaire d'une aristocratie de traitants, la pire de toutes, voilà le procès bien dressé : le Crédit mobilier maintient le parasite, prépare le despotisme, dépouille de toute force réelle la vie indus-

truelle moderne, substituant la spéculation à la préoccupation productive et au travail. Dictateurs et nouveaux oligarques se rencontrent pour mépriser l'homme, ce héros des vraies vertus républicaines.

Notre doctrinaire lorrain en porte avec lui le désir nostalgique. Elles sont la tradition de 89, vivantes dans ces familles bourgeoises dont toute la vie morale rayonne de la foi nouvelle. Liberté, dignité de l'homme et, comme l'écrivit Ferry avec une certaine méfiance du vocabulaire de 1848, bienveillance universelle, ces besoins d'une spiritualité libérale, acquis avec la vie dans la maison de l'avocat de Saint-Dié, adversaire du ministère Guizot, il lui faut les satisfaire pour ne pas se renoncer lui-même. Mais quel conflit, dès lors. L'histoire et la science semblent faire peser sur l'humanité un inéluctable destin. « L'homme ne crée pas dans l'ordre économique plus qu'ailleurs les lois fatales qui le régissent : il met sa gloire à les découvrir, sa sagesse à les suivre ; condamné à produire, il ne choisit, à sa guise, ni le but ni la méthode. » Ces phrases d'une hautaine tristesse de l'article sur la Concentration industrielle, elles découvrent le drame d'une génération qui vient d'apprendre qu'on ne discute pas une loi naturelle, qu'on ne s'empare pas contre le cours nécessaire des choses. Le déterminisme et le dogme de la loi scientifique contre les droits de l'homme, laquelle des deux découvertes du siècle détruira l'autre ? L'histoire de cet antagonisme longtemps inconscient n'est pas encore écrite : le cas Ferry permet de l'éclairer un peu. Plus exigeant que d'autres, il a voulu comprendre. D'où son effort érudit et sa conséquence, le retour d'une loi historique et la menace d'un anéantissement de l'individu par le développement nécessaire de l'ordre industriel. Là contre il fallait ou se soumettre et risquer, par conséquent, de détruire les vraies sources de la vie morale, nier le principe démocratique, parce que sur le plan économique tout est hiérarchie, ou bien renoncer au monde. Mais l'énergie bourgeoise veille pour dépasser ce conflit qu'elle avait préparé : nécessité physique, soit, puisqu'on ne peut l'éviter ; l'asservissement, non. Il restait, pour lever le dilemme, à concevoir une nécessité à la mesure de l'homme, connue par lui, partant limitée et contrôlée. La liberté n'est point un immoral laisser-faire, une fantaisie désordonnée et impuissante, mais une volonté forte de participer en le discutant au monde tel qu'il s'impose à l'homme. Sur le plan social, justement, le positivisme a une solution toute prête qui doit sauver le primat spirituel en remettant en valeur la notion morale d'opinion, cet esprit moyen anonyme, lent à se mouvoir, mais déterminé profondément par des forces intellectuelles et morales, cet élément essentiel de l'existence sociale, comme l'entrevoit le Discours sur l'ensemble du positivisme, destiné, dans un monde où chacun sera de plus en plus poussé à vivre au grand jour, « à distribuer blâmes et approbations et à assurer, pour l'homme de bien, cette immortalité, cette existence éternelle dans la mémoire des autres que promet la religion de l'humanité ». Auguste Comte montre à merveille, explique Ferry, qu'il y a pour la société d'autres moyens d'intervenir, que cette société renferme en son sein un pouvoir concentré dans les sociétés théocra-

tiques et confié à une caste ou à un corps, pouvoir répandu, dispersé, pour ainsi dire, dans la société tout entière et qu'on appelle l'opinion dans les pays libres¹. Théorie positive de la liberté, qui doit triompher dans la société nouvelle, unie dans une volonté pacifique, un effort commun de création et de production : la grande industrie, spirituellement disciplinée, assurera le mieux être matériel de l'homme. Son organisation ne saurait être démocratique ; la production implique une hiérarchie, menace aristocratique, Ferry le sait bien, mais cet ordre économique ne porte pas sa fin en soi. Il tend à l'harmonie sociale, au contentement de tous les hommes et à leur libération pour la vraie vie, qui est de l'esprit...

Ici, Ferry atteignait, pour la dernière fois sans doute, le problème social dans toute son ampleur. Il ne s'y arrête pas, car il ne peut être utopiste. Il comprend dès l'abord, en effet, que l'ordre nouveau a des conditions politiques préalables. Et l'Angleterre va l'aider à les découvrir. Les yeux tournés vers elle, ce fils, quoiqu'il en ait, de la tradition révolutionnaire, y cherche son monde nouveau². Lecteur assidu de l'*Edinburgh* et de la *Westminster Review*, il veut comprendre comment l'Angleterre a fait sa révolution pacifique et passé du champ à l'usine dans une évolution d'apparence libre. L'ancienne économie, le développement du commerce avec la décadence flamande, le triomphe progressif de la machine, la manufacture, l'organisation ouvrière, les trade-unions et les grèves, le financement collectif des entreprises, le développement de la commandite dans les *joint-stocks companies*, autant de problèmes qu'il étudie dans quelques ouvrages bien choisis, de première main. Et qu'en tire-t-il ? La découverte d'une autre évolution industrielle où l'on n'aperçoit ni la constitution d'une oligarchie féodale ni la menace d'une dictature, le rôle éminent joué dans la tradition anglaise par une haute bourgeoisie manufacturière où, de père en fils, se passent les techniques, l'esprit d'entreprise, les relations d'affaires. En garde par leur tempérament contre tout esprit de caste, pénétrés de leurs devoirs, ils peuvent échafauder de longs projets, loin de la mobilité désastreuse du Français, qui n'aspire, après une génération de travail, qu'aux loisirs du rentier ou à l'aurore du fonctionnaire. Cette dynastie manufacturière est déjà une dynastie civique, habituée au service social. Haut type d'homme que seule explique une tradition de liberté politique. L'ouvrier anglais le comprend, d'ailleurs, puisqu'il ne prétend pas à la possession du capital. Il lui suffit d'avoir à sa disposition « la presse la plus libre du monde pour apprendre ses droits, le meeting pour les proclamer, la coalition pour les soutenir³ ».

1. Robiquet, t. I, p. 588.

2. Son orientation anglaise tient certainement à l'influence de Marcel Rouleaux, qui, en 1859, avait pris contact, grâce à Michel Chevalier, avec le milieu industriel anglais, à Bradford en particulier. C'est probablement Rouleaux qui le mit en relations avec Cobden. Et Ferry à son tour conduisit Ollivier chez l'apôtre du libre-échange (E. Ollivier, *L'Empire libéral*, t. V, p. 47, à l'année 1860).

3. Robiquet, t. VII, p. 535.

Voilà bien la doctrine sociale de notre politique, enthousiaste du fair-play britannique. Ce sont les articles de la liberté bourgeoise à la portée des masses. Notion d'organisation rationnelle ou équitable des rapports entre le capital et le travail, transformation organique de la société, il n'en est pas pour lui question. Stuart Mill est son bréviaire d'économie politique et Comte lui apprend que les forces spirituelles doivent, en définitive, l'emporter dans l'évolution sociale. Un régime de libre discussion crée donc à lui seul un ordre nouveau. Politique d'abord, si l'on veut, mais pour réaliser les conditions de la liberté. Il est une autre politique qui abêtit par la dictature ou enlise dans une apparence de prospérité matérielle. On doit l'exorciser pour que règnent les forces morales, l'esprit public, la vraie discipline. Voilà la grande espérance, toute politique, née de la tradition cartésienne et de l'optimisme moral du XVIII^e siècle, la simple mystique de nos opposants.

Ainsi, son positivisme rajeuni, après lui avoir donné une méthode et découvert les complexités du monde contemporain, confirme-t-il seulement en lui l'idéologie traditionnelle et justifie-t-il son action de journaliste et de républicain. De la doctrine politique de Comte, de son procès en forme contre les dogmes principaux de ce qu'il appelle l'école révolutionnaire, complet libéralisme politique, doctrine de légalité, souveraineté du peuple, il n'en est pas question. Ici, Ferry est avec Stuart Mill contre le maître¹, pour une tradition toute récente, nourrie d'habitudes métaphysiques et de notions abstraites comme celle de la liberté, la plus importante d'entre elles. La description sociale si perspicace du fondateur de l'école s'avère donc impuissante en face d'une idéologie plus facile, consacrée par la Révolution et devenue la règle de la défense bourgeoise. Elle vivait trop intime au cœur de Ferry, comme des hommes de son temps, pour qu'ils puissent, dans les livres de Comte, prendre autre chose que ce qui justifiait leur lutte contre l'Empire. C'est elle qui règle tout et donne à la pensée des opposants, par réaction contre le représentant absolu de la puissance sociale, une ardeur individuelle, presque anarchique. Exaspération passagère chez Ferry, qui saura, la tourmente passée et le vieil enseignement positiviste aidant, abandonner un individualisme, dont la valeur fut surtout de controverse, pour chercher, dans un sage équilibre entre la discipline sociale et le laisser-faire, le gouvernement de l'avenir.

Maintenant, comme une règle de vie et le remède universel, c'est un libéralisme outrancier qui l'emporte. Qu'on suive, par exemple, Ferry argumentant autour des coalitions, probablement à l'occasion des débats de 1864². Tout de suite, il écarte la fatalité des économistes, la terrible loi d'airain des salaires. A l'encontre de tous les déterminismes, il y a les grèves,

1. Cf. Stuart Mill, *A. Comte et le positivisme*, traduit de l'anglais par le D^r G. Clemenceau. Paris, Germer-Baillière, 1868, p. 82 et suiv.

2. Dossier Justice, b. — Certaines des notes paraissent même avoir été prises pendant les débats au Corps législatif.

affirmant le droit de l'ouvrier à secouer l'opinion. Et ce n'est pas une révolte, mais une exigence de l'homme, l'indispensable condition de la paix sociale : « La libre discussion permanente », enseigne-t-il aux patrons timorés, « n'implique pas la grève, au contraire : elle est un moyen d'entente. » Bien plus, le système est singulièrement cohérent ; elle est formatrice : elle fait l'éducation économique de l'ouvrier, elle lui donne des habitudes de vie publique, elle le rend digne du suffrage universel. L'esprit démocratique devient social par nécessité d'existence. « Il y a des grèves désirées, voulues », constate avec pénétration Ferry. « Il y a des hommes qui voudraient en faire et qui se croient opprimés parce qu'on les empêche correctionnellement d'en faire. » Ne voyons là aucune astuce politique, ni un machiavélisme que Ferry ne soupçonne pas : sa pensée est celle de la bourgeoisie de son temps, qui croit à la force explosive de la justice. Le déni de droit fait à lui seul les révolutions... Au reste, si les masses, 1848 l'a montré, ne sont pas capables d'une trop grande liberté, qu'on les forme. Dernier article du programme, et d'avenir, Ferry recopie dans ses notes ce passage du *Temps* (18 février 1846) : « L'instruction développe et fortifie le sentiment de la dignité de l'homme, c'est-à-dire la conscience de ses droits et de ses devoirs. Celui qui est éclairé fait appel à la raison et non à la force pour réaliser ses désirs. » L'ordre politique éclate d'équilibre spirituel. Littré, dès 1849, avait enseigné que « la réformation, si elle ne veut être ni anarchique ni illusoire, doit commencer par être intellectuelle et morale¹ ».

Dès lors, sur le plan économique, les conclusions de Ferry sont nettes : « Que l'idéal économique, c'est l'individu non gouverné... » Le jeu de ce libre arbitre n'implique pas l'anarchie : la « coalition » naît bien d'un concours de volontés unanimes. Mais toute entreprise gouvernementale est un mal. Quelquefois, peut-être, la pensée de Ferry soupçonne-t-elle la méchanceté de l'homme et la nécessité d'une contrainte. Son authentique bonté entrevoit la misère, ses injustes souffrances ; elle découvre l'hypocrisie des maîtres. Qu'importe, cependant, devant la promesse optimiste. L'apocalyptique vision d'une république rationnelle ne quitte pas ces libéraux bien intentionnés. En aucun cas, d'ailleurs, elle ne légitime une révolution. A toute forme de destruction même juste, Ferry préfère l'évolution pacifique, constamment créatrice de richesses. C'est la pensée même de Comte, avec toute la tradition socialiste française. La volonté de détruire est d'une autre origine.

* * *

Le libéralisme totalitaire de Ferry a eu la perspicacité de ne point s'arrêter aux grands principes. Son expérience d'opposant lui a appris, à lui et à quelques autres, que l'établissement d'un régime libéral est une chose vaine si on ne peut lui donner l'instrument de son règne, une administration démo-

1. *Conservation, révolution et positivisme*, 1852, p. 98.

cratique. Tant que les cadres napoléoniens pèseront sur la France, le climat de liberté ne parviendra pas à s'établir. Paradoxe des institutions de la France contemporaine que relevait vigoureusement Prévost-Paradol dans la *France nouvelle* : « Une nation investie, dans ses assemblées parlementaires, de toutes les prérogatives nécessaires à l'exercice régulier de sa souveraineté et dénuée, dans sa vie de tous les jours, des droits les plus indispensables et des libertés les plus modestes ; des citoyens vraiment libres de choisir leurs mandataires et de leur conférer dans toute sa plénitude le droit de conduire les affaires nationales, tandis que leurs affaires communales et départementales dépendent absolument de l'autorité administrative et qu'ils ne sauraient eux-mêmes faire un pas ni ouvrir leur bouche sans l'autorisation préalable de fonctionnaires tirés de leur sein, tel est le spectacle contradictoire et extraordinaire que notre pays a offert au reste du monde, jusqu'à ce que, par un mouvement aussi violent et aussi inévitable que les convulsions de la nature, cet édifice politique s'écroulant faute de base, la suppression du régime parlementaire, en 1852, ait enfin ramené à la symétrie et à l'unité l'ensemble de la société française¹. » Cette vérité d'expérience, en 1869, le parti républicain a mis plus de quarante ans pour la découvrir, par sentiment assez confus d'un danger pour l'unité, par tradition jacobine. Proudhon avait bien dénoncé les méfaits de la République une et indivisible, qui avait rendu la révolution illusoire ; mais comment oser la fédération, ce contrat synallagmatique dans lequel chefs de famille, communes, cantons, provinces, États « se réservent individuellement, en formant le pacte, plus de droits, de liberté, d'autorité, de propriété qu'ils n'en abandonnent² », alors que les économistes, au service de la révolution industrielle, démontrent la nécessité de l'unité et que le fédéralisme menaçant en Italie est un triomphe clérical ? L'expérience, cependant, du césarisme est probante : il faut enlever au despotisme son instrument de règne, l'armée des fonctionnaires, préfets, juges ou cardinaux.

Aussi des opposants de tout bord, conscients des nécessités de leur succès électoral, approuvent-ils le projet de décentralisation rédigé à Nancy, en 1865, par un groupe de Lorrains. Ferry parmi eux, car il y voit un réveil de la province, un argument de plus pour cette solution du self-government à laquelle, en bon anglomane, il attache force vertus et surtout une entière valeur d'éducation politique. Louis Blanc a beau, dans une lettre d'Angleterre, essayer de modérer ses ardeurs et lui montrer que le principe vaut surtout par ses applications³, Ferry s'obstine à exalter la liberté et la faiblesse. Ainsi, en 1869, au congrès de Lausanne, où il représentait les Français, « cette école qui ne veut plus de centralisation en France, parce que l'histoire lui a trop bien appris que la centralisation y est souvent synonyme de

1. Prévost-Paradol, *La France nouvelle*, p. 78.

2. Proudhon, *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, Paris, E. Dentu, 1863, p. 68.

3. Lettre inédite, Brighton, 15 janvier 1867.

gloire militaire et, par conséquent, de despotisme », il arrive à l'extrême de sa pensée, étonnant, d'ailleurs, son ami Wyruboff, qui nous rapporte avec une inquiète admiration ses propos : « La France, a dit M. Ferry, en résumant l'histoire de sa politique, ne doit plus chercher un gouvernement fort ; elle a, au contraire, besoin d'un gouvernement faible. » Paradoxe dernier, fondé chez l'orateur sur une conviction scientifique et le sentiment d'une évolution nécessaire des formes politiques qui créent leurs institutions. Le positivisme moyen, d'observance Littré, enseigne, avec quelque infidélité au maître, que le but principal du progrès reste l'acquisition du plus grand nombre de libertés ; et l'histoire, au secours du système, dénombre la décroissance continue du pouvoir des gouvernements. En somme, deux complexes entre lesquels il faut choisir : la force, l'unité, l'inertie, l'instinct, donc la guerre ; le travail et la paix dans la liberté. Les deux mondes sont là, dressés face à face, comme jadis sous le pinceau du peintre de la Commune de Sienne : Ferry ne croit plus qu'à la faiblesse créatrice et à ses dons exubérants. Son règne est nécessaire dans un avenir qui se traduit pour lui en théorèmes¹. A Yves Guyot, militant délégué en province pour organiser la démocratie nîmoise, il donne, dans un bel abrégé de doctrine, la révélation de cette fatalité qui porte une impuissante politique. Jamais plus effronté optimisme ne put donner du courage à une opposition hésitante² :

Que voulons-nous, en effet, écrit-il, de La Grève, le 2 septembre 1869, au militant du *Réveil du Midi*, que devons-nous vouloir ? Une transformation qui pourra être pacifique, mais qui sera radicale, des conditions de la vie politique dans notre pays ; rien moins que la destruction de la centralisation sous toutes ses formes, c'est-à-dire des institutions toujours vivantes parmi nous de l'Ancien Régime, dans l'ordre administratif, judiciaire, religieux et militaire. Nous croyons que, pour résoudre en France le problème de la liberté démocratique, il faut démolir de fond en comble cet édifice des institutions de l'an VIII, sur lequel la monarchie parlementaire et la république parlementaire ont, à trois reprises, tenté vainement d'asseoir le couronnement de la liberté. Notre système administratif, notre organisation militaire et judiciaire, fondés sur l'étroite alliance de l'Église et de l'État, ne peuvent, à travers toutes les illusions, toutes les déceptions, toutes les crises, engendrer que le despotisme. C'est là l'éternel ennemi, sur lequel la tempête révolutionnaire a passé deux fois sans l'ébranler, le germe toujours respecté et renaissant, l'organisation automatique de notre servitude périodique, la source profonde de tous nos échecs, de toutes nos misères.

Mais qui peut opérer ces *destructions nécessaires* ? Est-ce la dynastie à qui nous devons les institutions de l'an VIII ? Est-ce une monarchie quelconque ?

Nous pensons, nous, que la démocratie pure de tout alliage est seule propre à ce grand œuvre ; que le programme des destructions nécessaires, à la différence

1. Simplement réalistes, avec une sagesse d'ingénieur, les projets d'organisation administrative que M. de Freycinet rapporte d'Angleterre et qu'il défend devant la Commission de décentralisation, instituée par E. Ollivier le 22 février 1870 (de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, p. 88-98).

2. Lettre inédite (Fondation Jules Ferry).

du programme des libertés nécessaires, est incompatible avec la forme monarchique ; que toute monarchie, lancée sur l'océan du suffrage universel, est nécessairement, par la force même des choses, conservatrice d'une administration centralisée, d'une justice d'État, d'une église d'État, d'une armée d'État ; que le pouvoir héréditaire ne saurait chercher ailleurs ses digues contre la démocratie électorale, qu'on ne peut admettre de lui qu'il les renverse et que c'est courte vue, mince science, enfantillage pur que d'appuyer la monarchie en comptant sur son suicide. Ou si ce miracle se faisait, si une dynastie se montrait capable de cet héroïsme ou de cette imprévoyance, tenons pour certain que c'est à nous encore, à nous seuls, que profiterait cette abnégation invraisemblable, car il resterait toujours à cette dynastie idéale, qui aurait émancipé la démocratie française de toutes ses entraves et constitué, pour la première fois, le *self-governement*, à justifier, cela fait, l'utilité de son rôle désormais purement passif et de sa fonction parasite.

Tel est donc le dilemme : ou vous vous enfermerez dans l'antique édifice du Pouvoir, tel que l'ont fait en France l'histoire et la tradition, reculant pied à pied devant le feu démocratique qui bat le mur sans se lasser, ou vous ouvrirez, de vos propres mains, la muraille de l'océan qui monte ; mais, quoi que vous fassiez, le flot fera son œuvre et les destinées auront leurs cours.

C'est ainsi, mon cher concitoyen, que la foi politique se double, pour nous, d'une foi scientifique et que l'avenir se traduit en théorème. Cela sera parce que cela doit être. Quand la méditation du passé, le spectacle du présent, la prévision rationnelle de l'avenir aboutissent à ce point fixe, on peut se jeter hardiment dans la mêlée des hommes et des choses. C'est ce que vous avez fait, c'est ce que vous voulez continuer à faire, avec une énergie redoublée par le succès de la première étape. La route est ouverte ; le phare luit au-dessus de l'horizon ; il n'y a plus qu'à pousser le cri américain : *Go ahead*, en avant¹.

Ainsi, le voyage, l'étude, la science, tout pousse Jules Ferry vers un Credo étroit, comme les exigences d'une action prochaine. Il y a les hommes aussi. En quelques années, les fréquentations de Jules Ferry ont bien changé. Le *Temps* en est le premier responsable : collaborateur depuis 1865, spécialiste des illégalités impériales, des abus du préfet de la Seine et de Monseigneur Dupanloup, auprès de Nefftzer et d'Hébrard, l'Alsace et le Midi qui s'opposent et s'entendent, il rencontre autour de la rédaction ce que la liberté rencontre encore d'illustres défenseurs. Après sa polémique contre Peyrat, il lie des relations affectueuses avec Quinet, déférent et habile pour persuader au grand proscriit de dénoncer, avec les précautions oratoires nécessaires, les turpitudes du régime. Il fera même, après le congrès de Lausanne, le pèlerinage de Veytaux, pour aller entendre de la bouche de l'exilé l'éloge de la liberté perdue. Lui qui, en 1866 encore, se méfiait de Louis Blanc, il se

1. L'Amérique commençait déjà d'être à la mode dans l'opposition républicaine : Gambetta, sentant le succès s'affirmer, griffonne à son père, avant de partir plaider pour le *Temps* à Lyon, un mot plein de confiance : « Tout, dans l'avenir, se dessine à merveille, affaires de profession, espérances politiques se colorent d'une teinte rose et dorée qui double mes forces et me fait chaque matin répéter gaiement le cri de guerre des Américains : *Go ahead*. En avant... » (*Gambetta par Gambetta*, p. 255).

découvre bientôt tout heureux de la correspondance du doctrinaire qui le soutient contre le laxisme, dans l'esprit d'une grande tradition éternelle, et qui lui sert d'aimable intermédiaire auprès de Stuart Mill, disciple original de Comte et son principal maître d'économie politique. Son ton, ses préoccupations changent, la correspondance en fournit mille preuves. Qu'il y ait là du dégoût, c'est certain. Les républicains, près du but, perdent leur temps à se quereller. Et puis sa jeune ambition se méfie des pêcheurs en eau trouble, théoriciens faciles ou trop séduisants, un Thiers ou un Paradol, par exemple. Il a besoin de retrouver une orthodoxie démocratique. Voici déjà l'aveu en 1866 : « Il est à la fois significatif et triste que la raison, le bon sens et la sincérité démocratiques ne soient plus représentés qu'à l'extérieur par des exilés, à l'intérieur par des hommes jeunes et sans nom. Que n'êtes-vous avec nous dans la mêlée !... » A la recherche de l'authentique tradition de la Révolution, Ferry doit célébrer ce qu'il avait jadis méprisé, l'esprit de 1848.

Mais le souffle est maintenant bien court : il n'y a plus que doctrine et volonté de réforme politique. Le parti républicain a trouvé en effet, aux environs de 1868, ses théoriciens, normaliens fournis d'idées, tous deux agrégés de philosophies et philosophes. L'un, ancien militant de la philosophie radicale « au service des opinions politiques les plus avancées » (entendons Buchez, Pierre Leroux et Lamennais), contaminé, quoiqu'il en ait, par l'éclectisme, esprit brillant, écrivain facile, le Paradol de la démocratie, c'est Jules Simon, avec ses nombreux et récents ouvrages où l'on peut puiser le système. L'autre, nourri de philosophie allemande, de Schopenhauer surtout, dialecticien pénétrant et démocrate convaincu, véritable tête pensante, mais sans gloire, avait juré, au banquet du 25 février 1849, de porter la vérité au peuple. Challeml-Lacour peut maintenant tenir sa promesse, rayonnant par ses qualités de penseur et d'homme sur des esprits avides, par conviction, de système. Il sera l'âme de cette *Revue politique*, fondée en 1868, où les théoriciens de la République se donneront libre cours. La doctrine ? Uniquement politique, c'est Challeml-Lacour qui l'annonce dès le premier numéro, car la politique « intéresse tout le monde... domine et dans un certain sens... embrasse toutes choses ». Mais la philosophie ne perd pas ses droits. L'équipe disparate, où se rencontrent Allain-Targé, Brisson, Laurier et Gambetta d'un peu loin, Floquet, Spuller, Jules Ferry et d'autres comparses, s'unit autour de quelques immuables principes, celui de la liberté simonienne, bien inaltérable et naturel, fondement de l'ordre politique, et ses conséquences logiques : le respect de toutes les libertés de l'homme, le suffrage universel, l'instruction populaire, le service militaire obligatoire, la séparation de l'Église et de l'État. Programme abstrait, très bien construit, l'aboutissement de l'analyse bourgeoise des principes de 1789. Nos républicains n'en demandent pas davantage, heureux de consacrer bientôt le triomphe de leur classe, d'avoir une idéologie aussi bien présentée que celle des cousinien, qui, eux, furent traîtres à leurs origines bourgeoises. Ferry participe à ces joies, guidé par

Jules Simon, qui compte beaucoup dans sa vie pendant ces dernières années de l'Empire. Le mépris du rédacteur au *Temps* pour le pontife doctrinaire des Congrès de Gand ou de Berne a bien disparu. Ferry, toute ironie de côté, milite maintenant près de Simon, admiratif et presque affectueux¹. Le voilà loin des illusions de 1863. La mystique de la liberté est devenue chez lui doctrine, c'est-à-dire force d'action. A ce stade, les atermoiements ne sont plus possibles. Il faut d'abord faire place nette, effacer le passé, consommer une révolution pacifique. Le rêve d'Ollivier n'était qu'utopie ou lâcheté : il montera bientôt, au 2 janvier 1870, sa lamentable faillite. Le temps est venu des « destructions nécessaires ». Jules Ferry, dans son appel aux électeurs de la 6^e circonscription de Paris, va s'obstiner à en montrer l'urgence, malgré les objurgations timorées de son frère Charles et de son ami Bequet².

Aussi bien le fallait-il pour ce Paris, dont il est devenu au *Temps* le défenseur attitré, contre le préfet Haussmann. Tardive conversion, mais réelle, de ce provincial, inquiet d'abord de la grande ville, mal adapté à sa vie physique comme à ses mondanités, défiant des masses qu'il ne connaît pas. Il ne mit pas longtemps, cependant, à découvrir autour de lui la force politique de la capitale. Le manuscrit d'une intervention, probablement à la Molé, en 1865, alors qu'on discutait de l'organisation municipale de la ville de Paris, découvre assez bien les raisons de cette conversion du futur député de la Seine³. La centralisation napoléonienne, continuant l'Ancien Régime, a fait de Paris la capitale administrative comme le XVIII^e siècle en avait fait la capitale intellectuelle. Ferry, au nom du programme de Nancy, aurait dû l'accabler, mais, dans ses méditations sur les paradoxes de la France impériale, il a compris que Paris peut être le correctif du despotisme : « Quant à la province, à la France », met-il dans ses notes, « elle ne gouvernera pas Paris ; elle sera toujours réduite à appuyer le despotisme central. L'Empire est une réaction de la France contre Paris : en faut-il glorifier la France ou Paris ? » Voilà bien la raison d'une attitude : le triomphe de la République et le primat de la capitale ont partie liée. Il suffit pour que, contre les amis de l'ordre, hantés du souvenir de la Commune de 1793, dénonçant la tradition de violence et de sang qui fait l'histoire de la capitale, Ferry s'acharne à prouver l'innocence de la Commune en matière d'esprit révolutionnaire. L'accord entre l'insurrection et l'Hôtel-de-Ville n'est pas, d'après lui, une loi historique : « La Commune vainquit l'insurrection en 91, il fallut la chasser au 10 août. Il n'y avait pas de Commune en 1830 et ce n'est pas la Commune qui fit 1848. » Plaidoyer convaincu, sans cet avant-goût de la révolu-

1. Cf. lettre du 12 août 1869. Lettres de J. Ferry, p. 72-74.

2. Charles Ferry, *Mémoires*.

3. Travaux personnels, A, f. La Molé discutait, dans l'année 1864-1865, le projet Desportes proposant pour la capitale une organisation municipale élue avec conseils, maire et adjoints. La commission chargée du rapport approuve le projet, au nom du vieux principe du contrôle de l'impôt.

tion que l'on pourrait soupçonner chez le doctrinaire. Sincèrement, Ferry pense que l'homme vraiment libre ne peut faire le mal : la canaille, les sections armées, voilà l'émeute permanente. Le peuple de Paris n'est point une horde de sauvages. « C'est le plus curieux, le plus bienveillant, le plus spirituel du monde. » Il semble, à de certains moments, que notre politique se sente pris, au delà d'une confiance de principe, d'une large affection pour ce peuple capable de générosités, de noblesse et de vraie dignité s'il a les lumières. A Sarcey, qui lui a faussement reproché de parler de Comité Antoine ou de Faubourg Antoine par démagogie anticléricale, il répond qu'il ne craint pas de faire usage « de cartes de visite qui portent bravement rue Saint-Honoré et non rue Honoré. Et ma tête, je vous prie de le croire, ne court aucun danger pour cela. Vous vous faites du peuple de Paris une bien fausse idée, si vous croyez qu'on le mène avec de pareils enfantillages... ».

Verte réponse où passe une expérience : cet homme de cabinet, propagandiste depuis peu, a découvert le bon sens des masses. Le peuple de la capitale vient de tonifier pour lui la doctrine et de vérifier la règle cartésienne. Élevons dans l'homme la raison par la liberté, et l'ordre régnera dans la rue. Ainsi, spirituel positiviste et exaltation républicaine se fortifient l'un l'autre et, dans un idéal enfin atteint, communient les chefs et leurs troupes de la capitale, chez qui, depuis plus de soixante-dix ans, traditions révolutionnaires et espoirs socialistes confusément s'amalgament... « Vous êtes les pessimistes de la démocratie », criait Jules Ferry, il y a quelques années, à la Molé, aux partisans de la tutelle de Paris. Véritable hérésie morale, en effet. En 1869, dans la grande tradition du XVIII^e siècle, la démocratie est optimiste, jusqu'à l'épreuve de la Commune.

A. DUPRONT,
Directeur de l'Institut français de Bucarest.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE

LE MOYEN AGE JUSQU' AUX VALOIS

I. PUBLICATIONS DE TEXTES (HISTOIRE GÉNÉRALE). — De moins en moins de publications de textes concernant l'histoire générale du Moyen Age français pour la période antérieure à 1328. Depuis notre dernier Bulletin¹, nous ne voyons à signaler que deux volumes, l'un de la *Société de l'histoire de France* et l'autre des *Classiques de l'histoire de France au Moyen Age*. Faute de crédits, la science historique française périclité. Quand comprendra-t-on qu'il y a en ce domaine aussi un minimum vital au-dessous duquel on ne descend pas impunément ?

La Société de l'histoire de France a publié le tome VII des *Grandes chroniques de France*, dont l'édition est assurée, on se le rappelle, par M. Jules VIARD². Le tome VI était relatif aux deux règnes de Louis VII et de Philippe Auguste ; celui-ci n'englobe également que deux règnes : ceux de Louis VIII et de saint Louis. Pas plus qu'au volume antérieur, le récit n'est original, l'auteur de cette partie des *Chroniques* s'étant borné, comme son aîné, à traduire du latin en français, non sans les abrégé, en général, deux compilations latines, elles-mêmes dénuées d'originalité et dont les éléments sont connus : les *Gesta Ludovici octavi* et les *Gesta Ludovici noni*, publiés dans le *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. XVII et XX. Du moins M. Viard, qui a établi son texte d'après le manuscrit français 2813 de la Bibliothèque nationale, fournit-il dans son édition le moyen de faire la critique de ces informes compilations, en attendant d'aborder enfin — mais ce n'est pas encore pour le prochain volume — les parties originales des *Grandes chroniques*. Son annotation est assez développée, sans doute même plus qu'il ne serait nécessaire vu le faible intérêt de l'œuvre comme

1. *Revue historique*, t. CLXXI (1933), p. 143-161 et 596-618.

2. *Les Grandes chroniques de France*, publiées pour la Société de l'histoire de France, par Jules Viard ; t. VII : *Louis VIII et saint Louis*. Paris, H. Champion, 1932 (en réalité 1933), in-8°, xx-296 p. ; prix : 40 fr. (32 fr. pour les membres de la Société). — Sur le t. VI, voir *Rev. histor.*, t. CLXXI (1933), p. 143.

« document » historique ; elle ne renvoie d'ailleurs pas toujours aux travaux les plus récents ni aux auteurs les plus qualifiés, mais il faut rendre hommage au zèle et à la conscience, dignes d'un meilleur sort, dont M. Viard fait preuve inlassablement.

La série des *Classiques de l'histoire de France au Moyen Age*, qui paraît maintenant sous les auspices de l'Association Guillaume Budé et a, par suite, après un temps d'arrêt, changé d'éditeur, sinon de directeur, s'est enrichie de deux volumes, mais un seul — le tome II de la *Correspondance de Loup de Ferrières* publiée par M. Léon LEVILLAIN¹ — concernant la période ici envisagée². Comme au tome I^{er}, M. Levillain a pris pour base de son édition le manuscrit latin 2858 de la Bibliothèque nationale, transcrit dès le IX^e siècle à l'abbaye de Ferrières. Le texte en a été fidèlement reproduit et est accompagné d'une traduction élégante, qui s'applique à suivre les détours d'une pensée souvent voilée et d'une langue dont la clarté n'est pas la qualité dominante. Les lettres sont classées dans l'ordre chronologique, que M. Levillain s'est employé à rétablir avec un soin minutieux. L'annotation, très riche, permet de résoudre la plupart des difficultés que l'interprétation soulève. Une table de concordance des éditions, un index, une table des matières traitées dans les lettres terminent le volume³.

II. GRANDES INVASIONS, MÉROVINGIENS, CAROLINGIENS. — Parmi les ouvrages récents sur la période comprise entre les Grandes invasions et la chute des Carolingiens, nous citerons d'abord, quoiqu'ils soient loin de viser la France seule, les deux livres publiés par M. Ferdinand LOT, l'un sur *Les invasions germaniques*⁴, l'autre — en collaboration avec le regretté Chr. PRISTER, M. GANSHOF et quelques autres — sur *Les destinées de l'Empire en Occident de 395 à 888*⁵. Nous avons déjà dit ici même⁶ les services de pre-

1. Loup de Ferrières, *Correspondance*, éditée et traduite par Léon LEVILLAIN ; t. II : 847-862. Paris, Société d'édition « Les Belles-Lettres », 1935, petit in-8°, 255 p. (vol. XVI des *Classiques de l'histoire de France au Moyen Age*, publiés sous la direction de Louis Halphen et sous les auspices de l'Association Guillaume Budé) ; prix : 20 fr. broché et 27 fr. relié (16 fr. et 23 fr. pour les souscripteurs à la collection). — Sur le t. I, voir *Rev. histor.*, t. CLXI (1929), p. 170.

2. L'autre (vol. XV de la collection) est une édition de l'*Histoire de Charles VII* de Thomas Basin, publ. par Ch. Samaran. — Voir *Rev. histor.*, t. CLXXIII (1934), p. 592.

3. Il sera suivi à bref délai du tome II et dernier de l'*Histoire de France*, 954-987, de Richer, publiée par R. LATOUCHE, et du *Villehardouin*, dont M. FARAL achève en ce moment l'édition.

4. Ferdinand LOT, *Les invasions germaniques. La pénétration mutuelle du monde barbare et du monde romain*. Paris, Payot, 1935, in-8°, 334 p. ; prix : 20 fr.

5. Ferdinand LOT, Christian PRISTER, François-L. GANSHOF, *Les destinées de l'Empire en Occident de 395 à 888*. Paris, Les Presses universitaires de France, 1928 (en réalité, 1935), in-8°, xxviii-832 p. et 2 cartes hors texte (*Histoire générale* publ. sous la direction de Gustave Glotz : *Histoire du Moyen Age*, t. I) ; prix : 75 fr.

6. *Rev. histor.*, t. CLXXVI (1935), p. 550-552.

mier ordre que ces deux beaux manuels sont appelés à rendre aux étudiants. L'installation des Barbares en Gaule, leur organisation, le rôle des Francs dans le développement de notre civilisation sont indiqués rapidement, mais avec d'intéressantes précisions, dans le premier de ces volumes, et le deuxième réserve une très large place, à côté des faits d'ordre politique, à l'histoire des institutions, de la société et de la civilisation en Gaule, tant sous les Mérovingiens que sous les Carolingiens.

Le *Sidoine Apollinaire et son temps* de M. STEVENS¹ remplacera avantageusement les médiocres ouvrages dont l'évêque de Clermont avait jusqu'alors été l'objet. Il ne faut pas demander à l'auteur plus qu'il n'a voulu nous donner : une biographie et une étude des divers milieux où a vécu Sidoine ; mais, de ce point de vue, il nous apporte beaucoup. Il retrace d'étape en étape, avec intelligence et méthode, la vie du personnage : sa jeunesse et son éducation, ses rapports avec l'empereur Avitus, dont il était devenu le gendre vers 452, son rôle dans la « conjuration Marcellienne », sa retraite au cours des années 461-467, sa nomination à la préfecture de Rome après son retentissant *Panégyrique de l'empereur Anthemius* (468), son élection à l'évêché de Clermont (469), son rôle lors de l'invasion de l'Auvergne par les Wisigoths, ses dernières années et sa mort (490). Les œuvres mêmes de Sidoine, dont M. Stevens n'est pas, semble-t-il, grand admirateur, ne sont retenues que comme documents biographiques, mais la critique en est faite avec sagacité, car M. Stevens tient à n'être point dupe. Il n'accepte, pareillement, les opinions des érudits modernes que sous bénéfice d'inventaire et n'hésite pas, le cas échéant, à se montrer sévère à leur endroit. Sa reconstitution des faits et de la chronologie inspire généralement confiance ; les solutions qu'il propose sont presque toujours des solutions de bon sens, notamment quand il cherche, après bien d'autres, à expliquer pourquoi Sidoine a déserté la carrière des honneurs civils au profit de l'Église en faisant valoir que c'était pour un Gaulois, à ce moment, le seul moyen pratique de demeurer fidèle à la tradition romaine et, à une heure grave, de se dévouer aux affaires publiques. Ce livre marque, croyons-nous, le début de M. Stevens en histoire : c'est un début prometteur.

Le P. GORCE, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, a voulu, dit-il, combler une lacune en dotant notre pays d'une Vie de Clovis digne de celui qu'il appelle, dans son avant-propos, le « fondateur de la France² ». Conscient cependant de la difficulté de la tâche, il s'en explique au début de son livre et convient que si l'on ne peut le plus souvent, en un pareil sujet, faire le départ entre le vrai et le faux, l'historique et le légendaire, on a du moins

1. C. E. STEVENS, *Sidonius Apollinaris and his age*. Oxford, Clarendon Press, 1933, in-8°, xiv-224 p. ; prix : 12 s. 6.

2. M.-M. GORCE, *Clovis, 465-511*. Paris, Payot, 1935, in-8°, 366 p. et 16 planches hors texte ; prix : 25 fr.

la ressource de ponctuer de réserves suffisantes l'exposé des faits incertains et de mettre ainsi « la fable au service de la vérité ». Sans doute, mais l'entreprise est délicate, surtout quand on veut appliquer ces préceptes aux récits d'un Grégoire de Tours, expert en l'art de broder sur des thèmes édifians ou donnés pour tels. Nous pensons en avoir ailleurs¹ fourni quelques preuves, et, dussions-nous être plus mal traité encore que Ch.-V. Langlois, à qui le P. Gorce ne ménage pas ses sarcasmes (p. 322-328), nous continuons à craindre qu'il n'y ait risque à vouloir prendre tous les dires du bon chroniqueur pour des échos de la réalité. Le P. Gorce, il est vrai, se défend de le suivre aveuglément, mais il est rare qu'il s'en écarte beaucoup ; il le paraphrase même longuement, justifie en d'abondants commentaires des épisodes comme celui du vase de Soissons (auquel il ne consacre pas moins de vingt-cinq pages), dépasse même Grégoire en recourant à des textes de basse époque comme le *Liber historiae Francorum*. C'est dire qu'il pousse très loin sa théorie de « la fable au service de la vérité » ; c'est laisser entendre en même temps qu'il ne se propose pas d'écrire une histoire critique de Clovis². Son but est de payer à la mémoire du roi franc une dette de reconnaissance, de faire justice de ses détracteurs, de tirer enfin de l'« oubli » le nom du grand « fondateur » — ce nom dont il va jusqu'à affirmer qu'il est « devenu quasi inconnu aux Français ». N'est-ce pas exagérer un peu³ ?

Des trois chapitres dont se compose le mémoire de M. Rudolf BUCHNER sur la *Provence à l'époque mérovingienne*⁴, l'un traite de l'organisation administrative de la province, l'autre de son rôle économique, le dernier de la culture intellectuelle. Le lien entre ces trois chapitres n'apparaît peut-être pas toujours bien net, mais les faits y sont très consciencieusement démolés et fort ingénieusement commentés. Constatant, par exemple, après Pirenne, le brusque déclin du mouvement commercial dans les ports provençaux, M. Buchner note, avec raison selon nous, que les faits observés par l'illustre historien belge ne sauraient s'expliquer par les conquêtes musulmanes d'Afrique, puisqu'il n'y a aucun synchronisme entre l'occupation des ports

1. Dans les *Mélanges d'histoire du Moyen Age offerts à M. Ferdinand Lot* (1925), p. 235-244.

2. On eût souhaité néanmoins que l'auteur recourût plus souvent aux éditions modernes des textes qu'il utilise (même pour Grégoire de Tours, il s'en tient à la *Patrologie* de Migne) et consultât plus attentivement les travaux des érudits — les « infimes érudits », comme il dit p. 323 — dont l'historien de Clovis peut, croyons-nous, tirer des données positives.

3. Profitons de l'occasion pour citer deux brochures qu'un « Privatdozent » de l'Université de Bâle, M. Wolfram VON DEN STEINEN, a fait parvenir à la *Revue : Chlodwigs Taufe : Tours 507?* (Cologne, Bachem, in-8°, extr. du *Historisches Jahrbuch*, t. LIII, 1933, p. 51-66), démolition en règle de la thèse paradoxale récemment soutenue par M. Krusch, qui place à Tours, en 507, le baptême de Clovis ; et *Theoderich und Chlodwig* (Tübingen, Mohr, 1933, in-8°, 37 p., fasc. 46 de la collection *Philosophie und Geschichte* ; prix : 1 m. 50), vue d'ensemble un peu sommaire.

4. Rudolf BUCHNER, *Die Provence in merowingischer Zeit. Verfassung, Wirtschaft, Kultur*. Stuttgart, Kohlhammer, 1933, in-8°, x-112 p. (fasc. 9 des *Arbeiten zur deutschen Rechts- und Verfassungsgeschichte*, publ. par J. Haller, Ph. Heck et A. B. Schmidt).

d'Égypte et d'Afrique proprement dite par les armées arabes et l'arrêt du commerce d'importation dans la Gaule méridionale, et il souligne fort à propos la coïncidence de cet arrêt et des entreprises musulmanes en Gaule même au cours du VIII^e siècle. La Provence perd alors tout à coup une partie de son importance : elle cesse d'être un trait d'union entre les contrées où les Francs ont établi le centre de leur puissance et les pays du lointain méditerranéen. Le déclin est dès lors inévitable. Parmi les questions administratives que M. Buchner a cherché spécialement à élucider, relevons celle de la charge de patrice, à laquelle il a réservé un copieux « appendice », et notons, en finissant, que son chapitre sur le mouvement intellectuel renferme touchant Césaire d'Arles et d'autres lettrés moins connus, tels que Pomerius, le maître de Césaire, ou Ruricius, Dynamius, etc., des pages qui tendent à prouver que la culture romaine a, elle aussi, survécu longtemps dans ces parages, avant de s'évanouir, dans le cours des VII^e et VIII^e siècles.

Si le P. Gorce se plaint de voir Clovis délaissé, il doit être bien rassuré sur le sort de Charlemagne, car voici à son propos trois livres d'un seul coup, un français et deux allemands : celui de M. Kleinclausz et ceux de MM. Kampers et Wahl. Celui de M. KAMPERS, qui nous parvient dans sa version italienne¹, n'est, il est vrai, que la reprise d'un ouvrage paru en langue allemande il y a vingt-cinq ans déjà (1910), et nous avons eu alors l'occasion d'en dire quelques mots aux lecteurs de cette *Revue*². L'ouvrage n'a pas subi, en vue de cette édition nouvelle, la plus légère retouche ; la bibliographie finale, aujourd'hui en partie périmée et qui ne comprend que des livres allemands, est restée la même, à ceci près que les titres des livres cités ont été rendus méconnaissables parce qu'on a cru devoir les traduire eux aussi — et avec quelle infidélité ! — en langue italienne et qu'on a, par surcroît, dans plus d'un cas, supprimé les indications de détail (nombres de volumes, éditions, etc.) qui eussent aidé à les reconnaître. L'illustration a disparu, non moins que le titre général : *Die Grundlegung der mittelalterlichen Kultur und Weltanschauung*, qui pouvait expliquer la place démesurée (la moitié du total) réservée à des faits antérieurs à Charlemagne dans un volume consacré à l'empereur franc. A tous égards, on conçoit assez mal pourquoi l'éditeur italien a été choisir ce vieux livre.

Le *Charlemagne* de M. Rudolph WAHL³ a du moins le mérite de la nouveauté : nous voulons dire qu'il a été terminé il y a quelques mois à peine ; car, pour le fond des choses, on n'y trouvera point de révélations. M. Wahl paraît avoir lu les documents essentiels et une partie des travaux récents (ceux de langue allemande tout au moins, car, en dehors de M. Kleinclausz,

1. Franz KAMPERS, *Carlo Magno*, trad. par A. TREVES. Milan, Edizioni « Elettra », [1935], in-8°, 247 p. (collection *Figure e avvenimenti*) ; prix : 10 l.

2. *Rev. histor.*, t. CVIII (1911), p. 135-136.

3. Rudolph WAHL, *Karl der Grosse. Eine Historie*. Berlin, S. Fischer, [1934], in-8°, 461 p. et 8 planches hors texte.

il ne cite pas un seul auteur étranger à l'Allemagne) ; il s'en est convenablement assimilé la substance, sans se perdre toutefois dans le dédale des problèmes débattus, et s'est appliqué ensuite à en extraire les éléments d'un récit clair, alerte, destiné avant tout à mettre en relief la personnalité de l'empereur, et qui rejette délibérément les détails qui n'importent pas à ce dessein. Ni notes (on ne peut guère appeler ainsi les neuf petites pages de références finales) ni discussions érudites, mais de l'intelligence et du savoir-faire : un bon livre de vulgarisation.

M. KLEINCLAUSZ vise un peu plus haut, et son livre¹, qui a déjà été ici même, de la part de M. Ferdinand Lot, l'objet d'un compte-rendu spécial auquel nous renvoyons le lecteur², ne pourrait sans injustice être classé parmi les ouvrages de simple vulgarisation. Familiarisé de longue date avec un sujet qu'il a déjà abordé à deux reprises dans ces trente ou trente-cinq dernières années, M. Kleinclausz ne s'est cependant point livré, lui non plus, à une étude nouvelle des problèmes de tous ordres que soulève encore l'histoire du règne de Charlemagne : il s'est borné, en général, à coordonner les résultats acquis, sans vouloir prendre position dans les controverses engagées autrement que par un ralliement de principe à la doctrine courante. Cette méthode, prudente à l'excès, a, entre autres inconvénients, celui de laisser dans l'ombre mainte question non encore traitée ou mal traitée par ses devanciers, mais nous vaut un livre clair, d'accès facile, et bien présenté. L'illustration, choisie avec goût, reproduit des œuvres qui appartiennent en majeure partie à la fin du VIII^e ou au commencement du IX^e siècle.

Le dernier chapitre de M. Kleinclausz a trait à la légende de Charlemagne, dont il suit, dans une rapide esquisse, la formation et le développement au cours des siècles. C'est un sujet qui, depuis Gaston Paris, n'a cessé de retenir l'attention des érudits, et — en dehors des études que nous citerons plus loin à propos des chansons de geste — deux ouvrages nous sont parvenus ces temps derniers, qui prouvent l'intérêt qu'il continue de susciter : l'un, de M^{lle} Lucienne MEYER³, nous apporte une consciencieuse analyse de quelques-uns des récits fabuleux dont Godefroi de Viterbe s'est fait l'écho, vers la fin du XII^e siècle, touchant soit l'antiquité gréco-romaine et l'origine troyenne des Francs, soit l'histoire de la Grande-Bretagne avant le roi Artur, soit enfin — et c'est pourquoi nous en parlons ici — les débuts de la famille carolingienne ou Charlemagne lui-même ; l'autre volume, qui a pour auteur M. Louis MICHEL⁴, débrouille avec méthode et perspicacité l'étonnant éche-

1. A. KLEINCLAUSZ, *Charlemagne*. Paris, Hachette, [1934], in-8°, xxxiv-407 p., avec 51 figures, 19 cartes dans le texte et 24 planches hors texte.

2. *Rev. histor.*, t. CLXXIV (1934), p. 307-312.

3. Lucienne MEYER, *Les légendes des matières de Rome, de France et de Bretagne dans le « Pantheon » de Godefroi de Viterbe*, avec une préface de Paolo ARCARI. Paris, E. de Boccard, 1933, in-8°, xx-247 p.

4. Louis MICHEL, *Les légendes épiques carolingiennes dans l'œuvre de Jean d'Outremeuse*. Bruxelles, palais des Académies, et Liège, impr. Vaillant-Carmanne, 1935, in-8°, xii-432 p.

veau de légendes épiques qu'un fameux compilateur liégeois du ^{xiv}^e siècle, Jean d'Outremeuse, a réunies pêle-mêle dans sa *Geste de Liège* et son *Myreur des histors* autour des noms de Charlemagne et surtout de son soi-disant ministre Ogier le Danois. De part et d'autre, quoique avec plus d'ampleur et d'expérience chez M. Michel, on retrouve le même souci de déterminer, dans la mesure du possible, l'origine — écrite ou orale — des récits fantaisistes dont les deux compilateurs ont orné leurs ouvrages et de suivre le cheminement de la légende : il y a là pour l'historien matière à utiles réflexions.

III. PÉRIODE DES CAPÉTIENS DIRECTS. — Peu de livres sur l'histoire capétienne. Citons toutefois un essai de M. HADENGUE sur la bataille de Bouvines¹. Le récit est vivant, écrit avec entrain ; il est précédé d'une rapide évocation des acteurs du drame et des événements qui l'expliquent. Les principaux textes ont été lus, et M. Hadengue s'efforce de ne pas s'en écarter à l'excès, mais il vise trop à l'effet littéraire et farcit son exposé d'allusions bien inutiles à la guerre de 1914 et au temps présent. Pour le fond des choses, il suit d'assez près, parfois de très près, Achille Luchaire, envers lequel il reconnaît d'ailleurs sa dette ; mais que n'a-t-il pris modèle sur lui pour la précision et la simplicité du ton ! N'en déplaise au général Weygand, qui, dans sa courte préface, accable l'auteur d'éloges hyperboliques, le livre n'y eût rien perdu en intérêt.

A la même période de notre histoire se rattache le volume étrange de M. Otto RAHN sur la croisade des Albigeois². Croisade « contre le Graal », écrit l'auteur, pour qui les Cathares du midi languedocien auraient été les derniers détenteurs du saint Graal, et cette bizarre hypothèse l'amène à de non moins bizarres rapprochements. M. Rahn se plaît à évoquer les antiques légendes des cavernes, dont il fait des repaires d'hérétiques, remonte volontiers, à leur propos, jusqu'aux temps d'Hercule et de la Toison d'or, ou bien jusqu'au temps des druides, cite côte à côte les chroniques médiévales et les récits des « vieux bergers de la montagne »... On eût aimé un peu moins d'imagination, un peu moins de lyrisme, un peu plus de méthode.

C'est aussi à l'histoire de l'hérésie albigeoise que s'attaque M. Jean GUIRAUD dans le tome 1^{er} de son *Histoire de l'Inquisition au Moyen Âge*³ ; mais il est superflu de dire que ses procédés sont différents. Reprenant à près de

5 tableaux et 2 cartes (t. X des *Mémoires* de l'Académie royale de langue et de littérature française de Belgique).

1. Antoine HADENGUE, *Bouvines, victoire créatrice*, avec une préface du général WEYGAND. Paris, Plon, [1935], in-16, viii-357 p. et 9 planches hors texte ; prix : 15 fr.

2. Otto RAHN, *La croisade contre le Graal (Grandeur et chute des Albigeois)*, trad. de l'allemand par Robert PITROU. Paris, Stock, [1935], in-16, 287 p. ; prix : 15 fr. — L'édition allemande avait paru en 1933, sous le titre *Kreuzzug gegen den Gral*, à Fribourg-en-Brisgau.

3. Jean GUIRAUD, *Histoire de l'Inquisition au Moyen Âge* ; I : *Origines de l'Inquisition dans le midi de la France. Cathares et Vaudois*. Paris, Auguste Picard, 1935, in-8°, xlviii-428 p., 3 cartes et 11 planches hors texte ; prix : 55 fr.

trente années de distance, en la complétant et retouchant, l'étude considérable qu'il avait publiée jadis sur l'albigéisme languedocien aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles comme introduction au *Cartulaire de Prouille*, M. Guiraud, sans aborder encore l'histoire même de l'Inquisition, brosse dans son nouveau volume un tableau d'ensemble de l'hérésie. Il ne se borne pas à en dénombrer les adeptes dans les diverses classes de la société languedocienne et à en mesurer la redoutable puissance vers la fin du ^{xii}^e siècle, il en analyse les doctrines et les pratiques, sans confondre, bien entendu, Cathares et Vaudois. Assez bref sur ces derniers, il s'étend longuement sur l'organisation de l'Église et du culte cathares, explique fort bien les raisons de leur succès en face d'un clergé catholique insuffisamment conscient de ses devoirs, trop souvent corrompu et dont les richesses excitaient les convoitises ; enfin, il expose les efforts tentés par le Souverain Pontife, tant en paroles qu'en actes (jusques et y compris la croisade), en vue de conjurer le péril mortel qui menaçait l'Église, et s'arrête à la veille des décrets d'où va sortir l'Inquisition.

L'exposé est remarquable d'ampleur et de netteté. Faut-il dire néanmoins qu'il ne satisfait pas complètement aux exigences de la critique ? Les documents, qui n'ont pas été toujours lus dans les meilleures éditions, ne sont pas non plus toujours utilisés avec assez de précautions, compte tenu de leurs tendances et de leurs dates, qui, dans plus d'un cas, ne sont même pas indiquées ; les temps sont trop souvent confondus, et le tableau des doctrines cathares est fait à l'aide de textes de provenances et d'époques très disparates ; l'historique des moyens de répression auxquels eurent recours l'autorité civile et l'autorité religieuse jusqu'au ^{xiii}^e siècle dans leur lutte contre l'hérésie est d'une notoire insuffisance et, faute d'une étude, qui s'imposait, sur le développement de la législation en la matière depuis les empereurs romains, laisse dans l'obscurité les origines lointaines de l'Inquisition (dont les duretés risquent, dès lors, de paraître plus que de raison imputables à l'Église) ; enfin, si vif que soit, de toute évidence, le désir qui anime l'auteur de traiter scientifiquement un sujet que la passion a trop longtemps déformé, on eût voulu qu'il écoutât avec moins de complaisance certains témoignages, dont la portée n'est peut-être pas indiscutable, touchant les mœurs et les pratiques des Cathares. Mais, ces réserves faites, il n'est que juste de reconnaître la haute valeur de la contribution apportée par M. Guiraud à l'histoire de l'hérésie albigeoise, et l'on peut attendre avec confiance la suite d'un ouvrage qui est appelé, sans doute, à remplacer avantageusement ceux de Lea et de ses émules.

M. Walther KIENAST prélude à une Histoire de Philippe le Bel, dont on souhaite l'achèvement prochain, en traçant un sobre mais suggestif tableau de l'État français à la fin du ^{xiii}^e siècle¹. Tout en insistant sur la royauté

1. Walther KIENAST, *Der französische Staat im dreizehnten Jahrhundert*, extr. de la *Historische Zeitschrift*, t. CXLVIII (1933), p. 457-519.

et la place qu'elle tient alors en France, M. Kienast caractérise en termes généralement heureux les principaux aspects de la situation, tant du point de vue matériel que du point de vue intellectuel et moral. De-ci de-là, on souhaiterait cependant quelques précisions complémentaires et une information plus poussée, par exemple sur les universités ou sur le commerce, où l'on reste trop dans le vague et où, dans les notes, des livres essentiels sont passés sous silence. L'histoire administrative et féodale elle-même eût pu être scrutée plus à fond. Mais tout cela sera, sans aucun doute, repris et creusé dans les chapitres du grand ouvrage annoncé¹. M. Kienast a, ces dernières années, donné ailleurs sa mesure : on peut lui faire crédit.

Il trouvera à glaner dans le nouvel opuscule qu'un de ses compatriotes, M. KÄMPF, vient de consacrer à Pierre Dubois², ce publiciste fameux du temps de Philippe le Bel dont les idées hardies ou saugrenues ont déjà fourni matière à bien des dissertations. C'est du traité « sur les moyens d'abrégier les guerres et les différends du royaume de France » (*Summaria, brevis et compendiosa doctrina felicis expeditionis et abbreviacionis guerrarum ac litium regni Francorum*) que s'occupe spécialement M. Kämpf, mais moins pour l'analyser — ce qui a été fait avant lui — que pour rapprocher la doctrine qui s'en dégage des idées qui avaient cours vers la fin du XIII^e siècle touchant le rôle dévolu à la royauté française. La tentative est intéressante, encore qu'elle ne soit pas aussi neuve que paraît le croire l'auteur ; certains de ses rapprochements valent d'être retenus ; mais c'est faire beaucoup d'honneur au petit avocat de Coutances qu'était Pierre Dubois que de le représenter comme le porte-parole autorisé de son époque.

IV. HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — Le petit manuel de M. Ernest PERROT³ mérite de ne point passer inaperçu. Ce n'est, il est vrai, qu'un « précis élémentaire », comme le portait la couverture de la première édition parue en 1934, mais c'est un précis d'allure personnelle et qui repose sur une solide connaissance des textes. Ce qui le distingue, en outre, de bien d'autres livres similaires, c'est la volonté très nettement affirmée dès le début par l'auteur de marquer avant tout les grandes lignes de l'évolution et de faire ressortir les caractères distinctifs de chacune des périodes, largement tracées, qu'il envisage tour à tour. Sans doute M. Perrot force-t-il un peu les contrastes, ainsi qu'il arrive souvent quand on veut faire bref et qu'on s'adresse, comme c'est

1. Profitons de l'occasion pour annoncer que la famille de G. Digard s'est enfin décidée à publier prochainement le livre que le regretté historien avait préparé il y a de longues années sur *Philippe le Bel et le Saint-Siège* et dont le manuscrit était généralement considéré comme détruit.

2. Hellmut KÄMPF, *Pierre Dubois und die geistigen Grundlagen des französischen Nationalbewusstseins um 1300*. Leipzig et Berlin, Teubner, 1935, in-8°, viii-114 p. (fasc. 54 des *Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance*, publ. par W. Goetz).

3. Ernest PERROT, *Les institutions publiques et privées de l'ancienne France jusqu'en 1789*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1935, in-16, xii-691 p. ; prix : 25 fr.

e cas, à un public de jeunes étudiants, plus sensibles à la clarté qu'aux nuances ; sans doute aussi pourrait-on lui chercher chicane sur plus d'un point de doctrine et s'étonner, en même temps, que les indications bibliographiques qu'il fournit soient si inégales et procèdent souvent d'un choix bien arbitraire. Il n'en reste pas moins que nous avons là un livre d'initiation de qualité rare, dont on ne saurait trop recommander la lecture à nos étudiants d'histoire non moins qu'à ceux des Facultés de droit, pour qui il a été écrit.

On voudrait s'arrêter longuement sur le beau livre où M. Heinrich MITTEIS a étudié le droit féodal dans ses rapports avec l'État jusque vers la fin du XIII^e siècle¹, car c'est sans conteste un des ouvrages à tous égards les plus considérables qui aient été publiés sur l'ensemble du problème. Il ne concerne pas la France seule : remontant jusqu'aux débuts de la vassalité franque, il étudie les transformations de ce qu'on a appelé le « système féodal » dans toute l'étendue, ou a peu près, de l'Europe occidentale ; il s'attache même avec un intérêt bien compréhensible à tout ce qui touche l'Allemagne ; mais, par la force des choses, la France tient dans son exposé une place primordiale. L'ouvrage est divisé en trois parties : le droit féodal de la période franque (p. 15-206) ; le droit féodal de la période « postfranque » (*nachfränkische*) dans le royaume capétien, en Normandie, en Angleterre, en Italie lombarde et normande, en Allemagne (p. 207-463) ; étude particulière des diverses institutions féodales (p. 464-704). Le plan même de l'ouvrage en laisse apparaître à première vue la pensée directrice : d'un point de départ commun — le droit féodal tel qu'il s'est constitué sous les rois carolingiens — M. Mitteis se propose d'expliquer comment sont sortis des droits féodaux de caractère national, à mesure que se dissociait l'empire de Charlemagne, et les formes diverses qu'ils ont revêtues dans leurs applications. Ce n'est pas assez dire encore : à l'intérieur de chaque domaine national, en France surtout, il s'applique à montrer par des citations opportunes que le droit féodal a toujours été chose essentiellement variable suivant les provinces et que la tendance des historiens, ou plutôt d'un grand nombre d'entre eux (car il y a des exceptions), à présenter la France féodale ou l'Allemagne féodale comme un ensemble soumis à des coutumes partout presque identiques aboutit à un véritable contresens historique.

Ne serait-ce que pour avoir souligné plus fortement que ses devanciers ces vérités, l'auteur de *Lehnrecht und Staatsgewalt* aurait droit à notre gratitude. Mais il est un autre aspect de son livre qui ne saurait être passé sous silence : fidèle à son titre, M. Mitteis ne se propose pas seulement de retracer l'évolution du droit féodal, il veut aussi montrer comment, au cours de cette évolution, les principes féodaux se concilient avec les principes sur lesquels est

1. Heinrich MITTEIS, *Lehnrecht und Staatsgewalt. Untersuchungen zur mittelalterlichen Verfassungsgeschichte*. Weimar, H. Böhlau, 1933, in-8°, xvi-714 p.

fondée l'autorité de l'État. Là encore, il réagit contre la doctrine courante aux termes de laquelle le droit féodal serait avant tout destructeur de la puissance publique et il insiste sur le parti que les chefs d'État, le roi de France tout le premier, ont su en tirer pour restaurer leur pouvoir — ce qui n'est peut-être pas, observons-le en passant, aussi décisif qu'il semble d'abord, puisque c'est en détournant le droit féodal de son objet propre et en le minant que l'autorité royale a pu être progressivement rétablie dans sa plénitude ; et, lorsque M. Mitteis, passant à l'Allemagne (p. 428), invoque l'exemple de Frédéric Barberousse, n'oublie-t-il pas, pour les besoins de la cause, le vrai but poursuivi et officiellement proclamé par l'empereur d'en revenir aux principes du droit romain ?

Le livre de M. Mitteis est, d'ailleurs, d'une richesse dont nous regrettons de ne pouvoir donner ici qu'une faible idée : tant sur la période de formation — où il ne se borne pas à quelques traits généraux, mais où il s'applique, par une analyse, poussée parfois jusqu'à la subtilité, à déceler dès le temps de Charles le Chauve les signes avant-coureurs de la féodalité « classique » — que sur la période proprement féodale et sur ce qu'on pourrait appeler la captation de l'idée féodale par les chefs d'État, il incite perpétuellement à réfléchir et à poser en des termes nouveaux des problèmes maintes fois débattus, quand il n'en soulève pas d'inédits. Nous recommandons spécialement aux historiens français les pages très fortes qu'il renferme sur la féodalité normande et toute la troisième partie, où sont passés successivement en revue les divers actes ou les divers aspects de la vie féodale : l'hommage plain ou lige, l'investiture, le serment de fidélité, le service de fief, la transmission du fief, la tenure en pariage, etc. La méthode comparative, intelligemment appliquée par l'auteur, l'a conduit plus d'une fois à des conclusions neuves, qu'on pourra discuter, mais dont on devra faire état.

Marchant sur les brisées de son maître, M. Charles Haskins, M. STRAYER a pris comme sujet d'étude l'histoire des institutions de la Normandie au Moyen Âge. L'époque qu'il a choisie est celle de saint Louis : c'est donc sur l'administration royale dans l'ancien duché qu'il a fait porter ses recherches¹, et son livre, clair et méthodique, nous sort résolument du domaine des généralisations hâtives dont l'histoire du gouvernement capétien a été si longtemps encombrée. Après l'avoir lu, on se rendra compte de l'extrême souplesse d'un gouvernement qui, dans chaque province, sut si bien s'adapter aux conditions et aux traditions régionales. En Normandie, plus encore peut-être qu'en toute autre contrée, des précautions s'imposaient ; mais n'est-il pas curieux d'observer combien, jusque dans la seconde moitié du XIII^e siècle, les institutions et les habitudes normandes étaient ménagées, avec quelle

1. Joseph Reese STRAYER, *The administration of Normandy under Saint Louis*. Cambridge, Mass., The Mediaeval Academy of America, 1932, in-8°, x-133 p. (n° 6 des *Monographs of the Mediaeval Academy of America*) ; prix : 3 dollars 25.

prudence l'œuvre d'assimilation commencée sous Philippe Auguste était poursuivie ! C'est ce que M. Strayer prouve excellemment dans une série de chapitres intitulés « le duché », « l'administration de la justice », « le système financier », « le service féodal », « l'administration des forêts », « l'administration royale et les villes », « les agents du gouvernement ». Son livre montre la voie à suivre : souhaitons que, pour d'autres provinces françaises et pour des périodes de temps plus longues, nombreux soient les érudits qui se décident à imiter cet exemple.

Beau sujet que celui qu'a choisi M. LÉON GALLET : les traités de pariage dans la France féodale¹ ; beau sujet, mais délicat et qui, pour être rendu intelligible, doit être étudié, comme toutes les institutions, dans son développement historique, ce qui suppose une longue et méthodique enquête à travers l'histoire féodale. M. Gallet, qui est juriste, a conçu son travail en pur juriste : il a envisagé comme un tout la France féodale, a groupé les nombreux parages dont il a eu connaissance par catégories juridiques, compte tenu de leurs origines et de leur caractère, et a finalement rédigé une manière de traité de la conclusion et de la dissolution des actes de pariage. Traité fort bien fait d'ailleurs, solidement documenté et qui, en tout état de cause, rendra grand service ; mais ce n'est pas ce que nous attendions. Nous voyons bien qu'il s'agit d'une thèse d'histoire du droit et que la loi du genre comporte quelques sacrifices aux exigences purement juridiques. Nous ne croyons point cependant qu'il soit aujourd'hui recommandé aux futurs docteurs en droit de tourner le dos à l'histoire tout court et tenons pour assuré qu'avec la riche documentation qu'il avait su réunir, M. Gallet eût pu donner ample satisfaction et à ses juges et aux non-juristes.

V. HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. — Rentrant dans la voie où jadis Benjamin Guérard s'était si heureusement avancé, M. Edmond PERRIN s'est attaqué à un problème ardu entre tous : celui de l'évolution du régime domanial au cours des IX^e, X^e, XI^e et XII^e siècles. Le gros livre qu'il vient d'écrire² n'est pas encore cependant cette Histoire de la seigneurie rurale en Lorraine qu'on espérait voir sortir des longues et patientes recherches dans lesquelles il s'était courageusement lancé il y a nombre d'années déjà : par un scrupule de savant qui lui fait honneur (encore qu'il l'ait poussé bien loin, à notre gré), M. Perrin s'est défendu de traiter dès maintenant *ex professo* la question qui depuis si longtemps retient son attention et n'a voulu publier qu'une étude préparatoire au grand ouvrage qu'il médite, en se limitant provisoirement à une analyse méthodique et critique des censiers lorrains pen-

1. LÉON GALLET, *Les traités de pariage dans la France féodale*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1935, in-8°, 236 p. ; prix : 40 fr.

2. Ch.-Edmond PERRIN, *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine d'après les plus anciens censiers, IX^e-XII^e siècles*. Paris, Les Belles-Lettres, 1935, in-8°, xxii-812 p. (fasc. 71 des Publications de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg) ; prix : 80 fr.

dant la période envisagée. Il passe l'un après l'autre ces documents en revue, les date, les replace à leur rang dans la série des documents similaires, expose enfin point par point les enseignements à tirer de chacun d'eux. Procédé quelque peu rebutant, mais dont la méthode impeccable de l'auteur compense les inconvénients, car, des minutieuses analyses auxquelles il s'attarde, il sait, avec une rare maîtrise, extraire une série de conclusions partielles, qu'il se décide tout de même à ramasser brièvement en deux ultimes chapitres.

L'idée essentielle qui se dégage de tout le livre est la désagrégation progressive des cadres de l'exploitation domaniale, dont les cellules initiales sont la *villa* et le manse. La *villa*, c'est, en principe, le domaine primitif. Mais, dès le début du ix^e siècle, elle est en train de se démembler, de se fractionner, et l'évolution ainsi entamée se poursuit d'âge en âge à un rythme de plus en plus accéléré. M. Perrin en analyse les causes avec beaucoup de finesse et, s'il écarte peut-être trop délibérément certaines causes externes, comme les invasions des ix^e-x^e siècles, il insiste justement sur les causes internes, de beaucoup les plus décisives, et dont il dégage fort bien les effets. Pour le manse, mêmes constatations ; mais le sujet est d'autant plus délicat qu'on n'est entièrement d'accord ni sur la consistance réelle de ce qu'on appelle ainsi ni sur les diverses catégories de manses — « serviles », « lidiles », « ingénuiles » — dont les textes font mention. M. Perrin s'est employé à résoudre ces questions préjudicielles. Peut-être, malgré sa prudence coutumière, y a-t-il apporté trop de rigueur, certains censiers et des chartes, comme celles de Gorze, semblant peu conciliables à première vue avec ses affirmations touchant la fixité relative des dimensions des manses (si, du moins, le mot *mansus* est employé partout dans la même acception) et certains autres textes de l'époque carolingienne pour la région lorraine ou des régions relativement voisines (les polyptiques de Prüm, de Saint-Remi de Reims, de Saint-Maur-des-Fossés, de Saint-Germain-des-Fossés, etc.) suggérant, contrairement à son avis, l'existence de manses non serviles soumis au service de trois journées hebdomadaires de travail à la discrétion du seigneur — ce qui serait pourtant, aux yeux de M. Perrin, la marque du manse servile. En ces matières, le doute reste permis. Mais, quand M. Perrin suit pas à pas le processus de fractionnement de ces manses, quand il les montre se décomposant en « quartiers », voire, dès le xii^e siècle, en « quarts de quartiers », soumis eux-mêmes à de simples fractions de services — par exemple, la fourniture, pour les charrois du seigneur, d'« un quart de charrette » chacun — son exposé nuancé emporte la conviction.

Il va plus loin : tentant d'expliquer la multiplication des tenures à cens, il y voit avant tout un contre-coup de l'éparpillement du domaine, les manses ou fractions de manses dispersés ayant insensiblement, selon lui, été convertis en censives — ce qui ne saurait être admis, en tout cas, qu'à la condition de ne pas généraliser et de reconnaître l'existence préalable d'un

grand nombre de tenures à cens, même à proximité de la réserve seigneuriale. Toujours est-il — et c'est par là que s'achève l'ouvrage — que la dissociation du domaine primitif conduit, au cours des siècles, à une refonte des cadres ruraux, les seigneurs cherchant, par compensation, à étendre leurs droits à des catégories sociales qui jusqu'alors leur avaient échappé ; et si, sur ce point encore, on peut discuter certaines hypothèses de l'auteur — et notamment la distinction qu'il établit (p. 662) entre la politique adoptée par les seigneurs laïques, surtout préoccupés, à l'entendre, d'accroître le nombre de leurs vassaux, et celle des seigneurs ecclésiastiques, soucieux de s'assurer des censitaires — on ne manquera pas de reconnaître le très vif intérêt des thèses qu'il soutient, tout en regrettant que, par crainte de déborder le cadre, visiblement trop étroit, des censiers où il a voulu s'enfermer et faute de recourir franchement aux autres sources d'information, qu'il connaît mieux que quiconque, il n'ait pu arriver à des conclusions plus nettes et plus solides encore.

Comme annexe à l'ouvrage considérable dont nous venons de rendre compte et simultanément M. PERRIN a fait paraître un *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux X^e et XI^e siècles*¹. D'un examen critique de deux documents essentiels — un inventaire des domaines monastiques, daté communément de 828, mais dont il prouve qu'il a été rédigé dans la seconde moitié du x^e siècle, et d'un censier prétendument composé vers 1120, mais qui n'est, selon lui, qu'un amalgame de quatre censiers ou inventaires des x^e, xi^e et xii^e siècles — il montre le parti qu'on peut tirer pour l'histoire de la fortune immobilière de l'abbaye jusqu'à l'abbatit de Meinhard (1132-1146), « qui a vu se produire une tentative vigoureuse pour restaurer » un « patrimoine appauvri par deux siècles d'inféodations répétées ». En appendice, M. Perrin édite non seulement les textes sur lesquels il se fonde, mais des « états des domaines de l'abbaye » aux diverses époques envisagées et une précieuse carte de ces domaines.

De l'histoire rurale, nous passons à l'histoire urbaine avec M. VERCAUTEREN et, par une rencontre singulière, le livre qu'il publie² sur les villes du nord de la France, du iii^e siècle à la fin du xi^e, rappelle en quelque manière celui de M. Perrin : traitant, comme lui, d'une période obscure, pour laquelle on ne dispose que d'une documentation clairsemée, il n'a osé qu'*in extremis* se départir d'une méthode purement descriptive, critique et analytique. Son ouvrage est donc composé essentiellement d'une série de douze monogra-

1. Ch.-Edmond PERRIN, *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux X^e et XI^e siècles*. Strasbourg, impr. Heitz et C^{ie}, 1935, in-8°, 200 p. et 1 carte (fasc. 10 de la *Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace*).

2. Fernand Vercauteren, *Étude sur les « civitates » de la Belgique seconde. Contribution à l'histoire urbaine du nord de la France de la fin du III^e à la fin du XI^e siècle*. Bruxelles, impr. Hayez, 1934, in-8°, 488 p., 13 cartes et plans, dont 5 hors texte (extr. des *Mémoires* publiés par l'Académie royale de Belgique, classe des lettres, collection in-8°, 2^e série, t. XXXIII).

phies, correspondant aux douze cités de l'ancienne province romaine de « Belgique seconde » : Reims, Soissons, Châlons-sur-Marne, Noyon, Arras, Cambrai, Tournai, Senlis, Beauvais, Amiens, Téroüanne, Laon. Sur la période « précommunale » de ces villes, dont le rôle fut si grand dans l'histoire de l'émancipation urbaine du ^{xii}^e siècle, M. Vercauteren a rassemblé et critiqué les documents de toute nature qui subsistent. Maigre récolte et récolte bien hétéroclite, car, jusqu'à l'affranchissement communal, on en est réduit à faire flèche de tout bois. Vaille que vaille, M. Vercauteren a tiré des documents réunis tout le parti possible, exposant pas à pas le peu que l'on sait des transformations d'ordre matériel ou administratif survenues à l'intérieur de chaque cité ; et c'est seulement une fois arrivé au terme de cette étude analytique que, dans les cent dernières pages, il s'est risqué à présenter quelques observations d'ensemble. Qu'on ne s'attende d'ailleurs pas à de grandes nouveautés : les observations de M. Vercauteren ne font que confirmer en le précisant ce qu'on savait du phénomène général de stagnation urbaine avant le ^{xii}^e siècle et du très faible effectif d'habitants compris à l'intérieur des enceintes minuscules où les villes s'étaient enfermées. M. Vercauteren s'est essayé à chiffrer cet effectif en recourant à des calculs ingénieux, mais dont l'ingéniosité même éveille la méfiance. Comme ses devanciers, il a souligné le caractère surtout ecclésiastique de la *civitas* proprement dite à partir des ^{ix}^e-^x^e siècles ; il a relevé, à côté du rôle joué par le comte, celui, généralement décisif, de l'évêque dans l'organisation urbaine, l'apparition d'une cour de justice, qui sera l'échevinage, et fourni, pour terminer, des précisions fort utiles sur le réveil de l'activité économique dans les villes, d'abord aux ^{viii}^e-^{ix}^e siècles, par suite, explique-t-il, de la création d'un nouveau courant d'échanges dans les régions septentrionales, puis, au ^{xii}^e siècle, après l'éclipse des cent cinquante dernières années de l'époque carolingienne. Que n'a-t-il prolongé de quelques décades la période sur laquelle porte son étude ! Nous pensons de nouveau à M. Perrin, décidé à s'enfermer coûte que coûte dans ses censiers, quand bien même il savait pouvoir être plus complet et plus décisif en recourant à d'autres sources d'information : pareillement, M. Vercauteren a pris le parti héroïque de s'arrêter au seuil de la terre promise et s'est refusé à tenir compte de tout ce que l'histoire de la période communale à ses débuts eût pu lui révéler, par choc en retour, sur l'évolution urbaine des siècles antérieurs. A raccorder les deux périodes, il eût, nous n'en doutons pas, gagné d'y voir plus clair et accru les services que, tel quel, son livre méthodique et prudent ne manquera pas de rendre.

En refondant et complétant la si curieuse étude qu'il avait publiée en 1905 sur *Jehan Boinebroke*, le grand drapier douaisien du ^{xiii}^e siècle¹,

1. Georges ESPINAS, *Les origines du capitalisme* ; I : *Sire Jehan Boinebroke, patricien et drapier douaisien, f-1286 environ*. Lille, Émile Raoust, 1933, in-8°, xxiv-256 p., 5 fac-similés, 1 carte et 4 tableaux (t. VII de la *Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons*).

M. Georges ESPINAS, dont on ne compte plus les heureuses initiatives en matière d'histoire économique et sociale, a eu le très juste sentiment d'apporter une efficace contribution à l'histoire des origines du capitalisme. Depuis qu'il avait révélé au monde savant la fameuse « réparation testamentaire » de Boinebroke, la figure de ce dernier était, grâce à son judicieux commentaire, devenue familière à la plupart des médiévistes ; mais il restait à rendre plus accessibles les documents auxquels il avait eu jadis recours, à en accroître le nombre, à en préciser sur divers points le sens et la portée, enfin à enrichir le commentaire historique de tout ce que son auteur doit à une expérience déjà longue des textes de cette nature et du milieu social où Jean Boinebroke a évolué. Le livre qui est sorti de ce travail méticuleux se divise en deux parties : 1^o quelque cinquante pages de documents, pour moitié inédits ; 2^o un examen attentif de ce dossier, suivi d'une étude méthodique des renseignements qu'on en peut tirer touchant la vie publique et privée du personnage, ses propriétés, ses opérations financières, industrielles et commerciales, touchant aussi la fabrication et le commerce des draps à Douai dans la seconde moitié du XIII^e siècle, en même temps que sur les rapports de Jean Boinebroke et des artisans douaisiens. Cette étude remplit à elle seule plus de 150 pages, auxquelles s'ajoutent des tableaux statistiques, une généalogie de la famille Boinebroke, une carte de ses propriétés, des fac-similés de documents, des tables de noms propres et de termes techniques. L'ensemble est de haute valeur, et, de tous les détails accumulés au cours du volume, finit, pour qui a la patience de suivre l'auteur dans le dédale un peu compliqué des classifications où l'on sait qu'il se complait, par se dégager un portrait étonnant de vie d'un de ces grands brasseurs d'affaires du XIII^e siècle devant qui tremblaient patrons et artisans, tous, en fin de compte, également à sa solde et exploités par lui sans merci. Ajoutons que peu de volumes posent avec autant de netteté quelques-uns des problèmes les plus troublants qu'aient jamais soulevés les rapports du capital et du travail dans une cité tout entière vouée à l'industrie. Quiconque voudra sans se payer de mots, étudier pareille question pour la période médiévale fera bien de recourir d'abord à ce livre suggestif, fondé uniquement sur des documents irrécusables empruntés aux seules archives.

On en rapprochera volontiers celui — tout différent — d'un Hollandais, M. SCHILPEROORT¹, qui, pour sa part, n'emprunte rien qu'aux textes littéraires. Le but visé par ce dernier auteur est avant tout, comme il le dit lui-même, « de suivre le développement de la figure du commerçant dans la littérature [française du Moyen Âge] et de voir comment elle s'y reflète dans les différentes périodes » (p. 4). En fait, le terrain s'est dérobé sous ses pas : une rapide analyse des œuvres littéraires des XI^e-XV^e siècles l'a bien vite con-

1. G. SCHILPEROORT, *Le commerçant dans la littérature française du Moyen Âge (caractère, vie, position sociale)*. Groningue, La Haye et Batavia, J.-B. Wolters, 1933, in-8°, 158 p. et 5 p. de corrections, additions et bibliographie ; prix, relié : 3 florins 50.

vaincu du caractère conventionnel de la majorité d'entre elles ; mais il s'est employé en conscience à en extraire les détails les plus significatifs, et peut-être, s'il eût mieux choisi ses lectures, eût-il pu en tirer un meilleur parti. N'est-ce pas toutefois perdre son temps que de traiter comme documents historiques des textes aussi peu concluants, alors que l'on dispose de bien d'autres sources d'information — comme suffirait à le prouver le volume de M. Espinas dont nous venons de parler ? La bibliographie de M. Schilperoort, ses notes et les considérations générales qu'il a placées en tête de son travail trahissent encore une grande inexpérience.

VI. HISTOIRE RÉGIONALE ET LOCALE : TEXTES. — M. Paul LE CACHEUX¹ publie, en majeure partie d'après les parchemins originaux conservés aux Archives départementales de la Seine-Inférieure, le texte de toutes les chartes du prieuré clunisien de Longueville-en-Caux antérieures à la conquête de Philippe Auguste, en 1204. La série des documents subsistants ne remonte qu'à 1130 environ, quoique le prieuré ait été fondé près de quarante ans plus tôt, en 1093, et aucune des pièces dont M. Le Cacheux reproduit la teneur ne semble offrir un intérêt exceptionnel. Ce sont surtout des actes de donations, de confirmations, de ventes, d'accords, etc. Mais, s'ils ne sortent pas de l'ordinaire, ces documents n'en fournissent pas moins une base solide à l'histoire de la région et de ses seigneurs, parmi lesquels il en est de bien connus, notamment Guillaume le Maréchal. Inutile d'ajouter que les textes ont été transcrits et édités avec le plus grand soin. M. Le Cacheux y a joint quelques notes, un index et une introduction, destinée à retracer dans ses grandes lignes, d'après les archives du département, l'histoire du prieuré depuis les origines jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Le cartulaire du Forez, dont un comité local, composé de MM. Georges GUICHARD, DE NEUFBOURG, Édouard PERROY et J.-E. DUFOUR, a entrepris la publication², s'annonce comme un recueil d'étendue considérable. En se proposant de rechercher et d'éditer les trois à quatre mille actes concernant leur province pour l'époque antérieure au XIV^e siècle, les quatre érudits dont nous venons de transcrire les noms ne se dissimulent pas les difficultés de tous ordres au-devant desquelles ils vont ; mais, en prenant leur parti, ils se sont mis courageusement à la tâche et, sans attendre la fin de recherches qui s'annoncent longues, se sont décidés à publier les documents réunis au fur et à mesure de leurs dépouillements sous la forme de feuillets

1. *Chartes du prieuré de Longueville de l'ordre de Cluny, au diocèse de Rouen, antérieures à 1204*, publ. par Paul LE CACHEUX. Rouen, Lestringant, et Paris, Aug. Picard, 1934, in-8°, xxviii-137 p. (publ. de la Société de l'histoire de Normandie) ; prix : 30 fr.

2. *Chartes du Forez antérieures au XIV^e siècle*, publ. sous la direction de Georges GUICHARD, du comte DE NEUFBOURG, d'Édouard PERROY et de J.-E. DUFOUR. Mâcon, impr. Protat, 1933-1935, 4 vol. in-8° parus sous reliures mobiles (en tout 600 pièces non paginées) et 2 fascicules de tables (1933 et 1935), de 78 p. et 1 carte et de 103 p. On annonce le tome V.

mobiles que le lecteur est invité à classer chronologiquement dans des reliures « automatiques ». M. Bémont a déjà souligné ici¹ les menus inconvénients du système adopté, mais aussi le vif intérêt des textes jusqu'alors recueillis et dont le total atteint 600 pour l'extrême fin du XI^e siècle, le XII^e et surtout le XIII^e, le plus largement représenté. Chaque pièce, bien éditée, et annotée comme il sied, est précédée d'une analyse qu'on eût souvent, il est vrai, pu souhaiter plus rigoureuse — et, pour en faciliter la consultation, les éditeurs ont dès maintenant fait paraître deux fascicules successifs de tables et une carte du Forez. La suite de cette publication, qui se présente sous des dehors presque somptueux en des temps où la science historique est communément réduite à la portion congrue, est annoncée pour bientôt : on ne manquera pas de s'en réjouir. Mais, sans s'associer aux critiques parfois injustes qui n'ont pas été ménagées aux quatre éditeurs, on les priera d'user de plus de précautions encore et de minutie dans la mise au point des textes appelés à figurer aux prochains fascicules. Nous les attendons, pour notre part, avec confiance.

Le *Cartulaire des comtes de la Marche et d'Angoulême*², que M. Georges THOMAS édite d'après une copie exécutée au XVII^e siècle de l'original disparu dans l'incendie de la Cour des comptes de Paris, en 1737, ne comprend qu'un très petit nombre de documents (cinquante-neuf en tout), répartis sur une centaine d'années (1178-1290), mais il s'agit de documents d'une importance capitale pour l'histoire des princes de la famille de Lusignan qui furent comtes de la Marche et d'Angoulême au XIII^e siècle et jouèrent alors un rôle de premier plan dans la lutte entre Capétiens et Plantagenêts. Les textes sont très correctement publiés, mais quelques notes et une préface n'eussent pas été inutiles pour les mettre en valeur.

Le catalogue des actes de Raymond V de Toulouse (1149-1194) dressé par M. LÉONARD³ nous est parvenu avec un tel retard que nous n'avons pu en parler dans notre précédent Bulletin. Il a été préparé avec le soin et la compétence qu'on peut attendre d'un érudit qui a déjà donné plus d'une preuve de savoir et de talent. Les 158 documents dont il a retrouvé le texte ou la trace sont analysés et datés avec précision ; manuscrits et éditions sont relevés méthodiquement, et une introduction, qui ne compte pas moins de soixante et onze pages, en souligne fort bien l'intérêt et la portée. Une des idées sur lesquelles M. Léonard insiste justement est la place considérable que les régions du Languedoc oriental et du Rhône occupent dans la série

1. *Rev. histor.*, t. CLXXV (1935), p. 578-579.

2. *Cartulaire des comtes de la Marche et d'Angoulême*, publ. par Georges THOMAS. Angoulême, Imprimerie ouvrière, 1934, in-8°, 151 p. (publ. de la Société archéologique et historique de la Charente).

3. Émile-G. LÉONARD, *Catalogue des actes des comtes de Toulouse ; III : Raymond V, 1149-1194*. Paris, Aug. Picard, 1932, in-8°, LXXX-167 p. — Il n'est peut-être pas superflu d'avertir le lecteur que les tomes I et II de ce *Catalogue* n'ont pas vu le jour encore.

de ces actes au détriment du Toulousain ; et M. Léonard de rappeler à cette occasion, après Luchaire, la « généreuse imprévoyance » des princes de la maison de Saint-Gilles, « plus soucieux, observe-t-il à son tour, d'influence et de prestige que d'organisation ». A ces judicieuses considérations, il a joint d'utiles remarques sur la chancellerie du comte de Toulouse et « les caractères diplomatiques » de ses actes.

Le document qu'Henri JASSEMINE, dont nous déplorons la mort prématurée, avait édité d'après l'original des Archives de la Côte-d'Or, sous le titre de *Mémorial de Robert II, duc de Bourgogne, 1273-1285*¹, offre un caractère assez particulier. Œuvre d'un clerc attaché à la personne du duc en qualité d'aumônier ou de chapelain, c'est un petit registre où sont consignés tour à tour les résumés officiels des recettes et dépenses de la comptabilité ducale, telle qu'elle était arrêtée à intervalles réguliers, des extraits de la comptabilité personnelle du compilateur en tant qu'il avait eu à régler des comptes pour le duc, des minutes de quelques comptes du principal receveur du duché, Aubert Brochefort, des notes sur les hommages solennellement prêtés à Robert II, sur les baux et autres actes intéressant la gestion du domaine ducal, d'autres notes enfin, de nature variée, se référant à la vie du duché bourguignon dans le dernier tiers du XIII^e siècle. H. Jassemine avait non seulement annoté tous ces textes, mais il les avait fait précéder d'une introduction où les problèmes qu'ils soulèvent sont résolus avec autant de lucidité que d'élégance.

De nature plus diverse encore sont les documents consignés dans le registre généralement appelé « Cartulaire de la ville de Provins », quoiqu'il n'ait rien d'un recueil de chartes, et qui est le registre officiel des actes de la commune et de sa comptabilité au cours des années 1271-1330. L'édition que M. Jules D'AURIAC en avait préparée sous la direction de Maurice PROU² a été livrée au public en 1934 sans les tables, dont la publication est promise pour une date ultérieure. Les textes nous sont donnés à l'état brut, sans notes, sans commentaire, précédés d'un très bref « avant-propos », où un seul point est rapidement mis en lumière : l'intérêt particulier que présentent les actes de « désaveu » de parenté, dont les exemples abondent dans le registre. Mais, tout en regrettant cette excessive discrétion, on se félicitera de posséder enfin le texte intégral d'un recueil qui permet si bien de suivre la vie administrative de la commune pendant soixante ans de son existence.

1. *Un document financier du XIII^e siècle. Le Mémorial de Robert II, duc de Bourgogne, 1273-1285*, publ. par Henri JASSEMINE. Paris, Aug. Picard, 1933, in-8°, xxxii-160 p. — L'exemplaire de thèse (car il s'agit d'une thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres) porte un titre légèrement différent : *Le mémorial des finances de Robert II, duc de Bourgogne, 1273-1285*, sans « sur-titre ».

2. *Actes et comptes de la commune de Provins, de l'an 1271 à l'an 1330*, publ. sous les auspices de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins, par Maurice PROU et Jules D'AURIAC. Provins, impr. du « Briard », 1933, grand in-8°, iv-296 p.

Voici encore tout un lot de recueils documentaires intéressant l'histoire municipale. D'abord, le tome II du vaste *Catalogue des chartes de franchises de la France*, entrepris il y a une dizaine d'années par la « Société d'histoire du droit ». Ce nouveau volume, qui a trait à la Guyenne et à la Gascogne et qui est dû à M. Marcel GOURON¹, a été composé sur le même plan et dans le même esprit que le premier de la série (*Les chartes de franchises du Poitou*, par M^{lle} Dillay, 1927). M. Gouron s'est donc proposé d'y dresser la liste « des concessions faites à la totalité des habitants d'une localité pour fonder, confirmer, modifier ou décrire tout ou partie de son statut juridique collectif », et les actes inventoriés vont de l'octroi de libertés restreintes à celui de la « pleine franchise politique » et de la concession gracieuse à la concession forcée, par arrêt de justice. Aussi les documents retenus sont-ils de nature très variée. Ils ont été recueillis tant en France qu'à l'étranger, spécialement en Angleterre, concernent le vaste ensemble de territoires qui correspond en gros à nos départements actuels de la Gironde, des Landes, du Gers et du Lot-et-Garonne, avec quelques annexes dans les Basses-Pyrénées (arrondissement de Bayonne) et le Tarn-et-Garonne (Agenais), et ont été classés soit dans l'ordre alphabétique des noms de régions (Agenais, Albret, Armagnac, etc.), quand ils ne visent pas des localités déterminées, soit dans l'ordre alphabétique des noms de villes ou de villages quand il s'agit — et c'est la majorité des cas — de franchises propres à telle ou telle localité. A l'intérieur de chaque série ainsi constituée, la classification est, bien entendu, strictement chronologique. Le total des actes catalogués dépasse deux mille, les plus anciens remontant au XII^e siècle, les plus récents datant du XVIII^e. A vrai dire, il n'y a pas que des chartes de franchises — car il est difficile de tenir pour tels des actes portant, par exemple, suppression des privilèges urbains ou même acquisition de terres en vue de création d'une bastide — et mieux eût valu sans doute choisir pour le recueil un titre mieux adapté au dessein poursuivi. On eût aimé aussi des analyses moins succinctes, souvent mieux rédigées, parfois plus fidèles, une annotation et une introduction moins réduites. Mais on ne pourra que louer le zèle heureux déployé par M. Gouron pour l'élaboration de ce gros catalogue dont les historiens des libertés urbaines tireront un très large profit. Une bonne carte clôt le volume, auquel il ne manque qu'un index pour répondre pleinement au but visé.

Dans un deuxième recueil, dont elle a récemment entamé la publication, la « Société d'histoire du droit » entend non plus cataloguer, mais bien publier in extenso les principaux documents « qui, pendant toute la période du droit municipal écrit, font connaître les principes régissant cette partie

1. *Catalogue des chartes de franchises de la France*; II : *Les chartes de franchises de Guienne et Gascogne*, par Marcel GOURON. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1935, in-8°, LX-794 p. et 1 carte (publications de la Société de l'histoire du droit); prix : 120 fr.

des institutions des localités urbaines et rurales qu'on appelle les institutions municipales proprement dites » (*sic*). Ce nouveau recueil est, en conséquence, intitulé : *Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France*, et c'est à M. Georges ESPINAS qu'a été confié le soin d'en préparer le tome I^{er}, qui concerne l'Artois¹. Un premier lot de dix-neuf documents intéresse l'ensemble de la province ; le reste est groupé en huit séries chronologiques distinctes, concernant chacune des localités suivantes : Aire-sur-la-Lys, Ardres, Arques, Arras-ville, Arras-cité, Aubigny-en-Artois, Auchy-les-Hesdin, Audruicq, le surplus étant réservé pour les volumes ultérieurs, qui, pour l'Artois seul, promettent d'être nombreux. Comme dans le *Catalogue des chartes de franchises*, les textes les plus anciens appartiennent au XII^e siècle, les plus récents au XVIII^e ; beaucoup étaient jusqu'alors inédits (93, sur un total de 247). Ces textes sont correctement transcrits ; chacun d'eux est précédé d'une analyse succincte, dont il arrive que la rédaction ne soit pas impeccable (deux de ces analyses sont même déparées par une énorme bévue : Charles-Quint y est qualifié « empereur d'Autriche »), mais qui orientent très commodément le lecteur ; il n'y a ni notes ni même, pour l'instant (on nous les fait espérer pour le dernier volume), d'index ou de cartes ; les quelques pages d'introduction placées en tête de chacune des séries chronologiques n'en peuvent tenir lieu : outre que la rédaction en est compliquée et souvent obscure, M. Espinas se borne à y donner des renseignements d'ordre purement extérieur sur les documents, sans jamais entrer dans l'examen des problèmes qu'ils soulèvent. Le Moyen Age est largement représenté, et certaines séries, comme celles d'Arras et d'Aire-sur-la-Lys, sont pour les médiévistes du plus vif intérêt.

Peu auparavant, la « Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons », qui est, pour le nord de la France, comme un prolongement de la « Société d'histoire du droit », accueillait une nouvelle édition d'un document juridique très précieux : le coutumier lillois transcrit entre 1283 et 1286 par un certain Jean Roisin, « clerc de la ville », d'après une première rédaction exécutée, selon toute vraisemblance, quinze ou vingt ans plus tôt. Nous n'en connaissons pas de manuscrit antérieur à 1349. C'est d'après ce manuscrit, confronté avec neuf autres copies de date postérieure, que M. Raymond MONIER publie à nouveau ce texte, généralement dénommé *Livre Roisin*², en le faisant suivre d'un bon index formant glossaire. Son édition remplacera avantageusement celle de Brun-Lavainne, que déparaient de nombreuses

1. *Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France des origines à la Révolution. Artois, I*, par Georges ESPINAS. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934, in-8°, xxii-607 p. ; prix : 120 fr.

2. *Le Livre Roisin, coutumier lillois de la fin du XIII^e siècle*, publ. par Raymond MONIER ; préface d'A. DE SAINT-LÉGER. Paris, Éditions Domat-Montchrestien, et Lille, Émile Raoust, 1932, in-8°, xxxvi-175 p. et 1 carte (*Documents et travaux publiés par la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons*).

bévués ; mais on eût souhaité un commentaire. La préface, qui n'a guère trait qu'à la rédaction du coutumier et aux manuscrits, n'en saurait tenir lieu.

VII. HISTOIRE RÉGIONALE ET LOCALE : TRAVAUX. — Sur l'histoire du comté de Flandre, que le *Livre Roisin* vient illustrer, plusieurs volumes récents sont à signaler, et en premier lieu le *Robert le Frison* de M. Charles VERLINDEN¹, monographie prudente, méthodiquement conduite, et qui repose sur une critique sagace des textes. Ce n'est sans doute pas tout à fait la faute du jeune auteur si l'exposé est un peu morcelé et terne. Toutefois, après les pages brillantes qu'Henri Pirenne avait consacrées au personnage et à l'orientation nouvelle qu'il lui attribuait dans la politique flamande vers la fin du XI^e siècle, on ne pourra s'empêcher de penser qu'il était possible de voir un peu plus large. Les faits sont soigneusement répertoriés et précisés ; il resterait à expliquer le sens général de l'œuvre accomplie. Mais peut-être eût-il fallu, pour y parvenir, déborder le cadre monographique dans lequel M. Verlinden s'est strictement enfermé.

Avec le mémoire de M. GANSHOF sur *Les tribunaux de châtellenie en Flandre avant le milieu du XIII^e siècle*² — mémoire dont nous nous excusons de parler si tard — le cadre s'élargit. Observant avec juste raison que le comté de Flandre est, avec le duché de Normandie, une des rares principautés féodales qui ait possédé en France dès le XI^e siècle une véritable organisation judiciaire, M. Ganshof s'est proposé de la décrire et d'en retracer l'histoire jusque vers le milieu du XIII^e siècle. Provisoirement, il s'en tient aux tribunaux qui, dans chaque châtellenie, constituaient la juridiction ordinaire du comte ; mais, de cette première enquête, que l'auteur a voulu aussi objective que possible, ressortent déjà d'importantes conclusions : la survivance, au moins vraisemblable, des échevinages carolingiens en Flandre, l'exercice incontesté de la juridiction comtale par l'entremise des châtelains ou vicomtes, puis des baillis (à partir de la fin du XII^e siècle), enfin l'extension continue de leur compétence judiciaire. Il y a là une base solide pour des recherches ultérieures : nous attendons avec impatience le résultat de celles que M. Ganshof a lui-même décidé de poursuivre.

Le volume de M. Pierre PAILLLOT sur *La représentation successorale dans les coutumes du nord de la France*³ est, comme le titre le laisse apparaître,

1. Charles VERLINDEN, *Robert I^{er} le Frison, comte de Flandre. Étude d'histoire politique*. Anvers, « De Sikkel » ; Paris, Champion, et La Haye, M. Nijhoff, 1935, in-8°, 210 p. (*Universiteit te Gent. Werken uitgegeven door de Faculteit der wijsbegeerte en letteren*, fasc. 72).

2. François-L. GANSHOF, *Recherches sur les tribunaux de châtellenie en Flandre avant le milieu du XIII^e siècle*. Anvers, « De Sikkel », et Paris, Champion, 1932, in-8°, 103 p. et 1 carte (même collection, fasc. 66).

3. Pierre PAILLLOT, *La représentation successorale dans les coutumes du nord de la France. Contribution à l'étude du droit familial*. Paris, Éditions Domat-Montchrestien, et Lille, Émile

d'ordre exclusivement juridique ; mais l'auteur a, chemin faisant, été amené à dégager de l'histoire du droit successoral — étudié sous l'angle spécial de l'aptitude des enfants d'un héritier direct disparu à intervenir à sa place dans le partage de la succession — des vues utiles à l'histoire du droit familial, envisagé dans toute son ampleur. Son examen s'étend au droit féodal comme au droit privé, et les premiers chapitres de son livre portent sur la succession au comté de Flandre durant le Moyen Age. On eût souhaité souvent une méthode plus conforme aux habitudes historiques, une confrontation régulière entre les textes coutumiers et les actes de la pratique, enfin un plan qui, dans le détail, laissât mieux apparaître l'évolution du droit ; mais les documents cités et les faits allégués sont dignes d'attention.

Avec M. Robert BESNIER, nous quittons la Flandre, sans changer pourtant tout à fait de domaine, puisque, professeur à la Faculté de droit de Caen, M. Besnier a eu l'heureuse pensée d'écrire un manuel des sources de l'histoire du droit normand¹. Son exposé est d'une parfaite clarté : du x^e siècle à la Révolution, il suit pas à pas, par grandes périodes historiques, l'élaboration de la coutume de Normandie, sans jamais perdre de vue le milieu et les circonstances où elle s'est formée et a évolué. Il donne sur chaque coutumier, comme sur les textes qui permettent d'en étudier l'application ou sur les commentaires qu'ils ont suscités, les détails les plus précis touchant la date et les conditions où ils ont été rédigés ou le champ de leur application ; il examine attentivement le problème des influences subies ; enfin — et c'est une des parties les plus neuves du volume — il fournit sur l'expansion du droit normand dans le royaume de Deux-Siciles, dans la principauté d'Antioche, dans les îles anglo-normandes, voire, pour l'époque moderne, au Canada, des indications qui débordent parfois le cadre de ce qu'il appelle « l'histoire externe » de la coutume, pour nous introduire dans l'histoire même du droit appliqué².

Archiviste de la Haute-Loire, M. DELCAMPRE a publié sur l'histoire municipale du Puy un ouvrage³ dont une grande partie a trait à la période moderne, mais qui apporte aussi d'appréciables nouveautés pour la période médiévale. Ville de consulat, le Puy ne l'est devenu qu'assez tard. La vieille cité épiscopale n'a commencé qu'en 1219 à connaître quelques libertés, à la suite de révoltes qui forcèrent la main à l'évêque. Peu à peu élargies sous la pression des événements, ces bien modestes libertés initiales ne firent place

Raoust, 1935, in-8°, 330 p. (t. VIII de la *Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons*).

1. Robert BESNIER, *La coutume de Normandie. Histoire externe*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1935, in-8°, 296 p. ; prix : 40 fr.

2. Sur la Bretagne, un nouveau livre : *Pierre Mauclerc, duc de Bretagne*, par Jacques LEVYON (1935). Ce volume ne nous est pas encore parvenu.

3. Étienne DELCAMPRE, *Une institution municipale languedocienne. Le consulat du Puy-en-Velay des origines à 1610*. Le Puy-en-Velay, Impr. de la Haute-Loire, 1933, viii-316 + 162 p.

que très lentement et malgré la résistance de l'évêque, contre lequel les révoltes furent incessantes, au régime consulaire, établi enfin en 1344 par le roi, à qui un traité de pariage, précédemment étudié par l'auteur de ce livre, avait, en 1305, assuré une part considérable d'autorité dans la ville. Les nouveaux privilèges, chèrement payés — car ils donnèrent lieu à d'innombrables marchandages, et la royauté se conduisit avec sa coutumière désinvolture — furent longtemps contestés, pour n'être définitivement reconnus qu'au milieu du ^{xv}^e siècle, et l'aventure éclaira d'un jour assez cru l'histoire de la pénétration capétienne dans les domaines de ses vassaux, en même temps que celle de sa fiscalité. M. Delcambre démonte avec intelligence les rouages de l'administration consulaire telle qu'elle fonctionna au Puy du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle, il en précise les attributions, expose enfin les démêlés de la ville avec l'autorité royale et l'évêque au cours des siècles, spécialement au ^{xvi}^e. Solide et neuf presque de bout en bout, son livre est un des plus instructifs que nous possédions sur l'histoire urbaine de la France centrale durant les derniers siècles du Moyen Age et au temps des guerres de religion. Il est dommage que l'auteur se soit montré si discret sur l'histoire des origines et de la formation du Puy avant le ^{xiii}^e siècle et que sa méthode, purement analytique, l'ait amené à limiter son horizon au point de s'interdire toute comparaison avec l'histoire des autres villes dont seul son titre (« une institution municipale languedocienne ») évoque très insuffisamment le passé.

C'est encore d'histoire urbaine que M. Poux nous entretient dans sa grande monographie de Carcassonne¹, dont les tomes II et III, vieux déjà de quatre ans, auraient dû trouver place dans notre dernier Bulletin s'ils ne nous étaient parvenus avec un très fort retard. De ces deux volumes (qui font suite à celui où M. Poux avait, dix ans plus tôt, traité du haut Moyen Age²), l'un retrace à partir de l'année 1067, qui marque l'avènement de la maison de Barcelone, l'histoire de l'extension de la ville, de son organisation intérieure, de ses rapports avec les vicomtes, de son rôle lors de la croisade albigeoise, de sa soumission à l'autorité royale sous Louis VIII, de sa résistance à Raimond Trencavel en 1240, de sa vie sous le gouvernement de saint Louis, de l'établissement de l'Inquisition, des transformations matérielles de la cité et de son organisation militaire à la fin du ^{xiii}^e siècle et dans la première moitié du ^{xiv}^e, enfin du rôle qu'elle a joué pendant la guerre de Cent ans. Le deuxième volume est entièrement réservé à l'étude archéologique des fortifications (enceintes et château) des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. L'analyse des divers éléments qui les composent est poussée jusqu'à la minutie;

1. Joseph Poux, *La cité de Carcassonne. Histoire et description. L'épanouissement, 1067-1466*. Toulouse, Privat, et Paris, Henri Didier, 1931, 2 vol. in-8°, xxiv-381 p., avec 10 planches hors texte, et 622 p., avec 41 planches hors texte, nombreuses figures dans le texte.

2. Sous le titre particulier : *Les origines*. — Voir *Rev. histor.*, t. CLXIII (1923), p. 232-233.

mais qui s'en plaindrait quand on voit le parti que l'auteur en tire lui-même dans la sobre conclusion où il en ramasse habilement les résultats pour montrer la merveilleuse cohésion de l'ensemble, la netteté du dessein poursuivi, la parfaite adaptation de chaque moyen de défense aux attaques éventuelles auxquelles il faut parer?

N'abandonnons pas la région de Carcassonne sans signaler un travail d'un genre bien différent : l'*Histoire religieuse des anciens pays de l'Aude* (c'est-à-dire des anciens diocèses de Narbonne et de Carcassonne), dont M. l'abbé GRIFFE¹ publie le tome I^{er}. Ce volume, qui embrasse toute l'histoire du haut Moyen Age jusqu'à la fin de l'époque carolingienne, comprend essentiellement l'histoire primitive des deux diocèses ; la liste et la biographie des prélats qui ont occupé les deux sièges épiscopaux ; l'histoire des églises urbaines, suburbaines et rurales, ainsi que des monastères qui en relevaient avant la fin du x^e siècle. La méthode de l'abbé Griffe, qui a été à bonne école, est prudente ; il évite les hypothèses hasardeuses et passe les textes au crible avant de s'en servir. Mais, si sa méthode est prudente, elle est étroite. Il étudie, par exemple, la multiplication des paroisses urbaines et suburbaines sans la mettre en rapport avec la croissance des villes elles-mêmes ; il ne relie jamais ou presque jamais l'histoire ecclésiastique à l'histoire civile ou à l'histoire générale. Son point de vue reste toujours monographique, et, sorti de ses deux diocèses, il ne se montre pas toujours parfaitement informé : sur les incursions sarrasines en Languedoc, sur la vie d'Agobard, sur l'histoire carolingienne, il y a des erreurs ou des lacunes. Pour les actes royaux, il n'a consulté ni les *Regesta* de Böhmer et Mühlbacher ni, ce qui est plus fâcheux, l'édition que les *Monumenta Germaniae* ont donnée des diplômes de Charlemagne². C'est peut-être la raison pour laquelle il a négligé des problèmes de quelque importance, comme celui du vrai nom de l'archevêque *Nebridius*, appelé *Nimfridius* dans un acte de Charlemagne conservé en original, s'il est vrai que ces deux noms recouvrent un seul et même personnage, en dépit des doutes qui ont été élevés à ce sujet et qu'il semble ignorer. Qu'on n'aille point penser néanmoins que l'ouvrage de l'abbé Griffe est négligeable : si nous en avons souligné les imperfections, c'est, au contraire, parce que, dans son ensemble, il nous a paru d'une qualité telle qu'on souhaiterait n'avoir plus, à l'occasion du tome II, que des éloges à décerner à son auteur.

VIII. HISTOIRE INTELLECTUELLE : PUBLICATIONS DE TEXTES. — Peu d'éditions de textes latins intéressant l'histoire intellectuelle de la période sur laquelle porte ce Bulletin. Deux d'entre elles nous viennent de l'Académie américaine à Rome et sont dignes d'attention l'une et l'autre, de deux points

1. ÉLIE GRIFFE, *Histoire religieuse des anciens pays de l'Aude* ; t. I : *Des origines chrétiennes à la fin de l'époque carolingienne*. Paris, Aug. Picard, 1933, in-8°, xxiv-297 p., 5 planches et 1 carte hors texte ; prix : 35 fr.

2. Il finit toutefois par la citer *in extremis* — mais pour un seul acte — p. 270, n. 1.

de vue très différents. L'une, due à M. SILK¹, est curieuse pour l'histoire de la pensée philosophique au IX^e siècle : elle nous apporte, d'après trois manuscrits (d'Oxford, de Paris et de Florence), le texte d'un commentaire anonyme rédigé au IX^e siècle, peut-être par Jean Scot, et à tout le moins sous son influence, du *De consolatione philosophiae* de Boèce. On eût souhaité des notes, ne serait-ce que pour indiquer régulièrement les sources auxquelles le commentateur a puisé, et une introduction un peu plus étoffée ; mais, par ailleurs, l'édition semble satisfaisante.

Dans un autre volume de la même collection, M. OGLE et M^{lle} SCHULLIAN publient, surtout d'après le manuscrit latin 1357 du fonds de la reine Christine, au Vatican, les poèmes de Raoul le Tourtier, moine de Saint-Benoît-sur-Loire au XI^e siècle². L'ensemble n'est certes pas de premier ordre : l'auteur versifie péniblement, soit d'après Valère-Maxime (dans les neuf livres de son *De memorabilibus*), soit d'après les *Miracles de saint Benoît* en prose (dans ses *Miracula S. Benedicti*), soit d'après d'autres récits hagiographiques ; mais ses onze épîtres valent d'être étudiées d'assez près, ne serait-ce qu'à raison des nombreux problèmes qu'elles soulèvent. Or, là encore, les éditeurs s'en tirent à trop bon compte en laissant à ceux qui recourront à leur volume le soin de faire par eux-mêmes presque tout le travail d'identifications, de corrections, d'interprétations, de discussions qu'il est normal d'attendre de quiconque entreprend de publier des textes. Pour nous en tenir à quelques exemples, la fameuse épître à *Sincopus*, où l'on a voulu voir une allusion à l'aventure d'Héloïse et d'Abélard, n'eût-elle pas mérité un commentaire critique ? Et, pareillement, l'épître à Bernard, où se rencontre une des plus anciennes allusions à l'épée de Roland ? M. Ogle et M^{lle} Schullian se doivent de compléter leur travail : ils se sont arrêtés en cours de route.

Avec le *Traité de l'amitié chrétienne et de l'amour divin* de Pierre de Blois, que publie et traduit M^{lle} DAVY³, nous atteignons le XII^e siècle et arrivons à l'œuvre d'un humaniste authentique. Ce n'est pourtant pas là, semble-t-il, que Pierre de Blois a donné sa mesure : tributaire, dans ce traité, tantôt de Cicéron, tantôt de saint Augustin, encore qu'il sache donner un tour personnel à sa pensée, il n'atteint que rarement à l'originalité véritable, et la forme reste didactique à l'excès. L'édition et la traduction de M^{lle} Davy — dont le titre infidèle risque d'induire en erreur — inspirent en général confiance

1. *Saeculi noni auctoris in Boetii Consolationem philosophiae commentarius*, publ. par Edmund Taite SILK. Rome, American Academy, 1935, in-8°, LXII-349 p. et 1 planche hors texte (vol. IX des *Papers and monographs of the American Academy in Rome*).

2. *Radulfi Tortarii carmina*, publ. par Marbury B. OGLE et Dorothy M. SCHULLIAN. Rome, American Academy, 1933, in-8°, LX-500 p. (vol. VIII des *Papers and monographs of the American Academy in Rome*).

3. M.-M. DAVY, *Un traité de l'amour du XII^e siècle. Pierre de Blois*. Paris, E. de Boccard, 1932, in-8°, 604 p. — Nous n'avons pas reçu un autre ouvrage du même auteur, qu'il nous a été donné de lire en manuscrit : *Les sermons universitaires parisiens, 1230-1231. Contribution à l'histoire de la prédication médiévale* (1931).

(mais que les épreuves d'imprimerie ont été mal corrigées !); et, quoique la préface, sur Pierre de Blois et son œuvre, eût gagné à être un peu plus approfondie, on lui sera reconnaissant de cette utile contribution à l'histoire de l'humanisme chrétien au Moyen Âge.

La Chronique du « Pseudo-Turpin » nous acheminera vers la littérature de pure imagination. On sait le vif intérêt de l'œuvre pour l'histoire légendaire de Charlemagne et de Roland vers le milieu du ^{xiii}^e siècle. La jolie édition tirée à petit nombre (300 exemplaires) qu'en donne M. WARD THORON sous les auspices de la *Mediaeval Academy of America*¹ n'est qu'une transcription fidèle d'un des plus anciens manuscrits, celui de Saint-Pierre de Rome; le texte est livré sans préface, sans notes, sans commentaire, sans index, avec tout juste deux petites pages pour décrire le manuscrit; mais il se présente élégamment et rendra service.

Les grandes collections de textes littéraires français ont poursuivi leur carrière. De la *Société des anciens textes français*, en dehors des tout derniers volumes, qui ne nous sont pas encore parvenus, nous n'avons à signaler ici qu'un beau fac-similé du manuscrit d'Oxford de la *Chanson de Roland* publié grâce à une généreuse initiative du comte Alexandre DE LABORDE, avec une introduction de M. SAMARAN, et l'édition par M. Robert BOSSUAT d'un roman du ^{xiv}^e siècle, *Bérinus*, qui n'est — et c'est pourquoi nous le mentionnons au présent Bulletin — qu'un remaniement d'une œuvre en vers composée au ^{xiii}^e. Il serait superflu d'insister sur les services inappréciables que rendra la reproduction phototypique du premier en date des manuscrits du *Roland*². Le fac-similé, d'une lisibilité parfaite, a été établi à la grandeur de l'original, qu'il reproduit in extenso. Outre une histoire et une description très minutieuse du manuscrit, dont l'origine anglo-normande ne saurait faire doute, une étude attentive de ses moindres particularités paléographiques et un essai de datation plus rigoureuse (1130-1150?), M. Samaran s'est appliqué dans son introduction, en procédant à la lecture des passages suspects sous l'action des rayons ultra-violets, à distinguer, dans la mesure du possible, les leçons originales des corrections dues au reviseur. S'agissant du *Roland*, aucune de ces remarques ne paraîtra trop menue.

L'édition du roman de *Bérinus*³ est la première qui voie le jour depuis le

1. *Codex quartus sancti Jacobi de expedimento et conversione Yspanie et Gallicie editus a beato Turpino archiepiscopo* [publ. par WARD THORON]. Boston, 1934, grand in-8°, 60 p. non numérotées et 3 planches hors texte.

2. *La Chanson de Roland. Reproduction phototypique du manuscrit Digby 23 de la Bodleian Library d'Oxford*, éditée avec un avant-propos par le comte Alexandre DE LABORDE; étude historique et paléographique de Ch. SAMARAN. Paris, Société des anciens textes français [librairie Droz], 1933, petit in-4°, iv-54 p. et 144 p. de fac-similés.

3. *Bérinus, roman en prose du ^{xiv}^e siècle*, publ. par Robert BOSSUAT. Paris, Société des anciens textes français, 1931-1933, 2 vol. in-8°, LVI-432 et 255 p. — Le tome I n'a paru, en réalité, qu'en 1933.

xvi^e siècle. Le roman même n'a pas joui d'une bien grande célébrité. C'est l'histoire extraordinairement compliquée et touffue d'un jeune Romain qui, d'aventures en aventures, en vient à épouser la nièce d'Ysope, roi de l'île mystérieuse de Blandie, auquel il succède, et qui — chose peu banale! — finit décapité, sur sa demande, par son propre fils Aigre. A la suite de cette longue histoire et de son épilogue, non moins long et étrange, M. Bossuat publie les fragments retrouvés du roman en vers dont procède le texte en prose.

Des *Classiques français du Moyen Age*, deux fascicules seulement à signaler ici : les tomes I et II d'un roman en vers du XIII^e siècle, *Gui de Warewic*, publié par M. EWERT¹. Composé par un poète anglo-normand vers 1235 ou 1240, le roman, très pauvre d'invention, a joui néanmoins d'une grande vogue en Angleterre, parce qu'on a voulu voir dans le personnage imaginaire qui en est le héros le champion des Anglais contre les Danois au temps du roi Athelstan et qu'on a cru y retrouver un écho de la bataille de Brunanburh (937). Dans son excellente édition, M. Ewert remet les choses au point et nous livre un texte fondé sur une étude attentive de tous les manuscrits connus.

On a publié l'édition que le chanoine MEUNIER, mort en 1929, avait préparée de la *Vie de saint Alexis*² d'après le manuscrit de Hildesheim (où il a, selon toute apparence, été apporté d'Angleterre au XII^e siècle) ou plutôt d'après les transcriptions qui en avaient été données avant lui. Il y avait joint une traduction intégrale et un très volumineux commentaire grammatical, une étude sur la versification du poème et le texte de la légende latine adaptée par le vieux poète français, ainsi qu'un glossaire très développé. Du point de vue de l'histoire littéraire, cette édition, si considérable du point de vue philologique, ajoute peu de chose à ce que nous savions déjà.

Quelques traductions ou adaptations d'œuvres médiévales nous ont été adressées. Citons d'abord les deux vivantes « transpositions » que M. Gustave COHEN a écrites pour la scène du *Miracle de Théophile* de Rutebeuf³ et du *Jeu de Robin et de Marion* d'Adam de la Halle⁴. Ces deux renouvellements ont vu le feu de la rampe et ont été consacrés par le succès : c'est la preuve que le théâtre du Moyen Age peut encore produire son effet. Le *Jeu*

1. « *Gui de Warewic* », roman du XIII^e siècle, édité par Alfred EWERT. Paris, Champion, 1933 (en réalité : 1934), 2 vol. in-16, xxxvi-207 et 223 p. (fasc. 74 et 75 des *Classiques français du Moyen Age*, publ. sous la direction de Mario Roques); prix : 16 fr. 50 et 18 fr.

2. *La vie de saint Alexis, poème français du XI^e siècle, texte du manuscrit de Hildesheim, traduction littérale, étude grammaticale, glossaire*, par le chanoine J.-M. MEUNIER. Paris, E. Droz, 1933, in-8°, 434 p.

3. Rutebeuf, *Le miracle de Théophile*, transposition de Gustave COHEN. Paris, Delagrave, 1934, in-16, 63 p. et 4 planches; prix : 8 fr.

4. Adam le Bossu, *Le jeu de Robin et Marion, suivi du jeu du Pèlerin*, transposition de Gustave COHEN, transcription musicale de Jacques CHAILLEY. Paris, Delagrave, 1935, in-16, 111 p. et 4 planches; prix : 12 fr.

de Robin
il est su
un neve
dernier.

De so
sions le
de Bor
poète d
que ce
M. Wil
version
grale d
de l'ill
est ten
tion, u
difficul

Enfi
quelqu
P. Gon
nature
chapit
de Lor
« les a
tion,
L'aut
beauc
lastiq
temer
l'évêq
gagné
et no
cherch
tumu
mode

IX
térat

1. M
adapt
10 fr.
2.
toise,
255 p

de Robin est accompagné de rondeaux, de motets et d'estampies du temps ; il est suivi du *Jeu du Pèlerin*, sorte d'à-propos en vers, écrit peut-être par un neveu d'Adam de la Halle pour servir d'introduction à l'œuvre de ce dernier.

De son côté, M. WILMOTTE publie une fort précieuse traduction des versions les plus anciennes de la légende du Gral¹, savoir l'*Estoire* de Robert de Boron, des fragments de Chrétien de Troyes, enfin l'œuvre perdue d'un poète du XII^e siècle répondant au nom de Guiot (M. Wilmotte ne croit pas que ce soit Guiot de Provins), telle qu'elle nous a été conservée, selon M. Wilmotte, dans le poème allemand de Wolfram d'Eschenbach. Ces trois versions combinées ont permis à M. Wilmotte de tenter une restitution intégrale de la légende primitive. Ce faisant, il s'est souvenu sans aucun doute de l'illustre exemple donné par M. Bédier pour *Tristan et Iseut*, mais s'en est tenu, quant à lui, à de simples traductions ; et, si son essai et l'introduction, un peu difficile d'accès, qui le précède ne sont pas sans soulever quelques difficultés, l'ensemble est vraiment intéressant et suggestif.

Enfin, c'est ici le lieu de signaler l'adaptation en vers modernes de quelques-uns des passages les plus importants du *Roman de la rose* par le P. GORCE², dont nous mentionnions précédemment un livre de tout autre nature. Les extraits sont groupés, suivant l'ordre même du poème, en six chapitres intitulés « un amour déçu » (qui correspond à l'œuvre de Guillaume de Lorris), « la froide raison », « la ruse d'amour », « l'abominable duègne », « les accordailles », « les sources de vie ». Mais, plus encore que cette adaptation, l'ample et très neuve préface du P. Gorce intéressera les historiens. L'auteur y soutient avec force cette thèse que l'œuvre de Jean de Meung, de beaucoup la plus remarquable à ses yeux, est une véritable somme de scolastique courtoise, imprégnée d'une théologie dont l'esprit s'apparente étroitement à celui des écrits condamnés comme hétérodoxes, en 1277, par l'évêque de Paris Étienne Tempier. La démonstration, qui eût peut-être gagné à être conduite avec plus de netteté, est cependant très entraînante, et nous inclinons à penser que le P. Gorce est sur la bonne voie quand il cherche à rendre intelligible le *Roman* en le remplaçant dans l'atmosphère tumultueuse de l'Université parisienne vers la fin du XIII^e siècle. Sous sa modeste apparence, on voit donc que son adaptation apporte du nouveau.

IX. HISTOIRE INTELLECTUELLE : LA LITTÉRATURE D'ÉCOLE. — Sur la littérature d'école et l'enseignement, l'ouvrage le plus important paru depuis

1. Maurice WILMOTTE, *Le Roman du Gral d'après les versions les plus anciennes*, traduit et adapté, avec une introduction. Paris, La Renaissance du livre, s. d., in-16, 162 p. ; prix : 10 fr.

2. G. DE LORRIS et J. DE MEUN, *Le Roman de la rose, texte essentiel de la scolastique courtoise*, préfacé et commenté par M. GORCE, O. P. Paris, Éditions Mouton, 1933, in-16, 255 p. ; prix : 18 fr.

notre dernier Bulletin est celui du regretté Stephen d'IRSAÏ, mort prématurément il y a quelques mois en pleine force de travail. Le premier volume de son *Histoire des Universités*¹, qui seul doit être cité ici, est l'œuvre d'un grand travailleur, venu de Hongrie, puis d'Amérique, à la France dans un élan d'enthousiasme et qui a réussi ce tour de force d'écrire directement en notre langue ce livre de synthèse, où l'histoire de l'enseignement et des institutions universitaires est retracée d'ensemble depuis les origines du Moyen Age jusqu'au temps de la Renaissance. La France et, en France, l'Université de Paris y occupent naturellement, pour le Moyen Age au moins, la plus large place. Après un résumé à grands traits de l'histoire des « écoles préuniversitaires », S. d'Irsay expose fort clairement la naissance de l'Université parisienne et son orientation vers les études théologiques, tandis que Montpellier et, hors de France, Bologne se spécialisent dans l'étude, l'un, de la médecine et, l'autre, du droit. Il montre ensuite ce qu'il appelle « l'expansion du mouvement universitaire » dans le reste de l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne. Un des chapitres les mieux conçus est réservé à une étude générale de l'organisation universitaire au XIII^e siècle : les traits communs à toutes les Universités, les quelques principes dont elles s'inspirèrent toutes dans l'agencement de leur vie corporative y sont bien mis en relief, à la lumière des plus récents travaux. La seconde moitié du volume excède en majeure partie les limites qui nous sont présentement imposées. Jusqu'à nouvel ordre, bornons-nous à dire que le mouvement qui entraîne les universités vers une « nationalisation croissante » y est fortement marqué et que l'auteur insiste, en finissant, sur les transformations profondes que la Renaissance humaniste et la Réforme religieuse entraîneront peu à peu.

Presque au moment même où S. d'Irsay achevait son premier volume, mais trop tard pour qu'il ait pu l'utiliser, paraissait le livre des PP. PARÉ, BRUNET et TREMBLAY, de l'« Institut d'études médiévales » d'Ottawa (Canada), sur *Les écoles et l'enseignement au XII^e siècle*². Ce volume se présente à nous sous les dehors modestes d'une refonte de l'ouvrage bien connu de l'abbé G. Robert, dont nous avons jadis rendu compte³; mais, en fait, à l'inspiration et au plan près, il s'agit presque d'un bout à l'autre d'un livre nouveau, où surnagent simplement de-ci de-là quelques bribes du texte ancien. La première partie surtout (p. 17-210), qui traite des écoles et de

1. Stephen d'IRSAÏ, *Histoire des Universités françaises et étrangères des origines à nos jours*, t. I : *Moyen Age et Renaissance*. Paris, Aug. Picard, 1933, in-8°, xii-372 p., 20 planches et 1 carte hors texte. — Le tome II a été publié en 1935, après la mort de l'auteur; il mène l'histoire des Universités jusqu'en 1860. Nous en rendrons compte prochainement.

2. G. PARÉ, A. BRUNET, P. TREMBLAY, *La renaissance du XII^e siècle. Les écoles et l'enseignement*, « refonte complète de l'ouvrage de G. Robert (1909) » [avec un avant-propos du P. CHENU, O. P.]. Paris, Vrin, et Ottawa, Institut d'études médiévales, 1933, in-8°, 324 p. (*Publications de l'Institut d'études médiévales d'Ottawa*, III).

3. *Rev. histor.*, t. CI (1909), p. 340.

l'enseigne
Robert
Admiral
PP. Par
les titres
lectuels
gnemen
il convi
temps,
Robert,
la théol
ment sc
auteurs
suivant
puis lai
repensé
vité des
historie
sances
grand
Sans
d'allur
mais q
rejetée
la trop
guère c
dans s
vraiser
livre d
nos jou
du tra
Ne
M. A-
la pen
de cou
bridge
surviv

1. Ch
in-8°, 6
2. A
lectures
Londre

l'enseignement en général, a pris sous la plume des continuateurs de l'abbé Robert une ampleur et une précision à laquelle celui-ci n'avait pu atteindre. Admirablement informés — leurs bibliographies en témoignent — les PP. Paré, Brunet et Tremblay passent en revue successivement — ce sont les titres mêmes de leurs chapitres — les « foyers scolaires et les centres intellectuels », l'« organisation scolaire », les « matières et les procédés d'enseignement », la « renaissance du XII^e siècle », et, non moins que leur érudition, il convient de louer leur sens des réalités, leur largeur de vues et, en même temps, leur souci des nuances. De la deuxième partie du livre de l'abbé Robert, ils n'ont pas tout retenu. Le sujet est le même : l'enseignement de la théologie au temps d'Abélard ; mais, si le premier chapitre (*L'enseignement scripturaire*) rappelle d'assez près celui du volume pris comme base, les auteurs de cette refonte reconquièrent une liberté croissante dans les deux suivants (*Les sommes des sentences* et *La discipline dialectique* d'Abélard), puis laissent finalement tomber divers appendices du volume primitif. Ainsi repensé et récrit, le livre dont nous sommes redevables à l'intelligente activité des trois religieux canadiens, continuateurs de l'abbé Robert, offre aux historiens, dans un cadre élargi, une mise au point excellente de nos connaissances actuelles sur les débuts de la scolastique dans ses rapports avec le grand mouvement de renaissance intellectuelle du XII^e siècle.

Sans nous éloigner d'Abélard, M^{lle} CHARRIER nous entraîne vers un sujet d'allure assez différente. Son *Héloïse*¹ est une étude critique, fine, élégante, mais qui ne pouvait guère, faute de documents, mener très loin : une fois rejetée, avec la plupart des critiques, comme falsifiée par Abélard lui-même, la trop fameuse correspondance des deux amants séparés, nous ne savons guère que ce que la partialité indiscrète d'Abélard a bien voulu nous dire dans son *Historia calamitatum*. Dès lors, on ne peut plus raisonner que par vraisemblance, et c'est une méthode dangereuse. La partie la plus neuve du livre de M^{lle} Charrier est l'histoire de la légende depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours ; mais ceci n'est plus, pour emprunter son langage, que l'histoire du travestissement d'Héloïse.

Ne quittons pas les milieux de « clergie » sans signaler l'instructif essai de M. A.-J. MACDONALD² sur le rôle du principe d'autorité et de la raison dans la pensée médiévale, du milieu du VIII^e siècle à la fin du XI^e. En une série de courts chapitres, qui reproduisent le texte de conférences faites à Cambridge il y a plusieurs années déjà, M. Macdonald s'applique à montrer la survivance des études de logique et de dialectique dans les écoles durant tout

1. Charlotte CHARRIER, *Héloïse dans l'histoire et dans la légende*. Paris, Champion, 1933, in-8°, 689 p. et 3 planches hors texte.

2. A. J. MACDONALD, *Authority and Reason in the early middle ages, being the Hulsean lectures 1931-1932 delivered in the University of Cambridge*. Oxford, University Press, et Londres, Humphrey Milford, 1933, in-8°, VIII-136 p. ; prix : 6 s.

le haut Moyen Age, l'importance qu'elles prirent au temps de Charlemagne et de Louis le Pieux avec un Alcuin, un Frédégise, un Candidus ; l'épanouissement de la pensée libre avec Jean Scot, Gottschalk, Ratramn ; le barrage qu'on tenta de leur opposer au nom du principe d'autorité ; le conflit de l'autorité et de la raison au temps de Gerbert, de Bérenger de Tours, de Lanfranc ; le compromis vers lequel peu à peu l'Église s'acheminait vers la fin du XI^e siècle. La conclusion de M. Macdonald est que, tout bien considéré, la période sur laquelle porte son essai est celle où, au Moyen Age, la raison a connu le moins d'entraves. Peut-être vaudrait mieux dire : celle où le manque d'une papauté suffisamment forte et d'une doctrine arrêtée ont laissé aux clercs la plus grande liberté d'allure. Encore cette conclusion ne vaut-elle pleinement que pour l'époque antérieure au XI^e siècle.

X. HISTOIRE INTELLECTUELLE : LA LITTÉRATURE FRANÇAISE. — Le dernier volume paru de la collection *L'évolution de l'humanité* est réservé à *L'art au Moyen Age* et porte le sous-titre : *Arts plastiques, art littéraire*¹ ; mais l'espoir d'y trouver un exposé d'ensemble des diverses manifestations artistiques de la pensée médiévale conçue comme un tout aux expressions multiples est vite déçu : non seulement la musique en est absente, mais — n'en déplaît à M. Henri Berr, qui fait luire à nos yeux, dans son avant-propos, le mirage d'une collaboration étroite — les deux sujets annoncés au sous-titre sont traités séparément par deux auteurs, MM. Louis RÉAU et Gustave COHEN, qui ne semblent s'être concertés que pour répartir le total de pages mises à leur disposition et ne se trouvent, au bout du compte, réunis qu'au titre et sur la couverture. C'est au point que les limites chronologiques adoptées sont tout à fait différentes pour les arts plastiques, étudiés depuis le haut Moyen Age jusqu'au seuil du XV^e siècle, et pour l'art littéraire, étudié seulement aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles. Nous voilà donc, à notre tour, autorisés à séparer les deux œuvres que le fil du brochureur a liées l'une à l'autre et à parler d'abord de celle qu'il a classé seconde : *L'art littéraire*, de M. Cohen.

Art littéraire français, faudrait-il dire, car il ne s'agit que de cela, M. Cohen n'ayant sans doute point voulu refaire ici le tableau qu'il venait de tracer, quelques mois plus tôt, dans un volume de la collection Glotz, de l'évolution littéraire dans toute l'Europe occidentale au cours de cette même période. Ainsi restreint dans le temps et dans l'espace, son exposé n'en a que plus d'unité et de valeur démonstrative. Car c'est une démonstration en règle qu'apporte M. Cohen, démonstration entraînant, souvent convaincante, encore que les thèses qu'il fait siennes y soient parfois raidies à l'extrême. En quatre chapitres d'une belle venue — à quelques menues négligences de

1. Louis RÉAU et Gustave COHEN, *L'art au Moyen Age — arts plastiques, art littéraire — et la civilisation française*. Paris, La Renaissance du livre, 1935, petit in-8°, xxvi-464 p. et 20 planches hors texte (n° 40 de *L'évolution de l'humanité*, dirigée par H. Berr) ; prix : 40 fr.

forme
XII^e et
des div
chanso
XI^e sièc
dours
de la s
artésie
poètes
pressio
dans le
Le c
met pr
l'appoi
notabl
reporte
auteur
de la n
de ce s
dont l'
la Hay
ne sera
dont M
dans d
boratio
geste l
tée pa
analys
hen n'
Tou
M. Col
et un l
études
de M.
à démo
sance
la nou
les ouv
C'es

1. Ed
335 p.
R. Dou

forme près — il s'emploie à expliquer comment notre littérature des ^x^e, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles est un reflet, étonnamment fidèle et éloquent, de l'esprit des divers milieux sociaux où elle a été élaborée : l'esprit féodal, avec les chansons de geste, qui nous replongent, selon lui, dans l'atmosphère du ^{xi}^e siècle et du début du ^{xii}^e ; l'esprit courtois, avec la poésie des troubadours provençaux et le roman français, caractéristiques de la société polie de la seconde moitié du ^{xii}^e siècle ; l'esprit bourgeois, avec les trouvères artésiens de la fin du ^{xii}^e siècle, les auteurs de fabliaux, les satiristes et les poètes dramatiques du ^{xiii}^e ; enfin, l'esprit religieux, dont on trouve l'expression la plus forte et la plus pure dans des romans comme le *Graal* ou dans les mystères.

Le chapitre sur la chanson de geste est de tous le plus neuf. M. Cohen y met principalement en relief tout ce qui, dans l'épopée française, représente l'apport des siècles. Faisant siens les arguments de quelques-uns des plus notables contradicteurs de M. Bédier, et surtout de M. Ferdinand Lot, il reporte de plusieurs décades en arrière les dates proposées par l'illustre auteur des *Légendes épiques* pour l'apparition (en une première rédaction) de la majorité d'entre elles. C'est du ^{xi}^e siècle, voire de la première moitié de ce siècle, qu'il serait enclin, pour sa part, à dater la naissance du genre, dont l'existence nous est effectivement attestée par le célèbre « Fragment de la Haye ». Des œuvres comme la *Chanson de Roland* du manuscrit d'Oxford ne seraient, dès lors, que l'aboutissement d'un lent et sourd travail de lettrés dont M. Cohen croit devoir, une fois de plus, chercher le point de départ dans des « cantilènes » contemporaines des événements. A la thèse de l'élaboration lente, nous n'avons rien à redire ; quant à faire de la chanson de geste le produit en quelque sorte spontané de l'imagination populaire fouettée par les événements mêmes, c'est une autre affaire, et, par la très belle analyse qu'il donne des sentiments auxquels l'auteur du *Roland* obéit, M. Cohen n'est pas sans fournir peut-être les armes les plus fortes contre lui-même.

Toujours est-il que la *Chanson de Roland* est à l'ordre du jour. Avant que M. Cohen n'eût publié son livre, deux romanistes, MM. Faral et Pauphilet, et un historien, M. Fawtier, lui avaient presque simultanément consacré des études dont nous devons dire quelques mots. Nous commencerons par celle de M. FARAL¹. Celui-ci ne se propose pas d'autre objet que d'aider le lecteur à démêler les origines du poème, d'en saisir le sens, d'en goûter, en connaissance de cause, les beautés, d'en suivre les destinées. Point de prétention à la nouveauté, mais une mise au point, élégante et délicate, des thèses que les ouvrages de M. Bédier nous ont rendu familières.

C'est, au contraire, à ébranler notre foi dans leur solidité que s'emploient

1. Edmond FARAL, *La Chanson de Roland. Étude et analyse*. Paris, Mellottée, [1933], in-16, 335 p. (de la collection *Les chefs-d'œuvre de la littérature expliqués*, publ. sous la direction de R. Doumic).

et M. Pauphilet et M. Fawtier. Pour M. PAUPHILET¹, qui s'en tient provisoirement à de rapides et discrètes suggestions, quelques évidences s'imposent : la localisation de la légende à Roncevaux ne semble pas antérieure à la Chanson elle-même², et pas davantage celle de la tombe de Roland à Blaye ; « nulle preuve certaine et valable, nulle part, d'une légende antérieure au poème ; par contre, à Blaye, comme ailleurs, des preuves d'utilisation du poème par les clercs » ; aucune preuve décisive non plus de l'utilisation d'Eginhard par l'auteur du *Roland* : le héros de la Chanson, tout comme le personnage d'Olivier, est « sorti tout armé du cerveau d'un poète ». Mais il est une légende qui préexiste à la Chanson : celle de Charlemagne ; et M. Pauphilet ne doute pas que toute la seconde partie du *Roland* ne soit une véritable Chanson de Charlemagne, dans laquelle la première s'encadre, une Chanson qui, elle, procède d'une légende plusieurs fois séculaire, déjà en voie de formation du vivant de l'empereur, grâce à l'effort des lettrés de son entourage, occupés à vanter ses mérites selon les procédés de la poésie antique. Et voilà reposé en termes nouveaux, et en termes excellents, le problème troublant des origines latines de l'épopée française, de ces origines que diverses découvertes récentes semblent — nous le rappelions tout à l'heure à la suite de M. Cohen — nous inciter à chercher beaucoup moins haut dans le passé qu'on ne le faisait naguère, s'il est vrai — nous le rappelions aussi — qu'on puisse dater le Fragment de la Haye de la première moitié ou même du premier tiers du XI^e siècle. Il y a là, en effet, de quoi donner à réfléchir, sans que, remarquons-le pourtant, soit ruiné l'essentiel de la thèse de M. Bédier, dont le point de départ était, souvenons-nous-en, l'impossibilité de reconnaître dans l'épopée française l'ultime aboutissement de prétendues cantilènes jaillies, comme dit M. Faral, « du feu même des événements ».

Cette impossibilité, il est vrai, M. Robert FAWTIER³ la nie, tout comme M. Cohen. Il propose expressément d'en revenir à l'idée de chansons populaires, voire de chansons de troupes, nées, pense-t-il, sur les lèvres des vieux

1. ALBERT PAUPHILET, *Sur la Chanson de Roland*, dans la *Romania*, t. LIX (1933), p. 161-198.

2. Un article plus récent d'un archéologue, M. ÉLIE LAMBERT (*Roncevaux et ses monuments*, Paris, Champion, 1935, in-8°, 38 p., extr. de la *Romania*, janvier 1935), fournit, semble-t-il, la preuve que les premiers monuments élevés à Roncevaux furent un hôpital et une chapelle, construits dans le premier tiers du XII^e siècle et dont M. Lambert a su reconnaître d'intéressantes épaves dans les bâtiments très défigurés du village actuel de Roncevaux. C'est peu après, semble-t-il également, que la chapelle fut dénommée « chapelle de Charlemagne » et que le souvenir de Roland y fut associé, en raison de son emplacement à côté du rocher légendaire que le comte de la marche de Bretagne avait fendu de son épée ; mais c'est sensiblement plus tard que la chapelle, surmontant un ossuaire où reposaient les restes des pèlerins morts en ce lieu, commença de passer pour une chapelle élevée à la mémoire des preux tombés avec Roland à la fin du VIII^e siècle.

3. ROBERT FAWTIER, *La Chanson de Roland. Étude historique*, Paris, E. de Boccard, 1933, in-16, 215 p.

« grognards » de l'armée de Charlemagne, dont le prototype serait le trop fameux Adalbert du Moine de Saint-Gall, qui déjà servait de caution aux burlesques imaginations de ce dernier. Tout cela manque un peu de nuances et, en dépit des efforts faits de divers côtés pour réhabiliter la vieille doctrine des chorizontes (nous songeons notamment aux articles retentissants de M. Grégoire sur les *Nibelungen*), nous croyons que c'est aller beaucoup trop loin. On accordera à M. Fawtier que l'échec subi par l'armée de Charlemagne à son retour d'Espagne eut plus de retentissement que ne le dit M. Bédier quand il parle d'un « fait-divers indifférent » ; et M. Fawtier a raison, selon nous, quand, s'inspirant d'une méthode dont nous pensons avoir montré l'efficacité en l'appliquant aux guerres de Saxe, il voit dans les réticences des annalistes et d'Eginhard lui-même un aveu mal déguisé ; mais de là à considérer Roncevaux comme une irréparable catastrophe, qui aurait mis l'Empire carolingien à deux doigts de sa perte, il y a loin ; et où est donc la preuve décisive de la légende poétique naissante ? On en revient toujours au même point : le *Roland* est essentiellement une œuvre littéraire, qui n'est certes pas sans antécédents, mais qui doit ce qu'elle est au génie de celui qui l'a conçue.

Nous voilà enfin dotés, grâce à M. JEANROY, du livre de fond qui nous manquait sur la *Poésie des troubadours*¹. Reposant sur une immense enquête poursuivie sans relâche et avec l'éclat que l'on sait depuis près d'un demi-siècle par l'auteur des *Origines de la poésie lyrique en France au Moyen Age* (1889), les deux gros volumes de son nouvel ouvrage marqueront une date dans l'histoire des études littéraires. Ils en marqueront une aussi dans l'histoire des études historiques. Car M. Jeanroy ne s'est pas borné à classer par genre les poésies des troubadours, à en décrire les variétés, à en analyser l'art parfois subtil, à caractériser avec un rare bonheur d'expression la manière propre à chacun de ses plus illustres représentants : il a expliqué la genèse de cette poésie, dépeint le milieu social où elle a pris naissance, les raisons d'ordre historique qui en ont favorisé le développement et l'expansion ; il a décrit les cours princières de France, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, où elle a été cultivée avec une prédilection ou un succès particulier, en a fait revivre les goûts et les mœurs ; il a su enfin, sous les allusions voilées des auteurs de *sirventés* ou de *coblas*, découvrir le sens réel des événements auxquels ils ont été mêlés : guerres féodales, croisades, rivalités politiques, etc. L'histoire de la poésie des troubadours est conduite jusqu'à son terme final, c'est-à-dire jusqu'au *xiv^e* siècle, où on la voit mourir de sa belle mort parce qu'elle a cessé alors de répondre aux besoins d'une société transformée. Des notes, des bibliographies, des appendices nombreux ajoutent à la valeur documentaire de ce maître livre. Ajoutons que le tome I s'ouvre

1. Alfred JEANROY, *La poésie lyrique des troubadours*. Toulouse, Privat, et Paris, Henri Didier, 1934, 2 vol. in-8°, viii-437 et 375 p.

par une « Histoire des études provençales du xvi^e siècle à nos jours » et se clôt par un précieux répertoire des troubadours et de leurs œuvres.

Sur un des groupes de poèmes étudiés par M. Jeanroy, celui des « tensons », M. David JONES¹ apporte de fort utiles observations dans un bref mémoire où, sans avoir pu encore utiliser le gros ouvrage dont nous venons de rendre compte, il aboutissait cependant à des conclusions analogues inspirées, il est vrai, des travaux antérieurs de M. Jeanroy lui-même. Il dégage avec netteté les caractères essentiels de ces libres dialogues en vers où les deux partenaires mis en scène se donnent la réplique, en précise la forme, en dresse un répertoire et y joint l'édition critique et la traduction de quatre pièces choisies comme modèles.

C'est à l'apparition dans la France du Nord et en Angleterre de la poésie courtoise mise en honneur par les troubadours que nous fait assister M. Hœpfner dans son récent volume sur les *Lais de Marie de France*². Les cinquante premières pages ont, en effet, pour objet de montrer pourquoi et par le jeu de quelles influences la littérature de langue d'oïl s'est aussi profondément transformée vers le milieu du xii^e siècle et a fini par réserver à la femme et à l'amour la place prépondérante qu'ils occupent sous la plume d'un Thomas d'Angleterre, d'un Bérout, d'un Chrétien de Troyes ou d'une Marie de France. Mais c'est, bien entendu, l'œuvre de cette dernière que M. Hœpfner veut surtout éclairer, et il s'acquitte parfaitement de cette tâche. L'art, à la fois savant et délicat, tout en nuances, de ces jolis lais, mélancoliques et tendres, où la poétesse, exilée en Angleterre, a si bien su enfermer le secret de son âme, est caractérisé de très heureuse façon. Les nombreuses questions que soulève l'interprétation du recueil, comme le problème fondamental que pose l'introduction de la « matière de Bretagne » dans notre littérature, y sont abordés et résolus avec autant de clairvoyance que d'élégante netteté.

Ces problèmes sont de ceux qu'évoque aussi M^{me} BRUEL dans son volume sur les *Romans français du Moyen Âge*³, mais elle les évoque, pour sa part, en quelques mots seulement, comme introduction à une analyse des romans de Chrétien de Troyes. A cette analyse est jointe celle des romans aujourd'hui restitués à Jean Renart, y compris *Galeran*, dont la paternité lui est déniée aujourd'hui, nous l'allons voir, par une jeune philologue belge. Le *Roman de la rose*, puis *Flamenca*, puis quelques « romans tragiques » — la *Châtelaine de Vergy*, la *Mannekine*, le *Châtelain de Coucy*, le *Roman du comte*

1. David J. JONES, *La tenson provençale. Étude d'un genre poétique*, suivie d'une édition critique de quatre tensons et d'une liste complète des tensons provençales. Paris, E. Droz, 1934, in-8°, 113 p.

2. Ernest Hœpfner, *Les lais de Marie de France*. Paris, Boivin, 1935, in-16, 179 p. (de la Bibliothèque de la Revue des cours et conférences) ; prix : 15 fr.

3. Andrée Bruel, *Romans français du Moyen Âge. Essais*. Paris, E. Droz, 1934, in-16, 447 p.

d'An
bien
trans
Saint
mode
ner a
à ceu
dema
Le
versit
coup
teur,
d'en
de pa
myste
œuvr
dépis
Augu
des p
Sur l'
traste
de Tr
fois di
précie
çaise

XI.
rédige
à nou
remar
desten
ment
acquis
résoud
rante
du Mo
grands

1. Rit
nesque
471 p. (f
2. Th
in-16, x
Mario R

d'Anjou de Jean Maillart (1316) — enfin, pour clore cette rapide, vraiment bien rapide, promenade à travers la littérature romanesque, M^{me} Bruel nous transporte au x^v^e siècle avec les *Quinze joies de mariage*, le *Petit Jehan de Saintré* et le *Roman de Jehan de Paris*. Ces courts essais — c'est le titre que, modestement, leur donne l'auteur — n'ont d'autre prétention que de donner aux lecteurs une idée de nos vieux romans ; ils pourront rendre service à ceux qui n'ont pas directement accès aux textes, mais il ne faut rien leur demander de plus.

Le livre que M^{lle} LEJEUNE-DEHOUSSE a soumis comme thèse à l'Université de Liège apporte, au contraire, sur l'*Œuvre de Jean Renart*¹ beaucoup de nouveau. Sans prétendre grossir démesurément le bagage de l'auteur, puisqu'elle propose même, pour des raisons qui semblent décisives, d'en rayer le *Roman de Galeran*, M^{lle} Lejeune-Dehousse est parvenue, à force de patience et d'ingéniosité, à reconstituer non seulement une partie de la mystérieuse biographie du romancier, mais à dater avec précision ses œuvres, à dévoiler ses intentions, comme dans ce *Guillaume de Dôle* où elle dépiste une violente mais sournoise satire du gouvernement de Philippe Auguste, que Jean Renart exécrat, et où elle arrive à retrouver quelques-uns des personnages les plus marquants de la société française d'avant Bouvines. Sur l'art réaliste de Jean Renart, sur la netteté de ses évocations, qui contrastent avec l'art plus délicat, mais plus flou, de son prédécesseur Chrétien de Troyes, elle a pareillement réuni une foule d'indications très neuves, parfois discutables, mais toujours suggestives, et qui font de son livre un guide précieux pour quiconque voudra étudier le tournant de la littérature française dont les années 1200 et 1220 marquent à peu près les limites.

XI. HISTOIRE DE LA MUSIQUE. — Pour la première fois depuis que nous rédigeons ce Bulletin — c'est-à-dire depuis vingt-huit ans — l'occasion s'offre à nous d'ouvrir enfin ici la rubrique : histoire de la musique, à propos du remarquable petit manuel de M. GÉROLD². Le but du volume, déclare modestement l'auteur dans sa préface, « est de donner une idée du développement de la musique dans le cours du Moyen Age, de préciser les résultats acquis et d'indiquer les plus importants des problèmes qui sont encore à résoudre », tout en réservant à la « musique profane » une place prépondérante à raison du cadre même de la collection (celle des *Classiques français du Moyen Age*) pour lequel il a été rédigé. Les services qu'il rendra seront grands, car on trouverait difficilement exposé tout à la fois plus lucide et

1. Rita LEJEUNE-DEHOUSSE, *L'œuvre de Jean Renart. Contribution à l'étude du genre romanesque au Moyen Age*. Liège, Faculté de philosophie et lettres, et Paris, E. Droz, 1935, in-8°, 471 p. (fasc. 61 de la *Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège*).

2. Théodore GÉROLD, *La musique au Moyen Age*. Paris, Champion, 1932 (paru en 1933), in-16, XII-443 p. (fasc. 73 des *Classiques français du Moyen Age*, publ. sous la direction de Mario Roques) ; prix : 40 fr.

plus substantiel dans sa concision. Les questions de pure technique n'y sont pas traitées avec moins de soin que celles qui touchent à l'évolution générale de l'art musical et à ses rapports avec la poésie ; elles sont appuyées de citations musicales bien choisies. Pour beaucoup, ce petit livre, dont l'horizon n'est au reste pas borné à la France, sera une véritable révélation.

XII. HISTOIRE DES ARTS PLASTIQUES. — Revenons, avant de clore ce Bulletin, au livre cité plus haut sur l'*Art du Moyen Age*¹, dont près de 300 pages, dues à la plume de M. Louis RÉAU, sont réservées aux arts plastiques jusqu'à la fin du XIV^e siècle. L'intérêt de cet essai réside dans ce fait qu'il est conçu non comme un nouveau manuel d'art médiéval, mais comme une sorte de vue cavalière de l'évolution de l'art en tant qu'expression de la pensée du Moyen Age. Rappelant le mot de Victor Hugo : « au Moyen Age, le genre humain n'a rien pensé d'important qu'il ne l'ait écrit en pierre », M. Réau a entrepris de déchiffrer ce langage muet, dont il dit fort joliment qu'il était double : « symbolique pour les clercs, narratif et familier pour les laïcs » — de même, ajoute-t-il, que, « dans l'ancienne Égypte, il y avait, à côté de l'écriture hiéroglyphique, une écriture démotique à l'usage du peuple ». Ceci, il est vrai, s'applique exclusivement aux thèmes traités par les décorateurs de cathédrales, et M. Réau n'a garde de voir du symbolisme partout. Il souligne, au contraire, en termes excellents ce qu'il y a d'élan et de spontanéité dans ces cathédrales, « prières pétrifiées, qui s'expriment par la spiritualisation de la matière, par l'ascension des lignes ». Il y aurait risque, sans doute, à pousser trop loin ces comparaisons, et M. Réau n'oublie pas que, pour déchiffrer la pensée du Moyen Age, il faut avant tout démonter le mécanisme de son langage : il le fait de main de maître, analysant formes et techniques ; dégageant l'origine, ou plutôt les origines multiples, d'un art qui tire de l'Orient — il le prouve — le plus clair de son génie ; expliquant le rôle prépondérant joué par la France dans toutes ses manifestations, spécialement en architecture, véritable suzeraine alors de tous les arts plastiques, lesquels n'existent que dans la mesure où le programme du constructeur les admet et pour concourir au même but ; montrant enfin le rayonnement de cet art français sur le reste de l'Europe, même en peinture, où un Giotto n'arrive à se dégager, selon lui, de la tradition byzantine que pour faire sien « le nouvel Évangile des imagiers gothiques » de chez nous. Il faut lire ce bel essai, dont, certes, plus d'une page appelle la discussion, mais qui, avec l'éblouissante synthèse de M. Focillon dans l'*Histoire générale* de Gustave Glotz², constitue sans aucun doute ce qu'on a écrit de plus neuf et de plus suggestif sur les tendances générales de l'art médiéval en France au Moyen Age. Une seule lacune grave : l'illustration est d'une insuffisance lamentable.

1. Voir p. 406.

2. Voir *Rev. histor.*, t. CLXXIV (1934), p. 313-314.

Évo
de Fra
produi
meux
et don
Nous
dant la
de ce
France
françai
même
des var
sés ou
qu'ils
aux né
modèle
lent pa
M. D
puisse
il s'ins
Crac lu
archéol
plusieu
des « F
réalisée
de cons
à profit
fices él
dans le
De plu
des inn
grès ré
dans l'
ingénie
que l'ar
au tale
carte en

1. Pau
Étude h
préface
1934, 2
6 plans
du Haut

Évoquant en passant les puissantes citadelles élevées par les chevaliers de France sur la terre d'Orient, M. Réau rappelle (p. 187) la forte impression produite sur Richard Cœur-de-Lion, lors de la troisième croisade, par le fameux « Crac des Chevaliers », que le Plantagenêt avait pu admirer en Syrie et dont il se souvint peu après dans la construction de Château-Gaillard. Nous ne saurions, à notre tour, mieux terminer ce Bulletin qu'en recommandant la lecture de l'étude approfondie que M. Paul DESCHAMPS vient de faire de ce grandiose monument¹. Sans doute avec lui nous cessons d'être en France ; mais c'est tout de même un chapitre important de l'histoire de l'art français que son livre nous apporte : doublement important, serions-nous même tenté de dire, parce que, sous le ciel de Syrie, ce sont, quoique avec des variantes, les formules françaises que les seigneurs de France et les croisés ou les chevaliers de l'Hôpital ont transportées, et qu'en même temps ce qu'ils ont imaginé là-bas comme formules nouvelles pour mieux s'adapter aux nécessités auxquelles ils ont eu désormais à faire face, a fourni des modèles dont presque aussitôt les Français de France ont su tirer un excellent parti.

M. Deschamps est un archéologue trop averti pour croire qu'un monument puisse être étudié isolément et sans tenir compte de l'ensemble dans lequel il s'insère. Aussi, tout en reposant sur un examen prolongé et minutieux du Crac lui-même et tout en faisant une large place à la description purement archéologique de chacune des parties de la forteresse, son livre comporte-t-il plusieurs chapitres de caractère général, non seulement sur l'établissement des « Francs » dans la contrée, mais sur l'organisation défensive qu'ils y ont réalisée, sur les positions stratégiques qu'ils y ont fortifiées, les divers types de constructions militaires qu'on leur doit et pour lesquels ils ont su mettre à profit les exemples et les matériaux que leur fournissaient sur place les édifices élevés par les ingénieurs byzantins, enfin sur le rôle particulier du Crac dans le système de défenses des principautés latines d'Orient et son histoire. De plus, M. Deschamps a insisté à mainte reprise sur l'intérêt de chacune des innovations que l'analyse du monument permet d'enregistrer, les progrès réalisés au cours des XII^e et XIII^e siècles par ses constructeurs successifs dans l'art de la fortification et les enseignements que les architectes ou les ingénieurs du Moyen Âge surent en tirer en Occident même. Si l'on ajoute que l'auteur a joint à son texte de remarquables croquis, dus pour la plupart au talent de son collaborateur, l'architecte François ANUS, une très belle carte en couleur de la Syrie et des « positions stratégiques défendant les États

1. Paul DESCHAMPS, *Les châteaux des croisés en Terre sainte* ; I : *Le Crac des Chevaliers. Étude historique et archéologique, précédée d'une introduction générale sur la Syrie franque* ; préface de René DUSSAUD, plans en couleurs et croquis par François ANUS. Paris, Geuthner, 1934, 2 vol. in-4° (dont un album de planches), xxxiv-327 p. et viii p. + 120 planches, 6 plans en couleur et 1 carte en couleur (t. XIX de la *Bibliothèque archéologique et historique* du Haut-commissariat de la République française en Syrie et au Liban).

latins de Terre sainte » et, par surcroît, un splendide album de vues photographiques, dont plusieurs facilitent les comparaisons entre le Crac des Chevaliers et les autres ouvrages défensifs de Syrie, on s'accordera à regarder son ouvrage — premier d'une série dont la suite est attendue avec une légitime impatience — comme un des plus instructifs qui ait paru depuis longtemps sur l'art de la fortification militaire française au Moyen Age.

Louis HALPHEN.

15 décembre 1935.

BORDELAIS, BAZADAIS, AGENAIS, BAS-QUERCY

(PUBLICATIONS DE 1919 A 1935)

Voici un *Bulletin historique* dont le dessein doit être brièvement exposé. Pour une analyse des ouvrages consacrés à nos pays du Sud-Ouest, pas de meilleure division régionale, en apparence, que l'ancien duché d'Aquitaine, englobant l'Aquitania Secunda et la Novempopulana de l'Empire romain : en apparence seulement, car le cadre est immense, fragile, aux contours indécis et changeants, comme le nom lui-même¹. J'ai dû me résoudre à choisir un domaine plus restreint. Bordelais, Bazadais, Agenais et Bas-Quercy ne représentent ni une région naturelle bien individualisée, ni une ancienne division administrative ou religieuse. Qu'ils aient cependant des traits communs, le fait est indéniable : leur situation dans la large vallée de la Basse ou de la Moyenne-Garonne, et ses abords ; leur économie, essentiellement agricole et commerciale, centrée autour de plusieurs villes qui ont donné leur nom aux petites contrées avoisinantes ; les grands courants de peuplement qui, depuis le haut Moyen Age, ont renouvelé leurs couches rurales et urbaines ; enfin, après 1453, la similitude de leurs destinées politiques.

1. Après le traité de Paris de 1259, « Guyenne », forme vulgaire d' « Aquitaine », est substituée ordinairement à ce dernier terme. Les deux expressions ont un sens purement politique et administratif et, à l'origine tout au moins, désignaient les mêmes régions : c'est donc à tort qu'on les a parfois opposées. Les Anglais disaient plutôt « Gascogne » : logiquement, toutefois, le terme n'aurait dû être appliqué qu'aux pays de parler gascon qui s'étendent de la Garonne aux Pyrénées. — Du xvi^e siècle à la Révolution, « Guyenne et Gascogne » seront associées pour désigner un grand gouvernement. L'extrême imprécision de la terminologie pose des problèmes linguistiques et historiques complexes, qui mériteraient une étude approfondie. — Cf. Charles BÉMONT, *La Guyenne pendant la domination anglaise, 1152-1453*, dans *Helps for Students of history*, n° 27. Londres, S. P. C. K., 1920 ; Eleanor C. LODGE, *Gascony under English rule* (Introduction). Londres, Methuen, 1926, in-8°, 261 p. ; Alfred LEROUX, *Bordeaux capitale de la Guyenne et Gascogne*, dans *Revue historique de Bordeaux*, 1920, p. 186-187 ; Léon MINOT, *Manuel de géographie historique de la France*. Paris, Picard, 1920, in-8°.

De 1919 à 1935, bien des travaux ont paru sur leur passé. J'analyserai seulement ceux qui ont un intérêt général¹.

I. INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. — Dès le début de ce *Bulletin*, je tiens à signaler le *Catalogue des chartes de franchises de Guienne et de Gascogne*, dressé par M. Marcel GOURON², d'après les règles d'une méthode éprouvée. Il énumère les chartes par régions et par localités, mentionne les dépôts d'archives qui renferment l'original et les copies les plus anciennes, puis, quand il y a lieu, les recueils où l'acte est publié et analysé. L'ouvrage est accompagné d'une rapide introduction où l'on eût aimé trouver une définition plus précise de la « Guyenne et Gascogne », et d'une abondante bibliographie. Dans les livres qui suivront, ne pourrait-on pas prévoir un index détaillé des noms de lieu et de personne? Enfin, ne devrait-on pas renoncer une fois pour toutes aux chiffres romains? Usage insupportable dont, jadis, M. Espinas lui-même dénonça les inconvénients³.

La plupart des archives de l'ancienne administration anglaise ont disparu de Bordeaux. Une tradition sans doute légendaire souligne que les Anglais les auraient emportées en 1453. Il y a plutôt lieu de penser qu'elles furent détruites sous la Révolution. Heureusement, de nombreux documents, d'ordre surtout politique et administratif, relatifs à l'ancienne Guyenne, sont conservés dans les archives de Londres et d'Oxford et dans nos Archives nationales. M. Marcel GOURON a publié récemment un article utile sur le trésor des chartes de Guyenne, dont il a tenté de reconstituer les éléments⁴.

Ce travail est à mettre sur le plan d'un petit ouvrage de bibliographie méthodique, dû à M. Charles BÉMONT, qui est le point de départ obligé de toute étude sur la Guyenne anglaise⁵. Pour qui veut connaître les principales sources et les grandes collections des archives de France, d'Angleterre et du Vatican relatives à nos régions, il n'est pas de meilleur guide. Mais l'ouvrage date de 1920. A quand une seconde édition qui recevrait un accueil d'autant

1. Sous la plume de M. Paul COURTEAULT, le *Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest* publie, chaque année, la bibliographie des ouvrages relatifs à l'histoire, la géographie et la littérature de la région. Répertoire précieux, qui a facilité notre tâche.

2. *Catalogue des chartes de franchises de la France*. Paris, librairie du Recueil Sirey, 1935, gr. in-8°, LIX-794 p., 1 carte ; prix : 120 fr. — Le premier volume, dû à M^{lle} Madeleine DILLAY, était un *Catalogue des chartes de franchise du Poitou* (1927). — Cf. *Rev. histor.*, t. CLXXV, 1935, p. 580-581.

3. *Le Moyen Age*, 1931, p. 263-281.

4. *Essai de reconstitution du trésor des chartes du château de Bordeaux et de son mobilier au Moyen Age*, dans *Rev. histor. de Bordeaux*, 1933, p. 145-159 et 195-215. — L'auteur s'est livré à des recherches personnelles. En ce qui concerne le « mobilier » du château de l'Ombrière, M. Gouron, dans les comptes de 1336, relève la mention de canons : l'invention paraît devoir être attribuée à des Génois (début du XIV^e siècle).

5. *La Guyenne pendant la domination anglaise, 1152-1453*, dans *Helps for students of history*, n° 27. Londres, S. P. C. K., 1920. — Le tableau général des fonds du Public Record Office ne doit plus être recherché dans l'ouvrage de Scargill Bird, vieilli, mais dans celui de M. GIUSEPPI, *A Guide to the manuscripts preserved in the P. R. O.*, 2 vol., 1923-1924.

plus favorable qu'une œuvre historique considérable a été réalisée en Angleterre pendant ces dernières années¹?

Parmi les fonds d'archives du Public Record Office, il faut signaler, à côté des Rôles gascons, les *Ancient Petitions*². Il s'agit de requêtes adressées par les villes, les petites collectivités ou les simples sujets au roi d'Angleterre, à son Conseil, au chancelier, au Parlement. A l'origine, elles étaient disposées pas dossiers chronologiques. Des classements successifs, faits sans méthode, y jetèrent le plus grand désordre, car peu sont datées. Depuis une douzaine d'années, on a entrepris un nouveau classement méthodique et chronologique de ces documents, en particulier de ceux qui vont d'Édouard I^{er} à Édouard IV³. Un groupe de ces enquêtes doit retenir notre attention : les *Gascons Petitions* (files 281 à 293 des *Ancient Petitions*). Elles représentent une des sources capitales de l'histoire de Guyenne. J'y ai trouvé de précieux renseignements, par exemple sur la fondation des bastides de l'Agenais, à l'époque d'Henri III notamment ; ailleurs, les vassaux aquitains du roi réclament, en échange de leurs services, soit le paiement de leurs gages, soit l'octroi de fonctions publiques, soit la concession des domaines des « rebelles » ; ou bien les marchands demandent des privilèges, les paysans protestent contre la violation des droits de pâture ou la dévastation de leurs tenures. A tous, le roi répond avec prudence qu'il « fera en manière que chacun se tendra paiez par reson⁴ ». Voilà des renseignements concrets qui projettent la lumière sur une histoire politique et un état d'esprit. J'ajouterai qu'au British Museum les fonds des *Additionnal Manuscripts* et des *Additional Charters*, peu utilisés jusqu'à présent, renferment d'intéressants documents sur l'histoire économique et sociale de la Guyenne, aux XIV^e et XV^e siècles notamment⁵.

Dans un champ plus restreint, une louable activité préside au classement de nos sources locales : témoins les inventaires. L'année même de sa mort,

1. M. Ch. Bémont l'a analysée, ici même, dans des *Bulletins historiques* ou des *Notes bibliographiques*.

2. Cote S. C. 8 (allant d'Henri III à Jacques I^{er}). Une grand nombre des pétitions adressées au Parlement ont été imprimées dans les *Rotuli Parliamentorum*.

3. On consultera l'*Index of Ancient Petitions of the Chancery and Exchequer* (1892), auquel sont adjoints un *Rapport* de R. L. ATKINSON sur la réorganisation du fonds (1924) et des *Addenda* (1932). Avant le XV^e siècle, toutes les pétitions connues sont rédigées en français ou en latin (sauf deux, en anglais). Par la suite, les requêtes en anglais deviennent de plus en plus nombreuses.

4. File 283, n° 14114.

5. Des catalogues en facilitent la consultation, notamment le *Catalogue of Additions to the Manuscripts in the British Museum*, qui énumère les manuscrits acquis pendant chaque période quinquennale jusqu'en 1920 et qui renferme un précieux *Index* des noms de lieux et de personnes. Il existe, en outre, pour les *Additional Charters*, de très utiles inventaires, en vingt volumes ; aux six premiers sont adjoints des index qu'on utilisera avec précaution. Je ne parle pas de la Collection cottonienne, bien connue.

un grand érudit bordelais, M. J.-A. BRUTAILS, faisait paraître l'*Inventaire des registres du Parlement de Bordeaux*, de 1451 à 1790¹. En 1932, son successeur aux Archives de la Gironde, M. Gabriel LOIRETTE, dressait une table très complète des noms de personne, de lieu et de matière contenus dans ce volume. Des mêmes auteurs, signalons encore un *Inventaire des archives civiles de la Gironde*, puis, de M. Loirette, la table des quatre volumes de la série C². Non moins précieux sont les inventaires des fonds départementaux relatifs à la période révolutionnaire dans le Lot-et-Garonne³.

Les Archives municipales de Bordeaux possèdent de riches fonds manuscrits dont on méconnaît parfois la valeur. C'est qu'en 1862 un incendie a détruit ou bouleversé le dépôt, notamment le fonds ancien. L'œuvre de reconstitution a été entreprise par MM. DUCAUNNÈS-DUVAL, père et fils, qui ont classé les fonds révolutionnaires, puis une partie de ceux de la jurade⁴. Elle se poursuit sous l'heureuse impulsion de M. Xavier VÉDÈRE : classement des fonds modernes (postérieurs à la Révolution), auxquels sont adjoints de précieux répertoires analytiques ; classement de plusieurs fonds particuliers (J. Delpit, E. de Fayolle, abbé Gaillard, Marionneau-Lalanne, A. Mengeot) ; enfin, classement, particulièrement délicat, du fonds ancien (antérieur à 1789), pour lequel M. Védère prépare un inventaire sommaire. Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de noter que la Bibliothèque municipale de Bordeaux est en pleine réorganisation : elle en avait grand besoin ! Ce renouveau est tout à l'honneur de son jeune conservateur, M. André MASSON. Comment, enfin, ne pas louer le soin minutieux avec lequel M. CARDOZO DE BÉTHENCOURT a dressé la table alphabétique des noms de lieu et de personne contenus dans les vingt-cinq premiers volumes de la *Revue historique de Bordeaux* ?

Après les instruments de travail, les publications de textes. De 1859 à 1914, la Société des Archives historiques de la Gironde publiait, presque chaque année, un gros volume de documents originaux relatifs au sud-ouest de la France : tout un monument d'histoire⁵ ! L'œuvre a difficilement

1. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790*. Gironde, série B, Archives judiciaires, registre d'enregistrement du Parlement, 1 B 1 à 58. Bordeaux, Delmas, 1925, in-4°, 242 p.

2. Série C, t. IV. Bordeaux, Delmas, 1932, in-4°, 397 p. — La table des noms de lieu, de personne et de matière des séries G et H de la Gironde, composée également par M. LOIRETTE, est à l'impression.

3. R. BONNAT, *Inventaire sommaire des archives départementales du Lot-et-Garonne. Période révolutionnaire, série L., t. II*. Agen, Imprimerie moderne, 1925, in-4°, xv-402 p.

4. Cf. notamment Gaston DUCAUNNÈS-DUVAL, *Ville de Bordeaux. Inventaire sommaire des Archives municipales, période révolutionnaire, 1789-an VIII*, t. IV. Bordeaux, 1929, in-4°, vii-604 p. — Du même auteur, le t. VII de la *Jurade* (période 1520-1783, lettres G et H) est à l'impression.

5. Bordeaux, Gounouilh, puis Férét et fils, in-4° ; 49 vol. de 1859 à 1914. — Actuellement, au total, 58.

résisté aux contre-coups des événements : un volume tous les deux ans, de 1918 à 1928 ; un seul, de 1928 à 1934 ; depuis, rien. En même temps, les volumes affichaient une maigreur désespérante. Non pas que les bonnes volontés aient manqué : celles, en particulier, des dirigeants de la Société ; mais l'argent fait défaut. Souhaitons, sans beaucoup d'illusion, la reprise régulière de cette belle entreprise¹.

II. LA TERRE ET LES HOMMES. — Entre l'histoire et les études d'anthropologie ou de géographie humaine, pas de cloisonnement. Évidemment, les études préhistoriques ont un intérêt fort inégal. Je ne retiendrai que les travaux du Dr Bertrand PEYNEAU sur le pays de Buch, ou sont exposés les résultats de fouilles archéologiques poursuivies pendant plus de quarante années². L'auteur a reconnu huit stations appartenant à la période de Hallstatt et décrit minutieusement les objets retrouvés dans les sépultures. Il a prouvé encore l'existence, près de Lamothe, d'une ville gallo-romaine qu'il identifie avec Boii, chef-lieu de la cité des Boiens ; sans doute fut-elle détruite par les Vandales en 406. Toutefois, on ne peut pas accepter sans réserve les observations de M. Peyneau sur l'origine des Boiens du pays de Buch, ni ses conclusions générales sur la « dualité » entre Celtes et Gaulois.

Également discutables, les théories de M. Bernard SAINT-JOURS en faveur de la fixité du littoral gascon³ : la ligne des lagunes et des étangs serait « d'une extraordinaire ancienneté et la mer au même niveau qu'il y a cent siècles » (*sic*) ; enfin, les dunes littorales auraient été remaniées sur place seulement. Il y a de quoi exaspérer les partisans de l'instabilité du littoral : échos trop fidèles de l'imagination et des terreurs populaires, ils nous montrent la mer submergeant des villes, les dunes envahissant le rivage, comblant des ports, transformant des estuaires de fleuves, ou des golfes, en étangs et faisant d'une côte jusqu'alors dentelée cette ligne droite de sables infertiles que nous voyons aujourd'hui⁴. Voilà deux opinions extrêmes, l'une et l'autre

1. D'intéressants documents n'en ont pas moins été publiés, depuis 1918, par exemple sur Jean III de Grailly, Captal de Buch (t. LVIII, 1929-1932, p. 1-18) ; sur la politique d'Édouard II et d'Édouard III en Guyenne (t. LV, 1923-1924, p. 12-31) ; sur des arrêts du Parlement de Bordeaux au XVI^e siècle (notamment t. LVI, 1925-1926, p. 49-58, et t. LVII, 1927-1928, p. 9-21) ; sur l'histoire militaire de la Guyenne à l'époque des guerres de religion (t. LV, 1923-1924, p. 40-88) ; sur la Fronde à Bordeaux (t. LIII, 1919-1920, p. 341-386 ; t. LIV, 1921-1922, p. 1-84 ; t. LVI, 1925-1926, p. 146-176 ; t. LVII, 1927-1928, p. 158-176).

2. *Découvertes archéologiques dans le pays de Buch*. Bordeaux, Féret et fils, 1926, 3 vol. in-8°.

3. Cf., notamment, *Le littoral gascon*. Bordeaux, Mounastère-Picamille, 1921, in-8°, 418 p., 19 cartes. — M. BÉMONT en a donné un compte-rendu très détaillé auquel je renvoie le lecteur (*Rev. histor.*, t. CXXXVIII, 1921, p. 253-256). Depuis la publication de cet ouvrage, M. SAINT-JOURS, appuyé d'ailleurs par Camille JULLIAN, s'est enfoncé dans son opinion et il a multiplié, pour la défendre, brochures et articles de combat. Je viens d'en recevoir tout un stock, dont voici les titres : *Preuves de la stabilité de la Gascogne maritime depuis 10,000 ans ; L'acte de naissance de la Gascogne maritime ; Les Gaillouneys ne sont pas érodés par la mer*. Cf. aussi *Actes de l'Académie de Bordeaux*, t. VI et VIII.

4. M. Pierre BUFFAULT, entre autres, penche pour l'opinion traditionnelle : *La marche*

dépourvues de nuances, voire de vraisemblance. En réalité, la fixité du littoral est un mythe : nul doute que les dunes n'aient envahi la frange forestière et contribué à la formation des étangs. Mais leur mouvement n'a pas eu l'ampleur que la tradition leur attribue : légendes, donc, les cités englouties, les forêts disparues. En définitive, M. Saint-Jours a fait œuvre utile dans la mesure où les témoignages anthropologiques et les textes historiques qu'il a découverts et commentés ont attiré l'attention sur des problèmes singulièrement complexes et délicats.

La morphologie de l'estuaire girondin et garonnais, son occupation progressive par l'homme et le développement de ses ports depuis la préhistoire jusqu'en 1453 fournissent à M. Marcel HÉRUBEL l'objet d'un travail illustré avec soin, où se lisent de judicieux rapprochements avec les ports de la Seine et de la Loire maritimes¹. Travail utile, également, car il groupe et utilise de nombreux renseignements épars. Mais l'auteur embrasse dans le temps un champ si vaste qu'il se condamne à ne creuser aucun problème et à ne présenter qu'une notice peu originale, alourdie de références bibliographiques dont on saisit mal la valeur. Que de lacunes aussi ! Par exemple, dans un chapitre sur les relations de Bordeaux et de la Grande-Bretagne au Moyen Âge, M. Hérubel se contente généralement de résumer les observations de Francisque Michel et de Malvezin, bien dépassées aujourd'hui². Ce sont là les défauts d'une œuvre composée assez vite, sans doute ?

Si nous passons aux recherches d'ordre géographique qui intéressent aussi l'histoire, nous constatons avec regret que le Bordelais et le Bazadais n'ont inspiré aucun ouvrage d'ensemble digne d'être recommandé³. Toutefois, dans un livre estimable⁴, M. Maurice LANOIRE nous confie des impressions toutes fraîches sur le *Bordelais*, qu'il assimile au département de la Gironde, « à peu de choses près ». Je ne crois pas l'identité heureuse : d'ailleurs, l'auteur oublie de la justifier. Pourquoi n'écrit-il pas « Les pays girondins » ? Le terme Bordelais me paraît devoir être réservé à cette partie de la région girondine dont les paysages et l'économie reposent principalement sur la culture de

envahissante des dunes de Gascogne (*Bull. de géogr. hist. et descr.*, 1905) ; *Le littoral de Gascogne* (Congrès des Soc. franç. de géogr. à Bordeaux, 1907) ; *Modifications anciennes et actuelles du littoral de Gascogne* (*Bull. de la Soc. de géogr. comm. de Bordeaux*, décembre 1930).

1. *Les origines des ports de la Gironde et de la Garonne maritimes*. Paris, Éditions géographiques, 1934, in-8°, 152 p., figures.

2. L'auteur ignore notamment les travaux de M. Henri PIRENNE, *Un grand commerce d'exportation au Moyen Âge : les vins de France*, dans *Ann. d'hist. écon. et soc.*, 1933, p. 225-243 ; de M. Louis PAPY, *Les marais salants de l'Ouest. Étude de géographie humaine*, dans *Rev. géogr. des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 1931, p. 121-161 ; de M. P. BOISSONNADE, *Le mouvement commercial entre la France et l'Angleterre au XVI^e siècle*, dans *Rev. histor.*, t. CXXXIV, 1920, p. 226 et suiv. Et je ne parle pas de toute la littérature hanséatique.

3. Je signalerai cependant une rapide étude de M. Pierre CAMENA D'ALMEIDA, *Bordeaux et sa région*, dans *Bordeaux métropole du Sud-Ouest*, 1923, p. 1-14.

4. Paris, de Gigord, s. d. (1934), in-8°, 179 p. Collection *Gens et pays de chez nous*.

la vigne, sans préjudice de cultures secondaires, et sur le commerce des vins. Le Médoc occidental et la région d'Arcachon appartiendraient plutôt à la région landaise, du moins par leurs paysages, car leur économie est tournée vers Bordeaux. La campagne bazadaise pratique une polyculture accentuée et, l'auteur le reconnaît, « diffère profondément du reste du Bordelais¹ ». En outre, dans cet ouvrage comme dans beaucoup d'autres de même inspiration, l'hyperbole est de rigueur et l'explication des faits physiques et humains souvent passée sous silence. L'origine de la vigne en Bordelais? « Mystère. » Les causes de son extension? Nous trouvons bien quelques lignes sur les sols et le climat, mais rien de précis sur les qualités d'exposition des grands coteaux ni l'adaptation des cépages. Bref, « tout est mystère dans une telle prédestination ». La répartition des vignobles dans le Haut-Médoc? « Elle est due évidemment à l'existence de filons dont il est impossible d'expliquer la vertu. » Il y aurait bien des choses à reprendre aussi, à côté de notations très fines, sur la description du Bordeaux contemporain. Enfin, M. Lanoire est royaliste, et il veut qu'on le sache : ambition fort légitime. Mais pourquoi émettre des aphorismes tels que celui-ci : « La prospérité de la viticulture est liée à la force du principe monarchique »? Gageons même que l'auteur n'est pas loin d'accuser, tout bas, la République d'avoir attiré les foudres du ciel sur les vignobles : « La III^e République présente, dans l'ensemble, une période de décadence pour ces rendez-vous des heureux du monde. La maladie prit les formes les plus insidieuses pour dévaster le vignoble. » Après tout, ne demandons pas à M. Lanoire plus qu'il n'a voulu nous donner. Son ouvrage vise à une description littéraire des pays girondins : il vaut par son illustration, fort agréable, et par des descriptions délicatement tracées des paysages bazadais.

La thèse de M. Pierre DEFFONTAINES sur les pays de la Moyenne-Garonne s'inspire de conceptions plus sûres et plus vastes². Elle s'inscrit dans le cadre de ces monographies qui, découpant la France par régions naturelles, s'attachent à définir, en un milieu choisi, l'action réciproque des forces physiques et humaines. De tels travaux, inspirés par la grande pensée de Vidal de la Blache, offrent une manne précieuse à l'historien. Celui-ci, précisément, se félicitera de la part très large que M. Deffontaines fait à sa discipline. Jusqu'alors, la thèse classique comprenait une première partie réservée à l'étude des facteurs physiques ; ensuite venait l'étude du peuplement et de la mise en valeur. La méthode n'allait pas sans défaut : disloquant des phénomènes inséparables et ne marquant pas, dans toutes ses nuances, l'interpénétration des éléments naturels et humains. Tout autre est l'étude de

1. Cf. aussi J. BALLAN et G. REY, *La région bazadaise*. Hossegor, Chabas, 1934, in-8°, 188 p.

2. *Les hommes et leurs travaux dans les pays de la Moyenne-Garonne (Agenais, Bas-Quercy)*. Lille, Facultés catholiques, fasc. 39, 1932, in-8°, xx xiii-462 p., 62 photos hors texte, 32 cartes, dessins et plans.

M. Deffontaines ; le lecteur n'y trouvera aucun chapitre sur le milieu physique ; non pas que l'auteur le méconnaisse, mais il ne retient que « les quelques éléments qui comportent des conséquences sociales et qui influent sur les horizons de travail ». Ainsi, les grandes lignes du relief et de la structure ne sont définies qu'en fonction de l'étude des limites ; nous n'avons de précisions sur les sols et le climat qu'à propos des productions agricoles, et sur l'hydrographie que parce qu'elle conditionne l'établissement de l'homme et l'utilisation des fleuves. Pour l'époque (1932), la méthode était vraiment originale. Sortant des chemins battus, M. Deffontaines ouvrait aux chercheurs des voies nouvelles¹, semées, il est vrai, d'écueils redoutables pour les premiers pionniers : contre eux, l'auteur a parfois trébuché. Par instants, en effet, l'influence des faits proprement géographiques semble méconnue au profit d'une sorte de déterminisme historique qui surprend un peu. Comment, d'ailleurs, approuver sans réserve la façon dont M. Deffontaines expose le passé de sa région ? Aujourd'hui, la Moyenne-Garonne est un pays de peuplement dispersé ; elle subit, en outre, une grave crise de dénatalité et forme un foyer d'appel pour les immigrants. Pour expliquer les faits, M. Deffontaines remonte graduellement du présent dans le passé : dépopulation du XIX^e siècle, surpopulation du XVIII^e, ravages des guerres de religion, repeuplement du XV^e siècle, dépopulation de la guerre de Cent ans... et ainsi jusqu'au XI^e siècle. Passe-t-il en revue les « horizons de travail », en l'espèce les genres de vie ? l'auteur adopte un plan identique. La méthode régressive ne s'imposait pourtant pas ici, semble-t-il, puisque de nombreux documents éclairent l'histoire économique et sociale du pays depuis le XI^e siècle. Au surplus, M. Deffontaines se garde bien de l'appliquer de façon rigoureuse : à l'intérieur de chacune des grandes périodes définies à rebours, il reprend l'ordre chronologique des faits. On juge à quel point l'esprit du lecteur attentif est parfois mis en déroute².

Garçons-nous cependant de méconnaître les grandes qualités de cette œuvre concrète, fortement documentée, réfléchie et, je le répète, souvent très neuve. Je ne saurais l'analyser tout entière dans ces quelques pages et me bornerai à de rapides observations. D'abord, les noms de pays. Aux vieux termes historiques : Agenais, Bas-Quercy, l'auteur substitue une dénomination d'ordre géographique : « Moyenne-Garonne. » Elle ne forme pas,

1. A condition de maintenir un juste équilibre entre les phénomènes physiques et humains : ce que M. Roger Dion a parfaitement réussi dans une thèse récente, qui est un chef-d'œuvre du genre : *Le Val de Loire : étude de géographie régionale*. Tours, Arrault, 1934, gr. in-8°, 752 p., 78 fig., 59 phototypies hors texte.

2. Et puis l'ouvrage n'est pas sans lacune. Pour le Moyen Âge, développements insuffisants sur les cadres de la société féodale dans lesquels s'inscrivirent les grands défrichements et le peuplement ; pour l'époque contemporaine, presque rien sur l'aspect financier ni sur la circulation automobile et ferrée. Enfin, plusieurs pages ont été écrites un peu vite, si l'on en juge par l'orthographe des noms de lieu : *Sainte-Ferme* pour Saint-Ferme, *Sallebruneau* pour Sallebruneau, *Fosses-Baleyssac* pour Fossés-et-Baleyssac (p. 141).

à proprement parler, une région naturelle. Mais en elle s'affrontent ou s'amalgament les influences venues de l'extérieur : c'est donc par opposition aux pays mieux individualisés du pourtour qu'elle peut être définie. D'où la description, un peu trop systématique parfois, de ces régions-frontières qui tracent autour d'elle une ceinture de forêts et de vignes. Suit l'exposé du vrai sujet : les hommes, leurs travaux. D'abord, des aperçus fort suggestifs sur les types d'habitation et les aspects du peuplement, partout très dispersé, sauf dans les grandes vallées ; puis un tableau précis des phases du peuplement sur lequel je reviendrai plus bas. Naturellement, les systèmes d'exploitation agricole ont évolué en fonction des reprises de possession du sol. Toutefois, fait capital, le régime agricole est caractérisé par une polyculture très accentuée dont M. Deffontaines étudie l'évolution depuis le Moyen Age. Également pénétrantes, les pages consacrées à l'aménagement et à l'utilisation des vallées. C'est au XVIII^e siècle surtout que la Garonne est devenue le grand centre de l'activité industrielle et commerciale du pays. Sur ses bords, tout un peuple d'artisans est employé aux industries textiles et à la minoterie. Par le fleuve, la région écoule ses blés, ses eaux-de-vie, ses vins vers les Indes orientales et occidentales. Des armateurs agenais possèdent des comptoirs et de vastes propriétés aux Antilles, en Louisiane, ou même au Cap. Autant de signes d'une indéniable prospérité. Malheureusement, les guerres coloniales, la décadence des Antilles, les crises viticoles ont fini par ruiner ce grand commerce. Les métiers artisanaux eux-mêmes ont disparu. « La Garonne est devenue progressivement ce fleuve inutilisé que nous voyons aujourd'hui. » Actuellement, la Moyenne-Garonne n'est plus guère qu'un pays agricole : à côté du blé et du maïs se sont développées des cultures nouvelles, tels les légumes et les fruits, destinées à l'industrie des conserves ou à l'exportation. L'élevage, enfin, vient au secours de la culture. Mais les marchés consommateurs sont loin, en dépit du développement des routes et des voies ferrées, et la concurrence reste forte. Ainsi s'explique en partie la terrible crise de dépopulation qui sévit sur le pays.

A l'approche de l'hiver, les troupeaux transhumants des Pyrénées centrales et occidentales, en quête de pâturages, descendent vers les grandes plaines qui se déploient jusqu'au nord de la Dordogne : Chalosse, Armagnac, Bazadais, Bordelais, régions de la Basse-Dordogne et de l'Isle. Dans un livre attachant et neuf, servi par une langue claire et pittoresque, M. Henri CAVAILLÈS retrace les vicissitudes de ces migrations anciennes, qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours sans conserver leur ampleur passée¹. Au Moyen Age, les seigneurs avaient d'abord imposé des droits de parcours et de pacage sur les propriétaires des transhumants ; pour des raisons économiques, ces droits furent diminués ou abolis à partir du XIII^e siècle. La monarchie faci-

1. *La transhumance pyrénéenne et la circulation des troupeaux dans les plaines de Gascogne.* Paris, A. Colin, 1931, in-8°, 134 p. — Intéressants détails, aussi, sur la transhumance d'été.

lita également les parcours. Mais que de conflits entre les pasteurs nomades et les cultivateurs sédentaires ! Telle la célèbre « bataille du Pont-Long », qui mit aux prises, pendant sept cents ans, les bergers de la vallée d'Ossau et les communautés de la plaine béarnaise. A partir du XVIII^e siècle, la pratique des clôtures devait limiter les parcours. Si la transhumance hivernale du petit bétail a subsisté jusqu'à nos jours, celle du gros bétail a disparu à peu près complètement. C'est à celle-ci, néanmoins, qu'une même « race pyrénéenne » répandue de chaque côté des Pyrénées doit d'exister. Les origines les plus lointaines de son introduction dans nos plaines sont contemporaines des invasions des Vascons aux VI^e et VII^e siècles. Enfin, les bergers accompagnant leurs troupeaux, la transhumance hivernale a exercé une influence, difficile à préciser, sur le brassage des populations et la toponymie des plaines gasconnes.

Sous Napoléon I^{er}, les sables des Landes furent le champ de bien curieuses expériences : projet d'acclimatation de chameaux du Sahara (qui ne sera réalisé qu'en 1834), introduction de buffles amenés de la plaine du Pô, plantations de cultures des pays chauds : cotonnier, caroubier et surtout arachides. Entreprises originales sur lesquelles un article de M. Louis PAPY, composé d'après le *Journal des Landes* de l'époque, apporte de spirituelles et fines observations¹. L'échec fut, d'ailleurs, rapide et total. Seules la disparition progressive des marais et l'extension des pins devaient assurer, à partir du Second Empire, la fortune de ces terres si longtemps déshéritées.

Entre les plaines du Sud-Ouest et la région du Bas-Languedoc, la Garonne trace une voie qui invite au passage. Grâce à un canal des Deux-Mers, éviter au navire qui va de Bordeaux à Marseille le long détour par Gibraltar, quel beau projet ! Projet coûteux aussi, comme le démontre M. David WOLKOWITSCH dans un aperçu intéressant, mais qui ne prétend pas épuiser les réflexions sur le sujet². Par des comparaisons judicieuses avec Suez, Panama et Kiel, l'auteur conclut que les dépenses totales de construction du canal se chiffraient au moins à 15 milliards de francs. Et les recettes ? Le transit annuel ne dépasserait probablement pas 70 millions de tonnes au lieu des 125 prévus. Pour compenser les frais d'exploitation et servir aux capitaux investis un intérêt de 3 %, il faudrait porter le péage à vingt francs

1. *Les Landes, terre d'expérience au temps du Premier Empire* (Revue philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest, 1933, p. 161-179). — Cf. aussi Henri CAVAILLÈS, *La circulation dans les Landes* (Ann. de géogr., 1933, p. 561-582), et Paul ARQUÉ, *Problèmes d'assainissement et de mise en valeur dans les Landes de Gascogne* (Rev. géogr. des Pyrénées et du Sud-Ouest, 1935, p. 5-25). Lire enfin, de MM. Émile PRIGENT et Louis PAPY, un recueil de textes intéressants et suggestifs, *Paysages et gens des Landes*. Hossegor, Chabas, 1935, in-8°, xv-285 p., gravures et photos. — Je me borne à signaler ces ouvrages, car ils ne touchent qu'indirectement à nos régions.

2. *Le canal des Deux-Mers* (Ann. d'hist. écon. et soc., t. VI, 1934, p. 113-121). — Cf. aussi, de M. Camille VALLAUX, une vigoureuse critique du projet : *Le canal des Deux-Mers. Rêveries et dangers*, dans l'*Exportateur français* du 22 juin 1933.

au moins par tonne de jauge nette. Or, la traversée du canal demandant quarante à cinquante heures, pour beaucoup de navires le gain de temps réalisé ne suffirait pas à compenser le prix du passage. Sans doute, du point de vue technique, l'entreprise est-elle réalisable, malgré des difficultés de construction plus grandes encore qu'à Panama. Mais « elle ne paierait pas » et, pour vivre, la compagnie d'exploitation devrait avoir recours à un État dont les finances sont trop obérées pour qu'il puisse subventionner une telle entreprise, si séduisante qu'elle soit.

III. LES GRANDS COURANTS DE PEUPLEMENT. — Depuis le ^x^e siècle au moins jusqu'à nos jours, la Moyenne et la Basse-Garonne ont tantôt connu des périodes de prospérité agricole qui exigeaient une abondante main-d'œuvre, tantôt subi des dévastations ou des crises économiques qui provoquaient bouleversements sociaux et dépopulation. Par contre-coup, elles sont devenues un foyer d'appel pour les populations du pourtour ou même des régions lointaines.

Fort suggestives, les observations de M. DEFFONTAINES sur les vicissitudes du peuplement de l'Agenais et du Bas-Quercy¹. Je ne méconnais pas les précisions qu'il apporte sur les courants du Moyen Âge, l'ère des bastides notamment. Mais il est plus original encore quand il s'attache à l'immigration moderne et contemporaine. Il note très justement que la prospérité du ^{xviii}^e siècle a engendré un double courant en sens inverse : immigration de quantité : celle des petites gens venues du pourtour ; émigration de qualité : celle de nombreux éléments des classes aisées vers les Antilles. Au ^{xix}^e siècle, par contre, la réduction des « horizons de travail » entraîne la décadence de la bourgeoisie et la disparition des petites gens. D'où une « mentalité de restrictions », dont l'aspect le plus typique est la dénatalité. Lisez les remarques de l'auteur sur les étapes et les types de dépopulation ; comparez les statistiques ; voyez la photographie saisissante d'une rue de Clairac envahie par la végétation sauvage et bordée de maisons en ruines. Par suite, au ^{xx}^e siècle, la région est redevenue centre d'immigration : d'abord pour les petites gens des régions pauvres : Vendée, Rouergue, Savoie, Bretagne, qui s'engagent comme journaliers ou métayers ; et surtout, depuis la guerre, pour des cultivateurs riches, donc acheteurs de terre, en provenance notamment de l'Italie du Nord². J'ajouterai que l'actuelle immigration sarroise est une dernière forme, originale, de ces courants de peuplement.

1. *Ouvr. cité*, liv. I, 2^e partie.

2. Sur l'immigration contemporaine, on lira encore : G. MAUCO, *Les étrangers en France. Étude géographique sur leur rôle dans l'activité économique*. Paris, 1932 ; G. CALLON, *Le mouvement de la population en Lot-et-Garonne de 1821 à 1920* (*Rev. de l'Agenais*, 1929, p. 13-41) ; G. MORILLÉ, *La dépopulation du Lot-et-Garonne. La cause. Le remède* (*Ibid.*, 1923, p. 125-141) ; H. PEYRET, *L'immigration de la main-d'œuvre agricole en Gascogne*. Bordeaux, 1928, 241 p. ; G. MARCEL-RÉMOND, *L'immigration italienne dans le sud-ouest de la France*. Paris, 1928, 213 p.

A l'ouest de l'Agenais, de nouveaux paysages apparaissent : large zone de sols sablonneux et argileux, recouverts de nombreux petits bois, entre La Réole et Sainte-Foy ; grands plateaux calcaires ondulés et pittoresques que découpent, sur leurs bords, Garonne et Dordogne ; enfin, vastes plaines alluviales : c'est l'Entre-deux-Mers et, avec lui, le Bordelais. Beaucoup d'éléments impriment une atmosphère originale à cette région : l'influence des fleuves, la proximité de Bordeaux, et surtout la prédominance de la vigne. En somme, un « bon pays ». Et, pourtant, que de vicissitudes dans son peuplement depuis le ^x^e siècle ! A plusieurs reprises, guerres et crises viticoles transforment une partie de la région « en désert » et provoquent, par la suite, des courants d'immigration d'une remarquable intensité. L'auteur de ces lignes leur a consacré une étude qu'on lui permettra d'analyser brièvement ¹.

Je ne me suis guère appesanti sur les mouvements antérieurs à la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, en raison de la rareté des documents. Que les sauvetés du ^x^e siècle, les bastides des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e, les trêves de la guerre de Cent ans aient attiré des étrangers, venus surtout de Saintonge, le fait est certain. Mais la reconquête française du Bordelais, entre 1449 et 1453, ruine à nouveau les campagnes. Une quinzaine d'années plus tard, à la faveur d'une sécurité qui s'affirme progressivement, les seigneurs entreprennent la restauration générale de leurs domaines. Alors prend naissance le plus fort courant de peuplement étranger que l'Entre-deux-Mers ait jamais connu (1472-1495). Les témoignages qui restent nous font assister à la venue d'au moins cinq cents communautés d'immigrants partagées entre deux grands groupes : groupe d'oïl : Saintonge, Angoumois, Poitou ; groupe d'oc : Périgord, Limousin, Béarn. Les étrangers appartiennent aux conditions sociales les plus diverses : des paysans surtout — petits capitalistes désireux d'acheter des terres à bon compte pour les cultiver ou pour les revendre en spéculant, ou groupes familiaux à la recherche d'un plus lucratif emploi de leur nombre ; — mais aussi des marchands, des hommes de loi, des artisans, des aventuriers en quête d'un gagne-pain. C'est qu'une habile propagande leur a fait connaître les offres avantageuses des possesseurs du sol : concessions de vastes tenures perpétuelles, à des prix souvent dérisoires, mais payables à la fois en argent et en nature, car les seigneurs subissent déjà les premiers effets de l'effondrement monétaire ; droits considérables sur les communaux ; services militaires et agricoles réduits. Peu de métayage, encore moins de fermage viager ou à temps, ces contrats n'attirant guère les paysans. En revanche, les immigrants sont astreints à la construction d'une habitation, à la résidence, à la remise en valeur des terres. Sur les terres neuves des « pays au bois » du sud-est de l'Entre-deux-Mers ou sur les plateaux dévastés du centre

1. Robert BOUTRUCHE, *Les courants de peuplement dans l'Entre-deux-Mers. Étude sur le brassage de la population rurale, ^x^e-^{xx}^e siècles* (*Ann. d'hist. écon. et soc.*, 1935, p. 13-37 et 124-154 ; et à part).

de la région, ils forment des groupes compacts, qui conservent leurs patois et leurs coutumes, si bien qu'ils reçoivent des Gascons le surnom de « Gavaches », terme de mépris désignant des étrangers. En revanche, les riches vallées viticoles, généralement épargnées par les guerres, ne donnent asile qu'à un petit nombre d'étrangers.

Ce grand courant devait avoir d'importantes conséquences : dispersion du peuplement, d'ailleurs momentanée ; formation de grandes exploitations rurales aux dépens de la réserve et des communaux ; modifications considérables de la toponymie (aujourd'hui encore, à l'intérieur de communes aux noms d'oc, des hameaux portent des noms d'oïl datant du x^{ve} siècle) ; enfin, renaissance agricole, caractérisée par l'extension momentanée du blé aux dépens de la vigne.

J'ai consacré la dernière partie de ce travail aux prolongements de l'immigration du x^{ve} siècle à nos jours. Dans le centre de l'Entre-deux-Mers et le long des vallées, ni les guerres de religion, ni la Fronde ne furent suivies, semble-t-il, de très grands courants de peuplement. Plus intenses, les nouveaux brassages dans les pays au bois du Sud-Est, au xvi^e siècle surtout. Le bloc gavache se maintint donc dans la région du Dropt, tandis qu'il disparaissait progressivement du centre de l'Entre-deux-Mers. Toutefois, dans la seconde moitié du xix^e siècle, la « Gavacherie de Monségur » allait se démembler, principalement sous l'influence d'une nouvelle crise de dépopulation rurale. A la même époque, celle-ci sévissait dans tout l'Entre-Deux-Mers, conséquence de la disparition progressive des métiers ruraux et des maladies épidémiques de la vigne. Enfin, la Grande Guerre creusait de nouveaux vides dans la population rurale. Terre d'immigration, l'Entre-deux-Mers l'est redevenu tout entier de nos jours pour les habitants du pourtour, puis pour les populations agricoles des pays étrangers : suisses, italiennes, slaves et surtout espagnoles. Résultat : la population de nombreuses communes rurales s'est accrue de 1919 à 1931, malgré la persistance de la dénatalité.

Ici, donc, comme dans beaucoup de régions françaises, pas d'autochtonie rurale. Très vite, cependant, ces couches nouvelles se sont adaptées au sol qui les avait accueillies, tandis que les paysages agraires reprenaient leurs aspects traditionnels : la vigne reste souveraine dans les riches vallées, à l'intérieur des plateaux et sur le rebord des coteaux ensoleillés.

Loin d'affecter uniquement les campagnes, des courants identiques se sont portés vers Bordeaux, notamment à partir du xvii^e siècle. Si aucune étude d'ensemble n'a encore été consacrée à ce passionnant sujet, du moins M. Georges CIROT a-t-il projeté une vive lumière sur l'installation des Juifs espagnols, portugais et avignonnais dans la capitale de la Guyenne¹. Déjà,

1. Notamment dans *Les Juifs de Bordeaux ; leur situation morale et sociale de 1550 à la Révolution*. Bordeaux, Féret, 1930, in-8°, 164 p. — Cf., du même auteur, *Recherches sur les*

dans u
seigne
Plus f
rapp
Juifs e
en Fra
tout e
sion de
A Bor
cielle
Nomb
source
comme
avec d
laient
habiles
Les m
ces co
les mé
l'arrêt
admiss
Dalpu
gers, q

IV.
nation
érudits
Miss E

Juifs es
ler des J
COURT,
1924, p.
les étran
de Borda

1. Un
in-8°, 19

2. Le
de Bocc
de ce B
observa
d'archéol
3. Ele

— Le t
The esta
Oxford.

dans un ouvrage qui, sans prétendre épuiser le sujet, donnait d'utiles renseignements, M. J. DE MAUPASSANT avait présenté la famille des Gradis¹. Plus fouillées et de portée plus générale sont les recherches de M. Cirot. Il rappelle que, par lettres patentes d'août 1550, Henri II avait autorisé les Juifs espagnols et portugais, qualifiés de « nouveaux chrétiens », à s'installer en France. Mais leur conversion, arrachée par la terreur, n'était pas sincère : tout en continuant, eux et leurs descendants, à faire extérieurement profession de foi catholique, ils restèrent fidèles aux rites de leur ancienne religion. A Bordeaux, la « nation » des Juifs hispaniques eut bientôt existence officielle et jouit d'une réelle tolérance, contre le paiement de droits élevés. Nombreux furent ceux de ses membres qui reçurent le droit de bourgeoisie, source d'importants privilèges commerciaux, et qui firent fortune dans le commerce antillais. Leur riche communauté, véritable oligarchie, traitait avec dédain les Juifs avignonnais, petites gens pour la plupart, qui s'installaient à la même époque à Bordeaux. Mais les nouveaux venus, actifs et habiles, aspiraient à jouir des mêmes privilèges que les Juifs hispaniques. Les marchands bordelais, les drapiers surtout, firent une rude opposition à ces concurrents redoutables. M. Cirot nous donne de nombreux détails sur les mécomptes des Juifs avignonnais (telle leur expulsion de Bordeaux par l'arrêt du 21 janvier 1734) ; puis sur leur réinstallation dans la ville et leur admission aux foires, au séjour, à l'entrepôt ; enfin sur la grande famille des Dalpuget : tableau pittoresque et mouvementé des initiatives de ces étrangers, qui seront les grands artisans de la prospérité bordelaise au XVIII^e siècle.

IV. L'HISTOIRE ET LES SENTIMENTS POLITIQUES². — L'histoire de la domination anglaise en Guyenne devait attirer l'attention toute particulière des érudits anglais. Je n'en veux pour preuve qu'un bon exposé d'ensemble de Miss E. C. LODGE sur la question³. En moins de 300 pages, l'auteur ne peut

Juifs espagnols et portugais à Bordeaux. Les vestiges de l'espagnol et du portugais dans le parler des Juifs bordelais (Bulletin hispanique, t. XXIV, 1922, p. 203-224) ; CARDOZO DE BÉTHENCOURT, *Épigraphes de Juifs portugais au Musée lapidaire de Bordeaux* (Rev. hist. de Bordeaux, 1924, p. 225-234). Les travaux de Théophile Malvezin sont ainsi largement dépassés. — Sur les étrangers venus des pays du nord de l'Europe, lire Alfred LEROUX, *La colonie germanique de Bordeaux*. Bordeaux, Férét, 1918, in-8°, 2 vol., XII-630 p.

1. *Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradis, 1699?-1780*. Bordeaux, Férét, 1917, in-8°, 192 p.

2. Le livre, nouveau et suggestif, de M. Robert FAWTIER, *La Chanson de Roland* (Paris, de Boccard, 1933, in-8°, 215 p.), appartient à l'histoire générale et ne rentre pas dans le cadre de ce Bulletin (cf., cependant, pour notre région, le très intéressant chapitre IV). — Même observation pour l'article d'Yves RENOUART, *Les papes et la question d'Aquitaine* (Mélanges d'archéologie et d'histoire, t. LI, 1934).

3. Eleanor C. LODGE, *Gascony under English rule*. Londres, Methuen, 1926, in-8°, x-261 p. — Le terme « Gascogne » aurait pu être défini avec plus d'exactitude. — Du même auteur : *The estates of the Archbishop and Chapter of St-André of Bordeaux under English rule*, dans *Oxford Studies in social and legal history*, t. III, 1912, in-8°, 206 p.

tracer qu'une esquisse d'un immense sujet dont tant de traits, économiques et sociaux surtout, devraient être au préalable approfondis. Toutefois, Miss Lodge connaît bien l'ancienne Guyenne anglaise et sa documentation est très sûre. Son but n'est pas d'apporter des documents nouveaux, mais de présenter une synthèse utile de nos connaissances.

Dans un domaine plus limité, plus approfondi aussi, des érudits se sont intéressés aux institutions de la Guyenne médiévale. Tel M. Charles BÉMONT, qui, poursuivant ses travaux sur la mairie et la jurade dans les villes de la Guyenne, se livre à une étude minutieuse, jointe à une critique clairvoyante, des institutions municipales¹. D'autre part, à une époque où le duché d'Aquitaine connaît une très large autonomie, le connétable, chef de l'administration financière, exerce un rôle de premier plan. Une étude substantielle de Miss E. LODGE, composée d'après des documents du Public Record Office, présente d'intéressantes précisions sur l'activité des connétables d'Édouard III, entre autres John de Charnels, John de Strelle, Bernard Brocas². C'est l'amorce, espérons-le, d'une étude d'institutions financières et monétaires que Miss Lodge serait particulièrement qualifiée pour nous donner. Plus rapide est la notice de M. Marcel GOURON sur l'*Amirauté de Guyenne*³. Il ne semble pas qu'il y ait eu à Bordeaux un tribunal d'amirauté permanent avant 1469. Mais la communauté des gens de mer, les villes de la côte atlantique et les officiers du roi disposaient de pouvoirs importants sur les eaux territoriales et contribuaient à fixer progressivement la loi maritime. A partir de 1615, l'amirauté deviendra institution royale, en rivalité avec la jurade et l'inscription maritime. Elle sera supprimée sous la Révolution.

Du précieux livre de M. Henri STEIN sur *Charles de France, duc de Guyenne*, retenons principalement les chapitres consacrés aux relations de ce frère de Louis XI avec ses grands vassaux et à l'administration du duché. M. Charles PETIT-DUTAILLIS a donné de l'ouvrage une critique pénétrante à laquelle je ne puis mieux faire que renvoyer le lecteur⁴.

Avec M. Paul COURTEAULT, nous pénétrons dans l'atmosphère si vivante du *xv^e* siècle. L'auteur, déjà connu par une grande étude sur Monluc⁵, a ensuite entrepris la publication des *Commentaires* et l'a conduite à bonne fin⁶ : œuvre considérable, réalisée avec un soin scrupuleux et une

1. *La mairie et la jurade dans les villes de la Guyenne anglaise : La Réole* (Annales du Midi, 1919, p. 1-34). — Cf. aussi *Bourg et Blaye ; Saint-Émilion et Libourne* (Rev. hist. de Bordeaux, 1918).

2. *The Constables of Bordeaux in the reign of Edward III* (The English historical Review, 1935, p. 225-241).

3. Rev. hist. de Bordeaux, 1929, p. 129-135.

4. Rev. histor., t. CXXXVIII, 1921, p. 87-89.

5. *Blaise de Monluc historien. Étude critique sur le texte et la valeur historique des « Commentaires »*. Paris, A. Picard, 1908, gr. in-8°, XLVIII-686 p., 1 portrait et 4 cartes.

6. *Collection des textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*. Paris, A. Picard, 1911-1925, 3 vol, in-8°. — Dans le dernier tome, on trouvera l'Index général de tous les noms

méthode critique des plus sûres. Dans un travail où sont résumés les résultats de quelques-unes de ses recherches¹, l'auteur montre que la légende qui a fait de Monluc un « soudard cruel par sadisme et fanatique par conviction » est née pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, sous la plume des littérateurs du temps : apôtres de la tolérance religieuse et adversaires de la monarchie absolue, ils se forgèrent une fausse image de celui que la Révolution appela, après eux, « le monstre gascon ». Fausse image dont Monluc lui-même est responsable : accusé de concussion et destitué de son gouvernement de Guyenne, il essaya de se justifier en se montrant, dans ses *Commentaires*, plus royaliste, plus catholique et plus grand pourfendeur de protestants qu'il ne le fut jamais. En réalité, il ne fut ni un monstre, ni un sectaire, ni un héros, mais un homme du XVI^e siècle, avec beaucoup de tares et de petites tares, et surtout un admirable soldat².

Le quatrième centenaire de la naissance de Montaigne a provoqué l'éclosion d'une immense littérature qui, par les sujets traités, débordait le cadre de ce *Bulletin*. Je rappellerai seulement le grand succès de l'Exposition des œuvres de Montaigne, organisée en 1933 par la ville de Bordeaux. Le texte des conférences données à la Faculté des lettres a été réuni en un volume³.

On sait que la Fronde secoua de violents soubresauts toute la Guyenne. On trouvera des détails inédits sur cette sédition et sur les intrigues des Grands dans la *Correspondance du maréchal de Gramont et de Hugues de Lionne*, publiée par M. Henri COURTEAULT⁴.

Si vous voulez vous représenter les grands intendants de la Guyenne au XVIII^e siècle, qui nommerez-vous ? Claude Boucher ou Dupré de Saint-Maur ? Pas toujours. En revanche, jamais vous n'oublierez Tourny. Les célèbres allées du centre de Bordeaux, qui portent son nom, symbolisent les embellissements de la ville, dont il fut un des grands ouvriers. Intendant du Limousin et de Guyenne, il nous est mieux connu que ses devanciers ou que ses successeurs, car M. Michel LHÉRITIER lui a consacré deux imposants vo-

propres des commentaires, ainsi que l'explication des particularités du vocabulaire : fruit d'un travail considérable et soigné.

1. *Blaise de Monluc devant la légende et devant l'histoire* (Rev. de l'Agenais, 1922, p. 344-369).

2. Sur le même sujet, cf. comte DE BROQUA, *Le maréchal de Montluc, sa famille et son temps*. Paris, Champion, 1924, in-8° ; et, étudié surtout du point de vue militaire, général DE FONCLARE, *Un officier de fortune au XVI^e siècle, le maréchal de Montluc. Sa vie aventureuse ; ses maximes morales ; ses conceptions tactiques*. Paris, Berger-Levrault, 1933, in-8°, 194 p., 2 cartes.

3. *Quatrième centenaire de la naissance de Montaigne, 1533-1933. Conférences organisées par la ville de Bordeaux*. Bordeaux, Delmas, 1933, in-8°, 390 p.

4. Elle va de septembre à décembre 1560 (*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1925, p. 225-290, et à part. Paris, 1926). — Lire aussi Léo MOUTON, *Un demi-roi : le duc d'Épernon*. Paris, 1922, in-8°, 275 p. ; *Les violences du duc d'Épernon* (Rev. des Études historiques, 1922, p. 1-10) ; *Le duc et le roi. D'Épernon. Henri IV. Louis XIII*. Paris, Perrin et C^{ie}, 1924, in-12, xi-306 p. — Je n'ai pas eu communication de ces ouvrages.

lumes¹. Je me borne à rappeler leur intérêt : ils ont fait jadis l'objet d'une analyse détaillée de M. Paul COURTEAULT². Cette étude mérite d'être placée en bon rang parmi les travaux que l'administration des intendants a suscités. Est-elle, pourtant, irréprochable? Pas tout à fait. D'abord, une infinité de petits détails — plus de mille pages, c'est beaucoup, même pour un Tourny ! Et, malgré cela, d'étranges lacunes. Décrire l'œuvre d'un intendant sans réserver plusieurs chapitres aux éléments de la population urbaine qui l'assistèrent dans sa tâche ou qui connurent les bienfaits de son administration, quelle gageure ! Et puis Tourny était intendant de Guyenne autant que de Bordeaux. Or, que nous apprend M. Lhéritier sur les classes rurales du pays à cette époque? Peu de chose.

Nous arrivons ainsi à l'histoire révolutionnaire. Résultats de longues recherches, quatre volumes du chanoine E. SOL présentent de *La Révolution en Quercy* un tableau très détaillé qui échappe en partie à mon analyse, car il intéresse surtout le Haut-Quercy³. Tableau un peu touffu, d'ailleurs, et sans idées générales suffisamment définies : le défaut est commun à beaucoup d'études locales. Certains chapitres, toutefois — entre autres l'abolition des privilèges et l'état d'esprit des populations — fournissent matière à de vivantes descriptions.

Des contemporains ont publié leurs propres impressions sur les débuts de la Révolution à Bordeaux : tel l'avocat bordelais Pierre Bernadau, auteur de *Tablettes*, qu'il rédigea après coup à l'aide de notes recueillies pendant les événements, ou de souvenirs assez vagues. Dans les extraits qu'il en a publiés, M. LHÉRITIER leur accorde un crédit parfois exagéré⁴.

Fort précis, au contraire, et fruit de longues et fructueuses recherches, le travail de M. André-FERRADOU sur *Le rachat des droits féodaux dans la Gironde* méritait si bien l'attention des historiens qu'il a fait l'objet dans la *Revue historique* de deux comptes-rendus auxquels je renvoie le lecteur⁵.

Souvent, on s'est exagéré les violences des tribunaux révolutionnaires de département. En Lot-et-Garonne, par exemple, la justice répressive se montra impartiale, modérée, et ne prononça guère de condamnation à mort que contre des émigrés⁶.

De même, plusieurs des cours prévôtales, créées par la loi du 20 décembre

1. Michel LHÉRITIER, *Tourny, 1695-1760*. Paris, Félix Alcan, 1920, 2 vol. in-8°, xvi-453 et 607 p., 25 illustrations.

2. *Rev. histor.*, t. CXXXVII, 1921, p. 108-110.

3. Paris, Aug. Picard, s. d., 4 vol. in-8°. — Cf., pour le tome IV, *Rev. histor.*, t. CLXXVI, 1935, p. 251, et, pour ses ouvrages d'histoire religieuse sur le Quercy, *Ibid.*, p. 254.

4. *Les débuts de la Révolution à Bordeaux, d'après les tablettes manuscrites de Pierre Bernadau*. Paris, Félix Alcan, 1919, in-8°, xxxii-115 p.

5. Paris, Société du Recueil Sirey, 1928, in-8°, 460 p. — Cf. *Rev. histor.*, t. CLVIII, 1929, p. 310, et t. CLXIII, 1930, p. 149.

6. Ch. CAMBON, *La justice révolutionnaire à Agen, 1793-1794* (*Rev. de l'Agenais*, 1932-1933).

1815 pour réprimer toute manifestation contre le roi ou les Chambres et pour punir aussi certains crimes de droit commun, jugèrent sans passion politique et rendirent des sentences équitables. Sans doute leur justice fut-elle expéditive, mais l'accusé conservait des garanties. Ainsi, pendant ses deux années d'existence, la cour prévôtale de la Gironde n'eut à juger que dix-huit affaires et ne prononça qu'une seule condamnation à mort, pour crime de fausse monnaie. Des peines de prison et des amendes furent, en outre, infligées pour cris séditieux ou chansons réclamant le retour de l'Empereur. Le département de la Gironde, il est vrai, était en majorité royaliste et le mouvement bonapartiste y demeura toujours faible. Ces quelques lignes sont le résumé d'un très intéressant article de M. Gabriel LOIRETTE, rédigé à l'aide d'un registre de délibérations versé en 1928 aux Archives de la Gironde, avec les fonds judiciaires de l'arrondissement de Bordeaux¹.

A côté de l'histoire des événements, une place de choix doit être réservée à l'étude des sentiments politiques. L'histoire des spectacles à Bordeaux pendant l'époque révolutionnaire vaut-elle, cependant, qu'on lui consacre un ouvrage de trois cents pages? En lui-même, le sujet serait bien maigre, s'il ne fournissait à M. Paul COURTEAULT la matière d'un tableau très alerte de la société bordelaise². En effet, les préoccupations politiques et religieuses se font jour sur les scènes des nombreux théâtres : c'est même le seul intérêt qui s'attache à des représentations dont la valeur littéraire est à peu près nulle. Comme toujours, l'auteur a puisé aux meilleures sources et mis en œuvre les éléments d'une sûre documentation. Fort curieux, par exemple, le rôle du théâtre dans l'éclosion de l'esprit nouveau (les pièces de Voltaire, notamment, connaissent un grand succès) et dans celle des événements.

Bien qu'en général les sociétés secrètes aient jalousement conservé leurs archives et interdit aux profanes d'en pénétrer les mystères, on commence à percevoir assez nettement leur rôle dans les origines et la marche de la Révolution, puis sous le Consulat et l'Empire. Ainsi, M. René BONNAT, archiviste du Lot-et-Garonne, a pu acquérir pour son dépôt le registre d'une loge maçonnique d'Agen, la loge de la Paix, de rite écossais. En 1803, elle prend le nom de loge de la Sincérité, dans le but de s'affilier au Grand-Orient de France. Le registre renferme des procès-verbaux qui permettent à M. Bonnat de conter l'histoire de la loge de 1798 à 1805 : son recrutement — une partie de l'élite de la société agenaïse y est affiliée — son administration et

1. *La cour prévôtale de la Gironde et son fonctionnement, 1816-1818* (Rev. hist. de Bordeaux, 1934, p. 145-159 et 193-205). — L'ouvrage de J. LACOUTURE, *Le mouvement royaliste dans le Sud-Ouest, 1797-1800* (Hossegor, Chabas, 1933, in-8°), ne m'a pas été communiqué.

2. *La Révolution et les théâtres à Bordeaux, d'après des documents inédits*. Paris, Perrin, 1926, in-8°, 8 illustrations hors texte. — Cf., en outre, M^{lle} Madeleine BRUN, *Les théâtres à Bordeaux de 1800 à 1830* (Rev. hist. de Bordeaux, 1929-1931) ; M. FUCHS, *La vie théâtrale en province au XVIII^e siècle*. Paris, E. Droz, 1932, t. I, in-8°, 219 p., 6 planches.

ses travaux, les rites de l'initiation, ses fêtes et ses délibérations, ses rapports avec le Grand-Orient¹. En terminant, l'auteur note que les discussions politiques et religieuses étaient sévèrement bannies de l'atelier et que les « frères » n'étaient pas hostiles au culte catholique.

Voici enfin les grands personnages de la Révolution à Bordeaux. La proscription des chefs girondins, leurs pérégrinations à travers le Bordelais, leur fin tragique ont donné naissance à une immense littérature qui, tantôt romancée, tantôt envisagée d'un point de vue trop particulier, est loin d'avoir épuisé le sujet².

J'en dirai autant des nombreux livres consacrés à M^{me} Tallien. Certes, le personnage est séduisant ; mais trop d'écrivains, atteints d'un tendre sentiment pour leur héroïne, ont tracé d'elle des portraits de haute fantaisie. Dans un livre qui, d'ailleurs, fournit de curieux renseignements sur la Terreur à Bordeaux, mais qui manque d'esprit critique dès qu'il touche à M^{me} Tallien ou à son entourage, M. Maurice FERRUS affiche des prétentions que l'érudit ne saurait admettre³. L'ouvrage appelle le propre jugement de l'auteur à l'adresse de ses devanciers : « Ce n'est pas ainsi qu'on écrit l'histoire. »

V. LA VIE ÉCONOMIQUE ET LES CLASSES SOCIALES. — 1^o *Aperçu général.* — C'est l'agriculture qui imprime aux pays de la Moyenne et de la Basse-Garonne leur unité profonde. Longtemps source presque unique de leurs industries ou de leur activité commerciale — tel le vin de Bordeaux sous la domination anglaise — elle est aujourd'hui encore à la base de leur vie générale de relations. Les centres urbains eux-mêmes lui doivent leur existence ou la meilleure part de leur développement. Le lecteur ne sera donc pas surpris que, rompant avec la hiérarchie classique : Clergé, Noblesse, Tiers-État, j'attire d'abord son attention sur les sociétés qui donnèrent à nos régions leur aspect traditionnel : de l'humble cultivateur au bourgeois fastueux.

L'histoire du Bas-Quercy illustre cette vue d'ensemble de façon saisissante. Du xiv^e au xviii^e siècle, le développement agricole et surtout l'emprise progressive de la petite propriété caractérisent la vie de la région. M. Robert

1. *La franc-maçonnerie agenaise au XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e* (Rev. de l'Agenais, 1919-1920).

2. Cf., par exemple, G. LENÔTRE, *La proscription des Girondins*. Paris, Hachette, 1927, in-8°, 126 p., avec compte-rendu de M. Paul COURTEAULT, dans la *Rev. histor.*, t. CLXIV, 1930 ; E. LINTILHAC, *Vergniaud. Le drame des Girondins*. Paris, 1920, in-8°, 305 p. ; R. BROUILLARD, *Les Girondins à Saint-Émilion* (Rev. hist. de Bordeaux, 1920) et *Madame Bouquoy et les Girondins* (Ibid., 1928, p. 145-160). — Les Archives de la Gironde renferment des documents d'un grand intérêt qu'on a trop négligés.

3. *Madame Tallien à Bordeaux pendant la Terreur. Étude historique et critique*. Bordeaux, Férret, 1930, in-8°, 312 p.

LATOUCHE la dépeint en un tableau suggestif¹. En traits rapides, mais précis, l'auteur justifie les limites — trop restreintes vers l'ouest, semble-t-il — qu'il donne au Bas-Quercy. Puis il fournit d'intéressants renseignements sur la communauté d'habitants. Également judicieuses, ses observations sur la condition des terres et les différents modes de tenures. Au ^{xvi}^e siècle comme au ^{xviii}^e, la petite propriété domine. De nombreux domaines ont moins d'un hectare : encore sont-ils formés de parcelles morcelées. L'étude des cadastres et des terriers permet de conclure en faveur de l'ancienneté de certaines communautés paysannes, groupées dans des mas qui ont pris leur nom. Les seigneurs leur ont concédé des tenures perpétuelles qui, progressivement, deviendront des propriétés : ainsi s'opère une transformation juridique de la possession du sol dont les études locales rendent le rythme de plus en plus intelligible. Quand ils n'y étaient pas obligés par des circonstances exceptionnelles, les seigneurs préféraient naturellement le métayage à temps au bail à fief perpétuel ; en outre, à partir du ^{xvii}^e siècle, ils tentèrent de percevoir à nouveau strictement les droits féodaux. Suivent des indications sur l'élevage, assez peu développé, sur la polyculture, les industries locales — celle de la boucherie notamment — le commerce intérieur et les opérations de crédit. Plus vivant et plus neuf, le chapitre réservé aux agglomérations urbaines. Centres militaires et foyers d'activité industrielle et commerciale, Saint-Antonin, Caylus, Montpezat ont joui au ^{xv}^e siècle d'une étonnante prospérité. A partir du ^{xvii}^e, au contraire, la centralisation administrative et la déchéance de la route d'Auvergne les confinent dans une vie étroitement rurale. — On lira, enfin, avec un intérêt soutenu, les pages consacrées à la vie religieuse, à l'instruction et à l'assistance publiques, aux épidémies de peste.

Cette rapide analyse témoigne de l'extrême variété des questions traitées par l'auteur. L'ordonnance du livre en souffre quelque peu, car l'unité de problème est sacrifiée au souci d'aborder tous les sujets. D'où la nécessité de limiter pour chacun d'eux les investigations. Ainsi, M. Latouche ne fait que de brèves allusions aux événements qui eurent une influence décisive sur l'évolution intérieure du pays — telles la guerre de Cent ans et les guerres de religion. On aurait désiré également des renseignements plus détaillés sur la structure des classes rurales. Que le servage ait disparu de la région avant le ^{xiv}^e siècle, d'accord : mais raison de plus pour insister sur la hiérarchie des fortunes et des conditions des paysans libres. Et puis, si nous en jugeons par certains noms de famille, le Bas-Quercy fut traversé par des courants d'immigration qu'il est toujours imprudent de négliger dans une étude rurale. Combien, enfin, des croquis dessinés par l'auteur parleraient plus aux yeux et à l'esprit que la reproduction de deux cartes de Cassini !

1. *La vie en Bas-Quercy du ^{xiv}^e au ^{xviii}^e siècle*. Toulouse, Privat, 1923, in-8°, xx-520 p., 1 carte.

Elles forment, d'ailleurs, la seule illustration d'un livre un peu austère en sa présentation matérielle.

A un tout autre genre appartient l'*Étude critique sur le XVIII^e siècle à Bordeaux*, de M. Alfred LEROUX¹. Titre vague, comme le contenu du livre. L'ouvrage est un mélange de compilations diverses et de réflexions personnelles à tendances moralisatrices : sorte de mise en œuvre des nombreuses notes prises au cours d'une longue vie. M. Leroux ambitionne de « combler les lacunes » qu'il a relevées chez les historiens du Bordeaux moderne. Y parvient-il? Je ne le crois pas, car il n'approfondit aucune question, même lorsqu'il traite de la vie religieuse ou du mouvement philosophique, ses sujets favoris. Surtout, il renonce « de propos délibéré à donner à la partie économique toute la place matérielle à laquelle elle aurait droit, tant elle serait envahissante... ». Il espère ainsi échapper au reproche d'avoir méconnu l'intérêt du développement commercial de Bordeaux au XVIII^e siècle. Mais, ce que nous attendions précisément de M. Leroux, c'étaient des hypothèses fécondes, ou des directions de travail.

2^o *La vie rurale et le paysan*. — Les pays de la Moyenne et de la Basse-Garonne n'offrent pas un type uniforme d'économie agricole. Depuis de longs siècles, le paysan de l'Agenais ou du Bas-Quercy est à la fois cultivateur, viticulteur, arboriculteur, jardinier. En opposition avec une polyculture et des genres de vie si variés, inscrirons-nous le Bordelais viticole et son paysan vigneron? Oui, mais avec des nuances, car si la vigne est bien la culture maîtresse du Bordelais, toujours des associations secondaires lui ont formé cortège : céréales, prairies et bois.

Or, malgré d'utiles travaux d'approche qui, par leur date, échappent à cette analyse, nous connaissons encore assez mal l'histoire de la vigne et de la vinification, celle aussi du commerce intérieur des vins et de la famille vigneronne. Évidemment, M. Frantz MALVEZIN a publié à grands frais un ouvrage sur l'*Histoire de la vigne et du vin en Aquitaine depuis les origines jusqu'à nos jours*². Titre bien prétentieux, en vérité, pour une étude où sont réédités notamment plusieurs chapitres de la très médiocre *Histoire du commerce de Bordeaux*, par Théophile MALVEZIN. Quelle perte de temps et d'argent! D'ailleurs, ce travail n'est pas le seul du genre : le développement contemporain de la vigne bordelaise a fait naître toute une littérature de circonstance ou de propagande, dispersée en une infinité d'articles où nos études trouvent peu à glaner.

En revanche, l'exploitation d'un vignoble de la région de Loupiac fournit à M. Georges BORD l'occasion d'une bonne brochure. Il a utilisé les inventaires du domaine et suivi ses destinées depuis le XVIII^e siècle : l'évolution

1. Bordeaux, Féret, 1921, in-8°, xiii-416 p.

2. Bordeaux, Féret, 1919, in-8°, 322 p.

des méthodes de culture du vignoble, ses vicissitudes à l'époque du phylloxéra et sa reconstitution¹.

La séparation des « régions viticoles » du Bordelais, de l'Agenais et du Périgord, puis la fixation des appellations d'origine ont donné lieu à des conflits féroces. Un ouvrage-répertoire de M. Pierre CÉLESTIN, qui vaut surtout pour l'époque actuelle, sur la délimitation, la protection et le contrôle de ces appellations, mérite d'être consulté².

Au Moyen Age surtout, les communaux ou padouens du Bordelais s'étendaient sur de larges espaces de bois, de landes ou de marais³. Plusieurs aspects originaux de la lutte classique entre seigneurs et paysans pour l'appropriation du communal nous sont décrits par M. J. ESCUDEY et M. Pierre BUFFAULT : on aimerait que leur récit fût relié plus étroitement à l'histoire générale des communaux⁴. Même remarque pour les conflits relatifs aux droits d'usage dans la forêt du Mas d'Agenais⁵.

La faible étendue des cultures de céréales dans le Bordelais, le Périgord et les Landes, jointe à une médiocre exploitation du sol et à la sévérité des droits seigneuriaux, explique la fréquence et la gravité des disettes, aux XVII^e et XVIII^e siècles par exemple. Sans doute s'attachait-on à importer le blé nécessaire, mais les transports étaient difficiles et on réglementait de façon souvent maladroite la circulation intérieure. D'où la crainte perpétuelle de la famine et la psychose de l'accaparement des grains. La mauvaise récolte de 1777 oblige Dupré de Saint-Maur à prendre toute une série de mesures pour empêcher ou limiter la famine. Mesures habiles : l'homme appartient à la lignée des grands intendants acquis à la doctrine du libéralisme économique. Il favorise la liberté de circulation des grains, combat leur taxa-

1. *Un vignoble bordelais aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. Monographie du domaine de Rondillon, à Loupiac*. Bordeaux, éditions de la *Revue méridionale*, 1924, in-8°, 30 p. — Une autre brochure du même auteur est consacrée à la viticulture actuelle — méthodes d'encépagement et vinification — dans la *Revue de viticulture*, 1931. — Cf. aussi *Essai sur les variations de l'encépagement dans le vignoble bordelais*. Bordeaux, *Feuille vinicole*, 1932, 19 p.

2. *Les appellations d'origine bordelaise*. Bordeaux, Imprimerie d'Alsace, 1932, in-8°, 234 p. — La loi essentielle est celle du 6 mai 1919, modifiée par celles du 22 juillet 1927 et du 1^{er} janvier 1930.

3. La question a fait l'objet d'une importante étude juridique de M. Pierre HARLÉ, *Les padouens du Bordelais. Étude historique*. Bordeaux, Cadoret, 1910, in-8°, xi-239 p.

4. J. ESCUDEY, *La cantau de Landiras* (*Rev. hist. de Bordeaux*, 1925-1926) ; P. BUFFAULT, *La forêt de la cantau de Blaye* (*Ibid.*, 1928-1929). — Il aurait fallu préciser les différents sens du mot *cantau*. A l'époque carolingienne, le terme semble désigner des bois, landes ou marais restés sous la juridiction du comte et non inféodés à un seigneur. Après la disparition des comtes, il ne désigne plus que le « padouen », le « vacant » (Ch. BÉMONT, *Recogniciones feodorum...*, p. 325), et, à partir du XVI^e siècle, un lieu en friches, indivis entre particuliers. Par la suite, il sera partagé entre ceux-ci et ne se distinguera plus d'une propriété.

5. Pierre BUFFAULT, *Notice historique sur la forêt du Mas d'Agenais* (*Rev. de l'Agenais*, 1930, p. 154-176). — Un travail de M. JORET, *Histoire d'une forêt, le bois Saint-Vincent du Mas d'Agenais* (*Ibid.*, 1930, p. 41-61 et 103-128), est difficilement intelligible en raison d'un trop grand nombre de menus détails.

tion, donne des primes à l'approvisionnement dans le but de diriger les denrées vers les contrées les plus démunies, demande qu'on importe des blés de la Flandre autrichienne, enfin organise l'assistance : prêts de grains de semence aux cultivateurs, prêts d'argent aux communautés pour l'achat des blés. Tous ces détails ont été relevés dans une attachante étude de M. E. BOUGOUIN¹.

On voudrait que les sociétés et la vie paysannes fissent l'objet de travaux aussi substantiels. Mais les textes sont avares de précisions. Des études locales un peu poussées révèlent, toutefois, d'importants témoignages. La baronnie de Portets, Castres et Arbanats était une petite seigneurie foncière, étendue à trois modestes paroisses échelonnées dans la vallée de la Garonne. C'est à sa vie rurale jusqu'à la Révolution que MM. PETIT et D'ANGLADE ont consacré un livre qui dépasse en intérêt beaucoup de monographies du même genre². La lecture attentive des documents du passé, l'observation de la vie présente et, par-dessus tout, l'amour de la petite patrie leur inspirent des pages concrètes et colorées. Ils marquent fortement l'union intime de la terre, des cultures, des habitants ; ils analysent les qualités du sol et du sous-sol et notent l'influence des sources d'infiltration sur les premiers établissements humains. Longtemps, ces terres de cailloutis et de sables (les Graves) furent recouvertes par la forêt ; à partir de l'époque romaine, celle-ci fit place, progressivement, aux vignes célèbres qui devaient assurer la fortune du pays. Je recommande encore la lecture des chapitres sur la route et la rivière, la maison du paysan, la vie privée, l'évolution du droit. Ainsi, en 1366, un curieux conflit éclate entre le seigneur, qui voulait faire revivre d'anciens droits serviles sur une soixantaine de familles de Portets et d'Arbanats, et les habitants, qui, se déclarant affranchis, refusaient de payer les redevances de « questaltité ».

Plusieurs réserves, en terminant. MM. Petit et d'Anglade ne sont pas historiens de profession et leur méthode trahit quelque inexpérience. Ils auraient dû insister sur le cadre seigneurial et les droits féodaux. Enfin, si les noms de Portets, Castres, Arbanats sont familiers aux lecteurs régionaux, que disent-ils à l'esprit des autres ? Montrez-nous les palus et les premières pentes des Graves, puis le site et le plan des villages, enfin les divisions et les limites des terroirs. Nous feuilletons les pages du livre, à la recherche des cartes et des croquis. Peine inutile ! Une fois de plus, auteurs et éditeur ont oublié que l'histoire rurale d'un petit coin de terre est difficilement intelligible sans les dessins qui animent le texte et font vivre le pays sous nos yeux.

Des objections semblables pourraient être faites à un article de revue de

1. *Une disette en Guyenne à la fin de l'Ancien Régime, 1777-1778* (Rev. hist. de Bordeaux, 1918-1919).

2. D. PETIT et Alain D'ANGLADE, *La seigneurie de Portets, Castres et Arbanats*. Hossegor, Chabas, 1934, in-8°, 130 p.

M. Lucien MASSIP¹. Je ne m'y attarderai pas : il appelle des critiques autrement graves, et non pas du seul point de vue toponomastique. Lâchant subitement la bride à son imagination, l'auteur nous présente, en termes apocalyptiques, un tableau des classes paysannes de l'Agenais au Moyen Âge, qui est un modèle du genre fantaisiste. Nos lecteurs veulent-ils en goûter la saveur ? Voici quelques extraits :

Autour des cités, des villages, des bourgs, des manses, se voyaient de grands vignobles et des champs cultivés sur lesquels s'escrimaient les *manants* ou *vilains*... et les nombreux et lamentables serfs de la glèbe, à peine vêtus de peaux de bête ou de guenilles... Ils ne s'occupaient de culture que contraints et poussés : leur mentalité était celle de la brute... Les seigneurs, orgueilleux et farouches, à demi civilisés, étaient souvent des tyrans implacables... L'état d'âme de beaucoup n'était pas moins misérable que leurs agissements : l'abus de la tyrannie avait des contre-coups terribles, autant qu'étranges, sur ces intelligences brutales et raffinées, superstitieuses et grossièrement défiantes, où passaient tour à tour de sombres épouvantes — les épouvantes de l'an Mil — et des audaces indicibles, des remords subits et des endurcissements diaboliques, une crédulité puérile et un matérialisme effréné (*sic*).

Titre de la revue : *Revue de l'Agenais*. Date : 1927... Rideau !

3^e *Les échanges commerciaux et le bourgeois*. — Voici, dans la vie économique du Moyen Âge, un phénomène gros de conséquences : le développement du grand commerce d'exportation à partir du x^e siècle. Il brise les cadres de l'économie purement agricole et domaniale qui s'était implantée en Europe depuis l'époque où l'invasion islamique avait interrompu la navigation méditerranéenne. La décadence politique de l'Islam permet la reprise des échanges par le sud au moment où la marine scandinave ranime le transit dans les estuaires du Rhin, de l'Escaut et de la Meuse. On reconnaît, dans ces quelques lignes, les idées maintes fois exposées avec talent par M. Henri Pirenne. Elles servent ici d'introduction à une large fresque, peinte en traits vigoureux, sur l'exportation des « vins de Gascogne », c'est-à-dire du Bordelais, essentiellement². Avec les épices et les draperies flamandes, ils vont constituer la branche la plus importante du nouveau trafic médiéval, du moins à partir de l'union de l'Aquitaine et de l'Angleterre (1152). Auparavant, celle-ci n'importait guère que les vins des vallées de la France septentrionale, concentrés à Rouen. L'ouverture du marché anglais favorise, par contre-coup, le développement des vignobles du Sud-Ouest. Mais, par tempérament, les Bordelais étaient viticulteurs et commerçants, non pas armateurs ou marins. Leur ville est à cent kilomètres de la mer et il n'y avait pas de bon port à l'embouchure de la Gironde. Ils laissèrent donc aux naviga-

1. *L'origine et la signification des noms de lieu en Agenais* (Rev. de l'Agenais, 1926-1927).

2. *Un grand commerce d'exportation au Moyen Âge : les vins de France* (Ann. d'hist. écon. et soc., 1933, p. 225-243).

teurs étrangers le soin de venir chercher leurs produits soit à Bordeaux, soit dans le grand entrepôt d'Oléron : marins de La Rochelle ou de Bayonne, qui se livraient depuis longtemps au cabotage (d'où le nom de « vins de la Rochelle » donné aussi aux vins de Bordeaux), Flamands, Hanséates et Espagnols. Ces marchands chargeaient également le sel de la baie de Bourgneuf ou de Noirmoutier et les vins de la Basse-Loire, puis transportaient les produits directement en Angleterre, principale consommatrice, ou les entreposaient à Damme, avant-port de Bruges, à destination des marchés consommateurs : Angleterre encore, Pays-Bas, pays du Nord. Nous avons là, naturellement, un trafic de nature capitaliste qui fut à l'origine de quelques-unes des plus grandes fortunes du Moyen Age, celle des ducs de Bedford par exemple¹. En outre, les *Rôles d'Oléron* sont le meilleur témoignage de son influence sur la naissance du droit maritime.

Mais que savons-nous des producteurs, des marchands et des armateurs qui se livraient à ce commerce? Quel fut son rôle dans le développement de la bourgeoisie? En quoi consistaient les chargements des navires qui, de Damme, gagnaient Oléron? Autant de questions sur lesquelles M. Pirenne attire l'attention des chercheurs.

Évidemment, comme toute grande esquisse, celle-ci appelle des correctifs de détail. Affirmer que les viticulteurs vendaient leur récolte sur place à des marchands exportateurs, c'est généraliser à l'excès. Des documents nous prouvent que de gros propriétaires viticoles expédiaient eux-mêmes leurs vins en Angleterre, mais sur bateaux étrangers. Est-ce à dire qu'il n'existait aucune classe de négociants en vin²? Les archives de l'abbaye de Sainte-Croix et les registres des notaires du xv^e siècle me persuadent du contraire. Toutefois, la différenciation des classes de producteurs et de marchands était beaucoup moins tranchée au Moyen Age qu'aujourd'hui.

N'est-ce pas aussi méconnaître certaines nuances que de confondre notre région avec ces contrées de la France méridionale où « la vigne est partout chez elle »? Vraie pour le Bas-Languedoc, l'affirmation ne saurait être juste pour le Bordelais, où, culture de luxe qui ne prospère qu'à force de soins, la vigne fut toujours associée à d'autres plantes. Sans doute, enfin, M. Pirenne exagère-t-il la pénurie de nos connaissances? C'est qu'il néglige toutes les études locales, par exemple celles d'un grand chercheur de documents originaux, Francisque-MICHEL, qui jadis explora ces domaines du commerce viticole, représentés aujourd'hui par M. Pirenne comme une « terra incognita³ ». Ces réserves ne sauraient guère affaiblir la portée de son excellente synthèse.

1. Gladys Scott THOMPSON, *Two centuries of family history : a study in social development*. Londres, Longmans, 1930, in-8°, x-369 p., 1 carte, 9 planches ; prix : 18 s.

2. Francisque-MICHEL, *Histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux, principalement sous la domination anglaise*. Bordeaux, Delmas, 1867-1870, in-8°, 2 vol. (I, chap. xv).

3. *Ibid.* — *L'Histoire du commerce de Bordeaux*, par Théophile MALVEZIN (Bordeaux, Imprimerie nouvelle, 1892, 4 vol. in-8°), n'est guère qu'une compilation hétéroclite et confuse, surtout pour l'Antiquité et le Moyen Age.

Il a clairement posé les grands aspects du problème, attiré l'attention sur l'importance capitale des documents hanséatiques, formulé des hypothèses, invité à réfléchir.

Après Louis XI, le commerce bordelais s'enfonce progressivement dans une sorte de léthargie dont il ne sortira qu'au XVIII^e siècle ; mais ce sera pour atteindre une extraordinaire prospérité, due au commerce des Antilles. Les contemporains l'ont bien compris si l'on en juge par quelques lignes d'une notice du temps : « La prospérité du commerce n'a eu lieu qu'à l'époque où nos colonies ont commencé à devenir florissantes... Bordeaux a vu son commerce s'accroître rapidement et parvenir à un point de splendeur qui semble même surpasser celui des colonies qui en ont été la source¹. » Dès le XVII^e siècle, comme en témoigne un travail de M. Fréd. C. LANE², Colbert avait voulu, sans beaucoup de succès, lancer les Bordelais dans le grand commerce. Il favorisa la fondation de la « Compagnie privilégiée de Bordeaux », qui ne dura que trois ans, et recourut aux menaces pour faire souscrire les marchands à la Compagnie des Indes orientales. En revanche, il tourna plusieurs négociants vers le trafic antillais : prélude au grand rôle que Bordeaux allait jouer dans le siècle suivant.

De ce rôle, j'ai tenté une esquisse dans une étude parue à l'occasion du tricentenaire du rattachement des Antilles à la France³. Son objet ? Faire comprendre les documents publiés dans le même volume et surtout attirer l'attention des chercheurs sur l'histoire coloniale du Bordeaux moderne. Sans doute la situation du port explique-t-elle en partie le développement du trafic antillais par Bordeaux. Mais les facteurs de sa prospérité sont autrement complexes : des mesures administratives, surtout les lettres patentes d'avril 1717 ; une institution : la Chambre de commerce ; l'étonnante activité des « colonies » étrangères installées, notamment, dans le quartier des Chartrons ; enfin, une opinion coloniale qui, dans son immense majorité, défendit avec acharnement le système de l'exclusif. Naturellement, la progression du trafic fut irrégulière en raison des guerres franco-anglaises, de la contrebande, des dérogations à l'Exclusif. L'apogée du commerce coïncide avec le merveilleux développement des Iles entre 1767 et 1789. Très variées sont alors les fonctions coloniales du port : avant tout, importation des produits coloniaux, puis approvisionnement des Iles, traite des nègres, constructions navales. Armateur et négociant, telle est la physionomie du gros commerçant bordelais de l'époque⁴. La vente des produits antillais en France

1. Année 1785. *Arch. hist. Gironde*, t. XXXIV, p. 266.

2. Colbert et le commerce de Bordeaux (*Rev. hist. de Bordeaux*, 1924, p. 169-190).

3. Robert BOUTRUCHE, *Bordeaux et le commerce des Antilles au XVIII^e siècle* (Nos Antilles, p. 83-124). Ouvrage publié sous la direction de Serge Denis. Orléans, Imprimerie orléanaise, 1935, gr. in-8°, 380 p., 6 planches hors texte, 1 carte ; prix : 24 fr. Cf. aussi G. HUBRECHT, *Les colonies et le port de Bordeaux au XVIII^e siècle* (*Ann. du droit et des sciences sociales*, 2^e année, n° 4). Paris, Recueil Sirey, 1934.

4. Henri SÈZE, *Le trafic d'un négociant-armateur de Bordeaux aux Antilles, 1761-1758* (Mé-

ou dans les pays du nord de l'Europe — vente dont le mécanisme mériterait une étude très serrée — assura la fortune de nombreux négociants et le développement d'une puissante classe de marchands. L'un d'eux, François Bonnaffé, laisse en mourant une fortune d'une quinzaine de millions de livres. On s'explique dès lors la progression à Bordeaux des industries liées au trafic colonial, l'accroissement de la population, l'afflux du métal, les embellissements de la cité.

Plusieurs de ces répercussions ont fait l'objet d'études particulières, amorcées, espérons-le, de travaux plus poussés : par exemple, le raffinage et l'exportation des sucres. Souvent, afin d'échapper aux taxes, les raffineurs bordelais expédiaient vers la Suisse, l'Italie ou l'Espagne des sucres étrangers qu'ils présentaient comme provenant de leurs raffineries. L'administration des Fermes dut élaborer toute une minutieuse réglementation, destinée à prévenir les fraudes : tel le règlement de 1734, qu'étudie M. Paul BONDOS¹.

Un autre aspect de l'activité de Bordeaux au XVIII^e siècle, son premier commerce avec les jeunes États-Unis, fournit à M. Mac Cord LOWES l'objet d'utiles remarques². Dès les débuts de la guerre d'Indépendance, et sans attendre la rupture de la paix entre la France et l'Angleterre, des négociants bordelais édifient de véritables fortunes en envoyant illégalement aux révoltés des combustibles, des articles manufacturés, des armes. Il s'ensuit de terribles représailles de la part des Anglais. En revanche, après le traité de Versailles, les Bordelais répugnent à établir un courant commercial régulier avec les États-Unis, car ils les considèrent comme leurs plus redoutables rivaux dans le commerce antillais. Non sans raison, d'ailleurs : les États-Unis profiteront, plus qu'aucune autre puissance, de l'arrêt du 30 août 1784.

En ruinant nos Antilles, les guerres de la Révolution et de l'Empire provoquèrent la décadence du commerce bordelais³. Dès lors, sans se décourager, d'actifs négociants cherchèrent de nouveaux débouchés, notamment vers l'Indochine, dont l'exploration méthodique avait été entreprise, au XVIII^e siècle, par des missionnaires. Voici précisément, sous la plume d'un spécialiste averti des questions coloniales, M. Pierre DE JOINVILLE, de pénétrantes observations centrées autour du nom d'un grand armateur, Balguerrie-Stuttenberg⁴. Celui-ci intéresse Portal à ses projets ; à partir de 1817, il arme des navires qui font plusieurs voyages à Saïgon, puis fonde un comp

moires pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie, 12^e série, Paris, 1929, p. 278-290).

1. *L'exportation des sucres au XVIII^e siècle* (Rev. hist. de Bordeaux, 1922, p. 196-200).

2. *Les premières relations commerciales entre Bordeaux et les États-Unis d'Amérique, 1775-1789* (Ibid., 1927-1928).

3. Henri SÈVE, *Le commerce de Bordeaux à l'époque napoléonienne, d'après la correspondance d'Honorat Lainé* (Rev. d'hist. écon., 1933, n° 1).

4. *Les armateurs de Bordeaux et l'Indo-Chine sous la Restauration* (Rev. de l'hist. des colonies françaises, 1920, p. 91-128 et 197-248). — Du même auteur, cf. *Le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration. L'armateur Balguerrie-Stuttenberg et son œuvre*, Paris, 1914, in-8°, xxiii-485 p.

toir à Tourane. Mais il désirait seulement nouer des relations commerciales régulières avec l'Extrême-Orient et lutter contre l'influence anglaise dans ces régions. Efforts prématurés : le pays restera fermé à notre influence jusqu'à l'époque du Second Empire.

Sans doute la prospérité coloniale du Bordeaux moderne a-t-elle eu pour effet essentiel le développement d'une nouvelle bourgeoisie marchande, en partie d'origine étrangère. Toutefois, la vieille bourgeoisie est loin d'avoir entièrement disparu au XVIII^e siècle. Ainsi, la famille des Dirouard, originaire de l'Armagnac et installée à Bordeaux vers la fin du XV^e siècle, continue à habiter les vieux quartiers de Saint-Michel, Sainte-Colombe ou Saint-Rémy. Ses membres, comme nous le montre M. MÉAUDRE DE LA POUYADE¹, sont tantôt marchands de vins, d'eaux-de-vie et de grains, tantôt banquiers ou courtiers, tantôt adjudicataires des fermes de la ville. Ils s'élèvent progressivement dans la hiérarchie des marchands, si bien que Stanislas Dirouard devient, en 1736, l'un des directeurs du commerce de Guyenne, puis, en 1758, premier juge de la juridiction consulaire. En partie ruinée par la Révolution, la famille des Dirouard disparaîtra en 1825. — Études modestes, mais indispensables, que celles des familles de marchands : elles aideront un jour à composer sur la bourgeoisie bordelaise le livre qui nous manque si cruellement.

Nouvelle renaissance du port de Bordeaux avec la seconde moitié du XIX^e siècle. On en lira les étapes dans un important travail de M. André Loisy, fruit de recherches d'archives et d'enquêtes personnelles à travers les milieux industriels et commerciaux². A cette prospérité, deux raisons : l'industrialisation de la ville et les relations coloniales. Il en résulte que les vins entrent pour une part de plus en plus faible dans la valeur des exportations générales : 37,5 % en 1863, 13 % en 1913, 5 % en 1918. En 1922, début d'une brève époque d'euphorie, M. Loisy entrevoyait pour le port de Bordeaux un équipement perfectionné, des possibilités industrielles illimitées, enfin de vastes débouchés commerciaux. Si l'avenir n'a pas réalisé ces espérances, de telles perspectives n'avaient alors rien de déraisonnable. Capitale de la France pendant quatre mois, en 1914, et centre de nouveaux courants commerciaux, Bordeaux avait connu durant la Grande Guerre une extraordinaire activité. En des pages instructives et vigoureuses, nuancées, à l'occasion, d'une légère ironie, M. Paul COURTEAULT étudie d'abord le rôle national de Bordeaux, puis les répercussions des événements sur sa vie locale³. Grâce à sa situation géographique, le port devient l'une des bases

1. *Les Dirouard, bourgeois et marchands de Bordeaux, 1475?-1825* (Rev. hist. de Bordeaux, 1928-1929).

2. *Le rôle économique du port de Bordeaux*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1922, in-8°, 308 p.

3. *La vie économique à Bordeaux pendant la guerre*, dans Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, série française. Paris, les Presses universitaires, 1925, in-8°, xii-99 p.

du ravitaillement national et, à la place du Havre, la tête de ligne pour le service des passagers de la Compagnie transatlantique. Après l'entrée en guerre des États-Unis, il est au nombre des sections choisies pour le débarquement du corps expéditionnaire américain. Tous ces faits expliquent la rapide exécution de grands travaux dont certains étaient prévus avant 1914 : création de quais et d'appontements — celui de Bassens, par exemple — développement de l'outillage. D'où l'incomparable prospérité du port et la création d'industries nouvelles, métallurgiques surtout, adaptées aux besoins de la défense nationale ; d'où, enfin, les transformations de la vie intérieure de la cité. De telles études n'enrichissent pas seulement nos connaissances régionales contemporaines : elles apportent encore de précieuses contributions à l'histoire générale du grand conflit.

4° *L'église et le clerc. Le mouvement religieux.* — De vivants témoignages disent l'intensité de la vie religieuse dans nos pays de la Moyenne-Garonne, notamment du XI^e au XVI^e siècle : splendide développement du style roman, prospérité des abbayes et des institutions séculières, legs fastueux des nobles et des bourgeois, qui vont grossir le capital ou les rentes foncières des innombrables fondations pieuses, lutte des catholiques et des protestants.

Institutions ecclésiastiques et mouvement religieux n'ont pas laissé indifférents les érudits de nos régions : témoin de très nombreuses monographies. A vrai dire, beaucoup d'entre elles ne servent que médiocrement l'histoire générale. Défaut qui entache surtout l'étude des diocèses et des abbayes : trop d'obéissance aux formules apprises et, chez les ecclésiastiques qui, pieusement, consacrent leurs loisirs à l'histoire des établissements qu'ils dirigent, une tendance un peu candide à croire les vieilles légendes religieuses auréolant les origines.

Toutefois, il serait injuste de généraliser. Sans être historien de profession, M. E.-M. LAMARTINIE a élaboré consciencieusement l'histoire de l'abbaye de Saint-Ferme¹ : utilisant à cet effet de nombreuses sources manuscrites, mais négligeant de nous renseigner sur leur valeur. A-t-il réussi à construire un ouvrage sur lequel on puisse s'appuyer en toute sûreté ? On n'oserait l'affirmer. La pénurie de ses documents médiévaux ne lui permet pas de préciser la date de la fondation du monastère, ni ses origines primitives. Sa description du Bazadais, « en Gascogne, ancien pays de France », bordé au nord par le Drot, qui, « par un delta (*sic*) va se jeter dans la Garonne », laisse rêveur. A quoi bon, d'autre part, cette énumération, en vrac, des divisions administratives de la région ? Enfin, « l'histoire sommaire de l'abbaye » se borne à une liste fastidieuse des événements, et la description

1. *Une abbaye bénédictine. Saint-Ferme, en Bazadais.* Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest, 1934, in-8°, 286 p., 13 planches hors texte. — Cf. aussi Dom Reginald BINOS, *Quelques glanes sur l'abbaye bénédictine de Saint-Ferme, XI^e siècle-1790* (Rev. hist. de Bordeaux, 1922, p. 33-46 et 78-90).

du temporel, si importante dans une étude de ce genre, est seulement esquissée. Espérons que le second volume annoncé par l'auteur sur la seigneurie et la juridiction de Saint-Ferme comblera cette lacune. On lira, en revanche, avec intérêt, les chapitres consacrés à la description de l'église abbatiale et du couvent, puis à la vie privée des religieux¹.

L'ancien diocèse de Bazas a trouvé un historien dans Dom Reginald BRON². L'auteur s'applique surtout à suivre ses limites et ses subdivisions religieuses et administratives, ou encore à donner la liste, accompagnée de notices biographiques, de ses évêques et de ses chanoines. De tels travaux se rattachent à une conception ancienne de l'histoire des diocèses dont, aujourd'hui, l'intérêt nous semble bien médiocre³. Qu'est-ce que le Bazadais, exactement? Dans quelle mesure l'absence d'individualité de la région explique-t-elle la suppression du diocèse en 1790? Comment se forma la fortune foncière de l'évêché et du chapitre? Autant de questions qui n'ont guère retenu l'attention de l'auteur.

Mieux documenté, mais rempli de minutieux détails qui nuisent à la clarté de l'ensemble, le travail de M^{lle} Jacqueline CHAUMIÉ apporte néanmoins des renseignements sur l'histoire politique et le temporel des commanderies en Agenais⁴.

Dans ces pays de la Moyenne-Garonne, traversés par de grands courants de peuplement, l'art religieux médiéval reflète de profondes infiltrations étrangères. Le plan général des églises de l'Agenais (Saint-Pierre de Londres, par exemple) et l'absence de tympans prouvent nettement l'influence saintongeaise. D'autres édifices, tel Saint-Caprais d'Agen, ont subi de curieuses influences languedociennes et provençales. On lira à ce sujet un très intéressant travail de M^{lle} Magdeleine FERRY, illustré de fort belles planches photographiques⁵.

Plusieurs archevêques de Bordeaux furent de grands bâtisseurs : tel ce Geoffroi du Louroux qui, ami de Suger, fut vite gagné à la formule gothique et dirigea les travaux de construction de plusieurs monastères aquitains — ceux, entre autres, du monastère de l'Isle, où se trouve la croisée d'ogives

1. Très utile aussi la monographie de M. J.-R. MARBOUTIN sur *Le prieuré de Paravis, ordre de Fontevrault*. Agen, Imprimerie moderne, 1924, in-8°, 234 p.

2. Cf., notamment : *L'ancien diocèse de Bazas* (Rev. hist. de Bordeaux, 1925-1926) ; *L'épiscopat bazadais, V^e siècle-1792* (Ibid., 1924) ; *Précis de l'histoire religieuse des anciens diocèses de Bordeaux et de Bazas*. Bordeaux, Bière, 1925, in-8°, 179 p.

3. J'en dirai autant d'une étude du même auteur, *Les doyens du chapitre métropolitain de Bordeaux* (Rev. hist. de Bordeaux, 1931, p. 49-60 et 111-122).

4. De quelques commanderies de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem en Agenais : *Sauvagnas et le temple de Breuil et leurs dépendances, 1235-1550* (Rev. de l'Agenais, 1931-1934 ; en cours de publication).

5. *Les portes romanes des églises du Lot-et-Garonne* (Rev. de l'Agenais, 1929, p. 3-12 et 79-91). — Cf. aussi A. DURENGUES, *L'église Saint-Caprais d'Agen*. Agen, Laborde, 1928, in-8° (utiles observations historiques et surtout archéologiques), et J.-R. MARBOUTIN, *La cathédrale d'Agen* (Rev. de l'Agenais, 1931, p. 121-136 et 209-219).

la plus ancienne, sans doute, des pays girondins¹. Il prit, en outre, une part active à la construction de la cathédrale Saint-André de Bordeaux.

Celle-ci n'est pas une grande cathédrale. Peu d'harmonie dans son architecture : si l'art du xiv^e siècle y domine, trop d'époques lui ont apporté, au hasard, leur tribut ; des sculptures simples, pour la plupart, et sans beaucoup d'originalité ; de médiocres vitraux du xix^e siècle. Et, pourtant, elle ne manque pas de grandeur. Comment ne pas admirer la finesse d'exécution de ses arcs-boutants et de ses contreforts, la largeur de sa nef unique, « l'une des plus considérables que le Moyen Age ait couvertes », l'élégance et la pureté de son abside, enfin la variété des personnages de sa célèbre porte royale, qui abrite en son tympan six anges, « vraies figures du v^e siècle athénien », et, sur ses pieds-droits, des statues d'apôtres que l'on a pu comparer à celles de Chartres, d'Amiens ou de Reims ? Une forte étude de M. Paul COURTEAULT retrace à grands traits son histoire et s'attache surtout aux détails de sa construction, de sa décoration et de son mobilier².

Pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, nos régions, ensanglantées par les guerres de religion, subirent de terribles épreuves. Pour M. A. DURENGUES, les néophytes de la religion protestante eurent « tout de suite des âmes de fanatiques et de sectaires » : mais n'est-ce pas également l'état d'esprit que manifeste l'auteur, impétueux défenseur de la cause catholique, dans un article passionné et partial sur le *Protestantisme en Agenais*³ ?

M. Alfred LEROUX apporte plus de sérénité dans une étude sur l'évolution du protestantisme bordelais, de 1685 à 1802⁴. L'époque est, d'ailleurs, moins troublée que le xvi^e siècle ; et puis, si l'auteur est un protestant qui ne cache pas sa sympathie pour ses coreligionnaires, c'est aussi un érudit consciencieux. Son ouvrage, sans être définitif, il s'en faut, a été écrit à l'aide de documents originaux : il fournit de précieuses données sur un sujet très mal connu.

5° *La noblesse*. — Voici un curieux personnage, Arnaud-Amanieu d'Albret, type de ces féodaux du xiv^e siècle, intrigants et besogneux, qui profitent de la longue rivalité des rois de France et d'Angleterre pour se vendre, alternativement, au plus offrant. Quoi de plus naturel, à ses yeux, puisque ses

1. J. BRUTAILS, *Geoffroi du Louroux, archevêque de Bordeaux de 1136 à 1158, et ses constructions* (Bibl. de l'École des chartes, t. LXXXIII, 1922, p. 54-64).

2. *La cathédrale de Bordeaux* (Petites monographies des grands édifices de la France. Paris, Laurens, 1935, in-16, 116 p., fig. ; prix : 7 fr. 50). — Bien qu'ils touchent assez peu à nos régions, je tiens, en outre, à rappeler le grand intérêt de deux ouvrages de M. Raymond REV, *Les vieilles églises fortifiées du midi de la France*. Paris, Laurens, 1925, in-8°, 241 p., 24 planches hors texte, fig., et *L'art gothique du midi de la France*. Ibid., 1934, in-4°, 352 p., illustrations.

3. *Rev. des Questions historiques*, 1929, II, p. 331-372, et 1930, I, p. 305-344. — Sur la question des origines, voir une note de M. GALABERT, *Les débuts de la Réforme sur les bords de la Garonne (en Quercy)* (Soc. archéol. du Tarn-et-Garonne, 1927, p. 57-69), et sur *Le protestantisme au Mas d'Agenais*, un travail sommaire de M. Maurice JORET (*Rev. de l'Agenais*, 1925, p. 237-268).

4. *Les religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1802*, Bordeaux, Féret, 1920, in-8°, xii-381 p.

domaines ont une importance stratégique de premier ordre? Vous les voyez dispersés à travers le Bordelais, le Bazadais et le pays basque, — voisins du comté d'Armagnac, du comté de Foix et du royaume de Navarre. Un judicieux et vivant article de M. Gabriel LOIRETTE¹ nous le montre prêtant hommage au Prince Noir en 1363, sans rompre, néanmoins, avec Charles V. Bien au contraire, il lui envoie des gens d'armes qui combattent à Cocherel contre le Navarrais, et il assiste en personne au sacre du roi à Reims. Au début de 1365, volte-face : il signe un traité d'alliance avec le Navarrais, qui lui a promis une rente annuelle de 60,000 florins d'Aragon. L'alliance est fructueuse, mais courte : à partir de 1368, la diplomatie française, préparant la reprise de la guerre, s'applique à détacher du parti anglais le sire d'Albret et le comte d'Armagnac. Charles V donne sa belle-sœur en mariage au sire d'Albret et lui assigne, notamment, une rente annuelle de 60,000 livres d'or, à prendre sur les aides du Languedoc pendant les années de guerre. Son frère, seigneur de Sainte-Bazille, reçoit la prévôté d'Entre-deux-Mers. En retour, Arnaud-Amanieu fait campagne pour Charles V, menace le Bordelais et surtout gagne à l'alliance française de nombreux petits seigneurs gascons qui flottaient, indécis, entre les deux souverains. Ses services lui vaudront encore, en 1373, le château et la ville de Marmande. Ainsi comblé de terres et d'argent, le sire d'Albret demeurera jusqu'à sa mort le défenseur intéressé de la cause française.

VI. VILLES ET PORTS. — Les bastides des XIII^e et XIV^e siècles n'ont pas donné naissance à de grandes agglomérations. Aujourd'hui, la plupart sont de gros bourgs ou de toutes petites villes. Mais sur leur sol s'inscrivent encore leur plan ancien et même les tracés de rues qui restèrent toujours vides. Étudiant l'évolution du plan des villes et l'aménagement intérieur de la cité dans l'Antiquité (Orient, Grèce et Rome) et au Moyen Age (Europe occidentale), M. Pierre LAVEDAN consacre à ces agglomérations un chapitre plein de rapprochements fructueux, illustré de croquis et de planches photographiques choisies avec goût et discernement². Lisez, par exemple, les pages sur Montauban, « réussite exceptionnelle », ou sur Villeneuve-sur-Lot. Évidemment, il n'entre pas dans le dessein de l'auteur d'étudier les éléments politiques et humains qui furent à l'origine de ces créations urbaines : il ne procède, à cet égard, que par de brèves allusions. Que, néanmoins, nos études aient de précieux enseignements à dégager d'un tel livre, comment en douter? A la condition, il est vrai, de ne pas accepter aveuglément toutes les assertions de l'auteur. Où a-t-il pris, par exemple, que le Prince Noir régna sous le nom d'Édouard III (p. 400)? Lire cela dans une thèse de doctorat!

1. Arnaud-Amanieu d'Albret et ses rapports avec la monarchie française pendant le règne de Charles V, 1364-1380 (*Annales du Midi*, 1931, p. 5-39).

2. *Histoire de l'architecture urbaine. Antiquité, Moyen Age*, seconde partie, chap. II. Paris, Laurens, 1926, gr. in-8°, 520 p., 32 planches hors texte, fig. et croquis ; prix : 125 fr.

Quoi qu'il en soit, rendons hommage à M. Lavedan pour l'intérêt très vivant qui se dégage de son œuvre.

Aux étrangers qui le visitent, Bordeaux laisse l'impression d'une cité moderne. Aucune de ces vieilles rues médiévales qui sont le charme d'un grand nombre de nos villes du Nord et de Bretagne ; peu de monuments antérieurs au ^{xvii}^e siècle. L'ordonnance générale de la ville, ses grandes artères et ses places, sa large façade sur la Garonne, ses arts décoratifs éveillent en l'esprit averti le souvenir du grand siècle bordelais : le ^{xviii}^e.

Cité classique : ainsi la définit heureusement un écrivain qui, dans la tradition des Delpit, des Drouyn, des Jullian, des Brutails, s'est attaché à faire revivre le passé de la Guyenne : M. Paul COURTEAULT¹. Jusqu'au ^{xviii}^e siècle Bordeaux a conservé sa physionomie médiévale, mais l'art classique y fleurissait déjà depuis deux siècles. Sans doute, les guerres civiles, ou des restaurations imprudentes, ont-elles fait disparaître du Chapeau-Rouge les hôtels des parlementaires du ^{xvi}^e siècle, et ruiné de nombreuses œuvres d'art de la Renaissance. Aussi les vestiges de l'époque sont-ils rares : portails ou contreforts d'églises, monuments funéraires, pièces d'orfèvrerie. Plus imposantes, plus variées aussi, les œuvres du temps d'Henri IV et de Louis XIII, dont M. Courteault donne une fidèle analyse. Au contraire, pendant le règne de Louis XIV, si dur aux Bordelais, le mouvement artistique subit dans la capitale du Sud-Ouest une véritable éclipse. Les raisons ? Émeutes populaires, guerres étrangères, paralysie du commerce. Les seules créations importantes sont le nouveau Château-Trompette et des églises où sévit le style jésuite. En revanche, quel bel épanouissement de l'art classique à partir du second tiers du ^{xviii}^e siècle ! Architectes, sculpteurs, peintres et décorateurs donnent à Bordeaux le magnifique décor urbain qu'il a conservé jusqu'à nos jours. Lisez notamment les pages, riches de sens, qu'inspirent à l'auteur les deux œuvres maîtresses de l'époque : la place Royale, de Gabriel, où s'unissent les conceptions de la Renaissance et du ^{xvii}^e siècle français, puis le Grand-Théâtre, de Victor Louis, qui respire de vivantes influences gréco-romaines, mais qui est aussi, par sa disposition intérieure, une des premières créations du type moderne de théâtre. Si je m'arrête plus longuement à la place Royale, c'est que M. Courteault lui a consacré, antérieurement, un minutieux travail². Elle appartient à ce type de places d'apparat que les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles créèrent autour d'une statue équestre du roi régnant : hommage de la capitale ou des provinces françaises à la monarchie unificatrice. Paris, Nancy, Reims et Rennes s'enorgueillissent de constructions identiques. Par ses proportions, son ordonnance, sa décoration, la place Royale est un chef-d'œuvre du genre ; là réside son originalité, car ses inspireurs n'étaient pas Bordelais. M. Courteault insiste avec force sur le rôle

1. *Bordeaux, cité classique*. Paris, Firmin-Didot, s. d. (1932), in-8°, 216 p., 20 planches hors texte. Cf. *Rev. histor.*, t. CLXXI, 1933, p. 367. — Je regrette que l'éditeur n'ait pas mieux soigné l'illustration du livre : la photographie, elle aussi, est un art.

2. Paris, A. Colin, et Bordeaux, Fêret, 1923, in-8°, xvi-451 p., 16 phototypies hors texte.

prépondérant de l'intendant Claude Boucher et de Jacques Gabriel père. Loin de la concevoir comme une simple place décorative, ses créateurs voulurent en faire le centre des affaires et des échanges. Elle le resta jusqu'en 1830 et fut ensuite supplantée par les Quinconces, les allées de Tourny et le cours de l'Intendance.

Évidemment, les transformations artistiques de Bordeaux au XVIII^e siècle s'expliquent par la prospérité commerciale de la ville et par l'enrichissement de toutes les classes sociales. M. Courteault aurait pu décrire plus longuement, sans doute, le financement des entreprises et présenter en un chapitre les collectivités ou les individus qui, de leurs deniers, participèrent aux grands travaux. En revanche, il définit très justement le rôle des intendants et des artistes¹.

D'autres études ont paru sur Bordeaux, qui rentrent dans le cadre de cette analyse ; mais leurs auteurs ne se sont guère embarrassés de soucis scientifiques. Je ne parle pas du livre de M. VITAL-MAREILLE, l'un des plus médiocres d'une collection qui, groupant quelques bons collaborateurs, leur impose malheureusement des limites trop étroites². Mais ce n'est pas sans surprise, je l'avoue, que j'ai lu, de M. Fortunat STROWSKI, *La grande ville au bord du fleuve*³. Écrit en un style fleuri et lardé d'épithètes hyperboliques, l'ouvrage se parcourt, somme toute, sans fatigue et avec amusement. Mais n'ayons pas l'indiscrétion d'y chercher des renseignements nouveaux, notamment dans les chapitres réservés au passé de la ville : presque toujours, l'auteur démarque Camille Jullian. Quand, par aventure, il abandonne ce précieux guide, M. Strowski improvise des erreurs historiques étonnantes sous la plume d'un savant membre de l'Institut. Nous apprenons que le roi Jean sans Terre fut fait prisonnier par le Prince Noir à la bataille de Poitiers (p. 105). Simple lapsus, sans doute ? Non pas ! Un peu plus loin, Jean sans Terre (toujours lui !) est conduit à Bordeaux, où il « mène une vie fastueuse » (p. 113), puis à Londres, où il fait « son entrée, magnifiquement vêtu, sur un superbe coursier blanc ». Ailleurs (p. 110), c'est le roi Jean sans Peur qui, en 1214, accorde des franchises aux Bordelais ! La documentation géographique de l'auteur est aussi incertaine que ses connaissances historiques. Un exemple : la nourriture du pays était « telle il y a deux mille cinq cents ans qu'il y a cinquante ans » et les Bituriges Vivisques de l'époque celtique cultivaient déjà dans nos régions... le maïs (p. 34 et 35) ! Et j'en passe. Erreurs grossières, que les règles d'une critique loyale font un devoir de relever. Mais,

1. Je tiens à signaler un livre de M. Georges PLANE-BURGADE, *Bordeaux*. Bordeaux, Piquet, 1934, gr. in-8°, 216 p., phototypies. — La description de la ville actuelle est rehaussée d'impressions personnelles délicatement exprimées et de reminiscences historiques. La présentation matérielle de l'ouvrage mérite les plus grands éloges.

2. *Villes du Sud-Ouest*. Hossegor, Chabas, in-16 ; en cours de publication depuis le 1^{er} janvier 1933. — On lira avec plus de profit les monographies de M. Gabriel LOIRETTE sur Blaye, de M. Émile PRIGENT sur Saint-Émilion, de M. DURÈNE DE LAUNAGUET sur Arcachon, de M. Max AMBLARD sur Agen et de M. Ernest LAFONT sur Villeneuve-sur-Lot.

3. Paris, 1932, la Renaissance du livre, in-8°, 256 p. ; prix : 15 fr.

pour les lecteurs de M. Strowski, pour ses étudiants, quel mauvais exemple que le laisser-aller dont témoigne ce mauvais livre : un livre qui ne servira pas la renommée de Bordeaux, ni celle de son auteur.

A côté de ces travaux d'ensemble, diverses études sur les places, les quartiers ou les édifices de la capitale du Sud-Ouest apportent d'utiles contributions à l'histoire de l'urbanisme français¹. — Enfin, dans un article rapide mais précis, M. Paul COURTEAULT décrit le site du port de Bordeaux, retrace à grands traits l'histoire de son extension jusqu'au XIX^e siècle et note le développement des Chartrons et du quartier de Paludate : prélude, souhaitons-le, à un travail d'ordre général sur l'évolution topographique du port².

Les petites villes de la banlieue ou de la région bordelaises ont aussi retenu la curiosité des chercheurs locaux et inspiré plusieurs travaux d'intérêt bien inégal. Sur la rive droite de la Garonne, presque en face de Bordeaux, s'étend une grande cité ouvrière : *La Bastide*, fondée au milieu d'une plaine marécageuse qui fut progressivement asséchée et recouverte de vignobles. Son grand développement, lié à son rôle de tête de pont, puis aux progrès du commerce et de l'industrie, date de l'époque moderne. Depuis 1865, elle fait partie de la commune de Bordeaux. Un instituteur de la Bastide, M. A. DONIS, a consacré à son histoire un ouvrage consciencieux et méritoire³.

L'étude de M. Jean ROYER sur Libourne s'inspire d'un esprit un peu différent⁴. Elle n'est pas définitive, il s'en faut, bien qu'elle précise et complète sur certains points les travaux considérables, mais anciens, de Guinodie : en effet, l'auteur a trop sacrifié à la description, parfois enjolivée, des événements, aux dépens de leur explication. D'abord, quelques mots sur la situation géographique. Libourne est au confluent de la Dordogne et de l'Isle, qui la font communiquer avec l'Océan et la bordure occidentale du Massif Central ; elle occupe, en outre, le centre d'un grand vignoble ; tels sont les deux facteurs de sa fortune. Suivent, en partie d'après Camille Jullian, quelques indications sur l'évolution de la ville, de l'époque romaine à l'époque anglaise. Et, surtout, voici d'intéressants chapitres, illustrés de bons croquis, sur la fondation de la bastide (1270) et sur le plan de la ville. Celle-ci n'eut guère qu'à se louer de la domination anglaise, si l'on en juge par l'accroissement de sa population et le développement de ses vignobles et de son commerce,

1. On retiendra notamment les études, parues dans la *Rev. hist. de Bordeaux*, de M^{lle} Marguerite CASTEL, *La formation du quartier Saint-Seurin*, 1920-1923 (bon exposé sur cet ancien « foyer spirituel de Bordeaux ») ; de M^{lle} Paule CHAUVREAU, *La formation topographique du quartier des Chartrons*, 1928-1930 ; de M. Gaston DUCAUNNÈS-DUVAL, *La formation de la place Dauphine à Bordeaux*, 1924, p. 5-14 ; de M. Xavier VEDÈRE, *Les allées de Tourny*, 1929-1931 (elles sont aujourd'hui « le vrai centre mondain de Bordeaux »). Notons, enfin, de M. Maurice FERRUS, *Un château historique. Le fort du Hâ*. Bordeaux, Féret, 1922, in-8°, 303 p.

2. *Notes sur l'arrière-port de Bordeaux* (*Rev. hist. de Bordeaux*, 1920, p. 37-48).

3. *La Bastide à travers les siècles. Son origine. Ses transformations. Son développement. Sa situation actuelle. Son avenir*. Bordeaux, Féret, 1920, in-8°, 519 p.

4. *Libourne. Étude d'évolution de ville*. Libourne, Seguin, 1929, in-8°, v-278 p., illustrations (Bibliothèque de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris.)

mais elle fut ruinée par la guerre de Cent ans : autant de questions traitées ici brièvement. La dernière partie du livre, trop schématique, nous conduit jusqu'à l'époque contemporaine. M. Royer s'intéresse surtout à l'évolution topographique et aux embellissements de la ville. Peu de choses sur les habitants de la cité ; rien sur la campagne libournaise.

Malgré les réserves qu'ils appellent, les deux ouvrages précédents peuvent légitimement se recommander de nos études. Ce n'est pas le cas, malheureusement, de l'*Histoire de Talence*¹ à travers les âges qu'un journaliste, M. Maurice FERRUS, a entrepris de retracer. L'auteur oublie d'abord de nous dire ce qu'était « Talence » avant de devenir, sous la Révolution, une commune suburbaine de Bordeaux. Mais voici un chapitre sur *Les origines de Talence jusqu'à nos jours*. Noms et dates y sont entassés pêle-mêle, sans profit pour personne, l'auteur n'ayant pas su puiser aux sources ni utiliser les indications dispersées dans les ouvrages locaux. En outre, aucun croquis n'illustre l'étude de l'évolution topographique de la ville. Le reste du livre est dénué du plus petit intérêt : des truismes, des commérages.

Un autre travail du même auteur sur *Loupiac-de-Cadillac* m'oblige à des observations identiques, de fond comme de forme². L'histoire de Loupiac n'ayant pas été faite, M. Ferrus décide de fixer « en traits sûrs et rapides la physionomie de son passé ». Il écrit : « De patientes recherches effectuées à la mairie de Loupiac, aux Archives municipales de Bordeaux, aux Archives départementales de la Gironde, nous permirent de recueillir maints renseignements inédits (*sic*), ou peu connus, concernant Loupiac. Ces documents sont réunis en la présente monographie. » En fait, M. Ferrus ne donne que vingt-quatre renvois à des dossiers inédits, dans un livre de 119 pages ! Encore certaines références sont-elles libellées comme suit : *Archives départementales*. Me tromperais-je en affirmant qu'il ignore jusqu'à l'existence des très riches archives de l'abbaye de la Sauve-Majeure et qu'il méconnaît l'importance des fonds notariés ? « Loupiac-de-Cadillac a vu le jour », s'écrie triomphalement l'auteur ! Hélas...

Ces critiques ne sont pas manifestation d'humeur chagrine, mais protestation contre les fabricants d'histoire à la petite semaine qui, inconsciemment peut-être, dupent le public.

* * *

Au terme de ce *Bulletin* et malgré les réserves qu'il a fallu exprimer, comment ne pas louer l'heureuse activité de notre vie historique locale, si riche de promesses ? Le mérite en revient à l'enseignement de l'histoire régionale donné à l'Université de Bordeaux, aux initiatives de l'Académie de Bordeaux et des instituts et sociétés scientifiques, enfin aux études des travail-

1. Bordeaux, Gounouilhout et Féret, 1926, in-8°, 232 p., 11 photos hors texte.

2. Bordeaux, Delmas, 1933, pet. in-8°, 119 p., 8 photos hors texte.

leurs isolés. Une bonne synthèse des résultats obtenus est-elle possible et devons-nous souhaiter, actuellement, une histoire générale de la Guyenne et de la Gascogne? Je ne le crois pas. Trop de lacunes subsistent encore. Et puis le grand nombre des sociétés savantes a son revers de médaille : une orgie de revues locales entraînant une extrême dispersion du travail et des ressources, une vaine concurrence, une invitation au moindre effort¹. Car, pour vivre dans leur petit cadre, elles doivent faire appel à la collaboration d'« écrivains » pour qui tout est prétexte à travaux faciles, et publier des articles rachitiques qui jamais, sans elles, ne verraient le jour. Reçoivent-elles une étude de longue haleine? Elles échelonnent sa publication sur plusieurs années. La *Revue historique du pays de Buch*², fondée en 1928, illustre ces observations. La société dont elle est l'organe s'inspire, d'ailleurs, d'excellents principes : amour de la petite patrie locale, exaltation de son histoire, défense des vestiges de son passé. Des manifestations publiques ont lieu, dont la nature est résumée dans un néologisme inquiétant : *l'historisme*. Après avoir sévi dans le pays de Buch, celui-ci déferle actuellement sur Bordeaux : mobilisation des corps constitués, inauguration d'une plaque sur le monument dont on commémore l'ancienneté ou sur une colonne qui rappelle le souvenir d'un édifice disparu, allocution, vin d'honneur. Mais feuillotez la *Revue* : vous n'y trouverez guère que les discours de son président et de ses invités, ou leurs photographies. A notre époque de crise, comment ne pas regretter les fonds consentis à cette publication?

Les historiens régionaux ne ressusciteront le passé de nos provinces que du jour où ils sauront discipliner leur effort et s'entr'aider, sans perdre leur ferveur désintéressée ni leur élan joyeux.

Robert BOUTRUCHE,
Professeur au lycée Rollin, Paris.

Juillet 1935.

1. Pour la Gironde, par exemple, je signalerai : *Actes de l'Académie de Bordeaux*, *Archives historiques de la Gironde*, *Revue historique de Bordeaux* et du département de la Gironde, *Revue philomathique*, *Bulletin des bibliophiles de Guyenne*, *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, *Revue historique du pays de Buch*, *Bulletin de la Société historique et archéologique de Saint-Émilion*, *Revue historique et archéologique du Libournais*, etc. — Il va sans dire que plusieurs de ces publications font œuvre méritoire. On a pu lire leurs noms dans ce *Bulletin* à maintes reprises. Je ne regrette ici qu'une chose : c'est qu'elles ne fusionnent pas, afin d'augmenter leurs ressources et d'élargir leur champ d'action. Voyez les *Annales de Bretagne*, les *Annales du Midi*...

2. Arcachon, boulevard de la Plage, in-8° (revue trimestrielle de 1928 à 1932 ; puis un seul numéro de juillet 1933 à décembre 1934).

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

H. BERVE. *Griechische Geschichte*, t. II. Fribourg en Brisgau, Herder & Co, 1933. In-8°, 359 pages, 8 planches. Prix : 9 m.

Dans cet ouvrage, M. Berve étudie successivement : la guerre du Péloponnèse et « la fin de la Grèce classique » jusqu'à la paix du Roi ; le iv^e siècle jusqu'à Alexandre exclusivement : Alexandre et la formation des royaumes hellénistiques ; le monde hellénistique ; la dislocation du système hellénistique. Comme dans le volume précédent, l'exposé, dépourvu de notes, est généralement bref, très clair et semé d'aperçus judicieux et pénétrants : par exemple, sur le rôle capital de la « question de l'Ouest » dans les origines de la guerre de 431-404 ; sur l'importance extrême et la cruauté de ce long conflit ; sur Brasidas, en qui se discernent fort nettement l'influence de l'individualisme alors dominant et un esprit d'innovation rebelle à l'autorité des éphores et à la vieille tradition spartiate. M. Berve souligne aussi l'absence d'équilibre de la vie athénienne vers le début de la guerre du Péloponnèse ; l'échec de l'expédition de Sicile lui paraît dû surtout au rappel d'Alcibiade et à « l'insoluble contradiction » qui régnait « entre l'État-cité et la domination territoriale ». Il présente d'excellentes remarques sur Lysandre, qui, plus encore que Brasidas, incarna la nouvelle politique de Lacédémone, ambitieuse, passionnée et dénuée de tout scrupule ; aux prises avec un tel adversaire et la Perse, Athènes ne pouvait être sauvée que par un dictateur : elle commit donc une impardonnable faute en se privant du concours de « son fils génial », Alcibiade.

L'auteur met également en bonne lumière la personnalité de Critias, individualiste forcené, qu'aucun lien ne rattachait au passé politique et religieux d'Athènes et qui possédait des dons exceptionnels, fortifiés par l'enseignement des sophistes ; il rappelle avec raison que Socrate ne fut pas la victime de la démocratie elle-même ou de ses propres convictions, mais d'une opposition irréductible entre l'ancienne *polis* et la nouvelle humanité qui se constituait à la fin du v^e siècle. Il montre aisément que le traité de 387/6 n'a pas assuré la paix, mais que la Grèce est restée en proie à une véritable anarchie jusqu'à l'intervention macédonienne ; l'importance de la bataille de Leuctres, qui « détrôna » Lacédémone, est fortement marquée ; l'histoire des progrès de la puissance thébaine et des difficultés croissantes d'Athènes est résumée avec la plus louable clarté.

L'ouvrage renferme aussi nombre de vues intéressantes sur les transformations artistiques et littéraires et les traits essentiels de la vie économique et de l'administration financière au iv^e siècle ; sur les ambitions et l'activité de Philippe, qui fut la plus haute personnalité de son temps et réussit à associer la vieille civilisation grecque aux forces neuves du royaume de Macédoine ; sur l'orateur Démaïde, dont l'habileté égalait l'ignorance ; sur Alexandre, qui tenait de sa mère « un élément barbare », laissé intact par l'éducation aristotélicienne, etc. La civilisation

hellénistique est l'objet d'un solide aperçu d'ensemble : ce fut celle d'une période complexe et « dynamique », marquée par le renouvellement de la poésie et des arts, les féconds progrès de l'érudition, des sciences et des techniques, l'épanouissement de l'individualisme, la disparition de l'autonomie, de l'autarchie et de la cité souveraine, la solidarité grandissante entre les États, dans l'organisation desquels le rôle des Hellènes fut prépondérant.

La conclusion, très brève, montre que, si l'histoire « politique » de la Grèce a pris fin avec ces États, l'hellénisme leur a survécu : la poésie et la philosophie romaines lui doivent ce qu'elles ont de meilleur et de plus durable. C'est ainsi que, jusqu'à l'époque contemporaine, l'esprit grec, toujours vivace et créateur, n'a cessé de parcourir le monde ; son histoire est loin d'être terminée, et elle ne s'achèvera jamais tant qu'il restera des Européens. Bref, c'est grâce aux Hellènes qu'il nous est permis de « nous sentir des hommes et d'être des hommes ».

Plusieurs des appréciations que contient ce très utile ouvrage ne peuvent être acceptées sans réserve, et il est également regrettable que l'auteur ait traité certaines questions avec une sécheresse excessive. Le jugement formulé sur l'activité des démagogues gagnerait à être plus nuancé ; la participation de Cléon aux opérations de Sphactérie, d'Eion et d'Amphipolis pouvait être examinée d'une façon plus précise. — Le mouvement antidémocratique de 411, les causes et les circonstances de la chute des Quatre-Cents et le régime des Cinq-Mille sont trop brièvement décrits. — Il n'eût pas été inutile de rappeler le rôle joué par Théramène et ses amis (et, peut-être aussi, par le parti oligarchique) dans le procès des vainqueurs d'Arginus, ni de signaler nettement l'existence des trois tendances qui se partageaient l'opinion athénienne à la veille de l'avènement des Trente (cf. Aristote, *Ab. Pol.*, 34, 3). Le conflit entre Théramène et Critias, la formation et les sentiments du corps privilégié des Trois-Mille, l'effondrement de l'oligarchie et la restauration de 403 méritaient, semble-t-il, un exposé plus approfondi. — L'auteur ne dit à peu près rien de l'aspect social et économique de la guerre de Corinthe et se borne à mentionner sèchement la tentative de paix de 392/1. Il qualifie Thrasybule de « dernier démagogue du ^v^e siècle » et ne rappelle aucunement la prudence et la modération dont ce personnage a fait preuve en 403 et en 396-395. — La propagande menée par Isocrate jusqu'en 346 est passée sous silence ; il n'est pas question davantage d'un homme qui exerça une action considérable sur les assemblées d'Athènes de 391 à 362 : Callistratos. — M. Berve se montre assez sévère pour Démosthènes : tout en rendant hommage à son éloquence, il lui reproche durement son « fanatisme » et l'étroitesse de son horizon politique. En réalité, les conceptions défendues par cet orateur furent généralement en parfait accord avec les besoins vitaux, la grandeur et la sécurité de sa patrie, et il sut pratiquer à maintes reprises une politique avisée et souple, fort sagement adaptée aux nécessités de l'heure, hostile aux vaines entreprises comme aux routines et aux traditions inutiles ou périlleuses. — La période 346-340, durant laquelle, sous l'impulsion des orateurs patriotes, la puissance athénienne bénéficia d'un relèvement incomplet, mais notable, n'est pas examinée avec toute la précision désirable : c'est ainsi que l'auteur ne rappelle ni les circonstances au milieu desquelles s'est déroulé le procès d'Eschine (démonstrations menaçantes de Philippe et des Thébains, etc.), ni l'appui qu'Eubule et Phocion prêtèrent à l'accusé, ni la forte minorité qui vota pour une condamnation. — L'intérêt du rôle joué par la question de Nikaia dans le conflit hellénique de 339 n'est nullement signalé (voir l'excellent article du regretté

Glötz, *Philippe et la surprise d'Élatée*. *Bull. corr. hell.*, 1909, p. 526-546). — Il est quelque peu excessif, à notre avis, d'appliquer le terme d'« oligarchie » au corps des Neuf-Mille institué en 322 par Antipatros. Enfin, le gouvernement de Phocion (322-318) pouvait être beaucoup plus longuement étudié.

La bibliographie, surtout allemande, présente les mêmes lacunes que celles du tome premier¹. C'est ainsi que ni les II^e et III^e volumes de *Peuples et civilisations*, ni la magistrale étude de G. Radet sur Alexandre n'y sont indiqués ; il en est de même des beaux et brillants travaux d'A. et M. Croiset (*Histoire de la littérature grecque*), de Glötz (*La cité grecque*), de Ch. Picard (*La sculpture antique*), etc., tandis que des ouvrages allemands beaucoup plus anciens ou moins importants sont mentionnés (par exemple, ceux de Curtius, de von Stern et de Niese).

Paul CLOCHÉ.

Dr. P. H. REANEY. *The place-names of Essex*. Cambridge, at the University Press, 1935. LXII-698 pages, une carte générale du comté et 8 cartes de détail, le tout contenu dans une pochette à la fin du volume. Prix : 25 s.

Ce volume est le tome XII de la belle collection entreprise sous le titre général de *English place-name Society* et à la tête desquels se trouvent MM. A. Mawer et F. M. Stenton. Il est dédié à la mémoire de deux érudits des plus distingués, MM. Fowler et Round.

Il se distingue de tous les autres par son ampleur, par le nombre considérable des pages qu'il contient et des collaborateurs assidus ou bénévoles qui lui ont apporté leur concours désintéressé. Quant au contenu, il se partage en trois parties principales : l'introduction, l'inventaire méthodique des noms de lieu et les tables.

L'introduction proprement dite, si l'on ne tient pas compte de la préface (p. 5 et suiv.), fournit tout d'abord les indications nécessaires sur l'histoire du comté et de son peuplement depuis les origines jusqu'au VII^e siècle, où l'on trouve, enfin, des faits contrôlés. La première mention certaine date seulement de 604, où l'on apprend que les habitants, Saxons d'origine, furent convertis au christianisme par un émissaire du pape Grégoire le Grand, qui envoya Mellitus dans l'île de Bretagne pour assister saint Augustin dans son œuvre de propagande. Mellitus fut le premier évêque de Londres. Chassé par le roi payen, il revint en 618 et mourut en 624 archevêque de Cantorbéry. Quant au royaume, rattaché pendant un certain temps à celui de Kent, il ne tarda pas à s'en séparer, Kent étant occupé par les Jutes et Essex par les Saxons.

Avant l'époque saxonne, on ne possède sur les habitants que des indications rares et incertaines. Les archéologues ne connaissent qu'un petit nombre de cimetières payens. A Broomfield seulement, on a pu étudier quelques tombes de nobles saxons, que l'on croit pouvoir dater vers l'an 600. D'autre part, certains noms de lieu, terminés par le suffixe *ingas* ou *ingahan*, dénoncent l'existence des premiers envahisseurs, comme aussi certains noms de divinités, telles que Thunor et Woden,

1. L'auteur, il est vrai, y répare l'oubli qu'il avait commis en 1931 au détriment de l'œuvre capitale de Beloch.

dont on connaît bien l'origine continentale. Les paysans arrivèrent sans doute par la Tamise et par les petits affluents de quatre baies naturelles, dont le rivage était alors certainement plus élevé au-dessus de la cote actuelle. Les noms terminés en *ley*, *leigh* prouvent aussi que le pays était boisé ; il fut sans doute peu à peu transformé en essarts, permettant aux occupants d'établir les premières paroisses, et des centaines (*hundreds*), de l'époque moderne.

Les Celtes n'ont laissé que de faibles traces, non plus que les Romains ni les Danois : l'élément normand se reconnaît, au contraire, par l'emploi beaucoup plus tardif de l'article de certains mots français, tels que *la*, *le*, accolés à l'anglais *Hose* ou *Hurst* (p. 464). Désormais, la langue du comté constitue un dialecte définitivement bien caractérisé.

A la suite viennent une très longue bibliographie, un tableau des abréviations, où l'on aurait bien dû placer *Fm*, qui ne s'explique pas spontanément ; enfin, une liste des corrections relevées non seulement dans les onze premiers volumes de la collection, mais aussi dans le présent tome XII, le plus détaillé de tous, d'ailleurs, puisqu'il remplit deux pages très compactes. On ne saurait pousser plus loin le souci de l'exactitude.

On aborde alors le corps même de l'ouvrage. Ce sont d'abord les noms des forêts, des sources, rivières et ruisseaux d'eau douce et salée, les criques et bancs de sable marin (p. 3-13). Viennent, enfin, les lieux habités, qui sont rangés en deux catégories : les *hundreds* et les *half hundreds* (ces derniers au nombre seulement de trois). Dans chacune de ces divisions, les localités sont rangées d'après leur ordre alphabétique. On peut, à ce propos, faire remarquer que la presque totalité des lieux habités sont de médiocre importance et ne comprennent qu'un petit nombre de lignes. Deux exceptions sont faites : l'une pour le *hundred* de Becontree, où se trouve Barking, peuplé par des habitants « qui vivent au milieu des boulaux », et à qui l'on donne en une vingtaine de lignes les noms des rues (p. 89). Dans le *hundred* de Chelmsford se suivent plusieurs localités importantes, dont Little et Great Waltham, qui occupent les pages 270-274. Le *hundred* de Lexden comprend de nombreuses localités marquées sous le nom principal de Colne (p. 379-384) ; ils ont fait récemment l'objet d'un long examen par M. Harold Bayley dans son livre intitulé : *The lost language of London*¹. M. Reaney montre que ce nom doit son nom à la rivière de Colne², qui a fort contribué au développement de Colchester. Cette ville occupe la plus grande place de tout le livre³. Bien que les mentions se rencontrent seulement à partir du XIV^e siècle, son origine est peut-être beaucoup plus ancienne ; du moins on constate qu'elle est divisée en quatre quartiers d'après un plan généralement suivi à l'époque romaine. Les maisons religieuses y abondent : elles sont consacrées à sainte Marie-Madeleine, à sainte Hélène (une chapelle y fut fondée par maître John de Colchester en 1345), à saint Martin, à la sainte Trinité et autres saints ou saintes, dont le culte était si répandu au Moyen Age.

Nous arrivons maintenant à des chapitres, beaucoup plus spécialisés, sur les éléments linguistiques qui sont employés comme des matériaux pour leur servir d'appui et qui sont empruntés au celtique, au français, au scandinave. Ainsi Moor, qui entre en formation dans des noms de lieu tels que *Moruefeldes* ou *Morelande*, qui

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CLXXVI, p. 316.

2. Cf. Reaney, p. 5. « Ce nom », dit-il, « signifie probablement water ou river. »

3. P. 369-372.

sont des formes altérées de Morgengiefra, où l'on entrevoit une coutume si fréquente au Moyen Age et qui désigne le présent que l'époux devait faire à sa femme le lendemain de leur noce (p. 276). — Noms de personnes qui sont entrés en composition dans des noms de lieu : exemples : *Cocce* (dans Coggeshall), *Tila* (Tilburg) ; noms d'origine féodale et manoriale ; noms attachés à des fonds de terre usités en Essex, etc.

Nous voici, enfin, aux tables des noms de lieu du comté d'Essex (p. 653-693) et de ceux qui appartiennent à d'autres comtés (p. 697-698). Là, enfin, s'arrête ce long, très long voyage, mais qui contient tant de faits et même d'idées sur près de dix siècles de l'histoire d'Angleterre.

Ch. BÉMONT.

I. — *A history of Sussex*. Publié par L. F. SALZMAN. Vol. III. Londres, Oxford University Press, 1935. Gr. in-8°, VIII-169 pages, 99 illustrations et cartes. Prix : 45 s.

II. — *The story of Fittleworth*, par Lady Mary MAXSE. Londres, The national Review, 1935. 98 pages. Prix : 2 s. 6 d.

I. — L'histoire du comté de Sussex, dans la collection bien connue, sous le titre : *Victoria history of the counties of England*, comprend, jusqu'à ce jour, trois volumes ; les deux premiers ont paru en 1905 et en 1907. Si le tome III paraît maintenant avec un long retard, cela tient surtout à la mort de William PAGE, directeur de la collection, qui est remplacé maintenant par M. Salzman.

Le présent volume est divisé en deux parties : la première, rédigée par M. E. WINBOLT, traite de l'époque romaine ; la seconde, plus détaillée, se rapporte à la ville et cité de Chichester. Elle ne compte pas moins de huit collaborateurs, au nombre desquels sont M. PAGE et Miss Elizabeth LEVETT, qui avait été chargée d'écrire l'histoire de la ville, et qui est morte prématurément à son tour ; son œuvre inachevée a été reprise et mise au point définitif par M. Salzman¹. Ajoutons que la première partie se termine par un copieux index des noms de lieux et de personnes, ce qui manque à la seconde. Pourquoi ?

Les plus anciens témoignages que l'on possède sur ce qui fut plus tard le Sussex² remontent au temps de l'occupation romaine, dès le 1^{er} siècle de notre ère. Les indigènes, qui étaient de race celtique, ne tardèrent pas à devenir les « socii » de l'Empire ; certains groupes de cette population devenue sédentaire, les *Regni*,

1. A M. Salzman, on doit, outre deux ouvrages sur les industries et le commerce de l'Angleterre au Moyen Age, des documents sur Chichester : *Early Churchwardens' accounts, Arlington, 1450-1479*, avec une traduction (1903) ; mais, ce qui nous touche ici, plus spécialement, c'est qu'il a collaboré à une autre grande œuvre collective, celle sur les noms de lieu en Angleterre par MM. Mawer et Stenton : *The place-names of Sussex* (1929). — Il n'est peut-être pas inutile de signaler un menu fait qui intéresse la bibliographie : le nom de M. Salzman est imprimé *Salzmann* sur le titre de son *English industries of the Middle Ages* (1913).

2. Voir *Place-names, Sussex*, t. I : « Il faut admettre », lit-on, p. xxiii, « que les Saxons du Sud doivent être considérés comme un peuple à part, dont le territoire coïncidait étroitement avec le comté moderne de Sussex. » Les Saxons s'établirent à la place des Celtes.

élevèrent une forteresse appelée *Regnum*, qui fut plus tard Chichester. Quant aux Romains, ils ont laissé sur le sol de nombreuses traces de leur domination. On y a, en effet, découvert et publié une inscription à Néron, les restes d'un temple élevé en l'honneur de Neptune et de Minerve par un « *collegium fabrorum* » (1^{er} siècle), un autre en l'honneur de Jupiter, très grand et très bon, « *in honorem domus divinae* »¹ ; on a retrouvé les traces de cinq villas romaines et de routes² ; des monnaies (de Gratien, 367-383), des ustensiles en fer, etc., signes manifestes d'une activité continue. Les Romains, à leur tour, pour protéger le littoral maritime contre les invasions réitérées des « Belgae », élevèrent des forteresses, dont on peut encore aujourd'hui suivre les imposantes ruines depuis Anderida (maintenant Pevensey) jusqu'à Portsmouth³. Cette puissante ceinture résista jusqu'à la dernière des invasions germaniques, celle de 477, entreprise par un chef de bandes saxonnes : Aella, et ses trois fils : Cymen, Wlening et Cissa⁴. Retenons le nom de Cissa, qui est entré en composition dans celui de Chichester. Par là, nous abordons un domaine nouveau, conduits désormais peu à peu par des témoignages écrits, ce qui permet de les contrôler scientifiquement. Cette région est comprise entre le littoral maritime et les *Downs*, avec une enclave dans le Weald forestier que traversent les chemins vers Londres. Elle a pris de bonne heure le nom des Saxons du Sud, à l'est de ceux de l'Ouest ou Wessex.

Chichester est une ville construite sur un plan romain : deux grandes voies s'y croisent à angle droit, de manière à former les quatre quartiers d'aujourd'hui. Elle est, en outre, une « cité »⁵, parce qu'elle fut une ville épiscopale, siège d'un évêché qui fut substitué à celui de Selsey, au début même de la conquête normande (1075). C'était aussi une ville de commerce, avec un marché et même une issue vers la mer par un canal naturel. La Cité épiscopale, dont la cathédrale était sous l'invocation de saint Pierre le Grand, comprenait huit paroisses « *intra muros et extra* ». Le quartier du sud-est formait un groupe à part, appelé *Pallant*⁶, qui relevait de l'archevêque de Cantorbéry à titre de « *peculiar* ». Dans la suite des temps, la ville, la cité et la cathédrale ont beaucoup souffert d'incendies (en 1144, 1160, 1187)⁷. Au point de vue temporel, elles furent possédées successivement par Robert aux Belles-Mains, Guillaume d'Aubigny, Simon, évêque élu en 1204, Isa-

1. Elle a été récemment publiée par Miss C. M. White, dans l'*Antiquarian Journal*, t. XV, n° 1, 1935.

2. Voir, p. 44, un croquis de ces routes. Pour suivre aisément les traces de l'occupation romaine, on a jugé bon de dresser, et l'on trouvera, p. 48, une liste chronologique des empereurs d'Auguste à Honorius.

3. Voir p. 6-7 et 16.

4. Je reproduis ici la graphie de ces noms donnée au t. I, p. XIII, des *Sussex Place-names*.

5. On sait que, dans la langue administrative, une cité était une ville « incorporée » par charte royale ; c'était aussi le cas pour un évêché.

6. Ce nom, sur lequel on a beaucoup discuté, est expliqué par Du Cange, qui donne les formes de « *Palatinatus* », de « *jurisdictio comitis palatini* ». P. 103, on trouvera une explication tout à fait différente : *Pallant* est une forme de *Palenta*, qui signifie pieu et qui s'applique aux limites et enceintes de l'église.

7. On peut lire, face à la p. 90, le fac-similé d'une charte originale concédée par le roi Étienne (1135). Adressée à l'évêque et aux prévôts, elle confirme tous les droits dont jouissaient déjà les bourgs et les guildes marchandes, qui avaient été octroyés au temps de son aïeul, Guillaume I^{er}, et de ses oncles, Guillaume II et Henri I^{er}.

belle, femme de Jean sans Terre, Richard de Cornouailles, frère cadet d'Henri III. Au XIV^e siècle, les bourgeois achetèrent du roi la ferme de l'administration urbaine, au prix d'une rente annuelle et perpétuelle de 36 livres. Désormais, les citoyens s'administrent eux-mêmes¹, réglant à leur gré la tenue des foires, des marchés et du port. Dans le présent ouvrage, l'organisation administrative s'appuie sur une abondante bibliographie, avec renvoi aux sources imprimées et manuscrites.

Après la ville proprement dite, l'auteur passe aux monuments religieux et, comme il convenait, à la cathédrale, une des plus belles d'Angleterre. Elle fut édifée dans la première moitié du XIII^e siècle. Avec ses nombreuses dépendances, elle occupe un emplacement considérable, protégé, d'ailleurs, par une enceinte fortifiée, dont une partie considérable subsiste encore maintenant. Pour le détail, l'auteur a utilisé de très nombreux documents : chartes, recueil de statuts, registres épiscopaux, etc.². Il n'est peut-être pas hors de propos de noter que ce beau monument a été épargné par les dévastations brutales de la Réforme au XVI^e siècle. Suit la description des différentes parties habitées qui constituent l'ensemble de la cité épiscopale, « intra muros et extra »³.

On peut passer plus vite sur les autres églises, beaucoup moins intéressantes au point de vue historique ou artistique : celles de Saint-André, de Saint-Olaf, de Saint-Jean-l'Évangéliste (p. 160-164), et même sur les hôpitaux, décrits avec la liste des donateurs. Disons, pour finir, que l'ouvrage abonde en illustrations, qui aident à faire revivre, en quelque sorte, sous nos yeux, un passé millénaire.

II. — Fittleworth est une modeste localité située sur la Rother, au nord-est de Chichester, dans le *hundred* de Bury et le *rape*⁴ d'Arundel ; en cherchant bien, on en trouvera le site, soit dans la carte jointe au livre de M. Salzmann, soit mieux encore à celle qui termine le tome II de l'ouvrage de MM. Mawer et Stenton, *Place names of Sussex*. L'auteur porte le titre de Très honorable (the hon. Lady) et signe Mary MAXSE, demeurant à Little Bognor en Sussex. Elle a connu dans l'intimité feu William Page et sa fille, Lady Gregory, qu'elle remercie de l'avoir beaucoup aidée dans la recherche et la mise en œuvre de ses matériaux, et il est vrai que cette mince plaquette vient compléter utilement l'opulente *History of Sussex*. Little Bognor, dans Fittleworth, est mentionné déjà en 898 dans une charte anglo-saxonne. Non loin de là, on a signalé un lieu dit Fittle, premier élément sans doute du nom

1. On trouvera, p. 94, une liste des maires de la ville depuis 1239 jusqu'à 1530 ; p. 94, le dessin du plus ancien sceau, et, p. 94-95, des indications précises sur les archives.

2. *Early statutes of the cathedral church of the Holy Trinity at Chichester, 1232-1234*, par E. C. W. Walcott, 1877. — *Statutes and constitutions of the cathedral Church of Chichester, 1193-1832*, par F. G. Bennett, R. H. Codrington et Cecil Deedes (1904). — *The history and constitutions of a cathedral of all foundation, illustrated from documents in the registry and muniment room of the cathedral of Chichester* (1880), par C. A. Swainson (1880). — *The episcopal register of Robert Rede, bishop of Chichester, 1397-1415*, avec une traduction par Cecil Deedes (1904).

3. Un plan, qui fait face à la p. 113, marque les emplacements occupés par ces dépendances. On y décrit successivement le palais épiscopal ; les habitations des chapelains, du doyen, de la chanterie, des vicaires ; la « Canon gate », construite au XVI^e siècle, où se tint plus tard le tribunal dit des « Pieds poudreux », jadis étudié par Charles Gross (cf. *Rev. histor.*, t. CXI, p. 441).

4. Sur l'étymologie et le sens de cette expression, voir *Place names Sussex*, t. I, p. 11. Elle sert d'ordinaire à désigner un centre administratif.

de la localité qui lui est si chère, et qui, disons-le tout de suite, est toujours restée dans une très modeste situation : le recensement de 1910 lui attribue 648 âmes (p. 94). Au Moyen Age, ce village appartint, pendant plusieurs générations, à la famille noble de Lee, dont Lady Maxe a pu suivre la lignée depuis le ^{xiii}^e siècle jusqu'à la fin du ^{xvi}^e. La maison seigneuriale et la plus grande partie du domaine étaient, en outre, situées dans le « manoir » d'Amberley, qui dépendait de l'évêque de Chichester. En 1589, le village et ses appartenances furent vendus à un certain Thomas Stanley, et, depuis lors, si l'on cherche sur ces localités, leurs habitants et leurs seigneurs des documents d'archives, on les trouve dans les *courts rolls* de Bury et d'Amberley, dans un *Costumal*, recueil de droit coutumier qui fait connaître d'une façon précise la condition des habitants pendant plusieurs siècles. On y trouvera, notamment, d'utiles indications sur la coutume du *borough english*, qui attribuait l'héritage non pas au fils aîné, mais au cadet ou, à son défaut, à la fille¹; sur le *frank pledge*, qui organisait la sûreté collective des habitants responsables du maintien de paix publique; sur la ferme du moulin à eau, qu'il fallait acquitter au manoir de Bury; sur la chasse, qui appartenait exclusivement au seigneur, etc. Fittleworth avait son église, qui fut construite en 1220-1260²; une prébende, qui appartenait à la cathédrale de Chichester³; des œuvres de bienfaisance ou *charities*⁴.

L'histoire civile occupe une assez grande place à partir du ^{xvi}^e siècle, sans rien changer, d'ailleurs, à l'organisation féodale. On assiste alors, dans un très petit pays, à l'œuvre néfaste de Thomas Cromwell, l'exécuteur des hautes œuvres d'Henri VIII dans la réforme religieuse; la terreur qu'il fit régner dans cette région de pauvres gens méritait d'être signalée avec preuves à l'appui, et l'on retiendra le nom d'Edward Umfrey, espion en titre de Cromwell. La tyrannie sévit de nouveau lors de la guerre civile, où figure l'autre Cromwell, le chef redouté des Têtes rondes; ses agents travaillèrent surtout pour obtenir le plus grand nombre possible de mariages civils, et il faut bien reconnaître que ces violences finirent par l'abolition presque totale de l'ancienne foi. En 1676, on comptait à Fittleworth cent quarante-sept conformistes, un papiste et seulement deux non-conformistes; mais le nombre des habitants fortunés fut toujours faible. Quand Fittleworth dut prendre part aux élections parlementaires en 1705, les propriétaires seuls étaient admis à voter, et ils étaient alors au nombre de vingt-cinq, pris parmi les commerçants et les bateliers; par contre, on constate l'existence persistante des sorcières⁵. Des traces de la vie et des superstitions médiévales paraissent avoir persisté jusqu'au ^{xix}^e siècle; elles disparurent sans doute assez rapidement en présence d'industries ou d'institutions nouvelles: le chemin de fer, connu à Fittleworth depuis le milieu du siècle, ne tarda pas à mettre fin à l'isolement où les habitants végétaient depuis des siècles; l'obligation d'envoyer les enfants à l'école libre prépara des

1. Un procès plaidé en 1327 permet de distinguer le *burgh francoys* et le *burgh anglois*.

2. On montrait jadis ce qu'on appelait « la tombe du chevalier »; en fait, c'était une pierre tombale du ^{xii}^e siècle qui était au cimetière; on y voit une crosse, non une épée.

3. L'auteur a établi une liste des prébendiers de 1338 à 1930 et une autre des vicaires de 1372 à 1934.

4. Depuis 1635.

5. P. 93, on signale un petit livre intitulé : *Notes on some West Sussex superstitions still lingering*, et l'on est fondé à croire que ces superstitions étaient aussi communes en Sussex.

mentalités nouvelles. Enfin, et c'est par là que se termine le livre de Lady Maxe, des étrangers découvrirent les charmes d'un petit pays d'eaux vives et d'ombrages, qui attirait surtout des peintres. Un petit Barbizon est né là. C'est l'aurore d'un temps nouveau.

Ch. BÉMONT.

Francis BICKLEY. *Guide to the reports of the Royal Commission on historical manuscripts, 1870-1911*. 2^e partie : *Index of persons*. 1^{re} section. Londres, H. M's Stationery Office, 1935. xxi-448 pages. Prix : 12 s. 6 d.

Cette deuxième partie commence par une brève introduction (vi-xxi pages), où sont énumérés les *Reports* de la Royal Commission¹ ; mais, tout de suite, on entre *in medias res*, où se suivent les noms propres de personnes et, tout à fait par exception, les noms de lieux. L'ordre suivi est naturellement alphabétique, depuis *Abay* (laïd of) jusqu'à *Lever*².

Le classement offrait naturellement d'assez grandes difficultés. Laissons de côté deux ou trois noms d'évêchés, tels que Cahors (p. 115), dont l'évêque, en 1699, était Henri de Briquerville de La Luzerne, et le Mans, incorrectement placé à *Le Man* (sic, p. 444). Pour les noms de personnes, le classement est simple quand il s'agit des rois d'Angleterre ou de France³ : on suit l'ordre alphabétique et le numéro d'ordre. Il en va autrement quand il s'agit de seigneurs, grands et petits, qui sont revêtus de noms féodaux, surtout quand ils portaient le même prénom dans la même famille. M. Bickley s'est tiré à peu près d'affaire en ajoutant au nom de la personne la date de sa mort ; mais, par malheur, il emploie aussi le même moyen pour désigner l'année où la personne, homme ou femme, a obtenu par faveur un titre officiel. Il n'y a d'autre moyen de sortir d'embarras qu'en se reportant au texte original des Rapports, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde. On hésite aussi chez nous en présence de noms précédés de l'article *la* ou *le*, qui indique le plus souvent des noms de lieu. M. Bickley a fort justement adopté le principe de maintenir l'article en tête. Prenons un peu au hasard deux ou trois noms. P. 448 est mentionné *L. Termes* (sic), maréchal de France ; peut-être fallait-il dire qu'il s'appelait Paul de La Barke, seigneur de Termes [d'Armagnac?], qui fut fait maréchal de France en 1557 et non, comme l'écrit M. Bickley, en 1560. Un nom plus retentissant est celui de *La Vallière* (p. 437). On sait qu'elle s'appelait Françoise-Louise de La Baume Le Blanc (Indre) et que la terre de la Vallière fut érigée par Louis XIV en duché (1667). On aimerait à savoir qui était le marquis de La Vallière qui est indiqué, par M. Bickley, à l'année 1710, celle même où mourut la duchesse. Le nom de La Vallière évoque celui d'une maîtresse d'Henri VIII, Anne Boleyn, nom que M. Bickley a donné sous *Anne* et non sous *Boleyn*. On nous par-

1. Voir Giuseppe, *A guide to the mss. preserved in the P. Record Office*, t. II, p. 2.

2. Notons, en passant, que, si l'on trouve au mot *Bonaparte* les membres de la famille corse, celui de *Napoléon* se trouvera seulement dans la dernière partie.

3. Le nom Henri est, pour l'Angleterre et l'Allemagne, orthographié *Henry* et, pour la France, *Henri*. Henriette est devenue *Henrietta*, même quand il s'agit de deux princesses françaises qui furent femmes, l'une, de Charles I^{er} d'Angleterre et, l'autre, du duc d'Orléans.

donnera le rapprochement de ces deux noms, auxquels on pourrait ajouter celui d'Anne de Clèves (p. 14). On a lu plus haut le nom de Briquerville de La Luzerne. A cet article (p. 429), on lit : « La Luzerne (Lucerne) Anne-César, chevalier, diplomate, mort en 1821. » Ce nom de lieu est, dans le *Dictionnaire* de Joanne, indiqué comme étant de Lucerne d'outre-mer (Manche), où l'on voit encore aujourd'hui les ruines d'une abbaye, et, plus loin, on trouve le lieu dit Bricqueville-sur-Mer (Manche). On ne reprochera donc pas à M. Bickley d'avoir présenté ce nom de lieu sous une forme légèrement modifiée : Luzerne et Lucerne.

Poursuivons encore un peu plus loin ce travail, fastidieux mais utile, d'épuration. Page 13, on lit, avec une faute d'impression, *Andréosei*, qui fut le général Andréossi, ambassadeur de France, marqué, par M. Bickley, à l'année 1802, sans doute parce qu'il prit part aux négociations pour le traité d'Amiens. Il mourut en 1828. — Le mot *Ancre*¹ (p. 12) est correctement appliqué à Concino Concini, mais la date donnée par M. Bickley est inexacte. Concini fut créé maréchal d'Ancre en 1614 ; il fut assassiné le 24 avril 1617 et sa femme, Leonora Galigai, « dite maréchale d'Ancre », fut décapitée le 8 juillet de la même année. — *Argenson* (p. 19), Marc-René mourut en 1757 et non en 1777. — *Chateau-Rénauld* (*sic*, p. 144) fut maréchal de France sous les ordres de Tourville en 1690 et mourut en 1716 ; son nom devrait être légèrement retouché et prendre la forme officielle de : Château-Renault. — Le peintre François Millet, dit *Francisque* (p. 282), est mort non en 1680, mais le 17 avril 1723. — La notice sur un membre de la famille Colbert, son cousin Colbert du Terron (p. 162), a été maltraitée en ces termes, que je reproduis mot pour mot : « Colbert du Terron, *alias* Carleton ou Carneton, Charles, marquis de Bourbonne, agent du Portugal en 1662. » J'avoue ne rien savoir de Carleton ou Carneton, ni du marquis de Bourbonne qui fut « agent du Portugal » en 1662 ; mais on trouvera une bonne partie de la vie de Colbert du Terron, notamment, dans l'*Histoire de la marine française*, par M. Charles de La Roncière, tome V.

Il est temps de mettre fin à cette liste d'*errata* que l'on pourrait facilement grossir encore. Il faudrait, en outre, examiner de près tout ce qui se rapporte aux personnes appartenant à l'histoire de l'Angleterre, qui tiennent évidemment la plus grosse partie du présent livre ; mais à chacun selon sa compétence et selon le temps dont il peut disposer. Mon dernier mot sera d'ailleurs pour attester l'importance historique de l'ouvrage de M. Bickley ; peut-être pourra-t-il, dans son dernier volume, tenir compte des observations, réserves ou erreurs que j'ai cru devoir signaler ou même corriger dans le présent compte-rendu.

Ch. BÉMONT.

Pierre CARON. *Les massacres de Septembre*. Précédé, p. I-XLIX, d'une Introduction sur les sources, suivi de deux Appendices sur les statistiques des victimes à l'Abbaye et à la Force, d'addenda, d'errata et d'un Index des noms. Paris, 1935. In-4°, 559 pages.

M. Caron, dont les travaux sur l'histoire révolutionnaire font autorité, nous prévient, dans un avant-propos, que sa nouvelle étude est « résolument critique et

1. Nom de lieu dans la Somme.

érudite ». De fait, à l'écart des développements trop pittoresques que suscitèrent les succès de l'histoire romancée, indifférente aux tendances de l'histoire partisane, c'est là l'œuvre d'un savant et d'une conscience. C'est une enquête qui n'ignore, de parti pris, aucun fait, aucun témoignage survivant à l'incendie des Archives de la Ville de Paris en 1871, qui sait discerner, établir le vrai ou du moins le vraisemblable parmi le pullulement des versions contradictoires qui surgirent durant la Révolution au gré des passions ambiantes et des calculs politiques, et aussi parmi les adulterations, les interprétations qu'imposèrent, durant le XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, aux documents l'idolâtrie des sectateurs des grands démagogues d'autrefois et ce phénomène de mimétisme qui suscite une mentalité analogue à celle d'un Danton, d'un Robespierre, etc., chez les historiens attachés à les étudier. D'autre part, le livre de M. Caron constitue un modèle de méthode à suivre, avec ses observations sur les faits prises d'heure en heure, comme il sied pour toute agitation populaire qui se développe en changeant de physionomie sous l'effet d'émotions, d'incidents imprévisibles et soudains. Enfin, ainsi qu'il convient dans une enquête, l'auteur, se refusant à préjuger de rien, ne formule les causes générales, les caractères essentiels des massacres de Septembre qu'en conclusion, s'abstenant jusqu'au bout d'influencer le lecteur. Sa conclusion, il l'établit après avoir étudié les faits d'abord pour Paris (leur matérialité, c'est-à-dire les effectifs des prisons, les tribunaux populaires, l'exécution par égorgements des arrêts de ces tribunaux), leur enchaînement chronologique, la statistique des victimes, le nombre et l'identité des massacreurs, puis l'opinion vis-à-vis des massacres. Vient en second lieu la question des responsabilités du gouvernement, de la Commune de Paris et de son Comité de surveillance, des sections. Et, à ce propos, M. Caron pose et discute la question : y a-t-il eu organisation administrative du crime? L'événement parisien ayant été exposé, une seconde partie de l'ouvrage est consacrée au massacre dans les départements. Le tout est couronné par le jugement d'ensemble que formule l'auteur.

Je n'entrerai pas dans le détail de la démonstration, je me contenterai de signaler ce qui, au cours de ses diverses étapes, présente un intérêt particulier, motive des réflexions.

Le livre s'ouvre par le bilan actuel des connaissances sur l'événement, et M. Caron déblaye les légendes successives avec vigueur et sobriété. Avant lui, on avait déjà contesté la « spontanéité » du massacre, concentré la culpabilité directe sur le Comité de surveillance de la Commune insurrectionnelle qui fut improvisée au 10 août 1792, et, dans ce Comité, sur Marat, malgré le plaidoyer en sa faveur d'un de ses derniers historiens, Gottschalk.

C'est ensuite que M. Caron aborde lui-même l'examen des faits. De son récit, retenons notamment l'existence de tribunaux populaires formés dans la plupart des prisons. Soulignons ce trait, déjà noté par Michelet, à la charge des curieux venus assister au crime : « ils buvaient avec les bourreaux et le devenaient ». M. Caron a bien raison d'y insister. Devant ces badauds parisiens passant au rôle d'acteurs dans la tragédie, comment faire le départ des vrais criminels, de leur nombre, de leur responsabilité et, par là même, comment absoudre la population parisienne en bloc? Où cesse la curiosité malsaine et où commence l'entraînement exécrable? De plus, comment remonter le courant qui va désormais, par une généralisation trop naturelle, provoquer chez les âmes honnêtes, comme M^{me} Roland, de ces anathèmes qui flétrissent tout un régime : « la Révolution... est devenue

hideuse ». Sans doute, des régimes ultérieurs se sont fondés également par des forfaits et, nonobstant, ont rendu des services, et c'est pourquoi, sans doute, un académicien trouva, pour caractériser le 2 Décembre, cet euphémisme délicieux : « opération de police un peu rude ». Sans doute, l'établissement de tribunaux populaires indique l'intention de faire « un triage » entre prisonniers « politiques » et prisonniers de droit commun, et les inculpés de la seconde catégorie furent frappés dans la proportion de trois à un. Sans doute, encore, les exécuteurs ne se complaisaient que rarement aux scènes d'horreur que leur prête l'imagination des contemporains. La réalité se suffit à elle-même, et ce n'est pas à une entreprise de rédemption et d'apologie, mais de véracité pure et simple, que s'est voué M. Caron.

Plus intéressante pour l'histoire, pour la criminologie, plus déconcertante encore nous apparaît la contenance des exécuteurs bénévoles : « une frénésie muette, raisonnée », ne correspondant ni aux fureurs d'une foule populacière ni à la ponctualité lasse de bourreaux officiels. Et M. Caron l'explique très justement par la situation sociale de ces bourreaux : des petits bourgeois, des petits patrons, des gendarmes. Nous sommes loin, ici, des criminels du massacre de la Glacière à Avignon, un Jourdan coupe-tête, contrebandier et brigand, entouré de ses acolytes. Les tueurs parisiens en Septembre 92 sont gens d'habitudes régulières, d'humeur formaliste, se réclamant de la justice du peuple, ne songeant point à piller, qui évoquent pour nous le vieux petit employé de François Coppée ou de Courteline : pour un peu on les verrait en manches de lustrine verte, si cet appareil n'était pas contre-indiqué pour leur besogne.

Mais, le coup fait, qu'a pensé l'opinion contemporaine, celle, en premier lieu, des hommes politiques les plus qualifiés qui n'ont, toutefois, pas opéré par eux-mêmes ? Jusque dans ce drame, on relève les différences de tempérament d'un acteur à l'autre. Tandis que Marat explique qu'une dictature aurait permis d'éviter ces extrémités, Robespierre, casuiste, prétexte que la clémence eût été un crime contre l'humanité. La foule des folliculaires, complice par approbation, accueille et colporte pour se justifier l'hypothèse d'une trahison ourdie dans les prisons pour favoriser les progrès des armées étrangères. Peu après, le recul de l'invasion ôtant toute excuse aux meurtres, chacun se tait momentanément. Bientôt, cependant, Girondins et Montagnards, avec la même mentalité de politiciens, exploitent ces journées pour leur polémique les uns contre les autres. Les Montagnards, surtout, embarrassés, excédés par la rumeur croissante de l'indignation dans le public, affectent de ne voir dans ce mouvement d'opinion que des « criaileries », des « déclamations », du « fayettisme » et les effets d'intrigues de l'extérieur. J'aurais voulu que M. Caron signalât l'état d'esprit qui se dessine chez certains provinciaux, élus à la Convention, arrivant à Paris sur ces entrefaites, sans rien connaître de précis sur les crimes de Septembre, donc très indécis sur les responsabilités, que les Girondins englobent beaucoup trop vite parmi « les assassins de Septembre ». Ces personnages, très sincèrement indignés de pareilles inculpations, vont, en fin de compte, s'agréger au parti montagnard.

Après les faits eux-mêmes, M. Caron s'attache à l'examen des responsabilités. Dès les premiers attentats, il ne trouve, chez les gouvernants, chez les personnages les plus désignés et, semble-t-il, les mieux armés pour agir, que des manifestations sans portée, des effets oratoires. Évidemment, M^{me} Roland, la pensée dirigeante du ministre de l'Intérieur, ne peut que parler, écrire, gémir. Mais son mari, le déten-

teur officiel du pouvoir exécutif, s'en tient, lui aussi, à l'indignation verbale, soulignée, il est vrai, d'un accès de jaunisse. Et Danton? Ici, l'analyse des documents par M. Caron est tout à fait décevante, malgré toute la méthode, toute la pénétration de l'historien. Le tribun, qui, par ailleurs, donnait ce mot d'ordre : « de l'audace et toujours de l'audace ! », Danton, est très ménager de ses actes dans cette affaire ; il paraît peu, il ne s'épanche qu'en propos désabusés et cyniques, propos eux-mêmes bien rares et d'une authenticité douteuse : « Je me f... bien des prisonniers » semble représenter sa ligne de conduite, et les expressions de « blâme mitigé », « d'apologie contenue » sont bien celles que mérite son attitude première. Peu après, il aura jugé politique et nécessaire de plastronner, de poser à l'instigateur des massacres, en précurseur du Julien Sorel de Stendhal (du moins, si l'on retient des paroles que lui prête son collègue Alquier et d'autres au duc de Chartres, que rapporte Denys Cochin). On peut se fonder sur la fragilité de ces témoignages pour ne voir en Danton qu'un fanfaron de crimes.

Ainsi, chez les gouvernants d'alors, en dehors de réserves dictées par la peur ou l'indifférence, il n'y aurait guère eu que des attitudes. Il ne manque pas pour les expliquer de raisonnements plausibles. Aucun des ministres, des membres de la Législative, aucune des administrations dans Paris n'auraient eu les moyens matériels d'agir, attendu que la garde nationale se dérobait. Aucune des autorités, par un étrange scrupule de légalité, n'aurait osé se substituer au peuple souverain dont se réclamaient les assassins et les soi-disant tribunaux populaires. Personne n'aurait osé augmenter encore l'effusion du sang par une tentative de répression qui aurait abouti probablement à bouleverser plus profondément Paris. M. Caron ajoute que la Législative, depuis la chute du trône au 10 août, et tandis que l'on procédait à l'élection de nouveaux législateurs en vue d'une constitution nouvelle, la Législative n'avait plus d'autorité morale, d'autorité légale incontestée. La France se trouvait, peut-on dire, en état d'inter règne. Aussi bien, des procès-verbaux des assemblées électorales, qui nommaient à ce moment les conventionnels, nous révèlent les pensées du suffrage universel se tournant exclusivement vers l'assemblée à élire par delà l'assemblée et la constitution déjà périmées. Au surplus, nous avons une preuve de l'impossibilité pour la Législative de pratiquer la moindre intervention : M. Caron la montre envoyant une députation à l'Abbaye, et, cette députation, si mal accueillie qu'elle courut le risque de mauvais traitements et n'insista pas.

Les pouvoirs publics : Ministère et Législative, n'ont donc rien fait surtout parce qu'ils ne pouvaient rien faire. Mais les autorités municipales dans Paris? M. Caron passe alors au rôle de la Commune établie le 10 août et, en particulier, à son Comité de surveillance et, dans ce Comité, à Marat. Or, le rôle de la Commune proprement dite, même celui d'un Billaud-Varenne, morne et têtue en toute circonstance, n'est pas aisé à préciser. En revanche, à l'égard du Comité de surveillance, il existe une charge terrible, la circulaire du 3 septembre, envoyée, exportée dans les départements, sous le contreseing de Danton, pour généraliser le massacre et qui, bien probablement, fut l'œuvre de Marat. Le poignard de Charlotte Corday ayant supprimé Marat en 1793, les Montagnards jugèrent expédient en 1795 de rejeter sur Marat seul la responsabilité et l'odieux de cette manœuvre. Cela peut se plaider. La question, M. Caron le reconnaît, demeure insoluble.

Il est une autre prétention que Jaurès et Braesch ont attribuée à la circulaire

du 3 septembre, prétention non moins intéressante pour l'historien. En prescrivant de généraliser le massacre dans les départements, le Comité de surveillance aura voulu communaliser la France au profit de la Commune de Paris. Ainsi serait transformé l'État récemment uniformisé, relativement unitaire, qu'avait organisé la Constituante, et la France serait devenue « une fédération de communes révolutionnaires agissant sur le modèle de celle de Paris ». Cette tentative expliquerait à l'avance le défi d'une « République une et indivisible » lancé bientôt après par la Convention à l'invasion étrangère. M. Caron ne discute pas la question de savoir s'il y eut là vraiment toute une conception politique nouvelle. Il doute simplement que la pensée émane de la Commune de Paris, qu'elle soit même le reflet du Comité de surveillance pris en corps. Assurément, l'idée, en admettant qu'elle perçât dans certains esprits de la capitale, était très inopportune devant l'agression de l'Europe monarchique. En outre, les élections à la Convention dans divers départements prouvèrent que la nation avait de la méfiance, de l'aversion pour les commissaires qu'envoyait la Commune de Paris en province. Toute direction parisienne était rejetée de façon véhémence par les communes de France. Au reste, le personnel de la Commune de Paris et celui des municipalités des départements étaient également incapables de concevoir clairement un projet d'institutions tendant à communaliser la France, dans cette période d'ignorance politique, de confusion, de trouble des esprits, au milieu des rumeurs de la guerre étrangère et de la guerre civile. Et M. Caron n'omet pas, ainsi que les derniers historiens de Maat, Gottschalk et Walter, de réduire la place de l'Ami du Peuple dans la pensée populaire, antérieurement à 1793.

Puisque l'examen des responsabilités gouvernementales, municipales, individuelles dans le crime de Septembre à Paris apparaît si pauvre de résultats, M. Caron est fondé à rejeter l'hypothèse, qu'il examine ensuite, d'une organisation administrative des massacres. Son impression formelle est que les crimes de Septembre à Paris sont des « crimes de foule », favorisés par l'impossibilité d'une action préventive et répressive, impossibilité provenant elle-même et des circonstances et du régime de décentralisation réalisé par la Constitution de 1791.

Qui donc, alors, est coupable des journées de Septembre? Suivant une formule décevante, ce fut « tout le monde et personne ». Et dans « tout le monde » figure la foule parisienne. Elle avait été entretenue dans la barbarie, dans la cruauté du Moyen Age par les pratiques de la justice royale, par la publicité de la torture et des exécutions capitales, barbarie que reflète ingénument l'offre du magistrat Dandin à la jeune Isabelle dans les *Plaideurs* : « Avez-vous jamais vu donner la question? » Par « tout le monde », on peut désigner aussi les menaces des armées ennemies, le manifeste de Brunswick portant la fureur patriotique à son comble. Et le « mystère des foules », l'accès de délire collectif que M. Caron fait revivre, tout cela était commenté, amplifié par les séances des clubs, les divagations des journalistes. Bien avant le retentissement du sacrifice farouche, en 1812, d'un Rostopchine au pays des moujiks, bien avant les colères folles des derniers défenseurs de la Commune de 1871 sur leurs dernières barricades, on propose dans le Paris de Septembre 1792 de brûler la capitale plutôt que de la rendre à l'ennemi.

Enfin, M. Caron nous présente cette dernière explication bien intéressante des massacres. Parmi les coupables et autour d'eux, il y avait des hommes de loi (Maillard était huissier au Châtelet), et les hommes de loi de l'Ancien Régime

furent souvent des esprits étroits, fanatiques de la lettre, formés par la chicane à des arguties de procureur, pénétrés plus encore de la théorie chère aux légistes de la « Justice retenue ». La Justice retenue éternellement au profit du pouvoir royal dispensait ce pouvoir non seulement d'équité, mais de la plus élémentaire garantie des débats judiciaires. Qu'on remplace la justice du roi par la justice du peuple, qu'on substitue aux Commissions extraordinaires utilisées par un Richelieu les tribunaux des prisons en Septembre 1792 (« chambre ardente du peuple », a-t-on dit), et l'on comprendra combien est riche de sens l'expression de M. Caron : « A Paris, le massacre prend le caractère d'une opération de justice prévôtale. »

Une dernière partie résume les massacres de Septembre dans les départements. Ce ne pouvait être qu'un résumé, car il aurait fallu pour chaque épisode une enquête sur place, une enquête qui risquait de tomber dans le vide, faute de documentation substantielle.

Que M. Caron me permette d'y ajouter quelques précisions locales. N'y aurait-il pas lieu de s'attacher à distinguer des régions, des agglomérations où les crimes ont été particulièrement nombreux, en dehors de Paris et de sa grande banlieue, où auront eu leurs effets la circulaire du 3 septembre, la contagion de l'émotion parisienne et des événements imprévus, comme l'égorgement sur le chemin de Versailles des suspects traduits devant la haute cour d'Orléans. M. Caron lui-même, dans une carte, s'efforce de situer l'aire sanglante des attentats de Septembre. Mais j'aurais désigné surtout quatre zones d'horreurs. La plus importante serait le Sud-Est. Elle s'étendrait d'Avignon et du Comtat-Venaissin au bas Languedoc, d'une part, à la Provence, de l'autre, pays où les violences auraient été attisées par la fureur millénaire des passions, par le voisinage des frontières espagnoles et italiennes et du port de Marseille. Les bandits y auraient été plus nombreux du fait du domaine pontifical, terre d'asile (parce qu'étrangère) pour tous les individus en difficultés avec la maréchaussée de France, terre où la faiblesse des légats pontificaux assurait l'impunité. Et c'est pourquoi, dans tout le Sud-Est, des massacres de la Glacière à ceux de 1815, ce pays est marqué d'une trainée de sang. Une autre zone de crimes, c'est la frontière de l'Est, où, ainsi que M. Caron le prouve, les volontaires de 1791 ont commis des excès avant ceux de 1792, sous prétexte que le salut public exigeait la tuerie par ceux qui allaient au front des traîtres de l'arrière. Il faudrait encore relever des éléments pervers nombreux dans les ports militaires de l'Océan et de Toulon : ouvriers des arsenaux, matelots, etc., individus violents, plus ou moins alcooliques, faciles à entraîner, car ils étaient ignorants, misérables, traités naguère sans ménagements par leurs officiers nobles et leurs ingénieurs. N'oublions pas, pour être plus complet, dans les Cévennes, dans l'Ardeche notamment, les rancunes léguées à la période révolutionnaire par les deux clans de catholiques et de protestants qui gardaient le souvenir des guerres de religion, et pas seulement les paysans de la montagne, mais les ouvriers des vallées du Tarn, de l'Aveyron, catholiques, pauvres, travaillant pour de riches patrons protestants.

Les lecteurs de la *Revue historique* ne s'étonneront pas que, sauf sur quelques points, je m'associe complètement au jugement de ce livre définitif. Toutefois, je rejette une opinion de Jaurès, acceptée par M. Caron, à savoir qu'en Septembre 1792 la politique du « laisser faire » de Danton était le seul moyen de procurer « l'oubli, le vaste oubli de toutes les fautes, de toutes les haines ». Que Danton ait

eu cette idée, c'est possible. Qu'au surplus, étant donné qu'il n'y avait aucun moyen d'agir, un réaliste comme Danton n'eut pas tort de recommander, et à titre d'expédient seulement, ajouterai-je, la politique de l'éponge, je n'en disconviens pas. Mais que Danton, en cela, ait vu juste, tous les faits postérieurs le réfutent. Les massacres de Septembre ont exaspéré les passions et, dès lors, jusqu'au Consulat, puis durant tout conflit entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires jusqu'à nos jours, on s'est jeté à la tête l'épisode de Septembre 1792. Il a porté les fureurs au paroxysme et il n'a pas été indifférent que, d'avance, le premier essai d'une république démocratique fût marqué d'un inexpiable attentat aux yeux du monde.

Qu'il me soit permis, en terminant, de m'associer à un vœu qu'exprime M. Caron : celui d'un tableau d'ensemble des variations de l'opinion publique sous la Révolution. Nous avons déjà l'introduction à un pareil travail dans la *Grande Peur*, de M. Lefebvre. Il faudrait que l'exposé des *Massacres de Septembre*, par M. Caron, lui aussi de toute solidité, de toute objectivité, fût, d'une part, relié au premier acte de 1789, d'autre part, prolongé par une mise au point de la réaction royaliste de 1795 à 1799 et aussi de l'exposé de la Terreur. Je serais particulièrement heureux et confiant en une telle œuvre si M. Caron voulait bien en assumer la réalisation¹.

L. LÉVY-SCHNEIDER.

1. Signalons aux héritiers et bénéficiaires des écrits de M. Lenôtre cette rectification, qu'il se serait, je pense, empressé d'accueillir : M. Caron établit (*op. cit.*, p. 173) que tout le calcul d'arithmétique de cet historien sur le nombre des victimes à l'Abbaye n'est rien moins qu'exact.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — *Répertoire d'épigraphie sémitique*, publié par la Commission du *Corpus inscriptionum semiticarum* (Académie des inscriptions et belles-lettres). Tome VI, rédigé par M. G. RYCKMANS, 2^e livraison, contenant les numéros 3656-3946 (Paris, Klincksieck, 1935, p. 257-410). — Des tables communes aux tomes V et VI seront annexées au prochain fascicule (t. VII), qui terminera la série des inscriptions sub-arabiques.

— Le fascicule 2 du tome II de l'*État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères et les administrations qui en dépendent* (séries F, BB. Justice et AD XIX) est paru en 1935 (librairie H. Didier, p. 337 à 533), huit années après le 1^{er} fascicule. M. Courteault, dans l'Avertissement des volumes, nous révèle que ce retard est dû, non seulement à la modicité excessive des crédits dont disposent les Archives nationales, mais aussi à la difficulté que présentait la préparation de l'état sommaire de la sous-série F¹⁷, qui figure dans ce fascicule, et dont le mérite revient à M. Paul Marichal. On trouvera ici la fin de l'inventaire de la sous-série F¹⁵ : Hospices et secours, celui des sous-séries F¹⁶ : Prisons, F¹⁷ : Instruction publique (136 p., y compris l'importante introduction de M. P. Marichal), et un supplément consacré aux documents versés aux Archives nationales depuis 1924 et classés dans les sous-séries F¹, F², F⁷, F¹⁰, F¹¹, F¹², F¹⁴.

— FRANCESCO SAVERIO VARANO. *Il problema della storia in Xenopol* (Gubbio, Scuola tipografica « Oderisi », 1931, in-8°, 55 p. ; prix : 5 lire). — L'historien roumain bien connu, Xenopol, s'occupa, dans la dernière partie de sa vie, de la théorie de l'histoire : ses *Principes fondamentaux de l'histoire* parurent en roumain dès 1895, puis en français en 1899 ; de la version française fut publiée une nouvelle édition en 1908, plus complète et qui tient compte de récents travaux. M. Fr. Saverio Varano consacre une étude approfondie et souvent judicieuse aux conceptions de Xenopol. Il s'attache à en montrer les contradictions et les lacunes, notamment en ce qui concerne les notions de l'histoire-science, des lois, de la causalité. En un mot, Xenopol s'est plus attaché à décrire les procédés de la recherche historique qu'à nous donner une philosophie de l'histoire vraiment originale. On pourrait répondre que l'un des grands mérites de Xenopol, c'est de ne pas établir de cloison étanche entre l'histoire-science et l'histoire-philosophie, précisément parce qu'il est un des rares théoriciens de l'histoire, dont la plus grande partie de la carrière ait été consacrée à la recherche historique¹.

Henri SÉE.

1. Du même auteur, nous avons reçu *L'Ipotesi nella filosofia di Ernesto Naville* (Gubbio, Scuola tipografica « Oderisi », 1931, in-8°, 52 p. ; prix : 5 lire), et *Vincenzo de Grazia* (Napoli, Libreria editrice Fr. Perrella, 1931, in-8°, 105 p. ; prix : 10 lire). Mais ces travaux sont trop étrangers au domaine de la *Revue historique*, pour qu'elle puisse en rendre compte.

— Yves SIMON. *Introduction à l'ontologie du connaître* (Paris, Desclée De Brouwer, 1934, in-8°, 231 p. ; prix : 20 fr.). — Cet ouvrage de philosophie thomiste, si intéressant qu'il puisse être, est trop étranger à nos études pour que nous puissions en rendre compte dans la *Revue*. Il concerne essentiellement la métaphysique, et il est curieux de constater que, traitant du problème de la connaissance, il ne fait cependant jamais allusion aux disciplines historiques. H. S.

— Étienne HAJNAL. *Le rôle social de l'écriture et l'évolution européenne* (Bruxelles, 1934, in-8°, 64 p. ; extrait de la *Revue de l'Institut de sociologie Solvay*). — Cet essai sociologique, écrit par un professeur de l'Université de Budapest, est de nature à intéresser les historiens. M. Hajnal s'applique à montrer le rôle capital joué par l'écriture dans l'évolution de l'humanité et plus particulièrement de l'Europe. Ce rôle, suivant lui, est d'autant plus considérable que l'écriture s'applique à tous les besoins pratiques de la vie, qu'elle est d'un maniement assez aisé pour être employée par des gens de métiers, même par de simples artisans, qu'elle n'est plus l'apanage de castes de prêtres ou de fonctionnaires. L'auteur montre qu'au Moyen Âge il en a été ainsi surtout dans les pays économiquement les plus prospères, comme l'Italie et les Pays-Bas ; mais leur développement économique lui paraît la conséquence moins encore de circonstances matérielles que de la diffusion de l'écriture : conception qui semble vraiment excessive, quoique contenant sans doute une part de vérité. Dans la France du Moyen Âge, les progrès de l'écriture, et de la culture en général, ont surtout servi la classe des *légistes*, des officiers royaux, qui ont contribué si fortement à l'unité de civilisation dans ce pays. Un certain rapprochement avec la Chine, nous dit-on, semble s'imposer ici ; mais la grande différence, c'est que l'écriture dont il est fait usage chez nous n'a rien d'inaccessible, même pour des gens qui n'ont pas fait de longues études. Il n'y a donc pas eu, comme en Chine, cette cristallisation si néfaste pour l'évolution de la civilisation. En un mot, on trouvera en cette étude bien des idées suggestives, même celles qui peuvent le plus prêter à la controverse. H. S.

— Georges LAKHOVSKY. *Le racisme et l'orchestre universel* (Paris, Félix Alcan, in-16, 153 p. ; prix : 15 fr.). — L'auteur s'attaque vigoureusement au racisme. Il considère que cette doctrine, qui a eu pour créateurs Gobineau et Vacher de Lapouge (il ne cite pas Houston Stewart Chamberlain), ne correspond à aucune réalité. En tout pays, on trouve une grande variété de races, et il est heureux qu'il en soit ainsi, car « plus une nation compte de races différentes, plus elle est forte, plus sa prospérité et son rayonnement sont grands » ; chaque nation est comme un orchestre, d'autant plus harmonieux que les races qui la constituent sont nombreuses et qu'elles se sont fondues les unes dans les autres. Les États qui ont voulu réaliser l'unité raciale se sont ruinés, sont tombés en une profonde décadence ; il donne comme principaux exemples l'ancienne Espagne et la Russie tsariste. M. Lakhovsky condamne donc l'antisémitisme, qui, pense-t-il, a d'autant moins de sens qu'il n'y a pas de race juive, que les Juifs appartiennent eux-mêmes à des races très diverses et qu'ils se transforment dans les divers pays où ils résident, au point de prendre le type des autres habitants ; pour appuyer sa démonstration, il produit les photographies d'un certain nombre de Juifs éminents de diverses contrées. On louera l'auteur des idées généreuses et justes qu'il exprime, mais, d'autre part, on lui reprochera parfois d'avoir forcé la note dans le sens de la thèse qui lui est chère. On eût désiré une étude plus objective, plus scientifique, de questions

que M. Lakhovsky aborde plutôt en biologiste qu'en historien et en sociologue. On peut déplorer le racisme et l'antisémitisme, mais il importe même, pour en trouver les remèdes, d'en rechercher les causes déterminantes, comme l'avait tenté un Bernard Lazare, il y a plus de quarante ans. H. S.

— Eugen LEMBERG. *Wege und Wandlungen des Nationalbewusstseins ; Studien zur Geschichte der Volkwerdung in den Niederland und in Boehmen* (Münster in W., Aschendorff, 1934, in-8°, 246 p. ; prix : broché, 8 m. ; relié, 9 m. 20). — Il est peu de questions aussi difficiles que le problème auquel s'attaque l'auteur : celui des origines, de la nature et de l'évolution du sentiment national, de la conscience nationale. Pour le faire, il examine deux régions, distantes l'une de l'autre, mais ayant beaucoup de traits communs, puisqu'elles se trouvent à la limite de deux langues et de deux civilisations ; il s'agit des Pays-Bas et de la Bohême.

On louera M. Lemberg d'avoir étudié son sujet en toute conscience, de se montrer parfaitement au courant d'une littérature vraiment abondante et d'avoir interprété d'une façon généralement judicieuse les documents nombreux qu'il lui a fallu examiner. Ses recherches montrent, en ce qui concerne les Pays-Bas, combien est flottant le sentiment national. Ne remarque-t-il pas, par exemple, qu'il y a, en quelque sorte, pour chaque classe, chaque catégorie sociale, un patriotisme spécial ? Il constate le rôle joué par les États princiers et notamment par l'État de Bourgogne ; il attribue une importance considérable à la langue. Mais, d'autre part, il néglige par trop, à notre avis, l'influence des événements accidentels, des faits historiques, qui apparaît si fortement, notamment au xvi^e siècle. Il cite souvent Huizinga, mais son livre a paru trop tôt pour qu'il ait pu tirer parti d'un article si suggestif de ce dernier, qui a été publié dans la *Historische Zeitschrift*. En ce qui concerne la Bohême, qu'il semble connaître avec plus de précision encore, M. Lemberg aboutit à certaines conclusions analogues. Mais, pour l'éveil du sentiment national, il attribue moins d'importance à la langue elle-même, et il met l'accent sur la croyance en la mission historique du peuple tchèque. Il caractérise bien, à cet égard, le rôle joué par Palacky et, plus récemment, par Masaryk, qui, jusqu'en ces derniers temps, fut le président de la République tchécoslovaque. Conception humanitaire et démocratique, qui est profondément hostile à tout nationalisme raciste. H. S.

— Jacques BAINVILLE. *Les Dictatures* (Paris, Denoël et Steele, 1935, in-16, 300 pages ; prix : 15 fr.). — « De la démagogie à la tyrannie, il n'y a qu'un pas, soit que le gouvernement fort naisse d'une réaction contre le désordre, soit qu'il serve à imposer une révolution dont les modérés et les conservateurs sont les victimes. » Telle est, semble-t-il, l'idée générale de M. Bainville, qui voit dans la démocratie la principale génératrice de la dictature. Il le montre en examinant des dictatures nées dans des pays et des époques très divers ; les tyrannies du monde antique, depuis Solon jusqu'à César ; les dictatures des temps modernes : Cromwell, Richelieu, Napoléon Bonaparte, Napoléon III. Ce qui est assez curieux, c'est qu'il joint à la liste non seulement Richelieu, mais Louis XIV, « dictateur et roi » ! Par contre, on est surpris de ne rien trouver sur les tyrans italiens des xv^e et xvi^e siècles, qui nous apparaissent comme des dictateurs bien authentiques.

C'est surtout la période contemporaine qui a attiré l'attention de M. Bainville, car, depuis la guerre, il y a eu une riche floraison de dictateurs : dans la Russie bolcheviste : Lénine et Staline ; en Turquie, Mustapha Kemal (transformé au-

jourd'hui en M. Attaturk) ; en Italie, Mussolini ; en Espagne, le dictateur « manqué » Primo de Rivera ; au Portugal, Oliveira Salazar ; en Allemagne, Adolf Hitler. Les pages consacrées à ce dernier nous semblent les plus judicieuses du volume. Mais il eût été intéressant de marquer le trait commun à toutes ces dictatures contemporaines, c'est-à-dire la conception « totalitaire » de l'État, et en même temps le caractère distinctif de chacune d'elles. L'auteur a consacré aussi un certain nombre de pages à ce qu'il appelle l'« histoire abrégée, mais fantastique des dictatures de l'Amérique latine ». On y trouvera surtout des anecdotes ; il eût été plus intéressant de rechercher les causes diverses d'ordres géographique, historique, sociologique, de la fréquence de ces dictatures dans l'Amérique du Sud, comme l'a fait M. André Siegfried en un pénétrant petit volume. Henri SÈZ.

— Comte DE GOBINEAU. *Mémoire sur diverses manifestations de la vie individuelle* (Texte français inédit et version allemande, publié avec un historique du mémoire et une introduction par A. B. DUFF. Paris, Desclée, de Brouwer, 1935, in-16, 267 p.). — Le mémoire de Gobineau est un complément à « l'essai sur l'inégalité des races humaines »¹. C'est un mélange singulier de théories philosophiques et linguistiques.

Gobineau se refuse aux conceptions de la métaphysique pure. Il ne cherche pas à établir des vérités absolument prouvées, mais celles qu'on peut atteindre par l'observation et l'induction et qui ne sont que probables. Suivant lui, l'induction est périlleuse, mais il faut savoir courir des risques. Visiblement, il est excité par l'audace intellectuelle : c'est un aventurier de la pensée.

Il admet comme réel « tout ce qui se manifeste dans une forme ou sous des procédés quelconques » (p. 46), et il traite comme des individus tout ce qui présente les caractères de la vie individuelle. Or, la vie individuelle est pour lui la forme achevée de l'existence, celle qui tend à se réaliser partout. Ainsi, les langues ont les caractères des êtres vivants. Ce ne sont pas de simples produits conscients ou inconscients de l'esprit humain ; sinon, elles devraient progresser avec la civilisation et se perfectionner en même temps que les facultés intellectuelles des hommes. Or, au contraire, on les voit se dégrader constamment depuis les langues primitives si richement organisées et si expressives, jusqu'aux langues modernes envahies d'auxiliaires et de petits mots parasites, qui ont perdu leur vigueur et leur souplesse en laissant disparaître la plupart de leurs flexions, de leurs déclinaisons et de leurs conjugaisons. Les langues ont une existence propre. Leur évolution est déterminée par des principes internes correspondant au milieu où elles vivent, c'est-à-dire à la race qui les parle. Lorsque les races se mélangent, des principes antagonistes sont aux prises, d'où la ruine de la langue.

Les remarques de Gobineau sur la valeur esthétique des langues sont très pénétrantes ; mais ses conclusions sont illégitimes. Les langues qu'il appelle primitives ne le sont pas. Elles ont mis à se former un temps extraordinairement plus long que celui pendant lequel il peut les étudier. On n'atteint pas la source en remontant au sanscrit.

Le mémoire se termine par une métaphysique hardie, où l'on voit l'individualité

1. Dans son introduction, M. Duff montre que Gobineau n'a élaboré son essai que fortement, puisqu'il a tenu à le publier en allemand ; non sans peine, il a pu le faire passer en 1868 dans une revue allemande de Halle, la *Zeitschrift für Philosophie*. M. Duff, pour la première fois, donne le texte français, avec le texte allemand en regard.

érigée en substance, soustraite dans son essence aux conditions des phénomènes et devenant ainsi indestructible.

L'intérêt des théories de Gobineau n'est pas considérable si on les envisage en elles-mêmes ; ce qui rend son livre attachant, c'est qu'il est un document de choix pour comprendre sa psychologie. On y saisit en action sa manière de penser, son imagination constructive, ses tendances, ses préjugés. Pierre POUMIER.

— H. A. L. FISHER. *A History of Europe*. T. I : *Ancient and mediaeval* (Londres, Eyre et Spottiswoode, 1935, in-8°, xxxiii-430 p. ; prix : 18 s.). — Conscientieux mais rapide résumé de l'histoire de l'Europe depuis la plus haute antiquité jusqu'à la fin du Moyen Age. L'auteur ne vise pas à la nouveauté et eût même dû se mettre parfois d'une façon plus large au courant des travaux récents, surtout de ceux qui ont paru hors d'Angleterre ; les bibliographies mêmes sont insuffisantes, et pourtant M. Fisher ne semble pas avoir utilisé tous les livres qu'il cite ; mais son livre constitue un clair et commode manuel dont les étudiants de langue anglaise pourront tirer un utile parti. Louis HALPHEN.

— Eugène CAVAINAC. *Histoire du monde...* T. X et XI : *Introduction : Politique mondiale, 1492-1757* (Paris, E. de Boccard, 1934, in-8°, 163 p., une carte). — A deux tomes futurs de la collection qu'il dirige et qui traiteront de l'hégémonie européenne dans les temps modernes, M. Cavaignac donne comme introduction une large esquisse : du premier voyage de Colomb à la victoire anglaise de Plassey, du début de l'euro-péanisation de la terre à la naissance de l'empire indo-britannique. Il faut le louer de cette tentative pour élargir l'histoire aux limites de la sphère, au lieu de l'enfermer dans la petite péninsule qu'une longue habitude anthropocentrique nous fait considérer comme le tout de l'humanité. L'érudition très étendue et très variée de l'auteur lui permet de circuler avec aisance au milieu de ces vastes espaces.

Il brosse successivement cinq tableaux : le monde vers 1520 (avec retours jusqu'à 1492), vers 1598, vers 1660, vers 1721, vers 1770 (après 1757). Chaque chapitre étudie, dans cet ordre : la question turque, la question américaine, celle des Indes orientales, les contre-coups en Europe, la question russo-tartare. Ce plan schématique, avec ses divisions symétriques, empêche plutôt de mettre l'accent, pour chacune des époques, sur le principal centre d'intérêt. L'œuvre prend trop l'allure d'un discours sur l'histoire universelle. Si tels ou tels passages sont traités avec talent — par exemple, la biographie de Ruyter, *immensi terror Oceani* — l'auteur ne peut que résumer très rapidement les faits ; or, on sait que tout résumé risque de généraliser à l'excès¹, et, par suite, n'apprend guère au lecteur désireux de savoir et de comprendre². Henri HAUSER.

1. Quelques exemples : P. 28, « Henri II sacrifia toutes les ambitions italiennes pour gagner les Trois-Évêchés et Calais ». MM. Romier et G. Zeller ont démontré à peu près le contraire.

— P. 56 : « Les Scandinaves étaient devenus protestants, la Pologne était restée catholique. » Pour la période considérée, 1542-44 et même 1569-73, voilà une affirmation qui aurait besoin d'être nuancée. — P. 57, Possevin « rapporte à l'Europe les premiers renseignements » sur l'État moscovite. Et, alors, que fait-on de Herberstein, bien antérieur ?

2. P. 80 : « Les Tokougawa résolurent d'éliminer les 200.000 chrétiens de l'archipel... » Cela sans explications, sans aucune allusion à la responsabilité des missionnaires portugais.

— P. 82, « chérifs alaouites ». Lisez : alaouides.

— P. S. ALLEN. *Erasmus. Lectures and wayfarings sketches* (Oxford, Clarendon Press, 1934, in-8°, xii-216 p., un portrait ; prix : 12 s. 6 d.). — Ce n'est pas seulement un pieux souvenir, c'est un livre charmant que nous apporte M^{me} Helen Mary Allen, la collaboratrice érasmiennne du regretté président de *Corpus Christi*. Les conférences qu'elle a ici rassemblées ont été semées un peu partout, en Hollande, en Angleterre, en Belgique ; c'est dire qu'elles traitent parfois, mais d'une façon toujours neuve, des mêmes épisodes de la vie d'Érasme. Puisant à même son véritable trésor d'érudition, P. S. Allen nous conduit à travers les villes et les milieux où Érasme a vécu. Il le fait avec une verve, un humour, une sobre émotion qui nous aident à pénétrer dans l'âme de l'humaniste plus profondément que bien des biographies. Certaines études, sur les élèves d'Érasme — ces pensionnaires-serviteurs qui corrigeaient ses épreuves et faisaient son ménage, tel Stephen Gardiner, qui régalaient ce délicat de laitues au beurre assaisonnées de vinaigre, sur les imprimeurs qui travaillaient pour Érasme ou pour qui Érasme travailla, un Froben, un Bade, un Martens, un Alde, imprimeurs de Louvain, de Paris, de Lyon, d'Italie ou d'Angleterre, et parmi lesquels un chapitre fait même place à Plantin, qui ne fut érasmien qu'après la mort du maître ; sur les « trilingues académies » qui, à Alcalá, à Louvain, à Oxford, précédèrent celle de François I^{er} ou rivalisèrent avec elle, et aussi sur les bibles polyglottes, tout cela fait une vraie guirlande. Et, pour compléter les itinéraires, les *Wayfarings* d'Érasme, M^{me} Allen nous donne les *Wayfarings* du couple aux lieux où flotte encore l'esprit d'Érasme, qu'il y ait vécu ou que son influence y soit sensible ou que tel monument éveille son souvenir, à Alcalá, aux tombeaux des Fonseca, dans le désert de Simancas, à Provins, à Montbenoit, où Ferry Carondelet se faisait peindre aux pieds de la Vierge, à Durham, à Thann, dans la Hongrie lointaine, où pénétra la pensée de l'auteur de l'*Enchiridion*. Pourquoi faut-il qu'en cette station de l'exquis pèlerinage le fidèle admirateur d'un apôtre de la paix se soit laissé gagner par les propagandes des politiciens ? C'est la seule tache dans ces esquisses d'un art parfait.

Henri HAUSER.

Antiquité. — David M. ROBINSON. *The third campaign at Olynthos* (extrait de l'*American Journal of Archaeology*, XXXIX, 1935, p. 210 à 247). — Dans cet article, M. David M. Robinson donne un compte-rendu des découvertes faites à Olynthe durant la troisième campagne des fouilles américaines (1934). On a reconnu des sections importantes de la fortification : fondations de moellons sur lesquelles s'élevait un mur de briques ; les maisons voisines étaient adossées au rempart. Le plan de la cité a été précisé ; il offre un intéressant exemple du système hippodamien ; des rues nord-sud, coupées à angle droit par des transversales, délimitent des îlots ayant 120 pieds grecs (de 0^m296) sur 300. Une construction rectangulaire de 20 mètres sur 12, traversée en son milieu par une ligne de sept colonnes à chapiteau dorique, était peut-être un lieu de réunion, qui semble dater de la fin du v^e siècle ; une fontaine en était toute proche. De nombreuses maisons ont été explorées. Dans la nécropole, près de 200 tombes nouvelles ont été dégagées ; en général, les cadavres étaient protégés par de grandes tuiles ; les corps des enfants étaient déposés dans des amphores. A Mekyberna, où se trouvait le port d'Olynthe, l'agglomération était, elle aussi, de plan hippodamien ; elle a continué d'être habitée après sa destruction par Philippe. On a recueilli 1,407 objets de métal, dont un beau chaudron de bronze, de la première moitié du iv^e siècle ; 267 terres cuites, pour la plupart, d'après l'argile, fabriquées sur place ; plus de

500 vases, quelques-uns attiques ; 15 inscriptions, parmi lesquelles une partie du traité d'alliance conclu en 356 entre Philippe et les Chalcidiens (Diodore, XVI, 8, 3) ; enfin, 2,004 monnaies, en écrasante majorité de la ligne chalcidique, en très petite quantité postérieures à 348 av. J.-C.

A. MERLIN.

Allemagne. — Jakob STRIEDER. *Levantinische Handelsfahrten deutscher Kaufleute des 16. Jahrhunderts* (Berlin, E. S. Mittler, 1919, in-8°, 34 p. ; *Meereskunde*, fasc. 149). — M. Jakob Strieder, soumettant à une étude extrêmement pénétrante un récit, *Reisen und Gefangenschaft Hans Ulrich Kraffts*, publié dans la bibliothèque du *Literarischer Verein* de Stuttgart, en 1861, et résumé par Adolf Cohn, en 1862, nous rapporte des détails extrêmement neufs sur le commerce allemand dans le Levant. Ce Krafft, qui avait fait ses premières armes à Florence, avant de s'établir à Marseille en 1573, y était l'agent de la compagnie de commerce augsbourgeoise, Melchior Manlich l'aîné et C^{ie}. Il est extrêmement curieux de voir comment cette compagnie de l'Allemagne du Sud, armant ou affrétant ses navires sous pavillon français (en raison des capitulations), réalise des opérations très actives avec les Échelles du Levant et de Berbérie. C'est tout un chapitre à ajouter aux beaux travaux, d'ailleurs souvent cités ici, de M. Paul Masson. Le chiffre d'affaires dépassait même les capacités financières de la maison Manlich ; aussi, s'adressait-elle, pour ses prêts maritimes, à la maison David Dettigkhofer. L'affaire aboutit à une faillite, après des années de prospérité. L'étude de ces prêts permet au savant professeur de Leipzig d'apporter dans cette brochure, mince mais pleine, une contribution importante à l'histoire du capitalisme commercial. — Henri HAUSER.

— *De Weimar au chaos ; Journal politique d'un général de la Reichswehr* (Paris, éditions de la *Nouvelle Revue critique*, 1934, in-8°, 219 p.). — Ces curieuses notes auraient encore plus de poids si elles n'étaient pas anonymes. Mais leur anonymat s'explique aisément, et M. Helmut Klotz, qui s'est occupé de leur publication, à la demande de l'auteur, nous en certifie l'authenticité. Cependant, l'éditeur nous dit qu'ayant le devoir de « camoufler » l'auteur du *Journal*, il a attribué à ce seul officier « les faits et les observations de beaucoup, en modifiant le temps et le lieu des faits accessoires », mais sans que « le sens des notes » ait été changé en aucune façon. Le général se donne comme vivant dans l'intimité du général von Schleicher, dont le rôle apparaît avec beaucoup de relief. Le *Journal* porte sur une période extrêmement intéressante et critique : celle qui s'étend entre le renvoi du chancelier Brüning (30 mai 1932) et l'avènement de Hitler au poste de chancelier (30 janvier 1933), qui aura pour conséquence le triomphe du national-socialisme. Les notes du général nous montrent nettement la suite des événements et nous en donnent l'explication. Ce qu'il y a de plus frappant, c'est la décomposition de tout le monde politique et, en particulier, des institutions parlementaires. L'auteur incrimine la faiblesse des gouvernants sociaux-démocrates de la Prusse, les agissements de M. von Papen, l'égoïsme du président Hindenburg, qui songe avant tout à ses intérêts de propriétaire foncier ; il reproche à Schleicher lui-même d'avoir manqué de décision en temps voulu, alors qu'il détenait la chancellerie, en janvier 1933. Dans sa galerie de portraits, une place importante est faite aux chefs « nazis », qui n'apparaissent pas sous des couleurs très sombres, mais qui semblent véridiques. En un mot, nous avons affaire à un document intéressant, mais dont la véritable valeur ne pourra être déterminée que par les historiens de l'avenir.

Henri SÉE.

Amérique latine. — Mario BELGRANO. *La Francia y la monarquía en el Plata, 1818-1820* (Buenos-Aires, A. Garcia Santos, 1933, in-8°, 230 p.). — Nous sommes un peu en retard pour signaler ce bon travail, très approfondi, dont les éléments ont été puisés aux Archives de la Nacion de Buenos-Aires, aux Archives des affaires étrangères de Paris, ainsi que dans plusieurs dépôts espagnols. M. Belgrano montre très nettement que, parmi les anciennes colonies espagnoles, l'Argentine était celle qui était le plus sûrement destinée à rester pour toujours affranchie de la mère-patrie. Le gouvernement français des Bourbons s'en rendait bien compte aussi, mais il essaya de rétablir tout au moins un gouvernement monarchique sur les rives de la Plata. Le duc de Richelieu songea à y faire reconnaître un Bourbon d'Espagne, comme François de Paule ou le duc de Lucques, fils de l'ancien roi d'Étrurie. On envoya en mission un certain colonel Le Moyne, qui s'aboucha avec Pueyrredon. Celui-ci envoya à Paris un agent extraordinaire, le chanoine Gomez. Mais toutes ces négociations ou intrigues n'aboutirent pas. Le gouvernement du roi Ferdinand VII ne voulait pas renoncer formellement à l'Argentine; les Argentins ne tenaient qu'à une chose, c'est de gagner du temps pour consolider leur indépendance de fait. Dès 1820, le gouvernement français renonça au projet. La République argentine n'allait pas tarder à être fondée. Henri SÉE.

— A. CURTIS WILGUS. *Argentina, Brazil and Chile since the independence*, by J. Fred. Rippey, Percy Alvin Martin, Isaac Joslin Cox (Washington, The George Washington University Press, 1935, in-8°, ix-481 p.). — Cet ouvrage est le résultat de travaux de séminaire de l'Université George Washington. C'est un excellent résumé de l'histoire contemporaine des trois pays de l'A. B. C.

Deux chapitres d'introduction présentent leurs antécédents coloniaux et l'héritage politique de l'Amérique espagnole. Le premier est aussi substantiel que bref; le second, abondant et varié, prêterait sans doute à discussion: mais n'est-ce pas la variété même du continent sud-américain qui en est la cause?

Les trois pays sont étudiés séparément, sans prétention à l'originalité, sans souci de généralisation. Mais l'exposé est partout très compréhensif, les situations politiques judicieusement analysées. L'histoire de chacun de ces pays présente des caractères très particuliers, politiques aussi bien qu'économiques. Le récit est conduit jusqu'aux événements les plus proches de nous et, pour chaque pays, avec une précision¹ et une sûreté de ton qui rendent très précieuse cette mise au point des informations récentes.

Peut-être aurait-on pu marquer davantage comment se réfractaient, dans ces milieux relativement isolés, les mouvements d'idées qui animèrent le XIX^e siècle. Peut-être aussi une vue d'ensemble aurait-elle pu relever les caractères communs qui constituent l'américanisme, d'ailleurs très particulier, de ces peuples d'origine latine. E. COORNAERT.

Asie. — Fernand GRENARD. *Gengis-Khan* (Paris, Armand Colin, 1935, in-16, 207 p.; de la collection *Ames et visages*; prix: 18 fr.). — Voilà, enfin, une vie de Gengis-Khan qui sort de l'ordinaire. Fondée sur une connaissance personnelle des textes et du milieu, elle nous donne de Gengis-Khan une image qui n'est sans doute pas entièrement dégagée de la légende, mais qui, dans l'état actuel de nos connais-

1. Une petite erreur de fait (p. 268): c'est le 9 juillet 1932, non le 9 juin, qu'a eu lieu le soulèvement de São Paulo.

sances, semble sur la plupart des points aussi proche que possible de la vérité historique. M. Grenard y combat notamment cette idée fausse, admise implicitement par trop d'historiens, que les grands empires de l'Asie centrale devaient être le produit d'une poussée irrésistible de groupes ethniques homogènes et compacts et non la résultante de rapprochements fortuits et toujours fragiles entre tribus hétérogènes, assez proches néanmoins comme genres de vie pour pouvoir faire momentanément bloc autour d'un chef victorieux. La réussite extraordinaire de l'empire mongol eut pour causes premières l'ascendant de Gengis-Khan et sa merveilleuse aptitude à exploiter une situation favorable. C'est de ce point de vue que M. Grenard s'est plu à considérer son œuvre, et il l'a fait avec un brio auquel on ne peut qu'applaudir.

Louis HALPHEN.

— Toshio MUTO. *La recezione e gli studi di diritto romano in Giappone* (Modène, 1934, in-8°, 33 p.; extr. de l'*Archivio giuridico*). — La grande révolution « Meiji », de 1867, a provoqué une transformation profonde du régime juridique au Japon. C'est alors que commence la confection de grands codes sur le modèle de l'Occident, comme le Code civil, dont l'élaboration dura plus de trente ans; il ne fut achevé qu'en 1902. C'est alors qu'on commença vraiment à étudier au Japon le droit romain, particulièrement difficile, d'ailleurs, pour les étudiants de ce pays. Pratiquement, le droit romain a été moins utilisé qu'on n'aurait pu d'abord le penser, mais les études théoriques sont devenues de plus en plus sérieuses; en 1902, une chaire de droit romain a été créée à l'Université de Tokio. L'article de M. Toshio Muto contient bien des données intéressantes sur le mouvement juridique du Japon contemporain.

H. S.

— Il faut reconnaître et admirer l'effort patient et méthodique que poursuivent les historiens américains dans l'étude de l'époque contemporaine. Même pour l'Europe, ils prennent une place de tout premier plan, notamment pour ce qui concerne l'histoire diplomatique.

On retrouve leurs qualités de précision dans une étude luxueusement présentée que M. Ernest BATSON PRICE¹ a consacrée aux quatre traités secrets que la Russie avait conclus avec le Japon en juillet 1907, en juillet 1910, en juillet 1912, en juillet 1916, et que le Gouvernement bolchevik avait publiés en 1918. Ces traités avaient marqué pour les deux pays une période de rapprochement qui a pris fin en octobre 1917, avec l'arrivée au pouvoir des bolcheviks.

M. Price a passé quinze années en Chine dans les services diplomatiques. Son étude brève, mais approfondie, est complétée par des notes abondantes et une bibliographie.

M. B.

Belgique. — Les *Bulletins* I et II du t. XCIX de la *Commission royale d'histoire* de Belgique contiennent une brève étude sur le manuscrit de la Chronique de l'abbaye de Tronchiennes, rédigé, au xvii^e siècle, par le P. Prosper Scheppens, de copieux *Documents relatifs à la révolution belge*, qui éclairent et les événements eux-mêmes et leur aspect international, par M. Robert Demoulin; une critique d'*Un prétendu original de la donation d'Eisenach, en 762, à l'abbaye d'Echternach*, par MM. Pirenne et J. Vannérus; des textes concernant les tonlieux des ducs de

¹ *The russo-japanese treaties of 1907-1916 concerning Manchuria and Mongolia*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1933, in-8°, 164 p.

Brabant au xiv^e siècle, par M. H. Van der Linden ; la publication de documents lillois sur *Le dénombrement des foyers en Flandre en 1469*, par M. J. de Smet ; les *Statuts capitulaires du chapitre de Sainte-Gudule à Bruxelles durant le XIV^e et le XV^e siècle*, par le chanoine P.-L. Lefèvre ; une brève étude et des textes concernant *Les nations de Bruxelles et les États de Brabant de 1556-1557*, par A. Louant.

E. COORNAERT.

— Floris PRIMS. *Campinia Sacra*. T. I : *Arendonk Sint-Agnetendal*. T. II : *Grobendonck. Ten Troon*. T. III : *Herentals. Bresloten Hof*. T. IV : *De Onze-Lieve-Vrouw-Abdij der Norbertijnen te Postel*. Anvers, Veritas, s. d., 1933, 1935, in-8°, 84, 132, 167, 207 p., illustr.). — Ces quatre volumes commencent une série qui doit en compter quatorze, consacrés à des maisons religieuses de Campine. Ils sont destinés au grand public et ne comportent aucun appareil critique. La diversité de leurs sujets, l'effort de l'auteur pour les épuiser fait que ces récits d'histoire religieuse locale se rattachent de toutes parts à l'histoire générale. La fondation de ces couvents est liée à des mouvements religieux qui relèvent de l'histoire des idées ; l'action de leurs fondateurs laïques se mêle souvent et à la vie politique et à l'histoire économique — dans tel recoin on trouverait des détails sur l'évolution de la draperie en Brabant — et l'état de leurs familles reflète l'état des mœurs, par exemple, à la fin du Moyen Age ; les vicissitudes de l'histoire monastique sont celles mêmes de l'histoire générale des Pays-Bas au xvi^e et au $xvii^e$ siècle : dans bien des cas, l'activité des moines contribua à la vie littéraire, intellectuelle et artistique de leur région et parfois en dépassait les cadres. Il est regrettable que ces ouvrages, largement étoffés de faits et de textes, ne soient pas plus accessibles à un public étendu.

E. COORNAERT.

— Pierre RECHT. *Les Belges à la recherche du passage Nord-Est au XVI^e siècle* (Bruxelles, impr. Marcel Remy, 1934, in-8°, 20 p.). — Après avoir rappelé l'importance que les explorateurs du xvi^e siècle attachent au passage du Nord-Est, M. Recht extrait de l'ouvrage, publié en allemand, en 1845, par le savant russe Hamel (*Tradescaut der aeltere in Russland*, 1618), un certain nombre de données intéressantes sur des voyages accomplis en Sibérie par un Bruxellois appelé Olivier Brunel, à la fin du xvi^e siècle (depuis 1587). Au service de la puissante famille russe Stroganov, Brunel longe les côtes de l'océan Arctique, navigue sur la mer de Kara et l'estuaire de l'Obi, explore, semble-t-il, la Nouvelle-Zemble. H. S.

— Floris PRIMS. *Antverpiensia 1934* (Anvers, « de Vlijt », 1935, in-8°, 410 p.). — Ce recueil de cinquante articles comprend deux séries principales, l'une consacrée à l'histoire d'Anvers au xiv^e siècle, l'autre aux événements de la période française, spécialement du Directoire. On y trouve les faits les plus divers : des finances urbaines sur Louis de Male aux mouvements populaires en passant par l'étude de la criminalité et de multiples aspects de la vie religieuse. Bien amusante est l'étude consacrée aux œuvres d'un poète français à Anvers, qui, en 1566, célébra en vers diverses notabilités de la ville. Les études sur la domination française se rapportent aux faits privés ou publics de l'histoire religieuse, mais aussi à divers administrateurs, les uns anversoises, les autres français, comme les citoyens Dargonne, l'agent national, dont le rôle est parfois singulier, et Charles d'Or, « le coryphée des jacobins d'Anvers ». Ces études, qui ouvrent des aperçus sur les questions les plus disparates, mériteraient d'atteindre un public auquel elles resteront fermées. En tout

cas, elles sont un nouveau témoignage de l'incroyable labeur fourni par le savant archiviste d'Anvers.

E. COORNAERT.

— Comte Louis DE LICHTERVELDE. *Léopold II* (Paris, librairie Plon, 1935, in-12, 456 p.). — La librairie Plon donne l'édition nouvelle, revue et augmentée, d'un ouvrage que le comte Louis de Lichtervelde a fait paraître en Belgique en 1926. C'est une importante biographie de ce grand roi. Elle est écrite par un de ses admirateurs, mais qui laisse discrètement entrevoir les tares de l'homme.

Depuis 1926, M. de Lichtervelde a pu faire appel, pour compléter la documentation, à des publications nombreuses : les *Mémoires* de M. Woeste, les *Souvenirs* du colonel baron Liebrechts, l'*Histoire de la fondation de l'État indépendant du Congo* de M. Thompson, les *Souvenirs du baron Beyens*, les *Mémoires* de M. Van den Peereboom...

La partie la plus intéressante de l'ouvrage a trait à ce qui a été l'œuvre personnelle du roi : la fondation de l'État congolais.

M. B.

Canada. — J. L. LAFLAMME. *Le Centenaire Cartier, 1814-1914*. Compte-rendu des assemblées, manifestations, articles de journaux, conférences qui ont marqué la célébration du Centenaire de la naissance de Sir George Étienne Cartier (Montréal, 1927, in-8°, 455 p., nombreuses illustrations). — Ainsi que l'écrit M. J. L. K. Laflamme, dans son Introduction, ce livre-souvenir donne « le récit des grands événements qui, de 1911 à 1920, ont contribué à honorer la mémoire, à perpétuer le souvenir de Sir George Étienne Cartier » (p. 9). Il groupe « des faits, compile des textes que les historiens de l'avenir aimeront à consulter » (p. 10).

Le texte est divisé en dix chapitres, où sont évoquées les diverses phases de la célébration du Centenaire (26 octobre 1911-6 septembre 1920). C'est dire que si l'historien n'y peut trouver une histoire, complète et impartiale, de Sir George Étienne Cartier (6 septembre 1814-20 mai 1873), du moins, y trouvera-t-il, ici et là, des renseignements biographiques intéressants, fournis par des contemporains du grand homme d'État. Surtout, en évoquant la part si considérable qu'il prit à la construction du chemin de fer intercolonial et à l'organisation du Dominion of Canada, les orateurs affirmèrent leur patriotisme canadien. L'Hon. M. Chapais ne s'exprime-t-il pas ainsi : « Sir George Étienne Cartier eut le double patriotisme qui, me semble-t-il, devrait être celui de tout bon Canadien. Il eut ce que j'appellerai le patriotisme provincial et le patriotisme fédéral... La vie, l'œuvre de Cartier prouvent que le dualisme patriotique dont il fut l'incarnation, loin d'être une faiblesse, est un élément de progrès » (p. 243). Un Canadien d'origine britannique, l'Hon. C. J. Doherty, est plus net encore : « A Cartier, le Canada a des remerciements à présenter. Il donna cette grande Province au Canada, à la Fédération. Sans Québec, le Canada n'aurait pas été complet » (p. 258). Le lecteur regrettera l'absence d'une bibliographie.

E. PRÉCLIN.

— Charles Burnet JUDAH. *The North American fisheries and British policy to 1713* (Urbana, the University of Illinois, 1933, in-8°, 183 p. ; prix : \$ 1.50). — Pour écrire son ouvrage, l'auteur s'est essentiellement servi de documents anglais (State and Admiralty Papers, British Museum, Treasury Books, Calendars, State Papers, Proceedings and Debates of the British Parliaments respecting North America, Historical Manuscript Committee Reports). Souci fort louable assurément et qui suffit à donner à l'ouvrage un caractère original. Mais il est permis de regretter que

le même souci de documentation n'ait point permis de rechercher en France et en Espagne les sources utilisables.

Le livre comprend huit chapitres : un consacré aux origines, quatre aux luttes intestines entre pêcheurs et colons (chap. II-V), les trois derniers à l'évolution de la question de Terre-Neuve, de 1660 à 1713. Il paraît présenter un triple intérêt.

Il prouve que, si les Bretons allèrent, dès 1509, pêcher à Terre-Neuve, l'île ne fut jamais complètement une possession française.

Surtout, il éclaire les origines, l'évolution du conflit qui, à propos des pêcheries de Terre-Neuve, opposa les Anglais et les colons de Nouvelle-Angleterre, surtout les pêcheurs de l'Ouest et les colons appuyés par Londres. Tandis que les intérêts de la Cornouaille furent sauvegardés par les chartes de 1634, 1661, 1674, les colons et Londres l'emportèrent en 1713 et quand la colonisation y fut décidée.

Peut-être — c'est une impression — M. Charles Burnet Judah n'a-t-il pas assez dégagé les causes politiques de ces victoires et de ces défaites successives, ni suffisamment montré pourquoi la royauté, qui, avant 1630, appuyait les colons, favorisa les pêcheurs jusqu'à l'époque de Guillaume III.

Du moins, a-t-il fort bien démontré qu'à l'encontre de ce que l'on admet généralement, « la politique adoptée par le gouvernement ne fut pas due à une théorie politique (impérialisme) ou économique (mercantilisme), mais aux exigences de groupes anglais intéressés aux pêcheries ou à la peur de la domination française » (p. 1). Et il ajoute : « Si des enquêtes faites dans la fabrication du sucre, du tabac à fumer et dans le commerce des esclaves donnaient des résultats analogues, il est clair que l'idée que nous nous faisons du mercantilisme devrait être révisée » (p. 2).

A ce livre intéressant et suggestif manquent des cartes, qui rendraient le texte plus facile à suivre.

E. PRÉCLIN.

Espagne. — Luis ULLOA. *La prédécouverte de l'Amérique par Colomb et son origine catalane* (Hamburg, 7-13 septembre 1930; extr. des *Verhandlungen des XXIV internationalen Amerikanisten-Kongresses*). — Dans cette communication, M. Ulloa s'applique à montrer que Colomb, lorsqu'il a traité avec les Rois catholiques, avait, en réalité, déjà découvert l'Amérique ou du moins des îles du continent américain. Il veut prouver aussi que Colomb n'appartient nullement à une famille génoise, mais est de naissance catalane. Ses arguments semblent plutôt tenus; mais, évidemment, il faudrait se reporter aux mémoires et ouvrages, où ces thèses se trouvent développées, et dont il ne donne pas ici la liste. En tout cas, M. Ulloa affirme que « toutes les études concernant la découverte de l'Amérique et la vie de Colomb sont à refaire de fond en comble ».

H. S.

— Francesco GUICCIARDINI. *Diario del viaggio in Spagna*. Pubblicato e illustrato da Paolo Guicciardini (Florence, F. Le Monnier, 1932, in-4°, 123 p., 8 illustr. hors texte; prix : 70 lire). — La liste est longue des voyageurs et des récits de voyages en Espagne pour les XVII^e et XVIII^e siècles, plutôt maigre en ce qui concerne le XVI^e, ainsi que l'établit l'admirable recensement de Farinelli, qu'il faut substituer, on le sait, à l'ouvrage vieilli du regretté Foulché Delbosc. La publication du *Diario*, jusque-là resté manuscrit, dû au célèbre Francesco Guicciardini, est donc doublement précieuse, puisqu'il s'agit d'un voyageur de marque, on le concédera, et d'une époque pour laquelle de semblables documents n'abondent pas. L'éditeur, dans une longue préface, précise les conditions dans lesquelles Guichardin, à la fin de 1511, est envoyé comme ambassadeur par Florence auprès de

Ferdinand le Catholique, à une des heures les plus troubles de l'histoire italienne, européenne et aussi florentine. Il replace aussi l'événement, en quelques mots, dans le cadre de la biographie de l'historien. Le *Diario* commence avec le départ de l'ambassadeur, qui quitte Florence le 29 janvier 1512 ; il s'interrompt malheureusement avant que le voyageur n'atteigne Valladolid et le roi d'Aragon, le 20 mars, alors qu'il se trouve avec sa suite aux environs de Logrono. Ainsi, pour l'histoire diplomatique, il manque à ce journal sa fleur, l'entrevue et la négociation avec Ferdinand, et son intérêt se restreint aux notes un peu sèches, où, il faut bien le dire, le génie de l'historien n'éclate guère sur les campagnes de l'Italie du Nord, les montagnes qu'il rencontre pour entrer et sortir de France, ou les plaines désertes couvertes de romarin qui sont presque tout l'Aragon. Le témoignage est à verser, en ce qui concerne l'Espagne, dont il n'a vu que le coin nord-nord-est, au dossier volumineux des pièces qui établissent l'étonnante pauvreté péninsulaire.

La beauté de l'édition et de l'illustration explique le prix élevé de l'ouvrage, tiré à 350 exemplaires seulement.

F. BRAUDEL.

— *L'influence espagnole sur le progrès de la science médicale* (édité par The Wellcome Foundation Ltd.). Londres, 1935, 125 pages, un plan. — Cette plaquette, assez richement illustrée, a été distribuée par les Laboratoires Wellcome (183-193 Euston Road, Londres, N. W. 1.), au cours du X^e Congrès international d'histoire de la médecine (Madrid, 21-29 sept. 1935) : gracieuse pensée qui s'inspirait sans doute du décor choisi pour ces assises, mais aussi de la première des questions inscrites au programme des travaux : *La médecine arabe en Espagne*. — Texte médiocrement instructif, fait d'emprunts à des auteurs qu'énumère une bibliographie un peu arbitraire (p. 60-62) ; notons la large place faite à Maïmonide [p. 19-28 (un portrait — conventionnel — et reproductions photographiques de trois pages de divers manuscrits)] et l'annexion singulière de Vésale, p. 49. On conçoit que l'Institut de recherches Wellcome, où l'on trouve (v. p. 63-120) et des laboratoires dont l'activité paraît surtout consacrée à l'étude des maladies tropicales et de leurs spécifiques, et des musées, dont un Musée d'histoire de la médecine fondé en 1913, se soit tout particulièrement intéressé à l'histoire du quinquina (p. 49-59) : mais, là encore, rien qu'une mention-sommaire de quelques noms, ou de faits bien connus. On retiendra surtout de ces dix pages que la « cinchonologie » — on ne saurait d'ailleurs exagérer l'importance du rôle qu'a joué le quinquina dans le démembrement des fièvres et dans la ruine de ce dernier réduit du galénisme — est une science qui a ses spécialistes, et que, pendant le mois de décembre 1930, le Musée Wellcome a abrité une « Exposition du tricentenaire du Cinchona », qui fut inaugurée « sous la présidence de S. É. feu le cardinal Bourne, archevêque de Westminster ». Le Saint-Siège avait fait exposer « des matériaux relevant de son contrôle » (p. 55). On n'a pas oublié qu'à l'histoire du quinquina est liée celle de la Société de Jésus au xviii^e siècle : on trouvera, p. 52, un portrait du cardinal Juan de Lugo. — Iconographie, d'ailleurs, généralement intéressante : citons encore d'intéressantes reproductions d'instruments chirurgicaux arabes, d'après un manuscrit de Abn'l-Qâsim, et quatre photographies d'hôpitaux espagnols des xiii^e et xvi^e siècles. — Index bien fait, p. 121-125. — Louis LAURENS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. *Comptes-rendus des séances.* Bulletin de juin-octobre. — Claude CAHEN. Une chronique chiïte au temps des Croisades (cette chronique, écrite par un Chiïte appelé Ibn-abî-Tayzi, qui vécut de 1160 à 1235, nous est parvenue dans celle d'Ibn al-Furât, compilateur qui écrivait vers l'an 1400. L'auteur se propose d'en publier d'importants fragments demeurés inédits). — Rapport sur les travaux de l'Union académique internationale à Copenhague, XVI^e session en mai 1935. — Comte DU MESNIL DU BUISSON. Compte-rendu de la huitième campagne de fouilles à Doura-Europos, qui était organisée par l'Université de Yale (le plan de la villé, le Mithréum, la synagogue, la nécropole). — Michel ROSTOVITZEFF. Deux notes sur des trouvailles de la dernière campagne de fouilles à Doura-Europos (1^o publie deux inscriptions concernant l'armée de Trajan; 2^o décrit un fondouk palmyrénien, avec plan, et un bas-relief de Seleucus Nicator). — Emile-F. GAUTIER. Une mission au Sahara (en 1934; on y a découvert une belle station de gravures et de peintures rupestres dans le canyon de l'oued Djerat, capitale préhistorique de Tassili; elles se rapprochent d'un foyer oriental qu'il faudrait chercher au Fezzan). — Pierre MONTET. Les fouilles de Tanis en 1935 (au temps du roi Aménophis III et des Impurs concentrés à Avaris). — J. VENDRYÈS. L'unité en trois personnes chez les Celtes (ce groupe est le symbole vivant de la répartition primitive des territoires en Galles et en Irlande. Le dieu tricéphale des Gaulois, d'après le *Répertoire* de M. Espérandieu. La déesse Hécate avait aussi trois visages, et l'Italie a connu l'aventure des trois Horaces). — Rapport du secrétaire perpétuel sur les publications de l'Académie durant le premier semestre de 1935. — Le R. P. H. VINCENT. La basilique de la Nativité à Bethléem, d'après les fouilles récentes. — Étienne MICHON. L'Aphrodite du musée de Lyon complétée par un fragment de Coré du musée de l'Acropole d'Athènes. — Louis BRÉHIER. A propos de l'origine des Vierges noires (elles ne sont qu'une variété des statues-reliquaires de la Vierge. Ce fut l'évêque d'Auvergne Étienne II qui eut le premier l'idée, vers 946, d'enfermer des reliques de la Vierge dans une statue revêtue de plaques d'or; plus tard, on oublia la destination des reliquaires et le type iconographique s'altéra de plus en plus). — Louis CHATELAIN. Découverte d'une statue romaine à Tanger. — Jules TOUTAIN. Un curieux groupe découvert à Alésia en 1935 (c'est peut-être un fragment de groupe connu sous le nom de l'Anguipède). — Bulletin d'octobre-décembre. J. TOUTAIN. Un curieux groupe découvert à Alésia en 1935; suite et fin. — M. THOUVENOT. Deuxième diplôme militaire trouvé à Banasa (gravé sur une feuille de bronze; fac-similé et commentaire; on y lit les noms des consuls suffects de l'an 109, ceux d'un cavalier de seconde classe appelé Bargatés, fils de Zeus, de sa femme, originaire de Syrie, et d'un enfant appelé Saturninus). —

Pierre JOUGUET. Rapport sur les travaux de l'Institut français d'archéologie orientale, 1934-1935. — Abel LEFRANC. Notice nécrologique sur Henri Pirenne. — René CAGNAT. Notice sur la vie et les travaux de M. Edmond Pottier, 1855-1934. — Sp. MARINATOS, directeur du musée de Candie. Le temple et les statuettes archaïques en bronze de Dréros, Crète. Note additionnelle par Ch. PICARD. = Périodiques reçus et Table alphabétique.

Annales de Bretagne. 1935, nos 1 et 2. — R. DE KERMENÉ. Folklore, le mariage dans la région de Merdrignac. — Henri PÉRENNÈS. Poésies et chansons populaires bretonnes sur les affaires politiques et religieuses de la Révolution (suite ; principalement dirigées contre les assermentés). — M. DUPOUY. Supplément à l'histoire de Kerguelen (d'après des documents inédits provenant de la succession Levot). — F. M. LUZEL. Lettres à Ernest Renan ; fin (de 1883 à 1892). — L. WOLFF. Thomas Gainsborough, aperçus sur l'homme et l'artiste. = **Comptes-rendus.** M. Marion. Le brigandage pendant la Révolution. — Louis André. Les sources de l'histoire de France au XVII^e siècle, 1610-1715. T. VII : Histoire économique et administrative. — Abbé Louis Kerbiriou. Les missions bretonnes. Histoire de leurs origines mystiques. — Un prélat d'Ancien régime, Mgr Jean-Louis du Bouchet de Sourches, évêque de Dol, 1716-1749, d'après sa correspondance. — H. Bourde de La Rogerie. Les Bretons aux îles de France et de Bourbon (Maurice et La Réunion) au XVII^e et au XVIII^e siècle. — Pierre Danel et dom Joseph Duchauchix. Histoire de Bolbec, t. I. = Bibliographie bretonne, années 1932 et 1933 et compléments (403 numéros). = T. XLII, nos 3 et 4 de 1935. Paul JEULIN. Un grand « honneur » anglais. Aperçus sur le « Comté » de Richmond en Angleterre, possession des ducs de Bretagne, 1069/71-1398 (cet « honneur » fut créé en 1069 ou 1071 pour défendre le nord de l'Angleterre contre les Scots ; il fut formé de terres éparées dans sept shires anglais et attribué à un compagnon de Guillaume le Conquérant, Alain I^{er} le Roux, simple seigneur breton de la famille de Penthièvre ; en 1148, un hasard successoral le fit entrer dans le domaine du duc de Bretagne. La possession en a été singulièrement mouvementée ; sur les 250 ans écoulés de 1148 à 1398, les ducs de Bretagne n'en ont joui que pendant 125 ans. Une carte permet de localiser les parcelles de l'« honneur »). — A. BURLOUD. Le héros (étude de psychologie du héros). — Georges COLLAS. Chateaubriand à Rome. — Henri PÉRENNÈS. Poésies et chansons populaires bretonnes sur les affaires politiques et religieuses de la Révolution ; suite. = Chronique d'histoire et de littérature de la Bretagne.

Annales d'histoire économique et sociale. Septembre 1935. — Pierre ABRAHAM. Le succès au théâtre et ses facteurs sociaux (avec deux tableaux montrant le nombre des représentations données des pièces de Racine et de Molière). — A.-V. JUDGES. Dispositions réglementaires prises en Angleterre pour conserver et utiliser les archives appartenant à des industries privées. — Marc BLOCH. La Seigneurie lorraine. Critique des témoignages et problèmes d'évolution. — J. HOUDAILLE. Quelques aspects de l'économie contemporaine. — Marc BLOCH. Problèmes d'Europe (concernant l'état présent, l'avenir et même l'existence de l'Europe ; discutés notamment par Corrado Barbagallo et par Christopher Dawson). — La vie scientifique : instruments de recherches ; périodiques et publications courantes. — Questions de fait et de méthode (par exemple sur l'histoire économique et coloniale de la Révolution française ; la crise économique de 1857-1859 ; l'évolution bancaire d'après guerre en France et en Allemagne). — Du passé au présent : courriers cri-

tiques (un travail d'iconographie médiévale; l'archéologie au service de la vie, d'après le Manuel d'*Albert Grenier*; le Rhin, d'après *Albert Demangeon* et *Lucien Febvre*; le trafic du canal de Suez; le crédit industriel en France d'après le Dr A. *Treep*; l'industrie automobile française et les industries marocaines, par P. *Leuillot*; l'économie antique; le papyrus dans l'Égypte hellénistique et romaine, par N. *Lewis*; les justices seigneuriales d'Ancien régime; M^{me} de Maintenon et le chauffage économique, par Marc *Bloch*; intendants et bourgeoisie locale sous Louis XV, par *Gaston Rambert*; aristocratie et industrie en Angleterre, par S. D. *Stirk*; les habitations à bon marché en Angleterre; les problèmes de géographie historique en Belgique; problèmes d'Asie: le développement et l'économie capitaliste dans l'Inde, par D. H. *Buchanan*; la Chine d'aujourd'hui, par R. H. *Tawney*, etc. = Novembre. Lucien *FEBVRE*. Henri Pirenne, 1862-1935. — ID. Réflexions sur l'histoire des techniques. — Marc *BLOCH*. Avènement et conquêtes du moulin à eau (invention antique, le moulin à eau est médiéval par l'époque de sa véritable expression. Ils sont d'origine seigneuriale: beaucoup dépendent des monastères. Leur emploi en Angleterre. Bibliographie). — G. LA *ROËRIE*. Les transformations du gouvernail (et la supériorité du gouvernail moderne). — Georges *FRIEDMANN*. Un portrait: Frédéric Winslow Taylor (le père de l'organisation scientifique, ou taylorisme, qui est dans son essence « la guerre à la flânerie » dans les usines). — Lucien *FEBVRE*. La forge du village (ses rapports avec la charronnerie; son outillage et ses transformations récentes. Rôle social du forgeron; son recrutement et les « secrets » du métier). — ID. Sciences et techniques (étude sur la méthode qu'il convient d'appliquer. Intervention du marxisme). — Charles *PARAIN*. L'origine des plantes cultivées (travail considérable exécuté avec un grand succès en U. R. S. S. par N. I. *Navilov* et par l'Institut de la culture des plantes de Leningrad. Important pour l'histoire de la civilisation). — Jules *SION*. Quelques problèmes de transports dans l'Antiquité (et le catalogue des inventions par M. *Lefebvre des Noëttes*). — Louis *LACROCC*. Un procès en revision: le problème de la croisée d'ogive (solutions proposées par Marcel *Aubert*, H. *Masson*, Pol *Abraham*). — Lucien *FEBVRE*. Pour l'histoire des sciences et des techniques (note sur les travaux exécutés à l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de l'Université de Paris, dirigé par M. *Abel Rey*; ils sont publiés sous les auspices de *Thalès*. Longue vie à *Thalès*!). = 1936, janvier. Lucie *VARGA*. Dans une vallée du Vorarlberg d'avant-hier à aujourd'hui (l'auteur, qui est du pays, en décrit les conditions économiques et sociales de l'ancien temps et la situation actuelle créée par la crise qui sévit dans le Vorarlberg comme dans le Tirol; « c'est tout l'encadrement de la vie qui s'écroule » et qui conduit au « pessimisme fataliste »). — G. *MICKWITZ*. Byzance et l'économie de l'Occident médiéval (expose deux problèmes principaux: 1° dans quelle mesure les Byzantins ont conservé les formes de l'économie antique et les ont-ils transmises aux Latins? 2° Dans quelle mesure les Arabes y ont participé?). — Imre *FERENCZI*. Les étrangers dans le monde d'aujourd'hui. Problèmes de fait et de documentation. — Lucien *FEBVRE*. François Simiand ou des conditions faites à la recherche en 1936. — ID. Une espèce sociale: les déracinés de la foi. — Pour préparer le prochain Congrès international des sciences historiques. — Maurice *HALBWACHS*. Salaires et coût de la vie en Suède. — Marc *BLOCH*. Une introduction à la recherche scientifique (ce qu'il importe de retenir des observations présentées par Paul *Harsin* dans son manuel: *Comment on écrit l'histoire*).

— **Id.** La bibliographie internationale des sciences historiques. — **Lucien FEBVRE.** A quoi sert la critique? — **Ch.-Edmond PERRIN.** La « colonge » alsacienne. Problème ou mythe? (à propos de l'*Essai sur la vie rurale*, par Stefan Inglot, 1932). — **Georges ESPINAS.** Pour l'entr'aide des disciplines (à propos de la publication de **P. Rolland** sur *Deux tarifs du tonlieu de Tournai des XII^e et XIII^e siècles*, avec leur traduction en dialecte picard du xve). — **Lucien FEBVRE.** En Utopie (étude critique sur l'*Utopie* de Thomas More et plusieurs ouvrages récents). — **Henri HAUSER.** La première « révolution industrielle » en Angleterre (à propos d'une étude de **J. U. Nef**: *The progress of technology in Great Britain, 1540-1660*). — **J. HOUDAILLE.** Le mouvement économique et les prix (d'après les statistiques de la Société des Nations). — **A. GRENIER.** Techniques primitives: l'âge de pierre (d'après le livre de **C. Burkitt**: *The old stone age*). — **H. LABOURET.** Chez les Pygmées (d'après *Les Pygmées de la forêt équatoriale*, par le **R. P. Pinard** de La Boulaye, qui est « doué d'un esprit critique très louable »). — **Marc BLOCH.** Les communautés de l'Artois (d'après le *Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France*, par **Georges Espinas**). — **M. CANARD.** Alep au Moyen Age. — **André-É. SAYOUS.** Débuts de l'économie urbaine à l'époque capitaliste (selon **Franz Appenheimer**). — **Lucien FEBVRE.** Une capitale d'Orient (à propos de *Le Caire*, par **Marcel Clerget**). — **Ch.-Edmond PERRIN.** L'ancien droit germanique (**Karl August Eckhardt** publie et traduit les lois germaniques en vigueur sous les Carolingiens de 714 à 911). — **G. MÉQUET.** De l'empire des tsars à l'U. R. S. S. (à propos de *La Révolution russe*, par **F. Grenard**; ouvrage qui se lit avec le plus grand profit). — **Marc BLOCH.** Sur les rives de la mer Noire (d'après *Les recherches sur Vicina et Cetatea*, de **Bratianu**). — **A Cologne**; commerce et mœurs marchandes (quatre volumes de documents publiés par **Bruno Kuske**).

Annales du Midi. 1935, juillet. — **Joseph GAZAY.** De l'influence des moines irlandais dans l'Église provençale au début du Moyen Age (sur une notice inédite de saint Trophime et les diverses versions de la légende; la notice a pour origine l'hérésie de Pélagie, qui, en niant les conséquences de la chute d'Adam chez ses descendants, niait du même coup l'utilité du baptême. Influence exercée par les moines irlandais de Lérins et la légende de saint Trophime; la notice a été conçue pour emporter les décisions de Rome en s'aidant de traditions présentées comme purement romaines). — **Henri FOCILLON.** Une forteresse franque de Syrie (les travaux exécutés en Terre-Sainte depuis **C. Enlart** et le baron **Rey** ont abouti à la belle étude de **Paul Deschamps** sur le Crac des chevaliers). — **R. LATOUCHE.** Comptes de la collégiale de Montpezat de Quercy, 1415-1564; suite et fin (glossaire par **H. GAVET**). = **Comptes-rendus.** **Pierre TISSOT.** L'abbaye de Gellone au diocèse de Lodève, des origines au xiii^e siècle (Gellone est le nom médiéval de Saint-Guilhem-le-Désert. Son histoire est retracée à l'aide des cartulaires de Gellone et d'Aniane, sa voisine et rivale; elle était parvenue peu à peu à obtenir la haute et basse justice sur Saint-Guilhem et sa vallée; à la fin du xiii^e siècle, elle possédait une entière juridiction seigneuriale et épiscopale). — **Ferran SOLDEVILA.** Historia de Catalunya, t. I (apporte d'utiles corrections aux conclusions présentées par **J. Calmette** sur les origines de la Catalogne). — **Mgr Clément Tournier.** Un voyage en Frioul; paysages, histoire et langue. — **R. Boutruche.** Les courants de peuplement dans l'Entre-deux-Mers. — **Abbé Maurice Chaume.** D'où vient le nom d'Amédée, porté héréditairement par les princes de Savoie? — **Henri Graillot.** Un prince de Toscane

dans le midi de la France en 1669 (c'est Cosme, fils du grand-duc Ferdinand II). — *Jean Guiraud*. Histoire de l'Inquisition au Moyen Age. T. I : Cathares et Vaudois (beaucoup d'érudition ; important pour l'histoire générale de l'Albigéisme). — *Louis Irissou*. La pharmacie à Montpellier, des origines aux statuts de 1572. — *Henri Pirenne*. La fin du commerce des Syriens en Occident (substantiel et très suggestif). = Octobre. *Henri David*. Quelques artistes méridionaux en Bourgogne (Jean de La Huerta et le retable de Rouvres. Remarques au sujet du tombeau de Jean sans Peur. Deux photographies, dont celle de Jean sans Peur). — *Charles Igounet*. La communauté et les communes du Burgaud (textes inédits relatifs à un modeste village du Toulousain, administré par des commandeurs et des consuls). — *Jean Régéné*. Les communautés à charte du Vivarais et ses autres plus vieilles communautés d'habitants d'ancien régime. = **Comptes-rendus critiques**. *C. Brunel*. Bibliographie des manuscrits littéraires en ancien provençal. — *Henri Ramet*. Histoire de Toulouse (lourde, massive à manier, mais écrite avec agrément. Erreurs ou bien oublis notés par J. Calmette). — *Ramon Llull*. Libre d'amici amat (premier volume d'une collection publiée à Barcelone sous le titre de *Classiques catalans modernisés*). = *Revue des Périodiques*. = *Nécrologie* : Antoine Thomas, 1857-1935 (par A. Jeanroy, le meilleur ami du défunt et le plus compétent pour en parler comme il convenait. A la suite, un complément à la bibliographie d'A. Thomas, 1925-1933). = *Livres annoncés sommairement* : le P. G. Gorce. Clovis. — A. Kleinclausz. Charlemagne. — P.-E. Ousset et G. Labrie. Clermont sur Ariège ; archéologie et histoire. — G. Pierfitte. Monnaies des comtes de Toulouse.

Annales historiques de la Révolution française. 1935, septembre-octobre. — H. BRUNSCHWIG. L'Aufklärung et le mouvement philosémite en Prusse à la fin du XVIII^e siècle (important). — J. BARENNE. Le Girondin Barenne, député à l'Assemblée législative ; suite (son séjour à Bordeaux pendant la Terreur, son arrestation ; membre des Anciens, il s'occupe surtout de législation). = **Comptes-rendus**. *H. Pirenne*. Histoire de Belgique. T. VII : De la révolution de 1830 à la guerre de 1914 (compte-rendu de A. Mathiez). — *Geneviève Bianquis*. Faust à travers quatre siècles (excellent). — *Georges Weill*. Le Journal. — *Léon Creissels*. La Justice enchaînée ; affaire Fualdès. — *Baron Le Menut de La Jugannière*. Le chouan Carlos Sourdat (sans valeur). = Décret du 27 mai 1935 reconnaissant d'utilité publique la Société des Études robespierristes et statuts de la Société. = Novembre-décembre. A. MATHIEZ. La politique étrangère. Le plan robespierriste ; suite du numéro de septembre-octobre 1934 (marque la différence de plus en plus nette qui se manifeste, à partir d'octobre 1793, entre la politique d'Hérault de Séchelles et celle de Robespierre ; celle-ci travaille à donner à la France les moyens matériels : équipement et ravitaillement nécessaires pour obtenir la victoire). — M. EUBE. La politique économique et sociale de la commune robespierriste (dirigée par Payan, elle travailla à résoudre la question du ravitaillement de la ville par la réforme de la loi sur l'accaparement, la mainmise de la Commission du commerce sur l'approvisionnement de Paris et la mise en vigueur du troisième maximum). — G. AUBERT. La Révolution à Douai, la Société des Amis de la Constitution (ses progrès jusqu'à l'été 1791 où elle exerce une très grande influence). — *Henri Calvet*. L'application de la loi du 12 germinal sur les accaparements (publie les instructions à l'usage des commissaires contre les accaparements). = **Comptes-rendus**. *Wilhelm*

Schwarz. Die heilige Allianz ; Tragik eines europaeischen Friedensbundes (excellent ouvrage, impartial, sobre et clair). — *Charles-H. Pouthas*. Une famille de bourgeoisie française de Louis XIV à Napoléon (met bien en lumière les conflits sociaux à Nîmes pendant la Révolution). — *Georges Boussinesq et Gustave Laurent*. Histoire de Reims depuis les origines jusqu'à nos jours (excellent). — *Joseph Chot*. Sous la coupe des sans-culottes de Givet, 1792-1794 (insuffisant, partial). — *Mario Belgrano*. La Francia y la monarquia en el Plata, 1818-1820. = Chronique régionale (travaux relatifs à la Révolution parus en Normandie en 1934). = 1936, janvier-février. A. MATHIEZ. Pacifisme et nationalisme au XVIII^e siècle (étudie l'esprit pacifiste, antiguerrier, cosmopolite du XVIII^e siècle, mais aussi les limites assez étroites de ce cosmopolitisme, non seulement chez les philosophes anglais, mais aussi chez les philosophes français et notamment chez J.-J. Rousseau). — G. HUBRECHT. La région sedanaise à la veille de la Révolution. Les cahiers. — J. GODECHOT. Les aventures d'un fournisseur aux armées : Hanet-Cléry (frère cadet du futur valet de chambre de Louis XVI, administrateur des vivres-viandes de l'armée du Rhin, administration où tous les emplois étaient occupés par des royalistes plus ou moins déguisés, puis fournisseur de l'armée d'Helvétie, ruiné en 1800. C'est le type du fournisseur moyen). — M. BOULOISEAU. Les Comités de surveillance des arrondissements de Paris pendant les mois de germinal, prairial an III (leur rôle en ce qui concerne les représailles après l'échec des journées révolutionnaires). — F. VERNALE. Sur le portrait de Robespierre par Barnave. = **Comptes-rendus**. Maurice Dommanget. Pages choisies de Babeuf. — *Bernard Fay*. La franc-maçonnerie et la révolution intellectuelle du XVIII^e siècle (tendance fâcheuse de l'auteur aux généralisations hâtives). — *Marcel Marion*. Le brigandage pendant la Révolution (le parti pris de l'auteur ne lui permet pas de comprendre la politique de la Convention). — *André Latreille*. Napoléon et le Saint-Siège, 1801-1808. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome. — *Id.* Le catéchisme impérial de 1806 (important compte-rendu de G. Lefebvre, très suggestif). — *R. H. Andrews*. Le paysan des Mauges au XVIII^e siècle. Essai sur la vie rurale dans une région de l'Anjou.

Bibliothèque de l'École des chartes. 1935, juillet-décembre. — Ph. LAUER. Nouvelles acquisitions latines et françaises du département des manuscrits à la Bibliothèque nationale pendant les années 1932-1935 (541 volumes, ajoutés aux fonds latin et français). — Robert BOSSUAT. Anciennes traductions françaises du *De officiis* de Cicéron. — Jean HUBERT. Le miracle de Déols et la trêve conclue en 1187 entre les rois de France et d'Angleterre (récit très circonstancié tiré d'un *Liber miraculorum*, composé en 1194 par Jean Agnellus. Agnellus reconnaît qu'il n'a pas été témoin oculaire du miracle, mais affirme qu'il rapporte des témoignages directs. Le prodige s'accomplit le 30 mai 1187, à un moment où les armées de Philippe-Auguste et de Richard Cœur de Lion étaient à la veille de se livrer bataille non loin de Déols. Un des soudards de Richard avait lancé une pierre contre une statue de l'église représentant la Vierge et l'Enfant ; le coup brisa le bras de l'Enfant et un flot de sang jaillit de la blessure. D'où vive émotion à la fois dans les habitants et dans l'armée anglaise. Richard chassa les soudards de la ville et menaça de mettre à mort quiconque oserait porter la main sur les biens de l'abbaye. Philippe-Auguste, de son côté, s'empressa d'entamer des pourparlers avec Richard et la paix fut aussitôt conclue, grâce à la toute-puissance de la Vierge vengeresse. Le *Liber miraculorum* est conservé à la Bibliothèque nationale). — Léon MIROT. Études lucquoises.

Forteguerra Forteguerra et sa succession (personnage considérable de Lucques, associé aux affaires commerciales de son frère, avocat consistorial qui fut chargé par le pape d'importantes missions diplomatiques. Membre actif de la conspiration de 1392, il fut arrêté et décapité. En appendice, texte de la sentence de bannissement et de confiscation portée contre lui et pièces du procès relatif à sa succession, 1401-1403; ces pièces sont en français). — Guy DUBOSCQ. Le mariage de Charles d'Anjou, comte du Maine, et le comté de Guise, 1431-1473 (tableau généalogique de Charles d'Anjou et six pièces justificatives). = *Comptes-rendus critiques*. Joseph Déchelette. Manuel d'archéologie (simple annonce du tome VI, 2^e partie, qui est due à Albert Grenier; elle se rapporte à la navigation et à l'occupation du sol). — Rudolf Buchner. Die Provence in merowingischer Zeit (importante contribution à l'enquête actuellement menée sur la survivance, dans le monde barbare, des institutions du Bas-Empire). — Mario A. Pei. The language of the eighth-century texts in Northern France (travail très consciencieux, mais dont la conclusion est inadmissible). — Theodor Schieffer. Die päpstlicher Legaten in Frankreich 870-1130 (petit chef-d'œuvre d'érudition; mais où le point de vue juridique est trop sacrifié au point de vue historique). — Marcel Gouron. Catalogue des chartes de franchises de Guienne et Gascogne (on notera notamment les pages suggestives consacrées aux bastides). — Ch.-Edmond Perrin. Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine, d'après les plus anciens censiers : 1^{re}-12^{es} siècles (véritable monument d'histoire médiévale). — Étienne Gilson. La théologie mystique de saint Bernard (beau livre, clair et fortement construit; excursus importants pour l'histoire littéraire). — H.-X. Arquillière. L'Augustinisme politique (étude remarquable sur la formation des théories politiques au Moyen Age). — G. Constant. The Reformation in England. I : Henry VIII, 1509-1547 (traduction, par E. Scantlebury, avec préface par Hilaire Belloc; heureuses additions au texte primitif du livre paru en français en 1930). — Hayford Pierce et Royall Tyler. L'art byzantin, t. I et II. — Marcel et Christiane Dickson. Les églises romanes de l'ancien diocèse de Chalon; Cluny et sa région (livre solide et remarquablement illustré). — Pierre Dardel. Le château de Beuzeville-le-Grenier et ses seigneurs, 1137-1789 (Philibert de L'Orme en est-il l'auteur? Oui peut-être). — Jean Donat. Une abbaye cistercienne et son budget au XVIII^e siècle (abbaye de Beaulieu ou Belloc; en 1768, elle comptait seulement trois religieux et avait un revenu de 3,485 livres; ils y vivaient grassement, jouaient au trictrac et lisaient les gazettes. Elle fut vendue comme bien national le 18 juin 1791). — Joseph Calmette. L'élaboration du monde moderne. — Seymour de Ricci et W. J. Wilson. Census of medieval and Renaissance manuscripts in the United States and Canada (avec une abondante bibliographie). — Dom Maurus Inguanez. Codicum Casinensium manuscriptorum catalogus, vol. II, pars II (catalogue des manuscrits 301-400; littérature profane et sacrée appartenant surtout au Moyen Age). — Olga Dobiaš-Roždestvenskaia. Histoire de l'atelier graphique de Corbie, de 651 à 380, reflétée dans les Corbeiensens Leniopolitani (avec un album d'épreuves photographiques). — Dom Grégoire M. Suñol, O. S. B. Introduction à la paléographie musicale grégorienne. = Bibliographie des livres nouveaux (253 numéros). = Chronique et mélanges. Nécrologie : Antoine Thomas, par Clovis Brunel. — Ch. SAMARAN. Sur la date d'un manuscrit en onciale (manuscrit de la bibliothèque de Toulouse, provenant de la région d'Albi; une note en onciale permet de lui assigner la date de 666 ou 667. Il ne doit pas être confondu avec un autre, qui est à la bibliothèque d'Albi et écrit en écriture caroline du 1^{er} ou du 2^e siècle). — Id. A

propos du sculpteur du portail de l'église de Saint-Gilles, Gard (parmi les statues d'apôtre qui décorent ce portail, il en est deux signées *Brunus*. M. Gouron, archiviste du Gard, l'identifie avec un certain « *Petrus Brunus*, artifex in opere ligneo et lapides », mentionné dans un document de ses archives vers 1171-1174). — Une lettre de l'humaniste Pier-Candido Decembrio à Louis, dauphin de Viennois, au nom de la République ambrosienne, 25 mars 1449 (elle est en latin). — Dépôts d'archives notariales de la Seine effectués aux Archives nationales au 1^{er} novembre 1935. — Nouveaux catalogues de la Bibliothèque nationale (au département des manuscrits ; l'un est le tome III de la *Table générale alphabétique des manuscrits français* ; l'autre est une mise à jour de la *Liste des recueils de fac-similés conservés à la Bibliothèque*).

Bulletin hispanique. 1936, n° 1. — Amédée PAGÈS. Les deux Ausias March (il y eut bien, au xv^e siècle, deux personnages de ce même nom, l'un chevalier et poète né à Valence, l'autre simple damoiseau, plus jeune que le chevalier-poète et son petit cousin). — Jean SARRAILH. L'histoire et le drame romantique (à propos du drame à caractère historique, *Alfonso et Casto*, où, vers 1842, don Juan E. Hartzenbusch prétendit adapter l'histoire au théâtre). — Robert RICARD. Chronique hispano-mexicaine (sources et textes ; histoire religieuse ; archéologie, ethnographie et sociologie ; la « *Sociedad Mexicana de geografía* », 1833-1933). — Louis KARL. Lope de Vega et l'histoire hongroise. — Ramón ESQUERRA. Notes sur la fortune de Lope de Vega en France pendant le xvii^e siècle. — G. CIROT. Le « chant d'Altaviscar » (à propos d'un article de G. Pitollet dans le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 1934). — Paul MÉRIMÉE. Un épisode de l'expédition du duc d'Angoulême en Espagne, 1823. — Rafael ALTAMIRA. L'enseignement des institutions politiques et civiles d'Amérique à la Faculté de droit de l'Université de Madrid, 1935. — **Comptes-rendus.** *J. Puig i Cadafalch*. L'arquitectura romana a Catalunya (tome I de la seconde édition, fortement remaniée). — *Antolin P. Villanueva*. Los ornamentos sagrados en España (son histoire historique et artistique). — *Al. Sagundi*. Elogio del Islam español (traduction en langue espagnole par Emilio Gurcia Gómez. C'est une diatribe féroce contre les Berbères, où sont attaqués les Almoravides disparus). — *Raymond S. Willis*. The relationship of the Spanish *Libro de Alexandre* to the *Alexandreis* of Gautier de Chatillon. — *R. Menéndez Pidal*. Historia Troyana en prosa y verso, 1270 (onze poèmes qui s'incorporent dans le récit et en sont le commentaire). — *Hayton*. La flor de las Ystorias de Orient (avec une introduction, la bibliographie et des notes par *Wesley Robertson Long*). — *Lynn Thorndike*. A history of magic and experimental sciences, vol III et IV (où il est fort peu question de l'Espagne). — *Roger-Bigelow Meriman*. The rise of the Spanish empire (vol. IV de ce bel ouvrage, qui se rapporte au temps de Philippe le Prudent). — *Maurice Bardon*. Don Quichotte ; Cervantès, t. II (très remarquable). — *Maria Scorza*. Góngora e Chiabrera (thèse sur la question de savoir si Góngora a subi l'influence de l'Italien Gabriello Chiabrera). — *Louis Papy* et *M^{me} M. Th. Gadala*. Le Portugal (série de tableaux, paysages et œuvres humaines ; livre de lecture fort agréable). — *Aurelio de Llano Roza de Ampudia*. La revolución en Asturias, octobre 1934 (émouvant récit des cruelles journées d'octobre 1934).

Carnet de la Sabretache. 1935, mai-juin. — Jean BRUNON. Un portrait d'officier de chasseur d'Afrique peint en 1834. — Comte L. DE COLBERT-TURGIS. Trois capitaines et un colonel du régiment de Navarre (aujourd'hui 5^e régiment d'infanterie).

— Paul ROUSSIER. Les chapeaux à haute forme de l'armée de Saint-Domingue. — J.-B.-Louis MOLIN. Souvenirs de Cabrera, 1808-1810 ; continué aux deux fascicules suivants. — Général DOË DE MAINDREVILLE. Correspondance ; suite (lettres de Rome en 1860 et 1861). — Général H. COLIN. Avec le maréchal Lyautey, 1904-1912. = Juillet-août. A. DÉPRÉAUX. Officier du régiment d'Alsace-Infanterie, 1768? — Vicomte GROUVEL. A propos des chapeaux à haute forme de l'armée de Saint-Domingue (complète l'article de M. Roussier paru dans le fascicule précédent ; ce genre de chapeau était employé dans l'armée anglaise). — Général DOË DE MAINDREVILLE. Correspondance ; suite (lettres de Rome de 1861 et 1862 ; du Mexique, 1864 à 1867 ; achevé au numéro suivant). = Septembre-octobre. O. DE PRAT. Capitaine au régiment Royal-Dragons, 1780-1786 (description de l'uniforme). — Général d'ELBÉE, 1730-1813. Mémoires (1^{re} partie, ses débuts, la campagne de Fontenoy et les années 1744 à 1756). — J. DURIEUX. L'intendant militaire Frosté, 1736-1861. Sa mission à l'armée d'Espagne, ses lettres pendant l'expédition d'Alger. — Ch. NOUGUIER. Les régiments de marche en Espagne (leur mauvaise organisation). — Docteur LOMIER. Le rapatriement des troupes après la guerre du Mexique.

Études. 1935, 20 octobre. — Robert d'HARCOURT. Positions catholiques dans le III^e Reich. L'heure du témoignage (émouvants détails sur la persécution religieuse ; cite de nombreux documents). — Joseph LECLER. Les théories démocratiques au Moyen Age. II : Dans l'Église (Marsile de Padoue, Michel de Césène, Guillaume d'Occam, les Pères des conciles de Constance et de Bâle). — Louis JALABERT. Un diplomate de grande classe, Jules Cambon, 1875-1935. — Joseph HUBY. Le VI^e Congrès de l'histoire des religions (à Bruxelles, du 16 au 20 septembre). = 5 novembre. Charles CHESNELONG. A l'Assemblée nationale de 1874. La liberté de l'enseignement supérieur (relation de l'un des principaux acteurs des débats ; achevé au numéro suivant). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. Les sanctions : leur raison d'être et leur péril. = 20 novembre. Georges GOYAU. Un demi-siècle de missions papoues (d'après l'ouvrage du R. P. *Dupeyrat*. Histoire de l'apostolat catholique en Papouasie). — Louis JALABERT. Le Lyautey du Sud malgache. Le pacificateur (d'après les Lettres du sud de Madagascar, 1900-1912, récemment parues). = 5 décembre. Alexandre BROU. Chine. La « Nouvelle Vie » (mouvement de relèvement dont le metteur en train est le généralissime Chang Kai-Chek). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. Promotions dans le Sacré-Collège (le cardinal Maglione, le cardinal Baudrillart). = 1936, 5 janvier. Joseph LECLER. L'histoire moderne. Biographies (au sujet de : *Albert Buisson*. Le chancelier Antoine Duprat. — *Auguste Bailly*. Mazarin. — *Marimin Deloche*. Un frère de Richelieu inconnu. — *H.-H. Houben*. Christophe Colomb. — *Paul Ballaguy*. Bayard. — *Ch. de La Roncière*. Valbelle « le Tigre », marin de Louis XIV. — *Claude Derblay*. Renée de Bussy d'Amboise. — *Léonce Raffin*. Anne de Gonzague, princesse palatine. — *Claude Saint-André*. La duchesse de Bourgogne. — *K. Padover*. Joseph II, l'empereur révolutionnaire. — *Ernest Lebègue*. Boursault-Malherbe, comédien, conventionnel, spéculateur, 1752-1842). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent : autour du Consistoire. Un témoignage sur la reine Astrid. = 20 janvier. Jean MAUCLÈRE. Un carrefour de l'Est. L'Entente baltique (place tenue par la Lithuanie, la Lettonie et l'Estonie dans la politique européenne ; à propos du traité signé par ces trois pays le 12 septembre 1934 à Genève). — Henri AYROUT. Égypte 1936? Le diptyque

anglo-égyptien (résumé rapide des vicissitudes de la Constitution de 1923). — Pierre-Xavier MERTENS. Mouvement catholique hors de France. Le Congrès général de l'Action catholique à Changhaï. = 5 février. Joaquin AZPIAZU. Où en est l'Espagne? A la veille des élections. — Joseph BONSIRVEN. Les progrès du catholicisme chez les Juifs. = 20 février. Pierre LADOUÉ. Aspects de Corot. A l'occasion d'une exposition. — Joseph WILBOIS. Au Sénégal. Christianisme et islamisme. = 5 mars. Pierre MESNARD. Érasme et l'éducation des princes. L'évangélisme politique. = 20 mars. André PÉRATÉ. Pierre de Nolhac, un grand humaniste. — Louis JALABERT. Un joyau de France en Syrie : le Crac des chevaliers.

La Grande Revue. 1935, novembre. — Th. RUYSEN. Pensées d'armistice sur la situation internationale. — Laurent ROPA. Malte et sa littérature (par un Maltais de naissance, mais qui ne connaît pas le pays, mais parle avec tendresse de la jeune littérature maltaise qui se développe au détriment de l'italien et de l'anglais ; elle a déjà un grand poète : Dun Karm). — JAN-TOPASS. Grandeur et servitude du roman soviétique. V : Les romans sur la construction (« fébrile construction d'un régime politique, d'une économie sociale, de la vie tout entière »). — Léon LEMONNIER. Les débuts d'un Humaniste. Pour le centenaire de la naissance de Mark Twain, 30 novembre 1835. — Hélène d'ALBRET. Histoires tunisiennes ; suite et fin. — Wolf FRANCK. La littérature de l'émigration allemande (récemment provoquée par l'avènement de Hitler ; elle a pour objet de mettre un terme « à la honte du régime national-socialiste »). — René LAYS. Du Nationalisme au Communisme indochinois. — Georges GUY-GRAND. Méditation sur les « sanctions » : la sanction, nécessité sociale. = 1936, janvier. Lucien DUPLESSY. Minerve aux deux visages (signifie l'opposition entre le « raisonnable » et le « rationnel », qui sont bien près de s'exclure. Une société, une civilisation ne peut contempler à la fois les deux visages de Minerve, entre la raison bolchevique ou américaine. Ce qui importe, c'est de « retenir en nous la vie spirituelle qui s'écoule par toutes nos veines avant de ménager à la déesse une place digne d'elle »). — Grégoire ALEXINSKY. La question mongole et le danger de guerre japoно-soviétique. — Claude BARJAC. Écrivains et directeur de journal, d'après des lettres inédites. II : Théophile Gautier. — JAN-TOPASS. Grandeur et servitude du roman soviétique. IV : L'humour russe d'aujourd'hui. — Gaston VAUDELIN. La Bohême étrange (telle qu'on la rencontre dans certains quartiers de Paris). — Adolphe DERVAUX. Retour d'Angleterre (après le Congrès international d'urbanisme qui s'est tenu à Londres en juillet 1935. Peinture et caractère de l'Anglais actuel ; rues et quartiers londoniens ; les jardins). — J. DE LA NIVE. La croix gammée (son invasion dans le pays basque). — Gonzague TRUC. Sur la prudence des hommes publics (en l'espèce, d'un ministre à propos de l'affaire Stavisky). — Georges GUY-GRAND. Paul Bourget et le problème de l'ordre. — S. A. ROEDERER. Balzac et le théâtre (à propos de *Mercadet ou le faiseur*, comédie représentée au Gymnase en 1851). = Février. Commandant H. CIGLI. Souvenirs de la cour d'Éthiopie (ces souvenirs se recommandent par la situation même de l'auteur qui fut chargé par le Négus de l'instruction de son fils Makonen, actuellement âgé de douze ans). — Gaston RAPHAËL. Où en est la reprise de l'activité économique dans l'Allemagne actuelle? (en terminant, l'auteur reproduit une déclaration récente du ministre Goebels : « Nous avons fait tout ce qu'on pouvait faire par des mesures de politique intérieure pour améliorer la situation économique, mais, à la longue, cela ne suffit pas. » Nous sommes loin du *Mein Kampf*). — Régis Mi-

CHAUD. Le mouvement littéraire et social aux États-Unis. — Claude BARJAC. Écrivains et directeur de journal, d'après des lettres inédites ; suite (Sainte-Beuve, Mérimée, Flaubert, Maxime du Camp). — André MOUFFLET. L'impropriété des termes (sur la crise du français écrit et parlé). — Georges GUY-GRAND. Nouvelles orientations (la République vivante et morte ; la monarchie parlementaire, etc., où il n'est pas question de feu Bainville).

Humanisme et Renaissance. T. II, 1935, fasc. II. — Charles PERRAT. Barthélemy Buyer et les débuts de l'imprimerie à Lyon (importante étude, continuée aux deux fascicules suivants, consacrée à ce personnage, libraire, éditeur et mécène). — Alice HULUBEI. Étude sur quelques œuvres poétiques d'Hugues Salel, 1504-1553 (deux publications inconnues de 1536 et 1541, grâce auxquelles, sans doute, Salel gagna la faveur de la cour). — Marie HOLBAN. François du Moulin de Rochefort et la querelle de la Madeleine ; fin. — Georges DILLER. Agrippa d'Aubigné à Poitiers en 1579. — Notice nécrologique de Henri Hauvette. — R. LEBÈGUE. Programme de la Commission de l'histoire de l'Humanisme, créée au Congrès de Varsovie en 1933. = Fasc. III. A. COVILLE. Une correspondance à propos d'Apulée, 1371-1375 (trois lettres entre Stefano Colonna et Simon de Brossano ; commentaire qui en montre toute l'importance). — Robert BRUN. Un bibliophile italien à la Cour pontificale d'Avignon, Boniface Ammanati (publie dix lettres de lui). — Marie DELCOURT. L'*Andrée* de 1555 (pense qu'il y a eu une première édition de 1537 et que l'auteur de cette traduction est non Bonaventure Des Périers, mais Étienne Dolet). — Geneviève BIANQUIS. Le premier traducteur français de l'histoire de Faust (c'est Pierre-Victor-Palma Cayet, en 1598, qui, d'ailleurs, savait mal l'allemand). — N. IVANOFF. Un crayon de Quesnel (l'auteur identifie le modèle qui fut Charles de Luxembourg, comte de Brienne). — G. THIBAUT. Un recueil de musique imprimé en caractères de civilité par Richard Breton, 1559. = **Comptes-rendus.** *Marcel Bulard.* Le Scorpion symbole du peuple juif dans l'art religieux des xiv^e, xv^e, xvi^e siècles (documentation énorme et admirable précision). — *Paul Perdrizet.* Le Calendrier parisien à la fin du Moyen Age d'après le Bréviaire et les livres d'heure. — *Charles Read Baskerville.* Pierre Gringore's Pageants for the Entry of Mary Tudor into Paris. — *Charles Dartige Peyrou.* Jeanne d'Albret et le Béarn d'après les délibérations des États et les registres du Conseil souverain, 1555-1572. — *Id.* Un petit pays souverain au xvi^e siècle : la vicomté de Béarn sous le règne d'Henri d'Albret, 1517-1555 (deux excellentes thèses). — Desiderius Erasmus Roterodamus *Ausgewählte Werke* (précieux instrument de travail). — *Albert Jay Nock.* A Journey into Rabelais's France (savoureux). — *Endre Bach.* Un humaniste hongrois en France, Jean Sambucus et ses relations littéraires, 1551-1584. = **Bibliographie** 1934 (2^e partie : livres et périodiques dont le dépouillement est très complet). = Fasc. IV. H. K. BRUGMANS. Littérature et réalité dans la *Délie* de Maurice Scève (montre en Scève le « dernier troubadour de la décadence »). — Alan M. BOASE. Montaigne et la sorcellerie (montre qu'il représente un courant sceptique et humanitaire qui disparaîtra en partie après lui). — Jean MOREAU-REIBEL. Bodin et la Ligue d'après des lettres inédites (cinq lettres de 1589 à 1593 qui permettent de comprendre sa subite conversion à la Ligue). — F.-Ed. SCHNEEGANS. A propos d'une note sur une fresque mythologique du xvi^e siècle (parue dans le numéro de décembre 1933 de la *Revue de l'art*). — P.-M. BONDOIS. Les « Corps de métiers » parisiens en 1556 (liste, avec celle des jurés des différents corps). = **Chronique des**

ventes des livres et autographes. = T. III, 1936, fasc. I. Pierre MAROT. Le testament de Pierre Gringore (daté du 8 décembre 1538, découvert dans le registre d'un tabellion de Nancy). — M. IVANOFF. La beauté dans la philosophie de Marsile Ficin et de Léon Hébreux (montre le caractère antiintellectualiste de l'esthétique de Ficin). — Marie DELCOURT. Recherches sur Thomas More (intéressante mise au point à l'aide de récents travaux). — C. L. THIJSEN-SCHOUTE. N. J. Wieringa, traducteur hollandais de Rabelais. — Georges LOTE. Arbre = barre de gouvernail. A propos d'un épisode de Rabelais. — J. PORCHER. Rabelais et Du Perron. — M.-M. MOUFLARD. Le partage de la succession de Philippot Le Boindre, 1502, et les ancêtres du poète Robert Garnier. — Robert E. PIKE. La vie extramonacale de Joyeuse (document amusant et intéressant pour l'histoire des mœurs). — E. DROZ. L'Antidote des livres d'amour de Chr. de Gamon. = **Comptes-rendus.** G. O. Hobson. Further notes on Romanesque binding. — Jean Destrez. La pecia dans les manuscrits universitaires du XIII^e et du XIV^e siècle. — Gutenberg-Jahrbuch, 1935. — Abel Lefranc. Calvin et l'éloquence française. — Edmond Huguet. L'évolution du sens des mots depuis le XVI^e siècle. — Kosta Loukovitch. L'évolution de la tragédie religieuse classique en France. — Tatham Ambersley Daley. Jean de La Taille, 1533-1608. — Marie Delcourt. La tradition des comiques anciens en France avant Molière. — Mélanges de littérature, d'histoire et de philosophie offerts à Paul Laumonnier. = Bibliographie des livres et périodiques.

Journal des Savants. 1935, septembre-octobre. — Pierre LAVEDAN. L'architecture gothique religieuse en Catalogne, Valence et Baléares (Marcel Aubert appelle l'attention surtout sur les deux grandes abbayes de Poblet et Santes Creus, et sur l'abbaye de femmes de Valbona, fondées toutes trois par Grandselve et Fontfroide). — Enrico Bensa. Francesco di Marco da Prato (Léon Mirot met en relief l'œuvre des grandes maisons de commerce en Italie au XIV^e siècle; et sur leurs archives abondante bibliographie). — Henri MASSÉ. Les épopées persanes : Firdousi et l'épopée nationale (critique et commentaire par Georges Marçais). — Henri DEHÉRAIN. La British Academy et ses publications (depuis 1902). = **Livres nouveaux.** Serge Dairaines. Un socinianisme d'État quinze siècles avant J.-C. L'Égypte économique sous la XVIII^e dynastie pharaonique. — D. Meritt et Allen Brown West. The Athenian assessment of 425 B. Chr. (texte d'un règlement décrété pour la répartition du tribut des alliés d'Athènes, avec une liste des citoyens imposés). — Charles Dugas. Aison et la peinture céramique à Athènes, à l'époque de Périclès. — Cyril Bailey. Phases of the religion of ancient Rome (introduction intéressante, mais ni précise ni sûre, à l'étude des faits romains). — A. Berthelot. Festus Avienus. *Ora maritima* (remarquable étude sur le poème d'Avienus, qui décrit, au IV^e siècle, le littoral méditerranéen, des côtes d'Espagne jusqu'à Marseille; six bonnes cartes et un excellent index). — Pierre Fargues. Claudien; études sur sa poésie et son temps. — E. A. Lowe. Codices latini antiquiores (premier fascicule d'une publication ayant pour but de décrire, avec toutes les indications nécessaires, les manuscrits latins antérieurs au IX^e siècle. Dans le présent fascicule sont étudiés les manuscrits latins du Vatican).

Mémoires de la Société éduenne. 1935, fasc. 4. — A. DE CHARMASSE. L'imprimerie à Autun aux XVII^e et XVIII^e siècles; suite et fin. — Deux textes sur la construction et l'architecte du château de Sully (il n'a pas été, comme on l'a dit, construit par Gaspard de Saulx-Tavannes, maréchal de France, mort en juin 1573; il avait pu

seulement en commander le plan, qui fut exécuté par son fils, Jean de Saulx, de 1616 à 1621). — Procès-verbaux des séances. Notices nécrologiques. — Notes sur les Cahiers de doléances présentées aux États généraux de 1789. — Enseignements qu'on peut tirer des terriers consultés par J. de Chavanne en Bourgogne, Franche-Comté, Nivernais. — Mémoire de l'abbé Terret sur deux églises construites à Mesvres, l'une à l'époque romane ; de l'autre, qui remonte à l'époque romaine, il ne reste plus que quelques débris. — Fouilles au théâtre romain d'Autun. — Notes sur Saint-Lazare d'Autun, la cathédrale, qui fut consacrée le 28 décembre 1130. — Commentaire sur le sens du mot Boutière, usité au Moyen Age et qui est synonyme de chemin. — Longues notes biographiques sur la famille de Sébastien Le Prestre de Vauban, maréchal de France. — Fouilles à Leusia, appelée plus tard Saint-Jean-de-Luze et aujourd'hui Saint-Émiland, qui était un dépôt pour l'exportation des pierres tombales. On a cru y voir des traces de la défaite légendaire des Sarrasins par saint Émiland. — La réunion de la Bourgogne à la France sous Louis XI (fragments du livre de J. Robert de Chavanne). — Découvertes archéologiques dans la région d'Autun. — La défaite de Sacrovir et le récit qu'en a fait Tacite, d'après les recherches d'Émile Thévenot. — Note nécrologique sur l'abbé Victor Terret, vice-président de la Société éduenne, mort le 19 juillet 1935 ; auteur de *La sculpture bourguignonne aux XII^e et XIII^e siècles*, d'un mémoire sur *Le rôle du démon et de ses suppôts figurés aux nefs et aux portails des églises romanes de la Bourgogne*, 1932, etc.).

Mercuré de France. N° 900. — François DUHOURCAU. François d'Assise, génie celte (François Bernardone d'Assise était né en Ombrie, non en Toscane. Or, le nom même d'Ombrie vient du celtique *Umbra* ; c'est la contrée des hommes forts ; et le séraphique François fut d'abord un homme fort, comme les gens de sa race ; donc il était Celte, ce qu'il fallait évidemment démontrer). — John CHARPENTIER. Humour anglais et humour américain. A propos du centenaire de Mark Twain. — AURIANT. L'envers du grand opéra : Aïda (expose comment Mariette fournit, sans le savoir, au khédive d'Égypte l'idée première de l'opéra connu sous le nom d'Aïda, où figuraient des personnages descendant des Pharaons ; et c'est pourquoi le khédive entreprit en 1876 la conquête de l'Éthiopie, où l'armée khédiviale fut complètement défaite, et c'est pour Até Yohannès Kasso, empereur d'Éthiopie, que sonnaient les fanfares de la céleste Aïda). — **Comptes-rendus.** André Monglond. La France révolutionnaire et impériale, t. III. — John Charpentier. Napoléon et les hommes de lettres de son temps (c'est un pamphlet où l'auteur recueille contre l'Usurpateur les invectives des Idéologues, des Purs de la Révolution). — Psychiatrie et civilisation. — Georges Traverse. L'économie sociale des temps nouveaux. — Léon Daudet. Magistrats et policiers (pamphlet qui souvent frappe à faux). — Jean Salien. Théorie et technique de la dévaluation. — Léon Bertrand. Histoire de la formation du sous-sol de la France : les grandes régions géologiques du sol français. — A. Meynier. Géographie du Massif Central. — Pierre Waltz. Le monde égéen avant les Grecs (ouvrage de vulgarisation bien mis au point). — N° 901. Z. TOURNEUR. Les origines de la beauté classique. — MARIE DE FRANCE. La loi des deux amants. Transposition de Gustave Cohen. — A. DE LAPRADELLE et J. VONCKEN. Si la guerre éclatait... (il n'est pas douteux que, persuadés de n'être pas pris au dépourvu, diplomates, militaires, médecins, répondraient sans hésiter oui ! Tout au contraire, le juriste « entraîné par l'espérance des paix durables, a cessé de croire à la guerre

prochaine et de lui préparer des lois ». — Pierre DE BRÉVILLE. Les floretti du Père Franck, ou Un indiscret regard est jeté sur le budget du Père Franck (ce budget a toujours été des plus misérables). = *Comptes-rendus*. Marcel Prenant. Biologie et marxisme (M. Prenant est un croyant : il considère comme parole d'évangile tout ce qu'a écrit Marx, et il cherche à le prouver). — Edward Westermarck. Pagan survivals in Mohamedan civilisation. — M^{me} Dubouloz-Laffin. Contribution à l'étude des Jnoun et des divers États de possession dans la région de Sfax). — Reinhold Schairer. Not, Kampf, Ziel der Jugend in sieben Ländern (enquête qui devrait se trouver entre les mains de tout éducateur soucieux de sa tâche, car la crise de la jeunesse est universelle). — Jean-Charles Harvey. Les demi-civilisés. — A.-R. Tullie. La Mandchourie et le conflit sino-japonais devant la Société des Nations. — La cité du Vatican, la catholicité et l'Italie. — G. Welter. Histoire de la Russie communiste, 1917-1935 (en réalité, ce n'est pas la Russie qui est devenue communiste, c'est le communisme qui est devenu russe dans l'ancien empire des tsars). — R. Garric. Albert de Mun. — B. Ollivier. Jeunesse fasciste (remarquable exposé des institutions éducatrices dues à Mussolini). = Hommages rendus à Alfred Vallette. = N° 902. Georges DUHAMEL. Signatures et manifestes (en matière politique, il faut se garder de prendre des engagements aventureux ; ils aboutissent le plus souvent à développer le désordre et à envenimer les discordes). — John CHARPENTIER. Paul Bourget, critique et romancier moraliste. — Jacques DUBOIN. La dévaluation du franc. Augmenterait-elle la capacité d'achat du consommateur? (Non. « Nous possédons aujourd'hui une circulation monétaire sept fois supérieure à celle d'avant guerre. Sommes-nous individuellement sept fois plus riches? »). — W. DRABOVITCH. La science et le « Matérialisme dialectique » (ce qui est barbare et réactionnaire, c'est d'expliquer toute divergence d'opinion, chaque idée non approuvée par tel ou tel pontife de la religion léniniste. « En Russie, des centaines de savants ont payé de leur vie ou de leur liberté la religion de ce Moloch du marxisme léniniste »). = *Comptes-rendus*. Jean Bonnerot. La correspondance générale de Sainte-Beuve (elle ajoute beaucoup de documents nouveaux à l'histoire sentimentale du célèbre critique). — Henry Le Chatelier. L'industrie, la science et l'organisation au xx^e siècle (plaquette riche en enseignements de toutes sortes ; mais on s'étonne d'y trouver une condamnation de la franc-maçonnerie qui, selon l'auteur, a « organisé d'une façon merveilleuse le pillage des richesses de la France »). — C. Bouglé. Bilan de la sociologie française contemporaine. — Alexandre Bessmerltny. Exposé des hypothèses relatives à l'énigme de l'Atlantide. — P. Saintyves. Corpus de folklore préhistorique, en France et dans les colonies françaises, t. II (on y trouve notamment une traduction exacte des textes de Platon qui sont à l'origine de tout le problème, de Strabon, de Diodore de Sicile, etc.). — Bernard Marque. Pour l'identification de Gergovie (les plus récentes solutions du problème n'emportent pas la conviction, loin de là). — Louis Demants. Inventaire général des dessins des écoles du Nord t. III (admirable description de l'école hollandaise par Frits Lugt). — Le P. Mandonnet. Dante le théologien (très remarquable). — Giovanni Ferretti. I due tempi della composizione della Divina Commedia (à qui faut-il attribuer « le grand refus »? On l'ignore, mais ce n'est sûrement pas au pape Célestin V). = N° 903. René DUMESNIL. Notes sur l'Éducation sentimentale (Flaubert a, pour ce roman, utilisé deux sources principales, le Sottisier et le Dictionnaire des idées reçues de René Descharmes). — Dr Ch. FIESSINGER. La vie des sentiments : la jalousie. —

LÉON DEFFOIX. Sur Léon Hennique. Notes, souvenirs et textes inédits (ce fut un des collaborateurs des *Soirées de Médan*. Notes des années 1881-1908). — Jules DE GAULTIER. Signification biologique de l'art. = **Comptes-rendus**. Dr Alexis Carrel. L'homme, cet inconnu. — Jean Seguin. Belles ou curieuses statues dans le diocèse de Coutance et d'Avranches. — Gabriel Jeanton. L'habitation paysanne en Bresse. — Gautron du Coudray. Le bouquet du terroir : botanique morvandelle, folklore et florilège. — R. B. Mowat. Diplomacy and peace (la Société des Nations « est la plus grande œuvre politique du monde moderne »). — Hazel van Dyke Roberts. Boisguilbert, economist of the reign of Louis XIV (ouvrage d'une étonnante actualité). — Henry Noël Brailsford. Voltaire. — Meade Minnigerode. Son of Marie Antoinette; the mystery of the Temple Tower (documentation considérable, mais le mystère subsiste). — O. Scheid. L'esprit du troisième Reich. Les discours de Benito Mussolini (t. IX de l'édition définitive). = N° 904. René LALOU. Rudyard Kipling, 1865-1936. — Georges DUHAMEL. Nos besoins de lecture. — Jacques CREPET. Miettes baudelairiennes. = **Comptes-rendus**. G. Mongrédién. Mémoires du cardinal de Retz (quatre volumes, avec une bonne introduction). — Henri-L. Brugmans. Le séjour de Christian Huyghens à Paris (d'après de nombreux documents inédits). — Henri Pensa. Hortense Mancini, duchesse de Mazarin (sans valeur). — Georges Bouligand. L'évolution des sciences physiques et mathématiques. — Albert Lemoine. Histoire de la franc-maçonnerie française (surtout au XIX^e siècle). — Robert Randau. La franc-maçonnerie joue-t-elle un rôle politique? (le malheur pour elle est qu'elle reste une société secrète). — Albert Vigneau et Vivienne Orland. Sous le triangle (les loges ont toujours partie liée avec les factions d'esprit révolutionnaire. « Un honnête homme ne peut faire partie aujourd'hui d'une société secrète de mauvais garçons »). — Julien Bonneau. Neutralité universitaire et corporations d'étudiants (l'auteur attend une « opération radicale de redressement »; contre la prétention émise publiquement par l'Église catholique de gouverner la vie intérieure de l'Université », l'auteur réclame une « opération chirurgicale de redressement »). — Kipling et le folklore. — Lettres catalanes, néerlandaises, brésiliennes. — Les soixante-dix ans de Romain Rolland. — Le tombeau de Kipling. = N° 905. Henri CLOUARD. Jacques Bainville (il ne mérite pas le titre entier d'historien. « Il n'a pas l'information assez complète; nous le voyons à son Napoléon »). — Georges DUHAMEL. Les lois du monde futur. — Maurice PARTURIER. Itinéraire de Mémée en Corse (en 1839; avec l'itinéraire tracé sur la carte). — André DE HEVESY. Le roy Lear de la Musique (c'est Franz Liszt). = **Comptes-rendus**. Alain. Sentiments, passions et signes. — Léon Daudet. Essai sur les mouvements et les figures des idées et des passions humaines. — Félix Regnault. Classification des sciences anthropologiques. — Auriant. Les Lionnes du Second Empire. — L'Autriche sauvée par la musique (le festival de Salzbourg et Clemens Krauss). — Lettres portugaises, lettres russes et lettres hindoues. — Hommage à Rudyard Kipling par Jack London (considère surtout l'historien. Kipling « rendra inoubliable l'œuvre des Anglo-Saxons » et l'Anglo-Saxon du XX^e siècle s'enorgueillira d'avoir « maîtrisé la matière et organisé le monde ». A cela ont contribué l'impérialisme, le commerce et la démocratie). = N° 906. Marcel ROLAND. Vie du cloporte (le cloporte nous donne l'exemple attendrissant de sa maternité, qui le rapproche un peu de nous). = **Comptes-rendus**. Pierre Champion. Paris au temps de la Renaissance. Le règne de François I^{er}. — Geoffroy Atkinson. Les nouveaux horizons de la Renaissance française. — Jacques Valdour. Organisation corporative de la société et de la profession. —

Paul Chanton. Les droits du travailleur et le corporatisme. — *Pereira dos Santos.* Un État corporatif : la constitution sociale et politique portugaise (le corporatisme semble être assez bien vu dans les milieux religieux, c'est que beaucoup de sociologues bien pensants ont le libéralisme en horreur). — *Raymond Plion.* Le Siam pittoresque et religieux. — *Charles Vellay.* Une restauration de l'humanisme est-elle possible? (à trois conditions : la revision des valeurs, la rénovation des caractères et la reconstruction des élites). — *Randolf HUGHES.* Kipling (une appréciation anglaise : « Kipling est un des plus grands maîtres qui aient jamais existé »).

Polybiblion. 1935, novembre. — Chanoine *L. Cristiani.* La merveilleuse histoire des premières Ursulines françaises. — *Claude Derblay.* Une héroïne de Brantôme : Renée de Bussy d'Amboise, maréchale de Balagny, princesse de Cambrai. — *Albert Buisson.* Le chancelier Antoine Duprat. — *Charles-H. Pouthas.* Une famille de bourgeoisie française de Louis XIV à Napoléon. — *Eugène Lasserre.* Tite-Live. Histoire romaine, t. I ; traduction nouvelle. — *Jean Bonnerot.* Sainte-Beuve. Correspondance générale, t. I. — *Firmin Roz.* Les grands problèmes de la politique des États-Unis. — Décembre. *G.-P. Baker.* Hannibal. — Saint Pierre de Tarentaise, par un moine de Tamié. — Répertoire des abbayes et prieurés de l'ordre de Saint-Benoît, des chanoines réguliers et chanoinesses de Saint-Augustin, Basiliens, Chartreux et Clarisses ; 1^{er} fascicule, par le R. P. Dom *H. Cottineau.* — *P. Imbart de La Tour.* Les origines de la Réforme. T. IV : Calvin et l'Institution chrétienne. — *Émile Altette.* Le livre des treize curés de Beauvais. Étude sur les communautés de curés. — *Henri Calvet.* L'accaparement sous la Terreur. — *Alexandre Choulguine.* L'Ukraine contre Moscou, 1917. — *Stephen d'Irsay.* Histoire des Universités françaises et étrangères. T. II : Du XIV^e siècle à 1860. — *Albert Chérel.* La pensée de Machiavel en France. — 1936, janvier. *Charles Autran.* Mithra, Zoroastre et la préhistoire aryenne du christianisme. — *R. Dion.* Le Val de Loire. — *René Martel.* La Ruthénie subkarpathique. — *E. Cavaignac.* Chronologie de l'histoire mondiale. — *E. Pépin.* Histoire de Touraine. — Une incursion anglaise en Poitou, en novembre 1412. — *Jacques Levron.* Pierre Mauclerc, duc de Bretagne. — *Paul Ballaguy.* Bayard. — *R. de Loture.* Washington, nous voici ! — *J. Prims.* Brieven aan deken Werbrouck, 1797, tower « de Zaek van de Clergé ». — *Étienne Aubrée.* Le général de Lescure. — *Pierre Ordioni.* Pozzo di Borgo, diplomate de l'Europe française. — *Maréchal Lyautey.* Lettres du sud de Madagascar, 1900-1902. — Mémoires de S. A. R. l'infante Eulalie. — *F. Chapouthier.* Les Dioscures au service d'une déesse. — *Marcel et Christiane Dickson.* Les églises romanes de l'ancien diocèse de Chalon. — *René Bernard.* Quelques réclamations relatives à l'emprunt forcé de l'an IV dans le canton de Mont-Lion. — *Guglielmo Kratz et Pietro Leturia.* Intorno al « Clemente XIV » del Baron von Pastor. — *P. M. Leone Cicchitto.* Il Pontefice Clemente XIV nel vol. XVI, parte 2, della « Storia de i Papi » di Ludovico von Pastor. — Chronique. *G. DE VALOUS.* La vie intellectuelle en Bourgogne ; à suivre.

Revue d'Alsace. 1935, novembre-décembre. — *F. SCHAEDELIN.* Les émigrés suisses ou prétendus suisses dans le Haut-Rhin (les mesures de précaution prises contre eux). — *Henry BARBIER.* Philippe-Jacques Spener (à l'occasion du troisième centenaire de la naissance de ce célèbre prédicateur du XVII^e siècle, résume sa vie de 1635, date de sa naissance à Ribeauvillé, à 1666, date de son départ pour Francfort). — *E. LINCKENHELD.* Quinze ans de folklore alsacien (fin de la remarquable bibliographie). — *Alfred ERICKSON.* Quelques lettres inédites du général Rapp (qui

montrent son amour des chevaux et de la bonne chère). — L. HERBELIN. Éphémérides belfortaines de la guerre 1914-1918 ; fin (du 24 septembre au 12 novembre 1918). — Anciennes anagrammes strasbourgeoises. = **Comptes-rendus.** *Élie Weil*. Origine et développement de la communauté israélite de Barr. — Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse, 1934. — Bulletin de la Société d'histoire et de sciences naturelles de Mulhouse, 1934. — Elsass-Land. Lothringer Heimat 1934. — Bulletin de la Société des Amis de la cathédrale de Strasbourg, n° 3. — Jahrbuch der Elsass-Lothringischen Wissenschaftlichen Gesellschaft zu Strasbourg, Siebter Band. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Ribeauvillé, V. — Jahrbuch des Sundgau-Vereins, t. III. = 1936, janvier-février. F. J. HEITZ. Quelques alsatiques anciens rapatriés en Alsace (il s'agit de cinq pièces : la Grammaire figurée de Ringmann Philésius, la Badenfahrt de Thomas Murner, la Germania de Jacques Wimpfeling, une chronique inédite de Jérôme Guebwiller, une copie ancienne de la Chronique de Königshoven). — J. JOACHIM. Les Capucins de Belfort et la Révolution (leur dispersion en 1791). — G. ZELLER. L'Atlas alsacien-lorrain de Francfort devant la critique (relève, en s'appuyant sur les comptes-rendus déjà parus tant en France qu'en Allemagne, le caractère tendancieux et l'insuffisance scientifique de cet ouvrage de propagande politique). — P. LEUILLIOT. L'épuration du clergé alsacien sous la Restauration : à suivre. = **Comptes-rendus.** *André Waltz*. A l'ombre du lis. Correspondance diplomatique échangée entre la couronne de France et la République de Colmar, 1634-1646. — *Henri Gerlinger*. Une page de l'histoire de l'Alsace : Molsheim. — *Ch.-Edmond Perrin*. Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux ^x^e et ^{xi}^e siècles. — *Octave Meyer*. La régence épiscopale de Saverne. — *Willy Guggenbühl*. Chronik des Dorfes Bläsheim. — L'art populaire en France, 6^e année. — *Günther Skopnik*. Das Strassburger Schultheater. — *Josef Schmidlin*. Die Katholische Restauration im Elsass am Vorabend des dreissigjährigen Krieges. — Elsass-Lothringisches Jahrbuch 1935.

Revue archéologique. 1935, juillet-décembre. — Remi Ogier **ARIK**. Les tumuli de Karalar et la sépulture du roi Déiotaros II (on a découvert à l'ouest d'Ankara, en 1933, la tombe du roi Déiotaros II. Un tumulus porte une épitaphe qui est déchiffrée et commentée par M. J. COUPRY. Elle appartenait sans doute à Domnilaos dont le territoire avait été, dès 48-47, annexé par Déiotaros au nord d'Ancyre, dans le pays des Tectosages). — Louis ROBERT. Rapport sommaire sur un second voyage en Carie (avec dix figures et quatre inscriptions grecques). — Raymond LANTIER. Archéologie champenoise (fouilles appartenant au début de la période de la Tène). — Nouvelles archéologiques et correspondance (notes nécrologiques sur Emil Reisch, 1863-1933 ; Erich Preuner, 1867-1835 ; Duncan Mackensie, 1859-1935 ; André Andréadès, 1935 ; Michel Defforer, 1848-1934 ; Henri Rouzaud, 1835). — Le village néolithique de Varennes, Aisne. — Calymnos dans l'Antiquité (petite île où régnait, en 48 av. J.-C., Artemisia, princesse carienne). — L'énigme des sanctuaires de la Piazza Argentina à Rome (une inscription permet de dater le monument au commencement du 1^{er} siècle av. J.-C.). — La basilique de Bethléem (récemment consolidée). — Les fouilles de la cathédrale de Rouen. = **Comptes-rendus.** *Von Bissing*. Ägyptische Kunstgeschichte (depuis les plus anciens temps jusqu'à la conquête des Arabes. Très bon texte, mais les planches sont insuffisantes). — *F. H. Andrews*. Descriptive catalogue of antiquities recovered by Sir

Aurel Stein in central Asia (les monuments se rapportent aux expéditions de 1906-1908 et 1913-1916). — R. *Contenau*. Monuments mésopotamiens nouvellement acquis ou peu connus du musée du Louvre. — A. *Westholm*, E. *Gjerstad*, J. *Lindros* et E. *Sjöqvist*. The Swedish Cyprus expedition, 1934. — A. *Berthelot*. Festus Avienus. Ora maritima (remarquable). — Géza *Fehér*. Les monuments de la culture proto-bulgare et leurs relations hongroises, t. VII. — Archaeological survey of Mysore (rapport pour l'année 1930, avec 24 pl.). — Pierre *Dupont*. Catalogue des collections indo-chinoises du musée Guimet. — Marcel *Bulard*. Le scorpion, symbole du peuple juif dans l'art religieux des XIV^e-XVI^e siècles. — Maurice *Roy*. Artistes et monuments de la Renaissance en France ; 2^e partie (très intéressant). = Revue des publications épigraphiques relatives à l'Antiquité romaine, 1935 (173 numéros, par R. *Cagnat* et Alfred *Merlin*).

Revue de Paris. 1935, 15 décembre. — Jacques de *Lacretelle*. Louise de Hompesch (c'est une Allemande convertie à la Révolution française, qui épousa par amour le général français Louis Klein et qui tint un journal de sa vie pendant l'absence de son mari aux armées. Texte de ce journal, qui commence en ventôse an V, soit le 4 mars 1797 ; se continue dans les livraisons des 1^{er} et 15 janvier, les 1^{er} et 15 février 1936. « Je te dois, mon cher ami, un compte exact de mes actions, de mes pensées..., etc. »). — Robert de *Traz*. Alexandre 1^{er} et le président Wilson (parallèle à la Plutarque entre le tsar et le président Wilson, tous deux autocrates et qui n'ont jamais écouté qu'eux-mêmes). — Edmond *Vermeil*. La crise religieuse en Allemagne. — Henry *Bidou*. Peintres et modèles (chez les artistes de Paris). — Basile de *Sainte-Croix*. Guyane (le forçat ; les derniers des Caraïbes). — A. *Albert-Petit*. L'histoire (parle d'*Eulenberg*, Cicéron ; *Homo*, Auguste ; S.-K. *Pado-ver*, Joseph II ; *Bernard Fajj*. La franc-maçonnerie et la révolution intellectuelle du XVIII^e siècle ; *Gustave Welter*, Histoire de la Russie communiste, 1917-1935). — Constantin *Photiadès*. Variétés musicales (en l'honneur de Saint-Saëns ; Gabriel *Fauré* chez M^{me} Croisa). — Albert *Flament*. Tableaux de Paris (l'abbé *Mugnier*, pour fêter ses quatre-vingt-deux ans ; M^{me} Maurice *Barrès* ; *Maeterlinck*). = 1936, 1^{er} janvier. Sa Majesté la reine *Marie de Roumanie*. Souvenirs (I. Sur la reine *Victoria* et l'impératrice de Russie ; la vie de luxe et de plaisir dans la famille impériale). — Fernand de *Brinon*. France, Allemagne, Russie, 1936 (l'auteur rapporte une conversation entre Hitler et l'ambassadeur de France le 21 novembre 1935. Il publie, en outre, des passages inconnus du discours prononcé le 21 mai 1935 par Hitler et qu'on peut résumer par cette seule phrase : « L'Allemagne actuelle est un État national-socialiste ; l'idéologie qui nous domine est diamétralement opposée à celle de la Russie soviétique. » Conclusion : l'arrangement franco-allemand « doit être considéré comme possible »). — Matila G. *Ghyka*. Hamlet en Arabie (remarquable portrait du colonel *Lawrence*, le fameux organisateur de la révolte et de la victoire arabes, qui trouva la mort dans un accident de bicyclette sous le nom d'emprunt de « T. T. Shaw, soldat américain »). — Georges *Salles*. L'Iran sédentaire et nomade au musée de l'Ermitage. — Frank-L. *Schell*. La langue française en Amérique latine. — Louis *Rougier*. Une philosophie nouvelle : l'empirisme logique (à propos d'un récent congrès de philosophie scientifique tenu à la Sorbonne sur la base du « Cercle de Vienne ». Un congressiste a fait sensation en disant : « Le progrès de l'esprit humain est en proportion de la résistance qu'on oppose à la philosophie d'Aristote »). — François *Leuwen*. Fin d'année politique. — Robert

BRASILLACH. Chansonniers de Paris. — Henri BIDOU. Le mouvement littéraire. — François PORCHÉ. Le théâtre. = 15 janvier. La reine MARIE DE ROUMANIE. Souvenirs (ses fiançailles avec le prince héritier de Roumanie, neveu du roi Carol, 1892 ; ses visites officielles à la reine Victoria, sa grand'mère, que scandalise l'audition de *Carmen* ; à Carmen Sylva, femme de Carol I^{er} ; à la reine Élisabeth à Segenhaus près de Neuwied, résidence de la princesse douairière). — IGNOTUS. Pierre Laval négociateur (« un incomparable bon sens et une volonté fortement trempée ont, dans toutes les circonstances, préservé M. Laval des fautes irréparables »). — P.-Louis RIVIÈRE. L'autre guerre (il s'agit bien de la Grande Guerre, mais de l'offensive menée par l'Allemagne pour « provoquer la paralysie de l'ennemi en l'enveloppant dans un réseau de machinations et d'intrigues » ; d'après les informations militaires et navales, le service de l'espionnage, etc. Ce que sont devenus, depuis la paix, les ouvriers de l'autre guerre : Ratibor, von Kalle, von Krohn, von Papen). — Louise DE HOMPESCH. Journal d'amour ; suite (du 5 prairial au 30 messidor — mais on ne dit pas de quelle année !). — Jean MASSIF. La situation politique anglaise. — D^r Paul HALBRON. La grippe (ses ravages en 1889, 1890 et 1918). — R.-Édouard ANDRÉ. Le château de Chanteloup, d'après des documents inédits (plan général du château et du jardin, 1762-1770, avec la pagode de Chanteloup, 1775). — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (concernant La Grèce et l'hellénisation du monde antique, par Robert Cohen ; Le maître de l'Arabie : Ibn Séoud, par le capitaine Armstrong ; Les aumôniers de la guillotine, par Jacques Hérissey ; L'Italie et les pays balkaniques, par Jules Sion). — Henry BIDOU. Paul Bourget. — Colonel KOELTZ. Légendes militaires (concernant trois publications récentes sur Charleroi, la Marne et l'offensive allemande du 21 mars 1918, par des officiers français et anglais. Le repli de la 5^e armée britannique, au lendemain de l'attaque allemande du 21 mars, reste, malgré tout, entouré d'un certain mystère). = 1^{er} février. Wickham STEED. L'avenir des Indes (l'Angleterre croit que l'on peut désormais amener les Indes à collaborer avec elle dans une œuvre commune de civilisation et de paix. « C'est possible, mais souhaitons qu'il n'en soit rien pour l'avenir de l'humanité »). — IGNOTUS. Georges Mandel (il fut le principal collaborateur et conseiller de Clemenceau ; « c'est peut-être une âme de cette trempe qui vit en G. Mandel, car les temps sont proches »). — Marthe DE FELS. Terre de France : Jean Racine ; fin dans le prochain numéro. — René GROUSSET. Un pèlerinage sans la foi : l'étrange croisade de Frédéric II (l'empereur et roi excommunié, 1225-1229 ; une carte, reproduction d'un augustal d'or à l'effigie de ce souverain, 1232). — Alfred COLLING. Aux halles (les halles centrales de Paris ; leur fonctionnement : le marché libre et le marché dirigé ; l'intervention gouvernementale). — Ed. GISCARD D'ESTAING. Fiscologie et la taxe de transmission (la fiscologie est une science nouvelle, imprégnée d'étatisme ; « elle s'apparente étroitement à la zoologie ou à la botanique, en ce qu'elle étudie un impôt dans sa gaine, son développement et son épanouissement »). — Paul ALFASSA. L'art chinois à Londres. — Henry BIDOU. Le mouvement littéraire. = 15 février. André MAUROIS. Hommage au roi George V (« malgré son volontaire effacement, il a été, avec simplicité et discrétion, un grand roi »). — Roland DE MARES. La crise politique en Espagne. — Pierre D'ESPEZEL. Les origines du Palais-Royal (au XVII^e siècle). — Robert DEBRÉ. Tuberculose et hérédité. — Marthe DE FELS. Jean Racine ; suite et fin (son vocabulaire, d'après un « langage ramené à sa source ». Son art « se confond avec notre civilisation »). — Louise DE HOMPESCH.

Journal d'amour ; suite et fin (à la suite : la correspondance, du 2 vendémiaire an VII au 9 vendémiaire an VIII, 1799-1800). — Albert SCHINZ. Le livre français aux États-Unis (l'offre et la demande). — Christian DE CATER. Aux Antilles (à propos des fêtes du tricentenaire). — Albert FLAMENT. Tableaux de Paris et de Londres. = 1^{er} mars. ***. L'Italie entre la guerre et la paix. — Julien BENDA. En marge d'un dictionnaire (c'est le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, qui est « un document capital pour l'histoire politique et morale de la France ». C'est « la source des principales idées qui composent aujourd'hui la mystique démocratique »). — Paul DUCHON. Les élections de 1848, d'après les correspondances inédites du prince Louis-Napoléon et de M. de Persigny (d'après les papiers de famille appartenant à l'auteur : une centaine de lettres vont du 25 mai 1846, alors que le prince était encore en détention au château de Ham et que Persigny était, lui aussi, prisonnier d'État ; lettres du 18 février 1848 au 15 juin suivant. A suivre). — André THÉRIE. Verdun, février 1916 (souvenirs personnels). — P. LECOMTE DU NOÛY. Les mirages de la science. — Roger LABONNE. Shàngāi (Shangai l'Américaine, internationale, française et chinoise). — Robert DREYFUS. Le testament de Siegfried, ou le rêve de M. Alfred Rosenberg (l'auteur du *Mythe du XX^e siècle*, qui a la prétention de donner un tableau grandiose de la psychologie des races. Quant à Siegfried, ce nom est emprunté à l'antique mythologie du Rhin dont M. Rosenberg prétend rajeunir et adapter le « Testament » sibyllin). — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (à propos de livres nouveaux : le Bayard de Paul Ballaguy ; la vie de Pozzo di Borgo, par Pierre Ordioni ; la princesse Mathilde, par Joachim Kuhn et Távira, par Jean-Gabriel Guidau ; les histoires de la Touraine, par Eugène Pepin et de la Bretagne, par Auguste Dupouy). — Henry BIDOU. Le mouvement littéraire (les livres d'histoire de M. Bainville sont des œuvres de parti ; mais à cette lumière « la sincérité, l'intégrité de l'historien apparaissent non douteuses ». Bainville, qui, enfant, n'aimait pas l'histoire, « est venu, comme Taine, lui demander des leçons »). — Comptes-rendus. R. Demangeon et P. Febvre. Le Rhin, problème d'histoire et d'économie. — Xavier de Courville. Jomini, ou Le devin de Napoléon. = 15 mars. Comte DE FELS. Optimiste maçonnique. — Raoul DE ROUSSY DE SALES. Franklin Roosevelt et quelques autres problèmes américains (« en proclamant sa neutralité avec la même vigueur et le même élan qu'on jette un défi, Roosevelt a mis au monde une chimère »). — Camille MAUCLAIR. Les symbolismes et leurs musiciens. — ***. Le « crédit » et la « reprise des affaires ». — Georges-R. MANUE. Sur le Niger (esquisse rapide de la conquête française et de ses difficultés actuelles). — Paul DUCHON. Les élections de 1848 (d'après les correspondances inédites du prince Louis-Napoléon et de M. de Persigny. Démission du prince, bientôt révoquée ; Persigny mis en liberté et réélection du prince, le 17 septembre). — Adolphe JAVAIL. L'État châtelain (quel sera le sort réservé aux châteaux de la France possédés par l'État). — Raymond MILLET. Les tendances des Associations féministes en France.

CHRONIQUE

JACQUES BAINVILLE

(1879-1936)

L'académicien Jacques Bainville, qui vient de mourir, a-t-il droit à figurer dans la chronique nécrologique de notre *Revue*? On peut en douter. L'on ne saurait, cependant, ignorer les éloges démesurés qu'une certaine presse a faits de ses ouvrages, les succès de librairie que ceux-ci ont obtenus et le renom de grand historien que la propagande habile de milieux politiques a réussi à lui faire. Aussi voulons-nous, dans cet organe étranger aux passions du forum et consacré au culte serein de la science véridique, marquer les réserves qui s'imposent.

Jacques Bainville ne manquait pas de talent : dans un parti, dont les chefs se sont singularisés par les polémiques violentes et les outrances verbales, il a toujours conservé le style froid, sobre, un peu court, qui reflétait son esprit lucide et précis. Ces qualités, jointes à une réelle capacité d'assimilation, devaient faire de lui un excellent journaliste. Elles ne suffirent pas à faire un historien : cette remarque élémentaire a été notée dans plusieurs articles, favorables au reste, que sa mort a suscités ; il faut la répéter, car trop de voix partisanses semblent l'avoir oubliée.

Ce ne sont donc pas de véritables œuvres historiques qu'a publiées cet écrivain distingué et intelligent. Son *Louis II de Bavière* (1900) est un essai de jeunesse, d'une jeunesse romantique, dirions-nous, si le mot n'était mal vu des amis de Bainville et s'il n'étonnait pas à propos d'un esprit aussi classique que le sien. — Son *Histoire de deux peuples*, fâcheusement rééditée en 1933 (cf. *Revue historique*, t. CLXX, p. 537-538), est un pamphlet, comme en a produit la psychose de la Grande Guerre (1916), où il s'agissait de montrer en l'Allemagne l'éternelle ennemie, « le seul (pays) dont la France ait toujours eu à s'occuper », au Moyen Age comme aux temps modernes ! — Historien improvisé, Bainville était plus à son aise en racontant l'époque contemporaine, ce « cher XIX^e siècle », comme il l'a lui-même appelé, non sans un ironique mépris. Mais, là encore, c'est pour étayer une doctrine politique qu'il retient habilement certains traits de l'évolution historique : son *Histoire de trois générations* (1918) est peut-être son chef-d'œuvre, par la façon discrète, adroite et dépouillée avec laquelle un certain nombre de vérités (politique pacifique de la monarchie de Juillet et du parti royaliste jusqu'au lendemain de 1871 ; maladresse de la bourgeoisie et de la royauté en 1830 et en 1848, etc.) sont utilisées au profit d'une thèse *a priori*. Sa *Troisième République* (1934), avec moins de brillant, tend à une conclusion analogue. Encore faut-il souligner que cet exposé conduit le lecteur à se rallier à un républicanisme conservateur plutôt qu'à une restauration monarchique, pour laquelle milite, on le sait, le parti de Bainville. A cet égard, son dernier livre donne une déception à qui connaît les convictions politiques de l'auteur : en dépit de ses préférences personnelles, celui-ci nous a donné là une apologie de la stabilité durable dont a joui, après tant de révolutions, le régime modéré et patriote d'un Thiers, d'un Carnot, d'un Poincaré.

Dans cette histoire du XIX^e siècle, le bonapartisme offrait un cas embarrassant pour la cause que Bainville voulait plaider : il représente une réaction autoritaire, utile à ses yeux, mais aussi une concurrence fâcheuse pour la royauté légitime. L'avocat se tire d'affaire en alternant le blâme et la louange. Tout ce qui paraît à répudier dans l'œuvre napoléonienne, à commencer par la politique belliqueuse, est mis au compte de la Révolution, dont le Premier Consul est le continuateur, ou de la Démocratie, qu'a prétendu servir Napoléon III. Ce qui, chez eux, lui semble mériter un éloge est considéré comme le bienfait du pouvoir personnel, de la « monarchie », écrivait M. Maurras. Telle est la thèse qui se retrouve dans *l'Histoire de trois générations* et aussi dans le volume épais consacré à *Napoléon* (1931), ainsi que dans le petit livre sur *Le coup d'État du 18 Brumaire* (dans la collection *Récits d'at-trefois*) et dans l'essai sur *Les dictateurs* (1935).

Malgré quelques apparences, on ne cherchera pas moins de partialité dans *l'Histoire de France*, qui est sans contredit le plus important des ouvrages historiques de Jacques Bainville (1924). Il serait facile d'en relever les insuffisances, les lacunes, les défauts de proportion ; ce qui est plus grave, c'est la tendance qui l'anime, et qui donne à cette synthèse le caractère d'une plaidoirie, beaucoup plus que d'un véritable exposé historique. Les divers aspects de l'histoire sociale, économique, intellectuelle, religieuse, y sont délibérément négligés ; seule semble compter l'histoire de l'État et, dans cette évolution, une complaisance particulière est témoignée pour les restaurations autoritaires qui mettent fin aux crises révolutionnaires, ruineuses, mais éphémères. Le récit des événements du passé est discrètement, mais nettement, orienté vers la préparation d'une conclusion politique.

Cinq volumes de la collection ambitieusement intitulée *Les grandes études historiques*, plusieurs opuscules, d'innombrables articles de revues, d'hebdomadaires, de quotidiens ont ouvert à Jacques Bainville les portes de l'Académie française et lui ont procuré l'audience d'un large public. Ces succès s'expliquent par les mérites littéraires et l'intelligence aiguisée d'un écrivain, qui avait, dans son style comme dans sa pensée, quelques traits du génie de Voltaire. Ils ne sauraient justifier la réputation d'historien qui lui a été faite ; l'histoire n'a été pour lui qu'un moyen au service d'une fin différente, et c'est ce que les serviteurs désintéressés de la vérité ne sauraient pardonner : car autre chose est de rechercher dans l'histoire, impartialement étudiée, des leçons pour l'action présente, autre chose de l'utiliser par des choix — et des omissions — arbitraires pour servir des idées préconçues. Ce ne sera pas manquer au respect qu'inspire la carrière d'un honnête homme que de le situer sur le plan qui est le sien et qui n'est pas le nôtre. Aux politiques de juger la valeur de son système. Aux moralistes d'apprécier si sa philosophie de l'histoire est néfaste. Les historiens, sans refuser de rendre hommage aux qualités personnelles d'un journaliste de talent, s'inclineront avec regret devant sa tombe prématurément ouverte, mais ne pourront le juger que comme un vulgarisateur habile et tendancieux.

J.-R. PALANQUE.

SIR THEODORE MORISON

Un des plus distingués promoteurs du rapprochement intellectuel franco-anglais vient de mourir. Sir Theodore Morison, directeur de l'Institut britannique de Paris, était né le 9 mai 1863. Son père, Cottes Morison, était l'ami de John Morley et un des fondateurs de la *Fortnightly Review*. Après avoir terminé ses études à Cambridge, Theodore partit pour l'Inde en 1885 et y resta vingt ans. Il devint un des

observateurs les plus perspicaces de l'Inde nouvelle, et un ami surtout de l'Inde mahométane. Il entra en 1889 au collège anglo-oriental mahométan d'Aligarh, ouvert à tous les Indiens sans distinction. Il en fut le principal de 1899 à 1905, et s'y acquit la réputation d'un des plus grands éducateurs britanniques aux Indes. Revenu en Angleterre en 1905, il utilisa ses notes et écrivit des livres dont le plus connu est *The industrial organization of an Indian Province* (1906), plusieurs fois réédité ; il s'y agit du travail agricole, de la propriété foncière, des villages, dans les Provinces-Unies d'Agra et d'Oudh. A la suite de ces publications et de lettres au *Times* qui eurent du retentissement, il fut nommé par John Morley membre du Conseil des Indes ; si l'on avait compté sur une collaboration effacée, on avait eu tort, car il soutint énergiquement les revendications de la minorité musulmane. En 1913, il retourna aux Indes pour une enquête. Pendant la guerre, il fut chargé, avec le grade de lieutenant-colonel, d'administrer une partie de l'Afrique orientale allemande, et il s'y conduisit avec générosité et largeur d'esprit. Après l'armistice, il eut mainte occasion de montrer sa clairvoyance en combattant, dans les colonnes du *Times*, les extrémistes et les fantaisistes de toutes sortes. — La fin de sa vie a été consacrée à l'enseignement et à l'affermissement de l'amitié franco-britannique. Devenu principal d'Armstrong College, à Newcastle, et vice-chancelier de l'Université de Durham, il organisa, avec le concours de l'Office des Universités françaises, un échange de professeurs entre les Universités anglaises et françaises et, en recueillant des souscriptions, permit à la Bibliothèque de la Sorbonne de récupérer un énorme arriéré de publications anglaises. En 1933, il accepta la charge de diriger l'Institut britannique de Paris, et en peu de temps, lui donna un magnifique essor. Il n'avait pas cessé de s'intéresser activement aux études historiques. On se souvient que la *Revue historique* a publié, en 1927, une analyse pénétrante faite par lui d'une œuvre, qu'il croyait inédite (à tort, il l'a reconnu ensuite), du voyageur François Bernier. Miné par un mal qu'il savait incurable, il a trouvé une consolation dans la lecture, les travaux de sa direction et l'affection respectueuse de ses nombreux amis.

CH. PETIT-DUTAILLIS.

— M. Pierre DE NOLHAC est mort le 31 janvier 1936. Il était né à Ambert (Puy-de-Dôme) le 15 décembre 1859. Ancien membre de l'École française de Rome, il avait beaucoup écrit sur Pétrarque et l'Humanisme, Érasme et Ronsard ; mais son œuvre la plus féconde se rattache au Musée national de Versailles, dont il fut le conservateur aussi compétent que hardi administrateur. Vers la fin de sa carrière scientifique, il fut directeur du musée Jacquemart-André, qui lui assurait une retraite digne de ses longs services.

— On ne lira pas sans émotion la notice nécrologique par notre fidèle collaborateur, M. Henri Hauser, sur *Henri Pirenne*, extrait de la *Revue d'histoire moderne* (novembre-décembre 1935. Librairie Félix Alcan, 7 pages).

— M. Eugène D'EICHTHAL, directeur de l'École des sciences politiques, est mort le 28 février, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, étant né le 2 novembre 1844. Élu en 1905 à l'Académie des sciences morales et politiques, il en fut président pour l'année 1917. On lui doit de nombreux articles et livres sur les questions politiques et sociales, un important ouvrage intitulé *Socialisme, communisme, collectivisme*, qui fut couronné par l'Académie des sciences morales et politiques ; puis, en un tout autre ordre d'idées, un petit volume intitulé *La mémoire et son rôle dans nos conceptions* (1920). Il a aussi traduit, en collaboration avec Th. Reinach, *Les problèmes musicaux d'Aristote*.

— On annonce la mort de M. Eugène Vallée, décédé au Mans. Ce probe et trop modeste érudit a édité le *Cartulaire de Château-du-Loir* et il est l'auteur de nombreux travaux historiques concernant le Maine. Son œuvre maîtresse est le *Dictionnaire topographique de la Sarthe*, auquel il a consacré plus de trente années de sa vie et qui doit paraître dans la collection entreprise par le ministère de l'Instruction publique. L'impression, décidée en 1921, n'a commencé qu'en 1931 et l'auteur n'a pas eu la joie d'en voir l'achèvement. C'est une œuvre importante, d'une grande richesse toponymique. Le Maine, pays de bocage, contient un nombre extraordinaire d'écarts et E. Vallée les a relevés avec la consciencieuse exactitude et le souci de précision qui étaient ses qualités maîtresses.

R. L.

CINQUANTENAIRE DE LA SECTION DES SCIENCES RELIGIEUSES
DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES-ÉTUDES
(9-11 mai 1936).

La V^e Section de l'École pratique des Hautes-Études, section des sciences religieuses, créée par le décret du 30 janvier 1886, est entrée dans sa cinquantième année.

Suivant l'exemple déjà donné en 1922 par sa glorieuse aînée (Sciences historiques et philologiques), elle se propose de célébrer ce cinquantenaire et de jeter un regard d'ensemble sur un demi-siècle de fructueux labeur. Dans le domaine des sciences religieuses, l'innovation était particulièrement hardie. Dans cette section, il s'agissait d'étudier toutes les religions, au point de vue non plus du dogme, comme dans les anciennes Facultés de théologie qu'on venait de supprimer, mais de l'histoire, en les soumettant, comme les documents historiques, « à la comparaison, à la critique, pour en révéler les origines, les enchaînements et, s'il y a lieu, les influences ou les filiations mutuelles ». Ce programme a été réalisé en pleine indépendance de toute préoccupation dogmatique. Les étudiants et assistants, de plus en plus nombreux, sont venus de tous les centres éducatifs de France et de l'étranger. Aussi est-ce en toute confiance que la Section a décidé de convier les Universités, les Académies, les Sociétés savantes et tous les esprits cultivés qui nous ont prêté leur collaboration, à recenser avec nous les « travaux et les jours » écoulés et à évoquer, avec nous, la mémoire des maîtres, hélas trop nombreux, disparus depuis notre fondation. En particulier celle de Sylvain Lévi, qui est mise sous le patronage de son nom glorieux.

Les fêtes du cinquantenaire comprendront, sous la présidence de M. Alexandre Moret, membre de l'Institut : 1^o Une réception, par l'Institut de civilisation indienne, à la Sorbonne, le vendredi 8 mai à dix-sept heures. 2^o La cérémonie commémorative du cinquantenaire, sous la présidence de M. le ministre de l'Éducation nationale, à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, le samedi 9 mai à quinze heures. 3^o Une réunion au musée Guimet, 6, place d'Iéna, lundi 11 mai, à quinze heures, pour visiter le Musée d'histoire des religions, sous la direction de M. J. Hackin, conservateur du Musée.

France. — Le Centre d'études de politique étrangère, qui s'est ouvert à Paris en 1935, vient de faire paraître, à intervalles rapprochés, les deux premiers numéros de son bulletin bimestriel, qui porte le titre de *Politique étrangère*, et ses deux pre-

mières brochures d'information : Jean Meuvret, *La question de Memel* ; P. Vaucher et P.-H. Siriex, *L'opinion publique britannique, le Pacte de la Société des Nations et le conflit italo-éthiopien* ; la troisième, V.-L. Tapié, *Les rapports entre la Pologne et la Tchécoslovaquie*, est sous presse. Cette nouvelle institution, dont la création répond à un besoin ressenti et exprimé depuis longtemps, se propose de faire en France l'œuvre qu'accomplit depuis plusieurs années, en Angleterre, le *Royal Institute of International Affairs*, vulgo *Chatham House*, dont l'exemple a stimulé ses promoteurs et dont l'organisation lui a dans ses grandes lignes servi de modèle. Elle veut donc contribuer à fournir à l'opinion française les éléments d'une documentation sérieuse, présentée en toute impartialité scientifique, sur tous les problèmes importants de la politique internationale. Une structure fort souple lui permet de constituer, chaque fois qu'un de ces problèmes devient actuel, un groupe d'études où il est examiné en commun, discuté, mis au point pour être présenté sous forme d'exposé inséré au bulletin, après quoi le groupe se dissout pour faire place à d'autres. Des enquêtes sont ainsi ouvertes actuellement sur le monde musulman, les problèmes du Pacifique, l'Allemagne politique, économique, intellectuelle et culturelle, la reconstruction économique, l'étude et l'enseignement des sciences politiques et sociales, pour ne citer que les groupes principaux. Dans ces travaux, une collaboration amicale lie le Centre à certains groupements déjà existants, tels le Comité d'études des problèmes de l'Europe centrale et celui des problèmes du Pacifique. — Le rôle de l'histoire dans la détermination de la politique internationale est à la fois trop grand et trop surestimé de certains côtés, sous-estimé d'autres, pour qu'une entreprise conçue et dirigée comme le Centre ne mérite pas d'être considérée avec une curiosité attentive et sympathique spécialement par les historiens attachés à l'observation et à l'explication du monde contemporain. Ils ont d'ailleurs largement placé dans le Conseil d'administration du Centre. Ils y rencontrent des hommes venus des divers secteurs de l'activité nationale : diplomatie, Université, politique, monde des grandes affaires. A ces contacts, l'histoire contemporaine peut gagner d'élargir son horizon et d'acquérir une connaissance plus intime et plus exacte de la vie des sociétés d'aujourd'hui, mais aussi d'intéresser à ses méthodes, à ses résultats, à son esprit des milieux qui souvent ont encore à son égard indifférence ou même préjugé, et de remplir ainsi plus largement sa mission éducatrice et son devoir national.

— L'Académie des Jeux floraux a décerné le grand prix de prose Fabien Artigue, de 5,000 francs, à M. Raymond REY, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art à la Faculté des lettres de Toulouse, pour *La sculpture romane languedocienne*. Un prix d'académie de 3,000 francs a été attribué à M. Frédéric LÉON, maître de conférences à la Faculté des lettres d'Alger, pour son ouvrage *L'Académie des Jeux floraux et le romantisme, de 1818 à 1824*.

ERRATUM. — Page 470, note, au lieu de : M. Duff montre que..., lire : Dans son introduction, M. Duff fait l'historique de l'essai, Gobineau voulait le publier en allemand ; mais sans peine, il a pu le faire passer, etc.

Le gérant : R. LISBONNE.

ucher
ons et
e et la
pond
rance
use et
romo-
venti-
ation
mpon-
consti-
il est
xponi
es en-
nes du
econ-
ciales,
n ami-
es du
ôle de
grand
eprim
curio-
serva-
place
us du
de des
gir son
rie des
, à son
réjugé,
al.
l'abim-
histoire
guede-
écran,
adéma

n intro-
nd; nos

E.